



Archives départementales

Les conseillers généraux du Tarn

Administrateurs du département (1790-1800) ;
conseillers généraux nommés par le gouvernement
(1800-1833) ; conseillers généraux élus (1833-2014)

11 mai 2015

Avant-propos

Ce document fournit la nomenclature précise des administrateurs et conseillers généraux du département du Tarn, depuis sa création en 1790 : administrateurs du département au sein du conseil général (1790-1793), du directoire du département (1793-1795) et de l'administration départementale (1795-1800) ; conseillers généraux nommés par le gouvernement (1800-1833) ; enfin conseillers généraux élus, au suffrage censitaire (1833-1848), puis au suffrage universel (depuis 1848). L'étude se termine, au moins provisoirement, avec la profonde réforme de 2014, qui a donné lieu aux élections de mars 2015 : la carte cantonale qui avait servi de cadre aux élections depuis 1833 a été totalement modifiée.

Il s'est agi de fixer, en remontant le plus souvent aux sources originales¹, les dates et les résultats des élections en indiquant les noms des candidats, leur étiquette politique et leur nombre de voix. Pour les candidats élus, l'on a commencé à indiquer, en se basant sur les documents électoraux consultés et en faisant quelques recherches préliminaires, les renseignements usuels d'état civil et des éléments très sommaires de biographie. L'on a enfin, pour caractériser la personnalité des élus et les circonstances des élections, transcrit certaines notes échangées entre les sous-préfets, le préfet et le ministre de l'Intérieur – sauf, on le comprendra sans peine, pour la période la plus récente.

Ce travail n'a d'autres buts que d'être utile en l'état, et surtout de provoquer critiques, précisions et dépassements. Critiques et précisions, car l'auteur serait très heureux qu'on lui signalât erreurs et lacunes et qu'on lui fournisse toutes informations manquantes : données biographiques et d'état civil, archives privées, photographies, etc. Dépassements, car il est évident que ce corpus prosopographique pourrait et devrait être la base de biens d'études historiques sur les deux derniers siècles de notre département.

Jean LE POTTIER
directeur des Archives
départementales du Tarn
archives@tarn.fr

¹ Le document est encore fort incomplet pour la période révolutionnaire : l'on s'est contenté de dépouiller l'inventaire sommaire de la série L des Archives départementales. Pour les élections les plus récentes, l'on s'est le plus souvent borné au dépouillement de la presse locale (*La Dépêche du Midi* et *Le Tarn libre*) ou du site Internet du ministère de l'Intérieur.

Introduction

Sous la Révolution

La Constituante décide que le département sera administré par un *conseil général* composé de 36 membres élus pour deux ans et renouvelables par moitié chaque année. Les conseillers sont élus par l'assemblée électorale du département, et choisis parmi les citoyens payant une contribution directe égale à dix journées de travail. Dans l'intervalle de ses sessions, le conseil général désigne un *directoire* du département, composé de huit membres rétribués. Le pouvoir exécutif central est représenté par un *procureur général syndic* élu pour quatre ans par les mêmes électeurs que le conseil, et rééligible une fois.

Pour les premières élections, le roi désigne dans chaque département deux ou trois commissaires chargées de les organiser et de les surveiller. Les assemblées électorales ont lieu en mai-juin 1790. Elles se préoccupèrent souvent de donner une base territoriale à leur désignation, quoique la loi n'exigeât que la nomination de deux conseillers par districts.

La Convention décide le 19 octobre 1792 que les assemblées départementales seraient renouvelées et désormais élues au suffrage universel : serait éligible tout citoyen de plus de 25 ans, domicilié depuis plus d'un an et qui n'était pas employé comme domestique. Le directoire serait également élu au suffrage universel et au scrutin de liste à deux tours. Le résultat amène des administrateurs souvent girondins, hostiles à la centralisation jacobine. Du coup, certaines administrations sont poursuivies, les administrateurs sont nommés par les représentants en mission, cooptés, etc.

La loi du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) supprime les conseils généraux et les procureurs syndics. Seuls subsistent les directoires, toujours formés de 8 membres, aux attributions rognées. La loi du 1^{er} ventôse an III (19 février 1795) réduit à 5 le nombre des membres des directoires de département, mais celle du 28 germinal (17 avril) rétablit les directoires dans leurs attributions de 1792 : leurs membres seront dorénavant nommés et non élus. Les conseils généraux ne sont pas restaurés. Durant la Terreur, ce sont plutôt les administrations de district et les agents nationaux nommés à leur tête qui ont hérité du pouvoir des départements.

Le Directoire

La constitution du Directoire institue une *administration départementale* formée de cinq membres, élus par l'assemblée électorale, renouvelables par cinquième tous les ans. Les administrateurs sont rééligibles une fois, puis de deux ans en deux ans. Auprès de chaque administration départementale, est nommé par le gouvernement un commissaire central.

Sous le Consulat, l'Empire et la Restauration

La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) institue les conseils généraux et range le département du Tarn dans la troisième et dernière catégorie, celle des départements

ayant droit à un conseil de 16 membres. Les conseillers sont nommés par le Premier consul pour trois ans. Deux ans après, la loi du 16 thermidor an X (4 août 1802) les rend renouvelables tous les 5 ans.

La Restauration hérite de l'institution sans la réformer.

Sous la Monarchie de Juillet

La loi des 22-25 juin 1833 attribue à chaque département un conseil général de 30 membres maximum, élus dans chaque canton. Si le nombre de cantons dépasse 30 (dans le Tarn, il y avait 35 cantons), les cantons sont réunis deux à deux. Ainsi Anglès et Brassac, Cuq-Toulza et Puylaurens, Lacaune et Murat, Lisle et Salvagnac, Valdériès et Valence sont-ils réunis.

La loi prévoit que les conseillers sont élus au suffrage censitaire pour 9 ans, le conseil étant renouvelé par tiers tous les 3 ans. Le conseil général est chargé de répartir les cantons en trois séries égales ; le tirage au sort de l'ordre de renouvellement de ces trois séries est ensuite effectué en conseil de préfecture réuni en séance publique.

Les élections ont lieu aux dates suivantes :

1833, 17 novembre		
Albi, Cadalen, Castelnau-de-Montmiral, Castres, Gaillac, Lacaune et Murat, Lavaur, Mazamet, Roquecourbe, Villefranche	Alban, Anglès et Brassac, Cordes, Cuq-Toulza et Puylaurens, Labruguière, Montredon-Labessonnié, Pampelonne, Rabastens, Réalmont, Vabre	Dourgne, Graulhet, Lautrec, Lisle et Salvagnac, Monestiés, Saint-Amans-Soult, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Valdériès et Valence, Vaour, Vielmur
1836, 27 nov.-4 décembre		
	1839, 1 ^{er} -8 décembre	
		1842, 4-11 décembre
1845, 23-30 novembre		

Sous la Seconde République et le Second Empire

Le décret du 3 juillet 1848 institue un conseiller par canton, les conseillers étant désormais élus au suffrage universel masculin.

Des élections générales ont lieu en 1848, puis en 1852 (en vertu du décret du 7 juillet). En vertu de la loi du 7 juillet 1852 et du décret du 2 février 1852, les conseillers sont élus pour 9 ans, le conseil étant renouvelable par tiers tous les 3 ans. Les trois séries, après les élections générales de 1852, sont constituées lors de la séance du 28 août 1852

(rapport de Crozes au nom de la 4^e commission)², puis leur ordre de renouvellement est tiré au sort en conseil de préfecture le 13 septembre³.

1848, 27 août-3 septembre		
1852, 31 juillet-1 ^{er} août		
Castres, Dourgne, Graulhet, Lautrec, Lisle, Monestiés, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Salvagnac, Valdériès, Valence, Vaour, Vielmur	Albi, Cadalen Castelnau-de-Montmiral, Cordes, Lacaune, Lavour, Mazamet, Murat, Roquecourbe, Saint-Amans-Soult, Villefranche	Alban, Anglès, Brassac, Cuq-Toulza, Gaillac, Labruguière, Montredon, Pampelonne, Puylaurens, Rabastens, Réalmont, Vabre
1855, 2-3 juin		
	1858, 12-13 juin	
		1861, 15-16 juin
1864, 18-19 juin		
	1867, 3-4 août	
		1870, 11-12 juin

Depuis 1870

D'octobre 1870 au 10 août 1871, la *commission départementale* est formée d'autant de membres que de cantons, mais nommés par le gouvernement sur proposition du préfet.

La loi du 10 août 1871 prescrit que les conseils généraux, dont les membres seront élus au suffrage universel, seront renouvelés par moitié tous les 6 ans. La première élection générale a lieu les 8-15 octobre 1871. Le 10 novembre 1871, les 34 cantons sont divisés par tirage au sort en deux séries formées de 17 cantons chacune. La première série sera renouvelée à titre exceptionnel en 1874, la seconde sera renouvelée en 1877. Le conseil général décide le 23 août 1889 que Carmaux, canton créé en 1889 par scission du canton de Monestiés, sera de la 2^e série comme Monestiés.

La Grande Guerre ne permet pas la tenue du renouvellement de 1916. Les élections de 1919 concernent donc les deux séries.

1871, 8-15 octobre	
1 ^{ère} série	2 ^e série
Alban, Albi, Anglès, Castelnau-de-Montmiral, Cordes, Cuq-Toulza, Graulhet, Labruguière, Lacaune, Lautrec, Lisle, Mazamet, Montredon-Labessonnié, Murat, Réalmont, Roquecourbe, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Salvagnac, Valdériès	Brassac, Cadalen, Carmaux (après 1889), Castres, Dourgne, Gaillac, Lavour, Monestiés, Pampelonne, Puylaurens, Rabastens, Saint-Amans-Soult, Vabre, Valence, Vaour, Vielmur, Villefranche

² Procès verbaux imprimés, 1852, p. 230.

³ Recueil des actes administratifs n° 35, 1852, p. 205-208.

1874, 4-11 octobre	
	1877, 5-12 novembre
1880, 2-9 août	
	1883, 13-20 août
1886, 1 ^{er} -8 août	
	1889, 28 juillet-4 août
1892, 31 juillet-7 août	
	1895, 28 juillet-4 août
1898, 31 juillet-5 août	
	1901, 21-28 juillet
1904, 31 juillet-5 août	
	1907, 28 juillet-4 août
1910, 24-31 juillet	
	1913, 3-10 août
1919, 14-21 décembre	
1922, 14-21 mai	
	1925, 19-26 juillet
1928, 14-21 octobre	
	1931, 18-25 octobre
1934, 7-14 octobre	
	1937, 10-17 octobre

Le décret du 12 octobre 1940 suspend les sessions des conseils généraux et accorde leurs pouvoirs aux préfets, assistés d'une *commission administrative* de 7 à 9 membres (dont 3 pris au sein du conseil général). La loi du 30 mai 1941 supprime les conseils généraux et les conseils d'arrondissement. La loi du 7 août 1942 (modifiée par la loi du 14 mai 1943) institue le *conseil départemental*, dont les membres sont nommés.

Après la Libération, il est question de reconstituer provisoirement, en attendant les futures élections, les conseils généraux, en éliminant les conseillers généraux trop compromis et en faisant nommer les remplaçants après avis du comité départemental de Libération⁴. Le préfet du Tarn fait des propositions, mais ces projets sont abandonnés lorsqu'il est décidé de procéder à des élections générales en septembre 1945. Lors de la première séance, la série à renouveler en 1949 et celle à renouveler en 1951 doit être

⁴ Voir l'ordonnance du 21 avril 1944. Ordonnance du 3 novembre 1944 portant modification de son article 13.

tirée au sort. La série élue en 1934 sera renouvelée en 1949, la série élue en 1937 le sera en 1951.

Jusque dans les années 90, les renouvellements ont lieu avec régularité tous les trois ans, normalement au mois de mars sauf lorsque d'autres élections tombent à ce moment de l'année. Afin de faire coïncider le renouvellement des conseils généraux avec celui des conseils régionaux et de supprimer par la même occasion le renouvellement par moitié des conseils généraux tous les trois ans, la loi n°90-1103 du 11 décembre 1990 avait prévu que le mandat des conseillers généraux élus en mars 1985 serait prolongé jusqu'en mars 1992, tandis que les conseillers généraux de l'autre série seraient élus en mars 1994 pour 4 ans seulement. Ensuite, à partir de 1998, les conseillers généraux des deux séries seraient élus ensemble pour 6 ans. Mais une nouvelle loi, du 13 décembre 1993, a rétabli le renouvellement triennal par moitié et a porté exceptionnellement la durée du mandat des conseillers renouvelables en 1994 à 7 ans de manière à rétablir l'ordre normal de renouvellement des conseils généraux.

Les élections de la 2^e série qui auraient dû se tenir en 2007 ont été repoussées à 2008 (comme les élections municipales) afin d'alléger le calendrier électoral de l'année 2007 où devaient se dérouler les élections présidentielles et législatives. Les élections de la 1^{ère} série qui devaient se tenir en 2010 ont été quant à elles repoussées à 2011.

La loi n°2007-128 du 31 janvier 2007 *tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives* a modifié le code électoral en instituant des remplaçants, élus en même temps que les conseillers généraux, susceptibles de les remplacer en cas de décès ou de démission. Ces remplaçants sont du sexe opposé à celui du conseiller titulaire. Cette réforme prend effet à compter des élections de 2008.

1^{ère} série	2^e série
Alban, Albi, Anglès, Castelnau-de-Montmiral, Cordes, Cuq-Toulza, Graulhet, Labruguière, Lacaune, Lautrec, Lisle, Mazamet, Montredon-Labessonnié, Murat, Réalmont, Roquecourbe, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Salvagnac, Valdériès	Brassac, Cadalen, Carmaux, Castres, Dourgne, Gaillac, Lavaur, Monestiés, Pampelonne, Puylaurens, Rabastens, Saint-Amans-Soult, Vabre, Valence, Vaour, Vielmur, Villefranche
1945, 23-30 septembre	
1949, 20-27 mars	
	1951, 7-14 octobre les élections législatives ont lieu le 17 juin
1955, 17-24 avril	
	1958, 20-27 avril
1961, 4-11 juin	
	1964, 8-15 mars
1967, 24 septembre-1 ^{er} octobre les élections législatives sont en mars	
	1970, 8-15 mars

Les nouveaux cantons d'Albi et de Mazamet créés en 1973 sont de la 1 ^{ère} série. Il en est de même d'Albi Nord-Ouest et Albi-Nord-Est créés en 1984. Le canton d'Albi-Ouest, créé en 1997 est également de la 1 ^{ère} série, alors qu'Albi-Est est placé dans la 2 ^e série.	Les nouveaux cantons de Carmaux et de Castres créés en 1973 sont de la 2 ^e série. Il en est de même des cantons de Castres créés en 1997, ainsi que du canton d'Albi-Est.
1973, 23-30 septembre les élections législatives sont en mars	
	1976, 7-14 mars
1979, 18-25 mars	
	1982, 14-21 mars
1985, 10-17 mars	
	1988, 25 septembre-2 octobre les élections présidentielles puis les législatives sont en avril-juin
1992, 22-29 mars le premier tour a lieu en même temps que les élections régionales	
	1994, 20-27 mars
1998, 15-22 mars le premier tour a lieu en même temps que les élections régionales	
	2001, 11-18 mars en même temps que les élections municipales
2004, 21-28 mars le premier tour a lieu en même temps que les élections régionales	
	2008, 9-16 mars en même temps que les élections municipales A partir de cette élection, chaque candidat doit désigner un remplaçant du sexe opposé
2011, 20-27 mars	

Le contentieux électoral

Jusqu'en 1870, les recours sont portés devant le conseil de préfecture, puis en appel devant le Conseil d'État. La loi du 10 août 1871 prévoit que le conseil général vérifie lui-même les pouvoirs de ses membres : les élections de 1871 et de 1874 sont donc ainsi jugées et l'on trouvera dans les procès verbaux imprimés des séances du conseil général de 1871 et de 1874 les rapports et les votes sur le déroulement de ces élections. La loi du 31 juillet 1875 modifie ensuite la loi de 1871 en confiant au Conseil d'État le soin de juger le contentieux des élections départementales⁵. Aux Archives du Tarn, les dossiers,

⁵ Alors que le contentieux des élections aux conseils d'arrondissement continue à être régi par la loi du 22 juin 1833 et à être porté en première instance au conseil de préfecture.

le plus souvent très complets, sont annexés au procès verbaux, dans 2 M 5/105-143. Le décret-loi du 5 mai 1935 attribue compétence en premier ressort aux conseils interdépartementaux de préfecture⁶.

Le découpage des cantons

De l'an VIII à 1973, sauf un petit nombre de passages de communes d'un canton à un autre, la carte cantonale ne connaît qu'une seule modification : la création en 1889 du canton de Carmaux, par démembrement de celui de Monestiés. On arrive ainsi à un déséquilibre assez peu démocratique dans le poids démographique des cantons : aux élections de 1967, le canton d'Anglès compte ainsi 771 électeurs, et celui d'Albi 32 903.

En 1973, le gouvernement décide donc enfin de créer de nouveaux cantons. En vertu du décret n°73-675 du 13 juillet 1973, les cantons d'Albi et de Castres donnent naissance à 3 cantons chacun, Carmaux et Mazamet à 2. Sont ainsi créés les cantons Albi-Centre, Albi-Nord et Albi-Sud ; Castres-Centre, Castres-Nord et Castres-Sud ; Carmaux-Nord et Carmaux-Sud ; Mazamet-Nord-Est et Mazamet Sud-Ouest. Par la suite, le canton d'Albi Nord est partagé par le décret n°84-1238 du 24 décembre 1984 en Albi-Nord-Ouest et Albi-Nord-Est. Enfin, en 1997, le décret du 21 février 1997 crée deux cantons supplémentaires à Albi (Albi-Ouest et Albi-Est) et un canton supplémentaire à Castres (Castres Ouest).

Bibliographie

L'administration du Tarn de l'an VIII à nos jours, Albi, Conseil général, 1977, dact. non pag. (Arch. dép. du Tarn, CC 41).

Portal (Charles), « Les représentants du département du Tarn de 1789 à 1900 : députés et sénateurs ; conseillers généraux », dans *Annuaire... du Tarn*, 1904, p. 360-390 (repris dans le suivant)

Portal, Charles, *Le département du Tarn au XIX^e siècle*, Albi, Nouguiès, 1912, chapitre III, « Les représentants du pays aux assemblées nationales et départementales », p. 58-95.

Annuaire du Tarn

Sources

Série L pour la période 1790-an VIII

Sous-série 1 M (1 M 13 à 1 M 15) pour les conseillers généraux nommés (an VIII-1833).

Sous-série 2 M 5 : élections départementales, de l'an VIII à 1940

2 M 5/105-143 Procès verbaux, 1933-1940

⁶ Voir Charles Rabany, *Guide général des élections*, Paris, Berger-Levrault, 1908, 519 p. (ADT, BIB A 138).

Série N : procès verbaux des délibérations du conseil général et rapports du préfet, an VIII-1940.

Série W : documents postérieurs à 1940 : cabinet du préfet et bureau des élections.

I. Administration départementale, de la Constituante à la Convention (1790-an III)

Présentation chronologique issue du dépouillement de l'inventaire sommaire de la série L (période révolutionnaire) par Charles Portal. Il s'agit d'un travail provisoire. Les données sont reprises et complétées dans le dictionnaire des administrateurs du département (1790-an VIII), en page 25.

30 mai-7 juin 1790 : élections du conseil général

Sont d'abord élus, du 30 mai au 1^{er} juin, deux administrateurs par district.

Pour Lacaune

Rabaud père, avocat au parlement à Gijounet, Gijou
Baffignac, avocat au parlement à Vabre.

Pour Castres

de Lastours père, de Castres (élu président le 3 novembre 1790)
Rivals, de Verdalle, demeurant à Sorèze

Pour Lavaur

Martin, avocat et notaire à Puylaurens
Carrère, avocat en parlement, à Lavaur

Pour Albi

Gisbert l'aîné, d'Albi
Descolis, avocat en parlement, à Paulinet

Pour Gaillac

Cousin, de Gaillac
Jalbert, avocat en parlement, de Lisle

puis, du 3 à 7 juin, élection des 26 restants (dans l'ordre des suffrages)

Foulquier fils, avocat au parlement, à Réalmont
Sancerre, conseiller au sénéchal de Castres
Bosviel de Lagoutine, avocat en parlement, de Mazamet
de Lafargue, maréchal de camps, habitant à Saint-Paul
Lacombe de Saint-Michel, capitaine au régiment de Toul artillerie, habitant à Saint-Antonin
Huc de Puechmégé, juge royal, de Puechmégé, par Saint-Sernin-en-Rouergue
Gaches, avocat à Masplos
Campmas, de Carmaux
Escande de Lagineste, avocat en parlement, de Boissezon
Larroque de Labécède, à Puycelsi
Caraven ou Caravenc, de Lavalette, à Lautrec
Albergne, de Montmiral
Calmès de Labessière, avocat en parlement, à Valence
Jouglà, avocat à La Vergne, près Viviers-lès-Montagnes
Pinel de Castelle, avocat à La Croisille par Puylaurens

Ramière fils, notaire à Vielmur
Bernard de Cadapau, à Cadapau, par Valdériès
Rolland de Villettes, conseiller honoraire au parlement de Toulouse
Pastre, négociant à Plos, près Lacaune
Vialas, avocat à Lisle
Maignial, docteur en médecine à Gaillac
Abrial, juge à Graulhet
Gorse, ancien maire d'Albi
Cahours, bourgeois de Giroussens
Solomiac de Farinières, avocat à Puylaurens (élu président du tribunal criminel le 30 juin 1791).
Lemozy d'Aurel fils, avocat à Cordes

Le 9 juin, Gleizes, avocat, maire de Castres, est élu procureur général syndic

Les 4 et 5 août 1790 sont élus les 8 membres du directoire :

Bosviel de Lagoutine
Lacombe-Saint-Michel (élu le 17 vice-président)
Gisbert, du district d'Albi
Foulquier, du district d'Albi
Jalbert
Solomiac
Escande-Lajineste
Rivals, du district de Castres.

Dor de Lastours est élu président du conseil général ; Azaïs-Houlès, de Castres, secrétaire de l'administration départementale ; de Foulquier, procureur général syndic suppléant.

3 novembre-14 décembre 1790 première session du conseil général

12 décembre : Laroque-Labécède est nommé membre du directoire, en remplacement de Lagoutine, démissionnaire.

14 décembre : Jouglà remplace Escande au directoire.

26 juin-11 septembre 1791 renouvellement de la moitié du conseil général

dans la chapelle des Jacobins de Castres : élection des députés à la Législative et de la moitié du conseil général (18) qui avait été tirée au sort le 1^{er} septembre 1791 (du directoire, Lacombe, Larroque, Solomiac, Jalbert ; du conseil : Albergne, Sancerre, Abrial, Rabaud, Dor, Ramière, Carrère, Descolis, Campmas, Escande-Lajineste, Calmès, Vialas, Maignial, Cahours).

Sont élus :

Jalbert
Delbosc, médecin
Dessonville, de Gaillac
Descolis de Paulinet
Boudet de La Serre de Montmiral
Campmas, juge de paix à Carmaux
Couchet, homme de loi

Meyer, maire de Mazamet
Bousquet fils de Graulhet
Laval père de Lastouzeilles
Solomiac aîné de Farinières
Bonnafous, de Roquecourbe
Terral de Lacaune

et au titre des districts :

Bruel avoué
Rabaud fils
Deconte fils
d'Armengaud de Lavaur
Fournès, de Viviès

sont également élus les remplaçants de Foulquier (élu PGS) et Lagoutine (démissionnaire) :
Justy, juge de paix, et Lévêque

Restent au conseil élus en 1790 :

Lacaune : Baffiniac, Pastré, Huc de Puechmégé

Lavaur : Martin, Lafargue, Pinel

Gaillac : Cousin, Tolland-Vilète, Lemozy

Castres : Bosviel-Lagoutine, Caraven-Lavalette

Albi : Gaches, Bernard de Cadapeau, Gorsse

26 septembre 1791 : Martin est adjoint au directoire.

6 octobre : Pinel et Rolland *idem*.

26 novembre-25 décembre 1791 session du conseil général de 1791

Présents : Lafargue, doyen d'âge ; Gisbert, Jougla, Pinel, Cousin, Rolland, Gaches, Jalbert, Delbosc, Dessonville, Boudet, Couchet, Solomiac, Bonnafous, Terral, Rabaud, Deconte, Fournès, Justy, Lévêque.

30 novembre : de Lafargue est élu président.

Jalbert remplace au directoire Foulquier, nommé procureur général syndic.

nomination de Delbosc, Terral, Meyer et Bousquet au directoire en remplacement de ceux dont les fonctions ont pris fin (tirés au sort au directoire le 1^{er} septembre 1791 : il s'agit de Lacombe, Larroque, Solomiac et Jalbert).

1^{er} décembre : Descolis, Couchet, Martin et Fournès sont nommé comme suppléants au directoire.

28 décembre 1791 : Meyer nommé vice-président.

8 février 1792 : Couchet nommé membre du directoire, et Gisbert PGS suppléant, en remplacement de Rivals, démissionnaire.

27 juillet-7 décembre 1792

Séance convoquée par le directoire, le conseil général étant *en état de surveillance permanente*.

27 juillet : présents : Lafargue, président, Meyer, Gisbert, Jougla, Couchet, Delbosc, Terral, Bosquet, Martin, Pinel, Cousin, Gaches, Dessonville, Descolis, Boudet, Solomiac, Rabaud, Armengaud, Fournès, Justy ; Foulquier, PGS ; Jalbert absent.

27 : on refuse la démission de Lemosy.

28 : nomination de Dessonville comme président pour remplacer provisoirement Lafargue appelé à Orléans comme haut-juré.

31 : Gisbert, PGS suppléant.

4 août répartition entre 3 comités :

- surveillance : Solomiac, Descolis, Gisbert, Campmas, Gaches, Boudet, Bonnafous, Justy, Terral, Armengaud, Jalbert, Bruel, Laval et Rivals ;

- finances : Delbosc, Bernard, Cousin, Martin, Pastré, Jougla, Baffiniac, Caraven, Gorsse, Lévêque et Lemosy ;

- guerre : Dessonville, Pinel, Fournès, Bosquet, Rabaud, Meyer, Lafargue, Rolland, Deconte, Huc.

20 août : le conseil décide le remplacement de Lemosy, Huc, Deconte, Lévêque et Rivals, administrateurs qui n'ont pas satisfait à la loi de la résidence.

29 août : démission de Caraven.

4 septembre : ordonne le remplacement de Gorse, considéré comme démissionnaire.

22 octobre : congé à Dessonville, président, remplacé par Justy.

9 septembre 1792

élections complémentaires à l'occasion de l'élection de la Convention

Élections à la Convention et élections complémentaires de 7 postes d'administrateurs laissés vacantes par Lemosy, Caravenc, Gorsse, Huc, Decomte, Lévêque et Rivals, et de 3 élus à la Convention (Campmas, Solomiac et Meyer).

Sont élus :

Artault, de Réalmont
Madières de Puylaurens
Gaches de Vabre
Joulia de Sorèze
Corbière de Graulhet
Cavaillès de Castres
Fournès de Labruguière
Balard d'Albi
Barthès, de Gaillac
Toulza de Rabastens.

11-15 novembre 1792
à Albi, chapelle des Carmes : élection (au suffrage universel) de la
totalité du conseil

Sont élus :

procureur général syndic

Jalbert, de Lisle

au directoire

Terral, de Lacaune
Couchet, de Castres
Foulquier, de Réalmont
Corbière fils, de Graulhet
Jougla, de Viviers
Balard fils, d'Albi
Lugan, d'Albi
Madières, de Puylaurens.

au conseil général

Toulza, de Rabastens
Artault fils, de Réalmont
Rabaud fils, de Gijou
Gaches, de Vabre
Cassanhol, maire de Lisle
Cavaillé, de Briol
Armengaud-Laplaine, de Lavaur
Pinel, de Lacroisille
Bermond fils, de Gaillac
Nazon, de Castres
Cousin, de Gaillac
Bonnafous, de Roquecourbe
Bruel, d'Albi
Sers, châtelain de Labessonnié
Martin, de Puykaurens
Gaches, de Fauch
Gardès-Trusse, d'Albi
Farjanel, de Puycelsi
Fournès, de Viviers
Girma, homme de loi de Gaillac
Campmas-Candèze, de Monestiés
Cahours-Fénols, de Cadalen
Charles Debrus, de Campans
Calmès, de Labessière
Raynaud, de Dourgne
Basséguy, de Sieurac
Léon Cassanhol, de Lisle
Bole fils, de Cordes

6 décembre 1792-8 février 1793 première séance du nouveau conseil

6 décembre. Sont présents Terral, Couchet, Foulquier, Corbière, Jougla, Balard, Lugan, Madières, Gaches (de Vabre), Cavaillé, Cassagnol-Couffouleux, Armengaud, Pinel, Cousin, Bonnafous, Sers, Gardès-Trusse, Farjanel, Fournès, Cahours, Debrus, Léon Cassagnol, Bole ; Jalbert, PGS.

Président : Campmas-Candèze ; Azaïs-Houlès secrétaire, Foulquier, PGS suppléant.

7 décembre : Foulquier, vice-président.

11 décembre : Foulquier président, Campmas étant démissionnaire ; Couchet PGS suppléant.

15 avril 1793-4 nivôse an II réunion du conseil *en séance permanente*.

22 mai : démission de Toulza, de Rabastens, administrateur suppléant au directoire.

28 juin : Gaches, membre du conseil et juge au tribunal de district d'Albi, opte pour cette dernière fonction.

10 septembre : Fournès, président du conseil général.

10^e jour de la première décade du 2^e mois : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas. 10^e jour du 2^e mois de l'an II : Jalbert se démet de ses fonctions de PGS.

29 brumaire : le comité révolutionnaire destitue Madière de ses fonctions au directoire et le remplace par Dessonville, de Gaillac.

an II, loi du 14 frimaire : le conseil général est supprimé et subsiste seul le directoire de 8 ou 5 membres

.La loi de frimaire an II réorganise le directoire sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire.

5 nivôse : Campmas élu président pour nivôse.

1^{er} pluviôse : Couchet président.

14 pluviôse : Paganel réorganise l'administration du département.

16 pluviôse : Cornil, de Lacaune, nommé administrateur par Paganel, entre en fonctions.

24 pluviôse : Bousquet, maire de Lavaur, nommé administrateur par Paganel, entre en fonctions.

25 pluviôse : Paganel nomme Gineste, de Castres, et Toulza, de Rabastens, en remplacement de Couchet, de Castres, et Lugan, d'Albi.

1^{er} ventôse : Dessonville président.

1^{er} germinal : Gineste président.

22 germinal : Michel, d'Albi, nommé administrateur.

1^{er} floréal : Fabre président.

7 floréal : Sur l'avis de la Société populaire de Castres, Bô suspend Gineste de ses fonctions d'administrateur.

17 floréal : Abrial fils administrateur en remplacement de Bousquet, maire de Lavaur.

1^{er} prairial : Michel, président.

4 priarial : arrêté de Bô nommant Bosviel, de Mazamet, à la place de Gineste.

1^{er} messidor : Abrial président.

1^{er} thermidor : Bosviel président.

1^{er} fructidor : Lafon, président.

an III

1^{er} vendémiaire an III : Jouglà, président.

1^{er} brumaire : Charpentier Dessonville président.

1^{er} frimaire : Fabre président.

1^{er} nivôse : Jouglà président.

1^{er} pluviôse : Abrial président.

1^{er} pluviôse an III : transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi :

Dessonville, de Gaillac
Bosviel, de Mazamet
Jouglà, de Viviers
Michel, d'Albi
Abrial, de Graulhet
Laurens cadet, de Pampelonne
Calas, de Lacabarède
Deconte de La Vaute.

11 pluviôse an III : Henri Azaïs, de Castres, désigné par Mallarmé comme administrateur, en remplacement de Laurens, maintenu secrétaire en chef du district d'Albi.

1^{er} ventôse : Michel, président.

21 ventôse : l'administration arrête qu'il n'y a pas lieu de désigner par la voie du scrutin les administrateurs qui doivent sortir pour ramener à cinq leur nombre en exécution de la loi du 1^{er} ventôse : Laurens, Deconte et Calas ont démissionné. Mallarmé atteste que lors de l'épuration de l'administration, Lafon a demandé à ne pas être maintenu.

1^{er} germinal : Bosviel président.

1^{er} floréal : Charpentier-Dessonville président.

Le 5, transcription du décret du 28 germinal relatif à la réorganisation des administrations de département et de district.

le 6 Dessonville nommé PGS et Jouglà, président.

23 prairial, en application de la loi du 27 germinal, Solomiac, Couchet et Madière sont nommés administrateurs et Jalbert PGS.

le 11 messidor, les trois nouveaux étant arrivés, Dessonville est nommé président.

an IV

9 vendémiaire : En application de la loi du 1^{er} complémentaire an III, Abrial, neveu d'un prêtre déporté, cesse ses fonctions d'administrateur. Baux, ex administrateur du district de Castres, est nommé à sa place.

II. Administration centrale du département de la période du Directoire (an III-an VIII)

C'est le Directoire qui nomme 5 administrateurs renouvelables par cinquième chaque année. Il nomme par ailleurs un *commissaire central*, qui hérite des attributions du procureur général syndic de la période précédente et annonce les préfets du Consulat.

an IV

5 brumaire : sont nommés administrateurs

Dessonville
Caravenc
Laurens
Boisredon
Martin (de Vabre)

Azaïs-Houlès est secrétaire en chef de l'administration du département.

11 brumaire : Boisredon, beau-frère d'émigré, cesse ses fonctions en application de la loi du 3 brumaire : administrateurs : Dessonville, Caravenc, Laurens et Martin

18 brumaire : Couchet, membre de l'ancienne administration, remplace d'ici les prochaines élections Boisredon, démissionnaire.

Puis Couchet est nommé commissaire auprès de l'administration du département.

20 frimaire : transcription d'un arrêté du Directoire nommant Joseph Terral, ex député à la Convention, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration départementales.

an V

15 germinal an V : lettre du ministre de l'Intérieur demandant que l'on tire au sort l'administrateur qui devra être renouvelé : Martin, de Vabre, est désigné par le sort.

20 germinal : l'assemblée électorale se tiendra à Castres.

26 germinal : Laurens, élu député aux Cinq-Cents, démissionne.

26 germinal, élection de 2 administrateurs en remplacement de Martin et Laurens.

28 germinal : Martin aîné et Derrouch, juge au tribunal civil, élus, sont installés.

12 floréal : Daubermesnil remplace Terral comme commissaire du directoire exécutif.

19 floréal : Charpentier-Dessonville maintenu président.

23 floréal : Aussenac, commissaire auprès de l'administration du département.

2 prairial : Alba, homme de loi à Castres, est nommé administrateur en remplacement de Boisredon, suspendu de ses fonctions.

10 prairial : Daubermesnil commissaire près l'administration centrale du département, emploi vacant par la révocation de Terral (par erreur le nom d'Aussenac avait été mentionné dans la commission transmise précédemment).

28 messidor : Boisredon est réinstallé comme administrateur.

5 fructidor : installation de Daubermesnil

Le 27 fructidor, en exécution de la loi du 19 fructidor qui annule les opérations des assemblées primaires, communales et électorales, Martin, Derrouch et Boisredon, administrateurs atteints par les dispositions de cette loi, cessent leurs fonctions.

Le 28 fructidor, l'administration formée seulement de Dessonville, président, et de Caraven, déclare qu'elle s'adjoit Aussenac, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale de Castres, et Espérou, d'Albi, pour remplacer Martin et Derrouch.

1^{er} jour compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavour, tous anciens administrateurs.

4^e jour compl., Solomiac, Fos-Laborde et Couchet ayant déclaré qu'ils ne pouvaient accepter, Espérou et Merle déclarent s'adjoindre Caraven et Charpentier-Dessonville, ce dernier est élu président.

an VI

1^{er} vendémiaire : l'administration est installée à Albi.

12 vendémiaire : installation de Couchet, nommé par le Directoire.

27 vendémiaire : l'administration s'adjoit Gouzy, de Rabastens, ancien membre du Corps législatif, en remplacement de Merle, démissionnaire. 18 brumaire : Gouzy est installé.

27 brumaire an VI (17 novembre 1797) : loi fixant le siège de l'administration départementale à Albi

10 nivôse : l'administration accepte la démission de Gouzy, nommé inspecteur de l'agence des contributions.

24 germinal : élections de Caraven pour 5 ans en remplacement de Boisredon, et Espérou, pour 4 ans, à la place de Martin. Dessonville est administrateur pour 3 ans, Marc Foulcher pour 2 ans et Monjol pour 1 an.

25 germinal : élection de Monjol, de Lacaune, Dessonville et Marc Foulcher.

15 floréal : installation et prestation de serment de Caraven, Espérou, Monjol, Charpentier-Dessonville et Foulcher, nommés administrateurs par l'assemblée électorale. Charpentier est élu président, et Caraven est nommé commissaire provisoire, Daubermesnil ayant été élu député.

20 floréal : Couchet, nommé commissaire en remplacement de Daubermesnil, est installé.

an VII

28 pluviôse : Charpentier-Dessonville est tiré au sort pour être renouvelé.

15 floréal: installation de Séverac, de Lavour, comme administrateur.

an VIII

25 frimaire : Falgayrac, médecin à Gaillac, est nommé administrateur à la place de Séverac, démissionnaire. Il est installé le 5 nivôse.

25 nivôse : chacun des administrateurs prête serment.

Administrateurs du département (1790-an VIII)

an IV, 5 brumaire	Charpentier-Dessonville	Caravenc	Laurens	Boisredon	Martin	
an IV, 11 brumaire				Couchet		Martin
an V, 28 germinal				Derrouch	Alba	
an V, 2 prairial					Boisredon	
an V, 28 messidor				Aussenac		
an V, 27-28 fructidor			Espérou	Couchet,	Solomiac	Fos-Laborde
an V, 4 ^e complém.	Charpentier-Dessonville	Caraven				
an VI, 12 vendémiaire				Couchet	Gouzy	
an VI, 27 vendémiaire						
an VI, 15 floréal				Monjol	Foulcher	
an VII, 28 pluviôse	Séverac					
an VIII, 25 frimaire	Falgayrac					

Dictionnaire des administrateurs du département 1790-an VIII

Abrial, Pierre Raymond

(Graulhet, Saint Projet, 1^{er} novembre 1730-Graulhet, Saint Projet, 22 août 1791). Fils de Pierre Abrial, docteur et avocat en parlement (1730), et de Catherine Bertrand, il reste célibataire.

Homme de loi et juge de paix de la communauté de Graulhet,

Élu aux élections générales de juin 1790 ; son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu.

Les Tarnais.

Abrial, Jean Pierre Philippe

Neveu du précédent, né à (Dourgne, village, 1^{er} mai 1764-Graulhet, La Fabrié, 9 août 1847). Fils de Jean Baptiste Abrial, avocat en parlement (1764), notaire impérial de Dourgne (1806), et de Louise Marianne Germaine Elisabeth Grave, il épouse, le 7 juillet 1806 à Castres, Anne Sophie Célariès de Belfortès, fille du seigneur de Belfortès.

Administrateur en remplacement de Bousquet, maire de Lavaur, le 17 floréal an II. Président du directoire pour un mois le 1^{er} messidor an II. 1^{er} pluviôse an III : Abrial président du directoire pour un mois. 9 vendémiaire an IV: en application de la loi du 1^{er} complémentaire an III, Abrial, neveu d'un prêtre déporté, cesse ses fonctions d'administrateur. Baux, ex administrateur du district de Castres, est nommé à sa place. 1^{er} pluviôse an III transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons. Avocat (1806), juge de paix.

Les Tarnais.

Alba, François

(Castres, la Platé, 1^{er} novembre 1748-Castres, rue de Mercure, 31 janvier 1806). Fils d'Antoine Alba, praticien (1748), notaire royal et procureur au sénéchal de Castres (1772), et de Catherine Barbara, il épouse le 25 vendémiaire an XI à Castres, Anne Mélanie Icart, fille d'un officier de santé de Castres.

Homme de loi à Castres (1802), est nommé administrateur le 2 prairial an V en remplacement de Boisredon, suspendu de ses fonctions. 28 messidor an V : Boisredon est réinstallé comme administrateur. Juge suppléant au tribunal civil de Castres (1806).

Albergne

de Montmiral, élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu.

d'Armengaud

de Lavaur. Élu en septembre 1791 au titre du district de Lavaur. Est-ce le même que le suivant ?

Armengaud-Laplane

de Lavaur, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général

Artault

de Réalmont, élu le 9 sept 1792

Artault fils

de Réalmont, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, élu au conseil général.

Aussenac

Le 28 fructidor an V, l'administration formée seulement de Dessonville, président, et de Caraven, déclare qu'elle s'adjoit Aussenac, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale de Castres,

et Espérou, d'Albi, pour remplacer Martin et Derrouch. an V, 1^{er} compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavaur, tous anciens administrateurs.

Azaïs, Henri

de Castres : désigné par Mallarmé comme administrateur, le 11 pluviôse an III en remplacement de Laurens, maintenu secrétaire en chef du district d'Albi.

Azaïs-Houlès

est secrétaire en chef de l'administration du département tout au long de la période révolutionnaire

Baffignac, Paul Guillaume

(Vabre, village, 23 septembre 1746-Vabre, Le Poujoula, 28 juin 1819). Fils d'Armand Baffignac, bourgeois et premier consul de Vabre (1746), et d'Anne Andrieu de Moncalvel, il épouse Marie Colombe de Martin.

Avocat au parlement à Vabre (1790), élu aux élections générales de juin 1790 au titre du district de Lacaune. Non réélu en novembre 1792. Propriétaire et avocat (1819).

Balard

d'Albi, élu le 9 sept 1792, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au directoire. 10^e jour de la première décade du 2^e mois an II : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas

Barthès

de Gaillac, élu le 9 sept 1792. Non réélu en novembre 1792

Basséguy

de Sieurac, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général

Bataille, Dominique

de Lautrec. Elu le 27 germinal an VII, pour 5 ans

Baux

Ex administrateur du district de Castres. Le 9 vendémiaire an IV, en application de la loi du 1^{er} complémentaire an III, remplace Abrial, qui cesse ses fonctions en tant que neveu d'un prêtre déporté.

Bermond fils

Bermond Marie Joseph Jacques Cécile Bermond (1759-1838) ; de Gaillac. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792. Conseiller général (7^e siège). Voir plus bas.

Bernard de Cadapau

à Cadapau, par Valdériès. Élu aux élections générale de juin 1790. Non réélu en novembre 1792.

Boisredon

Nommé parmi les 5 administrateurs du directoire le 5 brumaire an IV. Dès le 11 brumaire, en tant que beau-frère d'émigré, il cesse ses fonctions en application de la loi du 3 brumaire. Il est remplacé par Alba, homme de loi à Castres, le 2 prairial an V. 28 messidor an V : Boisredon est réinstallé comme administrateur. Le 27 fructidor an V, en exécution de la loi du 19 fructidor qui annule les opérations des assemblées primaires, communales et électorales, Martin, Derrouch et Boisredon, administrateurs atteints par les dispositions de cette loi, cessent leurs fonctions. Caraven est élu à sa place le 24 germinal an VI.

Bole fils

de Cordes. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Bonnafous

de Roquecourbe. Élu en septembre 1791 ; réélu au conseil général lors de l'élection générale des 11-15 novembre 1792.

Bosviel de Lagoutine

avocat en parlement, de Mazamet. Élu aux élections générale de juin 1790, élu au directoire les 4-5 août 1790, démissionnaire du conseil général et du directoire le 12 décembre. 4 prairial an II : arrêté de Bô nommant Bosviel, de Mazamet, à la place de Gineste. 1er thermidor an II: Bosviel, président du directoire pour un mois. 1er pluviôse an III transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons. 1er germinal an III : Bosviel président du directoire pour un mois.

Boudet de La Serre

de Montmiral, élu en septembre 1791. Non réélu en novembre 1792.

Bousquet fils

de Graulhet, élu en septembre 1791, élu au directoire le 30 novembre 1791. Non réélu en novembre 1792.

Bousquet

maire de Lavaur, nommé administrateur par Paganel, entre en fonctions le 24 pluviôse an II. Il est remplacé par Abrial fils le 17 floréal an II.

Bruel

avoué. Élu en septembre 1791 au titre du district d'Albi, réélu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Cahours

bourgeois de Giroussens, élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu.

Cahours-Fénols

de Cadalen. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Calas

de Lacabarède. 1^{er} pluviôse an III transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons. 21 ventôse : l'administration arrête qu'il n'y a pas lieu de désigner par la voie du scrutin les administrateurs qui doivent sortir pour ramener à cinq leur nombre en exécution de la loi du 1er ventôse : Laurens, Deconte et Calas ont démissionné.

Calmès de Labessière

avocat en parlement, à Valence. Élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection, non réélu en 1791. Réélu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Campmas

de Carmaux Élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection, réélu en septembre 1791 Non réélu en novembre 1792. 10^e jour de la première décade du 2^e mois an II : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas. 5 nivôse an II : Campmas élu président pour nivôse.

Campmas, François, dit Campmas-Candèze

Médecin à Monestiés, député à la Constituante. Lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, élu au conseil général. Élu président le 6 décembre 1792, démissionne aussitôt, remplacé le 11 décembre par Foulquier.

Caraven ou Caravenc

de Lavalette, à Lautrec, élu aux élections générale de juin 1790, 29 août 1792 : démission de Caraven. 5 brumaire an III, Caraven est nommé parmi les 5 administrateurs du directoire. Le 4^e compl. an V, Solomiac, Fos-Laborde et Couchet ayant déclaré qu'ils ne pouvaient accepter, Espérou et Merle déclarent s'adjoindre Caraven et Charpentier-Dessonville, ce dernier est élu président. 24 germinal an VI : élections de Caraven pour 5 ans en remplacement de Boisredon, et Espérou, pour 4 ans, à la place de Martin. 15 floréal an VI : installation et prestation de serment de Caraven, Espérou, Monjol, Charpentier-Dessonville et Foulcher, nommés administrateurs par l'assemblée électorale. Charpentier est élu président, et Caraven est nommé commissaire provisoire, Daubermesnil ayant été élu député.

Carrère

avocat en parlement, à Lavaur, élu aux élections générale de juin 1790 au titre du district de Lavaur, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Il n'est pas réélu.

Cassanhol, Léon

maire de Lisle. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792. Réélu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Cavaillé

de Briol. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Cavaillès

de Castres. Elu au conseil général le 9 sept 1792 Non réélu en novembre 1792.

Debrus, Charles

de Campans. Elu au conseil général lors de l'élection générale des 11-15 novembre 1792.

Charpentier-Dessonville, Louis de

de Gaillac. Élu en septembre 1791, élu président le 28 juillet 1792 pour remplacer provisoirement Lafargue appelé à Orléans comme haut juré. 22 octobre 1792 : congé à Dessonville, président, remplacé par Justy. Non réélu en novembre 1792. 29 brumaire an II : le comité révolutionnaire destitue Madière de ses fonctions au directoire et le remplace par Dessonville, de Gaillac. Le 1^{er} ventôse an II : Dessonville président du directoire pour un mois. le 1^{er} brumaire an III : Charpentier Dessonville président du directoire pour un mois. Le 1^{er} pluviôse an III, transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute. Président du directoire pour un mois le 1^{er} floréal an III. Nommé procureur général syndic le 6 floréal an III (Jougla, président). Nommé président le 11 messidor an III, les trois nouveaux administrateurs étant arrivés.

Nommé parmi les 5 administrateurs du directoire le 5 brumaire an IV. Maintenu président le 19 floréal an V. an V, 1^{er} compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavaur, tous anciens administrateurs. Le 4^e compl. an V, Solomiac, Fos-Laborde et Couchet ayant déclaré qu'ils ne pouvaient accepter, Espérou et Merle déclarent s'adjoindre Caraven et Charpentier-Dessonville, ce dernier est élu président. 25 germinal an VI : élection de Monjol, de Lacaune, Dessonville et Marc Foulcher. 15 floréal an VI : installation et prestation de serment de Caraven, Espérou, Monjol, Charpentier-Dessonville et Foulcher, nommés administrateurs par l'assemblée électorale. Charpentier est élu président, et Caraven est nommé commissaire provisoire, Daubermesnil ayant été élu député. 28 pluviôse an VII : Charpentier-Dessonville est tiré au sort pour être renouvelé.

Conseil général (4^e siège) de l'an VIII à son décès en 1808.

Corbière

de Graulhet. Élu au conseil général le 9 sept 1792, réélu au directoire lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792. 10^e jour de la première décade du 2^e mois an II : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas.

Cornil

de Lacaune. Nommé administrateur au directoire par Paganel, le 16 nivôse an II.

Couchet

Homme de loi, élu en septembre 1791, élu suppléant au directoire le 1^{er} décembre 1791, 8 février 1792 : Couchet nommé membre du directoire, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au directoire, élu le 11 décembre PGS suppléant (en remplacement de Foulquier élu président. 1^{er} pluviôse an II : Couchet président du directoire. 25 pluviôse an II : Paganel nomme Gineste, de Castres, et Toulsa, de Rabastens, en remplacement de Couchet, de Castres, et Lugan, d'Albi. 23 prairial an III, en application de la loi du 27 germinal, Solomiac, Couchet et Madière sont nommés administrateurs et Jalbert PGS.

18 brumaire an IV : Couchet, membre de l'ancienne administration, remplace au directoire, d'ici les prochaines élections, Boisredon, démissionnaire. Puis Couchet est nommé commissaire auprès de l'administration du département (remplacé par Terral le 20 frimaire). an V, 1^{er} compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavaur, tous anciens administrateurs. Le 4^e compl. an V, Solomiac, Fos-Laborde et Couchet ayant déclaré qu'ils ne pouvaient accepter, Espérou et Merle déclarent s'adjoindre Caraven et Charpentier-Dessonville, ce dernier est élu président. 12 vendémiaire an VI : installation de Couchet, nommé par le Directoire. 20 floréal an VI. Couchet, nommé commissaire, est installé.

Cousin

de Gaillac, élu aux élections générale de juin 1790 au titre du district de Gaillac. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Deconte

de La Vaute (commune de Rayssac). 1^{er} pluviôse an III : transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons. 21 ventôse : l'administration arrête qu'il n'y a pas lieu de désigner par la voie du scrutin les administrateurs qui doivent sortir pour ramener à cinq leur nombre en exécution de la loi du 1^{er} ventôse : Laurens, Deconte et Calas ont démissionné. Mallarmé atteste que lors de l'épuration de l'administration, Lafon n'a pas été maintenu sur sa demande (à lui Lafon).

Deconte fils

Élu en septembre 1791 au titre du district de Gaillac, 20 août 1792 : le conseil décide le remplacement de Lemosy, Huc, Deconte, Lévêque et Rivals, administrateurs qui n'ont pas satisfait à la loi de la résidence.

Delbosc, Jean Marc Joseph

Médecin, élu en septembre 1791, élu au directoire le 30 novembre 1791 Non réélu en novembre 1792. Maire de Bézacoul (réuni à Teillet en 1833), candidat en 1833-1834.

Derrouch

Juge au tribunal civil. Élu avec Martin aîné et installé parmi les 5 administrateurs du directoire le 28 germinal an V. Le 27 fructidor an V, en exécution de la loi du 19 fructidor qui annule les opérations des assemblées primaires, communales et électorales, Martin, Derrouch et Boisredon, administrateurs atteints par les dispositions de cette loi, cessent leurs fonctions.

Descolis

Avocat en parlement à Paulinet. Élu aux élections générales de juin 1790 au titre du district d'Albi, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection, réélu en septembre 1791, élu suppléant au directoire le 1^{er} décembre 1791 Non réélu en novembre 1792.

Dor de Lastours, Marie Joseph

(Castres, paroisse de la Platé, 15 février 1758-Castres, rue du Collège, 21 décembre 1845) (voir « Les Tarnais »). Fils de Louis Dor de Lastours, mousquetaire du roi, et de Colombe Jacqueline de Bosquat, il épouse en premières noces Anne Louise Joseph Germaine de Léaumont et en secondes noces, le 19 vendémiaire an V à Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), Etienne Marie Jeanne Marguerite Charlotte de Benne de Barre, fille de l'ancien seigneur de Barre.

Élu aux élections générale de juin 1790 au titre du district de Castres, élu président le 3 novembre 1790. Son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu. Propriétaire (1845), député du Tarn et officier de la Légion d'honneur.

Escande de Lagineste

Avocat en parlement, de Boissezon. Élu aux élections générales de juin 1790, élu au directoire les 4-5 août 1790, Joula le remplace au directoire le 14 décembre. Son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu.

Espérou

d'Albi. Le 28 fructidor an V, l'administration formée seulement de Dessonville, président, et de Caraven, déclare qu'elle s'adjoint Aussenac, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale de Castres, et Espérou, d'Albi, pour remplacer Martin et Derrouch. An V, 1er compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavour, tous anciens administrateurs. 24 germinal an VI : élections de Caraven pour 5 ans en remplacement de Boisredon, et Espérou, pour 4 ans, à la place de Martin. 15 floréal an VI : installation et prestation de serment de Caraven, Espérou, Monjol, Charpentier-Dessonville et Foulcher, nommés administrateurs par l'assemblée électorale. Charpentier est élu président, et Caraven est nommé commissaire provisoire, Daubermesnil ayant été élu député.

Fabre

de Dourgne. 10^e jour de la première décade du 2e mois an II : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire, et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas. Président du directoire pour un mois le 1er floréal an II et le 1er frimaire an III.

Falgayrac, Jean Joseph Sébastien

(Gaillac, 20 janvier 1765). Médecin à Gaillac. Nommé le 25 frimaire an VIII administrateur à la place de Séverac, démissionnaire. Il est installé le 5 nivôse.

Robert et Cougny : « Député de 1831 à 1834, né à Gaillac (Tarn) le 20 janvier 1765 « fils de Me Marc Antoine Falgairac avocat en parlement et de Delle Louise Rest mariés » , mort à une date inconnue, il était médecin dans sa ville natale.

« Le 2 germinal an V, il fut élu assesseur du juge de paix de Gaillac, devint, l'année suivante (an VI), membre et président de l'administration municipale de cette ville, puis membre de l'administration centrale du Tarn, et fut promu, après le coup d'État de Bonaparte, conseiller de préfecture à Albi, le 20 germinal an VIII. Il remplit pendant les Cent Jours les fonctions de sous-préfet de Lavour, et fut tenu à l'écart sous la Restauration.

« Le 5 juillet 1831, Falgayrac fut élu député du premier collège du Tarn (Albi) par 217 voix (332 votants et 448 inscrits), contre 107 voix à M. Decazes, député sortant. Il siégea au centre gauche et vota parfois avec l'opposition dynastique, notamment contre l'ordre du jour Ganneron exprimant la « satisfaction » de la Chambre au sujet de la politique extérieure. Il fut au nombre des signataires du célèbre compte rendu du 28 mai 1832. Le 21 février 1843, il fut admis à la retraite comme conseiller de préfecture.

« Chevalier de la Légion d'honneur, du 1^{er} août 1842. »

Farjanel

de Puycelsi. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Fos de Laborde

an V, 1^{er} compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavaur, tous anciens administrateurs. Le 4e compl. an V, Solomiac, Fos-Laborde et Couchet ayant déclaré qu'ils ne pouvaient accepter, Espérou et Merle déclarent s'adjoindre Caraven et Charpentier-Dessonville, ce dernier est élu président.

Foulcher, Marc

25 germinal an VI : élection de Monjol, de Lacaune, Dessonville et Marc Foulcher. 15 floréal an VI : installation et prestation de serment de Caraven, Espérou, Monjol, Charpentier-Dessonville et Foulcher, nommés administrateurs par l'assemblée électorale. Charpentier est élu président, et Caraven est nommé commissaire provisoire, Daubermesnil ayant été élu député.

Foulquier fils

avocat au parlement, à Réalmont, élu aux élections générale de juin 1790, élu au directoire les 4-5 août 1790, élu procureur général syndic en 1791, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au directoire. 6 décembre 1792, élu PGS suppléant ; 7 décembre 1792, élu vice-président ; 11 décembre 1792 élu président en remplacement de Campmas-Candèze démissionnaire

Fournès

de Labruguière. Élu le 9 sept 1792 Non réélu en novembre 1792

Fournès

de Viviès, élu en septembre 1791 au titre du district de Castres, élu suppléant au directoire le 1er décembre 1791, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général, élu président le 10 septembre 1793

Gaches

avocat à Masplos, élu aux élections générale de juin 1790, Gaches de Vabre, élu le 9 sept 1792

Gaches

de Fauch. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792. 28 juin 1793 : juge au tribunal de district d'Albi, opte pour cette dernière fonction.

Gaches

de Vabre. Elu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Gardès-Trusse

d'Albi. Élu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Gineste

de Castres. 25 pluviôse an II : Paganel nomme Gineste, de Castres, et Toulsa, de Rabastens, en remplacement de Couchet, de Castres, et Lugan, d'Albi ; Gineste président du directoire pour un mois le 1er germinal an II. 7 floréal an II, sur l'avis de la Société populaire de Castres, Bô suspend de ses fonctions d'administrateur Gineste ; il est remplacé le 4 priarial an II, par arrêté de Bô, par Bosviel, de Mazamet..

Girma

homme de loi de Gaillac. Elu au conseil général lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792.

Gisbert l'aîné

d'Albi. Elu aux élections générale de juin 1790 au titre du district d'Albi, élu au directoire les 4-5 août 1790. Élu procureur général syndic suppléant le 8 février 1792, en remplacement de Rivals, démissionnaire. 31 juillet 1792, PGS suppléant.

Gorse

Ancien maire d'Albi. Elu aux élections générale de juin 1790. Démissionnaire, on ordonne son remplacement le 4 septembre 1792.

Gouzy

27 vendémiaire an VI : l'administration s'adjoint Gouzy, de Rabastens, ancien membre du Corps législatif, en remplacement de Merle, démissionnaire. 18 brumaire : Gouzy est installé. 10 nivôse an VI : l'administration accepte la démission de Gouzy, nommé inspecteur de l'agence des contributions. Voir le 2^e siège.

Huc de Puechmégé

juge royal, de Puechmégé, par Saint-Sernin-en-Rouergue. Elu aux élections générale de juin 1790. 20 août 1792 : le conseil décide le remplacement de Lemosy, Huc, Deconte, Lévêque et Rivals, administrateurs qui n'ont pas satisfait à la loi de la résidence.

Jalbert

avocat en parlement, de Lisle. Elu aux élections générale de juin 1790 au titre du district de Gaillac, élu au directoire les 4-5 août 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection, réélu en septembre 1791, remplace le 30 novembre 1791 au directoire Foulquier, nommé procureur général syndic. Elu procureur général syndic lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792. 10^e jour de la première décade du 2^e mois an II : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas. 23 prairial an III, en application de la loi du 27 germinal, Solomiac, Couchet et Madière sont nommés administrateurs et Jalbert PGS.

Jougla

avocat à La Vergne, près Viviers-lès-Montagnes. Elu aux élections générale de juin 1790, remplace le 14 décembre d'Escande au directoire. réélu au directoire lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792. 1^{er} vendémiaire an III : Jougla, président pour un mois. 1^{er} nivôse an III : Jougla président du directoire pour un mois. 1^{er} pluviôse an III transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons . Le 6 floréal an III : Dessonville nommé PGS et Jougla, président.

Joulia

de Sorèze, élu le 9 sept 1792. Non réélu en novembre 1792.

Justy

Juge de paix. Élu en septembre 1791. Nommé le 22 octobre 1792 président du conseil général, Dessonville étant en congés.

Lacombe de Saint-Michel

Capitaine au régiment de Toul artillerie, habitant à Saint-Antonin, élu aux élections générale de juin 1790, élu au directoire les 4-5 août 1790, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection, (idem du directoire). Non réélu.

de Lafargue

Maréchal de camps, habitant à Saint-Paul. Élu aux élections générale de juin 1790, élu président le 30 novembre 1791. Appelé à Orléans comme haut-juré : il est remplacé comme président par Dessonville le 28 juillet 1792. Non réélu en novembre 1792.

Lafon

1^{er} fructidor an II nommé président du directoire pour un mois. 21 ventôse : l'administration arrête qu'il n'y a pas lieu de désigner par la voie du scrutin les administrateurs qui doivent sortir pour ramener à cinq leur nombre en exécution de la loi du 1er ventôse : Laurens, Deconte et Calas ont démissionné. Mallarmé atteste que lors de l'épuration de l'administration, Lafon n'a pas été maintenu sur sa demande (à lui Lafon).

Larroque de Labécède

A Puyelsi. Élu aux élections générale de juin 1790. Nommé membre du directoire, en remplacement de Lagoutine, démissionnaire, le 12 décembre 1790. Son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection (idem au directoire). Non réélu.

Laurens cadet

de Pampelonne. 1^{er} pluviôse an III transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jougla, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons. 21 ventôse : l'administration arrête qu'il n'y a pas lieu de désigner par la voie du scrutin les administrateurs qui doivent sortir pour ramener à cinq leur nombre en exécution de la loi du 1er ventôse : Laurens, Deconte et Calas ont démissionné. 5 brumaire an IV (Directoire) Laurens est nommé parmi les 5 administrateurs. 26 germinal an V : Laurens, élu député aux Cinq-Cents, démissionne.

Laval père

de Lastouzeilles. Élu en 1791. Non réélu en novembre 1792

Lemozy d'Aurel fils

Avocat à Cordes, élu aux élections générale de juin 1790, 27 juillet 1792: on refuse la démission de Lemosy, 20 août 1792 : le conseil décide le remplacement de Lemosy, Huc, Deconte, Lévêque et Rivals, administrateurs qui n'ont pas satisfait à la loi de la résidence.

Lévêque

Élu en septembre 1791, 20 août 1792 : le conseil décide le remplacement de Lemosy, Huc, Deconte, Lévêque et Rivals, administrateurs qui n'ont pas satisfait à la loi de la résidence.

Lugan

d'Albi, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, élu au directoire. 25 pluviôse an II : Paganel nomme Gineste, de Castres, et Toulza, de Rabastens, en remplacement de Couchet, de Castres, et Lugan, d'Albi

Madières

de Puylaurens, élu le 9 sept 1792, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au directoire, 29 brumaire an II : le comité révolutionnaire destitue Madière de ses fonctions au directoire et le remplace par Dessonville, de Gaillac. 23 prairial an III, en application de la loi du 27 germinal, Solomiac, Couchet et Madière sont nommés administrateurs et Jalbert PGS.

Maignial

docteur en médecine à Gaillac, élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu.

Martel

10^e jour de la première décade du 2^e mois an II : arrêté du comité révolutionnaire de Castres destituant Jalbert, PGS, Balard et Corbière, membre du directoire et les remplaçant par Martel, Fabre (de Dourgne) et Campmas

Martin

avocat et notaire à Puylaurens, élu aux élections générale de juin 1790 au titre du district de Lavour, adjoint au directoire le 26 septembre 1791, élu suppléant au directoire le 1^{er} décembre 1791, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général.

Martin de Vabre

5 brumaire an IV (Directoire) Martin (de Vabre) est nommé parmi les 5 administrateurs. 15 germinal an V : lettre du ministre de l'Intérieur demandant que l'on tire au sort l'administrateur qui devra être renouvelé : Martin, de Vabre, est désigné par le sort.

Martin aîné

28 germinal an V : Martin aîné et Derrouch, juge au tribunal civil, élus, sont installés parmi les 5 administrateurs du directoire. Le 27 fructidor an V, en exécution de la loi du 19 fructidor qui annule les opérations des assemblées primaires, communales et électorales, Martin, Derrouch et Boisredon, administrateurs atteints par les dispositions de cette loi, cessent leurs fonctions. 24 germinal an VI : élections de Caraven pour 5 ans en remplacement de Boisredon, et Espérou, pour 4 ans, à la place de Martin

Merle

de Lavour. an V, 1^{er} compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavour, tous anciens administrateurs. 27 vendémiaire an VI : l'administration s'adjoint Gouzy, de Rabastens, ancien membre du Corps législatif, en remplacement de Merle, démissionnaire.

Meyer, Jean

maire de Mazamet, élu en septembre 1791, élu au directoire le 30 novembre 1791, 28 décembre 1791 nommé vice-président. Non réélu en novembre 1792.

(Mazamet, 13 octobre 1750-18 octobre 1830). Fils de François Meyer, négociant, et de Elisabeth Marcoul. Avocat.

Élu à la Convention en septembre 1792. Conseil des Cinq-Cents (il sort en le 20 mai 1798) , puis Conseil des Anciens. Se retire à Mazamet en 1803. Puis corps législatif. Signe l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire. Banni par ordonnance du 12 janvier 1816. En Suisse (Constance et Saint-Gall), jusqu'en 1830. Lègue ses biens dans l'Aude à l'hospice de Carcassonne, et ses biens au Vintrou pour fonder une école d'enseignement mutuel à Mazamet.

Notice dans les de Magloire Nayral, tome 2, p. 464-468.

Michel

d'Albi, nommé administrateur au directoire le 22 germinal an II. Nommé président du directoire pour un mois le 1^{er} prairial an II. 1^{er} ventôse an III : Michel, président du directoire pour un mois. 1^{er} pluviôse an III transcription d'un arrêté de Bouillerot et Mallarmé fixant l'administration du département ainsi : Dessonville, de Gaillac, Bosviel, de Mazamet, Jouglà, de Viviers, Michel, d'Albi, Abrial, de Graulhet, Laurens cadet, de Pampelonne, Calas, de Lacabarède ;, Deconte de La Vaute, canton de Saint-Pons.

Monjol

de Lacaune. 25 germinal an VI : élection de Monjol, de Lacaune, Dessonville et Marc Foulcher. 15 floréal an VI : installation et prestation de serment de Caraven, Espérou, Monjol, Charpentier-Dessonville et Foulcher, nommés administrateurs par l'assemblée électorale. Charpentier est élu président, et Caraven est nommé commissaire provisoire, Daubermesnil ayant été élu député

Nazon

de Castres, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, élu au conseil général

Pastre

Négociant à Plos, près Lacaune, élu aux élections générale de juin 1790. Non réélu en novembre 1792.

Pinel de Castelle

Avocat à La Croisille par Puylaurens, élu aux élections générales de juin 1790, adjoint au directoire le 6 octobre 1791, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général

Rabaud père, Paul (1723-1795)

(Gijounet, Gijou, paroisse de Viane, 24 février 1723-Gijounet, Gijou, 24 germinal an III). Fils du sieur Jean Jacques Rabaud et de Jeanne de La Poire, il épouse Suzanne de Calmels.

Avocat au parlement, à Gijou (Gijounet, 1790), élu aux élections générales de juin 1790 au titre du district de Lacaune, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu. Juge au tribunal du district (an III).

Rabaud fils

élu aux élections générale de septembre 1791 au titre du district de Lacaune, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général

Ramière fils

Notaire à Vielmur, élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu

Raynaud

de Dourgne, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, élu au conseil général

Rivals

de Verdalle, demeurant à Sorèze, élu aux élections générale de juin 1790 au titre du district de Castres, élu au directoire les 4-5 août 1790, démissionnaire en février 1792, 20 août 1792 : le conseil décide le remplacement de Lemosy, Huc, Deconte, Lévêque et Rivals, administrateurs qui n'ont pas satisfait à la loi de la résidence.

Rolland de Villettes

Conseiller honoraire au parlement de Toulouse, élu aux élections générale de juin 1790, adjoint au directoire le 6 octobre 1791. Non réélu en novembre 1792.

Sancerre

Conseiller au sénéchal de Castres, élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu.

Sers

châtelain de Labessonnié, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, élu au conseil général

Séverac

de Lavour. 15 floréal an VII: installation de Séverac, de Lavour, comme administrateur (remplace Charpentier-Dessonville, tiré au sort). 25 frimaire an VIII : Falgayrac, médecin à Gaillac, est nommé administrateur à la place de Séverac, démissionnaire.

Solomiac de Farinières

Avocat à Puylaurens. Élu aux élections générale de juin 1790, élu au directoire les 4-5 août 1790, son siège est tiré au sort le 1^{er} septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection, élu président du tribunal criminel le 30 juin 1791, réélu en septembre 1791. Non réélu. 23 prairial an III, en application de la loi du

27 germinal, Solomiac, Couchet et Madière sont nommés administrateurs et Jalbert PGS. an V, 1^{er} compl. : arrêté du Directoire qui destitue l'administration centrale du département et désigne Espérou, d'Albi, Couchet, de Castres, Solomiac, de Puylaurens, Fos-Laborde, de Gaillac et Merle, de Lavour, tous anciens administrateurs. Le 4e compl. an V, Solomiac, Fos-Laborde et Couchet ayant déclaré qu'ils ne pouvaient accepter, Espérou et Merle déclarent s'adjoindre Caraven et Charpentier-Dessonville, ce dernier est élu président.

Terral

de Lacaune, élu en septembre 1791, élu au directoire le 30 novembre 1791, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au directoire.

Toulza

de Rabastens, élu le 9 sept 1792, lors de l'élection générale du conseil des 11-15 novembre 1792, réélu au conseil général, 22 mai 1793, démission de Toulza, de Rabastens, administrateur suppléant au directoire. 25 pluviôse an II : Paganel nomme Gineste, de Castres, et Toulza, de Rabastens, en remplacement de Couchet, de Castres, et Lugan, d'Albi

Vialas, Félix

Avocat à Lisle, élu aux élections générale de juin 1790, son siège est tiré au sort le 1er septembre 1791 pour faire l'objet d'une réélection. Non réélu. (Voir canton de Lisle).



III. Conseillers généraux désignés par le gouvernement (1800-1833)

Les sièges sont numérotés dans l'ordre du décret du 14 prairial an VIII

Le collège électoral de 1806 n'a pas été retrouvé.

Le collège électoral du département se réunit les 26 au 29 janvier 1811 pour procéder aux élections au Sénat conservateur et au Corps législatif et pour désigner 10 candidats pour remplacer les membres sortants du conseil général. Cinq candidats doivent être pris dans le collège, et cinq hors de lui. Sont désignés (sur 133 votants) :

Maffre, juge de paix de Pampelonne, hors du collège, 122 voix

Louis Gorsse, maire d'Albi, 121 voix

Duzerre, maire de Damiatte, 118 voix

de Rey de Saint-Géry, propriétaire, 116 voix

Dor de Lastours, maire de Castres, 111 voix

Philippe Dassesat, maire de Tersac, hors du collège, 103 voix

Pelissier de Jonquières, propriétaire, hors du collège, 102 voix

Calmels Lestier fils, propriétaire, hors du collège, 101 voix

Constans Bonneval, propriétaire, hors du collège, 76 voix

Hypolite Solages, propriétaire, membre du collège, 69 voix

1^{er} siège

D. an VIII, 14 prairial

Fos (dit de Laborde), Jean Antoine 'Édouard'

(Gaillac, 14 octobre 1750-Gaillac, 14 février 1814). Médecin à Gaillac puis Port-au-Prince. Maire de Gaillac, Élu aux États généraux par la sénéchaussée de Toulouse le 8 avril 1789. Administrateur du département le 12 fructidor an V. Conseiller général de l'an VIII à 1806.

Portal ; Pistre, Charles

Sorti par le sort en 1806.

D. 1806, 4 avril, sur présentation du collège électoral

Huteau, 'Etienne' Louis Constance d'

(Gaillac, 14 décembre 1753-Gaillac, 4 novembre 1834). Baptême à St-Pierre de Gaillac le 26 décembre 1753 en même temps que son frère aîné Jean Louis Etienne, né le 26 juin 1752, fils de Jean Louis Etienne d'Huteau, conseiller à la cour des aides de Montauban, et Charlotte de Blanc « Marié, un garçon et au moment d'en avoir un second. 10 000 F ». Épouse le 22 janvier 1804 Marie Amédée Joséphine Jacqueline dite Fanny Collier de La Marlière.

« D'abord officier à la suite du régiment royal Picardie cavalerie ; sous-lieutenant du régiment de Vivarais infanterie ; lieutenant du roi de la province de Languedoc, charge dont il avait hérité de son père ; seigneur et baron de Berenx et Castelnau-de-Montmiral. Maintenu dans sa noblesse d'extraction par arrêt du Conseil d'État du

roi du cinquième janvier 1788, enregistré au parlement de Toulouse le 1^{er} mars de la même année et à la chambre des comptes de Montpellier.

Maire de Gaillac en 1791, commandant de la garde nationale en 1792 ; membre du conseil général ; assesseur du juge de paix jusqu'à la loi du 3 brumaire qui privait les beaux frères d'émigrés de toute fonction. Depuis, membre du conseil municipal, membre du collège électoral et enfin membre du conseil général du département : je n'ai pu me procurer ni les dates de ma nomination ni ceux de mon installation. » (ADT, 1 M 14).

O. 1831, 1^{er} février

Corbière, Philippe Charles Auguste, baron

(Graulhet, 4 septembre 1759-Toulouse, 21 juillet 1845). Lieutenant de juge à Guitalens. membre du directoire du département en 1792, membre du directoire du district de Castres en l'an II, procureur

syndic du district de Lavaur en l'an III, juge à la Cour de cassation en l'an VII, baron de l'Empire en 1813, procureur général en 1830, président de la cour d'appel de Toulouse. Élu député le 16 mai 1815. Conseiller général 1831-1833 (1^{er} siège) puis (Graulhet) 1833-1842.

Portal

« Avocat le 9 juillet 1781, juge de Guitalens le 16 janvier 1788, officier municipal de Graulhet le 21 novembre 1790, juge de paix le 16 septembre 1791, juge au tribunal de Lavaur le 14 avril 1792, commissaire du roi près ledit tribunal le 8 août 1792, membre du directoire en août 1794, procureur syndic à Lavaur en juin 1795, commissaire du directoire exécutif le 20 décembre 1796, juge à la Cour de cassation le 31 mai 1799, procureur général le 20 juin 1800, chevalier de la Légion d'honneur en mars 1804, baron le 27 janvier 1813, officier de la Légion d'honneur le 10 juin 1815, rappelé aux fonctions de procureur général le 20 août 1830. » (ADT, 1 M 13/2).

2^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Gouzy, 'Paul' Louis Jean

(Giroussens, 20 mai 1765-Rabastens, 11 juin 1848). Maire de Rabastens (1791-1792). Élu suppléant d'Audoy à la Législative le 1^{er} septembre 1791, siège à compter du 30 juillet 1792. Élu à la Convention (6 septembre 1792-). Vote la mort du roi avec sursis. Élu aux Cinq Cents le 22 vendémiaire an IV et siège jusqu'en l'an VI. Nommé administrateur du département le 27 vendémiaire an VI, en remplacement de Merle, démissionnaire ; installé le 18 brumaire ; démissionne dès le 10 nivôse an VI, car nommé inspecteur de l'agence des contributions.

Portal, Tarnais ; G. Aymeric, « Paul Gouzy conventionnel », dans *La Dépêche*, 4-6 novembre 1948.

Robert et Cougny : « Député en 1791, membre de la Convention et député au Conseil des Cinq-Cents, né à Rabastens (Tarn) en 1763, mort à Rabastens le 11 juin 1848, il était homme de loi dans sa ville natale.

Le 1^{er} septembre 1791, il fut élu premier député suppléant du Tarn à l'Assemblée législative, par 109 voix sur 208 votants. Admis à siéger le 30 juillet 1792, en remplacement de M. Audoy, démissionnaire, il vota avec la majorité, et fut réélu, le 6 septembre suivant, par le même département, membre de la Convention, le 7^e sur 9, avec 220 voix sur 427 votants.

Dans le procès de Louis XVI, il répondit, au 2^e appel nominal, sur la question de l'appel au peuple : « Oui. » Au 3^e appel nominal, sur la question de la peine :

« Comme représentant du souverain, j'exprime ce que je crois être sa volonté : je vote pour la mort, mais sursis jusqu'au prononcé sur les Bourbons. »

Il ne se fit pas remarquer dans l'assemblée, et entra au Conseil des Cinq-Cents, le 22 vendémiaire an IV, élu par le département du Tarn, avec 120 voix sur 215 votants. Le *Moniteur* est muet sur sa carrière législative.

Sous le Premier Empire, il fut inspecteur des contributions directes à Albi et conseiller général du Tarn. Exilé en vertu de la loi du 12 janvier 1816, il se retira à Constance et fut autorisé à rentrer en France le 13 mai 1818. »

Sorti par le sort en 1806.

D. 1806, 4 avril, sur présentation du collège électoral

Séré de Rivières, Jean

(Albi, 19 décembre 1750-1824). Troisième baron de Rivières, épouse en 1780 Anne Charlotte d'Imbert, fille du comte du Bosc, dotée de 85 000 livres. Mousquetaire du roi en 1788, il n'émigre pas et devient capitaine de la garde nationale.

Tarnais.

« Baron de Rivières ; mousquetaire du roy de la 2^e compagnie ; en 1788 et 89 membre du conseil de la commune d'Alby ; capitaine de la garde nationale jusqu'à sa réforme à Alby. Aujourd'hui membre du conseil de la commune de Rivières et membre du conseil général du département du Tarn. » (ADT, 1 M 14).

O. 1824, 21 juillet, suite à décès

Gélis, Augustin de

de Lisle, juge de paix

O. 1831, 1^{er} février

Aragon, Jean Louis Henri de Bancalis de Maurel, marquis d'

(Aragon, Aude, 5 août 1763-Saliès, 6 janvier 1848). Fils de Jean Marie de Bancalis de Maurel, marquis d'Aragon, et de Gabrielle de Portes. Epouse en 1794 Sophie de Nassau (décédée à Saliès à 77 ans le 25 août 1849).

Pair de France.

« Militaire, maire de Saliès, président de l'assemblée cantonale d'Albi en 1812, président de l'assemblée électorale en 1816 et 1821. » (ADT, 1 M 13/2)

3^e siège

D. an VIII, 14 prairial

Jalbert, Jean Antoine

de Lisle, administrateur eu département.

Sorti par le sort

D. 1806, 4 avril

Béringuier

de Lisle

Démissionnaire en 1808.

D. 1808, 19 mars, sur présentation du collège électoral

Tholosani, Nicolas François 'Louis'

(Saint-Sulpice, 5 avril 1750-Larroque, 10 juin 1822). Époux de Françoise Bonnarenq.

Propriétaire à Larroque. marié, 12 enfants. 3 000 F.

« Avant 1789, sous-aide major au régiment de Vivarais infanterie. Depuis 1789 : commandant de la milice sédentaire du canton de Puycelcy et assesseur du juge de

paix. Fortune personnelle : 50 000 F »
(ADT, 1 M 13/2)/

« Noble avant 1789. Lieutenant
d'infanterie. Assesseur du juge de paix. »
(ADT, 1 M 14).

O. 1822, 14 août, suite à décès

**Chastenet de Puységur, Gaspard,
comte de**

(8 août 1769). 3 enfants. 50 000 F. Pair de
France. Rabastens.

O. 1831, 1^{er} février

**Chastenet de Puységur, Gaspard,
comte de**

4^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Charpentier Dessonville, Louis de

(1737-Gaillac, 4 juin 1808). Fils de Nicolas
Charpentier-Dessonville et de la dame
Blaquière. Époux de Jeanne René Pego de
Saint-Aubin.

Ex président de l'administration centrale du
département.

Gabriel Soulié, « Les Cossigny à Gaillac et
à l'île Maurice », dans *Revue du Tarn*,
n°85, hiver 1976, p. 443-460.

D. 1808, 23 novembre, suite à décès

**Rey de Saint-Géry, Jean Jacques
'Augustin'**

(Toulouse, 29 août 1771-Rabastens,
château de Saint-Géry, 13 septembre
1847). Époux de Christine Marie de
Macarty.

Émigré en 1792, rentré sous le Directoire.
Conseiller général 1808-1831 (3^e siècle puis
6^e siècle). Député du Tarn 1815-1816,
1820-1827, 1830 (élections les 22 août
1815, 13 novembre 1820, 6 mars 1824, 3
juillet 1830).

Portal

Marié le 2 ? 1799. 6 enfants. 20 000 F.

Lettre au préfet du 4 mai 1810 : « ... Si on
veut savoir mon revenu net et quitte de
toutes charges, je n'ai pas 10 000 F dans le
moment, mais je jouis par indivis avec mes
deux soeurs les restes d'une des fortunes
les plus considérables de ce département et
environ 7 000 F d'impositions sont payés
sous mon nom, ce qui me rend en
apparence l'un des plus gros propriétaires
fonciers....

La Révolution me surprit au moment où je
finissais mes études de droit à l'université
de Toulouse, on m'envoya à Mayence
étudier le droit public auprès d'un de mes
oncles ministre de la cour de France près de
l'électeur ; je fus mis sur la fatale liste dont
je fus rayé en 1795 par le comité de
législation ; je vins m'établir dans le
département en 1797 et j'y suis resté
étranger toutes fonctions publiques
jusqu'au moment où il a plu à l'Empereur
de me nommer membre du conseil général
du département et membre du conseil
municipal de Rabastens. Le marquisat de
Milhars, les baronnies de Noailles et de
Loupjac, les seigneuries de Saint-Géry, de
Lexos, Montrosier et Flaniac, voilà des
titres auxquels j'étais destiné, amis dont je
n'ai jamais joui, puisque j'ai conservé mon
père jusqu'en 1794, qu'il a péri sur
l'échaffaud. » (ADT, 1 M 14).

Sorti par le sort le 11 janvier 1811 en
conseil de préfecture.

**D. 1811, 11 juillet, sur présentation
du collège électoral**

**Gorsse, Jean Louis François
'Raymond'**

(Albi, 20 janvier 1771-Albi, 18 juillet 1835). 3 enfants, 3000 F. Chevalier LH 25 janvier 1815.

« Étudiant en droit en 1790. lieutenant au 12^e régiment de hussards. Conseiller municipal d'Albi ; membre du collège électoral de l'arrondissement. Maire d'Albi. » (ADT, 1 M 14).

O. 1831, 1^{er} février

**Gorsse, Jean Louis François
'Raymond'**

5^e siège

D. an VIII, 14 prairial

Campmas, Jean François

(Monestiés, 10 mai 1746-Albi, 21 mars 1817). Médecin à Monestiés. Élu aux États généraux par la sénéchaussée de Toulouse, 1789-1791, conseiller général de 1800 à sa mort en 1817.

Portal

Marié, 4 enfants. 1200 livres.

Notice rédigée par lui-même, 10 may 1810 : « Docteur en médecine, député aux États généraux, présent à l'Assemblée constituante pendant toute sa session. Ses fonctions finies avec celles de l'assemblée dont il estoit membre, il fut nommé administrateur du département pendant environ deux ans. membre du conseil général du département depuis sa création. » (ADT, 1 M 14).

O. 1817, 16 avril

Boyer, Jean Pierre 'Philippe'

Avocat à Albi.

démissionnaire

O. 1818, 3 juin

**Solages, François 'Gabriel', chevalier
puis vicomte de**

(27 octobre 1753). 3 enfants, 25000 F. Maire de Blaye, chevalier de la Légion d'honneur et de Saint-Lazare

Ordonnance de nomination dans 1 M 14.

O. 1831, 1^{er} février

Calvet, Jean Joseph

(Saint-Amans-Soult, 1777). Propriétaire à Saint-Amans, sous-préfet en 1813, membre du conseil d'arrondissement de Castres. 1 enfant, 6000 F

6^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Espérou, Bernard

(Albi, 5 janvier 1758-Albi, 8 avril 1828). Maire d'Albi. Élu le 30 août 1791 à la Législative. Administrateur du département en l'an V, membre du conseil général (an VIII-1811), juge de paix jusqu'en 1815.

Portal

Notice de 1810 : « Veuf, 3 enfants, sans fortune, l'ayant cédée à ses enfants. Négociant jusques en l'an 13. Maire de la commune d'Alby. membre de l'assemblée législative, député. Commandant de la garde nationale d'Alby. membre du directoire du district d'Alby ; membre du directoire du département du Tarn ; membre du conseil général du département du Tarn depuis la création des préfets. Juge de paix. » (ADT, 1 M 14).

Procès verbal du conseil général, 11 janvier 1809 : « Le conseil, informé que M. Espérou [absent cette année là] n'habite plus le département du Tarn, qu'il n'y a plus de propriété, qu'il est même remplacé dans des fonctions judiciaires qu'il y remplissait, délibère que M. le préfet sera prié de demander son remplacement pour ses fonctions administratives. » (ADT, 1 N 10). Espérou est présent lors de la séance de 1810.

Sorti par le sort le 11 janvier 1811 en conseil de préfecture.

D. 1811, 11 juillet

Solages, Gabriel Hippolyte de

(Blaye-les-Mines, 1772-1812). Marié, 6 enfants. 40 000 F.

D. 1812, 20 mars, suite à décès, sur présentation du collègue électoral

Dor de Lastours, Marie Joseph

Transféré du 12^e siècle.

(Castres, 15 février 1758-Castres, 21 décembre 1845). Conseiller à la cour des aides de Montpellier. Député du Tarn 1815-1830 (élections 22 août 1815, 4 octobre 1816, 11 septembre 1819, 13 novembre 1820, 25 février 1824, 24 novembre 1827, 23 juin 1830), conseiller général de 1806 à 1831.

Portal ;

O. 1831, 1^{er} février

Vialar, Jacques 'Augustin', baron de

(Gaillac, 8 mars 1771). 3 enfants, 12 000 F. Baron le 30 août 1827, membre du conseil d'arrondissement de Gaillac depuis son institution.

7^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Frègeville, Jean ‘Henri’ Guy Nicolas de

(Réalmont, 14 décembre 1748-Teillet, 22 octobre 1805). Fils du marquis Jean de Frègeville de Gau (1707 ou 1708-1775) et de Elizabeth de Thomas de Labarthe (+ 1749). Demi frère de Charles de Frègeville, également général.

Général de division, élu aux Cinq Cents le 25 vendémiaire an IV, secrétaire de l'assemblée en l'an V.

Thomas (L. J.), « La jeunesse du général [Charles] de Frègeville (1762-1792) », dans *Revue du Tarn*, 1936, p. 281-286 ; Roumégoux (Marie-Jeanne), « Les généraux de Frègeville, de Grandval, et leur famille », dans *BSSABLT*, XLV-XLVI (1991-1992) p. 553-567.

D. 1806, 25 avril, suite à décès

Maffre, Bernard

(Pampelonne, 11 novembre 1762). Réside à Pampelonne. 3000 F

« Avocat, gradué en l'université de Toulouse ; juge de paix du canton de Pampelonne ; administrateur du district d'Albi ; juge de paix du susdit canton ; maire de la commune de Pampelonne ; et premier suppléant du juge de paix de Monestiés lorsque celui de Pampelonne fut supprimé. » (ADT, 1 M 14).

Sorti par le sort le 11 janvier 1811 en conseil de préfecture.

D. 1811, 11 juillet, sur présentation du collège électoral

Rey de Saint-Géry, Augustin

(de 1808 à 1812 au 4^e siècle).

O. 1831, 1^{er} février

Bermond, Marie ‘Joseph’ Jacques François Cécile

(Toulouse, 18 juin 1759-Gaillac, 26 juin 1838). Fils de Messire Joseph Georges Bermont Dauriac, président trésorier grand voyer de France de la généralité de Toulouse et de dame Jeanne Louise de Facieu mariés.

Administrateur du département novembre 1792-frimaire an II. Élu aux Cinq Cents le 25 germinal an VII. Sous-préfet de Gaillac de l'an VIII à 1811. Député du collège de Gaillac de 1831 à 1834. Président de l'administration municipale de Gaillac, conseiller général de 1831 à 1835.

Portal

« En 1791, commandant de la garde nationale de Gaillac ; en 1792, membre du directoire du district de Gaillac, administrateur du département, président de l'administration municipale de Gaillac jusqu'en l'an 7 ; alors représentant du peuple, en l'an 8 sous-préfet de Gaillac, jusqu'à la Restauration. » (ADT, 1 M 13/2).

8^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Artault, Vincent

De Réalmont ; avocat, ex administrateur.
Sorti par le sort en 1806.

D. 1806, 4 avril

Marliave, Henri Maurice Hyacinthe Joseph de

(Saint-Lieux-Lafenasse, au Blanchissage, 3 avril 1772-Saint-Lieux-Lafenasse, 21 décembre 1843). Fils de messire Hyacinthe de Marliave et de Marie de Francomas du Bourguet ; parrain Guy Henri de Bourguet de Travonet, oncle maternel, maraine sa grand-mère Cécile Rose de Brandouin de Fregefont, veuve de Jean Paul de Marliave.
Marié, 6 enfants. 7000 F.

« Le 15 juillet 1787 page de Monsieur frère du roi. Entré en 1789 dans le ci-devant régiment de mestre de camp dragons, et dans le courant de 1791 dans le 12^e régiment de dragons. Ayant fait deux campagnes en qualité d'aide de camp du général Henri Fregeville, aujourd'hui

membre du conseil général. » (ADT, 1 M 14).

Devenu secrétaire général de la préfecture et remplacé.

O. 1816, 2 avril

Aragon, Jean Louis Henri, de Bancalis, marquis d'

(6 août 1763). Maire de Saliès.

Ordonnance de nomination dans 1 M 14.

Démissionnaire.

O. 1819, 21 juillet

Baudecourt, Jean Pierre de

(novembre 1768). de Réalmont Ancien capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis.

Ordonnance de nomination dans 1 M 14.

O. 1831, 1^{er} février

Baudecourt, Jean Pierre de

9^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Guibal, Jean [aîné]

(Castres, 5 novembre 1747-La Rode, commune de Lempaut, 10 octobre 1835). Manufacturier, conseiller général (9^e siècle) de l'an VIII à l'an X ; représentant au Corps législatif 6 germinal an X-1810.

Portal ; Magloire Nayral, tome 3, p. 570

Nommé législateur.

D. an X, 8 floréal

Prat, Pierre Antoine

(Castres, 17 mai 1754-). Négociant à Castres. Marié, 8 enfants. Protestant. « 30 000 livres de rente en revenus territoriaux ».

« Négociant. Suppléant au tribunal de commerce de Castres le 26 septembre 1792 dans l'assemblée des négociants. Premier juge au même tribunal dans l'assemblée des négociants tenue le 20 novembre 1792. Président au même tribunal dans l'assemblée des négociants tenue le 11 floréal an 13. Nommé membre du conseil général du département par arrêté du Premier consul du 8 floréal an 10 [en remplacement de M. Guibal nommé législateur]. Élu membre du collège électoral du département. Réélu membre du conseil général du département en remplacement de l'un des six membres sortis par le sort par décret impérial du 4 avril 1806. Membre du consistoire le 4 vendémiaire an 12 en exécution de la loi du 18 germinal an 10. Réélu dans une assemblée de douze chefs de famille le 3

juillet 1809. Membre du bureau de bienfaisance. inspecteur des hospices par arrêté de M. le préfet du département du Tarn du 25 thermidor an 10. » (ADT, 1 M 14).

D. 1806, 4 avril

Prat, Pierre Antoine

démissionne

O. 1817, 7 mars

Lestiès-Calmels, Maurice de

(1782 ou 1783) Propriétaire à Castres. 15 000 F.

O. 1831, 1^{er} février

Lestiès-Calmels, Maurice de

10^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Monjol, Jean

(Montpellier, 3 décembre 1750-Lacaune, 23 juin 1832) Fils de Pierre Monjol et Elisabeth Suze, de Montpellier. Épouse le 28 avril 1783 à Lacaune, au désert, Marie Marguerite Jeanne Pasturel, fille de feux Antoine Pasturel, bourgeois, et de dame Anne de Galtier de Montegu, de Saint-Pargoire (diocèse de Béziers). Témoins du mariage : Marc Pomier, de La Borie, près Espérausses, et Etienne Paul Rabaud, de Gijou. Veuf et 3 enfants en 1810.

Notice écrite par Monjol lui-même et envoyée au préfet Baude le 10 mai 1810 : « A mon entrée dans la société, et pour prendre quelque connaissance des affaires, je commençai de m'occuper chés un procureur, un avocat et au bureau du directeur des domaines à Montpellier. Je me décidai ensuite à embrasser l'état de

commerçant, ayant resté en conséquence un couple d'années chés M. Philippe Rabaud et cie de Bordeaux, d'où je passai à Marseille chés un de ses frères, négociant armateur sous la raison de J. Rabaud et cie, où je restai 4 ans. On m'y donna le choix d'être intéressé dans cette maison ou d'aller régir un établissement de commerce à Mogador, par le 31^e degré de latitude, royaume de Maroc en Afrique, que ladite maison forma en commandite sous la raison de Costant et cie, surnom qui m'avait été donné dans ma jeunesse. Ayant préféré ce dernier parti, je m'embarquai sur une expédition pour cte [abréviation non comprise] de mon établissement en octobre 1773 dans le port de Marseille pour relâcher à Cadix et y prendre des piastres fortes (pour le même cte) de la maison Cayla, Solier, Cabanes, Jugla et cie, une des plus riches de Cadix et intéressés aussi dans mon établissement. J'arrivai à Mogador le 3 novembre suivant, dans le tems que M. Chenier était chargé des

affaires de France près le roi de Maroc, auquel je fus de quelque utilité, ainsi qu'à des infortunés Français qui avaient naufragé à différentes reprises sur les côtes voisines du Sénégal, qu'on amenait esclaves au roi, quelques uns ayant déserté de chés leur maître, tous arrivant à Mogador dans un état à arracher des larmes et presque nus, les accueillant chés moi comme des frères, leur donnant de quoi s'habiller, la nourriture et le logement, jusqu'au moment que le roi leur donnait ordre de se rendre auprès de lui et leur accordait ensuite la permission de retourner dans leur patrie. J'ai fait à tous égards ce qui a dépendu de moi pour y honorer le nom français. Ma maison était celle qui y faisait le plus d'affaires, soit avec Amsterdam, Cadix, où faisait beaucoup d'expéditions en bled et cire ; mais principalement avec Marseille, où j'exportais beaucoup de laines, huilles pour la fabrication des savons, cuirs, cires, cuivres, gommes, amandes, dents d'éléphant, etc. ; et j'en importais des toiles, draps, fer, acier, papier, sucre, café, corail, fil d'or et autres objets. Après sept ans de séjour, à la satisfaction des hommes du pays, de mes commettans et autres correspondans, je me retirai en laissant pour mon successeur M. Cabanes cadet de Lacaune, avec lequel j'étais lié d'amitié et depuis aussi de parenté, qui a bien suivi mon exemple ; je m'embarquai en juin 1780 pour Amsterdam et revins à Marseille par Paris vers la fin de l'année, avec une petite fortune qui suffisait à mon ambition. Il n'aurait tenu alors qu'à moi d'y devenir l'associé de mes commanditaires, MM. J. Rabaud et cie, qui voulaient me donner cette preuve de leur satisfaction de ma régie ; mais je me contentai de m'intéresser dans leurs diverses expéditions aux Indes et de prendre un intérêt en commandite dans une autre maison de Marseille. J'avais des amis intimes à Lacaune, que je venais voir de tems en tems, et ce fut en avril 1783 que j'y contractai mariage avec une parente de ces mêmes amis, les MM. Cabanes.

Je fus des premières assemblées électorales dans le principe de la Révolution ; dans la première organisation constitutionnelle, on me nomma procureur de ma commune, ensuite membre du directoire du district, administrateur du département, enfin membre du conseil général dudit département, ayant successivement rempli

des fonctions publiques, en adoucissant autant que possible bien de circonstances fâcheuses de la Révolution et ayant beaucoup contribué étant au directoire du district à empêcher la vente du bien des pauvres ou bureaux de bienfaisance de l'arrondissement dudit district. Ce n'est que depuis une vingtaine de mois que je suis veuf d'une épouse justement chérie, qui après avoir maladié huit mois à l'occasion de la perte d'une de nos filles âgée de 21 ans qui faisait nos délices, a enfin succombé à son affliction n'ayant encore que 46 ans. Des 3 enfants qui me restent, il y a 2 garçons ; j'ai l'aîné dans le commerce chés un de mes parens négociant à Montpellier, que j'ai fait remplacer étant conscrit de 1808 ; et le gouvernement a bien voulu accorder au cadet une place au lycée de ladite ville de Montpellier, où il est depuis environ cinq ans au quart de la pension et destiné au service militaire. Je voulais même que le remplaçant de son frère prît, pour l'exemple, le premier numéro à partir, ce dont je donnai connaissance à M. Lachadenede, sous-préfet, présent au tirage ; mais quelque mauvais conseil fut cause qu'il me manqua de parole ; et cependant il reçut sa feuille de route à la fin du tirage à mon grand contentement, quoiqu'il eut porté le n° 49, excédant ceux à partir ; il est depuis à l'armée d'Espagne.

Quoique je sois dans ma soixante dixième année, je suis trop attaché à notre gouvernement, surtout à son illustre chef, pour donner ma démission, malgré que je sois obligé pour me rendre à Albi, chef-lieu du département, de traverser à cheval des montagnes souvent couvertes de neige et de glaces, lorsque la session se tient en hiver. J'aurais encore à citer en ma faveur quelqu'autre circonstance, mais le ministre en a été instruit, et il en coûte de dire du bien de soi, tandis qu'on ne fait que son devoir. » (ADT, 1 M 14).

A la colonne « *fortune évaluée en revenu* », il répond : « Environ deux mille deux cent francs, déduction faite de mes impositions seulement, qui s'élèvent à près de cinq cents francs. Ce revenu provient d'un bien national que j'ai acquis avec des assignats, qui me furent remis en remboursement de fonds en numéraire, que j'avais depuis mon retour d'Afrique dans plusieurs maisons de commerce à Marseille [un mot non lu]. Elles [un mot non lu] à ce remboursement par les troubles de la Révolution, qui ont

causé leur ruine, mes intérêts avec la maison Rabaud et Cie sur les expéditions de l'Inde m'étant tombé à peu près en pure perte, les Anglais en ayant d'ailleurs pris plusieurs. »

A la colonne nom du « prédécesseur et motifs de remplacement », il indique : « J'ai été nommé membre du conseil général du département par le Premier consul ; j'étais auparavant administrateur du département, nommé par l'assemblée électorale et installé le 13 floréal an 6, et je fus remplacé avec toute cette administration par M. Lamarque, préfet à l'époque de l'organisation des préfectures. »

Démissionnaire ou révoqué en 1815-1816.

O. 1816, 2 avril

**Barbara de Boissezon de Labeloterie,
Joseph Charles**

(25 février 1777) Maire de Boissezon, maire de Castres en 1816.

Ordonnance de nomination dans 1 M 14.

O. 1831, 1^{er} février

Fontanilles, de

Maire des Cabannes.

Non acceptant dès le mois de février 1831.

O. 1833, 15 janvier

Mazars d'Alayrac, Pierre

de Cordes. juge de paix

Ordonnance de nomination dans 1 M 14.

11^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Caraven, Antoine

De Dourgne, négociant, ancien président de l'administration du département.

sorti en 1806 par le sort.

D. 1806, 4 avril, sur présentation du collège électoral

**Villeneuve, Jean Baptiste Marie
'Louis', comte de**

(Saint-Pons-de-Thomières, 28 juillet 1768 ou 1760 ?). Propriétaire cultivateur, Toulouse pendant l'hiver, et Hauterive l'été. Marié, 2 filles. « Fortune actuelle, sa mère existant, 5 000 livres de rente et sa

femme, son père existant, 6 000 livres de rente. »

« Gentilhomme, lieutenant de vaisseau de la marine royale en 1790. Président du collège d'arrondissement de Castres, session de 1810 ». (ADT, 1 M 14).

O. 1831, 1^{er} février

Falguerolles, François Ernest de

(Castres, 2 juillet 1786-Burlats, 7 septembre 1847). Maire de Burlats depuis 1809. Député de 1830 à 1837, nommé le 28 octobre 1830 par le collège de département, et les 5 juillet 1831 et 21 juin 1834 par le 2^e collège de Castres. Conseiller général de 1831 à 1833 (11^e siècle) et de 1836 à 1847 (Roquecourbe). 8 000 F.

Portal.

12^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Decomte

de Saint-Pierre-de-Trivisy, ex administrateur

(-+1806) de Trivisy

D. 1806, 25 avril suite à décès

Dor de Lastours, Marie Joseph

(52 ans en 1806) Conseiller maître en la cour des comptes, aides et finances de Montpellier, procureur de la commune de Castres, maire de Castres lors de sa nomination en 1806. 20000 F de revenus en 1806. 5 enfants.

Magloire Nayral, tome 3, p. 574-575.

Voir le 5^e siècle

Sorti par le sort le 11 janvier 1811 en conseil de préfecture.

D. 1811, 11 juillet, sur présentation du collège électoral

Assezat, Marie Philippe, chevalier d'

(Terssac, 8 septembre 1768). Officier d'infanterie, maire de Terssac. 4000 F.

O. 1831, 1^{er} février

Assezat, Marie Philippe, chevalier d'

Celui-ci est ensuite candidat en 1833 dans les cantons réunis de Valence et Valdériès.

13^e siècle

D. an VIII, 14 prairial

Hargenvilliers, Joseph Etienne Timoléon

(Ganges, Hérault, 18 janvier 1767). 15000 F. Général de brigade en retraite.

« Noble dans l'Ancien Régime ; officier ; maire de Cuq-Toulza et conseiller général.

Démissionnaire

O. 1820, 6 juillet

Duzerre, Louis Antoine Henry, chevalier

Conseiller général nommé en 1811 (14^e siècle) mais ayant opté pour le conseil d'arrondissement.

« Maire », dit l'ordonnance de nomination, dans l M 14.

Décédé en 1822.

O. 1822, 31 juillet, suite à décès

Devoisins-Lavernière, Marie Joseph François Victor 'Marius'

(Lavaur, 28 août 1786-Toulouse, 6 avril 1865). Maire de Lavaur, conseiller général (13^e siècle) 1822-1831. Élu député par le collège de département le 3 juillet 1830. Anobli en 1817.

Portal.

Ordonnance dans 1 M 14.

(Lavaur, 17 mars 1767). Adjoint au maire de Lavaur et suppléant du juge de paix. 5 enfants, 12 000 F.

O. 1831, 1^{er} février

Sengès, Pierre Joseph Antoine

14^e siècle

D. an VIII, 14 priarial

Audoy, Pierre Séverin

(Lavaur, 8 janvier 1755-Lavaur, 16 mars 1840). Fils de Joseph Guillaume Audoy, avocat à Lavaur, et de Catherine Huc, de Boissezon.

Membre du directoire du district de Lavaur. Élu à la Législative le 28 juin 1791, démissionnaire, remplacé par Gouzy. Conseiller général (14^e siècle) de l'an VIII à 1811.

Portal. Vanel (Jean), « De Louis XVI à Napoléon III : Pierre Séverin Audoy, premier maire de Lavaur, député à l'Assemblée législative, et sa famille », dans *BSSABLT*, XXXVII (1981-1982), p. 657-677.

Magistrat de sûreté pour l'arrondissement de Lavaur. Marié, 4 enfants, revenu : « environ 4 000 F ».

« Avocat au parlement de Toulouse en 1776. Maire de Lavaur en 1789, puis administrateur du district, membre de l'assemblée nationale législative et démissionnaire de cette fonction pour raison de santé en 1792. Remplissant depuis, sauf quelques intervalles, des fonctions administratives ou judiciaires. » (ADT, 1 M 14).

Sorti par le sort le 11 janvier 1811 en conseil de préfecture.

D. 1811, 11 juillet

Duzerre, Louis Antoine Henry, chevalier

(voir 13^e siècle)

« Par décret du 11 juillet 1811, M. Duzerre, maire de Damiatte, a été nommé en remplacement de M. Audoy sorti par le sort. M. Duzerre ayant été nommé par le même décret membre du conseil de l'arrondissement de Lavaur, a opté pour ce dernier » (ADT, 1 M 14).

D. 1812, 20 mars

Pélissier, Henri Félix, comte

(Castres, 8 novembre 1763-Lavaur, château de Jonquières, 23 janvier 1844). Officier dans l'armée de Condé, revenu d'émigration en 1801, commandant de la place de Toulouse et maréchal de camp en 1814, commandant militaire du Tarn en 1816, de la Vendée en 1816, de l'Aube en 1821. A pris sa retraite en 1832. Conseiller général (14^e siècle) de 1812 à 1831. Député élu le 22 août 1815 (chambre « introuvable » jusqu'en septembre 1816).

Portal.

« Marié, 4 enfants, 15 000 F. Résidence : l'été à Lavaur et l'hiver à Millau. Cadet gentilhomme dans le régiment de marine infanterie, sous-lieutenant dans le même régiment ; puis sous-lieutenant et capitaine dit de réforme jusques l'année 1791 dans le régiment de Condé dragons ». (ADT, 1 M 14).

Autre notice : « 4 enfants, 10 000 F. Cadet gentilhomme en 1778 et successivement sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, major lieutenant-colonel, colonel et maréchal de camp en 1814 et employé comme maréchal de camp depuis cette

époque [commandant la 2^e subdivision de la 10^e division militaire] » (ADT, 1 M 14).

O. 1831, 1^{er} février

Faure de Saint-Maurice, 'Raimond' Isabeau Théophile

Voir à Dourgne où il est élu ensuite de 1833 à 1864.

« Marié le 11 décembre 1820, 2 enfants. 12 000 F de rente. Entré au service 1^{er} août 1813 comme brigadier dans le 4^e régiment des gardes d'honneur. 10 mars 1814, nommé maréchal des logis. 5 juillet 1814, lieutenant de cavalerie dans les chevaux-légers de la Garde. 30 décembre 1815, chevalier de la Légion d'honneur. Le 1^{er} février 1831, membre du conseil général. » (ADT, 1 M 14).

15^e siècle

D. an VIII, 14 priarial

Solomiac [de Farinières], Pierre

(Puylaurens, 16 avril 1747-Toulouse, 2 avril 1829). Président du tribunal criminel du département, élu le 5 septembre 1792 à la Convention. démissionnaire le 15 août 1793, remplacé par Tridoulat. Conseiller général (15^e siècle) de l'an VIII à 1816. Conseiller à la cour de Toulouse.

Portal.

Domicile : Saint-Germain-des-Prés.
Revenu : « environ 2400 F ».

« Avocat et docteur en droit ; membre du directoire du département à deux époques différentes. Président du tribunal criminel du département du Tarn. Membre de la Convention nationale. Juge de paix. Maintenant, membre du conseil général du département du Tarn et président du susdit canton de Puylaurens ». (ADT, 1 M 14).

Démissionnaire en 1815 ou 1816. Révoqué.

O. 1816, 2 avril

Cousin de Lavalère, Gabriel Joseph

(Lavaur, 1^{er} janvier 1759 ou 31 décembre 1756 ?). Officier de marine, maire de Saint-Sulpice.

Ordonnance de nomination dans 1 M 14.

O. 1831, 1^{er} février

Pagèze de Saint-Lieux, 'Alphonse' Louis Augustin Marie Anne Mathieu Victor Amédée Antoine, comte de

(Murcie, Espagne, 17 août 1795). Propriétaire à Saint-Lieux. 12 000 F.

16^e siècle

D. an VIII, 14 priarial

Abrial, Jean 'Pierre' Philippe

(Dourgne, 1^{er} mai 1764-Graulhet, 9 août 1847). Fils de Jean Baptiste Abrial (1735-1821) et de Louise Germaine Elisabeth Marie Anne Grave (1741-1803). Marié le 7 juillet 1806 à Castres avec Anne Sophie

Célariès de Belfortès (1772-1831) ; 1 enfant, 1600 F.

« Avocat, administrateur du département du Tarn, assesseur du juge de paix et actuellement juge de paix du canton de Graulhet.

Démissionnaire pour raison de santé (lettre communiquée lors de la séance du conseil du 2 juillet 1810).

D. 1811, 1^{er} mars

Gineste, Antoine de

(Puylaurens, 20 janvier 1751-Puylaurens, 21 juillet 1830). Fils d'Etienne de Gineste, n seigneur d'Appelle, et de Marguerite de Gineste. Épouse le 25 juillet 1775 à Bordeaux au désert Jeanne Marie Madeleine de Poyen.

Gouverneur de Puylaurens à la fin de l'Ancien Régime (?), président du district de Lavaur, membre du collège électoral du département et juge de paix. Marié, 5 enfants. 10 000 F.

« Ancien officier de cavalerie, administrateur et juge de paix ». (ADT, 1 M 14).

Démissionnaire en 1826.

O. 1826, 14 juin

Gineste, 'Etienne' Jean Anne de

(Puylaurens, 26 février 1777-Appelle, 8 octobre 1839). Fils du précédent. Épouse en 1825 Françoise Bénédicte Inès Fornier

de Clausonne. 1 enfant, 12000 F. Chevalier de la Légion d'honneur. Ancien lieutenant de l'ouvèterie.

« Militaire le 20 pluviôse 1794 ; maire d'Appelle le 16 novembre 1802 ; membre du conseil d'arrondissement de Lavaur. Volontaire royal en mars 1815. Capitaine au 25^e régiment de chasseur le 26 juillet 1815. Maire d'Appelle le 27 décembre 1825 ; membre du conseil général le 16 juin 1826. » (ADT, 1 M 14).

O. 1831, 1^{er} février

Gineste, 'Etienne' Jean Anne de

Démissionnaire

O. 1833, 21 juin

Rey, Jean Pierre Antoine, baron

(Puylaurens, 15 septembre 1767-Puylaurens, 12 janvier 1842). Protestant. Fils d'Etienne Rey et de Jeanne Bauquels. Époux de Anne Pauline Pitorre puis de Victoire Benjamine Fargues.

Soldat avant la Révolution, fait toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire ; chef de bataillon à Arcole, général en 1808 ; en Espagne de 1808 à 1814 ; baron de l'Empire, commandeur de la LH ; maréchal de camp.

Magloire Nayral, tom 3, p. 5854-587. Base Léonore.

IV. Conseillers élus (1833-2015)

Alban

Alban, Curvalle, Massals, Miolles, Paulinet,
Saint-André, Teillet

1833, 20 novembre

Brandouin du Puget, 'Jean' Guillaume Henri

(15 janvier 1796). Avocat, juge auditeur au tribunal d'Albi, substitut du procureur de Lavaur; résident à Paulin. 3000 F.

1er tour : Brandouin du Puget, 17 voix ; Jean Louis Pujol, juge de paix, 14 voix ; Jean Marc Joseph Delbosc, médecin, 13 voix ; Alexandre Léon Descolis, notaire, 2 voix..

2e tour : 25 voix sur 46 (50 inscrits).

Delbosc « candidat qui a obtenu le plus de suffrages après M. du Puget, élu à quatre voix de plus, administrateur du directoire du département du Tarn en 1791 et 1792, maire de sa commune [Bezacoul] durant plus de trente ans, membre du conseil d'arrondissement les trois dernières années » fait un recours devant le conseil de préfecture le 23 novembre 1833. (lettre dans 2 M 5/105).

Élection annulée par le conseil de préfecture.

1834, 11 février

Brandouin du Puget, 'Jean' Guillaume Henri

Brandouin du Puget, 22 voix ; Jean Marc Joseph Delbosc, médecin à Teillet, 20 voix ; 42 votants ; 50 inscrits.

1839, 27 novembre

Aragon, 'Charles' François Armand de Bancalis de Maurel, comte d'

(13 avril 1812-1848). Auditeur au Conseil d'État, résident à Saliès. 10 000 F, député 1846-1848

d'Aragon, 28 voix ; Brandouin du Puget, 17 voix ; 45 votants ; 49 inscrits.

1848, 27 août

Aragon, 'Charles' François Armand de Bancalis de Maurel, comte d'

d'Aragon, 533 voix ; Bernadou, 341 voix ; 874 votants ; 2440 inscrits.

1848, 15 octobre : élection partielle suite à décès

Bernadou, Jean Pierre

(8 octobre 1805). Notaire à Teillet ; 10 000 F.

Bernadou, 1089 voix ; 1098 votants ; 2440 inscrits.

1852, 1^{er} août

Bernadou, Jean Pierre

Bernadou, 1359 voix ; Bonnet, 477 voix ; 1830 votants ; 2568 inscrits.

1861, 16 juin

Bernadou, Jean Pierre

Préfet, 4 mai 1861 : « Conseiller général sortant. Homme très honorable, ayant beaucoup d'influence dans le canton, dévoué au gouvernement. candidature à maintenir. » (ADT, 2 M 5/10).

Bernadou, 1431 voix ; 1431 votants ; 2228 inscrits.

1870, 12 juin

Bonnet, 'Léopold' Jean Jacques

(1817). Propriétaire, maire de Curvalle. 15 000 F.

Bonnet, 1114 voix, élu, Bernadou, notaire, conseiller sortant, 815 voix, 1942 exprimés, 2453 inscrits.

« Conservateur libéral, tout dévoué au gouvernement ». « La lutte n'a eu aucun caractère politique. le membre sortant était également dévoué au gouvernement ». (ADT, 2 M 5/13).

Préfet, juin 1870 : « Élu pour la première fois le 12 juin 1870. Caractère froid et réservé ; maire d'une commune importante, M. Bonnet est influent par lui-même et par sa famille. Dévoué au gouvernement. » (ADT, 2 M 5/13)

1870, octobre : membre de la commission départementale

Bonnet, 'Léopold' Jean Jacques

1871, 8 octobre

Bonnet, 'Léopold' Jean Jacques

Léopold Bonnet, 1287 voix ; 1346 votants ; 2438 inscrits.

1874, 4 octobre

Bonnet, 'Léopold' Jean Jacques

Léopold Bonnet, 1158 voix ; 1227 votants ; 2386 inscrits.

« Républicain modéré. Peu d'influence. » ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Delbosc, Hippolyte

(+1889). Médecin à Albi.

Hippolyte Delbosc, 970 voix ; Gorsse, 706 voix ; 1767 exprimés.

1883 : « Républicain. Situation excellente ; influence grande dans son canton et à Albi même. Secrétaire de la commission départementale. Caractère et rapports : excellents, mais peuvent devenir difficiles. » ADT, 2 M 5/19

1886, 1^{er} août

Delbosc, Hippolyte

Hippolyte Delbosc, 1497 voix ; 1681 votants ; 2516 inscrits.

Édouard Barbey, président du conseil général, séance du 19 août 1889 : « Le docteur Delbosc a été enlevé à notre affection, à celle de ses nombreux amis et des habitants du canton d'Alban qu'il représentait depuis près de vingt années. Vous savez quelle influence il avait acquise dans cette enceinte par sa droiture, par son labeur opiniâtre, par la sûreté de son jugement. Constamment élu par ses collègues secrétaire de la commission départementale, il n'a pas cessé de s'occuper un seul jour des questions les plus délicates et les plus importantes. Il laisse au milieu de nous un vide que nos efforts et notre bonne volonté parviendront difficilement à combler. » (ADT, 1 N 77).

1889, 28 juillet : élection partielle suite à décès

Boullaran, Marie Casimir 'Louis' Joseph

(Alban, 30 mai 1850-Alban, 9 janvier 1941), médecin, maire d'Alban (1896-1912), conseiller d'arrondissement 1881-1889, sénateur 1900-1909 (élu le 28 janvier 1900, battu en 1909). Républicain modéré.

Louis Boularan, 1364 voix ; 1801 votants.

1892, 31 juillet

Boularan, Marie Casimir 'Louis' Joseph

Louis Boularan, 1546 voix, élu, 1641 votants, 2509 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Très aimé dans son canton. A été réélu sans concurrent. Il doit son influence à son caractère serviable. Intelligent : excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

1898, 31 juillet

Boularan, Marie Casimir 'Louis' Joseph

Louis Boularan, rép. mod., 972 voix ; Léopold Bonnet, rép. mod., maire de Curvalle, 804 voix ; 1790 votants ; 2477 inscrits..

Préfet, 14 novembre 1901 : Depuis son élection au Sénat, l'influence de M. Boularan tend à diminuer, surtout dans son canton, où un candidat radical a été, malgré lui, élu aux dernières élections au conseil d'arrondissement. Ses relations avec le parti réactionnaire l'ont rendu suspect aux républicains qui lui opposeront certainement un concurrent à l'expiration de ses pouvoirs de conseiller général en 1904. Au conseil général, est sans influence. Peu de rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Boularan, Marie Casimir 'Louis' Joseph

Louis Boularan, 981 voix ; Itié, 854 voix ; 1850 votants ; 2457 inscrits.

1910, 24 juillet

Poisson, Charles

Docteur en médecine. Doit décéder en 1917. Le siège est vacant jusqu'en 1919.

Charles Poisson, 1151 voix ; Itié, 559 voix ; 1736 votants ; 2437 inscrits.

1919, 14 décembre

Sans, 'Raymond' Louis

(Cadalen, 1^{er} mai 1883). Célibataire. Docteur en médecine, maire d'Alban (1919 ou 1925-1959). Chev. LH 1952.

Raymond Sans, 1331 voix ; 1566 votants

1922, 14 mai

Sans, 'Raymond' Louis

Raymond Sans, 1043 voix ; Paul de Saint-André, 563 voix ; 1625 votants ; 2141 inscrits.

Préfet, 1922 : « Élu pour la première fois en 1919 sans concurrent, alors que son succès aurait pu paraître improbable s'il avait eu un concurrent conservateur, M. le docteur Sans a été réélu cette année à une grosse majorité contre le conseiller d'arrondissement conservateur du canton. Affable et plein de bonhomie et très dévoué à ses concitoyens, M. le docteur Sans jouit dans son canton de profondes sympathies. Intelligent et travailleur, il occupe dans l'assemblée départementale une place honorable. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration préfectorale. » (2 M 5/33).

1928, 14 octobre

Sans, 'Raymond' Louis

Raymond Sans, seul candidat : 1320 voix, 1488 votants ; 2101 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. le docteur Sans possède une situation politique excellente dans le canton d'Alban, où en 1928 il a été élu sans concurrent. Cette situation est due en partie aux services qu'il rend à ses concitoyens en tant que médecin. Aussi, bien que M. Sans soit un radical socialiste qui sympathise

avec les socialistes, est-il assuré d'une très forte majorité dans ce canton, qui est pourtant d'opinions assez modérées. M. le docteur Sans joue un certain rôle dans l'assemblée départementale. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Sans, 'Raymond' Louis

Raymond Sans, rad. soc., 1365 voix ; 1366 suffrages exp. ;

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

aucun

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « C'est le docteur Sans Raymond, ancien conseiller général, président du comité médical de Libération, socialiste indépendant, qui est maintenu » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Sans 'Raymond' Louis

Raymond Sans, seul candidat, socialiste indépendant, 2464 voix ; 2475 votants ; 3529 inscrits.

Notice sans date, vers 1944 ou 1945 : « Révoqué en 1941 de ses fonctions de maire et de conseiller général, il est devenu l'âme de la Résistance dans la région d'Alban ». (ADT, 511 W 24).

Préfet, 1945 : « Républicain éprouvé, le docteur Sans a une forte position politique dans son canton, où il jouit de la considération générale. Personnalité sympathique et esprit délié, il est très écouté au sein de l'assemblée départementale. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. Il est

membre du comité départemental de libération » (ADT, 511 W 24).

1949, 20-27 mars

Sans 'Raymond' Louis

Raymond Sans, soc. ind., 1621 voix ; Célestin Capelle, MRP, 1014 voix ; Le Quéré, RPF, 73 ; 2737 votants ; 3395 inscrits.

1955, 17-24 avril

Sans, 'Raymond' Louis

Raymond Sans, soc. ind., 1453 voix ; Célestin Capelle, maire de Massals, MRP, 1306 voix ; Pelissou, com., 35 voix ; 2834 votants ; 3447 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « M. Sans représente dans son canton une formule de bloc des gauches qui va des radicaux à l'extrême gauche comprise. Bien qu'intelligent, fin et sympathique, il ait été élu vice-président du conseil général, il manque trop de dynamisme pour pouvoir jouer au sein de l'assemblée autre chose qu'un rôle de second plan. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4-11 juin

Capelle, Célestin

(Paulinet, 30 août 1910-6 mai 2001). Fils de Célestin Capelle, cultivateur à Bertal, et de Marie Rabaud. Cultivateur, maire de Massals (1945-1947, 1948-1989). MRP puis DVD

Célestin Capelle, MRP, 1321 voix ; Germain Malaterre, centre-gauche, 1196 voix ; Clément Bousquet, extrême droite, 46 voix ; Germain Babeau, com., 44 voix ; 2666 votants ; 3275 inscrits.

Préfet, 1964 : « Le conseiller général d'Alban, père de famille nombreuse, milite dans la mutualité agricole depuis longtemps. De tendance MRP, il s'est présenté comme second de M. Rieunaud aux dernières élections législatives. L'influence au conseil général de cet homme respectable et estimé s'accroîtra sûrement, malgré sa simplicité paysanne. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre**Capelle, Célestin**

Célestin Capelle, div. mod., 1507 voix ; Gaston Soulié, ext. gauche, 744 voix ; Germain Babeau, com., 86 voix ; 2402 votants ; 3031 inscrits.

1973, 23 septembre**Capelle, Célestin**

Célestin Capelle, DMA, 1219 voix ; Roger Theye, médecin à Alban, DVG, 1058 voix ; Joseph Roussel, com., 76 voix ; 2420 votants ; 2945 inscrits.

1979, 18-25 mars**Chamayou, Etienne**

(Paulinet, 14 septembre 1921-25 février 2008). Marié à Denise Fabre.

Cultivateur, maire de Paulinet (1953 [date où il est CM] ou 1959-1965, 1971-1995). Président du conseil d'administration de la Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles tarnaise (CRAMAT). Président de l'Association des maires du Tarn, 1983-1989.

Etienne Chamayou, UDF-CDS, 1539 voix ; H. Roustit, soc., 832 voix ; Francis Tripier, com., 143 voix ; 2570 votants ; 3092 inscrits.

1985, 10 mars**Chamayou, Etienne**

Francis Tripier, com., 83 voix ; Jean-Luc Espitalier, soc., 575 voix ; Etienne Chamayou, 1502 voix ; Anne Brunel, FN, 92 voix ; 2343 votants ; 2917 inscrits.

1992, 22 mars**Chamayou, Etienne**

Françoise Lescure, com., 72 voix ; Jean Saint-Pé, FN, 88 voix ; Jean-Luc Espitalier, soc., 616 voix ; Etienne Chamayou, UPF, 1289 voix ; 2200 votants ; 2735 inscrits.

1998, 15 mars**Calvet, Jean**

(Alban, 22 mai 1935). Marié à Marie Thérèse Savy, 4 enfants. Pharmacien à Alban. Conseiller municipal d'Alban (1983-1989), adjoint (1989-1995), maire (1995-2001).

Cathala, com., 85 voix ; Patrick Canac, FN, 66 voix ; Jacques Fabas, maj. dép., 759 voix ; Jean Calvet, RPR-UDF, 1040 voix ; 2016 votants ; 2507 inscrits.

2004, 21 mars**Fournier, Jean-Louis**

(Villefranche-d'Albigeois, 20 octobre 1952). Directeur d'agence bancaire. Marié, 2 enfants. Adjoint (2008-2014) et maire d'Alban (2014-). DVD

Jacques Fabas, DVG, 763 voix ; Françoise Lescure, com., 46 voix ; Jean-Louis Fournier, DVD, 1059 voix ; Patrick Canac, FN, 73 voix ; 2002 votants ; 2408 inscrits.

2011, 20 mars**Fournier, Jean-Louis**

Remplaçante : Christine Boularan (Albi, 16 décembre 1962).

Jean-Louis Fournier, DVD, 793 voix ; Francis Banchet, com., 114 voix ; Jean-Luc Espitalier, 657 voix ; 1630 votants ; 2362 inscrits.

Albi

Albi, Arthès, Cagnac, Carlus, Castelnau-de-Lévis, Fréjairolles, Le Garric, Lescure, Mailhoc, Marssac, Milhavet, Puygouzon, Rouffiac, Saliès, Le Séquestre, Terssac, Villeneuve-sur-Vère

Sainte-Croix est démembré de Castelnau-de-Lévis en 1955

Le canton d'Albi est divisé en trois cantons, Albi Nord, Albi Centre et Albi Sud, par décret du 73-675 du 13 juillet 1973

Le canton d'Albi Nord est divisé en deux cantons Albi Nord-Ouest et Albi Nord-Est par décret n°84-1238 du 24 décembre 1984

1833, 20 novembre

Gorsse, Jean Louis François 'Raymond'

(20 janvier 1771-1835). Propriétaire, chevalier de la Légion d'honneur, maire d'Albi (1808-1815); conseiller de préfecture (1816-1830); conseiller général du 3^e siège depuis 1811. 6000 F.

Raymond Gorsse, 138 voix ; Compayré, médecin à Albi, 24 voix ; Cambard, ancien procureur du roi à Albi, 11 voix ; Jean Jacques Gisclard, 8 voix ; Esquilat, avocat avoué, 2 voix ; Etienne Lacombe, 2 voix ; 190 votants ; 265 inscrits.

1835, 11 septembre : élection partielle suite à décès

Assézat, Marie Philippe Picarel, chevalier d'

Déjà conseiller général de 1811 à 1833 ; candidat en 1833 dans les cantons réunis de Valence et Valdériès.

(Labessière-Candeil, 8 septembre 1768-Terssac, Clerfon, 29 juin 1839). fils de Bernard Picarel d'Assezat et Marguerite Delphine de Rabinel. Le décès est déclaré

par Prosper Gorsse, avocat à Albi, son successeur comme conseiller général. Élève de l'École militaire de Sorèze, sous-lieutenant au régiment d'infanterie d'Artois 1785-1792. Maire de Terssac en 1808. 4 000 F. Conseiller général du 12^e siège en 1811. Célibataire. Chevalier de la Légion d'honneur le 12 décembre 1827,.

d'Assézat, 146 voix ; 164 votants ; 284 inscrits.

1836, 2 décembre

Assézat, Marie Philippe, chevalier d'

d'Assézat, 115 voix ; 126 votants ; 285 inscrits.

1839, 23 juillet : élection partielle suite à décès

Gorsse, François Louis 'Prosper'

(Albi, 27 vendémiaire an IX [18 octobre 1800]-16 juillet 1884). Avocat à Albi ; conseiller municipal de Monestiés, 1831-1835, d'Albi depuis 1835, nommé adjoint au maire d'Albi le 1^{er} octobre 1840, puis maire d'Albi le 21 septembre 1842. Chev. LH 9 juin 1845. 12000 F.

Prosper Gorsse, 119 voix ; 234 votants ; 305 inscrits.

1845, 11 décembre

Gorsse, François Louis 'Prosper'

Prosper Gorsse, 183 voix ; 338 votants ; 375 inscrits.

1848, 27 août

Canet, 'Edmond' Pierre Jacques

(Montpellier, 13 janvier 1808-Albi, 18 mai 1859), avocat, substitut du procureur du roi ; 5000 F. Maire d'Albi, député le 13 mai 1849. Donne sa démission de conseil général le 26 mai 1852.

Edmond Canet, 2239 voix ; 3511 votants ; 6750 inscrits.

1852, 1^{er}-7 août

Crozes, 'Hippolyte' Jean Isaac

(Albi, 1^{er} mars 1804-15 mai 1880). Juge puis président du tribunal civil d'Albi 6000 F. Chev. LH 12 août 1866.

1^{er} tour : les résultats complets manquent dans 2 M 5/106. Les suffrages des candidats n'atteignent pas le quart des inscrits.

2^e tour : Crozes, 2790 voix ; Gisclard, député, 52 voix ; 2912 votants ; 7530 inscrits.

Minute d'un rapport du préfet au ministre, 25 juillet 1852 : « J'ai eu l'honneur de porter à votre connaissance par ma dépêche du 22 que M. Gisclard, qui n'avait dans aucune circonstance exprimé le désir d'être nommé membre du conseil général, s'était tout à coup mis sur les rangs quoique la candidature de M. Crozes, maire d'Albi, eut déjà été accueillie par une grande partie des électeurs de la ville d'Albi. J'ai fait de vains efforts auprès de M. Gisclard et auprès de M. Crozes pour obtenir que l'un ou l'autre se désistassent, mais aucun d'eux n'a voulu le faire. Quelques personnes honorables ont tenté les mêmes démarches, mais elles ont échoué comme moi. C'est pour ces deux candidats une question d'amour propre et de rivalité, sentiments qui ont été malheureusement envenimés par des amis maladroits et brouillons. M. Gisclard a manifesté publiquement l'intention de donner sa démission de député au corps législatif s'il n'était pas nommé membre du conseil général. Cette menace a produit contre lui un très fâcheux effet auprès des électeurs. Ils l'ont considéré comme une sorte d'intimidation à laquelle ils ne veulent pas obéir... ». (Arch. dép. du Tarn, 2 M 5/4)

1858, 13 juin

Crozes, Hippolyte

Hippolyte Crozes, 2700 voix ; 2746 votants ; 7326 inscrits.

1867, 3 août

Crozes, Hippolyte

Hippolyte Crozes, 3587 voix, 3617 votants, 7528 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Cavalié, Louis Henri 'Angély'

(Albi, 4 mars 1831-Albi, 2 mai 1916), notaire, député de l'arrondissement d'Albi de 1876 à 1877 et de 1878 à 1893. Ancien maire d'Albi, révoqué.

1871, 8-15 octobre

Cavalié, Louis Henri 'Angély'

1^{er} tour : Angély Cavalié, 2085 voix ; Cassan, 1663 voix ; Maraval, 934 voix ; 4873 votants ; 7806 inscrits.

2^e tour : Cavalié seul candidat : 3166 voix ; voix perdues, 135 voix ; 3301 votants ; 7807 inscrits.

1874, 4 octobre

Cavalié, Louis Henri 'Angély'

« Républicain avancé. Intelligent. Assez d'influence sur l'opposition ; chef du parti avancé à Albi. » (ADT, 2 M 5/15).

Angély Cavalié, 2982 voix ; Germain Cassan, maire d'Albi, 2462 voix ; 5457 votants ; 7858 inscrits.

1880, 1^{er} août

Cavalié, Louis Henri 'Angély'

Angély Cavalié, 4204 voix ; Gaston Crozes, avocat, 1597 voix ; 5831 votants ; 8123 inscrits.

Angély Cavalié démissionne le 14 octobre 1881, suite à son élection comme député

1881, 4 décembre : élection partielle suite à démission

Jean, Joseph

(+29 avril 1884), ancien sous-préfet. Rédacteur en chef de *l'Union républicaine*.

Joseph Jean, 3121 voix ; Gustave Bourjade, manufacturier, 2077 voix ; 5398 votants ; 8035 inscrits.

1884, 6 juillet : élection partielle suite à décès

Soulages, Etienne Alexandre Baptiste 'Gabriel'

(Albi, 16 janvier 1838-22 mai 1903), fils de Etienne Alexandre Soulages, négociant, et de Cécile Marie Alexandrine Andorre.

Docteur en droit, avocat, membre de la commission municipale d'Albi en 1870, puis conseiller municipal d'Albi depuis 1871, adjoint au maire puis maire d'Albi (1877-1888), conseiller d'arrondissement. Chev. LH 16 février 1886.

Gabriel Soulages, 3564 voix ; 3758 votants ; 8154 inscrits.

1886, 1^{er} août

Soulages, Etienne Alexandre Baptiste 'Gabriel'

Gabriel Soulages, 4140 voix ; 4365 votants ; 8439 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Républicain. Très compétent pour toutes les affaires, mais d'une modestie et d'une timidité très grandes qui l'empêchent de jouer au conseil général le rôle qu'il devrait y occuper. Caractère doux, rapports excellents avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Berne-Lagarde, Marie Joseph 'Auguste' de

(Albi, 15 novembre 1850 ?), notaire, maire d'Albi (1892-1896), député de la 1^{ère} circonscription d'Albi le 20 août 1893. Républicain modéré.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Nouveau venu dans la politique. Appartient à une famille dont le passé est réactionnaire. Républicain sincère, il a dû soutenir une lutte très ardente contre les radicaux socialistes qu'il a battus à une forte majorité. Très intelligent, très actif, s'est déjà fait une place honorable dans l'assemblée départementale. Grande situation de fortune. » (ADT, 2 M 5/21).

Berne-Lagarde, 3015 voix, élu, Andrieu, 2031 voix ; Gayssot, 130 voix ; 5265 votants ; 8180 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Brusquement entré dans la vie politique comme maire d'Albi, conseiller général et député. Esprit actif et investigateur. Vivement attaqué en ce moment. Aura à soutenir au mois de mai une lutte très chaude aux élections municipales, où sa situation risque fort d'être atteinte. très estimé au conseil général par sa connaissance des affaires. Entretient d'excellentes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

Nsrp en 1898.

1898, 31 juillet

Savary, Frédéric Adrien Alphonse 'Hippolyte'

(Pampelonne, 26 juin 1848-Albi, 7 mars 1930). Fils de Philippe Homère Adrien Gay de Savary, agent voyer à Pampelonne, et de Cécile Françoise Gardès. Avocat. Maire d'Albi (1888-1890), sénateur (1898-1927). Élu sénateur le 20 mars 1898 en remplacement de Devoisins-Lavernière, décédé.

Hippolyte Savary, rad., 3889 voix ; divers, 108 voix ; 4245 votants ; 8831 inscrits.

Préfet, 14 novembre 1901 : « Ancien maire d'Albi, sénateur. M. Savary possède une bonne situation électorale dans son canton. Au point de vue politique, son influence est considérable ; il est le chef du parti radical dans le département. Il joue un rôle important au conseil général dont il est un vice-président. Est particulièrement attaqué par le parti réactionnaire. Entretient de

bons rapports avec l'administration. »
(ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Savary, Adrien Alphonse 'Hippolyte'

Hippolyte Savary, 4074 voix ; Salvy
Tourrel, délégué mineur, 1408 voix ;
divers, 53 voix ; 5809 votants ; 9648
inscrits.

1910, 24 juillet

Savary, Adrien Alphonse 'Hippolyte'

Hippolyte Savary, rad., 3582 voix ; Gabriel
Fourès, pharmacien, SFIO, 1612 voix ;
divers 66 voix ; 5428 votants ; 10016
inscrits.

1919, 14-21 décembre

Savary, Adrien Alphonse 'Hippolyte'

Sénateur radical

1^{er} tour : Hippolyte Savary, 2650 voix ;
Louis Bousquet, propriétaire viticulteur,
1417 voix ; Édouard Chatard, négociant en
tissus, 1223 voix ; divers, 15 voix ; 5844
votants ; 10124 inscrits.

2^e tour : Savary, 3231 voix ; divers 73
voix ; 3594 votants ; 10124 inscrits.

1922, 14 mai

Joly, Louis

(41 ans en 1922). Ingénieur, industriel,
premier adjoint au maire d'Albi en 1922,
président de la commission départementale
en 1927. Radical socialiste.

Louis Joly, 3061 voix ; Firmin Verdier,
avocat, 2214 voix ; divers, 34 voix ; 5700
votants ; 9641 inscrits.

« M. Joly, premier adjoint au maire d'Albi,
succède à M. Savary, sénateur, président du
conseil général qui ne s'est pas représenté.
Comme son prédécesseur, M. Joly
appartient au groupe radical-socialiste. Il
jouit d'une grande notoriété à Albi où il
dirige une importante industrie et la
courtoisie ainsi que l'affabilité qu'il
apporte dans ses relations lui assurent de

nombreuses sympathies. M. Joly qui peut,
s'il le désire, jouer un certain rôle qu'au sein
du conseil général, entretient d'excellents
rapports avec l'administration. » Préfet,
1922 (2 M 5/33).

1928, 14 octobre

Cambouives, Laurent

(Albi, 26 août 1883-Abi, 14 janvier 1962).
Fils d'un pharmacien. Docteur en médecine
en 1911. Maire d'Albi (1929, 1935,
révoqué en 1941), député (1928-1935),
sénateur (1935-1940). SFIO.

Laurent Cambouives, 4338 voix ; Louis
Joly, 1983 voix ; Germain Bégarie,
métallurgiste, 73 voix ; divers, 13 voix ;
6705 votants.

Préfet, 1931 : « La situation politique de
M ; le docteur Cambouives, maire d'Albi,
député socialiste, élu en 1928 conseiller
général d'Albi, est forte dans
l'arrondissement et le canton d'Albi. Il y
possède comme médecin une clientèle très
nombreuse à laquelle il est très dévoué et à
laquelle il n'hésite pas, dans la grande
majorité des cas, à donner des soins
gratuits. très accueillant, très affable, très
sympathique, M. Cambouives est
populaire dans toute l'acception du mot.
Intelligent, très cultivé, assez bon orateur,
M. Cambouives joue un rôle assez
important à l'assemblée départementale. M.
Cambouives entretient de bons rapports
avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Cambouives, Laurent

Laurent Cambouives, socialiste de France,
4276 voix ; A. Malroux, SFIO, 2082 voix ;
Élie Augustin, PC, 361 voix ; Georges
Bousquet, pharmacien, 995 voix ; 8103
votants ;

conseillers départementaux (nommés par arrêté du 14 décembre 1942)

Bellet, Charles

membre de la commission administrative,
conseiller municipal d'Albi

Brault, Raymond

maire d'Albi. Secrétaire du conseil départemental.

Galaub, Louis

maire de Cagnac-les-Mines

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Cambulives Laurent, ancien sénateur, ne peut être maintenu. Il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour être confirmé, par le gouvernement de Vichy, dans ses fonctions de maire d'Albi. Au surplus, il a voté le 10 juillet 1940 la délégation de pouvoir constituant à Philippe Pétain et ne s'est pas tacheté pendant la période d'occupation. Enfin, il a été interné au centre de séjour surveillé de Saint-Sulpice pour avoir, dans une lettre, désigné un communiste au maire de Bourges. Ce notable appartenait à l'Union républicaine socialiste. Il est remplacé par le docteur Cahuzac Alex, domicilié à Albi, ancien conseiller municipal élu, ancien conseiller d'arrondissement élu et appartenant à l'Union républicaine socialiste. Il est honorablement connu à Albi. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Monestié, Paul

(Cestayrols, 26 février 1912-). Instituteur, inspecteur primaire.

1^{er} tour : Paul Monestié, PC, 4620 voix ; Clément Taillades, MRP 3645 voix ; Louis Joly, SFIO, 4289 voix ; Marcel Ricard, rad. soc. 2239 voix ; Gaston Fournials, indéterminé, 1986 voix ; 17371 votants ; 26346 inscrits.

2^e tour : Monestié, 9411 voix ; Taillade, 7989 voix ; 18134 votants ; 26286 inscrits.

Préfet, 1945 : « Esprit droit et pondéré, M. Monestié est le seul représentant du parti communiste au sein du conseil général ; ses interventions toujours courtoises et faites à bon escient, lui valent la considération de

ses collègues. Adversaire résolu du gouvernement de Vichy, résistant actif, il a été membre du CDL jusqu'au 16 novembre 1944, date à laquelle il a repris ses fonctions d'instituteur. Il entretient avec l'administration les meilleurs rapports. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20-27 mars

Raust, 'André' Henri

(Decazeville, Aveyron, 21 décembre 1916). Maire de Cagnac-les-Mines (1947-1983). Député 1962-1968, président de la commission départementale en 1976. Chev. LH août 1956.

1^{er} tour : André Raust, SFIO, 5333 voix ; Loubet, PC, 4533 voix ; Lartigue, rad. soc., 1286 voix ; Taillade, MRP, 3919 voix ; Chadeaux, RPF 2441 voix ; divers 119 voix ; 18319 votants ; 27060 inscrits.

2^e tour : Raust, 8351 voix ; Loubet, com., 4719 voix ; Taillade, MRP, 5202 voix ; Chadeaux, 614 voix ; divers, 24 voix ; 19401 votants ; 26981 inscrits.

1955, 17-24 avril

Raust, 'André' Henri

1^{er} tour : André Raust, SFIO, 5069 voix ; Édouard Rieunaud, MRP, 5174 voix ; André Calvayrac, com., 3449 voix ; Louis Pezous, rad. soc. 2379 voix ; 16534 votants ; 27415 inscrits.

2^e tour : Raust, 8750 voix ; Rieunaud, 7584 voix ; 17254 votants ; 27415 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Socialiste orthodoxe, jeune, intelligent, actif, au surplus sérieux, sympathique, M. Raust a une forte position dans le canton d'Albi. Au conseil général, son goût du travail, l'exactitude de son information et l'aisance de son exposé lui valent d'être le porte-parole du groupe socialiste, dont il est le président. Candidat sur la liste socialiste SFIO lors des dernières élections législatives, il conserve l'intention de poser à nouveau une candidature dans les consultations futures. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4-11 juin**Raust, 'André' Henri**

1^{er} tour : André Raust, SFIO, 5859 voix ; Jean Protet, MRP, 3077 voix ; Kléber Rolland, extrême droite 599 voix ; André Calvayrac, com., 2876 voix ; Robert Poux, CNI, 2218 voix ; Mme Andrée Labit, PSU, 717 voix ; 15918 votants ; 30127 inscrits.

2^e tour : Raust, 9443 voix ; Protet, 5158 voix ; Rolland, 745 voix ; 16110 votants ; 30127 inscrits.

Préfet, 1964 : « ... En tant que député (Albi-Carmaux), M. Raust a dû partager avec M. Spénale (également député SFIO mais devenu conseiller général seulement

lors des récentes élections cantonales) la prépondérance du groupe socialiste de l'assemblée départementale, dont il demeure le président. » (ADT, 1107 W 48)

1967, 24 septembre-1^{er} octobre**Raust, 'André' Henri**

1^{er} tour : André Raust, FGDS, 7579 voix ; Aimé-Marcel Cathala, action locale, 3328 voix ; Marcel Enjalbert, com., 3154 voix ; Jean Protet, div. mod. 2825 voix ; 17523 votants ; 32906 inscrits.

2^e tour : Raust, 11372 voix ; Cathala, 7067 voix ; 19149 votants ; 32903 inscrits.

Albi Centre

Canton créé par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973, formé d'une partie de la commune d'Albi. Les limites du canton sont modifiées par le décret du 21 février 1997, lors de la création des cantons d'Albi-Ouest et d'Albi-Est.

1973, 23-30 septembre**Imbert, Jean**

(Albi, 24 août 1906-10 septembre 1996). Expert foncier, adjoint au maire d'Albi (1965-1977).

Vice président du conseil général, 1976.

1^{er} tour : Jean Imbert, MRG, 1243 voix ; Robert Poux, éditeur de cartes postales, REI, 1592 voix ; André Delmas, avocat à Albi, soc., 945 voix ; Marcel Enjalbert, employé à la Sécurité sociale, com., 831 voix ; Paul Bonnacarrère, avocat à Albi, CDE, 486 voix ; Miloud Hussine, DVG, 105 voix ; 5390 votants ; 10855 inscrits.

2^e tour : Imbert, 3126 voix ; Poux, 2721 voix ; 6170 votants ; 10855 inscrits.

Renseignements généraux, 2 octobre 1973 : « A Albi Centre, deux adjoints au maire

d'Albi étaient opposés. Il s'agit d'une part de M. Imbert (MRG), premier adjoint, et d'autre part M. Poux (REI), deuxième adjoint. La campagne menée par les deux candidats a été vive, les intéressés se prenant souvent à partie dans des articles de presse et dans des tracts. Les séquelles d'une telle polémique sont susceptibles de créer au sein de l'assemblée municipale un certain malaise et en tous cas poseront, à coup sûr, des problèmes dans la perspective des élections municipales de 1977. » (ADT, 1106 W 100).

1979, 18-25 mars**Carrillo, Christian**

(Albi, 4 mars 1946). Instituteur, conseiller municipal et adjoint au maire d'Albi, 1977-1995 ; conseiller régional, 1986-1992.

Vice-président du conseil général, 1982-1985.

1^{er} tour : Christian Carrillo, soc., 2211 voix ; M.-C. Fournier, RPR, 1661 voix ; S. Ginestet, UDF-PRI, 1482 voix ; M. Enjalbert, com., 1435 voix ; J. Imbert, RDG, 784 voix ; 7958 votants ; 12247 inscrits.

2^e tour : Carrillo, 4334 voix ; Fournier, 3820 voix ; 8525 votants ; 12247 inscrits.

1985, 10-17 mars

Nespoulous, Pierre

Voir au canton de Valence, dont Pierre Nespoulous est conseiller général de 1976 à 1982.

1^{er} tour : Michèle Palchine, com., 605 voix ; Christian Carillo, soc., 2521 voix ; Jean-Claude Dupuis, RPR, 1706 voix ; Pierre Nespoulous, UDF, 2038 voix ; Henri Bec, DVD, 1273 voix ; 8624 votants ; 12643 inscrits.

2^e tour : Carillo, 3608 voix ; Nespoulous, 4929 voix ; 8960 votants ; 12643 inscrits.

1992, 22-29 mars

Nespoulous, Pierre

1^{er} tour : Marcel Enjalbert, com., 627 voix ; Jean-Pierre Jouineau, UDF, 820 voix ; François Berger, FN, 945 voix ; Antoine Magana, soc., 2305 voix ; Pierre Nespoulous, UPF, 2970 voix ; Jean Sinet, verts, 903 voix ; 9154 votants ; 13022 inscrits.

2^e tour : Magana, 3384 voix ; Nespoulous, 4293 voix ; 8342 votants ; 13022 inscrits.

1998, 15-22 mars

Garcia, Serge

(Albi, 29 mars 1953). Cadre MSA. PS puis DVG.

Vice-président du conseil général, 2006-2011.

1^{er} tour : J. Vayre, com., 382 voix ; Serge Garcia, soc., 1465 voix ; F. Berger, FN, 531 voix ; Pierrette Jouineau, UDF, 1349 voix ; C. Carrillo, MDC, 211 voix ; L. Cluzel, verts, 272 voix ; Pierre Nespoulous, DVD, 570 voix ; 5073 votants ; 7305 inscrits.

2^e tour : Garcia, 2300 voix ; Jouineau, 1992 voix ; 4590 votants ; 7305 inscrits.

2004, 21-28 mars

Garcia, Serge

1^{er} tour : Serge Garcia, soc., 2173 voix ; Josian Vayre, com., 298 voix ; Christel Bouchet, FN, 472 voix ; Christine Devoisins, DVD, 1482 voix ; Marie-France de Truchis, VEC, 395 voix ; 5042 votants ; 7281 inscrits.

2^e tour : Garcia, 2916 voix ; Devoisins, 1896 voix ; 5115 votants ; 7280 inscrits.

2011, 20-27 mars

Garcia, Serge

Remplaçante : Béatrice Vilamot (9 novembre 1955).

1^{er} tour : Françoise Lescure, com., 190 voix ; Sylvie Lypreni, soc., 641 voix ; Serge Garcia, DVG, 951 voix ; Guillaume Cros, EELV, 329 voix ; Olivier Brault, autres, 989 voix ; Benjamin Benoist, FN, 447 voix ; 3617 votants ; 7223 inscrits.

2^e tour : Brault, 1380 voix ; Garcia, 2009 voix ; 3625 votants ; 7223 inscrits.

Albi Nord

Canton créé par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973, formé d'une partie de la commune d'Albi (rive droite du Tarn) et des communes d'Arthès, Cagnac, Castelnau-de-Lévis, Le Garric, Lescure, Mailhoc,

Milhavet, Sainte-Croix et Villeneuve-sur-Vère.

Le canton d'Albi Nord est divisé en deux cantons, Albi Nord-Ouest et Albi Nord-Est, par décret n°84-1238 du 24 décembre 1984.

1973, 23-30 septembre**Raust, 'André' Henri**

1^{er} tour : André Raust, soc., 2574 voix ; Claude Gourc, avocat à Albi, REI, 1399 voix ; Robert Raffanel, instituteur au Garric, com., 1768 voix ; Daniel Fedou, ingénieur de Polytechnique, président de la fédération du Tarn du parti radical, 625 voix ; Aimé Cathala, DMA, 542 voix ; 7240 votants ; 12915 inscrits.

2^e tour : Raust, 5066 voix ; Gourc, 2556 voix ; 7922 votants ; 12915 inscrits.

(Lescure-d'Albigeois, 19 décembre 1950). Inspecteur principal des impôts. Maire adjoint de Lescure d'Albigeois (1983-2001). Président du conseil général 1991->. Député, 1993-2012 (élu 1995, 2002, 2007), sénateur, 2014-.

Vice-président du conseil général 1985-1991. Président du conseil général 1991-.

1^{er} tour : Thierry Carcenac, soc., 3636 voix ; R. Skutnik, RPR, 1820 voix ; N. Foissac, com., 3158 voix ; Jean Savy, DVG, 1267 voix ; M. Celotto, RDG, 525 voix ; R. Roussaly, UDF-PRI, 1 voix ; 11066 votants ; 15909 inscrits.

2^e tour : Carcenac, 7441 voix ; Skutnik, 3028 voix ; 12391 votants ; 15909 inscrits.

1979, 18-25 mars**Carcenac, Thierry****Albi Nord-Est**

Canton créé par démembrement du canton d'Albi Nord par décret n°84-1238 du 24 décembre 1984. Il comprend une partie de la commune d'Albi (à l'est des rues Louis Maillé, Gabriel Soulages et de l'avenue Albert-Thomas) et les communes d'Arthès, Le Garric et Lescure.

Canac, UPF, 1325 voix ; Thierry Carcenac, soc., 2722 voix ; Denis Crepin, verts, 333 voix ; Michel Rayssac, rég. et écol., 404 voix ; 6463 votants ; 8515 inscrits.

2^e tour : Canac, 1994 voix ; Carcenac, 3348 voix ; 5867 votants ; 8515 inscrits.

1985, 10-17 mars**Carcenac, Thierry**

1^{er} tour : Robert Raffanel, com., 810 voix ; Thierry Carcenac, soc., 2094 voix ; Bernard Mazars, RPR, 1126 voix ; Jean-Pierre Jouineau, UDF, 661 voix ; écologiste, 315 voix ; ExD, 402 voix ; 5716 votants ; 7880 inscrits.

2^e tour : Carcenac, 3045 voix ; Mazars, 2238 voix ; 5682 votants ; 7880 inscrits.

1998, 15 mars**Carcenac, Thierry**

Delmas, com., 620 voix ; Cabrolier, FN, 737 voix ; Thierry Carcenac, soc., 2941 voix ; Lapeyre, RPR, 1090 voix ; Robert, écol., 245 voix ; 5971 votants ; 8689 inscrits.

2004, 21 mars**Carcenac, Thierry**

Thierry Carcenac, soc., 3018 voix ; Bernard Delmas, com., 506 voix ; Frédéric Cabrolier, FN, 814 voix ; Frédéric Esquevin, UMP, 988 voix ; Piere Courjault-Radé, VEC, 420 voix ; 6078 votants ; 8818 inscrits.

1992, 22-29 mars**Carcenac, Thierry**

1^{er} tour : Robert Raffanel, com., 672 voix ; Jeanine de Bernard, FN, 585 voix ; Richard

2011, 20 mars**Carcenac, Thierry**

Remplaçante : Elisabeth Claverie
(Brousse, 22 juin 1959).

Boudes André, com., 365 voix ; Carcenac Thierry, soc., 2468 voix ; Merlo Jean-Pierre, EELV, 374 voix ; Vieules Jean-Marc, DVD, 336 voix ; Gisclard Nicole, FN, 878 voix ; 4550 votants ; 9002 inscrits.

Albi Nord-Ouest

Canton créé par démembrement du canton d'Albi Nord par décret n°84-1238 du 24 décembre 1984. Il comprend une partie de la commune d'Albi (à l'ouest des rues Louis Maillé, Gabriel Soulages et de l'avenue Albert-Thomas) et les communes de Cagnac, Castelnau-de-Lévis, Mailhoc, Milhavet, Sainte-Croix et Villeneuve-sur-Vère.

595 voix ; Michel Mazel, DVG, 965 voix ; Jean-Pierre Merlo, verts, 317 voix ; 6439 votants ; 8897 inscrits.

2^e tour : Cayre, 2260 voix ; Castel, 1974 voix ; Mazel, 1366 voix ; 5990 votants ; 8897 inscrits.

1985, 10-17 mars**Valax, Pierre**

(Salvagnac, 2 octobre 1922-10 novembre 2007). Directeur commercial de la librairie Verdeille. Maire de Castelnau-de-Lévis (1977-2000).

1^{er} tour : Jean Padilla, com., 937 voix ; Pierre Valax, soc., 2062 voix ; Helian Siek, écol., 212 voix ; Jean Protet, RPR, 796 voix ; Michel Teillol, UDF, 874 voix ; Françoise Martin, DVD, 510 voix ; François Berger, FN, 459 voix ; 6184 votants ; 8874 inscrits.

2^e tour : Valax, 3339 voix ; 5334 votants ; 8874 inscrits.

1998, 15-22 mars**Foissac, Roland**

(Carmaux, 11 janvier 1945). Instituteur retraité. PC.

Vice-président du conseil général, 1998-2014.

1^{er} tour : Roland Foissac, com., 1408 voix ; Marie-Claude Cîrgue, soc., 1229 voix ; C. Bouchet, FN, 695 voix ; Jean Cayre, RPR, 1738 voix ; C. Castella, écol., 402 voix ; 5871 votants ; 8586 inscrits.

2^e tour : Foissac, 2766 voix ; Cayre, 2204 voix ; 5388 votants ; 8586 inscrits.

1992, 22-29 mars**Cayre, Jean**

(Albi, 6 décembre 1938). Commerçant. Maire adjoint d'Albi. RPR.

1^{er} tour : Nelly Foissac, com., 590 voix ; Jean Cayre, UPF, 1380 voix ; Jenny Fraisse, FN, 620 voix ; Jean-Antoine Costumero, occ., 62 voix ; Michel Castel, soc., 1490 voix ; Jean-Marc Vieules, DVG,

2004, 21-28 mars**Foissac, Roland**

1^{er} tour : Roland Foissac, com., 1937 voix ; Bernard Chaynes, DVG, 1229 voix ; Jean-Pierre Vieux, FN, 735 voix ; Louis Barret, UMP, 1256 voix ; Jean-Claude Espinosa, EXG, 168 voix ; Albert Bueno, DVG, 247 voix ; David Kowalczyk, VEC, 374 voix ; 6310 votants ; 8812 inscrits.

2^e tour : Foissac, 3798 voix ; Barret, 2105 voix ; 6356 votants ; 8812 inscrits.

2011, 20-27 mars**Foissac, Roland**

Remplaçante : Maya de Chanterac (Paris, 20^e, 16 novembre 1964).

1^{er} tour : Roland Foissac, com., 1569 voix ; Loïc Steffan, soc., 1144 voix ; Bernard Ivert, EELV, 423 voix ; Karim Gharbi, DVD, 486 voix ; Frédéric Cabrol, FN, 918 voix ; 4700 votants ; 9292 inscrits.

2^e tour : Foissac, 2773 voix ; 3704 votants ; 9292 inscrits.

Albi Sud

Canton créé par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973, formé d'une partie de la commune d'Albi et des communes de Carlus, Fréjairolles, Marssac, Puygouzon, Rouffiac, Saliès, Le Séquestre, Tersac. Les limites du canton sont modifiées par le décret du 21 février 1997, lors de la création des cantons d'Albi-Ouest et d'Albi-Est.

Le nouveau canton d'Albi Sud comprend une partie de la commune d'Albi, et les communes de Carlus, Puygouzon, Rouffiac, Saliès et Le Séquestre.

1973, 23-30 septembre**Bressolier, Henri**

(Troyes, 7 avril 1922-24 mai 1999). Attaché commercial. Député 1968-1973.

Membre de la commission départementale.

1^{er} tour : Henri Bressolier, UDR, 1917 voix ; Jacqueline Falgayrac, médecin à Marssac, com., 1159 voix ; Marcel Couliou, géomètre, maire de Puygouzon, DMA, 906 voix ; Georges Salvan, DMA, 100 voix ; Roger Lagorsse, sous-directeur de CES à Albi, MRG, 1080 voix ; Daniel Courbou, assureur, soc., 899 voix ; Alain Bousquet, avocat, DMA, 293 voix ; 6557 votants ; 12144 inscrits.

2^e tour : Bressolier, 3413 voix ; Falgayrac, 2832 voix ; Couliou, 1016 voix ; Salvan, 140 voix ; 7651 votants ; 12143 inscrits.

Renseignements généraux, 2 octobre 1973 : « A Albi Sud, M. Bressolier (UDR) a obtenu un succès d'autant plus probant qu'il était opposé à 3 candidats parmi

lesquels Mme le docteur Falgayrac (com.) faisait un peu figure « d'épouvantail ». En définitive, l'impression un moment envisagée qu'elle pouvait mettre M. Bressolier en danger ne s'est pas confirmée car elle n'a pas réussi à regrouper sur son nom la totalité des voix de gauche du 1^{er} tour ; malgré les nombreux appels en sa faveur, elle a été nettement distancée. » (ADT, 1106 W 100).

1979, 18-25 mars**Courbou, Daniel**

(Albi, 1^{er} ou 11 juillet 1943). Agent général d'assurances, adjoint au maire d'Albi, 1977-1995.

Vice-président du conseil général, 1982-1985.

1^{er} tour : Daniel Courbou, soc., 2581 ; Henri Bressolier, RPR, 3570 voix ; Jacqueline Falgayrac, com., 1881 voix ; Marcel Couliou, DVG, 1030 voix ; 9497 votants ; 14159 inscrits.

2^e tour : Courbou, 5055 voix ; Bressolier, 4526 voix ; 10024 votants ; 14159 inscrits.

1985, 10-17 mars**Bonnecarrère, Philippe**

(Toulouse, 12 juillet 1957). Avocat. Conseiller régional, 1986-1992) ; maire d'Albi, 1995-2014 ; président de la communauté d'agglomération de l'Albigeois depuis 2005. Député (1993-1997), sénateur depuis 2014. RPR, DVD, UMP.

Conseiller général d'Albi-Sud (1985-1995)
puis d'Albi-Est (1998-2008).

1^{er} tour : Jean Enjalbert, com., 984 voix ;
Daniel Courbou, soc., 2775 voix ; Marcel
Couliou, RDG, 1147 voix ; Philippe
Bonnecarrère, RPR, 2131 voix ; Alain
Sanchez, UDF, 1405 voix ; Alain
Bousquet, DVD, 1068 voix ; Henri Bressol,
FN, 898 voix ; 10951 votants ; 15718
inscrits.

2^e tour : Courbou, 4473 voix ;
Bonnecarrère, 6066 voix ; 11091 votants ;
15718 inscrits.

1992, 22-29 mars

Bonnecarrère, Philippe

1^{er} tour : Anne-Marie Espié, com., 812
voix ; Philippe Bonnecarrère, UPF, 5396
voix ; Marie-Christine Boutonnet, FN,
1303 voix ; Marie-Thérèse Serayssol, rég.
et écol., 774 voix ; Jean-Marie Daudet,
soc., 2387 voix ; Jean-Gabriel Djavachvili,
verts, 795 voix ; 12151 votants ; 16733
inscrits.

2^e tour : Bonnecarrère, 6680 voix ; Daudet,
3313 voix ; 10788 votants ; 16733 inscrits.

Philippe Bonnecarrère démissionne le 26
juin 1995 après son élection comme maire
d'Albi.

1995, 10-17 septembre : élection partielle suite à démission

Valax, Jacques

(Albi, 23 août 1951). Avocat, conseiller
régional, 1998-2004, député (2007-) (élu
juin 2007 et juin 2012).

Vice-président du conseil général, 2004-
2011. Président de l'Office départemental
d'HLM depuis 2001.

1^{er} tour : Marie-Christine Boutonnet, FN,
522 voix ; Anne-Marie Espié, com., 478
voix ; Miguel Castano, écol., 239 voix ;
Bernard Escorbiac, RPR-UDF, 2503 voix ;
Jacques Valax, soc., 2634 voix ; Marie
Fabre, MPF, 155 voix ; 6788 votants ;
17144 inscrits.

2^e tour : Valax, 3930 voix ; Escorbiac, 3838
voix ; 8107 votants ; 17144 inscrits.

Opte pour Albi Ouest en 1998.

1998, 15-22 mars

Albarède, Michel

(Savannakhet, Laos, 16 janvier 1949).
Avocat, conseiller municipal d'Albi 1995-
2001, 2008-2014. PRG.

Vice-président du conseil général, 2001-
2014.

1^{er} tour : Claire Culié, com., 623 voix ;
Christine Boutonnet, FN, 753 voix ; Michel
Albarède, PRG, 1463 voix ; Marcel
Couliou, maire de Puységouzon, UDF, 1827
voix ; Baup, MDC, 533 voix ; Denis
Crépin, verts, 438 voix ; 6015 votants ;
8635 inscrits.

2^e tour : Albarède, 2624 voix ; Couliou,
2438 voix ; 5484 votants ; 8635 inscrits.

2004, 21-28 mars

Albarède, Michel

1^{er} tour : Paulette Delpont, EXG, 255 voix ;
Claire Culié, com., 363 voix ; Michle
Albarède, PRG, 2330 voix ; Florence
Guibaud, VEC, 586 voix ; Olivier Brault,
UMP, 1843 voix ; Christine Boutonnet,
FN, 671 voix ; 6405 votants ; 9185 inscrits.

2^e tour : Albarède, 3589 voix ; Brault, 2542
voix ; 6646 votants ; 9183 inscrits.

2011, 20-27 mars

Albarède, Michel

1^{er} tour : Alain Dussel, PDG, 371 voix ;
Michel Albarède, RDG, 1330 voix ;
Thierry Dufour, DVG, 924 voix ; Marie-
France De Truchis, EELV, 439 voix ;
Hugues Jourde, rég., 102 voix ; Paul
Martin, DVD, 307 voix ; Marie-Christine
Boutonnet, FN, 914 voix ; 4568 votants ;
9654 inscrits.

2^e tour : Albarède, 2150 voix ; Dufour,
1772 voix ; 4437 votants ; 9654 inscrits.

Remplaçante : Nicole Bellmas, (2
novembre 1946).

Albi Est

Canton créé par décret du 21 février 1997 aux dépends des cantons d'Albi-Centre et Albi-Sud. Il comprend une partie de la commune d'Albi et la commune de Fréjairolles.

1998, 15-22 mars

Bonnecarrère, Philippe

Précédemment conseiller général d'Albi-Sud de 1985 à 1995.

1^{er} tour : G. Gimenez, com., 339 voix ; Jacques Galaup, soc., 1464 voix ; A. Pintor, FN, 479 voix ; Philippe Bonnecarrère, RPR, 2171 voix ; Martine Jeuniau, verts, 367 voix ; 5061 votants ; 7194 inscrits.

2^e tour : Galaup, 1996 voix ; Bonnecarrère, 2431 voix ; 4654 votants ; 6993 inscrits.

2001, 11 mars

Bonnecarrère, Philippe

Gisèle Gimenez, com., 273 voix ; Armelle Barthes, soc., 694 voix ; Jacques Galaup, DVG, 403 voix ; Guillaume Cros, VEC, 443 voix ; Philippe Bonnecarrère, DVD, 2639 voix ; Frédéric Cabrolier, FN, 228 voix ; 5075 votants ; 7345 inscrits.

2008, 9-16 mars

Billet, Dominique

(Albi, 11 août 1957). Chef d'entreprise. Maire adjoint d'Albi (1995-2014).

Remplaçante : Alexandra Rochelle (Vannes, 14 décembre 1983).

1^{er} tour : Marie-Claire Culié, com., 512 voix ; Dominique Billet, DVD, 2107 voix ; Espérance Giral, soc., 1455 voix ; Jean-Pierre Merlo, VEC, 843 voix ; 5176 votants ; 7710 inscrits.

2^e tour : Billet, 2416 voix ; Giral, 1769 voix ; Merlo, 890 voix ; 5286 votants.

Albi-Ouest

Canton créé par décret du 21 février 1997 aux dépends des cantons d'Albi-Centre et Albi-Sud. Il comprend une partie de la commune d'Albi et les communes de Marssac-sur-Tarn et Terssac.

1998, 15-22 mars

Valax, Jacques

(précédemment conseiller général du canton d'Albi Sud).

1^{er} tour : Roger Payraastre, com., 446 voix ; G. Reverchon, FN, 572 voix ; Jacques Valax, soc., 1827 voix ; Bernard Escorbiac, RPR, 1639 voix ; 4764 votants ; 6848 inscrits.

2^e tour : Valax, 2281 voix ; Escorbiac, 1890 voix ; 4463 votants ; 6850 inscrits.

2004, 21-28 mars

Valax, Jacques

1^{er} tour : Jacques Valax, soc., 2034 voix ; Roger Payrastra, com., 239 voix ; Gilbert Reverchon, FN, 513 voix ; Michel Franques, UMP, 1418 voix ; Remy Calmettes, EXG, 167 voix ; Jean-Pierre Merlo, VEC, 463 voix ; 5106 votants ; 7240 inscrits.

2^e tour : Valax, 2897 voix ; Franques, 1931 voix ; 5214 votants ; 7205 inscrits.

Remplaçante : Sabine Mekhfi (Toulouse, 11 janvier 1966), à Marssac-sur-Tarn.

1^{er} tour : Liberto Gimenez, PDG, 224 voix ; Jacques Valax, soc., 1471 voix ; Marie-Claude Bascoul, DVG, 339 voix ; Julien Bestion, EELV, 396 voix ; Jean-Philippe Roques, autres, 584 voix ; Loïc Gieules, FN, 641 voix ; 3761 votants ; 7345 inscrits.

2^e tour : Valax, 2544 voix ; Gieules, 962 voix ; 3854 votants ; 7345 inscrits.

2011, 20-27 mars

Valax, Jacques

Anglès & Brassac

1833, 20 novembre

Boulade, 'Louis' Jacques Suzanne

(7 février 1788). Avocat à Castres ; 8000 F.

Boulade, 45 voix ; Jean Vairette, négociant, au Verdier, 27 voix ; 72 votants ; 100 inscrits.

(28 février 1800). Docteur en droit, nommé à la fin de 1824 avocat stagiaire dans les bureaux de la chancellerie, substitut du procureur du roi à Foix en 1826, procureur du roi à Castelsarrasin en 1827, président du tribunal de Castelsarrasin en septembre 1833, président du tribunal d'Albi depuis 1835. 15000 F.

Dubernard, 53 voix ; Vayrette, 39 voix ; Alba-Lasource, 1 voix ; 93 votants ; 109 inscrits.

1839, 2 décembre

Dubernard, 'Antoine' Marie Jules

Anglès

En 1833 : Anglès, Lamontéliarié, Le Margnès-d'Anglès

En 1846, Le Margnès-d'Anglès fusionne avec Le Margnès-de-Brassac et passe dans le canton de Brassac ; en échange, Lasfaillades, canton de Brassac, passe dans le canton d'Anglès (loi du 5 juin 1846)

A partir de 1846 : Anglès, Lamontéliarié, Lasfaillades

1848, 27 août

Houlès, Pierre

(8 mai 1793). Notaire à Anglès ; 6 000 F.

Pierre Houlès, 451 voix ; de Laremborgue, maire d'Anglès, 79 voix ; 530 votants ; 1105 inscrits.

1852, 1^{er} août**Vieu, Pierre Jeanne Jacques ‘Louis’**

(Castres, 17 février 1802-Lamontélaré, 20 décembre 1859). Fils de Jean Jacques Vieu (1775-1852), marchand de fer, et de Jeanne Cécile Coste (1776-1815). Épouse le 24 mai 1830 à Toulouse Bernarde Marguerite Elisabeth Dassan.

Maître de forges à Monségou. 15 000 F.

Louis Vieu, 853 voix, seul candidat ; 854 votants ; 1244 inscrits.

1860, 10 juin : élection partielle suite à décès**Rouanet, Louis**

(3 juin 1815). Médecin, maire d’Anglès. 3 000 F ; 12 000 F en 1870.

Louis Rouanet, 538 voix ; baron Deshoux, 163 voix ; 701 votants ; 1147 inscrits.

1861, 16 juin**Rouanet, Louis**

Préfet : 8 avril 1861 : « M. Rouanet, maire d’Anglès, a été élu l’an dernier dans son canton avec notre appui. Il a pleinement justifié notre confiance. C’est un candidat à représenter » (ADT 2 M 5/10).

Louis Rouanet, seul candidat, 607 voix ; 697 votants ; 1150 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Homme d’un très bon jugement et d’un caractère parfaitement honorable, disposant d’une grande influence dans son canton. M. Rouanet est très modeste, mais il n’en rend pas moins de très utiles services à l’administration. Très dévoué. Catholique fervent. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 12 juin**Rouanet, Louis**

Louis Rouanet, seul candidat, 706 voix, 706 votants ; 1106 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale**Laremborgue, Jean ‘Henri’ de**

(13 juin 1808). Propriétaire à Anglès. 600 F de revenu en 1861. Conseiller d’arrondissement élu en 1855, 1861 et 1867.

1871, 8 octobre**Rouanet, Louis (ci-dessus)**

Louis Rouanet, seul candidat, 470 voix ; 470 votants ; 1072 inscrits.

1874, 4 octobre**Saint-Vincent, de**

Propriétaire, domicilié à Toulouse.

Saint-Vincent, seul candidat, 498 voix ; 498 votants ; 1002 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 septembre 1874 : « M. de Saint-Vincens, conservateur légitimiste se présente jusqu’ici seul, en remplacement de M. Rouanet, conseiller sortant qui se retire en sa faveur » (ADT, 2 M 5/15)..

« Conservateur légitimiste. Nouvellement élu ; a pris une très bonne situation au conseil. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août**Saint-Vincent, de**

de Saint-Vincent, 522 voix ; Louis Vieu, 222 voix ; 758 votants, 1008 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Légitimiste ; grande fortune ; influence nulle ; aptitudes aucunes ; très bienveillant, sans caractère. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août**Reille, André, baron**

(Paris, 7 octobre 1851-Alais, Tamaris, Gard (ou Paris ?), 22 janvier 1898). Fils du baron René Reille et de Geneviève Sault de Dalmatie. Frère de Xavier Reille, qui lui succède dans le canton d’Anglès et à la

députation ; d'Amédée Reille, qui succède à leur père comme député de la 1^{ère} circonscription ; et de Marie Reille, épouse du marquis de Solages.

Père de René Reille-Soult-Dalmatie (1888-1917), député de la 2^e circonscription de Castres (1914-1917), et de François Reille-Soult-Dalmatie (1891-1971), puis suit comme conseiller général de Brassac.

Avocat, député de 1^{ère} circonscription de Castres 1894-1898 (élu lors d'un scrutin partiel à la suite du décès d'Abrial). Réactionnaire.

baron André Reille, 517 voix ; Louis Vieu, 326 voix ; divers, 17 voix ; 874 votants ; 1028 inscrits.

L'élection est annulée par le Conseil d'État par décision du 5 novembre 1886 : le candidat élu n'atteignait pas l'âge de 25 ans au jour de l'élection. (Dossier dans ADT, 2 M 5/108).

Préfet, 26 novembre 1886 : « Nouveau venu au sein du conseil général, M. André Reille, fils du précédent [baron Reille, conseiller de Saint-Amans] n'a pas encore de passé. Élu le 1^{er} août dernier bien qu'il n'eût pas à cette époque 25 ans accomplis, il n'a cherché jusqu'ici dans l'assemblée qu'à défendre son élection attaquée sous la forme d'un vœu contre les inéligibles (élection annulée par le Conseil d'État). » (ADT, 2 M 5/20).

1887, 13 février : élection partielle suite à annulation

Reille, André, baron

Louis Vieu, 255 voix ; baron André Reille, 400 voix ; 655 votants ; 1028 inscrits.

1892, 31 juillet

Reille, André, baron

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. André Reille est le fils de M. le baron Reille, député de la 2^e circonscription. C'est un homme instruit, d'une intelligence supérieure. Grâce à sa grande situation de fortune et aux nombreux services rendus par son père, son influence est très grande dans le canton. » (ADT, 2 M 5/21).

baron André Reille, seul candidat, 396 voix ; 420 votants ; 979 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « M. André Reille, fils de M. le baron Reille, député de la deuxième circonscription, a bénéficié de la grosse situation de son père et des nombreux services rendus par sa famille. A étayé son succès récent à la députation sur ses déclarations de ralliement à la République. Très écouté au conseil général dans les questions d'affaires. Il n'a créé jusqu'ici aucune difficulté à l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 6 mars : élection partielle suite à décès

Reille, Jean René Charles 'Xavier', baron

(Saint-Amans-Soult, 26 décembre 1871-1944). Frère du précédent. Officier d'artillerie. Député de la 1^{ère} circonscription de Castres (1898-1910) (élu le 8 mai 1898). Maire de Saint-Amans-Soult (en 1901).

baron Xavier Reille (seul candidat), 439 voix ; 451 votants ; 926 inscrits.

1898, 31 juillet

Reille, Jean René Charles 'Xavier', baron

baron Xavier Reille, seul candidat, 446 voix ; 467 votants ; 944 inscrits.

Préfet, 14 novembre 1901 : « Rallié. M. Xavier Reille est le chef du parti conservateur de la 1^{ère} circonscription de Castres, dont il est le député. Sa situation électorale est compromise dans le canton d'Anglès, où le candidat qu'il soutenait énergiquement, le docteur Rouanet, a été battu par le candidat républicain, aux dernières élections au conseil d'arrondissement. Ses rapports avec l'administration sont nuls. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Ney, duc d'Elchingen

Propriétaire à Anglès

Ney, 437 voix ; Azaïs, 342 voix ; 682 votants ; 956 inscrits.

Recours contre l'élection par les sieurs Maynadier, Lautier et autres ; le Conseil d'État annule l'élection par décision du 31 juillet 1905 pour les raisons suivantes : « il résulte que des distributions de vivres et de boissons ont été faites dans l'intérêt de la candidature du sieur Ney, duc d'Elchingen ; que le clergé est intervenu dans l'exercice de son ministère pour influencer le vote des électeurs en faveur de ce dernier ; que le président du bureau d'Anglès a, par différentes manœuvres, violé le secret du vote... » (ADT, 2 M 5/108)

1905, 22 octobre : élection partielle suite à annulation

Ney, duc d'Elchingen

Ney, 403 voix ; Paul Azaïs, greffier, 342 voix ; 753 votants ; 923 inscrits.

Recours contre cette élection par les sieurs Maynadier et autres, rejeté par le Conseil d'État le 26 novembre 1906. (Dossier dans ADT, 2 M 5/108).

1910, 24-31 juillet

Cormouls-Houlès, Charles

Propriétaire.

1^{er} tour : Charles Cormouls-Houlès, 369 voix ; Arquier, 363 voix ; Reille, 1 voix ; 736 votants ; 901 inscrits.

2^e tour : Cormouls-Houlès, 414 voix ; Louis Arquier, docteur en médecine, 368 voix ; 782 votants ; 901 inscrits.

Les sieurs Sénégas, Armand, Alibert et autres font un recours contre l'élection. Celui-ci est rejeté par le Conseil d'Etat par arrêt du 7 avril 1911. (Le dossier est dans 2 M 5/108).

1919, 14 décembre

Maynadier, Armand

(6 novembre 1880). Greffier de paix, maire d'Anglès (1912-1925), radical.

Armand Maynadier, seul candidat, 374 voix ; 481 votants ; 780 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « M. Maynadier précédemment conseiller d'arrondissement, a remplacé au conseil général un républicain libéral qui ne se représentait pas et qui n'aurait sans doute pas été réélu bien que les éléments conservateurs et catholiques dominant dans le canton. Protestant, républicain dévoué, M. Maynadier a su se concilier de nombreuses sympathies. Il ne paraît pas appelé à jouer un rôle marquant dans l'assemblée départementale. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/30).

1922, 14 mai

Maynadier, Armand

Armand Maynadier, 412 voix ; 494 votants ; 726 inscrits.

1928, 14 octobre

Rouanet de Lugan, Camille

(22 septembre 1873). Docteur en médecine.

Camille Rouanet de Lugan, seul candidat, 383 voix ; 416 votants ; 604 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 6 septembre 1928 : « Dans l'arrondissement de Castres proprement dit, il y aura compétition certaine : 1^o dans le canton d'Anglès où M. Maynadier, radical socialiste sortant, a comme concurrent déclaré à ce jour M. le docteur Rouanet de Lugan, médecin à Castres et qui a des attaches de famille à Anglès. Le docteur Rouanet se présentera, m'a-t-il déclaré, comme républicain sans autre étiquette. Si aucune autre candidature ne surgit, il serait par conséquent aussi le candidat des droites dont le concours ne lui ferait pas défaut. M. Maynadier est très discuté dans ce petit canton, non pas tant au point de vue politique que sous le rapport de sa vie privée : il aurait des maîtresses et s'adonnerait à la boisson. Il convient de prévoir qu'il sera battu, en dépit du concours annoncé de M. François Morel qui le soutiendra personnellement et par la création d'un journal spécial... » (ADT, 2 M 5/60).

« M. Rouanet de Lugan a été élu sans concurrent devant le retrait de candidature du radical socialiste M. Maynadier qui songerait à se faire nommer juge de paix. Il représente mieux que celui-ci la véritable figure politique du canton d'Anglès où dominant les éléments conservateurs et où le passage d'un radical socialiste au conseil général n'aura été qu'un accident. Il se défend d'ailleurs d'être réactionnaire, se dit indépendant, républicain et ami du progrès. Il est le président des anciens prisonniers de guerre de la région de Castres. Assez inconsistant, il ne paraît pas destiné à jouer un rôle important au conseil général. » (ADT, 2 M 5/62).

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Nouveau venu dans la politique, M. Rouanet ne paraît guère accorder à son canton une sollicitude très agissante. Aimable, très serviable même, il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (1DT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Cauquil, 'Charles' Jean Joseph

(Saint-Pons-de-Thomières, 10 octobre 1883). Bijoutier à Narbonne, 3 rue de la République. Propriétaire à La Souque. Président honoraire de l'union fédérale des anciens combattants de l'Aude, Chevalier LH 27 février 1936.

Charles Cauquil, URD, 259 voix ; Ruanet de Lugan, URD, 234 voix ; 496 votants ; 582 inscrits.

Préfet, 1934 : « Monsieur Cauquil, élu nouveau, n'est pas encore très connu ? Sa couleur politique n'est pas très définie. Je le crois républicain. C'est un ami de M. Maurice Sarraut. Il a battu M. Rouanet de Lugan, homme de droite. M. Cauquil semble désirer entretenir avec l'administration les meilleures relations. » (ADT, 2 M 5/88).

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « M. Cauquil, que mon prédécesseur présentait comme trop remuant, l'est à la manière d'un méridional cent pour cent. Il montre beaucoup de courtoisie, entretient d'excellents rapports avec l'administration et avec ses collègues du conseil général. Son action ne dépassera sans doute jamais le cadre de son canton. » (ADT, 2 M 5/95).

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Cauquil Charles, républicain de gauche, partage son temps entre Narbonne, où il a une bijouterie, et Anglès, où il possède une propriété. Son attitude dévouée à l'égard du gouvernement de l'usurpateur et son abstention à l'égard de la Résistance pendant l'Occupation, dans une région où existaient de nombreux maquis, lui a valu la désaffection totale du CDL qui comprendrait mal son maintien. Il pourrait être remplacé par M. Maynadier Armand, greffier de paix, radical socialiste, ancien conseiller général, ancien maire élu d'Anglès, révoqué par le gouvernement de Vichy et réinstallé au moment de la Libération.

« Je signale à M. le ministre la candidature à ce même siège de M. Katz Émile, secrétaire général de l'assemblée consultative, qui a fait part à M. Reille-Soult, ancien député, de son intention de représenter le canton d'Anglès, où il a été propriétaire jusqu'en 1942. A ce moment là, en raison de sa qualité d'israélite, il a dû se défaire de sa propriété. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Cauquil, 'Charles' Jean Joseph

Charles Cauquil, républicain de gauche, 460 voix ; Mme Paulette Lautier, FN, 211 voix ; 734 votants ; 988 inscrits.

Préfet, 1945 : M. Cauquil exerce son mandat avec beaucoup de conscience ; esprit pondéré, il jouit auprès de ses collègues de la meilleure considération. Son influence électorale ne rayonne pas au-delà de sa circonscription, où sa situation reste solide. Il entretient de bons rapports avec l'administration. Il n'a eu aucune activité dans la Résistance. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Cauquil, 'Charles' Jean Joseph

Charles Cauquil, 337 voix ; Cébé, RPF, 238 voix ; Lautier, PC, 84 ; 690 votants ; 972 inscrits.

Préfet, février 1952 : « Radical du centre, M. Cauquil qui a l'usage des affaires s'occupe activement de son canton bien qu'il en demeure le plus souvent éloigné, puisqu'il habite Narbonne. Il fait pour les travaux du conseil général des interventions utiles et écoutées. » (ADT, 511 W 24).

1955, 17 avril

Delost, Gaston

(Meaux, Seine-et-Marne, 29 mars 1893). Inspecteur d'assurances honoraire à Anglès. Maire d'Anglès (1950-1959). Chev. LH 27 octobre 1956.

Gaston Delost, div. g., 405 voix ; Pierre Madaule, ind., 282 voix ; Élie Segui, com., 19 voix ; 714 votants ; 884 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Dans un canton de montagnes qui se dépeuple et qui n'est pas riche d'hommes de valeur, M. Delost a voulu, c'est-à-dire imposé, sa candidature. Et sa position de maire du chef-lieu de canton ne pouvait manquer de lui assurer le succès. M. Delost en a joui. Il en a joui comme un malade sévèrement menacé par une intervention chirurgicale à la gorge qui ne lui permettrait pas de se faire entendre au mieux que par une dizaine de personnes. Cette faiblesse physique annonce l'immanquable faiblesse de son action politique. Il est à noter que M. Delost, républicain indépendant, s'est rallié au groupe socialiste du conseil général et qu'il soutient M. Verdeille. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, 24 juin 1958 : « ... Divers gauche, M. Delost, après avoir soutenu M. le sénateur Verdeille, s'est désormais intégré au bloc majoritaire du conseil général. » (1107 W 48).

1961, 4-11 juin

Maillet, Henri

(Sallèles-d'Aude, 29 mai 1895). Intendant militaire. Maire d'Anglès (1959-1971).

1^{er} tour : Henri Maillet, action locale, 253 voix ; Didier Nègre, MRP, 150 voix ;

Gaston Delost, centre gauche, 125 voix ; Élie Segui, com., 27 voix ; Raoul Vergely, extrême droite, 9 voix ; 597 votants ; 816 inscrits.

2^e tour : Maillet, 335 voix ; Nègre, 325 voix ; 675 votants ; 816 inscrits.

Préfet, 1964 : « Ancien intendant militaire, maire d'Anglès depuis 1959. Homme pondéré mais de peu d'envergure et de peu d'action. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Maillet, Henri

Henri Maillet, div. gauche, 297 voix ; Gabriel Juniet, FGDS, 259 voix ; Élie Ségui, com., 37 voix ; 602 votants ; 771 inscrits.

1973, 23 septembre

Cauquil, André

(Castres, 6 septembre 1930-16 mars 2010). Artisan, constructeur de châlets. Adjoint au maire d'Anglès (1959-1971, puis maire (1971-2001). UDR puis RPR.

André Cauquil, UDR, 304 voix ; Jean-Marcel Blanc, soc., 43 voix ; Maurice Perrault, com., 38 voix ; 408 votants ; 529 inscrits.

1979, 18 mars

Cauquil, André

André Cauquil, RPR, 360 voix ; H. Garde, soc., 97 voix ; A. Robert, com., 55 voix ; 539 votants ; 703 inscrits.

1985, 10 mars

Cauquil, André

Élie Ségui, com., 12 voix ; Serge Cazals, soc., 118 voix ; André Cauquil, RPR, 360 voix ; Paul Clergue, FN, 43 voix ; 567 votants ; 690 inscrits.

1992, 22 mars

Cauquil, André

Elie Ségui, com., 10 voix ; Albert Fabre, FN, 17 voix ; Serge Gorin, MRG, 115 voix ; Pierre Sénégas, occ., 17 voix ; André Cauquil, UPF, 322 voix ; 518 votants ; 658 inscrits.

1998, 15-22 mars

Cauquil, André

1^{er} tour : Serres, com., 16 voix ; Novinetz, FN, 20 voix ; Aimé Mouret, DVD, 128 voix ; Olivier Rougelot, maj. dép., 118 voix ; Cauquil, DVD, 221 voix ; 526 votants ; 667 inscrits.

2^e tour : Mouret, 223 voix ; Cauquil, 280 voix ; 536 votants ; 667 inscrits.

2004, 21-28 mars

Cazals, Serge

(Béziers, 21 juin 1947). Retraité de l'enseignement. Maire d'Anglès (2001-2008, 2014-). DVG.

1^{er} tour : Yvette Grenet, com., 6 voix ; Jean-Louis Ducros, DVD, 17 voix ; Gérard Rouanet, DVD, 136 voix ; Serge Cazals, DVG, 189 voix ; Christian Alliotte, FN, 10 voix ; Christian Lagasse, DVD, 34 voix ; Aimé Mouret, DVD, 37 voix ; Olivier Rougelot, DVG, 113 voix ; 554 votants ; 690 inscrits.

2^e tour : Rouanet, 227 voix ; Cazals, 316 voix ; 586 votants ; 690 inscrits.

2011, 20 mars

Cazals, Serge

Remplaçante : Brigitte Pailhé-Fernandez (Mazamet, 11 mai 1959).

Serge Cazals, DVG, 351 voix ; Gérard Rouanet, autres, 160 voix ; 553 votants ; 695 inscrits.

Brassac

Voir Anglès entre 1833 et 1848

Le Bez, Brassac, Cambounès, Castelnau-de-Brassac, Le Margnès

1848, 27 août

Ouradou, 'Paul' Louis Aquilino

(4 janvier 1804-1867 ou 68). Propriétaire, maire de Brassac, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président du comice agricole du canton. 15 000 F, 18 000 F en 1864. Conseiller d'arrondissement du 3 décembre 1839 au 27 août 1848.

Paul Ouradou, 1285 voix ; Jules Dubernard, 722 voix ; 2006 votants ; 3100 inscrits.

1852, 1^{er} août

Ouradou, 'Paul' Louis Aquilino

Paul Ouradou, seul candidat, 1917 voix ; 1929 votants ; 3248 inscrits.

1861, 16 juin

Ouradou, 'Paul' Louis Aquilino

Paul Ouradou, 1458 voix ; 1466 votants ; 2939 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Esprit très conciliant, M. Ouradou est d'une bonté qui est devenue proverbiale à Brassac. Il est tout à la fois le juge de paix et le maire de la commune. Il passe sa vie à rendre des services à ses administrés et à concilier leurs différends. Absolument dévoué à

l'administration et au gouvernement. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1868, 19 avril : élection partielle suite à décès

Dubernard, Thérèse Marie 'Charles'

(Toulouse, 23 mai 1833-Brassac, 2 juillet 1896). Fils de Antoine Marie 'Jules' Dubernard (1800-1849) et de Joséphine Gabrielle 'Prospérie' de Saget (1804-1860). Épouse en 1861 Marie Thérèse de Pérignon (1840-1877).

Avocat, ancien substitut du procureur impérial de Saint-Girons, maire de Castelnau-de-Brassac, suppléant du juge de paix. 15 000 F.

Charles Dubernard, 1633 voix ; Gabriel Puech, 820 voix ; 2458 votants ; 2979 inscrits.

1870, 11-12 juin

Dubernard, Charles

Charles Dubernard, seul candidat, 2128 voix, 2146 votants, 2927 inscrits.

Préfet, juin 1870 : « Élu pour la première fois en 1868, en remplacement de M. Ouradou décédé. Le parti catholique a fait une active propagande en faveur de M. Dubernard lors de son élection. Quant à lui, il avait sollicité le patronage de l'administration et avait assuré de son dévouement aux institutions impériales. M. Dubernard appartient à une famille très estimé du canton de Brassac ; il paraît intelligent et je crois qu'il pourrait, à un moment donné, rendre de véritables services à l'administration. A l'époque des élections législatives de 1863, il avait cru devoir soutenir M. de Carayon-Latour, son ami, contre le candidat officiel. » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Bouisset, Isidore

1871, 8 octobre

Dubernard, Charles (ci-dessus)

Charles Dubernard, seul candidat, 1755 voix ; 1799 votants ; 2929 inscrits.

«1874 : « Conservateur. Influent ; très considéré ; concours dévoué et efficace à l'administration. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Dubernard, Charles

Charles Dubernard, seul candidat, 2131 voix ; 2170 votants ; 2587 inscrits.

1883, 12 août

Dubernard, Charles

Maire de Castelnau-de-Brassac.

Charles Dubernard, 1522 voix ; Émile Puech, manufacturier, président du comice agricole, 631 voix ; Maraval de Bouéry, 31 voix ; 2216 votants ; 2934 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste, belle fortune, influence considérable, aptitudes : remarquables, excellent administrateur ; actif et serviable, il a des relations très étendues et très cordiales avec tous les partis réactionnaires. » (ADT, 2 M 5/19).

1889, 28 juillet

Dubernard, Charles

Charles Dubernard, 1787 voix ; Maraval Bouéry, 35 voix ; divers, 23 voix ; 1912 votants ; 2850 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. Dubernard a occupé autrefois dans son canton, au point de vue politique, une situation très forte qui a commencé à s'ébranler depuis quelques années. Il possède une belle fortune et ses aptitudes comme administrateur sont remarquables. Actif et serviable, il a des relations très étendues et très cordiales avec le parti réactionnaire. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet**Dubernard, Charles**

Charles Dubernard, 1608 voix ; Paul Douzals, industriel, 201 voix ; Maraval de Bouéry (candidat au conseil d'arrondissement), 41 voix ; divers, 9 voix ; 1911 votants ; 2878 inscrits.

1896, 30 août : élection partielle après décès**Reille, 'René' Charles François, baron**

Voir notice biographique au canton de Saint-Amans-Soult, 1867.

baron René Reille, seul candidat, 1399 voix ; divers 35 voix ; 1500 votants ; 2866 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « M. le baron Reille est le chef incontesté de l'opposition réactionnaire dans le département. Il doit à ses capacités, aux nombreux services qu'il rend, à ses relations très étendues et à sa grosse fortune une réelle influence dans l'arrondissement. Caractère très souple et insinuant. » (ADT, 2 M 5/22).

1899, 19 février : élection partielle suite à décès**Reille, 'Amédée' Charles Marie, baron**

(Saint-Amans-Soult, 25 mars 1873-), officier de marine, Député de la 2^e circonscription de Castres élu en 1898 ou 1899 à la suite du décès de René, baron Reille.

baron Amédée Reille, seul candidat, 1229 voix ; divers, 20 voix ; 1339 votants ; 2850 inscrits.

Préfet, 14 novembre 1901 : « Chef du parti conservateur dans la 2^e circonscription de Castres, dont il est le député. Situation électorale très solide dans le canton de Brassac, où il vient d'être réélu sans concurrent. Sans relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1901, 21 juillet**Reille, 'Amédée' Charles Marie, baron**

baron Amédée Reille, seul candidat, 1290 voix ; divers 29 ; 1371 votants ; 2879 inscrits.

Élu conseiller général de Mazamet, le baron Amédée Reille démissionne de son siège de conseiller général de Brassac en avril 1906.

1906, 10 juin : élection partielle suite à démission**Dubernard, Xavier**

Maire de Castelnau-de-Brassac (1904-1908). [Il y a un Du Bernard Xavier maire de Brassac de 1925 à 1940 au moins. Est-ce le même ?]

Xavier Dubernard, 1352 voix, seul candidat ; divers, 27 voix ; 1427 votants ; 2789 inscrits.

1907, 28 juillet**Dubernard, Xavier**

Xavier Dubernard, seul candidat, 1479 voix ; divers, 6 voix ; 1542 votants ; 2780 inscrits.

1913, 3 août**Foucher-Delbosc, Paul**

Notaire

Paul Foucher-Delbosc, 1127 voix ; Joseph Estève, médecin, 862 voix ; 2016 votants ; 2737 inscrits.

1919, 14 décembre**Reille-Soult, 'François' Xavier Marie Victor, duc de Dalmatie**

(Paris ou Versailles, 11 septembre 1891-Ecuillé, Maine-et-Loire, 12 octobre 1971). Député de 1919 à 1924, de 1928 à 1942 et de 1945 à 1958.

François Reille-Soult, 839 voix ; Foucher-Delbosc, 782 voix ; 1756 suffrages exprimés ; 2550 inscrits.

Recours du candidat battu contre cette élection rejeté par le Conseil d'État le 10 juin 1921.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « Le baron François Reille-Soult, duc de Dalmatie, député, a choisi pour entrer au conseil général le canton de Brassac où il avait à l'élection législative sur la liste du bloc national, obtenu une grosse majorité, grâce à l'inaction du conseiller général sortant. C'est une faute, car il n'est arrivé que péniblement ; son élection à l'assemblée départementale est contestée et il s'est fait un adversaire acharné de son prédécesseur « républicain catholique ». M. Reille qui est jeune et ardent paraît devoir jouer au conseil général (s'il y reste) un rôle actif et y être le porte parole de ses collègues conservateurs. Rapports courtois avec l'administration. » (ADT 2 M 5/30).

Préfet ou sous-préfet, 1922 : « On avait cru en 1919 que l'élection de M. le baron Reille au conseil général de Brassac serait annulé pour les mêmes motifs que l'élection de M. Guigues de Castres. Or le Conseil d'État a maintenu M. Reille. M. Reille fait une propagande incessante dans le canton. Il a été en 1922 le grand électeur de M. Moffre, réélu conseiller d'arrondissement. Il n'avait été élu en 1919 qu'à 57 voix de majorité. Sa situation est certainement meilleure aujourd'hui. M. Reille est le chef de la petite minorité conservatrice du conseil général. Il entretient des rapports courtois avec l'administration. » (2 M 5/33).

1925, 19 juillet

Reille-Soult, François, duc de Dalmatie

Sous-préfet de Castres, 24 juin 1925 : « Le bruit court que M. Reille-Soult, conservateur, ancien député, ne se représentera pas. Il se réserverait pour le canton d'Anglès où le renouvellement aura lieu dans trois ans. Il laisserait son siège actuel à un des frères Du Bernard (Xavier ou Karl) qui comptent parmi ses plus fidèles et dévoués lieutenants dans le canton, M. Xavier Du Bernard est aujourd'hui maire de Brassac. M. Foulcher-

Delbosc, maire de Castelnau-de-Brassac, ancien conseiller général, paraît devoir être le candidat des républicains. Mais il n'a pas encore fait connaître sa décision à ce sujet. Le candidat conservateur (que ce soit M. Reille ou M. Du Bernard) sera élu. Les résultats des élections municipales ont été plus mauvais que d'habitude dans ce canton pour les républicains. M. Foulcher-Delbosc est loin en particulier d'avoir retrouvé dans la commune de Castelnau-de-Brassac ses majorités d'autrefois. » (2 M 5/46).

François Reille-Soult, conservateur, 958 voix, élu ; Douzals, radical socialiste, 493 voix ; Pago, républicain de gauche, 125 voix ; 1591 votants ; 2214 inscrits.

1931, 18 octobre

Reille-Soult, François, duc de Dalmatie

François Reille-Soult, démocrate populaire, 958 voix, élu ; Henri Fabre, 60 voix ; divers ; 14 voix ; 1159 votants ; 1965 inscrits.

Préfet, 1934 : « ... Au point de vue politique, M. Reille-Soult cherche à se rapprocher des radicaux et à réaliser avec eux et les éléments plus modérés, un rassemblement républicain. Certaines de ses déclarations sont très à gauche. Il risque de voir se séparer de lui une partie de ceux qui le soutiennent et qui sont effrayés par ses théories sociales sans gagner beaucoup chez les électeurs de gauche qui sont séparés de lui par la question religieuse. » (ADT, 2 M 5/88).

1937, 10 octobre

Reille-Soult, François, duc de Dalmatie

François Reille-Soult, démoc. pop., 1104 voix, élu ; votants 1234 votants ; 1788 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Veaute, André

conseiller municipale de Castelnau-de-Brassac

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Reille-Soult, propriétaire, démocrate populaire, ancien député, a voté le 10 juillet 1940 la délégation de pouvoir constituant à Philippe Pétain et devrait à ce titre être déchu. Mais il doit être réhabilité et maintenu à son poste, en raison de sa participation directe et active à la Résistance. J'ai pris un arrêté à ces fins le 24 janvier 1945. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Reille-Soult, François

François Reille-Soult, MRP, 1983 voix ; Pierre Meillan, com., 391 voix ; 2523 votants ; 3427 inscrits.

Préfet, 1945 : « M. Reille-Soult, conseiller général et député du Tarn, jouit dans son canton, comme d'ailleurs dans l'ensemble du département, d'une très forte situation personnelle ; esprit conciliant et droit, il bénéficie au sein de l'assemblée départementale d'une considération particulière. Che départemental du MRP, il a obtenu avec son parti un succès incontesté lors des dernières élections législatives. M. Reille-Soult a voté le 10 juillet 1940 la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain, mais a été relevé de la déchéance par arrêté préfectoral du 24 février 1945, en raison de sa participation directe et active à la Résistance. Résistant de la première heure, animateur des mouvements « Combat » et « Liberté », chef départemental des MUR en 1943, il a travaillé activement à l'établissement des maquis de la Montagne noire. Recherché par la police de Vichy, a dû quitter momentanément la région [« à Paris puis dans les environs de Digoin » dit une notice sans date, vers 1944] et a rejoint le maquis le 6 juin 1944. Membre du comité départemental de la Libération. Il entretient avec l'administration les relations les plus courtoises. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7-14 octobre

Dubernard, Charles

(Toulouse, 13 février 1903). Propriétaire, maire de Brassac (1945-1965). MRP

1^{er} tour : François Reille-Soult, MRP, 1104 voix ; André Veaute, industriel à Brassac, intérêts communaux, 772 voix ; Marcel Reynaud, paysan, 355 voix ; Adrien Benazech, agent PTT à Castres, com., 93 voix ; 2369 votants ; 3227 inscrits.

2^e tour : 1525 voix ; Veaute, 1064 voix à Veaute, intérêts communaux ; Benazech, com., 54 voix ; 2671 votants ; 3227 inscrits..

Préfet, 13 juillet 1955 : « Élu en 1951 au siège laissé libre par M. Reille-Soult qui s'est désisté en sa faveur, M. Dubernard jouit dans le canton de Brassac de l'estime et de la sympathie générales. Homme de bon sens et de jugement, il n'affirme au sein de l'assemblée ni influence ni ambition particulières. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Dubernard, Charles

Charles Dubernard, action locale, 2018 voix ; Georges Azam, com., 160 voix ; Pierre Barthe, SFIO, 115 voix ; 2391 votants ; 3132 inscrits.

Préfet, 1961 : « Sa franchise cavalière attire à cet homme tout d'une pièce la sympathie des opposants de gauche. Élu simple et sans ambition. » (ADT, 1107 W 48).

1964, 8 mars

Caminade, Max

(Brassac, 29 juin 1926). Fils de Henri Félix Caminade, hôtelier à Brassac, et de Thais Marie Bordes. Agent d'assurance, maire de Brassac (1965-2001). Action locale.

Max Caminade, action locale, 1313 voix ; Georges Petit, SFIO, 303 voix ; Pierre Meilland, com., 61 voix ; divers, 55 voix ; 1776 votants ; 2857 inscrits.

Préfet, 1964 : « Élu pour la première fois au scrutin du 8 mars 1964 avec l'appui de son prédécesseur qui se retirait en sa

faveur, M. Caminade est un homme tout jeune, tout nouveau, très modéré, et, pour toutes ces raisons, non encore affirmé au point d'être jugé. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Caminade, Max

Max Caminade, ind., 1949 voix ; Georges Azam, com., 110 voix ; 2108 votants ; 2718 inscrits.

1976, 7 mars

Caminade, Max

Max Caminade, DMF, 1961 voix ; Jeanine Meilland, com., 229 voix ; 2296 votants ; 2916 inscrits.

1982, 14 mars

Caminade, Max

Max Caminade, 1805 voix ; Eric Barre, 315 voix ; Maurice Serres, com., 84 voix, Alain Guezou, RDG, 62 voix ; 2358 votants ; 2867 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « A 56 ans, M. Caminade, agent général d'assurances, est reconduit pour un quatrième mandat en tant que conseiller général. Régulièrement réélu depuis mars 1964, il est conseiller municipal de Brassac depuis mars 1959 et maire de cette commune depuis mars 1965. Favorable aux milieux de l'opposition, son influence certaine à l'échelon cantonal ne s'étend pas au-delà. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Caminade, Max

Claude Azam, ouvrier mineur, com., 97 voix ; Philippe Icher, soc., 450 voix ;

Christian Lagasse, DVD, 194 voix ; André Estival, FN, 35 voix ; Max Caminade, DVD, 1129 voix ; 1979 votants ; 2828 inscrits.

1994, 20-27 mars

Guiraud, Jean Claude

(Castres, 6 février 1952). Médecin. Maire de Brassac (2014-).

Vice-président du conseil général, 2004-2015

1^{er} tour : Claude Azam, com., 119 voix ; André Estival, FN, 66 voix ; Max Caminade, 893 voix ; Georges Sol, soc., 221 voix ; Jean-Claude Guiraud, SE, 625 voix ; Damien Cros, SE, 170 voix ; 2185 votants ; 2752 inscrits.

2^e tour : Guiraud, SE, 1091 voix ; Caminade, DVD, 1088 voix ; 2260 votants ; 2750 inscrits.

2001, 11 mars

Guiraud, Jean Claude

Jean Claude Guiraud, DVG, 1574 voix ; Claude Azam, com., 404 voix ; Patrick Canac, FN, 127 voix ; Bruno Levray, MNR, 66 voix ; 2305 votants ; 2760 inscrits.

2008, 9 mars

Guiraud, Jean Claude

Remplaçante : Christine Bernot (15 juin 1956), au Bez.

Claude Azam, com., 550 voix ; Jean-Claude Guiraud, DVG, 1737 voix ; 2468 votants ; 2923 inscrits.

Cadalen

Aussac, Cadalen, Fenols, Florentin,
Labessière-Candeil, Lasgraisses, Tecou

1833, 20 novembre

Dussap, 'Eugène' Gabriel

(4 juin 1800). Avocat, membre du conseil municipal et du conseil d'arrondissement. Maire de Florentin. 10000 F.

Eugène Dussap, 19 voix ; Vidal, avocat à Fénols, 12 voix ; Cahuzac, 1 voix ; nul 2 ; 34 votants ; 50 inscrits.

1836, 11 décembre

Ferrasse, 'Jean' François Louis Victor

(26 juillet 1780-1864). Notaire à Lasgraisses ; conseiller municipal, maire lors de l'élection de 1852 ; 4 500 F (6 000 en 1852°.

Jean Ferrasse, 23 voix ; Eugène Gabriel Dussap, maire de Florentin, 16 voix ; Cahuzac, maire de Cadalen, 2 voix ; 42 votants ; 50 inscrits.

1845, 23 novembre

Ferrasse, 'Jean' François Louis Victor

Jean Ferrasse, 29 voix ; Cahuzac, maire de Cadalen, 5 voix ; 34 votants ; 50 inscrits.

1848, 27 août

Ferrasse, 'Jean' François Louis Victor

Jean Ferrasse, 763 voix ; Rudelle fils avocat à Albi, 144 voix ; 907 votants ; 1825 inscrits.

1852, 1^{er} août

Ferrasse, 'Jean' François Louis Victor

Jean Ferrasse, 831 voix ; Dussap, 1 voix ; Larroque, 1 voix ; Antoine Artus, adjoint à Lasgraisses, 1 voix ; Amédée Constans, 1 voix ; 835 votants ; 1947 inscrits. Il n'y a que 8 votants à Florentin (sur 184 inscrits), commune dont Gabriel Eugène Dussap est maire.

1858, 13 juin

Ferrasse, Jean François Louis 'Victor'

Jean Ferrasse (seul candidat), 896 voix ; 897 votants ; 1843 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Vieillard vénérable. N'assiste plus depuis plusieurs années aux réunions du conseil général. » (ADT, 2 M 5/11).

1865, 8 janvier : élection partielle

Cahuzac, François 'Xavier'

(1^{er} janvier 1816). Notaire à Albi, adjoint au maire, conseiller d'arrondissement de Cadalen du 1^{er} août 1852 au 8 janvier 1865. 6 000 F.

Xavier Cahusac, 1226 voix ; Charles Bastié, notaire à Cadalen, 1 voix ; Louis Mazens, notaire à Lasgraisses, 1 voix ; 1228 votants, 1854 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 28 novembre 1864 : « M. Cahuzac, conseiller d'arrondissement, est, jusqu'à présent, le seul candidat qui ait manifesté ouvertement l'intention de succéder à M. Ferrasse. ... Il a laissé les plus honorables souvenirs dans le canton de Cadalen, où il est né, qu'il n'a quitté que depuis peu d'années et où il a su se concilier l'estime générale, comme notaire et comme maire de la commune chef-lieu... Cependant je ne dois vous laisser ignorer que sa candidature paraît froisser certaines susceptibilités locales. On parle dans quelques familles influentes de 'avantage qu'aurait le canton à être représenté par un *résidant*... Je ne vois que deux hommes sur qui puissent se porter les suffrages des dissidents : ce sont M. Mazens, notaire à Lasgraisses, et Dussap, propriétaire à Florentin. Notaire estimé, gendre de M. Ferrasse et héritier de ses relations, M. Mazens pourrait être un concurrent sérieux, il est originaire de Rabastens et, sans être précisément ennemi du gouvernement, il a des tendances légitimistes et surtout cléricales très prononcées. M. Dussap, propriétaire à Florentin, et ancien maire de cette commune, a représenté le canton de Cadalen au conseil général de 1833 à 1836. Ses opinions sont modérées et, sans offrir

les mêmes garanties politiques que M. Cahuzac, il ne saurait être rangé dans la catégorie des hommes hostiles au gouvernement. » Le sous-préfet propose de proposer le poste de conseiller d'arrondissement que libérerait Cahuzac « au docteur Martin, neveu du maire de Cadalen et gendre de M. Dussap. Cette candidature aurait le double mérite de donner une satisfaction au chef-lieu du canton, où réside M. Martin et de paralyser le mauvais vouloir possible d'une famille influente... » (ADT, 2 M 5/109).

1867, 4 août

Cahuzac, François 'Xavier'

Xavier Cahusac, 1244 voix (seul candidat), 1244 votants, 1871 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Fabre

docteur en médecine

1871, 8-15 octobre

Cahuzac, François 'Xavier'

1^{er} tour : Sylvain Falguière, notaire à Cadalen, 597 voix ; Xavier Cahusac, 623 voix ; 1284 votants ; 1829 inscrits.

2^e tour : Cahusac, 803 voix ; Falguière, 665 voix ; 1472 votants ; 1829 inscrits.

1874 : « Conservateur légitimiste. Très honorable. Influent et nettement conservateur. » (ADT, 2 M 5/15).

1875, 28 novembre : élection partielle

Falguière, Henri 'Sylvain'

(+25 juin 1898 [inhumation à Puycelsi]) Notaire et maire de Cadalen. Républicain modéré.

Sylvain Falguière, 1252 voix (seul candidat) ; 1278 votants ; 1749 inscrits.

1877, 4 novembre

Falguière, Henri 'Sylvain'

Sylvain Falguière, 1207 voix ; baron Decazes, ancien député, 12 voix ; 1249 votants ; 1787 inscrits.

1883, 12 août

Falguière, Henri 'Sylvain'

Sylvain Falguière, 984 voix ; Flavien Cahusac, notaire, 422 voix ; Joseph Défos, expert géomètre, 36 voix ; Joseph Bayonne, propriétaire, 10 voix ; 1492 votants ; 1759 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; situation excellente ; influence considérable ; intelligent, mais d'une grande timidité ; rapports très faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

1889, 28 juillet

Falguière, Henri 'Sylvain'

Sylvain Falguières, 1012 voix ; général Boulanger, 89 voix ; Hippolyte Pezous, 23 voix ; Henri de Madron, propriétaire, 20 voix ; 1207 votants ; 1769 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré... Estimé, assez entendu en affaires ; ses conseils sont recherchés par les gens de la campagne. A de l'influence dans son canton. » ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Falguière, Henri 'Sylvain'

Sylvain Falguières, 794 voix ; abbé Manavit, propriétaire à Cadalen, 444 voix ; Hippolyte Pezous, 34 voix ; Louis Julia, 37 voix ; divers, 15 voix ; 1353 votants ; 1727 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Républicain modéré. Situation de fortune assez modeste, dit-on. Par profession de notaire, il a été en relations suivies avec ses concitoyens et rendu des services comme conseiller général et les élections dernières ont prouvé que son influence s'était maintenue. Attitude nettement

républicaine. Caractère affable, de facilité apparente, mais non sans fermeté ; assez insinuant. Bons rapports avec le sous-préfet. Rôle passif au conseil général. »(ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet : élection partielle suite à décès

Pezous, Hippolyte

Expert géomètre, maire de Técou (1888-1919), républicain radical.

Hippolyte Pezous, 705 voix ; Norbert Jaur, avocat et propriétaire, ancien maire de Lasgraïsses, 449 voix ; Marcelin Cathala, greffier, adjoint au maire de Cadalen, 51 voix ; Paul Guibert, notaire, 6 voix ; 1235 votants ; 1700 inscrits.

1901, 21 juillet

Falguière, Henri Louis

28 ans en 1901. Notaire, maire de Cadalen (1900-1904), radical. Fils du précédent.

Henri Louis Falguières, 1026 voix ; Alexandre Vidal, < propriétaire à Lasgraïsses, 24 voix ; divers, 8 voix ; 1166 votants ; 1700 inscrits.

Préfet, 1901 : « Radical. N'a pas d'influence en dehors de son canton et ne paraît pas devoir en acquérir beaucoup. Doit d'ailleurs surtout son élection récente au souvenir laissé par son père, décédé il y a 3 ans ½ et qui était lui-même conseiller général. Intelligence moyenne. Pas d'aptitudes spéciales. Bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25)

1907, 28 juillet

Cabrol, Eugène

Notaire à Cadalen.

Eugène Cabrol, 879 voix ; Joseph de Martin, propriétaire, 16 voix, divers 15 voix ; 1055 votants ; 1635 inscrits.

1913, 3 août

Pezous, Hippolyte

Expert géomètre. Maire de Técou

Hippolyte Pezous, 573 voix ; Joseph Falguières, expert géomètre, 497 voix ; Casimir Rieux, propriétaire, 34 voix ; divers, 27 voix ; 1151 votants ; 1557 inscrits.

1919, 14 décembre

Cavaillès, 'Achille' Léopold Marie Basile Désiré

(Viane, 12 juillet 1877-Cadalen ? 12 octobre 1963). Fil de Jaques François Achille Edmond Eugène Cavaillès, propriétaire à Viane, et de Suzanne Irma Angèle Rascol. Docteur en médecine. Républicain de gauche. Chev. LH le 22 décembre 1925 en tant que médecin aide major de 1^{ère} classe du 16^e corps.

Achille Cavaillès, 871 voix ; Salièges, 31 voix ; divers, 2 voix ; 951 votants ; 1321 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 : « M. Cavaillès est très aimé dans son canton. Il n'est entré dans la politique au mois de décembre dernier que sur la pressente intervention de ses amis. Se spécialisera dans les questions d'hygiène, mais je ne crois [pas] qu'il soit appelé à jouer un rôle important au sein de l'assemblée départementale. Entretient les meilleures relations avec l'administration. » (2 M5/30).

1925, 19 juillet

Cavaillès, Achille

Sous-préfet de Gaillac, 18 juin 1925 : « Le docteur Cavaillès n'aura sans doute pas de concurrent ». (2 M 5/46).

Achille Cavaillès, radical, 868 voix (seul candidat) ; 914 votants ; 1355 inscrits.

1931, 18 octobre

Cavaillès, Achille

Achille Cavaillès, rad. soc., 581 voix, élu ; Labit, instituteur, SFIO, 424 voix. 1037 votants, 1241 inscrits.

Préfet, 1931 : « Docteur en médecine, M. Cavaillès est connu et aimé dans son canton où il rend de réels services. Il joue

un rôle effacé au conseil général. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Cavaillès, Achille

Achille Cavaillès, rad. soc., 682 voix, élu ; Jean Gasc, maire de Fénols, SFIO, 355 voix. 1066 votants ; 1228 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Cavaillès, Achille

conseiller général du canton de Cadalen

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Cavaillès Achille, titulaire du poste, a accepté un siège de conseiller départemental nommé ; il ne s'est pas racheté par une attitude particulièrement résistante. Il était inscrit au parti radical-socialiste. Il est remplacé par M. Villeneuve Casimir, greffier de paix, ancien adjoint au maire de Cadalen, ancien conseiller d'arrondissement élu et inscrit au parti radical-socialiste. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Malet, 'Flavien' Édouard

(Lasgraïsses, 23 février 1893). Marié, 2 enfants. Propriétaire, maire de Lasgraïsses (1935-1965).

Flavien Malet, MRP, 783 voix ; Etienne Cassayre, SFIO, 649 voix ; Louis Peduran, com., 104 voix ; 1594 votants ; 2430 inscrits.

Préfet, 1945 : « Maire d'une petite commune rurale, M. Malet occupe au sein du conseil général une place effacée. Son influence électorale ne dépasse pas le cadre de sa circonscription. Il n'a pris aucune part active à la Résistance. Il entretient

d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Malet, 'Flavien' Edouard

Flavien Malet, rép. ind., 731 voix ; Etienne Cassayre, instituteur retraité, maire de Labessière-Candeil, SFIO, 431 voix ; Marcel Enjalbert, agriculteur à Puygouzon, com., 272 voix ; 1474 votants ; 2420 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Relativement dynamique, M. Malet, d'abord élu comme MRP, s'intitule depuis les élections cantonales de 1951 républicain indépendant. Il est assuré dans son canton d'une large majorité et au conseil général d'une amicale sympathie. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Malet, 'Flavien' Edouard

Flavien Malet, CNI, 1032 voix ; Edmond Arcambal, ancien maire de Cadalen, union des gauches, 459 voix ; Marcel Enjalbert, com., 240 voix ; 1786 votants ; 2342 inscrits.

Préfet, 24 juin 1958 : « ... Il serait un excellent candidat à des élections sénatoriales. » (ADT, 1107 W 48).

1964, 8 mars

Malet, 'Flavien' Edouard

Flavien Malet, CNI, 777 voix ; Irénée Truquet, SFIO, 528 voix ; Michel Martinez, com., 144 voix ; 1493 votants ; 2243 inscrits.

Préfet, 1964 : « Représentatif des milieux paysans, cet élu dépourvu d'une valeur personnelle quelconque est le type même du candidat toujours possible dans une combinaison électorale de style « 3^e République ». » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8-15 mars

Alquier, René

(9 décembre 1926). Agriculteur, maire de Lasgraïsses (1965-1989).

1^{er} tour : René Alquier, maire de Lasgraïsses, ind. de gauche, 730 voix ; Henri Azaïs, maire de Téco, DMF, 579 voix ; Fernand Defos, conseiller municipal de Cadalen, DMF, 345 voix ; Michel, Martinez, com., 124 voix ; 1818 votants ; 2243 inscrits.

2^e tour : Alquier, 1152 voix ; Azaïs, 684 voix ; 1878 votants ; 2243 inscrits.

1976, 7-14 mars

Alquier, René

1^{er} tour : René Alquier, RDG, 927 voix ; Pierre Barthe, soc., 950 voix ; Michel Martinez, com., 138 voix ; 2067 votants ; 2504 inscrits.

2^e tour : Alquier, 1066 voix ; Barthe, 1047 voix ; 2160 votants ; 2504 inscrits.

Secrétaire du conseil général.

1982, 14-21 mars

Pagès, Henri

(Cadalen, 17 mars 1925). Agriculteur. Conseiller municipal (1971-1977), adjoint (1977-1980) puis maire de Cadalen (1980-1995).

1^{er} tour : Henri Pagès, soc., 956 voix ; René Alquier, RDG, 952 voix ; Gaby Martinez, com., 119 voix ; 2171 votants ; 2647 inscrits.

2^e tour : Pagès, 1145 voix ; Alquier, 1036 voix ; 2265 votants ; 2647 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Bien que militant depuis peu au parti socialiste, M. Pagès professait depuis toujours les idées de la majorité. Élu conseiller municipal au chef-lieu de canton en mars 1977 et désigné maire adjoint, il est nommé maire en septembre 1980 à la suite du décès de son prédécesseur [M. Barthe]. Il poursuit alors les ambitions que s'était fixé (sic.) ce dernier et accède au poste de conseiller général du canton de Cadalen le 21 mars 1982. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Pagès, Henri

Marie-Thérèse Arroyo, première adjointe au maire de Labessière-Candeil, com., 166 voix ; Henri Pagès, soc., 1377 voix ; Pierre Miramond, écol., 110 voix ; Pierre Vignau, FN, 158 voix ; 1944 votants ; 2816 inscrits.

1994, 20-27 mars

Pagès, Henri

1^{er} tour : Olindo Vivian, com., 178 voix ; Henri Pagès, soc., 1049 voix ; Jeannine de Bernard, FN, 94 voix ; général Jean Salvan, CNI, 240 voix ; Didier Gardinal, RPR, 372 voix ; Jean Frezouls, MRG, 193 voix ; 2215 votants ; 2871 inscrits.

2^e tour : Pagès, 1511 voix ; Gardinal, 607 voix ; 2247 votants ; 2870 inscrits.

2001, 11-18 mars

Gasc, Jean

(Fénols, 18 septembre 1947). Professeur retraité. Maire de Fénols (1977-2008).

Vice-président du conseil général, 2011-2015. Président de l'ADDA, 2004-2008.

1^{er} tour : Gasc, soc., 1109 voix ; Guy Philibert, com., 179 ; Max Prime, DVD, 799 voix ; Gilbert Reverchon, FN, 101 ; Sandrine Le Bescond, MNR, 64 voix ; 2992 inscrits ; 2440 votants.

2^e tour : Gasc, 1197 voix ; Prime, 865 voix ; 2991 inscrits ; 2184 votants

2008, 9 mars

Gasc, Jean

Remplaçante : Véronique Ramière (Bordeaux, 7 février 1966), à Téco.

Jean Gasc, soc., 1950 voix ; Jean-Luc Fernandez, com., 399 voix ; 2349 votants ; 3424 inscrits.

Carmaux

Canton créé par la loi du 7 juillet 1889 par démembrement du canton de Monestiés

Blaye-les-Mines, Carmaux, Labastide-Gabousse, Rosières, Saint-Benoît, Taïx

Le canton de Carmaux est divisé en deux cantons, Carmaux-Nord et Carmaux-Sud, par décret n°73-675 du 13 juillet 1973.

1889, 28 juillet-4 août

Solages, Ludovic, marquis de

Député du Tarn 1889-1892, démissionne, 1898-19

1^{er} tour : Jean-Baptiste Héral, député, conseiller sortant, 1347 voix ; Maurice Gil, ancien maire de Carmaux, 950 voix ; Casimir Durand, marchand drapier, 401 voix ; Justin Soulié, 106 voix ; Jules Alaux, ouvrier, conseiller municipal de Carmaux, 101 voix ; Hippolyte Bouteillé, charpentier, 40 voix ; Boulanger, 8 voix ; Pierre Charrier, verrier, 1 voix ; 2963 votants ; 3865 inscrits.

2^e tour : Héral, 1054 voix ; marquis Ludovic de Solages, 985 voix ; Soulié, 45 voix ; Pierre Philippe Cabot, médecin, 80 voix ; 3203 votants ; 3866 inscrits.

Les sieurs Toulze, Samson et autres élèvent un recours contre l'élection, mais le Conseil d'État valide celle-ci par décision du 28 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Réactionnaire. Député démissionnaire à la suite des récents événements de Carmaux. Peu intelligent. Très timide. Joue un rôle très effacé au conseil général. Courtois. Son influence paraît avoir beaucoup diminué. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Calvignac, Jean Baptiste

Ajusteur, 41 ans en 1895. Maire de Carmaux, révoqué. Conseiller d'arrondissement d'Albi. Socialiste.

Jean-Baptiste Calvignac, 1988 voix ; Jean Baudot, ancien conseiller municipal, 94 voix ; divers, 51 voix ; 2267 votants ; 4483 inscrits.

La cour d'appel de Toulouse l'avait condamné le 27 juin 1895 à une peine qui le rend inéligible pendant 5 ans et lui fait perdre son siège de conseiller d'arrondissement d'Albi. Il est élu le 28 juillet conseiller général alors qu'il est inéligible. Son élection est annulée par le Conseil d'État le 26 octobre 1895 pour cause d'inéligibilité.

1896, 26 janvier : élection partielle suite à annulation

Soulié, Justin

Propriétaire à La Dalenquié, Rosières ; maire de Rosières, 41 ans en 1896. secrétaire en chef de la mairie de Carmaux. Socialiste.

Justin Soulié, 1907 voix ; Louis Sudre, médecin, 1567 voix ; 3502 votants ; 4466 inscrits.

1901, 21 juillet

Soulié, Justin

Justin Soulié, 2457 voix ; Auguste Vigouroux, géomètre, 1661 voix ; 4146 votants.

Préfet, 1901 : « Ancien maire de Rosières. Secrétaire en chef de la mairie de Carmaux. Occupe une bonne situation dans son canton. Au conseil général, caractère ardent, peu mesuré dans ses expressions ; sans influence. Assez bons rapports avec l'administration, mais, un peu exigeant, l'attaque facilement lorsque la moindre

satisfaction lui est refusée. » (ADT, 2 M 25).

1907, 28 juillet

Soulié, Justin

Justin Soulié, soc. unif., 2441 voix ; 2650 votants ; 5556 inscrits.

1913, 3 août

Soulié, Justin

Justin Soulié, 2587 voix ; divers, 61 voix ; 2832 votants ; 5492 inscrits.

1919, 14 décembre

Fieu, Louis

(Albi, 7 novembre 1879-Albi, 5 novembre 1973). Employé de mairie, maire de Carmaux (5 janvier 1930, après démission de Jean-Baptiste Calvignac, 1935-43 ; député (1932-1942). SFIO.

Louis Fieu (seul candidat), 2967 voix ; 3226 votants ; 5589 inscrits.

« M. Fieu Louis, employé à la mairie de Carmaux, a toujours été un militant du parti socialiste unifié, prenant la parole dans toutes les réunions publiques ou privées ; membre actif du cercle socialiste de Carmaux, il a été élu pour la 1^{ère} fois au conseil général en 1919 en remplacement de M. Soulié, secrétaire en chef de la mairie socialiste unifiée. M. Fieu s'est acquis une réelle autorité au sein de l'assemblée départementale où ses interventions sont fréquentes et généralement mesurées. Son attitude à l'égard de l'administration préfectorale est des plus correctes et il entretient avec elle de très bons rapports. » Préfet, 1922 (2 M 5/33).

1925, 19 juillet

Fieu, Louis

Louis Fieu, 2730 voix ; Gaston Brouillard, communiste, 458 voix ; 3368 votants ; 5678 inscrits.

1931, 18 octobre

Fieu, Louis

Louis Fieu, SFIO (seul candidat), 3348 voix ; 3660 votants, 5345 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Fieu, secrétaire de la Fédération départementale du Tarn, du parti SFIO, a été réélu conseiller général au dernier renouvellement avec un nombre de voix jamais atteint par un socialiste dans le canton de Carmaux. Maire de Carmaux, il est très estimé par la population ouvrière de cette ville. Il siège au conseil général depuis 1919 et ses interventions pendant les sessions de l'assemblée départementale sont nombreuses. Il est sympathique à la grande majorité de ses collègues. M. Fieu sera candidat du parti SFIO aux élections législatives de 1932 dans la circonscription de Carmaux, siège laissé vacant par M. Paul-Boncour, élu sénateur de Loir-et-Cher. Il sera élu. Entretient de bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Fieu, Louis

Louis Fieu, SFIO, 2552 voix, élu ; Pelissou, PC, 748 voix ; Truel, soc. ind., 546 voix ; divers, 102 voix. 4213 votants ; 5350 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Ravailhe, Jean

maire de Blaye-les-Mines

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Fieu Louis, ancien député, ancien maire de Carmaux, titulaire du poste, a voté le 10 juillet 1940 la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain et ne s'est pas tacheté depuis. Il était inscrit au parti SFIO.

Il est remplacé par M. Malroux Augustin, ancien député, SFIO, ancien maire de Blaye-les-Mines (canton de Carmaux) et actuellement déporté en Allemagne. Il jouit de l'estime unanime des habitants de Carmaux. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Larroque, Ferdinand Léopold 'Ludovic'

(Saint-Benoît-de-Carmaux, 24 avril 1894-Saint-Benoît-de-Carmaux, 29 avril 1977). Fils de Ferdinand Larroque, ouvrier mineur, et d'Eugénie Petit. Epouse à Saint-Benoît-de-Carmaux le 8 octobre 1919 Élise Marie Cécile Renée Boudou.

Ouvrier ajusteur ou chaudronnier aux Mines, maire de Saint-Benoît-de-Carmaux depuis avril 1945. Secrétaire adjoint du syndicat des mineurs de 1921 à 1947. Chev. LH 1949, off., 12 août 1957.

Ludovic Larroque, SFIO, 4318 voix ; Gilbert Pelissou, com., 2554 voix ; 7723 votants ; 11284 inscrits.

Préfet, 1945 : « Militant socialiste et syndicaliste ardent, M. Larroque exerce une influence certaine dans les milieux ouvriers du Carmausin. Homme de bon sens, s'intéressant activement aux questions sociales, il jouit de la considération de ses collègues. Résistant de la première heure, il a pris une part active à la lutte contre l'occupant. IL entretient les meilleures relations avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Larroque, Ferdinand Léopold 'Ludovic'

Ludovic Larroque, SFIO, 4851 voix ; Fulbert Marcel Pradelles, instituteur à Carmaux, com., 2463 voix ; 7682 votants ; 11602 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Socialiste ardent, expansif et pittoresque, M. Larroque est aussi un maire avisé et actif, et un conseiller général passionné de ses fonctions. Ses interventions fréquentes, parfois hâtives, s'inspirent généralement d'une intention excellente. Il jouit à

l'assemblée départementale, comme dans son canton, d'une large sympathie. Il ne semble pas avoir d'autres ambitions que celles d'un conseiller général-maire. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 et 27 avril

Pradelles, Marcel

(Villeneuve-sur-Vère, 11 mars 1912). Marié, 1 enfant. Instituteur, directeur des cours complémentaires de Carmaux.

1^{er} tour : Pradelles, com., 3500 voix ; Maurice Deixonne, SFIO, 2959 voix ; Henri Obeniche, MRP, 1523 voix ; Ludovic Larroque (non candidat), 1873 voix ; 10309 votants ; 13461 inscrits.

2^e tour : Pradelles, 4070 voix ; Deixonne, 3728 voix ; Larroque, 917 voix ; Obeniche, 1201 voix ; 10259 votants ; 13461 inscrits.

L'opposition entre Larroque, maire de Saint-Benoît, et Vareilles, maire de Carmaux, tous deux SFIO, fait que la fédération socialiste impose comme candidat le député Deixonne. Cela fait passer le communiste Pradelle.

Préfet, 1961 : « Ancien militant socialiste d'avant-guerre, directeur de cours complémentaire estimé, sympathique, M. Pradelles est le seul élu communiste au sein de l'assemblée départementale. Il y a déjà marqué sa place, joignant sans doute sa voix à celles de ses collègues socialistes dans les scrutins importants, mais ayant nettement laissé entendre qu'il se proposait de mener un jeu personnel. Son habileté placide et son honnêteté foncière lui ont permis (à la suite d'une querelle entre majorité et minorité) d'être élu membre de la commission départementale. » (ADT, 1107 W 48).

1964, 8-15 mars

Larroque, Ferdinand Léopold 'Ludovic'

1^{er} tour : Ludovic Larroque, SFIO, 4166 voix ; Jacques Marty, MRP, 1216 voix ; Marcel Pradelles, com., 2980 voix ; 8485 votants ; 14765 inscrits.

2^e tour : Larroque, 7581 voix ; Marty, 1700 voix ; divers, 4 voix ; 9813 votants ; 14765 inscrits.

Préfet, 1964 : « Vieux militant socialiste, survivant de la grande époque, longtemps conseiller général de Carmaux, M. Larroque, en 1958, avait été écarté de son mandat cantonal par son propre parti désireux d'imposer à sa place le député Deixonne. La réaction populaire favorable à M. Larroque fit alors un succès au candidat communiste, lequel, aux récentes élections de mars, a vu restitué son mandat à son ancien tenant. M. Larroque est un homme pittoresque et très aimé dans tous les milieux en raison de ses qualités de mineur de Carmaux et de dernier représentant de l'époque jaurésienne. » (1107 W 48).

1970, 8-15 mars

Vareilles, Jean-Louis

(7 janvier 1914). Maire de Carmaux (1945-1977).

1^{er} tour : Jean-Louis Vareilles, soc., 3427 voix ; André Gayrard, DMF, 2450 voix ; Christian Ramier, com., 2561 ; voix ; Henry Mazars, DMF, 1618 voix ; René Vayssettes, PSU, 592 voix ; Maurice Mercadier, DMF, 304 voix ; 11284 votants ; 15300 inscrits.

2^e tour : Vareilles, 6018 voix ; Gayrard, 4523 voix ; 11218 votants ; 15292 inscrits.

Préfet au ministre de l'Intérieur, 10 mars 1970 : « A Carmaux, M. Vareilles, maire socialiste de Carmaux, arrive en tête et son élection paraît acquise pour le second tour. Cette consolidation de la position socialiste à Carmaux, dont on avait pu un moment douter, a en partie pour cause la personnalité du candidat communiste, M. Ramier, secrétaire de la section de Carmaux, qui n'était pas le meilleur candidat, ce qui explique sans doute qu'il ait recueilli un nombre de voix inférieur à celui qui se porte habituellement sur le candidat communiste. » (ADT, 1106 W 98).

Carmaux Nord

Canton créé par décret n°73-675 du 13 juillet 1973, formé d'une partie de la commune de Carmaux et des communes de Rosières et Saint-Benoît-de-Carmaux.

1976, 7-14 mars

Vareilles, Jean-Louis

1^{er} tour : Jean-Louis Vareilles, soc., 2394 voix ; Pierre Costes, DMF, 1062 voix ; Gilbert Cazelles, com., 2137 voix ; Christian Bordoll, DMF, 738 voix ; 6477 votants ; 9120 inscrits.

2^e tour : Vareilles, 4594 voix ; Costes, 1728 voix ; 6605 votants ; 9122 inscrits.

1982, 14 mars

Goulesque, Jacques

(Rosières, 25 décembre 1924). Enseignant. Adjoint au maire (1965-1977) puis maire de Carmaux (1977-1997). Suppléant du député Pierre Bernard (1988-).

Vice-président du conseil général, 1982-1988, 1992-1994.

Jacques Goulesque, soc., 3386 voix ; Gilbert Cazelles, com., 1853 voix ; Dominique Poutrain, RPR, 1135 voix ; 6630 votants ; 8929 inscrits..

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Apprécié par la gestion rigoureuse qu'il exerce sur l'administration de la ville et bénéficiant d'une image de marque très favorable, le maire de

Carmaux a su rallier à lui, dès le premier tour, non seulement une fraction de l'électorat communiste, réputé pourtant ici comme irréductible, mais encore une bonne part de l'Opposition. Âgé de 58 ans, instituteur en retraite, M. Jacques Goulesque est doté d'un tempérament de battant. Conseiller municipal de Carmaux depuis mars 1965 et premier adjoint de 1971 à 1977, il est élu maire de Carmaux en février de cette dernière année. A l'occasion des élections cantonales du 14 mars 1982, il est élu dès le premier tour à Carmaux-Nord, confirmant ainsi ses ambitions et l'influence prépondérante qu'il entend prendre dans le parti et dans la gestion du département. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Goulesque, Jacques

Francine Boyer, professeur, maire de Saint-Benoît-de-Carmaux, com., 1147 voix ; Jacques Goulesque, soc., 2550 voix ; Pierre Delcol, RPR, 610 voix ; Jenny Fraisse, FN, 141 voix ; 4806 votants ; 8353 inscrits.

1994, 20 mars

Goulesque, Jacques

Jacques Goulesque, soc., 2553 voix ; Gonzalve Uribellarea, com., 1131 voix ; Gwénaél Le Brazidec, FN, 255 voix ; Henri

Hiard, RPR, 905 voix ; 5255 votants ; 7614 inscrits.

2001, 11-18 mars

Entraygues, Serge

(Sainte-Gemme, 12 décembre 1941). Technicien verrier. Maire de Saint-Benoît-de-Carmaux (1995-2009), PC.

1^{er} tour : Serge Entraygues, com., 1519 voix ; René Frayssinet, soc., 1504 voix ; Jean Segonds, DVG, 1022 voix ; Albert Debals, RPR, 386 voix ; Nicole Weber, FN, 221 voix ; Sylvette Cathalo, MNR, 132 voix ; 5070 votants ; 7204 inscrits.

2^e tour : Entraygues, com., 2541 voix ; Segonds, DVG, 1923 voix ; 4899 voix ; 7204 inscrits.

2008, 9-16 mars

Entraygues, Serge

Remplaçante : Mireille Cerezo (3 mars 1957).

1^{er} tour : Frédéric Cabrolier, FN, 296 voix ; Dominique Boutonnet, soc., 1677 voix ; Serge Entraygues, com., 1648 voix ; Gérard Péna, DVD, 474 voix ; Bernard Raynal, DVG, 679 voix ; 5057 votants ; 7101 inscrits.

2^e tour : Boutonnet, 1947 voix ; Entraygues, 1975 voix ; 4204 votants.

Carmaux Sud

Canton créé par décret n°73-675 du 13 juillet 1973 formé d'une partie de la commune de Carmaux et des communes de Blaye-les-Mines, Labastide-Gabause et Taïx.

1973, 23-30 septembre

Coutouly, Jean

(Blaye-les-Mines, 16 mai 1926-4 février 2009). Mineur, maire de Blaye-les-Mines (1971-1989).

Vice-président du conseil général, 1976-1982.

1^{er} tour : Jean Coutouly, com., 1967 voix ; André Gayrard, DMA, 1284 voix ; Jacques Goulesque, soc., 1532 voix ; 4910 votants ; 7175 inscrits.

2^e tour : Coutouly, 3140 voix ; Gayrard, 1657 voix ; 5011 votants ; 7176 inscrits.

Renseignements généraux, 2 octobre 1973 : « A Carmaux Sud, le net succès de M. Coutouly (com.) a pour origine le report presque sans réserve sur sa candidature de l'électorat socialiste, ce qui, dans cette circonscription, est une nouveauté, les rapports socialo-communistes n'ayant pas jusqu'ici été empreints d'une très grande cordialité. » (ADT, 1106 W 100).

1976, 7-14 mars

Coutouly, Jean

1^{er} tour : Jean Coutouly, com., 2549 voix ; André Gayrard, DMF, 1373 voix ; Michel Malaterre-Fourès, soc., 1585 voix ; Albert Labit, DMF, 244 voix ; 5870 votants ; 7842 inscrits.

2^e tour : Coutouly, 3748 voix ; Gayrard, 1886 voix ; 5895 votants ; 7842 inscrits.

Vice-président du conseil général.

1982, 11-21 mars

Raynal, Jacques

(Carmaux, 11 avril 1929-25 novembre 2004). Mineur. Maire adjoint de Blaye-les-Mines, 1989-1995.

1^{er} tour : Jacques Raynal, soc., 2177 voix ; André Viguier, RPR, 1300 voix ; Jean Coutouly, com., 1992 voix ; 5678 votants ; 7527 inscrits.

2^e tour : Raynal, 3702 voix ; Viguier, 1388 voix ; 5438 votants ; 7524 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « L'érosion générale des voix communistes accrue ici par l'influence d'un électorat d'origine polonaise très touché par les événements de Varsovie, a été fatal au conseiller sortant dont les voix personnelles se sont très amenuisées. Candidat pour la première fois, mais bénéficiant de l'aura du maire socialiste de Carmaux, qui est domicilié dans la partie urbaine du canton, et qui, par ailleurs, s'était présenté à deux reprises contre M. Coutouly, M. Raynal l'a emporté sans difficulté au 2^e tour malgré une augmentation des abstentions et des

bulletins blancs ou nuls reflétant les difficultés de report des voix communistes.

« M. Jacques Raynal, âgé de 53 ans, mineur en retraite, bénéficie de sa fidélité au parti socialiste et accède ainsi au poste de conseiller général de Carmaux-Sud le 21 mars 1982. Maire adjoint de Blaye-les-Mines, de 1965 à 1971, il est surtout connu pour son activité syndicale passée au sein de la Mine avec Force ouvrière où son dévouement reste toujours en mémoire. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Raynal, Jacques

Jean Coutouly, com., 1119 voix ; Jacques Raynal, soc., 1906 voix ; Marie-Paule Bouyssou, UDF, 610 voix ; René Héral, FN, 141 voix ; 3930 votants ; 6832 inscrits.

1994, 20 mars

Fabre, Guy-Pierre

(Rabat, Maroc, 12 janvier 1930-19 décembre 2010). Ingénieur de recherches à l'INRA. Maire de Blaye-les-Mines (1989-2001). PS

Claude Massol, com., 879 voix ; Guy-Pierre Fabre, soc., 2305 voix ; Henri Balssa, FN, 266 voix ; Marie-Paule Bouyssou, UDF, 770 voix ; 4553 votants ; 6501 inscrits.

2001, 11 mars

Fabre, Guy-Pierre

Gilles Jeanjean, exg, 286 voix ; Rosanna Balard, 729 voix ; Guy-Pierre Fabre, soc., 2564 voix ; Christel Bouchet, FN, 252 voix ; Jean-Antoine Rouyre, MNR, 193 voix ; 4389 votants ; 6076 inscrits.

2008, 9 mars

Fabre, André

(Limoux, 31 juillet 1948). Professeur d'histoire et géographie, maire de Blaye-les-Mines (2001-). PS.

Vice-président du conseil général, 2011-2014.

Remplaçante : Martine Courveille (Brive, 9 septembre 1964).

Nicole Gisclard, FN, 389 voix ; André Fabre, soc., 2679 voix ; Rosanna Tagliaferri, com., 780 voix ; 4205 votants ; 5995 inscrits.

Castelnau-de-Montmiral

Alos, Andillac, Cahuzac-sur-Vère, Campagnac, Castelnau-de-Montmiral, Larroque, Montels, Puycelsi, Saint-Beauzile, Sainte-Cécile-du-Cayrou, Le Verdier, Vieux

1833, 20 novembre

Portal, Henri

(11 mars 1798). Médecin à Castelnau-de-Montmiral ; maire de Castelnau-de-Montmiral ; 3500 F.

Henri Portal, 26 voix ; Verdun, juge de paix à Montmiral, 22 voix ; Rigal, médecin à Gaiillac, 1 voix ; Rouquié, notaire, 1 voix ; 50 votants ; 64 inscrits.

1836, 11 décembre

Lacombe, François 'Benjamin'

(13 messidor an IV). Propriétaire à Gaillac ; membre du bureau de bienfaisance, de la commission administrative de l'hospice, conseiller municipal de Brens.

Benjamin Lacombe, 34 voix ; Bernard Verdier, avocat à Montmiral, 20 voix ; Mainfroi Maignial, au Verdier, 1 voix ; Justin Lacombe, à Gaillac, 1 voix ; Lacombe de Gaillac, 1 voix ; Lacombe de Cordurier, 1 voix ; 58 votants ; 73 inscrits.

1845, 23 novembre

Lacombe, François 'Benjamin'

Benjamin Lacombe, 43 voix ; Maignial, 24 voix ; divers, 2 voix ; 69 votants ; 94 inscrits.

1848, 27 août

Rouquié, Jean Baptiste 'Hippolyte'

(26 novembre 1801). Notaire à Montmiral, suppléant du juge de paix ; maire adjoint ; 6000 F. (8000 en 1852).

Hippolyte Rouquié, 1186 voix ; Maignial, médecin au Verdier, 958 voix ; divers, 2 voix ; 2168 votants ; 3185 inscrits.

1852, 1^{er}-7 août

Rouquié, Jean Baptiste 'Hippolyte'

Hippolyte Rouquié, 1116 voix ; Eugène de Tholosany, 946 voix ; Desprats, avoué, 639 voix ; Bourguet, greffier de paix, 6 voix ; 2722 votants ; 3601 inscrits.

1858, 13 juin

Rouquié, Jean Baptiste 'Hippolyte'

Hippolyte Rouquié, 1324 voix ; Eugène de Tholosany, maire de Larroque, 1097 voix ; 2548 votants ; 3588 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Des bruits fâcheux ont été répandus sur l'origine de la fortune de M. Rouquié. Il a des amis et des ennemis également ardents. Il marche avec l'administration et a été élu comme candidat du gouvernement. » (ADT, 2 M 5/11).

1867, 4 août

Boudet, Melchior

(12 mai 1818). Propriétaire, avocat, conseiller municipal. 12 000 F.

Melchior Boudet, 1718 voix ; Rouquié, notaire, 709 voix ; Camille Cassanhol, 619 voix ; 3054 votants, 3588 inscrits.

Boudet n'était pas le candidat officiel, l'administration était « neutre ».

1870, octobre : membre de la commission départementale

Tornier, Jean Joseph 'Aristide' Aymar

(Castelnau-de-Montmiral, 21 décembre 1827-Castelnau-de-Montmiral, 25 octobre 1888). Fils de Marc Antoine Henri 'Aymar' Tornier, avocat, et de Marie Augustine Aldibert, veuf de Camille Mercadier.

Avocat, propriétaire, maire de Castelnau-de-Montmiral.

1871, 9-15 octobre

Tornier, Jean Joseph 'Aristide' Aymar

1^{er} tour : Melchior Boudet, 1034 voix ; Aristide Tornier, 652 voix ; Mainfroi Maignal, du Verdier, 414 voix ; Jules David Arnail, 451 voix ; 2617 votants ; 3365 inscrits.

2^e tour : Tornier, 1368 voix ; Boudet, 1252 voix ; 2644 votants ; 3367 inscrits.

1874, 4 octobre

Tornier, Jean Joseph 'Aristide' Aymar

Aristide Tornier, 1432 voix ; Melchior Boudet, 1083 voix ; voix perdues 129 voix ; 2644 votants ; 3301 inscrits.

Recours de Gustave Durand, de Cahuzac, contre l'élection, rejeté par le conseil de préfecture le 30 octobre 1874.

1874 : « Radical. Mauvaise situation. Peu considéré, peu intelligent ; fait nombre dans le parti de l'opposition, sans y jouer un rôle sérieux. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Tornier, Jean Joseph 'Aristide' Aymar

Aristide Tornier, 1950 voix ; 2052 votants ; 3143 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain, très bonne situation ; influence considérable ; intelligent mais peu instruit et peu travailleur ; rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août

Tornier, Jean Joseph 'Aristide' Aymar

Aristide Tornier, 1849 voix ; Bernard Boissel, 72 voix ; Maurel, curé de Saint-Martin, 4 voix ; 2065 votants ; 3038 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Républicain. Estimé, très dévoué à son parti, mais peu laborieux et n'ayant pas, par suite, un rôle militant dans le sein du conseil général. Nature ouverte et franche avec laquelle il est facile de s'entendre. Sans aptitudes spéciales. » (ADT, 2 M 5/20).

1888, 23 décembre : élection partielle suite à décès

Viste, Émilien

(35 ans en 1895). Notaire, adjoint puis maire de Castelnau-de-Montmiral. Républicain.

Émilien Viste, 2036 voix, élu ; 2104 votants ; 3042 inscrits.

Recours de Jean Baptiste Roques, ancien maire d'Andillac, rejeté par le Conseil d'État le 24 mai 1889.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Nouveau venu à la politique, licencié en droit. M. Viste aura vite acquis au conseil général une situation, grâce à son affabilité et à sa réputation méritée de travailleur. » (ADT, 2 M5/20).

1892, 31 juillet

Viste, Émilien

Émilien Viste, 1786 voix ; Jean-Baptiste Bressolles, boulanger à Cahuzac, 59 voix ; divers, 3 voix ; 1928 votants ; 2921 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain radical. Bons rapports avec l'administration. Situation aisée. intelligent, actif. N'a pas dans son canton autant d'influence qu'on pourrait le supposer. Manque de franchise. Très chatouilleux. » (ADT, 2 M 5/21).

Préfet, 11 janvier 1896 : « Très bonne situation. Actif, intelligent, habile, caractère ferme, il est influent dans son canton dont il est originaire et où son père est maire d'une commune. A, dit-on, de l'ambition politique. Bons rapports avec le sous-préfet. Bonne situation au conseil général. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet

Viste, Émilien

Émilien Viste, 1600 voix ; Ernest Compayré, 17 voix ; 1703 votants ; 2762 inscrits.

Préfet, 1901 : « Toulouse, 7 rue Cafarelli. N'a guère d'influence véritable en dehors de son canton. Son influence paraît même avoir un peu diminué dans le canton de Montmiral, depuis qu'il a abandonné la mairie et le notariat pour aller habiter Toulouse. Ne serait point éloigné d'accepter une candidature aux prochaines élections législatives, si l'offre lui en était faite par un congrès de concentration radicale. Intelligent. Vice-président du conseil général depuis août dernier. Pas d'aptitudes spéciales. Bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Viste, Émilien

Émilien Viste, 1519 voix ; Benjamin Balax, 1 voix ; Henri Mur, maire du Cayrou, 7 voix ; divers, 14 voix ; 1624 votants ; 2631 inscrits.

1910, 24-31 juillet

Bonnery, Marie François 'Xavier'

(Saint-Genest-de-Contest, 21 septembre 1874-pendant la guerre). Fils de Jean Séverin Bonnery, propriétaire à La Bézaurié, et de Henriette Thérane Calmels. Notaire depuis 1900, suppléant du juge de paix depuis 1907, maire de Castelnau-de-Montmiral (1904-1945). Rad. soc. Chev. LH le 19 décembre 1931 sur proposition du préfet : a mené à bien l'électrification de son canton.

1^{er} tour : Xavier Bonnery, 805 voix ; Firmin Blanc, entrepreneur, 341 voix ; Émile Ducloux, médecin, maire de Cahuzac, 606 voix ; 1802 votants ; 2501 inscrits.

2^e tour : Bonnery, 1238 voix ; Blanc, 18 voix ; Ducloux, 9 voix ; divers, 26 voix ; 1381 votants ; 2501 inscrits.

1919, 14 décembre

Bonnery, Marie François 'Xavier'

Xavier Bonnery, 1205 voix ; Émile Boissel, 10 voix ; divers 9 voix ; 1341 votants ; 2058 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 : « Les opinions de M. Bonnery contestées au moment de son arrivée à Montmiral n'ont jamais varié. Son caractère très personnel et peu communicatif lui a valu quelques antipathies ; n'a qu'une influence très relative dans le conseil général. Entretient de bonnes relations avec l'administration. » (2 M 5/30).

1922, 14 mai

Grimal, Raoul

(16 février 1891) Vétérinaire, conseiller municipal de Castelnau-de-Montmiral. Républicain de gauche.

Raoul Grimal, 861 voix ; Xavier Bonnery, notaire, 703 voix ; 1597 votants ; 1963 inscrits.

« M. Grimal appartient à une famille d'origine conservatrice mais il a fait durant toute la campagne électorale des déclarations nettement républicaines. IL se dit radical-socialiste et il y a tout lieu de croire qu'il est sincère. Jeune, possédant une très grande activité, M. Grimal peut être appelé dans quelques années à jouer un

certain rôle au sein de l'assemblée départementale. Entretiendra de bonnes relations avec l'administration. » Préfet, 1922 (2 M 5/33).

« M. Grimal qui paraissait appelé à jouer un rôle politique important n'a plus la popularité qu'il avait depuis qu'il a cessé sa profession de vétérinaire. Il abandonne d'ailleurs la vie politique et vient d'être nommé sous-préfet. » (ADT, 2 M 5/48).

Démissionnaire en 1925 pour exercer les fonctions de sous-préfet de Bourgneuf.

1925, 8 novembre : élection partielle suite à démission

Bonnery, Marie François 'Xavier'

Xavier Bonnery, radical socialiste, 912 voix, élu ; Henri Sablayrolles, propriétaire, républicain, 511 voix ; 1475 votants ; 1922 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 21 octobre 1925 : « M. Sablayrolles est le fils d'un ancien agent voyer d'arrondissement de Gaillac, dont le frère, percepteur dans la Haute-Garonne, a résidé pendant plusieurs années à Montmiral et à Cahuzac. Il s'est marié avec la fille de M. Rogé, juge de paix de ce canton. Il est en outre, par son mariage, petit fils de M. Tornier, ancien conseiller général. Cette candidature, si elle se maintient, sera assez redoutable pour M. Bonnery, ex conseiller général, qui n'a pas encore pris de décision mais qui se présentera probablement. M. Bonnery aurait alors contre lui de nombreux adversaires politiques et surtout des ennemis personnels. Cependant sa qualité de notaire, de maire et d'ancien conseiller général lui donnera un très gros appoint.... » (ADT, 2 M 5/50).

1928, 14 octobre

Bonnery, Marie François 'Xavier'

Xavier Bonnery, seul candidat, 1051 voix ; divers, 5 voix ; 1159 votants ; 1875 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Bonnery, maire du chef-lieu, exerce à Castelnau-de-Montmiral la profession de notaire. Il s'occupe avec beaucoup d'activité des affaires intéressant son canton et a dirigé avec zèle

l'électrification rurale de la région. Mais M. Bonnery n'est pas appelé à jouer un rôle très important en dehors de sa circonscription cantonale. Il est vice-président du conseil général. Très bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Bonnery, Marie François 'Xavier'

Xavier Bonnery, seul candidat, 1001 voix ; 1121 votants ; 1783 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Sablayrolles, Henri

président de la délégation spéciale de Castelnau-de-Montmiral,

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Bonnery Xavier, notaire, titulaire du poste, radical-socialiste, est décédé. Il est remplacé par le général Murat, du cadre de réserve, démocrate populaire, qui s'est associé de toutes ses forces à l'œuvre de la Résistance et actuellement maire nommé de Castelnau-de-Montmiral où il est domicilié. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Cambefort, Ernest

(Técou, 20 décembre 1882). Propriétaire à Montels. Maire de Montels depuis 1919, conseiller d'arrondissement depuis 1932.

1^{er} tour : Ernest Cambefort, rad. soc., 844 voix ; Maurice Navech, SFIO, 520 voix ; Robert Murat, UDSR, 437 voix ; Georges Germa, com., 207 voix ; 2081 votants ; 3255 inscrits.

2^e tour : Cambefort, 1064 voix ; Navech, 910 voix ; Maignal-Cassau, indéterminé, 139 voix ; 2158 votants ; 3255 inscrits.

Préfet, 1945 : « Maire d'une petite commune rurale et conseiller d'arrondissement, M. Cambefort est un homme pondéré et très serviable. Il occupe au sein de l'assemblée départementale une place très effacée et son influence électorale n'excède pas les limites de sa circonscription. Il n'a eu aucune activité dans la Résistance. Il entretient avec l'administration d'excellentes relations. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20-27 mars

Marquès, Edmond

(Puycelci, 9 juillet 1894). Instituteur. Président du CDL de Puycelci le 6 septembre 1944, maire de Puycelci (1945-1953).

1^{er} tour : Edmond Marquès, SFIO, 922 voix ; Cambefort, 750 voix ; Maurice Boyé, com., 275 voix ; Murat, RPF, 139 voix ; 2140 votants ; 3073 inscrits.

2^e tour : Marquès, 1308 voix ; Cambefort, 996 voix ; 2365 votants ; 3073 inscrits.

Préfet, février 1952 : « Socialiste, ancien instituteur, plein de bon sens, de modération et de tolérance, M. Marquès a conquis dans son canton comme au conseil général des sympathies qui débordent largement le cadre de son parti. Il n'a pas d'ambition politique. » (ADT, 511 W 24).

1955, 17 et 24 avril

Bombal, Léon

(Saint-Sylvain, Corrèze, 4 novembre 1887). Percepteur en retraite. Président de la coopérative agricole de Castelnau-de-Montmiral. Maire de Castelnau-de-Montmiral (1959-1965). Marié, sans enfant en 1955.

1^{er} tour : Léon Bombal, RGR, 1083 voix ; Maurice Mournès, maire de Cahuzac-sur-Vère, rad. soc., 847 voix ; Damien Dolle, com., 305 voix ; divers, 1 voix ; 2288 votants ; 2991 inscrits.

2^e tour : Bombal, 1360 voix ; Mournès, 915 voix ; 2336 votants ; 2989 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Radical socialiste, dévoué à M. le président Queuille, les circonstances et l'habileté manœuvrière de M. le sénateur Verdeille ont fait de lui en 1955 l'élu des socialistes SFIO. Également souffrant de la gorge [comme Gaston Delost], M. Bombal, percepteur en retraite, qui a longtemps concilié à Castelnau-de-Montmiral les exigences du service et la compréhension des situations particulières, n'a pu donner sa mesure au sein d'une assemblée qui ne pouvait l'entendre. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 et 11 juin

Glaudis, Aymar

(Castelnau-de-Montmiral, 4 janvier 1909). Viticulteur. Conseiller municipal de Castelnau-de-Montmiral depuis 1959.

1^{er} tour : Aymar Glaudis, rad. soc., 1075 voix au 2^e tour ; Mathurin Bombal, centre gauche, 904 voix ; Hubert Galinié, ext. droite, 61 voix ; René Delbreil, action locale, 749 voix ; Damien Dolle, com., 283 voix ; divers, 1 voix ; 2068 votants ; 2894 inscrits.

2^e tour : Glaudis, 1075 voix ; Bombal, 1049 voix ; Galinié, 25 voix ; 2207 votants ; 2893 inscrits.

Préfet, 1961 : « A Castelnau-de-Montmiral, M. Glaudis a battu l'ancien conseiller général, M. Bombal, sans aucune raison apparente mais grâce à la vague de droite qui marque les dernières élections cantonales dans le Tarn. Vote avec la majorité modérée du conseil général conduite par M. Yrissou qui fit le succès de l'intéressé. » (ADT, 1107 W 48).

Préfet, 1964 : « Peu d'envergure. Simple pion à la disposition de M. Yrissou dans l'échiquier départemental. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre et 1^{er} octobre

Glaudis, Aymar

1^{er} tour : Aymar Glaudis, div. gauche, 984 voix ; Gérard Marroulle, com., 431 voix ;

Yves Bousquet, divers gauche, 317 voix ; Albert Arnaud, divers gauche, 221 voix ; Robert Binet, divers gauche, 79 voix ; 2087 votants ; 2852 inscrits.

2^e tour : Marroulle, 817 voix ; Glaudis, 1283 voix ; 2178 votants ; 2852 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 12 octobre 1967 : « A l'occasion du 2^e tour des élections cantonales à castelnau-de-Montmiral, M. Glaudis Aymar, conseiller sortant (div. gauche) avait demandé à M. Devoisins, correspondant de la Dépêche du Midi dans le Tarn, d'insérer un article en faveur de sa candidature. Pour étayer sa requête, M. Glaudis arguait du fait qu'il était membre du parti radical et radical socialiste et que, dans ce cas, la Dépêche du Midi ne pouvait refuser cette insertion. M. Devoisins ayant malgré tout refusé à M. Glaudis de donner suite à sa demande, en raison de son appartenance « à la majorité réactionnaire du conseil général », ce dernier s'adressa directement à un de ses amis, employé à la rédaction du journal à Toulouse. L'article en question fut donc inséré le samedi 30 septembre 1967 dans l'édition du matin. Dès l'arrivée des journaux dans les principales localités du canton, les adversaires de M. Glaudis réagirent vivement et organisèrent des « commandos » pour retirer de la vente le plus grand nombre possible de Dépêche du Midi. Parallèlement, M. Devoisins, informé de la situation, se mettait en rapport avec la rédaction du journal à Toulouse et obtenait qu'un tirage spécial et gratuit de l'édition bleue spéciale tiercé, soit fait à l'intention des lecteurs du canton de Castelnau-de-Montmiral avec insertion d'une mise au point soutenant, face à M. Glaudis, la candidature de M. Marroulle, communiste. Cette diffusion spéciale a été effectuée par des employés toulousains du journal qui sillonnaient le canton à bord de deux 404 commerciales de La Dépêche du Midi, munies de haut-parleurs dont ils se servaient pour attirer l'attention des habitants. » (ADT, 1106 W 97).

Préfet, 1967 : « M. Glaudis témoigne dans l'exercice de son mandat de beaucoup de conscience et d'un solide bon sens. Contrairement à certaines prévisions, il vient d'être réélu avec une majorité confortable. De nuance radicale, il n'est cependant pas hostile au gouvernement et constitue un des éléments sûrs de la

majorité du conseil général. Son influence politique ne dépasse pas le cadre du canton. » (ADT, 1107 W 48).

1973, 23 septembre

Glaudis, Aymar

Aymar Glaudis, DVG, 1047 voix ; Gérard Marroulle, EXG, membre du comité national du MODEF, 479 voix ; Albert Arnaud, DMO, 316 voix ; Marcel Vayre, com., 72 voix ; 1963 votants ; 2869 inscrits.

1979, 18-25 mars

Bouyssières, Claude

(Montrozier, 1^{er} janvier 1934). Professeur PEGC. Adjoint, puis maire de Puycelci. (1989-2001). PS.

Vice-président du conseil général 1982-1985, 1988-1992.

1^{er} tour : Claude Bouyssières, soc., 880 voix ; Aymar Glaudis, UDF-CGM, 885 voix ; A. Arnaud, DVG, 356 voix ; R. Lévêque, com., 169 voix ; 2360 votants ; 3063 inscrits.

2^e tour : Bouyssières, 1210 voix ; Glaudis, 1170 voix ; 2465 votants ; 3063 inscrits.

1985, 10-17 mars

Bouyssières, Claude

1^{er} tour : Françoise Dijou, com., 86 voix ; Claude Bouyssières, soc., 1053 voix ; Gérard Marroulle, maire de Castelnau-de-Montmiral, DVD, 586 voix ; Jean Plageeole, RPR, 502 voix ; Jean Mayer, FN, 192 voix ; 2480 votants ; 3068 inscrits.

2^e tour : Bouyssières, 1300 voix ; Marroulle, 1155 voix ; 2560 votants ; 3066 inscrits.

1992, 22-29 mars

Salvador, Paul

(Castelnau-de-Montmiral, 6 mai 1951). Agriculteur. Maire de Castelnau-de-Montmiral (1989-) ; président de la communauté de communes Vère-Grésigne (1993-). DVD.

Président du CAUE (2009-2015).

1^{er} tour : François Bazy, com., 65 voix ; Émile Ruffel, UPF, 255 voix ; René Louvrier, FN, 142 voix ; Claude Bouyssières, soc., 767 voix ; Paul Salvador, DVD, 797 voix ; Jacques Lachamp, CNI, 256 voix ; Jean Kulik, verts, 115 voix ; 2489 votants ; 3037 inscrits.

2^e tour : Bouyssières, 995 voix ; Salvador, 1354 voix ; 2503 votants ; 3037 inscrits.

1998, 15 mars

Salvador, Paul

Rallières, com., 142 voix ; Chapuis, FN, 216 voix ; Paul Salvador, DVD, 1150 voix ; Patoureau, verts, 553 voix ; 2180 votants ; 2910 inscrits.

2004, 21 mars

Salvador, Paul

Thierry Camalet, DVG, 603 voix ; Danielle Rallières, com., 123 voix ; Paul Salvador, UMP, 1047 voix ; Jannick Couzinier, FN, 212 voix ; Nathalie Lutaud, EXG, 74 voix ; 2159 votants ; 2871 inscrits.

2011, 20 mars

Salvador, Paul

Remplaçante : Sophie Gaudin (Paris, 3 février 1958), à Cahuzac-sur-Vère.

Yves Rallières, com., 87 voix ; Jean-Luc Vezinet, PDG, 220 voix ; Florent Lamic, EELV, 188 voix ; Paul Salvador, autres, 886 voix ; Serge-Yves Cazot, FN, 272 voix ; 1712 votants ; 3002 inscrits.

Castres

Castres, Laboubène, Navès, Saïx. le canton de Castres est divisé en trois cantons, Castres Nord, Castres Est et Castres Sud, par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973.

1833, 20 novembre

Azaïs, 'Jean' François Joseph

(Castres, 2 janvier 1770-15 avril 1837). Licencié en droit, officier de dragons, conseiller municipal, député aux Cinq Cents, juge suppléant, juge puis président au tribunal de première instance, conseiller d'arrondissement ; 5000 F.

1^{er} tour : Louis Bernadou, négociant, 90 voix ; Jean-François Joseph Azaïs, 90 voix ; Alby, maire de Castres, 2 voix ; 186 votants.

2^e tour : Azaïs, 101 voix ; Bernadou, 97 voix ; Salvayre, 1 voix ; Mahuzié, 1 voix ; 200 votants ; 277 inscrits.

1836, 10 décembre

Mahuzié, Louis

(Castres, 17 septembre 1790-Castres, 21 novembre 1843). Fils de Pierre Mahuzié, notaire, et de Jeanne Galiber. Époux de Sélina Marie Françoise Marguerite Roger. Avocat, substitut du procureur du roi à Castres (1816-1826), juge suppléant, maire de Castres (1835-1844) ; 12000 F.

2^e tour : Mahuzié, 126 voix ; 208 votants ; 279 inscrits. (Le procès verbal manque dans 2 M 5/111).

1843, 31 décembre : élection partielle suite à décès

Barthès, Paul

(26 juin 1793). Avocat, expert à Castres, conseiller municipal, maire de Castres (1850-1852) ; 10 000 F..

1^{er} tour : Paul Barthès, 111 voix ; Spérandieu d'Aiguefonde, 79 voix ; Peyre, médecin à Castres, 51 voix ; Ducros, capitaine du génie, 11 voix ; 252 votants ;

2^e tour : Barthès, 129 voix ; Spérandieu d'Aiguefonde, 123 voix ; Ducros, 2 voix ; Balard, 1 voix ; 262 votants ; 303 inscrits.

Préfet, février 1844 : « Homme d'affaires capable et entreprenant, M. Barthès qui exerce la profession d'expert, possède une fortune d'environ 200 000 F qu'il doit en grande partie à de très profitables spéculations. La considération dont il jouit participe de la nature de cette position même ; elle n'offre ni la consistance ni la dignité qui s'attache aux influences, soit industrielles, soit territoriales, soit purement personnelles d'un ordre plus élevé. Ses opinions politiques sont favorables à la dynastie et aux institutions actuelles ; mais elles tendent par elles-mêmes et surtout par l'entraînement d'alliances regrettables vers cette politique remuante qui s'aventure à la recherche de vaines innovations. Dans son élection il a profité du concours ardent du parti radical et de l'assession fortuite des constitutionnels protestants. Sauf les cas où sa position politique pourra le dominer, il ne paraît point devoir se montrer ouvertement hostile à l'administration, au sein du conseil général. » (ADT, 2 M 5/111).

Protestations de MM. Lacroux, Bernadou, Desplas, Sers, etc. contre les opérations électorales.

1845, 14 décembre

Spérandieu d'Aiguefonds, 'Jacques' Louis Charles, baron de

(28 novembre 1795). Avocat, chevalier de la Légion d'honneur ; maire de Castres (1844-1847), membre du conseiller d'arrondissement.

Spérandieu, 183 voix ; Paul Barthès, avocat à Castres, 135 voix ; divers, 4 voix ; 322 votants ; 365 inscrits.

1848, 27 août

Boulade, 'Jacques' Louis

(8 février 1786). Avocat, conseiller municipal, 5 000 F.

Philippe François Blavaux, maire de Castres, 1019 voix ; Boulade, 1067 voix ; Jean Nauzières aîné, 644 voix ; Frédéric Thomas, 618 voix ; Jean Sébastien Ducros, 137 voix ; Mazon, médecin à Castres, 3 voix ; Auguste Marie de Lacger, maire de Navès, 1 voix ; Henri Édouard Alquier-Bouffard, 1 voix ; 3484 votants ; 6570 inscrits.

1852, 1^{er} août

Miquel, Hippolyte 'Firmin'

(31 octobre 1798). Avocat, procureur du roi, président du tribunal de Castres. 8 000 F.

Firmin Miquel, 1702 voix ; Blavaux, 1648 voix ; Barthès, 26 voix ; Boulade, 9 voix, Nauzières, 2 voix ; Bernadou, 1 voix ; 3394 votants ; 6088 inscrits.

1855, 3 juin

Miquel, Hippolyte 'Firmin'

Firmin Miquel, 2202 voix ; 2214 votants ; 5575 inscrits.

1864, 19 juin

Alquier-Bouffard, Louis

(Castres, château de Bouffard, 6 septembre 1822-Lavelanet, Haute-Garonne, 30 novembre 1911). Fils de Édouard Alquier-Bouffard et Elisa de Cafarelli, veuf de Marguerite Charlotte, Marie Forcade. Ancien capitaine en second du 1^{er} régiment du génie, propriétaire. Maire de Castres (1860-1874). A sa mort en 1911 était maire de Lavelanet. Président de la commission départementale en octobre 1870. 20 000 F. Chev. LH 5 septembre 1854 puis officier 14 août 1867.

Louis Alquier-Bouffard, 3512 voix ; Frédéric Thomas, 883 voix ; Ducros, capitaine, 4 ; Ducros, avocat, 390 voix ; 4848 votants, 6573 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Ancien capitaine de génie, réunissant à une belle intelligence une grande loyauté. Esprit libéral, mais dévoué sans réserve au gouvernement de l'Empereur. On ne peut

reprocher à M. Alquier qu'un peu de raideur, de susceptibilité dans le caractère. C'est un très bon maire, animé des meilleures intentions. Il jouit de l'estime générale et dispose d'une assez grande influence. Protestant zélé. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Alquier-Bouffard

1871, 8 octobre

Thomas, Frédéric

(Castres, 5 janvier 1814-Paris, 27 janvier 1884). Fils d'Etienne Thomas, négociant, et de Marie Ramond. Publiciste, président de la Société des gens de lettres, préfet du Tarn (1870-1871), conseiller de préfecture de la Seine, élu le 21 août 1881 député de la première circonscription de Castres.

Magloire Nayral, tome 3, p. 599-602.

Frédéric Thomas, 2622 voix ; Milhau-Ducommun, 127 voix ; Alexandre Lecamus, 1106 voix ; 3959 votants ; 7313 inscrits.

1874 : « Radical ; peu considéré. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Thomas, Frédéric

Frédéric Thomas, 2997 voix ; Moziman, ancien officier de marine, 831 voix ; divers, 9 voix ; 4241 votants ; 6367 inscrits.

Frédéric Thomas renonce à son siège en 1880 pour devenir conseiller de préfecture de la Seine.

1880, 4-11 juillet : élection partielle suite à démission

Hilaire, Félix

Avocat à Castres.

1^{er} tour : Flavien Martin, 2202 voix ; Félix Hilaire, 1298 voix ; Casimir Mondot,

ancien inspecteur d'académie, 1026 voix ; divers 3 voix.

2^e tour : Hilaire, 2749 voix ; Martin, 2595 voix ; Mondot, 3 voix ; 5371 votants ; 6968 inscrits.

Élection annulée le 26 mai 1881 par le Conseil d'État sur protestation de Flavien Martin.

1881, 3 juillet : élection partielle suite à annulation

Hilaire, Félix

Félix Hilaire, 2964 voix ; Flavien Martin, 1877 voix ; 4882 votants ; 7023 inscrits.

1883, 12 août

Hilaire, Félix

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; belle fortune ; influence médiocre ; peu actif ; bonnes et cordiales relations avec tous. » (ADT, 2 M 5/19).

Sous-préfet de Castres au préfet, 23 juin 1883 : « ... Je ne suis inquiet que pour Castres, aussi fais-je quelques réserves dans ma notice. Cependant j'espère arriver à faire marcher tout le monde, mais il faut d'autant plus de prudence que cet imbécile d'Hilaire ne comprend rien à sa position, se croit sûr du succès, et ne veut pas même admettre qu'on exprime des doutes à ce sujet. Il semble attribuer ces doutes à de la mauvaise volonté, etc. , et me paraît avoir fait partager cette manière de voir à l'illustre Thomas. Enfin, nous arriverons quand même, je pense... » (ADT, 2 M 5/19).

Félix Hilaire, 2461 voix ; Gabriel Guy, 2007 voix ; Joseph Milhau-Ducommun, 198 voix ; divers, 1 voix ; 4729 votants ; 7273 inscrits.

26 novembre 1886 : « M. Hilaire, dont la situation a été un moment prépondérante à Castres, semble s'être retiré depuis peu de la vie politique active et militante. Son attitude au sein de l'assemblée départementale est aussi plus effacée. Caractère excellent. rapports agréables. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet-4 août**Sicard, Auguste**

Docteur en médecine à Castres. Maire de Castres (1888-1889).

1^{er} tour : Auguste Sicard, 2789 voix ; Gabriel Guy, 2300 voix ; Louis Vieu, adjoint au maire, 252 voix ; Auguste Carayon, propriétaire, 362 voix ; divers, 34 voix ; 5789 votants ; 7535 inscrits.

2^e tour : Sicard, 3215 voix ; Guy, 183 voix ; Vieu, 87 voix ; Carayon, 36 voix ; Boulanger, 181 voix ; divers, 3 voix ; 4013 votants ; 7535 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain radical. M. Sicard est un homme instruit, intelligent et dévoué. D'un caractère affable et serviable, il jouit d'une grande considération et, par sa haute valeur personnelle au point de vue professionnel, il a acquis une grande influence. Ses relations sont agréables et courtoises. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet-4 août**Boissezon, Paul, marquis de**

43 ans en 1895. Propriétaire à Castres, au château de Gourjade, conseiller municipal. Réactionnaire.

1^{er} tour : Paul de Boissezon, 1738 voix ; François Schabaver, ingénieur, 1365 voix ; Édouard Auriol, négociant, 1210 voix ; Paul Calvet, conseiller municipal, 140 voix ; Ernest Fabre, menuisier, 96 voix ; Achille Combret, adjoint au maire, 107 voix, divers, 34 voix ; 4798 votants ; 7493 inscrits.

2^e tour : de Boissezon, 1970 voix ; Auriol, 1485 voix ; Schabaver, 1275 voix ; Calvet, 128 voix ; Combret, 88 voix ; Fabre, 46 voix ; divers, 9 voix ; 5038 votants ; 7494 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « M. de Boissezon vient d'être élu conseiller général par suite de la grosse situation de sa famille dans la ville de Castres et des divisions du parti républicain. Aucune influence. peu de valeur personnelle. Rôle négatif dans l'assemblée départementale. Point de relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21-28 juillet**Vieu, 'Louis' Jean Jacques**

(Toulouse, 25 mai 1854-Grenoble, 9 août 1931). Fils de Jean Jacques Célestin Vieu (1833-1875) et de Madeleine Françoise Lagrange (les parents se marient après sa naissance, à Paris, 2^e, le 7 mars 1857).

Épouse en premières noces le 17 décembre 1883 à Marseille Marie Louise Emilie (ou Thérèse) Ernestine Franqueville (1863-1886) puis le 8 juillet 1891 à Castres Juliette Marie Célestine Henriette Galtier (1869-). Son beau père est Victor Adolphe Galtier, maire de Castres (1880-1884) et conseiller général de Murat-sur-Vèbre.

Avocat à Castres, maire de Castres (1896-1912), juge suppléant au tribunal de première instance de Castres. Maire de Murat-sur-Vèbre (1912-1920) élu en 1912 et 1919, puis démissionnaire le 12 juin 1920. Sénateur (1905-1931) élu en 1905 au décès d'Édouard Barbey, 1909, 1020, et 1927. Radical socialiste.

Conseiller général de Castres (1901-1910) puis de Murat-sur-Vèbre (1910-1919).

Voir Balssa (Aimé), « Louis Vieu (1854-1931), sénateur (1905-1931) et maire de Castres (1896-1912) », dans *Billets de la Société culturelle du Pays castrais*, n°1, janvier 2014.

1^{er} tour : Louis Vieu, 2212 voix ; Paul de Boissezon, 1996 voix ; Léon Caraguel, tailleur d'habits, 1083 voix ; 5349 votants ; 7581 inscrits.

2^e tour : Vieu, 3331 voix ; de Boissezon, 2099 voix ; 5496 votants ; 7581 inscrits.

Préfet, 1901 : « M. Vieu est, parmi les chefs du parti républicain de la 1^{ère} circonscription de Castres, celui qui est le plus en vue, à raison de sa situation de maire de Castres et de son récent et très grand succès à l'élection au conseil général du 28 juillet dernier. Il est considéré comme devant être le candidat du parti républicain aux prochaines élections législatives, et son succès est très probable. Entretient avec l'administration les meilleurs rapports. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet**Vieu, 'Louis' Jean Jacques**

Louis Vieu, 3346 voix ; Gabriel Guy, 2851 voix ; divers, 17 voix ; 6341 votants ; 8408 inscrits.

Démissionne après son élection le 24 juillet 1910 comme conseiller général de Murat-sur-Vèbre, commune de sa belle famille où il s'installe.

1910, 11-18 décembre : élection partielle suite à démission**Guy, Gabriel**

d'après TSA : (+25 mars 1916 à 68 ans) avocat. Époux Maurel. DS 11 septembre 1916 n°200.

1^{er} tour : Gabriel Guy 2224 voix ; Clermont Guiraud, avocat, socialiste unifié, 1627 voix ; Émilien Gourc, conseiller municipal, radical, 1363 voix ; divers, 19 voix ; 5332 votants ; 8427 inscrits.

2^e tour : Guy, réactionnaire, 2651 voix ; Guiraud, socialiste, 2608 voix ; 5433 votants ; 8427 inscrits.

1913, 3 août**Guy, Gabriel**

Gabriel Guy, 2846 voix ; Jean Touren, négociant, 1787 voix ; Clermont Guiraud, avocat, 967 voix ; divers, 8 voix ; 5640 votants ; 8161 inscrits.

Le recours formé par Coudert et Guigues n'est examiné par le Conseil d'État que le 5 mars 1920, après les élections de 1919. Celui-ci conclut à un non-lieu à statuer

1919, 14 décembre**Guigues, Etienne**

(3 novembre 1861). Professeur de mathématiques au collège de Castres. radical socialiste.

Etienne Guigues, 2494 voix ; Philippe Aribat, médecin, 2312 voix ; divers, 4 voix ; 5362 votants ; 7862 inscrits.

Sur protestation des sieurs Bonnet, Terrail, Bès et autres, l'élection est annulée par le Conseil d'État le 29 décembre 1920.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « M. Guigues, professeur au collège et ancien adjoint au maire de Castres est l' élu de la coalition radicale et socialiste. Fort intelligent, très au courant des questions administratives, a été immédiatement choisi par ses collègues comme président de la commission des vœux et de l'instruction publique. Jouera un rôle marquant au sein de l'assemblée départementale. Républicain sûr, très dévoué à l'administration. » (ADT 2 M 5/30).

1921, 20 février : élection partielle suite à annulation**Guigues, Etienne**

Etienne Guigues, 2579 voix ; Léon Bourges, propriétaire, 2109 voix ; Pierre Auger, ouvrier mouleur, 356 voix ; divers, 3 voix ; 5170 votants ; 7488 inscrits.

« La première élection de M. Guigues en 1919 fut annulée. M. Guigues fut réélu en février 1921 avec une majorité accrue. Professeur au collège de Castres depuis près de 30 ans, ayant enseigné des générations d'élèves qui ont gardé de lui un excellent et vivace souvenir ; très intelligent, sympathique, M. Guigues est un des chefs écoutés du parti radical socialiste de Castres et un de ceux qui préconisent avec le plus de chaleur l'alliance électorale avec les socialistes... » Préfet, 1922 (2 M 5/33).

1925, 19 juillet**Coudert, Lucien**

(Castres, 28 juillet 1887-Castres, 21 juillet 1982). Avocat, maire de Castres de 1953 à 1971, député 1927-1928, 1932-1936, 1951-1955.

Lucien Coudert, rad. soc., 3320 voix ; Etienne Guigues, rad. soc., 1933 voix ; Léon Teste, employé d'usine, com., 279 voix ; Mathieu Bouissière, comptable, réact., 90 voix ; divers, 8 voix ; 5871 votants ; 8169 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 24 juin 1925 : « Le maire de Castres étant socialiste, le parti unifié (SFIO) votera le 19 juillet prochain, pour le candidat choisi par les radicaux, en vertu des engagements pris et des conventions qui régissent l'alliance des radicaux et des socialistes dans la ville et le canton. » (2 M 5/46).

Sous-préfet de Castres, 4 septembre 1925 : « Avocat brillant et réputé et possédant à ce point de vue une très grosse clientèle, 1^{er} adjoint au maire de Castres, président de l'Union démocratique (groupement républicain important de Castres), M. Coudert est après M. Henry Simon l'homme le plus en vue du parti radical dans le Castrais. Les élections ont fait en le nommant un excellent choix et M. Coudert aura tôt fait de se faire remarquer au conseil général par ses qualités d'éloquence, de travail et d'intelligence. Le parti radical fera certainement un jour de M. Coudert son candidat à la Chambre des députés. Il est très partisan du cartel des gauches auquel il doit son élection. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/45).

1931, 18 octobre

Coudert, Lucien

Lucien Coudert, rad.-soc., 3942 voix ; Sizaire, SFIO, 2223 voix ; Vaysse, communiste, 301, divers, 22 ; 6686 votants, 8556 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Avocat réputé, M. Coudert doit précisément à son talent certaines inimitiés qui ont essayé de lui ravir le siège qu'il occupe à l'assemblée départementale. Bénéficiant de l'apport unanime des voix modérées, il a réussi à maintenir ses positions. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10-17 octobre

Coudert, Lucien

1^{er} tour : Lucien Coudert, rad. soc., 1904 voix ; André Dirat, avocat, URD, 2343 voix ; Paul Pech, professeur, SFIO, 1873 voix ; Éloi Vaysse, cheminot, PC, 389 voix ; divers 1. 6696 votants ; 8569 inscrits.

2^e tour : Coudert, 3703 voix ; Henri Plo, dessinateur en tissus, PSF, 2131 voix.

conseillers départementaux (nommés par arrêté du 14 décembre 1942)

Chabbert, Paul

membre de la commission administrative, conseiller d'arrondissement du canton de Castres

Libmann, Henri

adjoint au maire de Castres. Secrétaire du conseil départemental

Séry, Pierre

maire de Castres

Teste, Victor

membre de la commission administrative

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Coudert Lucien, avocat, radical socialiste, ancien député, interné à Toulouse à la prison Saint-Michel, est maintenu à son siège. Avocat très connu dans le Tarn. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Grimal, Marcel

(Réalmont, 22 mars 1901-Castres, 15 octobre 1991). Ingénieur des travaux publics, chef d'une entreprise de construction de matériel de chauffage, conseiller de la République (1946-1952) élu les 8 décembre 1946 et 7 novembre 1948, battu 18 mai 1952).

1^{er} tour : Marcel Grimal, MRP, 4439 voix ; Eloi Vaysse, com., 3520 voix ; Léon Durand, SFIO, 2681 voix ; Lucien Coudert, rad. soc., 1790 voix ; 13027 votants ; 19504 inscrits.

2^e tour : Vaysse, 6814 voix ; Grimal, 7296 voix ; 14717 votants ; 19575 inscrits.

Préfet, 1945 : « Esprit cultivé et pondéré, M. Grimal est un membre influent du MRP

dans le département. Il a été candidat aux élections à la Constituante. Il occupe une place importante au sein de l'assemblée départementale où ses interventions retiennent l'attention de ses collègues. Il n'a pris aucune part active à la Résistance. Ses relations avec l'administration sont des plus courtoises. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7-14 octobre

Sizaire, Robert

(Castres, 6 février 1912-16 juin 1986). Fil d'Henry Sizaire (1878-1951), maire de Castres de 1919-1940, député 1924-1932.

Marié, 1 enfant. Médecin, maire de Castres du 4 février 1952 au 4 février 1953 (démission).

1^{er} tour : Robert Sizaire, SFIO, 3191 voix ; Marcel Grimal, ingénieur, sénateur MRP, 2184 voix ; Edgard Legeleux, professeur à Castres, com., 2437 voix ; François Sery, notaire à Castres, ind., 1754 voix ; Henri Delmas, ingénieur, RPF, 919 voix ; 10726 votants ; 19037 inscrits.

2^e tour : Legeleux, 2308 voix ; Sizaire, 4501 voix ; Grimal, 4349 voix ; 11473 votants ; 19037 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Élu en 1951 contre le conseiller sortant, M. Grimal, sénateur MRP, fils d'un ancien député maire de Castres, le docteur Sizaire doit en grande partie son élection au souvenir de son père ; il la doit aussi à ses qualités personnelles : simple et serviable, d'esprit large et mesuré, médecin des pauvres, très généreux, il a des amitiés nombreuses dans tous les partis. Mais on ne saurait lui attribuer un grand intérêt pour les choses de la politique. S'il sollicitait dans trois ans le renouvellement de son mandat, sa campagne manquerait certainement de l'activité qui serait nécessaire pour assurer son succès dans l'éventualité d'une union des radicaux-socialistes et des indépendants. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Séry, François

(Castres, 18 février 1913). Marié, 2 enfants. Notaire à Castres.

1^{er} tour : François Séry, CNI, 3755 voix ; Sizaire, SFIO, 4142 voix ; Lucien Lacroix, com., 2555 voix ; Gaston Bousquet, MRP, 2290 voix ; André Toye, union déf. int. com., 1270 voix ; divers 21 voix ; 14889 votants ; 21078 inscrits.

2^e tour : Séry, 7042 voix ; Sizaire, 6409 voix ; divers, 26 voix ; 14244 votants ; 21073 inscrits.

Préfet, 1961 : « A la tête d'une des études de notaires les plus importantes du département, ayant eu pendant la guerre 39/40 une brillante conduite, il jouit d'une incontestable et unanime sympathie qui lui a valu d'être élu conseiller municipal de Castres en 1952, puis 4^e adjoint en 1953 avant de devenir, quelques semaines après, 1^{er} adjoint. L'élection de M. Séry représenta un incontestable succès des indépendants. Au sein de l'assemblée départementale, ce spécialiste des questions juridiques seconde activement M. Yrissou. » (ADT, 1107 W 48).

1964, 8-15 mars

Séry, François

1^{er} tour : François Séry, CNI, 4886 voix ; Robert Ladel, directeur départemental des PTT de l'Aveyron, SFIO, 3429 voix ; Yves Alayrac, com., 1368 voix ; André Croste, extrême gauche, 592 voix ; 10849 votants ; 22782 inscrits.

2^e tour : Séry, 8154 voix ; Ladel, 6833 voix ; divers, 1 voix ; 15592 votants ; 22777 inscrits.

Préfet, 1964 : « Peu actif et vivant sur son acquit politique, Me Séry a été grandement menacé aux récentes élections par un candidat SFIO qu'il n'a pu distancer au 2^e tour qu'avec l'appui d'un collègue des plus variés, ce qui lui ôte sa représentativité antérieure par trop « indépendante » et l'écarte désormais de sa totale obédience à M. Yrissou. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Limouzy, Jacques

(Castres, 29 août 1926). Maire de Castres, 1971-1977, 1989-1995, conseiller municipal de Castres (2001-2008). Député du Tarn 1967-1969, 1973, 1978, 1986-

2002, secrétaire d'État auprès du ministre d'État chargé des relations avec le parlement (20 juin 1969-5 juillet 1972), secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale (5 avril 1973-27 mai 1974), secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le parlement (6 avril 1978-22 mai 1981).

1^{er} tour : Jacques Limouzy, UDR, 8666 voix ; Robert Sizaire, soc., 5701 voix ; Yves Alayrac, com., 2089 voix ; André Croste, PSU, 1043 voix ; Pierre Viviès, DVG, 207 voix ; 18332 votants ; 25327 inscrits.

2^e tour : Limouzy, 9814 voix ; Sizaire, 9068 voix ; 19499 votants ; 25316 inscrits.

Préfet au ministre de l'Intérieur, 10 mars 1970 : « M. Limouzy a, grâce à l'audience élargie dont il bénéficie et à une campagne particulièrement dynamique, emporté un très brillant succès puisque seules 188 voix lui manquaient pour être élu dès le premier

tour. Il réalise en fait, avec 8666 voix sur 17766 suffrages exprimés, soit près de 49 % des suffrages exprimés, son meilleur score électoral lors d'un premier tour dans ce canton. En effet, lors des législatives de 1967 et 1968, M. Limouzy avait obtenu d'abord 37 % puis 43,1 % des suffrages exprimés. Il a donc très nettement amélioré sa position même par rapport à 1968. Ce succès est d'autant plus éclatant que l'adversaire de M. Limouzy, le docteur Sizaire, bénéficiait non seulement du très large soutien de toutes les formations de l'opposition, mais encore de l'appui personnel de Me Coudert, maire radical de Castres. Enfin, au-delà de l'élection du conseiller général, c'est le premier tour des élections municipales qui s'est déroulé, le 8 mars, à Castres, et M. Limouzy dont la victoire au second tour est d'ores et déjà assurée, doit parvenir en 1971 à mener victorieusement sa liste aux élections municipales. » (ADT, 1106 W 98).

Castres Nord

Canton créé par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973. Castres Nord, Laboulbène. Les limites du canton sont modifiées lors de la création du canton de Castres Ouest, par décret du 21 février 1997.

1976, 7 mars

Limouzy, Jacques

Jacques Limouzy, UDR, 4025 voix ; Lucien Valette, soc., 1773 voix ; Jean Bonnet, com., 601 voix ; 6630 votants ; 9439 inscrits.

1982, 14 mars

Limouzy, Jacques

Jacques Limouzy, RPR, 4165 voix ; Philippe Deyvaux, soc., 2309 voix ; Jean Bonnet, com., 463 voix ; Henri Barthas,

RDG, 115 voix ; 7340 votants ; 9764 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « A côté d'un parti communiste qui se situe entre ses résultats des élections présidentielles et législatives du printemps, M. Deyvaux, pourtant apprécié dans ce canton, a perdu 1000 voix sur le score du maire de Castres le 14 juin. Elles ont basculé en partie sur le candidat du RPR qui est réélu sans difficulté au premier tour de scrutin.

« Ancien secrétaire d'Etat dans les différents gouvernements depuis juin 1969, jusqu'au 13 mai 1981, M. Jacques Limouzy est le principal animateur de l'opposition dans le Tarn. Bénéficiant auparavant d'une influence personnelle importante, il connaissait depuis son éviction de la mairie de Castres en 1977 une certaine érosion de sa popularité. Malgré un score confortable encore réalisé aux législatives de mars 1978, la perte de son siège de député, trois ans plus tard, au profit du docteur

Gabarrou, son successeur à la mairie, s'était traduit par un résultat à peine majoritaire dans son canton avec 50,1 % des voix exprimées. Il assure donc aujourd'hui un siège qu'il occupe à l'assemblée départementale depuis 1970. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Limouzy, Jacques

Jean Bonnet, employé EDF, conseiller municipal de Castres, com., 340 voix ; Georges Petit, soc., 1686 voix ; Ginette Terral, FN, 427 voix ; Jacques Limouzy, RPR, 2874 voix ; 5528 votants ; 9889 inscrits.

Jacques Limouzy, député et maire de Castres, doit démissionner en 1989.

1989, 18-25 juin : élection partielle suite à démission

Monsarrat, Michel

(Castres, 10 juin 1948). Chirurgien (retraité en 2010). Maire adjoint de Castres (1989-1995), conseiller municipal (1995-2001). DVD puis UMP.

1^{er} tour : Jeannine Bruguière, écol., 238 voix ; Philippe Guérineau, soc., 1313 voix ; Jeanne Guillaume, com., 200 voix ; Michel Monsarrat, oppos., 2108 voix ; Jacqueline Salvan, RPR-UDF, 1258 voix ; Martine Bergès-Salvaire, MRG, 105 voix ; Jean-Jacques Plat, FN, 405 voix ; 5762 votants ; 9985 inscrits.

2^e tour : Guérineau, 1531 voix ; Monsarrat, 3053 voix ; 4793 votants ; 9981 inscrits.

1994, 20 mars

Monsarrat, Michel

Michel Monsarrat, DVD, 3011 voix ; Elie Cros, com., 545 voix ; Philippe Guérineau, soc., 1526 voix ; Jean-Marc Denier, FN, 765 voix ; 6297 votants ; 9992 inscrits.

2001, 11-18 mars

Monsarrat, Michel

1^{er} tour : Henri Gonzalez, exg, 317 voix ; Linda Gourjade-Bessières, soc., 1596 voix ; Michel Monsarrat, DVD, 2295 voix ; Jean-Marc Denier, FN, 415 voix ; Luc Manzano, MNR, 163 voix ; 5081 votants ; 7409 inscrits.

2^e tour : Monsarrat, DVD, 2995 voix ; Gourjade-Bessières, soc., 2090 voix ; 5391 votants ; 7409 inscrits.

2008, 9-16 mars

Monsarrat, Michel

Remplaçante : Nathalie de Villeneuve (Castres, 5 mars 1975), à Labruguière.

1^{er} tour : Jean Louis Blavier, FN, 316 voix ; André Martinez, DVG, 702 voix ; Yannick Faugères, soc., 1002 voix ; Michel Monsarrat, UMP, 2199 voix ; Martine Bessière-Bogaert, P-NC, 756 voix ; 5196 votants ; 7669 inscrits.

2^e tour : Faugères, 1796 voix ; Monsarrat, 2994 voix ; 5108 votants.

Castres Est

Canton créé par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973 : partie est de la commune de Castres

1973, 23 septembre

Séry, François

notaire

François Séry, REI, 2254 voix ; François Alquier, MRG, 1259 voix ; André Bremond, com., 858 voix ; 4583 votants ; 8005 inscrits.

1976, 7-14 mars

Amen, Jacques

(Castres, 21 octobre 1925). Principal de CES.

1^{er} tour : Jacques Amen, soc., 2256 voix ; François Séry, REI, 2753 voix ; André Bremond, com., 915 voix ; 6170 votants ; 8642 inscrits.

2^e tour : Amen, 3397 voix ; Séry, 2843 voix ; 6427 votants ; 8641 inscrits.

1982, 14-21 mars

Amen, Jacques

1^{er} tour : Jacques Amen, soc., 2617 voix ; Gilbert Molinier, RPR, 2697 voix ; Vincent Castro, com., 685 voix ; Maurice Amalric, RDG, 356 voix ; Pierre Bouyssou, UDF, 247 voix ; Pierre Viviès, DVD, 38 voix ; 6957 votants ; 9672 inscrits.

2^e tour : Amen, 3656 voix ; Molinier, 3338 voix ; 7227 votants ; 9670 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Directeur de CES en retraite, âgé de 57 ans, M. Jacques Amen est réélu pour la seconde fois le 21 mars 1982 en tant que conseiller général de Castres Est. Connu pour son attachement et son dévouement dans de nombreuses associations laïques, dont il assure la présidence, c'est un militant responsable de la section locale du parti socialiste depuis deux ans et qui a su s'affirmer lors de son premier mandat. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre-2 octobre

Mandement, Arnaud

(Toulouse, 16 juillet 1960). Technicien supérieur de la Météo. Conseiller municipal (1989-1995) puis maire de Castres (1995-2001).

Vice-président du conseil général, 1992-2001.

1^{er} tour : Élie Cros, ouvrier textile, maire adjoint de Castres, com., 375 voix ; Arnaud Mandement, soc., 1576 voix ; Bernard Raynaud, RDG, 369 voix ; Michel Carrère, éco., 218 voix ; Jean-Pierre Antoni, RPR, 1483 voix ; Jacques Thouroude, DVD, 473 voix ; Marie-Christine Boutonnet, FN, 426 voix ; 5066 votants ; 9579 inscrits.

2^e tour : Mandement, 3634 voix ; Antoni, 2462 voix ; 5396 votants ; 9578 inscrits.

1994, 20-27 mars

Mandement, Arnaud

1^{er} tour : Jeanne Guillaume, com., 364 voix ; Jacques Thouroude, RPR, 2277 voix ; Arnaud Mandement, soc., 2273 voix ; Marie-Christine Boutonnet, FN, 717 voix ; 5942 votants ; 9640 inscrits.

2^e tour : Mandement, 3096 voix ; Thouroude, 2858 voix ; 6283 votants ; 9637 inscrits.

2001, 11-18 mars

Thouroude, Jacques

(Toulouse, 14 septembre 1947). Cadre commercial. Maire adjoint de Castres, conseiller régional (2010), RPR puis UMP.

1^{er} tour : Marc Albouy, com., 430 voix ; Arnaud Mandement, soc., 2176 voix ; Jacques Thouroude, PR, 2976 voix ; Patrick Paulin, DVD, 259 voix ; Françoise Canac, FN, 635 voix ; Janine Rovaris, MNR, 175 voix ; 6055 votants ; 8957 inscrits.

2^e tour : Thouroude, RPR, 3297 voix ; Mandement, soc., 2944 voix ; 6517 votants ; 8597 inscrits.

2008, 9-16 mars

Thouroude, Jacques

1^{er} tour : Thierry Viallon, FN, 368 voix ; Yves Balavoine, M-NC, 926 voix ; Géraldine Rouquette, com., 920 voix ; Martine Gilmer, soc., 1340 voix ; Jacques Thouroude, UMP, 2320 voix ; 5874 votants ; 9249 inscrits.

2^e tour : Gilmer, 2523 voix ; Thouroude, 3231 voix ; 6140 votants.

Démissionne le 31 mars 2010 au profit de sa remplaçante.

2010, 31 mars : remplaçante

Massoutié-Girardet, Régine

(Revel, 17 décembre 1968). Assistante de direction. Conseillère municipale de Castres, 2014-. UMP

Castres Sud

Canton créé par le décret n°73-675 du 13 juillet 1973 : formé de Castres Sud, Navès, Saïx. Les limites du canton sont modifiées lors de la création du canton de Castres Ouest, par décret du 21 février 1997.

1973, 23-30 septembre

Azaïs, André

Docteur en médecine.

1^{er} tour : André Azaïs, médecin oto-rhino-laryngologiste, DMA, 2222 voix ; Georges Petit, soc., 1464 voix ; Paul Rodriguez, technicien supérieur, com., 690 voix ; Bernard Giraud, directeur d'une entreprise de bâtiment à Castres, DMA, 614 voix ; Victor Réoyo, CDE, 149 voix ; 5332 votants ; 9071 inscrits.

2^e tour : Azaïs, 2930 voix ; Petit, 2557 voix ; 5679 votants ; 9070 inscrits.

1976, 7-14 mars

Petit, Georges

(Carmaux, 22 mars 1913-26 mars 2005). Représentant. Maire de Saïx (1977-1983) ; conseiller régional 1979-1985.

Vice-président du conseil général, 1976-1979, 1985-1988.

1^{er} tour : Georges Petit, soc., 2852 voix ; André Azaïs, DMF, 3648 voix ; Estrella Guzman, com., 979 voix ; 7734 votants ; 10879 inscrits.

2^e tour : Petit, 4148 voix ; Azaïs, 3782 voix ; 8126 votants ; 10879 inscrits.

1982, 14-21 mars

Petit, Georges

1^{er} tour : Georges Petit, soc., 3148 voix ; Yves Ubiema, RPR, 3829 voix ; Louis Tignièrès, com., 1818 voix ; Thierry Ginolhac, RDG, 267 voix ; 9592 votants ; 12943 inscrits.

2^e tour : Petit, 4866 voix ; Ubiema, 4527 voix ; 9855 votants ; 12941 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Contrairement au scrutin d'il y a 6 ans, M. Petit est réélu après un report difficile de voix communistes au second tour qui, tut comme les voix radicales, sont venues gonfler le score du candidat RPR, unique représentant de l'opposition. Un nombre important de bulletins blancs ou nuls mettent en évidence la difficulté d'une partie de la majorité à se mobiliser totalement sur le candidat socialiste. Déjà, au premier tour du scrutin, une partie de l'électorat socialiste proche de la CFDT avait préféré rallier le candidat du parti communiste, qui à cette occasion avait réalisé un score, jamais plus atteint depuis longtemps, de 20% des bulletins exprimés.

« Âgé de 69 ans, VRP en retraite, M. Georges Petit, après de sérieuses difficultés d'investiture au sein du parti socialiste, est élu pour un second mandat au siège de conseiller général de Castres Sud. Maire de Saïx depuis février 1977, doté d'un tempérament affable, il est souvent jugé trop pondéré par ses amis politiques qui l'accusent en outre d'opportunisme. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre-2 octobre**Esclassan, Jacques**

(Castres, 3 septembre 1948). Coureur cycliste, négociant. Conseil municipal de Castres, 1983-1995, 1^{er} adjoint 1995-2001. PS.

Vice-président du conseil général 1988-2001.

1^{er} tour : Louis Tignères, technicien PTT, maire adjoint de Castres, com., 1351 voix ; Jacques Esclassan, soc., 2226 voix ; Patrice Guilmain, écol., 355 voix ; Antoine Lapèze, FN, 557 voix ; Yves Ubiéma, RPR, 2425 voix ; 7132 votants ; 13276 inscrits.

2^e tour : Esclassan, 3634 voix ; Ubiéma, 3511 voix ; 7527 votants ; 13275 inscrits.

1994, 20-27 mars**Esclassan, Jacques**

1^{er} tour : Noël Legare, com., 577 voix ; Jacques Esclassan, soc., 2915 voix ; Jacqueline Oxoby, FN, 897 voix ; Jean-Paul Cèbe, SE, 684 voix ; Nicole Jeanrot, UDF, 2835 voix ; 8456 votants ; 13259 inscrits.

2^e tour : Jacques Esclassan, soc., 4098 voix ; Jeanrot, UDF, 4006 voix ; 8765 votants ; 13259 inscrits.

2001, 11-18 mars**Jeanrot, Nicole**

(Béziers, 31 juillet 1934). Chargée d'enseignement en médecine à l'université Paul Sabatier. Adjoint au maire de Castres (2001-2008).

1^{er} tour : Monique Maynadier, com., 352 voix ; Jacques Esclassan, soc., 1689 voix ; Brigitte Desveaux, VEC, 522 voix ; Nicole Jeanrot, DL, 1662 voix ; Christophe Alves, DVD, 427 voix ; Bernadette Bosc, FN, 554 voix ; Frédéric Pelissier, MNR, 174 voix ; 5682 votants ; 8465 inscrits.

2^e tour : Jeanrot, 3230 voix ; Esclassan, 2551 voix ; 6163 votants ; 8463 inscrits.

2008, 14-20 mars**Testas, Christophe**

(Castres, 3 mai 1962). Rédacteur territorial. PS.

Remplaçante : Arlette Gau (Castres, 27 juillet 1949), à Castres.

1^{er} tour : Arnaud Vilmant, FN, 386 voix ; Christophe Testas, soc., 1834 voix ; Pascal Grandin, UMP, 1138 voix ; Nicole Jeanrot, div., 1075 voix ; Louis Tignères, div., 1075 voix ; 5632 votants ; 8306 inscrits.

2^e tour : Testas, 3226 voix ; Grandin, 2067 voix ; 5589 votants ; 8320 inscrits.

Castres Ouest

Canton créé par le décret du 21 février 1997 aux dépends des cantons de Castres Nord et de Castres Sud.

1998, 15-22 mars**Guerineau, Philippe**

(Paris, 14^e, 4 mars 1950). Professeur. Adjoint au maire de Castres, 1995-2001. PS

1^{er} tour : Fournier, LCR, 349 voix ; Francis Sol, UDF, 553 voix ; Bernard Antony, FN, 980 voix ; Philippe Guerineau, soc., 1390 voix ; Yves Ubiéma, RPR, 450 voix ; Nicole Jeanrot, SE, 619 voix ; Costes, SE, 0 voix ; Desveaux, verts, 178 voix ; Cousinié, écol., 183 voix ; 4883 votants ; 7550 inscrits.

2^e tour : Guerineau, 2524 voix ; Antony, 1844 voix ; 4825 votants ; 7548 inscrits.

2001, 11-18 mars**Antoni, Jean-Pierre**

(Ajaccio, 26 mai 1934). Proviseur. RPR.

1^{er} tour : Philippe Fournier, com., 273 voix ; Philippe Guerineau, soc., 1655 voix ; Jean-Yves Udar, VEC, 411 voix ; Jean-Pierre Antoni, RPR, 1203 voix ; Bernard Biart, DVD, 911 voix ; Bernard Antony, FN, 544 voix ; Henri Bes, MNR, 205 voix ; 5524 votants ; 7616 inscrits.

2^e tour : Antoni, RPR, 2902 voix ; Guerineau, soc., 2580 voix ; 5845 votants ; 7616 inscrits.

2008, 9-16 mars**Cazals, Louis**

(Andouque, 13 août 1946). Ingénieur. PS.

Remplaçante : Marie-Isabelle Carlier (Castres, 12 juillet 1953).

1^{er} tour : Jean-Paul Pilo, FN, 356 voix ; Philippe Fournier, com., 597 voix ; Jean-Louis Cazals, soc., 1286 voix ; Pierre Antoni, DVD, 1310 voix ; Bernard Raynaud, RDG, 537 voix ; Geneviève Dougados, UMP, 1452 voix ; 5728 votants ; 8259 inscrits.

2^e tour : Cazals, 2104 voix ; Antoni, 1118 voix ; Dougados, 1929 voix ; 5356 votants.

Cordes

Amarens, Bournazel, Les Cabannes, Campes, Cordes, Donnazac, Frausseilles, Labarthe-Bleys, Lacapelle-Ségalar, Livers-Cazelles, Loubers, Mouzieys-Panens, Noailles, Saint-Marcel, Saint-Martin-Laguépie, Souel, Tonnac, Vindrac-Alayrac Saint-Marcel et Campes fusionnent sous le nom de Saint-Marcel-Campes par arrêté préfectoral du 8 novembre 1972.

1833, 20-21 novembre**Mersié, Jean Félix**

(10 avril 1793). Propriétaire à Cordes ; 6000 F. Maire de Cordes, membre du conseil d'arrondissement.

1^{er} tour : Mazars d'Alayrac, 20 voix ; Jean-Pierre Fontanilles, propriétaire aux Cabannes, 17 voix ; Félix Mersié, propriétaire à Cordes, 6 voix ; Félix Bernard Mersié, avocat à Cordes, 1 voix ; Genton de Villefranche, propriétaire à Amarens, 1 voix ; 45 votants ; 54 inscrits.

2^e tour : Jean Félix Mersié, 24 voix ; Mazars d'Alayrac, 20 voix ; 44 votants ; 54 inscrits.

1839, 1^{er} décembre**Mazars d'Alayrac, 'Pierre Germain' Charles Marie**

(22 janvier 1774+1855). Propriétaire à Cordes, 10 000 F. Maire, juge de paix (1813-1831), (déjà conseiller général du 10^e siège, 1833).

Mazars d'Alayrac, 31 voix ; Félix Bernard Mersié, 26 voix ; Jean Poumarède, juge d'instruction à Gaillac, 1 voix ; le curé de Cordes, 1 voix ; 60 votants ; 68 inscrits.

1848, 27 août**Mazars d'Alayrac, 'Pierre Germain' Charles Marie**

Mazars d'Alayrac, 769 voix ; Jean Poumarède, juge d'instruction à Gaillac, 444 voix ; Fontanilles au Cabannes, 374 voix ; 1584 votants ; 2780 inscrits.

1852, 1^{er} août**Mazars d'Alayrac, 'Pierre Germain'
Charles Marie**

Mazars, 1610 voix ; 1718 votants ; 3384 inscrits.

**1856, 25 mai : élection partielle
suite à décès****Faramond de Lafajole, 'Louis'
Auguste de**

(28 mars 1797). Propriétaire à Labarthe-Bleys, avocat, procureur du roi, membre du conseil d'arrondissement du 1^{er} août 1852 au 25 mai 1856. 6 000 F.

Louis de Faramond (seul candidat), 2017 voix ; 2021 votants ; 3319 inscrits.

1858, 13 juin**Faramond de Lafajole, Louis de**

Louis de Faramond (seul candidat), 2415 voix ; votants ; 2418 votants ; 3233 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Légitimiste par ses antécédents, il marche cependant avec l'administration. Un de ses fils sert dans la garde impériale. » 'ADT, 2 M 5/11).

1867, 4 août**Faramond de Lafajole, Louis de**

Louis de Faramond, 1464 voix ; Monestiez, 881 voix ; 2402 votants, 3325 inscrits.

« Le candidat hostile appartient au parti ultra démocratique et a été soutenu par les hommes de ce parti. » (ADT, 2 M 5/12)

**1870, octobre : membre de la
commission départementale****Rivenc, 'Oscar' Hercule Justin Victor**

(Cordes, 25 juin 1829-Cordes, 10 février 1884). Fils de Jean-Pierre Rivenc, notaire à Cordes, et de Cécile Reuille. Célibataire.

Notaire, maire de Cordes (révoqué)

1871, 8-15 octobre**Rivenc, 'Oscar' Hercule Justin Victor**

1^{er} tour : Oscar Rivenc, 1098 voix ; Gaston de Faramond de Lafajole, 964 voix ; Monestiez, 409 voix ; 2557 votants ; 3330 inscrits.

2^e tour : Rivenc, 1717 voix ; de Faramond, 8 voix ; Monestiez, 13 voix ; 1811 votants ; 3330 inscrits.

1874, 4 octobre**Rivenc, 'Oscar' Hercule Justin Victor**

Oscar Rivenc, 1856 voix ; 2043 votants ; 3180 inscrits.

1874 : « Radical. Déconsidéré ; violent ; représente un des cantons les plus radicaux du département. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août**Rivenc, 'Oscar' Hercule Justin Victor**

Oscar Rivenc, 1925 voix ; Dupuy-Dutemps, 13 voix ; divers 10 voix ; 2006 votants ; 3014 inscrits.

**1884, 6 avril : élection partielle
suite à décès****Monestiez, 'Bernard' Donatien
Théodore**

(Cordes, 16 août 1829-le Verdier, 8 mai 1904). Fils de Auguste Bernard Rose Monestiez, propriétaire à Cordes, et de Jeanne Marie Rose Boyer. Epoux de Denise Victorine Emilie Magdeleine Bouissou.

Notaire, adjoint au maire de Cordes. Propriétaire à Laroque (Le Verdier). Républicain.

Bernard Monestiez, 1329 voix ; Albert Gorsse, 1127 voix ; 2478 votants ; 2934 inscrits.

Protestation d'Albert Gorsse contre l'élection, rejetée par le Conseil d'État par décision du 27 juin 1884.

1886, 1^{er} août**Monestiez, Bernard**

Bernard Monestiez, 1478 voix, élu ; Albert Gorsse, manufacturier à Cordes, 873 voix ; Pierre Thomas, propriétaire, 81 voix ; Marcellin Ruffel, propriétaire, 55 voix ; 2512 votants ; 2960 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Capacité au dessus de l'ordinaire, a peu l'habitude de la parole, mais a une connaissance approfondie des affaires. Son opinion exerce une certaine influence parmi ses amis politiques du conseil général. Caractère peu communicatif, mais d'un commerce facile. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet-7 août**Favarel, Louis**

37 ans en 1895. Notaire à Cordes ; conseiller municipal (en 1895), puis maire (1912-1919). Président de la commission départementale de 1909 à 1918.

1^{er} tour : Louis Favarel, 1093 voix ; Auguste Sirven, 240 voix ; Rémi Cabarès, négociant, 122 voix ; Albert Gorsse, 757 voix ; 2335 votants ; 2923 inscrits.

2^e tour : Favarel, 1478 voix, élu ; Cabarès, 179 voix ; Gorsse, 41 voix ; 1830 votants ; 2922 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Très bons rapports avec l'administration. Situation aisée. Jeune et intelligent. Jugement très droit. Caractère conciliant. Pourra acquérir par la suite une certaine influence dans son canton. » (ADT, 2 M 5/21).

Préfet, 11 janvier 1896 : « Républicain radical. Notaire apprécié dans son canton. Loyal et sympathique. Plus aimé qu'écouté de ses collègues du conseil général. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet**Favarel, Louis**

Louis Favarel, 1353 voix ; Adrien Conté, coiffeur, conseiller municipal de Cordes, 483 voix ; 1898 votants ; 2708 inscrits.

1904, 31 juillet**Favarel, Louis**

Louis Irissou, 532 voix ; Louis Favarel, 1196 voix ; Ernest Boyer, docteur en médecine, 369 voix ; 2116 votants ; 2591 inscrits.

1910, 24 juillet**Favarel, Louis**

Élie Cavaillé, conseiller d'arrondissement, 367 voix ; Louis Favarel, 1127 voix ; Louis Irissou, pharmacien, maire de Cordes, 431 voix ; 1935 votants ; 2491 inscrits.

1919, 14-21 décembre**Ichard, Paul Antoine 'René'**

(Cordes, 18 novembre 1883). Fils de Antoine Ichard, limonadier à Cordes, et d'Anne Marie Barrau.

Industriel, maire de Cordes (1925-1929). Radical.

1^{er} tour : Élie Granier, 652 voix ; Élie Cavaillé, 535 voix ; Adrien Conté, 361 voix ; Ichard, 26 voix ; Raymond Boyer, avocat, 18 voix ; Rémy Cabarès, maire des Cabannes, 19 voix ; Jalade, 1 voix ; 1618 votants ; 2178 inscrits.

2^e tour : Ichard, 896 voix ; Raymond Boyer, 573 voix ; Elie Granier, 20 voix ; Elie Cavaillé, 14 voix ; divers, 6 voix ; 1618 votants ; 2178 inscrits.

« Jeune et actif, de convictions sûres, M. Ichard est très estimé et jouit dans son canton d'une grande popularité. Très accueillant et serviable, il est appelé à jouer un rôle actif au conseil général. Entretient les meilleures relations avec l'administration. » Sous-préfet de Gaillac, 1920 (2 M 5/30).

1922, 14 mai**Ichard, René**

René Ichard, 920 voix ; Clément Fabre, marchand de bois, 516 voix ; divers, 9 voix ; 1531 votants ; 2016 inscrits.

Préfet, 1922 : « Très accueillant et très serviable, mais indolent. M. Ichard n'a pas la popularité de son prédécesseur M. Favarel. Il tiendra son canton mais son influence ne s'étendra guère au dehors ainsi qu'on aurait pu le supposer au moment où M. Ichard a commencé à faire de la politique... » (2 M 5/33).

1928, 14 octobre

Ichard, René

René Ichard, 810 voix ; Marius Fabre, cultivateur, 466 voix ; Jean Baptiste Larroque, propriétaire, 155 voix ; 1513 votants ; 2032 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Ichard, qui fut maire de Cordes et vice-président du conseil général a subi le contrecoup des fluctuations économiques qui ont été pénibles pour son industrie (broderie). Sa situation politique s'en est ressentie et il n'a pas demandé le renouvellement de son mandat de maire en 1929, pas plus que sa réélection à la vice-présidence du conseil général. M. Ichard, radical socialiste, entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

Ichard donne sa démission à la veille des élections de 1934, étant nommé receveur ruraliste à Gaillac.

1934, 7-14 octobre

Valat, Ulysse

(Poulan-Pouzols, 25 mai 1893-Cordes, 7 janvier 1954). Fils de Alain Valat, instituteur, et de Marie Bruniquel. Marié le 26 mai 1921 à Vindrac avec Marie Antoinette Joséphine Amat.

Vétérinaire, maire de Cordes (1929-1932, démissionne le 30 janvier 1932, puis 1945-1953).

1^{er} tour : Ulysse Valat, rad. soc., 642 voix ; Dublineau, juge au tribunal de Lavaur, radical indépendant, 261 voix ; Fabre, 184 voix ; Alibert, maire de Loubers, SFIO, 342 voix ; 1461 votants ; 1805 inscrits.

2^e tour : Valat, 950 voix ; Alibert, 481 voix ; 1484 votants ; 1903 inscrits.

Préfet, 1934 : « Sa profession de vétérinaire le met en contact journalier avec les

populations agricoles dont il a d'autre part la confiance et l'estime. Sa situation dans le canton de Cordes ne pourra que s'affermir. Homme modeste mais aimable et dévoué. M. Valat entretient d'excellentes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/88).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

aucun

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire du poste, M. Valat Ulysse, vétérinaire, radical socialiste, actuellement maire nommé de Cordes et qui a donné toute satisfaction à la Résistance, est maintenu à son siège. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Valat, Ulysse

Ulysse Valat, rad. soc., 1360 voix ; Élie Gayral, com. 570 voix ; Léon Alibert, SFIO, 541 voix ; 2581 votants ; 3712 inscrits.

Préfet, 1945 : « M. Valat occupe au sein du conseil général une place modeste. Malgré une opposition assez ardente, il conserve dans son canton une certaine majorité. Intègre et modéré, il est bien considéré par ses collègues et entretient d'excellentes relations avec l'administration. M. Valat s'est montré un résistant très actif autour duquel s'est groupée la résistance locale. Il a été candidat aux dernières élections législatives sur la liste radicale-socialiste. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Valat, Ulysse

Ulysse Valat, rad. soc., 1346 voix ; Gayral, com., 543 voix ; Andrieu, RPF, 297 voix ; 2281 votants ; 3138 inscrits.

1954, 28 février : élection complémentaires suite à décès

Laperruque, Anselme 'Cécilien'

(Noailles, 20 août 1901-Tonnac, 14 février 1983). Fils de Jean Baptiste Gaston Aimé Laperruque, cultivateur à Rayssac, et de Julie Germaine Philomène Yèche.

Propriétaire exploitant à Tonnac. Maire de Tonnac (1945-1977).

Cécilien Laperruque, 1165 voix ; Taillade, député MRP, 664 voix ; Enjalbert, 389 voix ; divers, 2

1955, 17 avril

Laperruque, Anselme 'Cécilien'

Cécilien Laperruque, div.g., 1390 voix ; Clément Taillade, député MRP, 509 voix ; Marcel Enjalbert, com., 327 voix ; divers, 8 voix ; 2324 votants ; 3384 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « M. Laperruque, deux fois vainqueur, en 1954 et en 1955, de M. Taillade, député MRP, est en quelque sorte d'origine un radical et il a été « absorbé » par le groupe socialiste SFIO. Homme de cheval, c'est une personnalité pittoresque représentative d'un terroir, mais on ne saurait attendre de lui des interventions déterminantes dans l'administration ou la politique du département. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4-11 juin

Laperruque, Anselme 'Cécilien'

1^{er} tour : Cécilien Laperruque, centre gauche, 905 voix ; Georges Astoul, radical, 884 voix ; Noé Falgayrac, com., 224 voix ; Yves Moulis, extrême droite, 89 voix ; divers 3 voix ; 2156 votants ; 3113 inscrits.

2^e tour : Laperruque, 1116 voix ; Astoul, 1045 voix ; Moulis, 51 voix ; divers, 1 voix ; 2276 votants ; 3113 inscrits.

Préfet, 1964 : « Gros homme curieux puisque, à la fois, des plus paysan et possesseur de chevaux de course. Soutient la minorité socialiste. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Laperruque, Anselme 'Cécilien'

Cécilien Laperruque, FGDS, 1212 voix ; Eloi Lafabrie, div. mod., 743 voix ; Jacques Nocaudie, com., 221 voix ; 2243 votants ; 3048 inscrits.

1973, 23-30 septembre

Pégourié, Roger

(Les Cabannes, 2 juin 1926). Commerçant en quincaillerie, maire des Cabannes (1971-1998).

1^{er} tour : Roger Pégourié, DVG, 1023 voix ; Cécilien Laperruque, DVG, 897 voix ; Jacques Nocaudie, agent des PTT à Cordes, com., 247 voix ; 2227 votants ; 2965 inscrits.

2^e tour : Pégourié, 1203 voix ; Laperruque, 1142 voix ; 2393 votants ; 2965 inscrits.

1979, 18 et 25 mars

Pégourié, Roger

1^{er} tour : Roger Pégourié, UDF-CGM, 1017 voix ; Y. Gautier, DMF, 888 voix ; F. Mathe, soc., 326 voix ; Nocaudie, com., 210 voix ; 2488 votants ; 3129 inscrits.

2^e tour : Pégourié, 1206 voix ; Gautier, 1037 voix ; Mathe, 324 voix ; 2606 votants ; 3127 inscrits.

1985, 10 mars

Pégourié, Roger

Jacques Nocaudie, com., 117 voix ; Jean Guilhem, ancien directeur général du CNDP, soc., 554 voix ; Ginette Artaud, écol., 87 voix ; Roger Pégourié, UDF, 1518 voix ; Pierre Vignau, FN, 150 voix ; 2476 votants ; 3211 inscrits.

1992, 22-29 mars

Pégourié, Roger

1^{er} tour : Jacques Nocaudie, com., 108 voix ; Nicole Calbera, FN, 121 voix ; Gérard Ruffel, soc., 354 voix ; Roger

Pégourié, UPF, 1033 voix ; Yvan Gautier, CNI, 584 voix ; Jacques Vaisson, verts, 154 voix ; Anne Duclos, MRG, 23 voix ; 2469 votants ; 3123 inscrits.

2^e tour : Pégourié, 1449 voix ; Ruffel, 555 voix ; 2208 votants ; 3122 inscrits.

1998, 15-22 mars

Ichanson, Joël

(Albi, 9 avril 1962). Directeur de maison de retraite. PS.

Vice-président du conseil général 2001-2004.

1^{er} tour : Jacques Nocaudie, com., 168 voix ; Jean-Louis Lefèvre, RPR, 254 voix ; Mariès, FN, 100 voix ; Joël Ichanson, soc., 595 voix ; Claude Laurent, UDF-FD, 450 voix ; Yvan Gautier, maire de Saint-Martin-Laguépie, CNI, 615 voix ; 2356 votants ; 3015 inscrits.

2^e tour : Ichanson, 1077 voix ; Gautier, 1076 voix ; 2277 votants ; 3015 inscrits.

2004, 21-28 mars

Narbonne, Henri

(Vindrac, 13 octobre 1939). Cadre bancaire retraité, maire de Lacapelle-Ségalar (2001-2014). DVD.

1^{er} tour : Chantal Vaur, DVG, 485 voix ; Marc Espigat, com., 120 voix ; Henri Narbonne, DVD, 879 voix ; Édouard Rincet, FN, 97 voix ; Patrick Lavagne, DVD, 565 voix ; Guillaume Gros, VEC, 142 voix ; 2371 votants ; 3034 inscrits.

2^e tour : Narbonne, 1109 voix ; Vaur, 652 voix ; 2410 votants ; 3034 inscrits.

2011, 20-27 mars

Narbonne, Henri

Remplaçante : Anne Alibert (Bühl, Allemagne, 18 septembre 1965), à Frausseilles.

1^{er} tour : Marc Espigat, com., 256 voix ; François Llonch, soc., 496 voix ; Catherine Manuel, EELV, 262 voix ; Henri Narbonne, DVD, 877 voix ; 1954 votants ; 3055 inscrits.

2^e tour : Narbonne, 1106 voix ; Llonch, 832 voix ; 2044 votants ; 3051 inscrits.

Cuq-Toulza & Puylaurens

1833, 20 novembre

Pauthe, 'Jean' Philippe

(18 mai 1796). Notaire à Puylaurens ; 4 000 F.

Jean Philippe Pauthe, 67 voix ; Baron Jean-Pierre Antoine Rey, maréchal de camp retraité, à Puylaurens, 56 voix ; Henri Amédée de Falguerolles, maire de Puylaurens, 2 voix ; Félix Aymar Timoléon d'Hargenvilliers, domicilié à Cuq-Toulza, 1 voix ; 126 votants ; 173 inscrits.

1839, 4 décembre

Vergues, 'Claude' Charles Maurice

(16 décembre 1798). Médecin à Puylaurens, maire de Saint-Sernin, membre du conseil d'arrondissement.

1^{er} tour : Jean Pierre Antoine Rey, maréchal de camp à Puylaurens, 18 voix ; Maurice Vergnes, 51 voix ; Peytes de Montcabrier, 62 voix.

2^e tour : Vergnes, 74 voix ; Peytes de Montcabrier, 60 voix ; Rey, 1 voix ; 136 votants ; 191 inscrits.

Cuq-Toulza

Aguts, Algans-Lastens, Cambon-lès-Lavaur, Cuq-Toulza, Lacroisille, Maurens-Scopont, Montgey, Mouzens, Pechaudier, Puechoursy, Roquevidal

1848, 27 août

Salinier, Adolphe

(15 juin 1814). Propriétaire à Cuq-Toulza, conseiller municipal ; 10 000 F.

Adolphe Salinier, 385 voix ; Casimir Vidal, 361 voix ; Etienne Rivals, 111 voix ; 973 votants ; 1675 inscrits.

Élection annulée par le conseil de préfecture

1848, 29 octobre

Vidal de Lauzun, Pierre François 'Casimir'

(1^{er} mai 1783). Substitut du procureur du roi, maire, membre du conseil d'arrondissement. 10 000 F.

Vidal de Lauzun, 653 voix ; Adolphe Salinier, 605 voix ; 1270 votants ; 1675 inscrits. L'élection est en litige.

1852, 1^{er} août

Vidal de Lauzun, Pierre François 'Casimir'

Vidal de Lauzun, 772 voix ; Gorsse, 445 voix ; 1252 votants ; 1739 inscrits.

Minute d'un rapport du préfet au ministre, 12 août 1852 : « M. le général Gorsse s'était présenté comme candidat dans le canton de Cuq-Toulza, arrondissement de Lavaur, canton où il n'était pas connu, où il n'a aucune propriété. M. Vidal de Lauzun, frère du général de ce nom, riche propriétaire, possédant une grande

influence dans ce canton qu'il représentait au conseil général depuis plusieurs années, a été réélu. Quoique M. le général Gorsse ne m'eut point fait connaître ses intentions, je m'étais empressé de donner des instructions à M. le sous-préfet pour qu'il appuyât sa candidature, mais il n'a pas été possible d'obtenir qu'il fût nommé. Il n'a eu que 445 voix, M. Vidal en a obtenu 772. » (AD Tarn, 2 M 5/4).

1861, 16 juin

Vidal de Lauzun, Joseph

(2 novembre 1825) 20 000 F. Capitaine de cuirassiers. Fils du précédent.

Préfet, 8 avril 1861 : « M. Vidal de Lauzun, qui représente le canton de Cuq-Toulza au conseil général depuis de longues années, se retire de la lice et présente à sa place son fils, ancien capitaine de dragons rentré dans sa famille après le décès de son frère aîné mort sous les drapeaux. Ce candidat, bien que soutenu par les sympathies du canton, ne veut se présenter qu'autant qu'il obtiendra l'appui du gouvernement qu'il a servi avec fidélité. Toute cette famille a donné des gages de son attachement au régime impérial. le frère du conseiller sortant, M. le général Vidal de Lauzun, a commencé sa carrière sous le premier Empire, l'aîné de ses fils est mort en Crimée, le second qui est le futur candidat a servi sous le drapeau impérial jusqu'au décès de son frère ; et le troisième est encore au service comme lieutenant dans un régiment de dragons. dans ces conditions, la candidature de M. Vidal de Lauzun fils ne saurait être repoussée. On m'assure que son concurrent présumé, M. Jules Prat, retire sa candidature. » (ADT, 2 M 5/10).

Vidal de Lauzun, 1126 voix ; Jules Prat, 82 voix ; 1234 votants, 1709 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, juillet 1864 : « Ce conseiller a protesté de son dévouement

quand il s'est agi pour lui d'être choisi candidat par l'administration, mais ce dévouement peut paraître douteux à celui qui sait que, à l'élection du député en 1863, il s'est abstenu de voter et que, en 1864, il a voté et fait voter contre le candidat officiel au conseil d'arrondissement. D'ailleurs c'est la société des légitimistes qu'il fréquente à Toulouse, où il passe une partie de l'année. Son canton et surtout sa commune ne lui portent plus le même attachement qu'en 1861. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 11 juin

Vidal de Lauzun, Joseph

Vidal de Lauzun, 700 voix, élu ; Jules Prat, conseiller d'arrondissement, 622 voix ; 1379 votants ; 1654 inscrits.

M. Cazis de Lapeyrouse, notaire à Cuq-Toulza, proteste contre l'élection. le conseil de préfecture, le 15 juillet 1870, rejette cette protestation.

Préfet, juin 1870 : « Peu d'influence quoique riche propriétaire dan son canton ; esprit assez étroit et dévouement assez contestable. Tendances légitimistes beaucoup par [?] et un peu par [?]. »

Rajout : « Sous la direction complète de sa femme, sans aucune énergie ni initiative. A dû son succès actuel à la différence de religion avec son concurrent, que le clergé a combattu à outrance. »

Autre rajout : « Aujourd'hui tout à fait rallié » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Prat, Jules

1871, 8 octobre

Saint-Simon, Alphonse de

(+1891) propriétaire à Montauquier, maire de Cuq-Toulza. Royaliste.

Saint-Simon, 689 voix ; Jules Prat, 518 voix ; 1289 votants, 1639 inscrits.

1874, 4 octobre

Saint-Simon, Alphonse de

Sous-préfet de Lavaur, 30 septembre 1874 : « M. de Saint-Simon, candidat sortant, na pas de concurrent. Son élection est tellement certaine qu'aucun compétiteur n'a osé se mettre sur les rangs pour le combattre. M. de Saint-Simon a publié une profession de foi quoi n'a aucun caractère politique... Ses opinions du reste sont des plus conservatrices. »

Alphonse de Saint-Simon, 1211 voix ; 1262 votants ; 1639 inscrits.

1874 : « Conservateur légitimiste. Très considéré et influent, intelligent ; prête à l'administration le concours le plus utile. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Saint-Simon, Alphonse de

Alphonse de Saint-Simon, 925 voix ; Joseph Salinier, 327 voix ; Farès, instituteur en retraite, 29 voix ; Théodore Cramaussel, 41 voix ; 1333 votants ; 1582 inscrits.

Recours contre l'élection par Salinier, rejeté par le Conseil d'Etat le 6 décembre 1880.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Légitimiste ; situation assez bonne, pourrait s'amoindrir ; influence grande encore ; aptitudes très médiocres ; n'a aucun rapport avec l'administration, très obséquieux et très habile. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août

Saint-Simon, Alphonse de

Alphonse de Saint-Simon, 1108 voix ; Théodore Cramaussel, 38 voix ; divers, 3 voix ; 1242 votants ; 1610 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Royaliste. Très influent dans son canton. Actif, intelligent. Rompu aux affaires (questions vicinales et financières). Extrêmement courtois. rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet**Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'**

56 ans en 1901. Docteur en médecine au château de Cuq. Maire de Cuq-Toulza Radical.

Joseph Salinier, 1100 voix ; Alphonse Virven, suppléant du juge de paix, 61 voix ; Edmond Salinier 4 voix ; divers, 5 voix ; 1306 votants ; 1611 inscrits

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. Salinier a une certaine influence dans le canton de Cuq-Toulza par les relations qu'il s'y est créées comme médecin. A été élu sans concurrent. Possède une certaine fortune. Ne manque ni d'activité ni de dévouement, et ses rapports avec l'administration sont excellents. » (ADT, 2 M 5/21).

1898, 31 juillet**Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'**

Joseph Salinier, 959 voix ; 1054 votants ; 1543 inscrits.

Préfet, 1901 : « Sa situation de seul médecin dans le canton lui avait valu une influence qui, depuis quelques temps, par suite de son intempérance, semble plutôt diminuer qu'augmenter. Ses rapports avec l'administration sont bons. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet**Belcastel, Joseph, baron de**

(Toulouse, 1^{er} octobre ?-Belcastel, 12 novembre 1942). Maire de Belcastel (1896-1937 démission). Député du Tarn (ar. de Lavaur) de 1906 à 1910 et de 1919 à 1924.

Joseph de Belcastel, 785 voix ; docteur Joseph Salinier, conseiller sortant, 442 voix ; 1251 votants ; 1446 inscrits.

1910, 24 juillet**Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'**

(Saint-Julia, Haute-Garonne, 27 mai 1881-Cuq-Toulza, 5 décembre 1968). Fils de Jean Baptiste Joseph Salinier, médecin à Saint-Julia, et de Marie Gabrielle

Benjamine Andrieu. Epouse e, 1913 Paule Irène Rose Félicie Baquié.

Médecin, maire de Cuq-Toulza (1927-1940 au moins, à la suite d'Emmanuel Salinier, maire 1892-1896 puis 1908-1927 (décédé). Républicain de gauche. Chev. LH.

Jean Salinier, 1117 voix ; de Belcastel, 13 voix ; divers, 5 voix ; 1178 votants ; 1479 inscrits.

1919, 14 décembre**Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'**

Jean Salinier, 906 voix ; 945 votants ; 1268 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, 1920 : « Appartient à une vieille famille du pays, et bénéficie de l'influence dont celle-ci jouit dans le canton. Sa situation politique est encore fortifiée par sa profession de médecin. Bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/30).

1922, 14 mai**Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'**

Jean Salinier, 952 voix ; divers, 2 voix ; 979 votants ; 1193 inscrits.

20 novembre 1928 : « Esprit sérieux « républicain » sans étiquette (et il s'en flatte), mais sûr. Est devenu le spécialiste des questions d'électrification rurale, très apprécié des populations du canton de Cuq-Toulza où sa situation personnelle est très forte. Très écouté du conseil général où son rôle nous paraît devoir s'accroître dans les questions de technique agricole. » (ADT, 2 M 5/62).

1928, 14 octobre**Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'**

Jean Salinier, seul candidat, 882 voix ; 924 votants ; 1143 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Très discuté dans son canton où on lui reproche de s'occuper trop particulièrement de ses intérêts personnels, M. Salinier paraît devoir être battu au prochain

renouvellement. Très bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'

Jean Salinier, 596 voix ; Marcel Lafon, agriculteur, URD, 329 voix ; 950 votants ; 1063 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Salinier, Jean, Baptiste 'Joseph'

membre de la commission administrative, conseiller général du canton de Cuq-Toulza, maire de Cuq-Toulza.

Secrétaire du conseil départemental.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Salinier Jean, républicain de gauche, qui a appartenu au conseil départemental et n'a pas racheté cette attitude, doit être révoqué. Il est remplacé par M. Duzac Raoul, radical socialiste, ancien conseiller d'arrondissement élu, ancien maire de Cambon-lès-Lavaur (canton de Cuq-Toulza), propriétaire, fabricant de brosses, et maintenu à la Libération dans ses fonctions. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Lafon, Marcel

(Paris, 6 novembre 1900-). Propriétaire exploitant, maire de Cuq-Toulza (1945-1965). Chev. LH 27 août 1948.

Marcel Lafon, SFIO, 994 voix ; divers, 48 voix ; 1271 votants ; 2170 inscrits.

Préfet, 1945 : « Républicain sincère, M. Lafon occupe au sein de l'assemblée départementale une place modeste. Son

influence électorale n'excède pas les limites de son canton. Bien qu'il n'ait appartenu à aucun groupe de résistance, il a apporté une aide matérielle importante aux maquis de la région. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Lafon, Marcel

Marcel Lafon, 984 voix ; Enjalbert, com., 418 voix ; Richardot, 84 voix ; 1528 votants ; 1988 inscrits.

1955, 17-24 avril

Lafon, Marcel

1^{er} tour : Marcel Lafon, SFIO, 575 voix ; Jean Salinier, mod., 499 voix ; Aimé Chamayou, com., 364 voix ; 1471 votants ; 1903 inscrits.

2^e tour : Lafon, 797 voix ; Salinier, 636 voix ; divers, 2 voix ; 1490 votants ; 1903 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Conseiller général effacé, sans grande influence. » (ADT, ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Brives, Louis

(Assier, Lot, 24 juillet 1912-Toulouse, 9 mars 2006). Fils du notaire d'Assier. Propriétaire exploitant à Algans-Lastens. Maire de Cuq-Toulza (1965-1995), conseiller général de Cuq-Toulza (1961-1998), conseiller régional (1973-1986). Sénateur (1968-1995) élu les 22 septembre 1968, 25 septembre 1977, 28 septembre 1986, nsrp en 1995.

Président du conseil général 1976-1982. Rad., MRG, puis DVG puis DVD.

Louis Brives, centre gauche, 703 voix ; Marcel Lafon, SFIO, 471 voix ; Joseph Chamayou, com., 150 voix ; 1355 votants ; 1711 inscrits.

Préfet, 1964 : « Ma dernière notation de l'intéressé était la suivante : « Vient d'être élu dans des conditions politiquement indéfinissables. Homme d'affaires qui

semble avoir traité ses électeurs en marchand de biens qu'il est. Ne manque pas d'ambition et pourrait faire parler de lui. » Depuis, M. Brives a pris en effet bon pied dans l'assemblée où il préside déjà la commission de l'agriculture, domaine auquel il réserve toute son activité politique avec de puissants appuis financiers et l'aide de la *Dépêche* de Toulouse. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Brives, Louis

Louis Brives, FGDS, 926 voix ; Roger Fédou, com., 275 voix ; 1247 votants ; 1578 inscrits.

1973, 23 septembre

Brives, Louis

Louis Brives, MRG., 908 voix ; René Savy, secrétaire de mairie à Cambon-lès-Lavaur, DMA, 186 voix ; Francis Delpas, agent des PTT à Lavaur, com., 93 voix ; Alain Lafouge, REI, 48 voix ; 1245 votants ; 1475 inscrits.

1979, 18 mars

Brives, Louis

Louis Brives, RDG, 889 voix ; R. Fédou, com., 362 voix ; 1342 votants ; 1580 inscrits.

1985, 10 mars

Brives, Louis

Roger Fédou, com., 125 voix ; Jean Jauze, soc., 224 voix ; Louis Brives, RDG, 828 voix ; Bernard Solomiac, DVG, 12 voix ; Christian Gibelin-Boyer, DVD, 78 voix ; Julein Canadas, FN, 70 voix ; 1405 votants ; 1649 inscrits.

1992, 22-29 mars

Brives, Louis

1^{er} tour : Gérard Bousquel, com., 63 voix ; Christophe Boutonnier, FN, 89 voix ; Yves Hurand, soc., 135 voix ; Jean-Luc André, DVD, 333 voix ; Daniel Prezelin, SE, 162 voix ; Louis Brives, DVD, 570 voix ; 1417 votants ; 1669 inscrits.

2^e tour : André, 525 voix ; Brives, 708 voix ; 1337 votants ; 1669 inscrits.

1998, 15-22 mars

Viala, Bernard

(Magrin, 21 janvier 1949). Agriculteur à Magrin. Maire de Magrin (1989-). Président du Syndicat des eaux de la Montagne noire (1995-). UDF puis DVD.

1^{er} tour : Gérard Bousquel, com., 68 voix ; Aubin, FN, 74 voix ; Jean Mirouze, maj. dép., 218 voix ; Bernard Viala, SE, 448 voix ; Jean-Luc André, maire de Cambon-lès-Lavaur, UDF, 232 voix ; Jean-Claude Viguier, maire de Cuq-Toulza, SE, 282 voix ; 1376 votants ; 1750 inscrits.

2^e tour : Mirouze, 263 voix ; Viala, 496 voix ; Viguier, 450 voix ; 1287 votants ; 1730 inscrits.

2004, 21 mars

Viala, Bernard

Claude Reilhes, soc., 414 voix ; Francis Delpas, com., 102 voix ; Michel Bermond, FN, 110 voix ; Bernard Viala, UDF ; 1419 votants ; 1788 inscrits.

2011, 20 mars

Viala, Bernard

Remplaçante : Séverine Capoul (Narbonne, 21 avril 1976), à Cambon-lès-Lavaur.

Michel Costadau, com., 240 voix ; Stéphane Deleforge, EELV, 232 voix ; Bernard Viala, DVD, 620 voix ; André Schmitt, FN, 136 voix ; 1260 votants ; 1920 inscrits.

Dourgne

Arfons, Belleserre, Cahuzac, Les Cammazes, Dourgne, Durfort, Garrevaques, Lagardiolle, Massaguel, Palleville, Saint-Amancet, Saint-Avit, Sorèze, Soual, Verdalle

1833, 20 novembre

Faure de Saint-Maurice, 'Raimond' Isabeau Théophile

(Sorèze, 2 ventôse an II-[pas à Sorèze] 8 avril 1872). Fils de « François Fauré, agriculteur, et de Anne Françoise Gabrielle Nogaret ». Propriétaire à Saint-Amancet, 30 000 F (20 000 F en 1852). Chevalier de la Légion d'honneur le 30 décembre 1815 ou 19 mars 1819 [deux dates dans la base Léonore] ; dans les gardes d'honneur en 1813, lieutenant de cavalerie en 1814. Déjà conseiller général (14^e siège) depuis 1831.

Faure, 53 voix ; Rivals aîné, de Verdalle, 10 voix ; de Barrau aîné, de Sorèze, 2 voix ; 65 votants ; 93 inscrits.

1842, 21 décembre

Faure de Saint-Maurice, 'Raimond' Isabeau Théophile

Faure, 65 voix ; Borrel, médecin à Sorèze, 38 voix ; 104 votants ; 126 inscrits.

1848, 27 août

Faure de Saint-Maurice, 'Raimond' Isabeau Théophile

Faure, 1500 voix ; Auguste Catala, médecin à Sorèze, 736 voix ; 2238 votants ; 3990 inscrits.

1852, 1^{er} août

Faure de Saint-Maurice, 'Raimond' Isabeau Théophile

Faure, 1559 voix ; de Barreau, 1269 voix ; Jean Louis Abrial, 7 voix ; 2917 votants ; Léon Prat, 5 voix ; 4087 inscrits.

1855, 3 juin

Faure de Saint-Maurice, 'Raimond' Isabeau Théophile

Faure, 2369 voix ; divers, 36 voix ; 2405 votants ; 3892 inscrits.

1864, 19 juin

Barrau de Muratel, Maurice de

(Castres, 26 avril 1821-Saint-Affrique-les-Montagnes, La Sabartarié, 23 juin 1899). Fils de Cyr Jean Julien Barrau de Muratel, propriétaire à Castres, et Marie Adèle Nairac. Propriétaire à La Sabartarié par Castres et à Montagnet, près Sorèze.

Attaché d'ambassade à Turin et Berlin de 1843 à 1848, membre du conseil municipal de Viviers-les-Montagnes depuis 1848, maire de cette commune. Fondateur de la société de secours mutuel de Viviers-les-Montagnes. Président de la Société littéraire et scientifique de Castres en 1859-1860. Officier d'académie en 1878. Revenu : 90 000 F.

Barrau, 2085 voix ; Louis Abrial, maire de Dourgne, 1189 voix ; divers, 2 voix ; 3348 votants, 3903 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Excellent maire, très bon esprit, jugement très droit, possédant la plus grande fortune du pays, dont il fait le plus noble usage. Disposant d'une immense influence dans presque

toutes les communes du canton de Dourgne et dans la plupart de celles du canton de Labruguière. M. de Barrau sera un des membres les plus utiles du conseil général. Très dévoué au gouvernement. Protestant. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Barrau de Muratel, Maurice de

1871, 8 octobre

Barrau de Muratel, Maurice de

Barrau de Muratel, 1561 voix ; Auguste Pistouley, 1299 voix ; 2947 votants ; 3813 inscrits.

1874 : « Centre gauche. Vote toujours avec l'opposition, quoique conservateur par principe. Grande situation de fortune, assez influent. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Barrau de Muratel, Maurice de

Barrau de Muratel, 1666 voix, élu ; Pistouley, colonel en retraite, 1296 voix ; divers, 40 voix ; 3040 votants ; 3682 inscrits.

1883, 12 août

Barrau de Muratel, Maurice de

Barrau de Muratel, 2241 voix ; divers, 20 voix ; 2353 votants ; 3565 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain, grande fortune ; influence considérable dans son canton ; intelligent et dévoué, mais peu actif ; très aimé, relations parfaites. » (ADT, 2 M 5/19).

1889, 28 juillet

Barrau de Muratel, Maurice de

Barrau de Muratel, 1667 voix ; colonel Pistouley, maire de Verdalle, 1215 voix ; Henri de Gineste, 106 voix ; Henri Raucoules, 82 voix ; 3072 votants ; 3708 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. de Barrau est très bien vu dans son canton, grâce à sa réputation d'homme généreux et dévoué. Il est vice-président du conseil général et considéré dans cette assemblée comme un homme très compétent pour les questions financières et agricoles. Relations faciles. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Barrau de Muratel, Maurice de

Barrau de Muratel, 2001 voix ; Henri Raucoules, 69 voix ; divers, 14 voix ; 2253 votants ; 3515 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « ... Gravite autour de M. Barbey dont il reflète en tout les impressions... » (ADT, 2 M 5/22).

1899, 30 juillet-6 août : élection partielle suite à décès

Raucoules, Joseph

(Verdalle, 1^{er} février 1851-). Fils de Henry Raucoules, épicier à Verdalle, et Jeanne Marie Adélaïde Nègre. Manufacturier, maire de Dourgne de 1898 à 1912. Républicain de gauche. Chev LH 21 juillet 1934.

1^{er} tour : Joseph Raucoules, républicain, 1220 voix ; Henri de Gineste, maire de Garveques, conservateur, 815 voix ; Émile de Barrau de Muratel, docteur en médecine au Montagnet, commune de Sorèze, républicain modéré, 837 voix ; divers, 2 voix ; 2895 votants ; 3542 inscrits.

2^e tour : Raucoules, 1502 ; Barrau de Muratel, 1466 voix ; 2991 votants ; 3541 inscrits.

Le Conseil d'Etat rejette le 22 mars 1901 le recours contre l'élection formé par Emile Barrau de Muratel

1901, 21 juillet

Raucoules, Joseph

Joseph Raucoules, 1634 voix ; Jean Rossignol, docteur en médecine à Sorèze, 1403 voix ; 3060 votants ; 3572 inscrits.

1907, 28 juillet**Raucoules, Joseph**

Joseph Raucoules, 1569 voix ; Jean de Barrau de Muratel, conseiller d'arrondissement, 1445 voix ; 3050 votants ; 3496 inscrits.

1913, 3 août**Raucoules, Joseph**

Joseph Raucoules, 1902 voix ; Flavien Raissiguier, ouvrier ardoisier, 245 voix ; 2381 votants ; 3434 inscrits.
--

1919, 14 décembre**Raucoules, Joseph**

Joseph Raucoules, 1645 voix ; 2050 votants ; 3144 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « Propriétaire d'usines d'effilochage à Dourgne et intéressé dans de nombreuses affaires commerciales ou industrielles de la région toulousaine. Situation assez forte encore dans son canton où les radicaux tendent pourtant de plus en plus à se détacher de lui. Fort intelligent, mais en matière politique hésitant et timoré, il tient une place honorable à l'assemblée départementale où il s'est spécialisé dans les questions de voirie et de chemin de fer. Relations des plus cordiales avec l'administration. » (ADT 2 M 5/30).

Note du préfet, 1922 : « M. Raucoules, gros industriel, fut élu jadis comme radical socialiste. Il a évolué et doit être rangé parmi les républicains qui suivent les doctrines de l'Entente républicaine démocratique. En 1919, M. Raucoules était partisan d'une liste législative composée mi-partie des radicaux et mi-partie de conservateurs (bloc national républicain). Il fut à peu près seul à soutenir cette proposition au congrès d'Albi chargé de composer la liste républicaine. Les radicaux n'ont plus confiance en M. Raucoules. Ils le ménagent cependant car son influence est encore grande dans le canton, mais ils présenteront un candidat contre lui en 1925. M. Raucoules est écouté au conseil général... » (2 M 5/33).

Sous-préfet de Castres, 14 juin 1925 : « M. Raucoules, républicain, qui représentait le canton depuis 1899, a décidé de ne pas se représenter. S'il avait maintenu sa candidature, les radicaux-socialistes s'y seraient en majorité ralliés. » (ADT, 2 M 5/46).

1925, 19 juillet**Coustel, Jean 'Jules'**

(Verdalle, 3 septembre 1864-31 décembre 1928). Fils d'Augustin Coustel, cultivateur à Verdalle, et de Marguerite Rech. Négociant, maire de Verdalle. Radical socialiste.

Jules Coustel, radical, 1250 voix ; Louis Roques, agriculteur, 974 voix ; 2294 votants ; 2926 inscrits.

Sous-préfet de Castres, septembre 1925 : M. Coustel, maire de Verdalle, est un très important commissionnaire en fourrages et en bestiaux. Son élection a été disputée. Alors que le bloc des gauches obtenait ans le canton 550 voix de majorité en 1924, M. Coustel n'en obtenait que 250, le 16 juillet dernier. M. Coustel ne jouera pas de rôle au conseil général, et se contentera de voter avec la majorité radicale-socialiste. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (2 M 5/45).

1929, 17-24 février : élection partielle suite à décès**Durand, 'Ernest' Pierre Casimir**

(Massaguel, 9 février 1881-Massaguel, 28 août 1956). Fils de Jacques Casimir Durand, propriétaire, et de Marie Nancy Bonnafous.

Industriel, capitaine de réserve, adjoint au maire (1912-1923) puis maire de Massaguel (1923-1941, relevé de ses fonctions, puis depuis le 26 octobre 1944-1959). Juge de paix suppléant depuis 1923. Chev. LH 10 octobre 1930, officier 4 janvier 1950.

Sous-préfet de Castres, 1^{er} février 1929 : « Seule, me semble-t-il, la candidature de M. Solomiac, maire de Garrevaques, paraîtrait susceptible de reformer l'union des radicaux et des socialistes et de donner à la candidature dissidente de M. Durand le

caractère qu'elle s'apprête à revêtir de candidature secondée par les modérés et les libéraux et même par les moines d'En Calcat, dont pas une voix ne lui ferait défaut. »

1^{er} tour : Ernest Durand, 1000 voix ; René Lys, industriel, 622 voix ; Julien Mateille, secrétaire du groupe socialiste de Sorèze, conseiller municipal de Durfort, soc. 499 voix ; 2178 votants ; 2897 inscrits.

2^e tour : Durand, 1267 voix ; Lys, 893 voix ; 2234 votants, 2898 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 28 février 1929 : « M. Durand, républicain radical, a été élu au 2^e tour et après une vive campagne contre le candidat investi par un congrès radical socialiste cantonal. Son élection est saluée par la presse libérale ou de droite comme ayant une signification anti-cartelliste incontestable. Le nouvel élu est un homme bien élevé qui s'efforcera d'entretenir des rapports mieux que courtois avec l'administration et aura un rôle assez effacé à l'assemblée départementale où les questions de sa compétence, c'est-à-dire industrielles, ne tiennent pas une grande place. » (ADT, 2 M 5/65).

1931, 18 octobre

Durand, 'Ernest' Pierre Casimir

Ernest Durand, rad. indép., 1557 voix, élu ; Julien Mateille, chaudronnier de Durfort, SFIO, 584 voix ; Aristide Briand, ministre, 16 voix ; Victor Escaffre, 1 voix ; 2244 votants, 2853 inscrits.

1937, 10-17 octobre

Durand, 'Ernest' Pierre Casimir

1^{er} tour : Ernest Durand, rad. soc., 948 voix ; Émile Couzinier, professeur de gymnastique, SFIO, 344 voix ; Stapin Trantoul, marchand de bestiaux, URD, 922 voix ; Laurent Barthe, cheminot, PC, 14 voix. 2280 votants ; 2694 inscrits.

2^e tour : Durand, 1521 voix ; Trantoul, 44 voix ; Couzinier, 4 voix ; Barthe, 2 voix ; divers, 11 voix ; 1879 votants ; 2694 inscrits..

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « M. Durand s'occupe très activement des intérêts de son canton, et ses électeurs lui manifestent en retour une réelle fidélité. Ses qualités de bongarçonisme lui assurent d'autre part beaucoup de sympathies au sein de l'assemblée départementale. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Abrial, Jean

membre de la commission administrative

Barrau de Muratel, Maurice de,

conseiller d'arrondissement du canton de Dourgne.

Celui-ci démissionne de sa charge de conseiller départemental en 1944.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Durand Ernest, industriel, radical socialiste, ancien maire élu de Massaguel, révoqué par Vichy et réinstallé au moment de la Libération, est maintenu à son siège. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Durand, 'Ernest' Pierre Casimir

Ernest Durand, rad. soc., 2065 voix ; Auguste Carrié, SFIO, 1055 voix ; Edgard Legeleux, FN, 909 voix ; 4156 votants ; 5167 inscrits.

Préfet, 1945 : « Homme actif et sympathique, M. Durand n'occupe cependant au sein de l'assemblée départementale qu'une place assez effacée. Son influence électorale ne dépasse pas les limites de sa circonscription où sa situation reste solide. Il entretient de bons rapports avec l'administration. N'a pris aucune part active à la Résistance. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre**Durand, 'Ernest' Pierre Casimir**

Ernest Durand, rad. soc., 2557 voix ; Élie Bacquié, pépiniériste à Sorèze, com., 766 voix ; 3421 votants ; 5109 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Esprit conciliant, réaliste et pondéré, M. Durand s'intéresse également à l'administration de sa commune et à la gestion des intérêts du département. Il a l'estime et l'amitié de l'assemblée départementale, dont il est l'un des vétérans et l'un des doyens d'élection. » (ADT, 511 W 24).

1956, 21-28 octobre : élection partielle suite à décès**Monsarrat, François**

(Verdalle, 12 septembre 1900-Verdalle, 26 octobre 1972). Marié, 2 enfants. Agriculteur, président départemental de la CGA et de la MSA. Maire de Verdalle (1929-1971). Sénateur 1952-1968 (élu les 18 mai 1952, 8 juin 1958, 26 avril 1959, battu par Louis Brives le 22 septembre 1968), questeur du Sénat 1959-1962. Chev. LH 28 juillet 1947.

1^{er} tour : Robert Vidal, instituteur, com., 650 voix ; Gustave Lorthois, retraité mineur, SFIO, 334 voix ; Adrien Angles, professeur à Nîmes, ind., 88 voix ; Helen Milhet, négociant en grains, MRP, 444 voix ; François Monsarrat, rad. soc., 1553 voix ; Émile Leblanc, épicier, UDCA, 424 voix ; Pierre Alquier, ingénieur électricien à Castres, ind., 127 voix ; divers, 2 voix ; 3775 votants ; 5145 inscrits.

2^e tour : Vidal, 883 voix ; Monsarrat, 2220 voix ; Alquier, 343 voix ; divers, 6 voix ; 3610 votants ; 5141 inscrits.

Préfet, après 1956 : « Sénateur, l'un des animateurs des organisations agricoles du département, l'autorité de M. Monsarrat rayonne particulièrement dans les milieux ruraux. Rapports très courtois avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril**Monsarrat, François**

François Monsarrat, rad. soc., 2351 voix ; Robert Vidal, instituteur, conseiller municipal à Massaguel, com., 889 voix ; Gustave Lorthois, SFIO, 407 voix ; 3896 votants ; 5160 inscrits.

1964, 8 mars**Monsarrat, François**

François Monsarrat, rad., 2511 voix ; Gérard Bousquel, com., 582 voix ; 3254 votants ; 5019 inscrits.

1970, 8-15 mars**Mamy, Albert**

(Toulouse, 14 août 1939). Avocat à la cour de Toulouse, maire de Sorèze (depuis 1977), député 1986-1988, conseil régional 1993-2004. CNIP, RI, UDF

1^{er} tour : Albert Mamy, ind., 1328 voix ; François Monsarrat, DVG, 1070 voix ; Etienne Gout, DVG, 939 voix ; Jean Rey, com., 452 voix ; 3897 votants ; 5043 inscrits.

2^e tour : Mamy, 2140 voix ; Pierre Vergnes, maire de Durfort, DVG, 1657 voix ; 3904 votants ; 5042 inscrits.

1976, 7 mars**Mamy, Albert**

Albert Mamy, REI, 2132 voix ; Bernard Amigues, soc., 1720 voix ; Gérard Delprat, com., 395 voix ; 4340 votants ; 5466 inscrits.

1982, 14-21 mars**Mazars, Georges**

(Mirandol-Bourgnounac, 3 novembre 1934-2 novembre 1998). Enseignant. Maire de Dourgne (1983-1998), sénateur (24 septembre 1995, mort en fonctions).

Vice-président du conseil général 1985-1988, 1992-1995. Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale, 1989- ?.

1^{er} tour : Georges Mazars, PS, 2091 voix ; Albert Mamy, UDF, 2261 voix ; Gérard

Delprat, com., 261 voix ; 4772 votants ; 5647 inscrits.

2^e tour : Mazars, 2452 voix ; Mamy, 2418 voix ; 4975 votants ; 5647 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « La victoire de M. Georges Mazars, qui a bénéficié d'un très bon report des voix communistes, traduit bien l'évolution ascendante du parti socialiste dans ce canton depuis 6 ans. Principal au collège de Dourgne où il réside depuis 1955, M. Georges Mazars est conseiller municipal de cette commune depuis mars 1971. Éducateur depuis longtemps dans ce canton où il possède une bonne image de marque, il participe à de nombreuses activités de la vie associative. Membre de la commission exécutive fédérale du parti socialiste en 1975, il est secrétaire de la section locale depuis 1976. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Mazars, Georges

Gérard Delprat, employé PTT, com., 170 voix ; Georges Mazars, soc., 2183 voix ; Jean-Claude Aubin, FN, 201 voix ; Albert Mamy, UDF, 1748 voix ; 4399 votants ; 5913 inscrits.

1994, 20 mars

Mazars, Georges

Georges Mazars, soc., 2754 voix ; Claude Guy, com., 219 voix ; Anne Neyret, UDF, 981 voix ; Jean-Claude Aubin, FN, 364 voix ; 4502 votants ; 6109 inscrits.

1998, 13 décembre : élection partielle suite à décès

Bonnet, Claudie

(Chichey, Marne, 5 avril 1949). Assistante parlementaire. Maire de Lagardiolle (1995-2008) ; présidente de la communauté de communes du pays de Dourgne. PS.

Vice-présidente du conseil général, 2001-2014.

Claudie Augé, com., 225 voix ; Jean-Claude Aubin, FN, 177 voix ; Albert Mamy, UDF, 1255 voix ; Claudie Bonnet, soc., 1732 voix ; 3516 votants ; 6219 inscrits.

2001, 11 mars

Bonnet, Claudie

Claudie Bonnet, soc., 2662 voix ; Jean-François Gourdou, DVD, 1707 voix ; Jacques Maries, FN, 311 voix ; Claude Graille, MNR, 143 voix ; 5142 votants ; 6456 inscrits.

2008, 9-16 mars

Bonnet, Claudie

Remplaçant : Francis Albouy (5 mai 1952).

1^{er} tour : Alexandre Reverchon, FN, 458 voix ; Jean-Luc Alibert, UMP, 2143 voix ; Renée Vittori, com., 344 voix ; Claudie Bonnet, soc., 2574 voix ; 5760 votants ; 7388 inscrits.

2^e tour : Alibert, 2207 voix ; Bonnet, 2367 voix ; 4733 votants.

Gaillac

Bernac, Brens, Broze, Castanet, Cestayrols, Fayssac, Gaillac, Labstide-de-Lévis, Lagrave, Montans, Rivières, Sénouillac

1833, 20 novembre**Bermond, Marie 'Joseph' Jacques
François Cécile**

(Toulouse, 18 juin 1759-Gaillac, 26 juin 1838). Trésorier de France à Toulouse, membre du directoire du district de Gaillac, procureur de la commune, président de l'administration municipale de Gaillac, député aux Cinq-Cents 25 germinal an VII-an VIII, sous-préfet de Gaillac, an VIII-1811, député de l'arrondissement de Gaillac, 5 juillet 1831-1834, conseiller général (6e siège) depuis 1831, maire de Gaillac (1833-1837). 6000 F.

1^{er} tour : Joseph Bermond, 56 voix ; Rigal, médecin, 37 voix ; Charles de Rivières, 16 voix ; Vialas, président, 6 voix ; Boudet, notaire à Cestayrols, 4 voix ; Justin Lacombe, à Gaillac, 3 voix ; Rest, 1 voix ; Montaigne, 1 voix ; 125 votants ;

2^e tour : Bermond, 87 voix ; Rigal, 29 voix ; de Rivières, 4 voix ; Boudet, 2 voix ; Vialas, 2 voix ; nul, 1 voix ; 124 votants ; 203 inscrits..

1836, 11 décembre**Bermond, 'Jean' Louis Joseph**

(16 septembre 1785). Propriétaire à Gaillac, 12 000 F. Adjoint au maire de Gaillac pendant les Cent jours, membre du bureau de bienfaisance.

2^e tour : Joseph Bermond, 123 voix ; 143 votants ; 205 inscrits.

1845, 23 novembre**Bermond, 'Jean' Louis Joseph**

2^e tour : Joseph Bermond, 108 voix ; 194 votants ; 235 inscrits.

1848, 27 août**Rigal, 'Joseph' Jean Antoine**

(Gaillac, 5 septembre 1797-Gaillac, 26 octobre 1865). Médecin à Gaillac, médecin en chef de l'hôpital, membre correspondant de l'Académie de médecine, inspecteur des eaux thermales d'Ax (Ariège) ; 8000 F. Conseiller général de Lisle et Salvagnac de

1833 à 1848, député 13 mai 1849-février 1852, maire de Gaillac (1830-1833, 1848-1850).

Joseph Rigal, 1142 voix ; Amédée Constans, négociant, 623 voix ; Tonnac, représentant du peuple, 613 voix ; 2381 votants ; 4620 inscrits..

Préfet, 27 mai 1852 : « Ancien représentant, démocrate avancé. Il a refusé de prêter serment et a donné sa démission. » (ADT, 2 M 5/4).

Préfet, le 8 avril 1861 (Rigal est candidat contre de Lacombe aux élections de 1861) : « Médecin distingué ayant occupé longtemps une bonne position dans le pays, mais dévoyé à suite des événements de 1848 et devenu le chef nominal et en réalité l'agent obéissant du parti démagogique. A repousser. » (ADT, 2 M 5/10).

Hippolyte Rigal démissionne le 9 mai 1852.

1852, 1^{er} août**Lacombe, François 'Benjamin' de**

(1^{er} juillet 1796-27 février 1882). Fils de Benoît Lacombe, frère de Justin Lacombe, député et maire de Gaillac.

Propriétaire à Gaillac. Membre du bureau de bienfaisance et de la commission administrative de l'hospice, conseiller municipal. 50 000 F.

Cornette (Joël), Un révolutionnaire ordinaire : Benoît Lacombe, négociant 1759-1819, Seyssel, Champ-Vallon, 1986, 430 p.

Benjamin de Lacombe, 1355 voix ; Amédée Constans, avocat et négociant à Gaillac, 1262 voix ; 2670 votants ; 5298 inscrits.

1861, 16 juin**Lacombe, Benjamin de**

Benjamin de Lacombe, 2283 voix ; Rigal, 23 voix ; Constans de Saint-Sauveur, 20 voix ; M. Rieuneau, curé de Cestayrols, 6 voix ; Bermond, 1 voix ; 2397 votants ; 5097 inscrits.

Préfet, 8 avril 1861 : « M. de Lacombe, grand propriétaire à Gaillac, est l'un des plus anciens membres du conseil général, où il a toujours voté avec la majorité. C'est un caractère inoffensif, plutôt sympathique qu'hostile et auquel une grande fortune procure une certaine popularité. On parle de la candidature possible de M. Teyssonnières, maire de Gaillac, et de celle de M. Rigal, ancien représentant. La candidature de M. de Lacombe paraît de nature à prévenir les luttes auxquelles les deux autres ne manqueraient pas de donner ouverture. Sous ce rapport il présenterait de l'avantage. La candidature de M. Rigal aurait un caractère hostile. » (ADT, 2 M 5/10).

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Ancien conservateur sincèrement rallié à la dynastie impériale. Jouit d'une influence considérable dans le canton et même dans l'arrondissement. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 11-12 juin

Lacombe, Benjamin de

Benjamin de Lacombe, 2289 voix ; 2398 votants ; 5232 inscrits.

Préfet, juin 1870 : « Intelligence très limitée, mais dévouement certain et sincèrement rallié. Influent dans son canton. Décoré en 1863. »

Rajout manuscrit du 12 juin 1870 : « A perdu beaucoup de son influence. Incapable de se livrer à des démarches actives en faveur de l'administration » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Rigal, Pascal 'Hippolyte'

(Gaillac, 9 avril 1827-Paris, 1^{er} juin 1889). Fils de Joseph Jean Antoine, médecin, et de Marie Adèle Crouzet. Chirurgien à l'hospice de Gaillac (adjoint en 1857 puis en chef en 1864). Chev. LH 14 janvier 1879. Sénateur 8 janvier 1882, décédé en fonction

1871, 8 octobre

Rigal, Pascal 'Hippolyte'

Hippolyte Rigal, 2267 voix ; Alexandre Bermond, 1036 voix ; 3558 votants ; 5333 inscrits.

1874 : « Républicain avancé. Intelligent et ambitieux. Vise à la députation. Dispose comme médecin d'une certaine influence à Gaillac où il est désigné comme le chef du parti avancé. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Rigal, Pascal 'Hippolyte'

Hippolyte Rigal, 2754 voix ; divers, 52 voix ; 3005 votants ; 5020 inscrits.

1883, 12 août

Dupuy-Dutemps, Ludovic

(Les Cabannes, 5 avril 1847-Les Cabannes, 12 décembre 1928) Avoué, maire de Gaillac (1881-1890), député de l'arrondissement de Gaillac (1889-1898) élu les 22 septembre 1889 et 20 août 1893, ministre des Travaux publics. Républicain progressiste. A Paris, 16 avenue de Villars (en 1892).

Ludovic Dupuy-Dutemps, 2356 voix ; Delbreil, avoué, 40 voix ; divers, 113 voix ; 2909 votants ; 5036 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; bonne situation ; n'a pas une grande influence personnelle ; très intelligent et pas ses aptitudes, d'un concours utile ; rapports très faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

Préfet, 26 novembre 1886 : « Exerce une grande influence au sein du conseil général et y joue un rôle très utile, tant à cause de son intelligence que de sa connaissance des affaires et de sa facilité d'élocution. Esprit et caractère souples... » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Dupuy-Dutemps, Ludovic

Ludovic Dupuy-Dutemps, 2363 voix ; général Boulanger, 798 voix ; Louis Ichard, maire de Bernac, 44 voix ; Charles Bousquet, banquier, conseiller d'arrondissement, 57 voix ; Timothée Bousquet, négociant, 17 voix ; divers, 5 voix ; 3670 votants ; 5113 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain radical. Très bons rapports avec l'administration. Situation modeste en raison de ses grandes charges de famille. Esprit fin et plein de souplesse. Rompu aux affaires. A une certaine influence dans l'arrondissement. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Dupuy-Dutemps, Ludovic

Ludovic Dupuy-Dutemps, 1792 voix ; G. Abadie, ancien magistrat, 1270 voix ; divers, 289 voix ; 3401 votants ; 5007 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Député, avocat, 49 ans, Paris, 55 rue de Babylone, républicain radical. Situation politique autrefois excellente dans le canton de Gaillac, un peu atteinte depuis les dernières élections par suite de difficultés administratives survenues à Gaillac et des divisions entre personnalités républicaines devenues plus accentuées. Ses amis pensent que, par ses hautes qualités, M. Dupuy-Dutemps pourra recouvrer le terrain perdu présentement. Situation prépondérante au conseil général. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21-28 juillet

Rey, Léopold

(Gaillac, 4 décembre 1847). Fils de Jean Pierre Rey, coiffeur, et de Rose Cécile Delmas. Ancien interne des hôpitaux de Paris, Chirurgien adjoint (1882-1889) puis en chef de l'hôpital de Gaillac (1889-1919). Conseiller municipal de Gaillac (1877-1919), adjoint au maire (1881-1889) Chevalier de la LH 23 février 1921.

1^{er} tour : Léopold Rey, 1667 voix ; Adrien Robert, radical, 724 voix ; Ferdinand Imbert, socialiste, 498 voix ; Amouriq-Descoux, avoué, radical socialiste, 689 voix ; 3628 votants ; 4968 inscrits.

2^e tour : Rey, 2079 voix ; Robert, 1513 voix ; 3668 votants ; 4968 inscrits.

Préfet, 1901 : « Possède une réelle influence dans le canton qu'il représente, influence qu'il doit en partie aux services qu'il rend et a rendu comme médecin. Serait le candidat modéré qui aurait le plus

de chances d'être élu en mai prochain, étant depuis longtemps chef du parti dans le canton de Gaillac et ayant des amis très dévoués dans l'arrondissement. Intelligent ; n'a des aptitudes spéciales que comme médecin. Sans relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet-4 août

Robert, Adrien

(16 octobre 1860-vers 1931). Notaire, maire de Labastide-de-Lévis (1904-1929).

1^{er} tour : Léopold Rey, docteur, 1474 voix ; Adrien Robert, notaire, 1025 voix ; Adrien Sauron, 773 voix ; Ernest Chalou, 1 voix ; divers, 10 voix ; 3317 votants ; 4889 inscrits.

2^e tour : Léopold Rey, 1629 voix ; Adrien Robert, 1719 voix ; Adrien Sauron, propriétaire viticulteur, 2 voix ; 3407 votants ; 4889 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 : « Intelligent mais combatif, très personnel et (illisible) M. Robert ne jouit pas d'une grande sympathie parmi ses collègues du conseil général. Candidat malheureux aux dernières élections législatives et sénatoriales, malgré ses échecs successifs il conserve une certaine influence dans son canton auprès des maires ruraux, mais je crois bien qu'il n'aura jamais l'avenir politique ? (illisible). (ADT, 2 M 5/30).

1913, 3 août

Robert, Adrien

Pierre Loubat, 1602 voix ; Adrien Robert, 1836 voix ; divers, 13 voix ; 3509 votants ; 4855 inscrits.

1919, 14 décembre

Robert, Adrien

Adrien Robert, 2220 voix ; Pierre Loubat, 109 voix ; divers, 102 voix ; 2596 votants ; 4515 inscrits.

1925, 19 juillet

Robert, Adrien

Sous-préfet de Gaillac, 18 juin 1925 : « Bien que M. Calvet, maire de Gaillac, ait déclaré à Robert qu'il ne se présenterait que si le parti socialiste, auquel il appartient, lui en faisait un devoir, je persiste à croire qu'il sera candidat - et un candidat redoutable pour le conseiller sortant. Les communes rurales ont été jusqu'à présent fidèles à M. Robert et lui ont donné des voix qui ont assuré son succès. Mais M. Calvet y répand les idées socialistes qui pourraient enlever à M. Robert une partie de cette majorité. D'autre part, M. Calvet a eu à Gaillac aux dernières élections municipales une quantité de voix impressionnante et qui, si elles lui restent fidèles, lui donneront une avance sérieuse sur M. Robert. » (2 M 5/46).

Adrien Robert, radical socialiste, 1989 voix, élu ; Bernard Palis, propriétaire, communiste, 271 voix ; Camille Dios, meunier, 23 voix ; 2498 votants ; 4393 inscrits.

1931, 18 octobre

Loubat, Pierre

(Gaillac, 14 mars 1870-2 octobre 1950). Fils de Édouard Barthélemy Loubat, boulanger, et de Mélanie Désirée Balsy. Docteur en médecine, sénateur. Chev. LH 19 juillet 1918 en tant que médecin militaire, off. 30 juin 1939.

Pierre Loubat, 2281 voix, élu ; Séverin Carivenc, industriel, adjoint au maire de Gaillac, SFIO, 741 voix ; Élie Derro, 76 voix ; M. Albert Bounes, radical socialiste, 72 voix ; divers, 40 voix ; 3329 votants, 4342 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. le docteur Loubat, radical socialiste, sénateur du Tarn depuis le renouvellement sénatorial de 1927, a été élu conseiller général du canton de Gaillac le 18 octobre dernier à une énorme majorité, en remplacement de M. Robert, radical socialiste, décédé. M. le docteur Loubat possède une excellente situation politique dans la région de Gaillac. Cette situation est due à sa popularité très grande et à sa nombreuse clientèle médicale. Néanmoins, M. le docteur Loubat, si l'on met à part le relief que lui donne son mandat de sénateur, ne jouera pas un grand rôle au sein de l'assemblée départementale.

Il entretient d'excellents rapports avec la préfecture. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Loubat, Pierre

Pierre Loubat, rad. soc., 2460 voix ; Lucien Flour, SFIO, 667 voix ; Firmin Rey, com., 299 voix ; 3489 votants ; 4541 inscrits

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Garraud, François Joseph

maire de Gaillac

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Loubat Pierre, ancien sénateur, radical socialiste, a voté le 10 juillet 1940, la délégation de pouvoir constituant à Philippe Pétain ; mais je suis en mesure de certifier sa correction à l'égard de la Résistance, à laquelle il n'a peut-être pas pris une part active en raison de son grand âge ; en effet il a délivré, comme médecin assermenté, des certificats médicaux pour éviter des départs en Allemagne et a donné des soins à des blessés du maquis dans une clinique. J'estime, après un nouvel examen, qu'il doit être réhabilité et maintenu à son siège [la première proposition du préfet, envoyée au ministre le 23 janvier 1945, l'excluait]. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 et 30 septembre

Navarrot, Roger

(Gaillac, 27 juin 1907). Gérant de coopérative agricole, comptable. Administrateur des journaux *République du Sud-Ouest* et *Indépendant du Sud-Ouest*. SFIO. Maire de Gaillac (1944-1945).

1^{er} tour : Roger Navarrot, 1847 voix ; Pierre Loubat, rad. soc., 2615 voix ; René

Bussière, com., 1143 voix ; 5897 votants ; 9962 inscrits.

2^e tour : Navarrot, 3152 voix ; Loubat, 2907 voix ; 6190 votants ; 9291 inscrits [vérifier le chiffre des inscrits].

Préfet, 1945 : « Militant syndicaliste et socialiste ardent, M. Navarrot a été élu conseiller général de Gaillac malgré une forte opposition. Dynamique et de bon sens, il jouit de la considération de ses collègues qui l'ont appelé à la présidence de la commission des finances. Résistant de la première heure, chef des MUR à Gaillac, il a pris une part très active à la lutte contre l'occupant et a fait l'objet de poursuites de la part de la Gestapo. Il est membre du CDL. Il entretient d'excellentes relations avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7-14 octobre

Buffel, Éloi

(Sénoillac-1^{er} février 1901-8 juin 1967). Viticulteur, maire de Sénoillac (avant la guerre et 1945-1967). Radical soc. Chev. LH le 14 septembre 1952. Vice-président de la FDSEA du Tarn.

1^{er} tour : Éloi Buffel, rad. soc., 2109 voix ; Roger Navarrot, comptable à Gaillac, SFIO, 1686; Émile Calvignac, cultivateur à Rivières, com., 974 voix ; Henri Bergeron, propriétaire exploitant à Gaillac, RPF, 688 voix ; 5581 votants ; 9040 inscrits.

2^e tour : Buffel, 2981 voix ; Navarrot, 1968 voix ; Calvignac, 811 voix ; 5910 votants ; 9041 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Élu en 1951 contre le conseiller socialiste sortant, M. Buffel témoigne d'un bon sens solide et d'une connaissance approfondie de l'administration communale comme des intérêts agricoles. Il manifeste à l'assemblée départementale le plus grand désir de travailler et d'être utile, mais il ne désire pas sortir de ce cadre. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Yrissou, 'Henri' Pierre Etienne

(Nîmes, 15 mai 1909-Paris, 21 juin 2009). Marié, 1 enfant. Inspecteur général de

l'économie nationale. Directeur de cabinet d'Antoine Pinay, ministre des Finances. Maire de Gaillac (1959-1977), député (1958-1962). Indépendant et paysan. Commandeur de la Légion d'honneur.

Henri Yrissou, CNI, 3777 voix ; Roger Navarrot, SFIO, 1621 voix ; Gérard Marroulle, com., 1135 voix ; divers, 2 voix ; 6760 votants ; 9215 inscrits.

Préfet, 24 juin 1959 : « Pour être le plus récemment élu, M. Yrissou n'est pas le moins marquant, ni le moins influent, des membres de l'assemblée départementale. Dès le premier tour de scrutin, lors de la consultation du mois d'avril dernier, il a recueilli un nombre de suffrages impressionnant dans un canton qui avait été toujours représenté par des conseillers généraux radicaux socialistes ou socialistes. Ses titres, ses qualités, ses fonctions lui ont permis de prendre déjà une place prépondérante au sein de l'assemblée départementale, dès sa réunion de mai dernier. Sa récente élection marquera même une date dans la vie politique de ce département où les indépendants, menés par lui, vont désormais jouer un rôle essentiel. Il peut être avancé que le premier mandat dont M. Yrissou vient d'être investi constitue le début d'une carrière politique qui s'annonce brillante. » (1107 W 48).

1964, 8 mars

Yrissou, 'Henri' Pierre Etienne

Henri Yrissou, CNI, 4896 voix ; Gérard Marroulle, com., 774 voix ; Etienne Cassayre, SFIO, 637 voix ; 6456 votants ; 9904 inscrits.

Préfet, 1964 : « Sa position très nettement anti-gouvernementale permettait jusqu'ici à cet important élu de confondre son action avec celle des gauches également anti-gouvernementale, tout en cristallisant à son profit la montée rapide des éléments d'extrême droite appuyés sur les rapatriés d'outre-mer. Son échec aux dernières élections législatives va probablement modifier tout cela et, partant, son influence au sein de l'assemblée départementale. Aussi l'intéressé semble-t-il nuancer ses ardeurs anti-gouvernementales et, en même temps, chercher des positions moins à droite. S'il conserve son potentiel politique

et électoral à Gaillac même, ce qui lui assure la certitude des deux mandats de maire et de conseiller général, M. Yrissou ne semble avoir par contre aucune chance de reprendre la place de député tant que M. Spénale voudra la conserver. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Yrissou, 'Henri' Pierre Etienne

Henri Yrissou, DMF., 5676 voix ; René Avizou, com., 1283 voix ; 7337 votants ; 10315 inscrits.

1976, 7-14 mars

Pistre, Charles

(Toulouse, 18 janvier 1941). Professeur d'histoire, maire de Gaillac (1995-2005) ; député (1978-1993), membre du Conseil de l'Europe. PS.

Vice-président du conseil général 1985-1994.

1^{er} tour : Charles Pistre, soc., 2438 voix ; Henri Yrissou, ind., 3494 voix ; René Muratet, com., 1134 voix ; François de Chanterac, EXG, 670 voix ; 8018 votants ; 11326 inscrits.

2^e tour : Pistre, 4393 voix ; Yrissou, 4297 voix ; 8874 votants ; 11326 inscrits.

1982, 14-21 mars

Pistre Charles

1^{er} tour : Charles Pistre, soc., 4215 voix ; Pierre Hirissou, UDF, 3997 voix ; Charles Couchet, com., 679 voix ; Michel Sabin, DVG, 348 voix ; 9565 votants ; 12501 inscrits.

2^e tour : Pistre, 4967 voix ; Hirissou, 4763 voix ; 9973 votants ; 12301 inscrits. [les listings donnent bien 200 inscrits de moins à Brens ?]

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « M. Charles Pistre, député de la 3^e circonscription du Tarn, depuis mars 1978, avait, semblait-il, par son dynamisme et son intelligence fait une large différence avec ses éventuels adversaires politiques, mais son tempérament généreux n'a pas

réussi à effacer totalement la morosité qui habite le milieu local viticole. D'un autre côté, ses options pour le courant rocardien, après lui avoir assuré un certain rayonnement, l'ont empêché de conquérir le siège de président du conseil général pour lequel il avait des qualités reconnues de tous. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre

Pistre, Charles

Michel de Chanterac, ingénieur agronome, exploitant agricole, com., 416 voix ; Charles Pistre, soc., 3894 voix ; Jean-Paul Mayer, FN, 753 voix ; Roger Soulé, UDF, 1695 voix ; Marie-Thérèse Miramond, écol., 280 voix ; 7202 votants ; 12819 inscrits.

1994, 20-27 mars

Pistre, Charles

1^{er} tour : Michel de Chanterac, com., 556 voix ; Charles Pistre, soc., 4103 voix ; Jean-Louis Chapuis, FN, 844 voix ; Mariette Dreuilhe, PLN, 162 voix ; Jacques Dary, UDF, 2821 voix ; 9002 votants ; 13325 inscrits.

2^e tour : Pistre, 5325 voix ; Dary, 3467 voix ; 9480 votants ; 13323 inscrits.

2001, 11 mars

Pistre, Charles

Charles Pistre, soc., 5334 voix ; Yves Rallières, com., 662 voix ; Jean-Louis Chapuis, FN, 1322 voix ; Alban Piquier, MNR, 834 voix ; 9278 votants ; 13923 inscrits.

2008, 9-16 mars

Rieux, Michèle

(Gaillac, 10 juin 1946). Psychologue retraitée. Maire de Gaillac (2005-2014), députée suppléante de Thierry Carcenac (2007-2012). PS.

Remplaçant : Christian Touleron (2 septembre 1941), à Rivières.

1^{er} tour : Charles Astruc, VEC, 866 voix ; Marie-Christine Boutonnet, FN, 791 voix ; Max Moulis, DVG, 2882 voix ; Michèle Rieux, soc., 3448 voix ; Alain Guiraudie, com., 482 voix ; Marie-Thérèse Plageoles,

UMP, 2062 voix ; 10955 votants ; 15984 inscrits.

2^e tour : Moulis, 3510 voix ; Rieux, 3748 voix ; Plageoles, 1687 voix ; 9239 votants.

Graulhet

Briatexte, Busque, Graulhet, Missècle, Moulayrès, Puybegon, Saint-Gauzens

1833, 20 novembre

Corbière, Charles Philippe Auguste, baron

(Graulhet, 4 septembre 1759-Toulouse, au 22 de la rue Saint-Antoine, 24 juillet 1845). Fils de Louis Corbière, notaire à Graulhet, et de Jeanne Roques. Célibataire.

Lieutenant du juge de Guitalens, membre du directoire du département en 1792, membre du directoire du district de Castres en l'an II, procureur syndic du district de Lavour en l'an III, juge à la cour de cassation en l'an VII, baron de l'Empire en 1813, procureur général en 1830, président de la cour d'appel de Toulouse. 6 000 F.

Député élu le 16 mai 1815-13 juillet 1815 par le collège de département et celui de l'arrondissement de Lavour. Conseiller général (8e siège) 1831-1833.

Corbière, 34 voix ; Jean Massot, de Puybegon, 9 voix ; Abrial, juge de paix à Graulhet, 1 voix ; Rossignol, notaire à Graulhet, 1 voix ; Corbière, propriétaire à Castres, 1 voix ; 47 votants ; 61 inscrits.

1842, 18 décembre

Carrière, Narcisse de

(Gaillac, 23 floréal an XI-Puybegon, Saint-Ferdinand, 21 janvier 1865). Fils de Jean Louis Léon de carrière (1771-1863) et de Marianne Angélique Maurel (1771-1856). Epouse le 5 juillet 1831 à Gaillac Marie Raymonde Stéphanie de Toulouse-Lautrec (1810-1874).

Propriétaire à Puybegon, 12000 F. Avocat, substitut du procureur du roi de Rodez.

Narcisse de Carrière, 54 voix ; Pierre-Marie Massot, 39 voix ; Cassan, aubergiste à Graulhet, 1 voix ; 95 votants ; 99 inscrits.

1848, 27 août

Marty, Martin

(25 décembre 1798-Garrigues, 27 mars 1871). Fils de Martin Marty et de Marie Madeleine Azémar. Epouse le 17 novembre 1828 à réalmont Lydia Marguerite Roquefeuil.

Notaire à Graulhet de 1824 à 1869 ; 6000 F.

Marty, 1299 voix ; Narcisse de Carrière, propriétaire à Saint-Ferdinand, commune de Puybegon, 962 voix ; sur 2256 votants ; 2810 inscrits.

1852, 1^{er} août

Abrial, Jean Baptiste 'Paul'

(Graulhet, 20 mai 1809-Graulhet, 18 août 1885). Fils de Jean Pierre Philippe Abrial, juge de paix, et de Anne Sophie Célariès. Veuf de Jeanne Marie Adèle Got.

Propriétaire à Graulhet, suppléant du juge de paix. 3 000 F. 5 000 F en 1864.

Paul Abrial, 1 655 voix ; 1708 votants ; 3 160 inscrits.

1855, 3 juin

Abrial, Jean Baptiste 'Paul'

Paul Abrial, 2068 voix ; 2045 votants ; 3180 inscrits.

Le procès verbal de la commune de Graulhet fournit les résultats illogiques suivants : bulletins trouvés 1262 ; nombre de votants sur la feuille : 1239 ; suffrages obtenus par Abrial : 1264. D'où un recours de Julien Rossignol, Roques, Benezech, Barrau et autres, rejeté par le conseil de préfecture le 22 juin 1855.

Sous-préfet de Lavour, 6 avril 1855 : « A Graulhet, M. Abrial fut, il y a trois ans, désigné en quelque sorte par l'administration pour remplacer M. Marty, notaire, dont les idées paraissaient un peu trop avancées. C'est un homme sans antécédents politiques et sans une grande valeur personnelle. Il jouit cependant, soit par lui-même, soit par sa famille, d'une grande considération dans le pays. Par ses relations à Albi, à Lavour et dans les environs, et surtout par suite de cette tendance inévitable que l'on a dans ce pays de faire entrer tout le monde dans une classification qui n'a pas toujours sa raison d'être, beaucoup de personnes le classent parmi les légitimistes. Cette circonstance ne parut pas de nature à arrêter le choix de l'administration alors surtout que M. Abrial était fort mal avec tous les hommes que l'on dit légitimistes à Graulhet et que c'était dans le camp opposé qu'il trouvait ses partisans les plus chauds. D'ailleurs pour écarter M. Marty il était impossible de faire une autre désignation.

M. Marty ne voulant pas entrer en lutte avec l'administration, retira sa candidature. Depuis cette époque il a modifié suffisamment ses opinions pour être appelé aux fonctions d'adjoint au maire de Graulhet. C'est le seul homme que l'on pourrait songer à opposer à M. Abrial, mais ce retour serait, ce me semble, d'un fâcheux effet et puis M. Marty voudrait-il s'y prêter ? Cela me paraît fort douteux. dans ces circonstances et en l'absence surtout dans ce canton de tout homme un peu important et capable que l'on puisse songer à mettre en avant, je crois qu'il n'y a aucun inconvénient à garder M. Abrial, pourvu toutefois que, reconnaissant que c'est le patronage de l'administration qui fait sa force auprès des électeurs et acceptant toutes les conséquences de cette position, il s'engage à faire connaître lui-même publiquement à ses électeurs dans

quelle condition il se présente. » (ADT, 2 M 5/6). [Voir la suite de la lettre dans la notice de Clauzade-Mazieux, dans le canton de Saint-Paul-Cap-de-Joux.

1864, 19 juin

Abrial, Jean Baptiste 'Paul'

Paul Abrial, 2293 voix, 2307 votants, 3395 inscrits.

Sous-préfet de Lavour, 1864 : « Très honnête et très excellent homme, fort aimé et estimé. légitimiste dans le principe, il s'est conduit depuis plusieurs années en ami sincère de l'Empire. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Vayssière

docteur en médecine

1871, 8 octobre

Abrial, Jean Baptiste 'Paul'

Paul Abrial, 1291 voix, élu ; Barrau, notaire, 963 voix, 2425 votants, 3681 inscrits.

1874, 4 octobre

Abrial, Jean Baptiste 'Paul'

Sous-préfet de Lavour, 30 septembre 1874 : « M. Abrial, candidat sortant, n'a pas encore de compétiteur et il est plus que probable qu'il n'en aura pas. La seule personne qui aurait pu lutter dans le canton avec quelques chances de succès était le contre-amiral Jaurès, membre de l'Assemblée nationale, mais ses liens de parenté et d'amitié avec la famille Abrial l'ont empêché de se mettre sur les rangs. M. Abrial appartient au parti conservateur. Il n'a publié aucune profession de foi. » (ADT, 2 M 5/117).

Conservateur. Très considéré dans son canton ; caractère très honorable. » (ADT, 2 M 5/15).

Paul Abrial, 1780 voix, 1943 votants, 3619 inscrits.

1880, 1^{er} août

Abrial, Jean Baptiste 'Paul'

Paul Abrial, 1520 voix ; Émile Roques, propriétaire adjoint au maire de Graulhet, 1430 ; 2953 votants ; 3626 inscrits.

Par décision du 17 janvier 1881, le Conseil d'État rejette le recours contre l'élection des sieurs Pouquariès, Dutrieu et autres.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste ; bonne situation ; peu d'influence, mais estimé ; aptitudes nulles, intelligence très médiocre ; brave homme, rapports faciles, très courtois et peu militant. » (ADT, 2 M 5/19).

1885, 25 octobre : élection partielle suite à décès

Montet, Adrien

Médecin, adjoint puis maire de Briatexte (1889-1908). Républicain.

Adrien Montet, 1921 voix ; Charles Poulié, 1156 voix ; 3101 votants ; 3750 inscrits.

1886, 1^{er} août

Montet, Adrien

Adrien Montet, 1857 voix, élu ; Charles, Poulié, industriel, conservateur, 1187 voix ; 3056 votants ; 3752 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Grosse situation dans son canton ; très aimé et fort riche. Activité fort grande. Intelligence ordinaire. Connaît encore peu les affaires. Bon, affable. relations très agréables. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Montet, Adrien

Adrien Montet, 2333 voix ; 2654 votants ; 3746 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain radical. M. Montet a une très grande influence dans le canton de Graulhet, où il

n'a cessé de rendre des services en faisant surtout de la médecine gratuite. Possède une belle fortune et jouit d'une très grande considération. Nature très droite et caractère très ferme. Beaucoup d'activité. Il n'a cessé d'entretenir les meilleurs rapports avec l'administration. Très dévoué. » (ADT, 2 M 5/21).

1898, 31 juillet

Montet, Adrien

Paul Arnal, publiciste, ancien professeur de lycée, 1319 voix ; Adrien Montet, docteur en médecine, 1778 voix ; divers, 5 voix ; 3144 votants ; 4010 inscrits.

1904, 31 juillet

Morel, Benjamin Auguste 'François'

(Graulhet, 22 mars 1871-Paris, 17 janvier 1938). Fils de Auguste Morel, ingénieur civil et négociant à Montreuil-sous-Bois, et de Marie Anaïs Massoutier. Industriel, réside à Montreuil-sous-Bois, 114 rue de Paris, radical. Député 1924-1928. Radical.

Adrien Montet, 1679 voix ; François Morel, radical, 1827 voix ; 3543 votants ; 4128 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, 1920 : « Possède une grosse fortune. Intelligent et actif. Il a été souvent candidat malheureux aux élections législatives. S'est présenté aux dernières élections sénatoriales ; s'est retiré après le premier tour en se désistant en faveur des candidats ?? (illisible). N'a pas abandonné l'espoir d'obtenir un siège au parlement. N'a pas eu de concurrent pour le conseil général. Homme aimable et courtois, M. Morel a les meilleures relations avec la préfecture. Habite Paris. » (2 M 5/30).

1910, 24 juillet

Morel, Benjamin Auguste 'François'

François Morel, 1764 voix ; Félix Julien, maire de Graulhet, socialiste, 1273 voix ; 3241 votants ; 4129 inscrits.

1919, 14 décembre**Morel, Benjamin Auguste 'François'**

François Morel (seul candidat), 2205 voix ; 2619 votants ; 3611 inscrits.

1922, 14 mai**Morel, Benjamin Auguste 'François'**

Henri Mérou, ouvrier mégissier, 668 voix ; François Morel, 1534 voix ; Robert Valat, industriel, 700 voix ; 2960 votants ; 3516 inscrits.

1928, 14 octobre**Morel, Benjamin Auguste 'François'**

François Morel, seul candidat, 2224 voix ; 2549 votants ; 3600 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Esprit très brouillon, vindicatif et d'une ambition exaspérée à la suite de certains échecs, M. Morel ne recule devant aucun procédé pour arriver à ses fins. Ne tient dans son canton dont il se désintéresse plutôt que par une énorme distribution d'argent pendant la période électorale. Ne jouit dans le canton de Graulhet d'aucune estime. Son attitude par trop socialisante lors de l'élection dernière au Sénat a amené son exclusion du parti radical qui ne lui pardonne pas de s'être jeté dans les bras des socialistes. Serait vraisemblablement battu si un candidat assez sérieux lui était opposé. Très bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre**Morel, Benjamin Auguste 'François'**

François Morel, rad. soc., 2026 voix, élu ; docteur Charles Azéma, rad. ind., 514 voix ; Eugène Paba, PC, 384 voix. 3067 votants ; 3669 inscrits.

1938, 27 mars : élection partielle suite à décès**Calvel, 'René' Jean Albert**

(Graulhet, 3 avril 1910-Colomiers, Haute-Garonne, 28 juillet 1981). Fils de Jules Calvel, menuisier rue Cardenal, et de Elia Marie Louise Jamme. Marié à Garaulhet le 11 septembre 1931 avec Juliette Hélène Andréa Francès.

Artisan maroquinier, conseiller d'arrondissement. Marié, 3 enfants. Membre du MUR, groupe Vény.

René Calvel, SFIO, 1454 voix ; Eugène Paba, limonadier, PC, 167 voix ; Robert Valat, industriel, vice-président de la chambre de commerce de Castres, rad. ind., 833 voix ; Auguste Carivenc, représentant de commerce, PSF, 433 voix. 2955 votants ; 3557 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)**Imart, Jean**

maire de Graulhet,

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Calvel René, courtier en mégisserie, SFIO, ancien conseiller municipal élu et actuellement adjoint au maire de Graulhet, est maintenu à son siège. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre**Calvel, 'René' Jean Albert**

René Calvel, SFIO, 2884 voix ; Eugène Paba, com., 1630 voix ; 5076 votants ; 6924 inscrits.

Préfet, 1945 : « Intelligent et sympathique, M. Calvel s'est créé une situation favorable à la fois dans son canton et au sein du conseil général. Résistant de la première heure, il appartenait au MUR. Il entretient avec l'administration les rapports les plus courtois. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars**Calvel, 'René' Jean Albert**

René Calvel, SFIO, 3077 voix ; Lages, com., 1101 voix ; Delmas, RPF, 876 voix ; 5288 votants ; 7034 inscrits.

1955, 17 avril**Calvel, 'René' Jean Albert**

René Calvel, SFIO, 3562 voix ; Ernest Antérieux, com., 993 voix ; 4935 votants ; 7418 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Petit industriel, d'esprit réaliste autant que social, M. Calvel manifeste dans les travaux du conseil général beaucoup de sérieux, de bon sens et d'efficacité. Il est très généralement sympathique. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4-11 juin**Pontier, André**

(Algans-Lastens, 28 avril 1921). Docteur en médecine, maire de Graulhet (1971-1977).

1^{er} tour : André Pontier, CNI, 2358 voix ; René Calvel, SFIO, 2932 voix ; Yves Bressolle, com., 611 ; Marcel Roques, extrême droite, 71 voix ; 6171 votants ; 8075 inscrits.

2^e tour : Calvel, 3103 voix ; Pontier, 3112 voix ; Roques, 57 voix ; 6476 votants ; 8075 inscrits.

Préfet, 1964 : « Type même du médecin qui, usant des avantages que lui offre sa profession, décide un jour de prendre coûte que coûte la place politique d'autrui. A pu abattre ainsi un vieux militant socialiste local et remplit depuis ses fonctions avec beaucoup d'application et d'adresse. Pourrait plus tard se trouver sur le chemin d'autres mandats. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre**Pontier, André**

André Pontier, div. mod., 3631 voix ; André Hermet, FGDS, 2673 voix ; Bernard

Dutaur, com., 694 voix ; 7146 votants ; 8976 inscrits.

Préfet, 1967 : « Elu de justesse au deuxième tour, en 1961, dans un canton considéré comme un fief socialiste, le docteur Pontier a été réélu brillamment, malgré la vivacité de la campagne menée contre lui par le député de la circonscription, M. Spénale (SFIO). Actif et efficace, il s'acquitte de ses fonctions avec autant d'application que d'adresse. Son influence au sein de la majorité du conseil général et son autorité dans le département s'accroissent régulièrement. Il est possible qu'il soit appelé à jouer un rôle politique plus important. » (ADT, 1107 W 48).

1973, 23 septembre**Pontier, André**

André Pontier, DMA, 3387 voix ; André Gau, soc., 2590 voix ; Raymond Durand, secrétaire permanent du syndicat des ouvriers agricoles du Tarn, com., 778 voix ; 6968 votants ; 9750 inscrits.

1979, 18-25 mars**Argelès, Jean Henri**

(Vénerque, Haute-Garonne, 4 octobre 1914-9 octobre 2007). Principal honoraire de collège. Maire d'Aulon (Haute-Garonne), 1950-1972, de Graulhet (1977-1989).

1^{er} vice-président du conseil général 1982-1985.

1^{er} tour : Jean Henri Argelès, soc., 3622 voix ; J.-P. Antoni, RPR, 1387 voix ; G. Doga, com., 1891 voix ; N. Soggiato, UDF-PRI, 1181 voix ; 8565 votants ; 11116 inscrits.

2^e tour : Argelès, 5379 voix ; Antoni, 2691 voix ; 8609 votants ; 11116 inscrits.

1985, 10-17 mars**Ravari, Georges**

58 ans. Directeur technique des établissements Blanc et fils, conseiller

municipal de Graulhet, vice-président de la chambre syndicale des patrons mégissiers.

1^{er} tour : Georges Doga, com., 1125 voix ; Gabriel Rouyre, soc., 3061 voix ; Georges Ravari, RPR, 3710 voix ; Zohra Krouk, FN, 745 voix ; 9110 votants ; 11514 inscrits.

2^e tour : Rouyre, 4365 voix ; Ravari, 4722 voix ; 9502 votants ; 11514 inscrits.

1988, 7-14 février : élection partielle suite à décès

Laporte, Guy

(Beaufort, Haute-Garonne, 15 décembre 1952). International de rugby, courtier en cuirs et peaux. DVD.

1^{er} tour : Georges Doga, com., 1155 voix ; Guy Laporte, RPR, 2455 voix ; docteur Jean-Jacques Gros, FN, 970 voix ; Jean-Marie Argelès, soc., 1530 voix ; 6352 votants ; 8786 inscrits.

2^e tour : Laporte, 3763 voix ; Argelès, 2633 voix ; 6828 votants ; 8786 inscrits.

1992, 22-29 mars

Bousquet, Claude

(Graulhet, 15 mars 1942). Agriculteur, adjoint (1977-1989) et maire de Graulhet (1989-1995). PS.

Vice-président du conseil général, 1994-1998, 2011-2014.

1^{er} tour : Roger Biau, com., 572 voix ; Camille Fabas, FN, 1661 voix ; Serge Penard, occ., 147 voix ; Claude Bousquet, soc., 2677 voix ; Maurice Bardou, UPF, 1432 voix ; Linette Ravari, DVD, 1301 voix ; Michel Patron, verts, 573 voix ; 9078 votants ; 11653 inscrits.

2^e tour : Fabas, 2013 voix ; Bousquet, 3706 voix ; Bardou, 2685 voix ; 8881 votants ; 11653 inscrits.

1998, 15-22 mars

Bousquet, Claude

1^{er} tour : Roger Biau, com., 613 voix ; Camille Fabas, FN, 1681 voix ; Claude Bousquet, soc., 2507 voix ; Jean Picarel, DVD, 2348 voix ; Vauris, SE, 237 voix ; Ferraro, verts, 396 voix ; 8325 votants ; 11513 inscrits.

2^e tour : Bousquet, 3884 voix ; Picarel, 3861 voix ; 8274 votants ; 11513 inscrits.

2004, 21-28 mars

Bousquet, Claude

1^{er} tour : Claude Bousquet, soc., 2980 voix ; Claude Nouvel, com., 505 voix ; Jean Picarel, DVD, 1985 voix ; Michel Baby, UDF, 689 voix ; Pierre Vignau, FN, 1009 voix ; Jacques Ravari, DVD, 261 voix ; 7429 votants ; 11533 inscrits.

2^e tour : Bousquet, 4371 voix ; Picarel, DVD, 3255 voix ; 8201 votants ; 11533 inscrits.

2011, 20-27 mars

Bousquet, Claude

Remplaçante : Jacqueline Laurens (Lavaur, 23 octobre 1961).

1^{er} tour : Bernard Bacabe, com., 1345 voix ; Claude Bousquet, soc., 1807 voix ; Daniel Rifa, rég., 91 voix ; Jean-Claude Amalric, maj. prés., 286 voix ; Sylvain Bonleux, UMP, 953 voix ; Arnaud Vilmant, FN, 1424 voix ; 6400 votants ; 12141 inscrits.

2^e tour : Bousquet, 3543 voix ; Vilmant, 2290 voix ; 6379 votants ; 12150 inscrits.

Labruguière

Escoussens, Labruguière, Lagarrigue, Saint-Affrique, Valdurenque, Viviers-les-Montagnes

La commune de Noaiac (démembrée de Boissezon en 1928) passe du canton de Mazamet au canton de Labruguière par la loi du 13 mars 1932.

1833, 20 novembre

Fabre-Lavernière, 'Jean' Jacques Pierre

(2 octobre 1779). Maire de Labruguière, membre du conseil d'arrondissement. 12 000 F.

Jean Fabre-Lavernière, 36 voix ; de Barrau, maire de Viviers, 4 voix ; Lades, juge de pais de Labruguière, à Escoussens, 3 voix ; 43 votants ; 50 inscrits.

Démissionne le 10 juillet 1838

1838, 5 août : élection partielle suite à démission

Lades, 'Pierre' Joseph Casimir

(3 avril 1794). Médecin, juge de paix à Escoussens ; 15000 F.

Pierre Lades, d'Escoussens, 22 voix ; Anacharsis Combes, de Castres, 21 voix ; 43 votants ; 49 inscrits.

1839, 12 décembre

Lades, 'Pierre' Joseph Casimir

Pierre Lades, 30 voix ; Anacharsis Combes, 19 voix ; le comte de Villeneuve, 3 voix ; 54 votants ; 62 inscrits.

1848, 27 août

Fabre, 'Louis' Jean Félix

(2 septembre 1811). Propriétaire à Labruguière, 8 000 F. En 1852 on le désigne « Fabre St-Félix ».

Louis Fabre, 562 voix ; Etienne Raymond Peyre, propriétaire et médecin à Labruguière, 520 voix ; Maurice de Barrau, propriétaire à Viviers, 320 voix ; Casimir

Lades, propriétaire et médecin à Escoussens, 283 voix ; 1685 votants ; 1930 inscrits.

1852, 1^{er} août

Fabre, 'Louis' Jean Félix

Louis Fabre, 914 voix ; Jean Doucet, maire de Labruguière, 473 voix ; docteur Blaveau, 1 voix ; d'Aigufonde, 1 voix ; Azaïs, propriétaire, 1 voix ; 1390 votants ; 2097 inscrits.

1861, 15-16 juin

Fabre, Alphonse

(26 septembre 1819). Propriétaire, maire de Labruguière. 15 000 F ; 6 000 F en 1870.

Préfet, 8 avril 1861 : « M. Fabre, propriétaire, frère du maire de la ville chef-lieu, est un conseiller assez terne, mais il a par lui-même et par sa famille une bonne position dans le canton ; il est dévoué au gouvernement. C'est une candidature à maintenir. » (ADT, 2 M 5/10).

Alphonse Fabre (seul candidat), 1658 voix ; 1661 votants ; 2013 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Bon maire ; conseiller général dévoué à l'administration supérieure ; en toutes circonstances toujours prêt à donner au gouvernement des preuves de son dévouement. Dispose par lui ou sa famille d'une influence très considérable dans son canton. Homme d'un bon jugement et d'un caractère énergique. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 11-12 juin

Fabre, Alphonse

Alphonse Fabre, 1258 voix, élu ; Eugène Pereire, conservateur, 609 voix ; 1871 votants, 2193 inscrits.

Protestation contre l'élection, rejetée par le conseil de préfecture le 15 juillet 1870.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Pinel

notaire

1871, 8 octobre

Fabre, Alphonse (ci-dessus)

Alphonse Fabre, 969 voix ; Antoine Fabre, 691 voix ; Joseph Molinier, 14 voix ; 1698 votants ; 2183 inscrits.

1874, 4 octobre

Fabre, Alphonse

Sous-préfet de Castres, 22 septembre 1874 : « M. Fabre Alphonse, maire conseiller général sortant, conservateur, aura une lutte vraisemblablement contre son cousin M. Antoine Fabre, appuyé par le parti avancé. M. Antoine Fabre a déjà échoué il y a 3 ans, il est probable qu'il en sera de même cette fois. » (ADT, 2 M 5/15)

Alphonse Fabre, 874 voix ; Antoine Fabre, 810 voix ; 1691 votants ; 2166 inscrits.

1874 : « Conservateur. Peu influent, mais sincère conservateur. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er}-8 août

Dousset, Camille

(+1888). Notaire à Labruguière. Républicain.

1^{er} tour : Alphonse Fabre, 553 voix ; Camille Dousset, 769 voix ; Antoine Fabre, fabricant de bonnets, 527 voix ; 1886 votants ; 2251 inscrits.

2^e tour : Dousset, 1261 voix ; Antoine Fabre, 210 voix ; Alphonse Fabre, 61 voix ; 1582 votants ; 2251 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; bonne situation de fortune ; influence considérable dans son canton ; intelligent, instruit et actif ; excellentes relations, très aimé et très serviable. » (ADT, 2 M 5/19).

Édouard Barbey, président du conseil général, 20 août 1888 : « Nous avons perdu M. Dousset. Ceux d'entre nous qui ont pu lui rendre les derniers devoirs savent les regrets qu'il laisse après lui. Comment ne pas pleurer encore ce cœur d'or, cet ami si sûr, ce collègue si modeste et si laborieux, ce lutteur si vaillant et si doux, qui a servi pendant tant d'années la République avec un esprit admirable d'abnégation, de discipline et de sacrifice ? » (ADT, 1 N 76).

1886, 1^{er} août

Fabre, Victor

Propriétaire à Castres.

Victor Fabre, 1019 voix, élu ; Dousset, 953 voix ; 2018 votants ; 2333 inscrits.

L'élection est annulée par le Conseil d'État par décision du 6 août 1887.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Réactionnaire sans nuance [catégorie imposée par le ministère, cela signifie qu'on ne peut le classer royaliste ou bonapartiste]. Nouveau venu au sein du conseil général. M. Victor Fabre ne paraît pas devoir être appelé à jouer un rôle important dans le sein de l'assemblée. Ancien conseiller de préfecture du Tarn, il est devenu depuis son remplacement réactionnaire sans nuance, qualification qui répond fort bien à son caractère léger et sans consistance. Rapports nuls. » (ADT, 2 M 5/20).

Rapport du préfet au ministre de l'Intérieur à propos du recours contre l'élection, 25 mars 1887 : « En 1880, le canton de Labruguière qui, jusqu'à cette époque, avait été représenté par un conseiller général réactionnaire, donna 1261 voix à M. Dousset, notaire et maire, républicain, contre 210 à son concurrent. Mais son échec comme candidat à la députation en 1884, en remplacement de M. F. Thomas, et le succès, seulement partiel, de sa liste aux élections municipales avaient un peu affaibli sa situation. La direction de l'administration municipale de Labruguière était passé dans la main de M. Fabre qui ne tarda pas d'ailleurs à se faire révoquer à la suite des désordres dont il fut l'instigateur dans une réunion publique électorale. Le résultat de l'élection du 1^{er} août n'en surprit pas moins le parti républicain car, si M.

Dousset, contre lequel son adversaire avait mené une campagne des plus acharnées et des plus violentes, semblait avoir perdu une partie de son influence dans la ville de Labruguière, les électeurs ruraux lui étaient restés fidèles et sa situation paraissait même s'être fortifiée de ce côté. On pouvait dès lors compter sur le succès de sa candidature, étant surtout les antécédents de son concurrent dont les palinodies étaient devenues un sujet de scandale même dans le camp réactionnaire. M. Fabre sentait si bien que le terrain était glissant qu'il ne recula devant aucun procédé, si malhonnête fût-il, pour assurer le succès de sa candidature. Sa conduite pendant la période électorale, sa circulaire aux électeurs qui tient du cynisme et surtout son attitude déloyale pendant le dépouillement du scrutin indignèrent tous les honnêtes gens de sorte que l'on peut dire avec raison qu'en protestant contre l'élection du 1^{er} août, M. Dousset s'est fait l'écho de l'opinion publique que tant d'audace avait révolté et qui demande justice. » (ADT, 2 M 5/118).

1887, 18 septembre : élection partielle suite à annulation

Dousset, Camille (ci-dessus)

Camille Dousset, 1060 voix, élu ; Paulin Couzinié, maire de Labruguière, 920 voix ; 1987 votants ; 2184 inscrits.

Recours contre l'élection par les sieurs Couzinié, Launey, Barbaza et autres, rejeté par le Conseil d'État le 28 mars 1888.

Préfet, 1887 : « M. Dousset, après avoir échoué à l'élection du 1^{er} août 1886 qui a été annulée par le Conseil d'État, a été élu conseiller général contre son nouveau concurrent, M. Couzinié, maire de Labruguière. M. Dousset exerce les fonctions de notaire depuis longtemps. Il est intelligent et entièrement dévoué à l'administration et à ses électeurs. » (ADT, 2 M 5/20).

1888, 12 août : élection partielle suite à décès

Fabre, Victor (ci-dessus)

Victor Fabre, 1024 voix, élu ; Guilhemet, 946 voix ; 1983 votants ; 2230 inscrits.

Recours de Guilhemet, Cros et autres contre l'élection, rejeté par le Conseil d'État le 28 juin 1889.

Préfet, 1887 : « M. Fabre, ancien maire de Labruguière, ancien conseiller de préfecture, ne paraît pas devoir être appelé à jouer un rôle important dans le sein de l'assemblée. Autrefois républicain exalté, il est devenu réactionnaire militant depuis son remplacement. D'un caractère léger, M. Fabre passe pour un homme peu sérieux, même auprès de ses amis politiques. Il remplace M. Dousset, décédé. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Guillemet, André

(+ 2 août 1898). Manufacturier. Maire de Labruguière.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. M. Guillemet est un gros industriel, très actif, très dévoué et très énergique. En raison de son caractère affable et serviable, il a acquis dans le canton une influence assez grande. Il est très aimé de la population. Relations très cordiales avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

André Guillemet, 1051 voix ; Camille Nègre, docteur en médecine, 929 voix ; 2045 votants ; 2280 inscrits.

1898, 31 juillet

Guillemet, André

André Guillemet, 976 voix ; Paul Arcizet, industriel, 521 voix ; 1607 votants ; 2255 inscrits.

Recours de Paul Arcizet : le Conseil d'État décide le 28 janvier 1899 d'un non lieu, le candidat élu étant décédé.

Préfet, 1898 : « M. Guillemet est décédé 48 heures après sa réélection. C'était un esprit des plus distingués, ancien professeur de belles-lettres, travailleur assidu, il occupait au conseil général une place marquante, et ses collègues suivaient volontiers ses avis et ses indications. Les républicains de

l'arrondissement de Castres sans distinction de nuances, le tenaient en haute estime. Sa perte a été vivement ressentie dans le canton et dans l'arrondissement également ; elle laissera un vide au sein de l'assemblée départementale qui de longtemps, je le crains, ne sera pas comblé. » ADT, 2 M 5/23).

1898, 30 octobre : élection partielle suite à décès

Berry, Félix Célestin 'Charles'

49 ans en 1901. Propriétaire à La Sabartarié, maire de Saint-Affrique.

Charles Berry, républicain, 1007 voix ; Timoléon de Viviès, conservateur, 842 voix ; 1904 votants ; 2247 inscrits.

Préfet au ministre de l'Intérieur, 26 octobre 1898 : « Deux candidats sollicitent les suffrages des électeurs : M. de Viviès, partisan des anciens régimes, et qui, appuyé par les deux députés de l'arrondissement, se présente comme conservateur, et M. Berry, désigné dimanche dernier par un congrès pour le tenir le drapeau de la République. L'union de tous les républicains se fera sur le nom de M. Barry, qui dans ces conditions peut triompher de son concurrent. Mais je ne peux rien certifier en l'espèce. le canton de Labruguière est, en effet, réactionnaire et, avant M. Guillemet qui l'avait conquis grâce aux sympathies universelles dont il était l'objet, le siège avait constamment été occupé par un conservateur. » (ADT, 2 M 5/118).

Préfet, 1898 : « Riche propriétaire. instruction ordinaire et sans influence personnelle. Sera guidé par son beau père, M. Maurice de Barrau de Muratel, conseiller général. Son rôle, dans cette assemblée, sera sans importance. » (ADT, 2 M 5/23).

Préfet, 1901 : « Grande situation de fortune qui lui donne les plus grandes chances de rester longtemps conseiller général du canton de Labruguière. Affable, sympathique, très estimé. Paraît dépourvu de toute ambition politique. Est en très bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Simon, Henry

(Labruguière, 20 mai 1874-Paris, 2 décembre 1926). Manufacturier à Labruguière, à Paris, 21 bd Beauséjour, 16^e. Député 1910-1926 (élu en 1910, 1914, 1919 et 1924), président du conseil général 1922-1926, ministre des Colonies d'octobre 1917 à janvier 1920. Radical socialiste.

Henry Simon, 1100 voix ; Charles Berry, 564 voix ; 1724 votants ; 2139 inscrits.

1910, 24 juillet

Simon, Henry

Henry Simon, 1253 voix ; Paul Oulmière, ébéniste, 46 voix ; divers, 28 voix ; 1513 votants ; 2133 inscrits.

1919, 14 décembre

Simon, Henry

Henry Simon, (seul candidat), 1155 voix ; 1355 votants ; 1935 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « Député, ministre des Colonies d'octobre 1917 à janvier 1920, M. H. Simon, devenu le chef du parti radical dans le département, a vu se fortifier sa situation dans le canton cependant conservateur de Labruguière, où son inlassable serviabilité, son esprit bienveillant et tolérant ont forcé la sympathie de ses adversaires politiques mêmes. M. H. Simon a toujours joué au conseil général, où il est président de la commission des finances, un rôle prépondérant. Son influence y est considérable. Entretient avec l'administration des rapports confiants et amicaux. » (ADT 2 M 5/30).

1922, 14 mai

Simon, Henry

Henry Simon (seul candidat), 1177 voix ; 1396 votants ; 1840 inscrits.

1927, 16 janvier : élection partielle suite à décès de Simon

Andrieu, Numa

(23 août 1863-fin mai 1928). Industriel à Mazamet, maire de Labruguière.

Sous-préfet de Castres, 20 janvier 1927 : « Gros industriel, est sympathique et populaire en raison des son origine modeste. Bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/53).

Numa Andrieu, radical, 1229 voix (seul candidat) ; 1359 votants ; 1807 inscrits.

1928, 14 octobre

Reberga, Émile

(6 juin 1881). Industriel à Mazamet, rue Albert Rouvière. Conseiller municipal puis maire de Labruguière (1929-1935). Radical.

Sous-préfet de Castres, 6 septembre 1928 : « M. Reberga, industriel à Mazamet et à Labruguière, beau frère et associé du regretté M. Andrieu, décédé à la fin mai, se rendant aux sollicitations pressantes des radicaux, a accepté d'être candidat. » (ADT, 2 M 5/60).

Émile Reberga, 760 voix, élu ; Paul Cros, propriétaire agriculteur, 631 voix ; 1468 votants ; 1810 inscrits.

20 novembre 1928 : « Il a une grosse fortune industrielle ; est pourvu des qualités indispensables pour tenir convenablement son mandat de conseiller général : sens des affaires, fortune et dévouement. » (ADT, 2 M 5/62).

1934, 7 octobre

Reberga, Émile

Émile Reberga, rad. soc. 834 voix, élu ; Louis Cabanac, marchand de fourrages, SFIO, 582 voix ; André Viéla, docteur en médecine, rép. ind., 173 voix ; 1720 votants ; 2041 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « Les dernières élections municipales de Labruguière et cantonale ont fait la preuve de la fragilité de la situation électorale de

M. Reberga. Il est peu probable qu'il puisse maintenir son siège. Il y faudrait une très réelle habileté qu'il ne paraît pas posséder. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Cabayé, Joseph

conseiller municipal de Labruguière

1944-1945 : projet de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Reberga Émile, industriel, radical socialiste, n'a pas démerité et est maintenu à son siège. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Simon, 'Claude' Henri

(Paris, 16^e, 27 novembre 1916-9 octobre 2001). Fils d'Henri Simon, ministre, qui précède. Marié, 2 enfants. Industriel, maire de Labruguière (1953-1971 ou 77).

1^{er} tour : Simon, soc. ind., 1220 voix ; Clément Gau, com., 656 voix ; Camille Bages, SFIO, 527 voix ; Émile Reberga, rad. soc., 377 voix ; 3131 votants ; 4060 inscrits.

2^e tour : Simon, 1297 voix ; Gau, 961 voix ; Auguste Barthès, indépendant, 938 voix ; 3302 votants ; 4077 inscrits.

Notice sans date, 1944 ou 1945 : « Chef des FFI du canton de Labruguière à dater du 6 juin. Membre de l'OCM dès 1944. Très connu et très estimé à Labruguière. Mutilé de guerre. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, 1945 : « M. Claude Simon est un des membres les plus en vue de l'assemblée départementale. Jeune, intelligent et cultivé, il jouit de la considération de ses collègues et ses interventions sont toujours très écoutées. Il semble devoir jouer sur le plan politique un rôle important. Il a pris une part active à la

Résistance, avec les maquis de la Montagne noire. Il entretient avec l'administration les rapports les plus courtois. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Simon, 'Claude' Henri

Claude Simon, RPF, 1503 voix ; Maurel, com., 752 voix ; Rouzaud, SFIO, 487 voix ; 3003 votants ; 4003 inscrits.

1955, 17 avril

Simon, 'Claude' Henri

Claude Simon, ind., 2183 voix ; Gabriel, Sabarthès, maire de Caucalières, div. g., 536 voix ; Pierre Maurel, com., 476 voix ; 3356 votants ; 4343 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Fils de feu Henri Simon, ancien ministre, M. Claude Simon est avant tout le chef d'une industrie textile importante et prospère. Ancien représentant du RPF au conseil général, orienté maintenant vers les indépendants, il y manifeste une grande activité politique, apportant à l'assemblée le concours d'un esprit clair et rapide et d'une connaissance précise des affaires et des hommes. Ses interventions sont toujours pleines de courtoisie et attentivement écoutées. Il s'efforcera d'être le leader des indépendants paysans aux élections législatives de 1956. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Simon, 'Claude' Henri

Claude Simon, action locale, 2291 voix ; Pierre Larrode, com., 573 voix ; Émile Leblanc, ext. droite, 156 voix ; 3254 votants ; 4706 inscrits.

Préfet, 1964 : « Prétentieux, aigri, en voulant au genre humain de n'être pas choisi comme député sans être candidat, M. Simon est indéfinissable en raison de son opposition à tout et à tous. A démissionné de la présidence des Finances qu'il tenait brillamment et semble se consacrer de plus en plus à l'administration de sa commune et de son canton de Labruguière qui vient

de le réélire brillamment. » (ADT, 1107 W 48).

Nsrp

1967, 24 septembre

Cabanac, 'Maurice' Raoul Louis

(Labruguière, 20 mai 1924-24 juin 2001). Négociant en grains. Conseiller municipal de Labruguière.

Vice-président du conseil général, 1967-1976.

Maurice Cabanac, action locale, 2022 voix ; Jean Poustomis, FGDS, 1247 voix ; Jacques Rouanne, com., 592 voix ; 3962 votants ; 5101 inscrits.

Préfet, 1967 : « M. Cabanac a été élu en remplacement de M. Simon, membre de la majorité, qui ne se représentait pas. M. Limouzy, député Ve République, a pour ainsi dire patronné sa candidature et lui a donné un appui particulièrement efficace pour son élection. Je ne connais pas suffisamment l'intéressé pour porter un jugement autorisé sur lui, mais je puis dire qu'il est très estimé dans la région de Castres et qu'il me donne l'impression d'un homme aussi actif que compétent, appelé à tenir rapidement sa place au sein du conseil général. » (ADT, 1107 W 48).

1973, 23 septembre

Cabanac, Maurice

Maurice Cabanac, UDR, 2414 voix ; Jean Ortiz, professeur de langues à Mazamet, com., 870 voix ; Gaston Gloriès, soc., 532 voix ; Jean Poustomis, DVG, 201 voix ; 4239 votants ; 5375 inscrits.

1979, 18-25 mars

Alquier, Jacqueline

(Vabre, 29 juillet 1947). Secrétaire comptable, maire de Labruguière (1989-1995), suppléante de Pierre Gabarrou, député socialiste de la 2^e circonscription, députée (1985-1986, 1988-1993), conseillère régionale (1998-2010), sénateur (2004-2014) (élue 26 septembre 2004, nsrp 30 septembre 2014).

1^{er} tour : Jacqueline Alquier, soc., 1680 voix ; M. Hermet, DMF, 1934 voix ; M. Giroussens, com., 1218 voix ; 5085 votants ; 6487 inscrits.

2^e tour : Alquier, 2785 voix ; Hermet, 2178 voix ; 5150 votants ; 6486 inscrits.

1985, 10-17 mars

Alquier, Jacqueline

1^{er} tour : Jean Imbert, com., 536 voix ; Jacqueline Alquier, soc., 2192 voix ; Paul Lonjon, DVD, 1488 voix ; Philippe Benne, DVD, 446 voix ; Michel Person, FN, 548 voix ; 5484 votants ; 7157 inscrits.

2^e tour : Alquier, 2827 voix ; Lonjon, 2456 voix ; 5555 votants ; 7157 inscrits.

1992, 22-29 mars

Alquier, Jacqueline

1^{er} tour : Jean-Claude Lamarque, com., 319 voix ; Jacqueline Oxoby, FN, 934 voix ; Philippe Benne, UPF, 1507 voix ; Jacqueline Alquier, soc., 2546 voix ; Olivier Delbende, verts, 411 voix ; 6207 votants ; 7797 inscrits.

2^e tour : Oxoby, 676 voix ; Benne, 1959 voix ; Alquier, 2741 voix ; 5720 votants ; 7797 inscrits.

1998, 15-22 mars

Ser, Michel

(Carcassonne, 28 avril 1946). Médecin à Labruguière. Maire de Labruguière (1977-1989). PS

1^{er} tour : Vidal, com., 501 voix ; Lorre, FN, 784 voix ; Michel Ser, soc., 2296 voix ; Benne, SE, 490 voix ; Jean-Louis Deljarry,

adjoint au maire de Labruguière, SE, 1509 voix ; 5956 votants ; 8506 inscrits.

2^e tour : Ser, 3038 voix ; Deljarry, 2242 voix ; 5732 votants ; 8502 inscrits.

2004, 21-28 mars

Benoit, Michel

(Castres, 9 août 1955). Professeur des écoles. Maire de Lagarrigue (1993-2014). PS.

Président du SDIS (2011-).

1^{er} tour : Michel Benoît, DVG, 2276 voix ; Claudie Augé, com., 364 voix ; Jean-Louis Deljarry, DVD, 1344 voix ; Florence Charlopin, FN, 713 voix ; Brigitte Desveaux, VEC, 348 voix ; Jean-Louis Cabanac, DVD, 1179 voix ; 6563 votants ; 8883 inscrits.

2^e tour : Benoît, 3824 voix ; Deljarry, 2452 voix ; 6748 votants ; 8885 inscrits.

2011, 20-27 mars

Benoit, Michel

1^{er} tour : Marie-Dominique Padilla, com., 321 voix ; Michel Benoît, soc., 2129 voix ; Jean Masse, EELV, 304 voix ; Christian Carrière, DVD, 918 voix ; Jacques Ros, FN, 1116 voix ; 4949 votants ; 9797 inscrits.

2^e tour : Benoît, 3198 voix ; Ros, 1674 voix ; 5288 votants ; 9799 inscrits.

Remplaçante : Elisabeth Gasc (Mazamet, 27 juin 1963).

Lacaune & Murat

1833, 20 novembre

Cambon, 'Jean' Antoine Alexandre

(8 juin 1789). Propriétaire à Lacaune, 10 000 F. Maire de Lacaune.

Jean Cambon, 51 voix ; 100 votants ; 118 inscrits. [Le PV manque dans 2 M 5/119].

1836, 12 décembre

Cambon, 'Jean' Antoine Alexandre

Jean Cambon, 79 voix ; le comte du Bosc, au Bosc, Aveyron, 30 voix ; 1 blanc ; 110 votants ; 128 inscrits.

1845, 2 décembre

Cambon, 'Jean' Antoine Alexandre

Jean Cambon, 79 voix ; Nègre, avocat à Castres, 43 voix ; 123 votants ; 132 inscrits.

Lacaune

Berlats, Escroux, Espérausses, Gijounet,
Lacaune, Nages, Senaux, Viane
La commune de Nages passe dans le canton
de Murat-sur-Vèbre par décret du 10 juillet
1969.

1848, 27 août

Azaïs, Jean 'Martial'

(Espérausses, 13 nivôse an II-Toulouse, 3 juillet 1863). Son père est maire d'Espérausses sous l'Empire. Épouse en 1817 Philippine Anne Eléonore Poujade

Substitut à Saint-Pons, 1818-1821, procureur à Saint-Pons, 1821-1831, président du tribunal de Saint-Pons, 1831-1840, conseiller à la cour d'appel de Poitiers, Montpellier puis de Toulouse. Député de l'Hérault (1835-1842) élu le 3 janvier 1835, 4 novembre 1837, 2 mars 1839, 5 décembre 1840. Chevalier de la Légion d'honneur le 15 janvier 1837. Revenu : 12 000 F.

Martial Azaïs, 1144 voix ; Cariès, propriétaire à Lacaune, 742 voix ; Paulin de Noirois, 41 voix ; 1931 votants ; 3250 inscrits.

1852, 1^{er} août

Azaïs, Jean 'Martial'

Martial Azaïs, 1651 voix ; Frédéric Moziman, médecin à Lacaune, 3 voix ; Cros, horloger, 1 voix ; Viala, propriétaire de Calmels, 1 voix ; Alfred Maire, 390 voix ; 2057 votants ; 3340 inscrits.

1858, 13 juin

Azaïs, Jean 'Martial'

Martial Azaïs, 1850 voix (seul candidat) ; 1851 votants ; 3100 inscrits.

1863, 6-13 septembre : élections partielles suite à décès

Cambon, Jules

(Lacaune, 23 mai 1826-1909 ?). Fils de Henri Cambon, propriétaire, et Jeanne Élise Cabanes. Épouse le 26 avril 1855 à Castres Elisa Thouren.

Propriétaire, juge de paix à Montredon 1856-1877. Maire de Lacaune 1878-1882. Revenu : 12 000 F ; 8 000 F en 1864. Frédéric Moziman, juge de paix de Lacaune, successeur du père de Jules Cambon, et Casimir Moziman, pasteur à Sablayrolles puis Lacaune, sont ses oncles.

Président de la commission départementale de 1889 à

Sous-préfet de Castres au préfet, 30 juillet 1863 : « Le canton de Lacaune, habité par une population mixte, est de tous ceux de mon arrondissement celui que les rivalités locales et les souvenirs des vieilles querelles religieuses divisent le plus profondément. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, une vacance se produisant au conseil général, de nombreux compétiteurs se mettent sur les rangs. Chaque parti, chaque coterie même, veut avoir son candidat. Mais je me hâte d'ajouter que ces divisions n'ont rien de politique, le Gouvernement n'a pas d'ennemis dans le canton de Lacaune, les dernières élections législatives l'ont prouvé. Les hommes formant ce qu'on appelle dans le pays le parti catholique mettent en avant deux candidatures. A Lacaune même, celle de M. Maire, ingénieur civil, homme intelligent et honorable, étranger au pays où il s'est fixé depuis quelques années auprès de son oncle, M. Nègre de Massals, de qui il doit hériter, dit-on, d'une fortune considérable. M. Maire est membre du conseil municipal de Lacaune. Il sera patronné plus particulièrement par M. de Naurois, maire de Lacaune, et les amis de

l'administration municipale. Dans la basse montagne, celle de M. Rossignol, notaire et maire à Espérausses. La position de fortune de ce dernier est modeste, mais il est fort estimé et sa clientèle comme notaire lui procurera de nombreux adhérents. Sa famille est très connue dans le pays, un de ses frères est notaire à Castres, l'autre, curé à Lacabarède. M. Rossignol s'est marié à Lacaune ; cette circonstance et son alliance avec la famille Bastide qui dispose d'une assez grande influence lui concilieront des sympathies parmi les électeurs de cette ville. Le parti protestant a aussi deux candidats : M. Cabanes, M. Bonaffé et leurs amis appuient M. Ferret, notaire. Ce dernier est établi à Lacaune depuis 10 ans environ, il s'y est marié. Il a pris dans cette commune et dans celle de Nages une bonne situation comme notaire. C'est un homme intelligent, libéral. Bien que catholique, il a la clientèle protestante et au conseil municipal dont il fait partie, il vote avec la coterie protestante qui fait de l'opposition au maire. Les messieurs Moziman et quelques protestants notables de la commune de Viane préfèrent à cette candidature celle de M. Cambon, juge de paix du canton de Montredon ; M. Cambon est protestant. Il est originaire de Lacaune, où son père a laissé de bons souvenirs comme juge de paix. Bon magistrat lui-même, justement estimé et considéré, M. Cambon réunit toutes les conditions pour faire un bon conseiller général. Il a sur ses concurrents cet avantage, qu'éloigné de Lacaune depuis quelques années, il y est devenu étranger aux rivalités locales... (ADT, 2 M 5/119).

1^{er} tour : Alfred Maire, 420 voix ; Jules Cambon, 392 voix ; Ferret, 551 voix ; Rossignol, 481 voix ; 1832 votants ; 3313 inscrits.

2^e tour : Cambon, 719 voix ; Ferret, 569 voix ; Maire, 568 voix ; 1869 votants ; 3313 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Juge de paix estimé ; homme intelligent ; donnera un concours utile au sein du conseil général. Dévoué à l'administration et au gouvernement. Protestant » (ADT, 2 M 5/11).

1867, 3 août

Cambon, Jules

Cambon, 1606 voix ; Alfred Maire, 944 voix ; Frédéric Moziman, 53 voix ; Corbière père, propriétaire au Briol, commune de Viane, 24 voix ; 2653 votants, 3304 inscrits.

Protestation présentée par M. Maire, candidat évincé, et par M. Corbière père, électeur de la commune de Viane, rejeté par le conseil de préfecture le 7 septembre 1867.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Cabane

1871, 8-16 octobre

Cambon, Jules (ci-dessus)

1^{er} tour : Alfred Maire, 888 voix ; Jules Cambon, 904 voix ; 1913 votants ; 3369 inscrits.

2^e tour : Maire, 1151 voix ; Cambon, 1195 voix ; 2432 votants ; 3369 inscrits.

Maire proteste, mais le conseil général valide l'élection (rapport du 25 octobre 1871, dans ADT, 2 M 5/119).

Préfet, 1874 : « Républicain modéré. Situation fautive. Lié au parti de l'opposition quoique juge de paix. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Rossignol, Eugène

Jules Cambon, 1268 voix ; Eugène Rossignol, notaire, 1300 voix ; 2600 votants ; 3334 inscrits.

Sur recours de Jules Cambon et autres, le Conseil d'État annule l'élection le 15 mars 1878.

Arguments du recours : « Attendu que le recensement général des votes a été fait inexactement et que le sieur Rossignol a, en réalité, une voix eu moins que la majorité absolue des suffrages exprimés ; que ce

candidat a pris le titre de candidat du gouvernement ; qu'afin de décourager les partisans du sieur Cambon, concurrent du sieur Rossignol, l'administration a, la veille du scrutin, révoqué le maire de Viane, suspendu le maire et l'adjoint de Nages et confié provisoirement dans cette commune les fonctions de maire à un des plus actifs partisans du sieur Rossignol ; que le maire, le juge de paix et un garde forestier se sont livrés, dans la commune de Lacaune, à une propagande abusive en faveur du susdit candidat ; que le jour même du vote, le trésorier du bureau de bienfaisance de Nages a fait une distribution d'argent aux indigents et a menacé ceux qui ne voteraient pas pour le sieur Rossignol de les priver de secours ; que des consommations ont été gratuitement servies à Lacaune la veille et le jour du vote chez deux partisans du candidat élu ; qu'à Espérausses il a été procédé au scrutin dans la maison du maire ; que celui-ci, quoique candidat, présidait le bureau et que sa femme et ses filles distribuaient ses bulletins et accompagnaient les électeurs jusqu'à la salle du scrutin ; etc. » (ADT, 2 M 5/119).

1878, 15 mai : élection partielle suite à annulation

Cambon, Jules

Jules Cambon, 1464 voix ; Rossignol, 1035 voix ; 2503 votants ; 3385 inscrits.

1883, 12 août

Naurois, Ludovic de

(1851-1942) Fils de Gérard Jacobé de Naurois (1773-1824), ingénieur des mines, et de Marie-Rose de Solages. Épouse en 1876 Madeleine Dubois de l'Etang.

Propriétaire à Lacaune, maire de Lacaune (1882-1900 avec des interruptions, 1900-1908). Légitimiste.

Ludovic de Naurois, 1369 voix ; Jules Cambon, 1279 voix ; 2647 votants ; 3354 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Grandes propriétés, mais situation qu'on dit un peu embarrassée ; influence médiocre mais servie par une activité fiévreuse et par les

passions religieuses très surexcitées dans cette contrée ; intelligent mais peu sérieux ; caractère remuant et serviable ; relations courtoises. » (ADT, 2 M 5/19).

Décision du Conseil d'État du 18 janvier 1884 annulant l'élection : « Considérant, d'une part, que les auteurs des protestations articulent qu'un instituteur communal, dans la commune de Lacaune, a fait une propagande active en faveur du candidat élu et a menacé notamment de constater et de poursuivre sévèrement les absences des élèves si le sieur de Naurois n'obtenait pas la majorité dans ladite commune [il s'agit de M. Amen, instituteur aux Vidals] ; qu'il résulte de l'instruction que l'instituteur, à la suite d'une enquête administrative, a été, à raison des faits, frappé d'une peine disciplinaire ; que cette intervention était de nature à porter atteinte à la liberté des électeurs ;

« Considérant, d'autre part, qu'il résulte de l'instruction judiciaire à laquelle il a été procédé et à la suite de laquelle le maire d'Espérausses a été condamné par jugement du tribunal de Castres du 16 novembre 1883, confirmé par la cour de Toulouse du 26 décembre 1883, que ledit maire a supprimé le bulletin d'un électeur partisan du sieur Cambon ; que le scrutin a continué à avoir lieu sous la présidence du maire qui s'était rendu coupable de cette manœuvre ; que dans ces circonstances, des doutes sérieux peuvent être élevés contre la sincérité des opérations électorales qui ont eu lieu dans la commune d'Espérausses... ». (ADT, 2 M 5/119).

1884, 25 février-2 mars : élection partielle suite à invalidation

Cambon, Jules (ci-dessus)

1^{er} tour : Jules Cambon, 1363 voix ; Ludovic de Naurois, 1328 voix ; 2619 votants (2701 bulletins trouvés dans l'urne) ; 3340 inscrits.

2^e tour : Ludovic de Naurois, 1461 voix ; Jules Cambon, 1501 voix ; 2819 votants ; 2965 bulletins trouvés dans l'urne ; 3342 inscrits.

Invalidé par le Conseil d'État le 9 janvier 1885.

1885, 22 février : élection partielle suite à invalidation

Naurois, Ludovic de

Ludovic de Naurois, 1379 voix ; Auguste Bez, 1361 voix ; 2711 votants (2743 bulletins trouvés dans l'urne).

Le Conseil d'État annule l'élection dans sa séance du 28 mars 1885

1885, 28 juin : élection partielle suite à annulation

Bez, Auguste

Propriétaire à Brassac. Républicain.

Ludovic de Naurois, 1372 voix ; Auguste Bez, 1479 voix ; 2849 votants ; 3361 inscrits.

Le Conseil d'État, dans sa séance du 5 décembre 1885, confirme l'élection.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Intelligent et actif, M. Auguste Bez occupe dans son canton et dans toute la région de la montagne une excellente situation. Ses aptitudes pour les questions vicinales ou d'ordre scolaire le désignent pour ce genre de travaux au sein des commissions de l'assemblée où il prend chaque jour de l'influence. Rapports excellents. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Cambon, Jules (ci-dessus)

Jules Cambon, 1293 voix ; Ludovic de Naurois, 1198 voix ; 2495 votants (2503 bulletins trouvés dans l'urne).

Protestation par de Naurois et Landes, rejetée par le Conseil d'État le 22 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. M. Cambon est un excellent et dévoué républicain. Il se distingue à l'assemblée départementale par sa haute compétence dans les questions financières. Très honnête homme, très serviable et très aimé dans son canton où il a une grande influence. Relations très agréables avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Cambon, Jules

Jules Cambon, 1593 voix ; divers, 20 voix ; 1668 votants ; 3218 inscrits.

1901, 21 juillet

Cambon, Jules

Jules Cambon, 1544 voix ; divers, 32 voix ; 1657 votants ; 3254 inscrits.

Préfet, 1901 : « Président de la commission départementale, propriétaire 75 ans. Républicain. Situation incontestée dans son canton qui vient de le réélire sans concurrent. Très estimé et très serviable. N'est pas appelé à jouer un rôle politique. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Cambon, Jules

Jules Cambon, 1634 voix ; divers, 9 voix ; 1717 votants ; 3084 inscrits.

Hippolyte Savary, président du conseil général, lors de la séance du 27 septembre 1909 : « L'honorable M. Cambon entre pour la première fois au conseil général en 1864. Il y revint en 1871 et y resta jusqu'en 1885. A partir de 1889, il ne cessa pas d'en faire partie. Pendant 20 ans, il fut président de notre commission départementale. Au conseil ou à la commission, il se distingua toujours pour son zèle, son savoir, le plus grand souci du bien public. Son activité et sa verdeur merveilleuses nous avaient fait oublier son grand âge. Sa mort, aussi soudaine qu'imprévue, laisse dans cette assemblée un vide considérable. J'ai le pénible honneur d'adresser à la famille de notre ancien doyen l'expression de nos sentiments de respectueuse condoléance. » (ADT, 1 N 97).

1909, 10-17 octobre : élection partielle suite à décès

Cavaillès, Joseph Jean Baptiste

(Nages, 28 janvier 1871-Albi, 24 juin 1955). Fils de Joseph Cavaillès, bottier à

Nages, maire de Nages de 1881 à 1919, et d'Augustine Cauquil. Prénommé usuellement parfois Joseph et le plus souvent Jean-Basptiste.

Études secondaires au collège de Castres, baccalauréat lettres en 1891. répétiteur à Melle (Deux-Sèvres) (1893-1895), puis au collège de Châtellerauld (1895-1897), professeur stagiaire à Bellac (1898-1900), puis titulaire à Saint-Léonard (1901-1905) ; professeur à l'école primaire supérieure d'Albi (à son ouverture) (1905-1909), directeur de l'École primaire supérieure de Saint-Pons (Hérault) (1909-1927).

Maire de Nages depuis 1919 à la suite de son père, président du syndicat départemental d'électrification en 1937, président départemental et fondateur en 1928 des délégués cantonaux de l'Instruction publique. Chev. LH 7 juillet 1926, officier 21 janvier 1936, commandeur 21 septembre 1951 (remis par Hippolyte Ducos). Président et fondateur de l'association des maires du Tarn (avril 1950)

1^{er} tour : Jean-Baptiste Cavallès, 715 voix ; Paul Palaysi, boucher, 591 voix ; François Lasserre, cafetier ou fabricant de fromage, 619 voix ; 1933 votants ; 2990 inscrits.

2^e tour : Cavallès, 1355 voix ; François Lasserre, 815 voix ; 2184 votants ; 2990 inscrits.

1913, 3 août

Cavallès, Joseph Jean Baptiste

Jean-Baptiste Cavallès, 1854 voix ; 1914 votants ; 3088 inscrits.

1919, 14 décembre

Cavallès, Joseph Jean Baptiste

Jean-Baptiste Cavallès, 1476 voix ; 1574 votants ; 2766 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « L'activité déployée par M. Cavallès et les amitiés qu'il a cherché à se créer dans son canton y ont quelque peu fortifié sa situation. Très ambitieux et pressé de jouer un rôle politique plus important qui ne paraît pas devoir lui revenir encore celui qu'il joue au conseil général restant, malgré

tout, plutôt effacé. Très bons rapports avec l'administration. » (2 M 5/30).

Préfet, 1922 : « Actif, M. Cavallès s'occupe beaucoup de son canton. Sa situation personnelle est bonne ; elle pourrait être meilleure. M. Cavallès veut peut-être trop ménager ses adversaires politiques, ce qui demande beaucoup de finesse dans ce canton protestant et très républicain. M. Cavallès a des ambitions politiques. Il ne semble pas qu'il doive les réaliser dans ce département qui va peut-être perdre deux députés. Il a, en outre, contre lui d'habiter dans l'Hérault. Le rôle qu'il joue au conseil général n'est pas des plus importants.... » (2 M 5/33).

1925, 19 juillet

Cavallès, Joseph Jean Baptiste

Sous-préfet de Castres, 24 juin 1925 : « M. Cavallès, radical socialiste, maire de Nages, conseiller sortant, sera réélu et n'aura probablement pas de concurrent. » (ADT, 2 M 5/46).

Jean-Baptiste Cavallès, radical, 1542 voix (seul candidat) ; 1610 votants ; 2363 inscrits..

Préfet, 20 novembre 1928 : « Très actif, trop actif peut-être depuis qu'il est directeur en retraite parce que certains de ses collègues ont pu en prendre ombrage. M. Cavallès s'occupe beaucoup de son canton. Sa situation personnelle y est bonne parce qu'il est sincèrement secondé par M. Valette, maire de Lacaune, qui n'a pas d'ambition personnelle et qui a beaucoup de finesse. M. Cavallès a de grandes ambitions politiques. Il ne semble pas qu'il doive les réaliser de si tôt dans ce département. Sa récente déconvenue au conseil général qui l'élimine de la commission départementale au bénéfice de M. Durban le montre surabondamment. » (ADT, 2 M 5/62).

1931, 18 octobre

Cavallès, Joseph Jean Baptiste

Jean-Baptiste Cavallès, rad. soc., 1103 voix ; Louis Bascoul, négociant, SFIO, 577 voix ; 1746 votants, 2218 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Esprit brouillon et vindicatif, M. Cavaillès, par son hypertrophie du « moi » a définitivement perdu l'estime de ses concitoyens qui lui reprochent très vivement son incartade lors de la dernière élection sénatoriale. Ne saurait plus avoir désormais aucune chance soit à la Chambre, soit au Sénat. Bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Cavaillès, Joseph Jean Baptiste

Jean-Baptiste Cavaillès, rép. soc., 1472 voix ; divers, 3 ; 1574 votants ; 2068 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « M. Cavaillès a une situation très forte dans son canton. Si certaines de ses activités ont pu à la fois étonner et effrayer mes prédécesseurs, en ce qui me concerne j'entretiens avec lui d'excellents rapports. C'est d'ailleurs un homme fort intelligent, et dont l'activité aurait pu très facilement déborder, si les circonstances s'y étaient prêtées, le cadre de son canton. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Viguié, Henri

maire de Lacaune

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Cavaillès Joseph Baptiste, directeur d'EPS en retraite, socialiste indépendant, est titulaire du siège. Bien qu'il ait sollicité, sans l'obtenir, le poste de conseiller départemental nommé, et qu'il n'ait pas apporté au maquis le concours qu'il aurait dû lui donner, je le maintiendrai à son poste, après un nouvel et bienveillant examen, en raison de la notoriété dont il jouit à Lacaune. » (ADT, 511 W 24).

Dans la lettre précédente du 23 janvier 1945, le préfet proposait son exclusion : « A sollicité du préfet la fonction de conseiller départemental, fournissant à l'appui de sa démarche une pétition des maires du canton qu'il a fait parvenir lui-même à la préfecture. N'a cessé de faire preuve d'une sympathie agissante à l'égard du gouvernement de l'usurpateur, n'apportant pas, par contre, au maquis le concours qu'on attendait de lui » Reprenant son procédé de 1942, une pétition de tous les maires du canton, datée du 25 février 1945, demandant son maintien, fut adressée au préfet (*ibid.*).

1945, 23 septembre

Cavaillès, Joseph Jean Baptiste

Jean-Baptiste Cavaillès, soc. ind., 2341 voix ; Menou, com., 293 voix ; 2813 votants ; 4074 inscrits.

Notice sans date, 1944 ou 1945 : « M. Cavaillès a une très grande influence dans la région de Lacaune où il est dans l'ensemble bien considéré. Certains estiment cependant que c'est un arriviste. Durant l'occupation, il a publié plusieurs articles favorables au gouvernement de Pétain dans le Journal du Tarn. Son grand âge ne lui permet pas d'être membre actif de la Résistance. A part un camouflage de 2 ou 3 jeunes gens réfractaires au STO, il n'a rien fait pour la Résistance à laquelle il s'était cependant pleinement rallié. A signaler également que M. Cavaillès aurait caché pendant deux ans et demi à Nages une famille israélite de 8 personnes dans des conditions très pénibles. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, 1945 : « M. Cavaillès a dans son canton une très forte situation. Par contre, et bien que sa personnalité ait pu lui permettre à un moment donné de manifester de plus hautes ambitions (il a été candidat aux élections sénatoriales) son activité ne rayonne plus au-delà de cette circonscription. Il entretient avec l'administration les meilleurs rapports et occupe au sein de l'assemblée départementale une place en vue. N'a eu aucune activité dans la Résistance. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Cavaillès, Joseph Jean Baptiste

Jean-Baptiste Cavaillès, soc. ind., 2262 voix ; François Thomières, employé PTT à Castres, com., 161 voix ; 2547 votants ; 3682 inscrits.

Préfet, février 1952 : « Âgé de 81 ans, M. Cavaillès garde encore une intégrité physique et une valeur intellectuelle inentamées. Vice-président du conseil général, président de la commission départementale, de l'Association des maires, de la Fédération des syndicats d'électrification, maire d'une commune de montagne, M. Cavaillès a été réélu à une écrasante majorité. Souriant, serviable, spirituel et éloquent, il apparaît un peu, l'ancienneté aidant, comme le mentor des éléments de gauche de l'assemblée. Ami de M. Verdeille, il est pour lui un allié utile. Sa connaissance des questions administratives, comme sa large cordialité, lui assurent une large sympathie. Il pourrait être candidat avec des chances réelles aux côtés de M. Verdeille aux prochaines élections sénatoriales, mais ce n'est encore qu'une hypothèse sans consistance. » (ADT, 511 W 24).

1955, 7-14 août : élection partielle suite à décès

Escande, René

(Lacaune, 4 juillet 1898). Agent d'assurances. Maire de Lacaune (1945-1971).

1^{er} tour : René Escande, horloger-bijoutier, maire de Lacaune, rad. soc., 1342 voix ; docteur René Veaux, maire de Viane, rép. ind., 1050 ; Georges Bascoul, huissier à Castres, entrepreneur de battages, propriétaire à Nages, div. g., 252 voix ; René Bénézech, SFIO, 162 voix ; Lucien Calas, charcutier, indéterminé, 66 voix ; Pierre Maurel, horloger, com., 53 voix ; 3025 votants ; 3726 inscrits.

2^e tour : Escande, 1826 voix ; Veaux, 1262 voix ; 3172 votants ; 3728 inscrits.

Préfet au ministre de l'Intérieur, 15 juillet 1955 : « Par télégramme du 24 juin dernier, il m'a été donné de vous rendre compte du décès de M. Cavaillès, vice-président du

conseil général du Tarn, président de la commission départementale, doyen d'âge et doyen d'élection du conseil général, socialiste indépendant. M. Cavaillès votait, lors de la constitution du bureau de l'assemblée départementale, pour M. Verdeille, président du conseil général, sénateur socialiste SFIO - je crois devoir vous rappeler qu'après le renouvellement récent, le 27 avril 1955, M. Verdeille avait été réélu au 2^e tour de scrutin par 18 voix contre 17 à M. Albet, socialiste indépendant (M. Raust, socialiste SFIO, par le fait de son état de santé, se trouvait éloigné d'Albi et, donc, ne participait pas à ce scrutin. S'il avait pris part à cette votation, la réélection de M. Verdeille, assurément, eut été proclamée dès le 1^{er} tour).

« Il est évident que si le successeur de M. Cavaillès au conseil général dans le canton de Lacaune devait voter contre M. Verdeille, celui-ci logiquement devrait réunir 18 suffrages contre 18 et le bénéfice de l'âge jouerait soit au profit de M. Albet, soit au profit des adversaires de M. Verdeille, puisque le doyen d'âge devient M. Faure et le vice doyen M. Malric, tous deux radicaux socialistes et qui se rangent parmi ses adversaires. L'élection partielle du canton de Lacaune présente donc dans le cadre départemental un intérêt politique exceptionnel et les parlementaires en particulier ne pouvaient manquer de s'occuper activement de la préparation de ce scrutin.

« Dès le 4 juillet, un dîner était organisé à Lacaune par M. Coudert, député radical socialiste et adversaire de M. Verdeille ; plusieurs conseillers généraux de toutes tendances anti-collectivistes se trouvaient réunis : M. Simon, indépendant et paysan, M. Dubernard, MRP, MM. Albet et Roque, socialistes indépendants, M. Reille-Soult, député MRP, retenu à Paris pour des raisons de santé, s'était associé par avance aux décisions qui seraient prises. M. Escande, maire de Lacaune, radical socialiste et M. le docteur Bonnet, conseiller municipal de Lacaune qui appartient à la minorité et qui est une sorte de correspondant bénévole de M. Reille-Soult et du MRP, étaient parmi les convives. Il fut alors décidé qu'une large union s'établirait au bénéfice de M. Escande, radical socialiste, précédemment classé « à gauche », dont la

candidature était sympathiquement annoncée par *La Dépêche du Midi* dans son numéro du 11 juillet. Pour des considérations diverses d'opportunité, M. Coudert devait me demander, dans un entretien téléphonique du 9 juillet, de fixer les élections au conseil général, pour le canton de Lacaune, au dimanche 7 août et au dimanche 14 août.

M. Escande, avec lequel M. le sénateur Verdeille avait pris quelques contacts, lui écrivit, à l'instigation de M. Coudert, sur un ton très sec, une lettre dans laquelle il était indiqué qu'il suivrait dans la campagne électorale et dans l'exercice d'un mandat éventuel de conseiller général les directives du parti radical socialiste. M. Verdeille considéra cette correspondance comme une prise de position très hostile et se soucia de provoquer, peut-être, moins une candidature du parti socialiste SFIO que des candidatures susceptibles de mettre en échec M. Escande. Dans un déjeuner, le 13 juillet, il rencontrait spécialement M. le docteur Veaux, maire de Viane, candidat indépendant, à l'élection cantonale dont il s'agit. M. Verdeille, considérant que des délais étaient indispensables pour l'aménagement de son effort et de celui de la fédération départementale du parti socialiste SFIO, s'est élevé vigoureusement contre le choix des dates des 7 août prochain et 14 août pour les scrutins nécessaires. Il en demande l'ajournement jusqu'aux 11 et 18 septembre.

« L'enjeu du scrutin de Lacaune vous est donc connu - et je me suis attaché à vous représenter le caractère politique qui a été donné de toutes parts à la question de la fixation de la date du scrutin. La netteté des interventions qui ont été faites auprès de cette préfecture par des membres du parlement m'imposait un compte rendu. Il m'apparaît qu'elle m'impose même de vous prier de consentir à me communiquer vos directives dans l'espèce. J'ai l'honneur de les solliciter - et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me les faire parvenir dans les meilleurs délais, puisque l'arrêté de convocation du comice électoral devrait intervenir dans le courant de la semaine qui commencera le 18 juillet, dans l'hypothèse où vos préférences iraient aux dates des 7 et 14 août. » (ADT, 581 W 19).

Préfet, 20 juillet 1955 : « J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'en conformité des instructions qu'a bien voulu me communiquer, par le téléphone, aujourd'hui, M. le directeur du personnel et des affaires politiques j'ai convoqué les électeurs du canton de Lacaune pour élire, le 7 août prochain et, éventuellement, le 14 août, un conseiller général en remplacement de M. Cavaillès, socialiste indépendant, décédé. » (ADT, 581 W 19).

Préfet, 4 août 1955 : « M. Georges Bascoul, parent de M. Cavaillès décédé, indépendant de gauche qui se présente, sans étiquette politique pour « continuer la tradition familiale », plus spécialement orienté sur la commune de Nages dont J.-B. Cavaillès était maire, n'a fait aucune campagne électorale et ne cache pas son intention de se désister, après les résultats du 1^{er} tour en faveur de M. le docteur Veaux. » (ADT, 581 W 19).

1958, 20-27 avril

Veaux, 'René' Marcel

(Bayonne, Pyrénées-Atlantiques, 21 décembre 1897). Marié, 3 enfants. Docteur en médecine à Viane. Maire de Viane (1955-1971)

1^{er} tour : René Veaux, centre gauche, 1451 voix ; René Escande, rad. soc., 1343 voix ; Olivier Antoine, SFIO, 132 voix ; Bernard Latger, instituteur à Berlats, com., 96 voix ; divers, 2 voix ; 3124 votants ; 3751 inscrits.

2^e tour : Veaux, 1672 voix ; Escande, 1370 voix ; 3170 votants ; 3750 inscrits.

Préfet, 24 juin 1958 : « Porté au conseil général à la faveur de la campagne menée par les socialistes contre son prédécesseur radical socialiste, le docteur Veaux, maire de Viane depuis 1955, de tendance divers gauche, a pris ouvertement position, lors de la session de mai dernier, en faveur de la majorité modérée de l'assemblée départementale. Il semble vouloir se consacrer essentiellement à l'étude des questions concernant son canton et sa profession. » (ADT, 1107 W 48).

1964, 8-15 mars

Veaux, René

1^{er} tour : Veaux, centre gauche, 867 voix ; Joseph Bonnet, MRP, 685 voix ; René Escande, rad., 707 voix ; Raymond Francotte, com., 90 voix ; 2385 votants ; 3650 inscrits.

2^e tour : Veaux, 1198 voix ; Escande, 843 voix ; Bonnet, 1091 voix ; 3177 votants ; 3650 inscrits.

Préfet, 1964 : « Personnage aimable, amène, et, en fait, non politique, réélu péniblement et sûrement pour la dernière fois le 15 mars dernier. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Bonnet, Joseph

(15 septembre 1917). Docteur en médecine, maire de Lacaune (1971-1983).

Joseph Bonnet, UD, 1257 voix ; Francis Pacchioni, DVG, 941 voix ; Robert Parrot, com., 93 voix ; 2416 votants ; 3187 inscrits.

Préfet au ministre de l'Intérieur, 10 mars 1970 : « A Lacaune, le docteur Bonnet, DMF, a gagné au premier tour un siège précédemment détenu par l'opposition, alors que l'on avait pu penser que M. Pacchioni, DVG, l'emporterait. Il s'agit en fait d'un canton de montagne où les questions de clans l'emportent largement sur les problèmes politiques proprement dits, ce qui rend toute prévision très aléatoire. » (ADT, 1106 W 98).

1976, 7 mars

Bonnet, Joseph

Joseph Bonnet, REI, 1424 voix ; Paul Bosc, soc., 882 voix ; Jacques Catalo, com., 282 voix ; 2727 votants ; 3417 inscrits.

1982, 14 mars

Calas, Jean

(Lacaune, 12 septembre 1920-27 février 2014). Adjoint au maire (1977-1983) puis maire de Lacaune (1983-1989).

Jean Calas, RPR, 1351 voix ; René Benezeth, soc., 819 voix ; Jean-Marie

Roque, UDF, 246 voix ; Jacques Catalo, com., 167 voix ; 2704 votants ; 3369 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « A 62 ans, Jean Calas accède à l'assemblée départementale. Implanté à Lacaune où il a toutes ses racines, c'est un homme simple et chaleureux qui exerce la profession d'encaisseur pour l'UAP depuis 1974, alors que son épouse tient un petit commerce local. Maire adjoint de Lacaune depuis mars 1971, après un échec en mars 1965, il incarne l'état d'esprit traditionnel de cette région de montagne conservateur et favorable à l'Opposition. » (ADT, 1701 W 4)

1988, 25 septembre-2 octobre

Mialhe, Jean-Paul

(Viane, 19 octobre 1945). Professeur de collège. Maire de Viane (1989-2008), DVG.

Vice-président du conseil général 1992-2001 ; président du comité départemental du tourisme, 1994-2001.

1^{er} tour : Jean-Marc Féral, apiculteur, com., 33 voix ; Jean-Paul Mialhe, soc., 709 voix ; Jean-Claude Durand, DVD, 187 voix ; Jean Rouquette, DVD, 435 voix ; Christian Fabre, FN, 52 voix ; Jean Calas, RPR, 809 voix ; 2331 votants ; 3298 inscrits.

2^e tour : Mialhe, 1220 voix ; Calas, 1154 voix ; 2493 votants ; 3298 inscrits.

1994, 20 mars

Mialhe, Jean-Paul

Jean-Paul Mialhe, DVG, 1286 voix ; Jean Maynadier, com., 51 voix ; Julien Carivenc, FN, 73 voix ; André Cabrol, DVD, 763 voix ; Jean-Marie Roque, SE, 346 voix ; 2610 votants ; 3257 inscrits.

2001, 11-18 mars

Roussel, Elisabeth

(Aïn-Temouchent, Algérie, 15 octobre 1946). Docteur en chirurgie dentaire. Maire de Lacaune (1989-1995), DVD.

1^{er} tour : Fabres Yvette, com., 66 voix ; Mialhe Jean Paul, DVG, 1260 voix ; Roussel Elisabeth, DVD, 1205 voix ; Vallat Paul, MNR, 63 voix. 2665 votants ; 3141 inscrits.

2^e tour : Roussel, DVD, 1292 voix ; Mialhe, 1272 voix ; 2614 votants ; 3141 inscrits.

2008, 9-16 mars

Cabrol, André

(Lacaune, 17 mars 1950). Gérant de société. Maire de Lacaune (1995-2014). UMP.

Remplaçante : Colette Azaïs (Viane, 24 janvier 1950).

1^{er} tour : Jean-Paul Mialhe, DVG, 1012 voix ; Elisabeth Roussel, DVD, 425 voix ; André Cabrol, UMP, 1001 voix ; 2535 votants ; 3105 inscrits.

2^e tour : Mialhe, 1062 voix ; Cabrol, 1270 voix ; 2418 votants.

Lautrec

Brousse, Jonquièrre, Lautrec, Montdragon, Montpinier, Peyregoux, Puycalvel, Saint-Genest-de-Contest, Saint-Julien-du-Puy, Vénès

1833, 20 novembre

Foucauld, Honoré 'Eugène' comte de

(5 octobre 1800). Propriétaire à Gibrondes ; 20 000 F.

Eugène de Foucauld, à Braconac, 29 voix ; Houlès d'Ouzals, à Latour, 9 voix ; Sanson, maire de Lautrec, 6 voix ; Henri Dutilh, chef de bataillon, à Lautrec, 1 voix ; Bourdès, à Lautrec, 1 voix ; 46 votants ; 66 inscrits.

1842, 21 décembre

Foucauld, Honoré 'Eugène' comte de

Eugène de Foucauld, 53 voix ; Poliès, à Lautrec, 1 voix ; nul, 1 ; 55 votants ; 77 inscrits.

1848, 27 août

Foucauld, Honoré 'Eugène' comte de

Eugène de Foucauld, 936 voix ; Etienne Fournials, propriétaire à Vincennes,

commune de Lautrec, 673 voix ; nuls, 8 ; 1617 votants ; 2460 inscrits.

Élection annulée par le conseil de préfecture. Le comte de Foucauld renonce à se pourvoir devant le Conseil d'État.

1848, 29 octobre : élection partielle

Foucauld, Honoré 'Eugène' comte de

Eugène de Foucauld, 1089 ; 1099 votants ; 2460 inscrits.

1852, 1^{er} août

Foucauld, Honoré 'Eugène' comte de

Eugène de Foucauld, 1349 voix ; Jourde, maire de Lautrec, 211 voix ; Etienne Fournials, 147 voix ; divers, 16 voix ; 1727 votants ; 2862 inscrits.

1855, 3 juin

Foucauld, Honoré 'Eugène' comte de

Eugène de Foucauld, 1161 voix ; Daniel Jourde, maire de Lautrec, 597 voix ; divers, 7 voix ; 1789 votants ; 2675 inscrits.

1864, 19 juin**Jourde, 'Daniel' Jean Pierre Louis**

(Saint-Julien-du-Puy, 24 septembre 1807-Lautrec, 3 mai 1876). Fils de Michel Pierre Jourde et de Marie-Anne Auriol, époux de Françoise Antoinette Mélanie Bernet.

Propriétaire, maire de Lautrec, conseiller d'arrondissement du 1^{er} août 1852 au 19 juin 1864. 25 000 F.

Daniel Jourde, 2020 voix ; de Foucauld, 20 voix ; 2048 votants, 2783 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Esprit très sage, bon jugement, peu d'instruction, quelquefois d'un caractère un peu susceptible, mais d'un dévouement à toute épreuve pour le gouvernement et l'administration, à qui il rend depuis longtemps les plus utiles services. C'est l'homme le plus influent de son canton. Il y est très estimé et il y fait beaucoup de bien. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale**Hilaire père**

Avocat.

1871, 4 octobre**Jourde, Daniel (ci-dessus)**

1^{er} tour : Daniel Jourde, 901 voix ; vicomte Octave de Foucauld, 794 voix ; Charles Cormouls, 283 voix ; 2097 votants ; 2801 inscrits.

2^e tour : Jourde, 1295 voix ; de Foucauld, 1000 voix ; 2311 votants ; 2801 inscrits.

1874, 4 octobre**Jourde, Daniel (ci-dessus)**

Daniel Jourde, 1258 voix ; Charles Cormouls, 696 voix ; 1971 votants ; 2665 inscrits.

« Conservateur bonapartiste. Influence nulle ; peu intelligent. » (ADT, 2 M 5/15).

Sylvain Murat, doyen d'âge du conseil général, séance du 21 août 1876 :

« Permettez à votre président d'âge d'exprimer ses regrets pour la perte qu'a faite le conseil général en la personne de M. Jourde, représentant du canton de Lautrec. M. Jourde était éminemment doté d'une qualité bien rare et bien précieuse en tous les temps, surtout dans le nôtre, – le bon sens. » (ADT, 1 N 64).

1876, 9 juillet : élection partielle suite à décès**Abrial, Jean Pierre 'Léon'**

(Graulhet, 28 décembre 1836-Montech, Tarn-et-Garonne, 4 février 1894). Fils de Jean Bapiste 'Paul' Abrial et de Jeanne Marie Adèle Got ; petit fil de Barthélemy Abrial, magistrat à Lavaur, et arrière petit neveu du comte André Joseph Abrial. Épouse le 4 février 1861 à Lautrec Marie Joséphine Rosalie Jourde (1839-1933).

Avocat, propriétaire à Lautrec, député 1884-1885, puis 1889-1894 (élu le 23 mars 1884 après le décès de Frédéric Thomas, non élu au scrutin de liste du 4 octobre 1885, réélu le 22 septembre 1889 et 3 septembre 1893).

Léon Abrial, 1217 voix ; Victor Bonnet, 682 voix ; 1915 votants ; 2725 inscrits.

1880, 1^{er} août**Abrial, Jean Pierre 'Léon'**

Léon Abrial, 1499 voix ; Charles Cormouls, propriétaire, suppléant du juge de paix, 566 voix ; 2076 exprimés ; 2685 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste ; belle fortune ; influence assez grande ; peu actif ; caractère bon et affable, excellentes relations. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août**Abrial, Jean Pierre 'Léon'**

Léon Abrial, 1425 voix, élu ; Sylvain Roques, 656 voix ; 2108 votants ; 2685 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Ancien député battu aux dernières élections législatives, M. Abrial n'a guère conservé

que dans le canton de Lautrec une situation encore forte. Il a toujours joué au sein de l'assemblée départementale un rôle fort effacé. Caractère affable ; relations courtoises. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Abrial, Jean Pierre 'Léon'

Préfet, 13 décembre 1892 : « Député, propriétaire, Paris, 9 rue de Verneuil, et Lautrec. Réactionnaire. M. Abrial est un riche propriétaire terrien qui est assez influent dans son canton. » (ADT, 2 M 5/21).

Léon Abrial, 1146 voix ; Florent Causse, propriétaire, 114 voix ; 1550 votants ; 2452 inscrits.

1894, 22 avril : élection partielle suite à décès

Foucauld, comte Bertrand de

54 ans en 1895. au château des Ormes (Lautrec). Maire de Lautrec.

Bertrand de Foucauld, 1610 voix ; divers, 101 voix ; 1949 votants ; 2599 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « M. de Foucauld possède une belle fortune ; il est actif, intelligent et a des relations très étendues, dans le parti réactionnaire surtout. Point intransigeant. Rapports de courtoisie avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet

Foucauld, comte Bertrand de

Bertrand de Foucauld, 1365 voix ; divers, 52 voix ; 1578 votants ; 2548 inscrits.

1904, 31 juillet

Foucauld, comte Bertrand de

Bertrand de Foucauld, 1001 voix ; Jules Viguier, 903 voix ; 1924 votants ; 2407 inscrits.

Protestation contre l'élection par Jules Viguier et autres, rejetée par le Conseil d'État le 12 avril 1905.

1910, 24 juillet

Viguier, Jules

(Lautrec, 19 janvier 1867-25 septembre 1929). Fils de Auguste Viguier, boucher, et de Marie Guy. Négociant, maire de Lautrec (1908-1929). Radical socialiste.

Jules Viguier, 1263 voix ; de Foucauld, 698 voix ; divers, 5 voix ; 1996 votants ; 2440 inscrits.

1919, 14 décembre

Viguier, Jules

Jules Viguier, 1283 voix ; Albert Montaud, 2 voix ; Delga, 4 voix ; divers, 9 voix ; 1550 votants ; 2320 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « D'origine modeste, mais suppléant par son grand bon sens aux connaissances qui lui manquent. Très au courant des besoins du canton exclusivement agricole où il a toujours vécu et où son action est considérable. Républicain franc et dévoué, entouré de la sympathie de ses collègues du conseil général. Excellents rapports avec l'administration. » (2 M 5/30).

1922, 14 mai

Viguier, Jules

Jules Viguier, 1084 voix ; Gaston Delga, docteur en médecine, 672 voix ; 1815 votants ; 2195 inscrits.

Rejet par le Conseil d'État le 8 décembre 1922 de la requête de Gaston Delga.

Préfet, 1922 : « C'est M. Viguier qui a conquis à la République le canton de Lautrec et, tant qu'il sera là, la situation du part républicain y sera prépondérante. Agriculteur et négociant en produits agricoles, M. Viguier est connu à Lautrec et dans les environs de tout le monde. Les paysans ont confiance en lui. Il sait leur parler le langage qui leur convient et leur rend beaucoup de services. M. Viguier est très dévoué à M. Simon député... » (2 M 5/33).

1928, 14 octobre

Viguiier, Jules

Jules Viguiier, 853 voix, élu ; Pierre Austray, propriétaire, 657 voix ; 1582 votants ; 2035 inscrits.

1929, 1^{er} décembre : élection partielle suite à décès

Delga, Gaston

(Moulayrès, 24 avril 1891). Docteur en médecine, maire de Lautrec (1929-1940 au moins) Union et concorde républicaine.

Gaston Delga, 935 voix, élu, Henri Guy, ancien directeur de l'école de Lautrec, radical soc., 504 voix, Émile Ormière, cultivateur à La Mourrédié, socialiste, 182 voix. 1646 votants ; 1966 inscrits.

Lucien Coudert au préfet Fourcade, 6 novembre 1929 : « Malgré mon insistance amicale, je ne crois pas pouvoir décider Monsieur Vène. En ce cas, nous n'aurons pas un candidat à succès ; mais simplement, un candidat de principe et pour éviter la dispersion de nos voix. » (ADT, 2 M 5/66).

Sous-préfet de Castres, 13 décembre 1929 : « Le canton de Lautrec après la mairie du chef-lieu, revient au parti URD. Il n'en pouvait en être autrement après la disparition de la forte personnalité de M. Jules Viguiier, qui ne dégagea jamais qu'une majorité personnelle. Le docteur Delga s'occupera surtout de l'électrification du canton, et ce programme épuisé, de la défense des intérêts économiques du canton. Il est jeune et sympathique : d'allure timide, il me semble appelé qu'à jouer un rôle secondaire à l'assemblée départementale. Bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/66).

1934, 7 octobre

Delga, Gaston

Gaston Delga, URD, seul candidat, 1209 voix ; 1420 votants ; 1889 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « M. Delga est certainement, parmi les conseillers généraux de mon

arrondissement, le plus orienté à droite, et le plus fermé à toute évolution en sens contraire. Les rapports avec mon administration sont corrects. Il joue d'ailleurs un rôle effacé. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Delga, Gaston

conseiller général du canton de Lautrec, maire de Lautrec

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Delga Gaston, URD, a fait partie du conseil départemental et n'a pas racheté cette attitude. Il est remplacé par M. Larroche Élie, marchand de chaussures, radical socialiste, maire de Lautrec, qui a fait beaucoup pour la Résistance. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Busson, Louis

(Vimarcé, Mayenne, 21 mars 1898). Notaire à Lautrec.

Louis Busson, MRP, 1710 voix ; François Thomières, com., 381 voix ; divers, 1 voix ; 2316 votants ; 3515 inscrits.

Préfet, 1945 : « Homme droit et sympathique, M. Busson occupe au sein de l'assemblée départementale une place modeste. Son influence électorale n'excède pas les limites de son canton. Il n'a pris aucune part active à la Résistance. Il entretient avec l'administration d'excellents rapports. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20-27 mars

Cathala, Albert

(Peyrégoux, 21 mai 1909). Propriétaire cultivateur, maire de Peyregoux (1945-1959). Président de la coopérative agricole de Lautrec.

1^{er} tour : Albert Cathala, SFIO, 1019 voix ; Busson, rép. indép., 1111 voix ; Thomières, com., 195 voix ; Tribby, RPF, 118 voix ; 2534 votants ; 3469 inscrits.

2^e tour : Cathala, 1546 voix ; Busson, 1277 voix ; Thomières, 1 voix ; Tribby, 1 voix ; 2883 votants ; 3458 inscrits.

Préfet, février 1952 : « Conseiller général effacé, sans autorité particulière. » (ADT, 511 W 24).

1955, 17 avril

Delga, François

(Lautrec, 14 mai 1919). Docteur en médecine, conseiller municipal (1947-1959) puis maire de Lautrec (1965-2001). Sénateur (1986-1995) (élu 28 septembre 1986, battu le 1^{er} octobre 1995). DVD puis app. UDF.

François Delga, mod. (CNI), 1431 voix ; Albert Cathala, conseiller sortant, SFIO, 1118 voix ; Louis Rolland, com., 90 voix ; 2696 votants ; 3351 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Fils d'un médecin qui fut conseiller général et maire de Lautrec, le docteur François Delga a été élu en 1955 contre le socialiste sortant, sans campagne. Son rayonnement professionnel faisait son rayonnement politique. Dépourvu d'ambition, ayant considéré sa candidature récente comme l'acceptation d'un devoir, on ne saurait considérer qu'il puisse s'orienter vers une carrière politique. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4-11 juin

Delga, François

François Delga, CNI, 1805 voix ; René Plo, centre gauche, 541 voix ; Etienne Costes, com., 95 voix ; 2482 votants ; 3075 inscrits.

Préfet, 1964 : « ... Sympathique, direct, dynamique, le docteur Delga considère l'exercice de son mandat électif comme l'accomplissement d'un devoir national. Il

se révèle toutefois assez peu diplomate, quoique agissant toujours de bonne foi et dans de bonnes intentions. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Delga, François

François Delga, div. mod., 1997 voix ; Yves Bressolles, com., 265 voix ; 2337 votants ; 2920 inscrits.

1973, 23 septembre

Delga, François

François Delga, DMA, 1712 voix ; Yves Bressolles, chauffeur à Graulhet, com., 271 voix ; 2076 votants ; 2772 inscrits.

1979, 18 mars

Delga, François

François Delga, 1545 voix ; G. Caminade, 802 voix ; Yves Bressolles, com., 129 voix.

1985, 10 mars

Delga, François

Jacques Suc, com., 373 voix ; François Delga, UDF, 1726 voix ; Jean Portale, FN, 194 voix ; 2513 votants ; 3049 inscrits.

1992, 22 mars

Mauriès, Claude

(Saint-Genest-de-Contest, 29 octobre 1934). Maire de Saint-Genest-de-Contest, 1971-2001. DVD.

Jean Couchet, 106 voix ; Bruno Terrail, 174 voix ; Jean-Paul Audouy, 680 voix ; Claude Mauriès, 1497 voix ; 2584 votants ; 3006 inscrits.

1998, 15 mars

Mauriès, Claude

Ambazian, FN., 258 voix ; Couchet, Cap81, 579 voix ; Claude Mauriès, DVD, 1505 voix ; 2506 votants ; 3225 inscrits.

2004, 21-28 mars

Galzin, Christian

(Millau, 1^{er} avril 1950). Agriculteur, maire de Vénès (1995-), DVD.

1^{er} tour : Jacques Bessettes, soc., 515 voix ; Jacques Carpentier, com., 118 voix ; Isabelle Chapal, FN, 207 voix ; Christian Galzin, DVD, 1104 voix ; Laurent Gros, DVD, 770 voix ; 2864 votants ; 3478 inscrits.

2^e tour : Galzin, 1501 voix ; Gros, 1212 voix ; 2955 votants ; 3478 inscrits.

2011, 20-27 mars

Galzin, Christian

Remplaçante : Laure Daguzan (Castres, 5 octobre 1977) à Lautrec.

1^{er} tour : Françoise Cherbourg, com., 170 voix ; Julie Martinez, soc., 367 voix ; Guilhem Thomas, rég., 31 voix ; Laurent Gros, autres, 352 voix ; Christian Galzin, DVD, 1050 voix ; Stephan Brugier, FN, 301 voix ; 2354 votants ; 3715 inscrits.

2^e tour : Martinez, 878 voix ; Galzin, 1306 voix ; 2314 votants ; 3715 inscrits.

Lavaur

Ambres, Bannières, Belcastel, Garrigues, Giroussens, Labastide-Saint-Georges, Lacougote-Cadoul, Lavaur, Lugan, Marzens, Montcabrier, Saint-Agnan, Saint-Jean-de-Rives, Saint-Lieux-lès-Lavaur, Saint-Sulpice, Teulat, Veilhes, Villeneuve-lès-Lavaur, Viviers-lès-Lavaur

1833, 20 novembre

Audouy, 'Jean' Antoine François Clément

(Saint-Julia, Haute-Garonne, 29 décembre 1790-(? pas à Lavaur), 11 juin 1851). Fils de Géraud François Audouy, capitaine de la garde nationale, et de Jeanne Cécile Thomas. Notaire à Lavaur ; 10 000 F. Maire de Lavaur. Chev. LH 11 novembre 1842.

1^{er} tour : Audouy, 53 voix ; Maraval, 50 voix ; Cambefort, 18 voix ; Pinel Pagès, 14 voix ; de Saint-Lieux, 11 voix ; Sengès, 2 voix ; 148 votants ; 211 inscrits.

2^e tour : Audouy, 77 voix ; Maraval, 70 voix ; de Saint-Lieux, 2 voix ; 150 votants ; 211 inscrits.

1836, 6 décembre

Audouy, 'Jean' Antoine François Clément

Jean Antoine François Clément Audouy, 92 voix ; Izidor Maraval, négociant à Lavaur, 74 voix ; le comte de Saint-Lieux, 12 voix ; 178 votants ; 223 inscrits.

1845, 29 novembre

Audoy, Joseph 'Victor'

(Lavaur, 9 mai 1782-Saint-Lieux-les-Lavaur, Les Cambardès, 25 novembre 1871). Fils de Pierre Séverin Audoy (voir 14^e siècle) et de Marie Henriette Lucile Pétronille de Clausade de Riols.

Élève de l'École polytechnique en 1804, sorti dans le génie ; directeur des fortifications à Amiens et à Lille, maréchal de camp du génie, inspecteur général du

géné. A Saint-Lieux-lès-Lavour. Chev. LH 6 août 1810, officier 9 nov. 1814, commandeur 22 février 1829.

Général Victor Audoy, 141 voix ; Clément Audouy, maire de Lavour, 94 voix ; Izidor Maraval, négociant à Lavour, 1 voix ; nul, 1 voix ; 237 votants ; 262 inscrits.

1848 27 août

Audoy, Joseph 'Victor'

Victor Audoy, 1812 voix ; 1867 votants ; 4930 inscrits.

D'après les PV conservés de 8 sections dans 2 M 5/122 : Audoy, 1492 voix ; Ledru-Rollin, 43 voix ; Jean Alby, curé de Pugnères, 8 voix ; divers, 4 voix.

1852, 1^{er} août

Mazas, Hugues Louis 'Marcellin'

(Lavour, 16 avril 1810-Lavour, 5 février 1868). Époux de Marie Magdeleine Eulalie Sengès.

Propriétaire, maire de Lavour de 1852 à 1863, chev. LH. 12 000 F.

Marcellin Mazas, 2737 voix ; 2750 votants ; 5942 inscrits.

1858, 13 juin

Mazas, Hugues Louis 'Marcellin'

Marcellin Mazas, 3214 voix, 3218 votants, 5682 inscrits.

Sous-préfet de Lavour, 1864 : « Homme lettré et écrivant avec élégance, d'un caractère paisible, bienveillant et conciliant. Généralement aimé et estimé. Légitimiste sincèrement rallié. Il avait cru pouvoir espérer d'être le candidat de l'administration aux élections de 1863. le désappointement lui fit donner sa démission de maire de Lavour. » (ADT, 2 M 5/11).

1867, 4 août

Mazas, Hugues Louis 'Marcellin'

Marcellin Mazas, 3248 voix, 3250 votants, 5720 inscrits.

1868, 19 avril : élection partielle suite à décès

Séganville, Louis Henri Jules, baron de

(Augy, Yonne, 30 avril 1817-14 novembre 1889). Fils de Louis de Séganville, député du Tarn en 1815 (1776-1844) et de Charlotte Julie Grandjean de Lille-Fepoult. Marié le 12 janvier 1858 à Adèle Marie Négré.

Saint-Cyrien, capitaine, puis intendant militaire de la 12^e division, blessé en 1870. Chev. LH 18 septembre 1844, officier 21 octobre 1854, commandeur 20 août 1870. 36 000 F

baron de Séganville, 2733 voix ; Etienne Devoisins-Lavernière, 1940 voix ; 4694 votants ; 5643 inscrits.

Préfet, 16 juin 1868 : « M. de Séganville qui est intendant militaire à Toulouse appartient à une famille légitimiste mais il est personnellement dévoué à la dynastie et au gouvernement. Il a su se créer dans son canton d'honorables et précieuses relations ». « Il est très sympathique aux classes populaires » est barré. (ADT, 2 M 5/122).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Rossignol

Docteur en médecine.

1871, 8 octobre

Devoisins-Lavernière, Etienne

Etienne Devoisins-Lavernière, 1982 voix ; baron de Séganville, intendant militaire, 1668 voix ; divers, 81 voix ; 4032 votants ; 5705 inscrits.

Élection annulé par le conseil général le 26 octobre 1871 sur recours du baron de Séganville, « M. Devoisins-Lavernière n'ayant pas obtenu la majorité absolue ».

1871, 12 novembre : élection partielle suite à annulation

Devoisins-Lavernière, Etienne

(Lavour, 17 mai 1813-Lavour, château de Dumes, 19 janvier 1898). Représentant du peuple (1848-1849) élu le 23 avril 1848, sénateur en 1876 (30 janvier 1876), sénateur inamovible en 1881.

Etienne Devoisins-Lavernière, 2522 voix ; divers, 107 voix ; 2695 votants ; 5709 inscrits.

1874 : « Républicain modéré. L'ambition de reprendre la position de député qu'il eut comme légitimiste en 1848 l'a jeté dans le parti républicain. Honnête homme assez embarrassé de la situation qu'il a prise. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Bernet, Raymond

Propriétaire à Lavour, maire de Teulat.

Érasme Bernet, conseiller d'arrondissement, de Teulat, meurt en août 1888. Élu conseiller d'arrondissement en 1883.

Il y a un Jean Bernet maire de Teulat (1898-1903) son fils ?

Raymond Bernet, 2375 voix ; Etienne Devoisins-Lavernière, sénateur, maire de Lavour, conseiller sortant, 1602 voix ; divers, 297 voix ; 4288 votants ; 5734 inscrits.

1883, 12 août

Compayré, Jean Jules 'Gabriel'

(Albi, 2 janvier 1843-Paris, 23 mars 1913). Fils de Clément Compayré, chef de division à la préfecture, et de Amalaine Sophie Prat. Frère d'Émile (voir canton de Saint-Paul).

ENS 1862, agrégé de philosophie, professeur de lycées (Pau, Poitiers, Toulouse), professeur à la faculté des lettres de Toulouse, recteur de Poitiers (1890-1895) puis Lyon (1895-1908), membre de l'Institut en 1907. Député de

Lavour 1881-1889 (21 août 1881, 4 octobre 1885, battu en 1889).

Gabriel Compayré, 2464 voix ; Raymond Bernet, propriétaire, maire de Teulat, conseiller sortant, 2098 voix ; divers, 62 voix ; 4754 votants ; 5781 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; excellente situation ; influence considérable ; très intelligent, s'occupe des affaires ; bon caractère, excellents rapports. » (ADT, 2 M 5/19).

Préfet, 26 novembre 1886 : « Situation un peu menacée dans le canton de Lavour. Actif, intelligent. Étudie soigneusement les affaires. Exerce une grande influence sur ses collègues par sa situation de député. Courtois. Relations faciles. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet-4 août

Compayré, Jean Jules 'Gabriel'

1^{er} tour : Gabriel Compayré, député, républicain, 2107 voix ; Etienne Mazas, propriétaire, conservateur, 1516 voix ; Georges Daguillon-Pujol, avocat, conservateur, 979 voix ; 4921 votants ; 5799 inscrits.

2^e tour : Compayré, 2492 voix, élu ; Mazas, 2136 voix ; 4890 votants ; 5796 inscrits.

Protestation contre l'élection d'Etienne Mazas, rejetée par le Conseil d'État dans sa séance du 22 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. Recteur de l'académie de Poitiers, ancien député. Possède une grande situation qu'il doit à son talent et à ses services. A beaucoup d'initiatives et d'énergie. très aimable et très accueillant ; son influence dans l'arrondissement est des plus grandes ; toute la confiance du parti républicain lui est acquise. Dans le département du Tarn, il est l'objet de profondes sympathies. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 30 juillet-4 août

Mazas, Charles

47 ans en 1895. Propriétaire, ancien sous-préfet, ancien maire de Lavour. Réactionnaire.

1^{er} tour : Guiraud, 2026 voix ; Charles Mazas, 2192 voix ; Charles Pontnau, notaire, maire de Saint-Sulpice, 166 voix ; Théodore Cabanès, pharmacien, 91 voix ; de Ranchin, 14 voix ; divers, 5 voix ; 4611 votants ; 5815 inscrits.

2^e tour : Guiraud, 2231 voix ; Mazas, 2507 voix ; divers, 10 voix ; 4787 votants ; 5800 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « A peu d'influence. Son élection est due seulement à la division des républicains. Ses collègues du conseil général apprécient sa loyauté. Caractère droit, il a toujours été très correct avec le sous-préfet. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21 juillet

Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'

(Cuq-Toulza, 4 juin 1857-Lavour, 18 janvier 1942). Fils de Jean Baptiste Honorat Guiraud et Catherine Mectilde Suzanne Razous. Médecin.

Maire de Lavour (1896-1940 au moins) ; député (1910-1914 puis 1914-1919). Radical. Chev. LH 12 janvier 1916 en tant que médecin major de 1^{ère} classe du gouvernement militaire de Paris, off. 9 juillet 1921, commandeur sur proposition du préfet le 30 juin 1937.

Georges Guiraud, 2537 voix ; Charles Mazas, conseiller sortant, 2005 voix ; divers, 20 voix ; 4718 votants ; 5630 inscrits.

Préfet, 1901 : Médecin des plus occupés, M. Guiraud est très connu dans toute la région, où ses services professionnels lui ont valu sa nomination de maire de Lavour et celle, toute récente, de conseiller général du canton. Bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'

Georges Guiraud, 3228 voix ; Émile Compayré, avocat, ancien député, 1382 voix ; 4755 votants ; 5559 inscrits.

1913, 3 août

Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'

Georges Guiraud, 3008 voix ; Léon Cunnac, docteur en médecine, 1466 voix ; 4542 votants ; 5376 inscrits.

1919, 14 décembre

Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'

Georges Guiraud, seul candidat, 2439 voix ; 3174 votants ; 4628 inscrits.

Sous-préfet de Lavour, 1920 : « M. le docteur Guiraud doit à sa haute compétence médicale et à ses nombreux services politiques et administratifs sa situation politique très bien assurée dans le canton et même dans l'arrondissement où, en dehors du parti républicain, il compte de nombreux amis personnels. Il est à peu près certain qu'il y aurait été réélu député, peut-être même sans concurrent, avec l'ancien scrutin. Bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/30).

1925, 19 juillet

Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'

Georges Guiraud, radical socialiste, 2786 voix (seul candidat) ; divers, 31 voix ; 3155 votants ; 4635 inscrits.

1931, 18 octobre

Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'

Georges Guiraud, seul candidat, 2670 voix ; 3354 votants ; 4544 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Médecin chef du palais de justice de Paris, domicile 156 avenue Victor Hugo à Paris. Radical. Par les services d'ordre médical extrêmement nombreux et gratuits rendus non seulement dans son canton, mais dans l'ancienne circonscription de Lavour dont il fut le député, M. Guiraud bénéficia d'une grande popularité pendant longtemps. Mais les masses lui reprochent maintenant ses 75 ans. Ne saurait prétendre désormais à aucun rôle politique d'envergure. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre**Guiraud, Jean Marie Henri 'Georges'**

Georges Guiraud, rad. soc., 2648 voix ; René Bussières, représentant de commerce, com., 427 voix ; divers, 11 voix. 3330 votants ; 4243 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « La dernière élection de M. Guiraud a été très belle, et malgré son âge [80 ans] qui pouvait paraître l'handicaper, aucun concurrent, à l'exception d'un membre du parti communiste, n'a osé affronter la lutte contre lui. C'est dire que M. Guiraud jouit dans le canton de Lavour d'une situation personnelle très forte. Il en est de même au conseil général dont il est un des vice-présidents, et en outre sa situation parisienne et ses hautes relations lui assurent, en dehors du département, de réelles possibilités. » (ADT, 2 M 5/95).

**conseiller départemental
(nommé par arrêté du 14
décembre 1942)****Saint-Salvy, Henri de**

maire de Lavour. Vice-président du conseil départemental

**1944-1945 : projets de
reconstitution du conseil général
provisoire**

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Guiraud Georges, radical socialiste, titulaire du poste, est décédé. Il est remplacé par M. Bel René, radical socialiste, avoué à Lavour, résistant et actuellement maire nommé de ce chef-lieu de canton. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre**Bel, René**

(Albi, 19 juillet 1907). Avoué. Chef de secteur de la résistance pour les cantons de Lavour et Saint-Paul ; président du comité de libération, maire de Lavour du 20 août 1944 à octobre 1945.

1^{er} tour : René Bel, rad. soc., 1707 voix ; André Fauvel, MRP, 1492 voix ; Marius Moynet, com., 1265 voix ; Auguste Milhès, SFIO, 1193 voix ; Maurice Maurel, 595 voix ; 6487 votants ; 9172 inscrits.

2^e tour : Bel, 3673 voix ; Fauvel, 2341 voix ; 6294 votants ; 9226 inscrits.

Préfet, 1945 : « Maire de la ville de Lavour, M. Bel occupe au sein du conseil général une place assez effacée. D'un caractère assez indécis, il semble borner son activité à la défense des intérêts de sa commune et de son canton, parfois même au détriment de l'intérêt général. Il est bien considéré de ses collègues. Il a joué, dans la région de Lavour, un rôle actif dans la Résistance. Il entretient avec l'administration des rapports courtois. » (ADT, 511 W 24).

Préfet : juin 1949 : « Seul conseiller général communiste de l'assemblée départementale, transfuge du parti radical, ne sera probablement pas réélu aux élections de 1954. Son influence au conseil général est nulle. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7-14 octobre**Lacouture, Raoul**

(Lavour, 17 août 1902-). Industriel (construction de charpentes métalliques). Maire de Lavour (1947-).

Président de la commission départementale en 1967.

1^{er} tour : Raoul Lacouture, 2180 voix ; Marius Moynet, serrurier à Lavour, com., 1122 voix ; Auguste Milhès, entrepreneur, maire de Saint-Sulpice, SFIO, 725 voix ; Marcel Roucou, métayer à Saint-Agnan, paysan, 372 voix ; Léon Etcheber, propriétaire à Saint-Sulpice, RPF, 509 voix ; 5090 votants ; 8616 inscrits.

2^e tour : Lacouture, 3401 voix ; Moynet, com., 1248 voix ; Roucou, 1 voix ; Etcheber, 2 voix ; Falcou, 191 voix ; divers, 5 voix ; 5154 votants ; 8615 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Actif et sympathique, succéda à u conseiller sortant radical passé aux communistes. Élu avec une très large majorité, M. Lacouture représente exactement le radicalisme rural de ce pays de petites propriétés, laïque et volontiers socialisant. L'autorité qu'il tire

de sa qualité de maire de Lavour contribue à lui inspirer une ambition parlementaire. Il avait envisagé de la servir sous le signe d'une alliance avec les socialistes SFIO, mais il paraît rangé aux conceptions orthodoxes de la fédération départementale du parti radical. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Lacouture, Raoul

Raoul Lacouture, rad. soc., 3830 voix ; Marius Moynet, artisan, com., 1243 voix ; Lucien Valette, SFIO, 968 voix ; divers, 1 voix ; 6462 votants ; 8773 inscrits.

1964, 8 mars

Lacouture, Raoul

Raoul Lacouture, rad. soc., 3814 voix ; Raymond Durand, com., 1369 voix ; 5560 votants ; 8887 inscrits.

Préfet, 1964 : « A a tête d'une fabrique de charpentes métalliques, M. Lacouture représente fidèlement le radicalisme rural de ce pays. Bien que laïque, il vote fidèlement avec la majorité modérée du conseil général. Particulièrement déférent à l'égard de l'administration préfectorale, M. Lacouture exerce une influence certaine dans le canton de Lavour, où il est conseiller général et maire. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8-15 mars

Esparbié, Jacques

(Toulouse, 8 avril 1941). Photographe de presse, maire de Belcastel (1965-1977), puis de Lavour (1977-1983 ou 1989). MRG puis UDF.

Vice-président du conseil général 1976-1982.

1^{er} tour : Jacques Esparbié, DVG, 1860 voix ; André Lafon, maire adjoint d'Ambres, DMF, 2061 voix ; René Bel, DVG, 1302 voix ; Jean-Claude Bordères, com., 846 voix ; Pierre Montagne, DVG, 591 voix ; 6966 votants ; 9708 inscrits.

2^e tour : Esparbié, 3630 voix ; Lafon, 2987 voix ; 6962 votants ; 9707 inscrits.

1976, 7-14 mars

Esparbié, Jacques

1^{er} tour : Jacques Esparbié, RDG, 2885 voix ; André Talazac, DMF, 2154 voix ; Raymond Bressolle, com., 1641 voix ; Alain Valette, soc., 716 voix ; Antoine Maury, CGM, 465 voix ; 8060 votants ; 11009 inscrits.

2^e tour : Esparbié, 5300 voix ; Talazac, 2573 voix ; 8240 votants ; 11008 inscrits.

Vice-président du conseil général.

1982, 14-21 mars

Esparbié, Jacques

1^{er} tour : Jacques Esparbié, RDG, 2788 voix ; Raymond Dalle, RPR, 2820 voix ; Pierre Lozar, soc., 2001 voix ; Raymond Bressolle, com., 1180 voix ; Alain Morizur, EXG, 125 voix ; 9156 votants ; 12340 inscrits.

2^e tour : Esparbié, 5304 voix ; Dalle, 3578 voix ; 9405 votants ; 12340 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Arrivé en première position de la gauche le 14 mars dernier, M. Esparbié n'a pas réussi à rallier l'ensemble de la Majorité, une large fraction s'étant portée sur le candidat RPR lors du scrutin de ballottage (près de 760 voix). Ce transfert, comme l'accroissement élevé des bulletins blancs et nuls, ont été dictés par le dépit de beaucoup qui n'ont pas admis le retrait d'un représentant socialiste, soutenu par le sénateur Spénale, ni le désistement du candidat communiste en faveur d'un homme classé à droite. On se souvient en effet ici que M. Esparbié est très proche d'un homme qui avait passé un contrat avec le RPR et l'UDF pour assurer la présidence en 1979 à la tête de l'assemblée départementale : le sénateur Brives.

« Âgé de 41 ans, M. Esparbié, reporter photographe à *La Dépêche du Midi*, est réélu pour la 3^e fois consécutive. Maire de Lavour depuis mars 1977, il était auparavant et depuis 1965 maire d'une commune voisine, Belcastel. Bien qu'ayant commencé très jeune une carrière d'homme public, son audience demeure limitée et restreinte au canton. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre**Lozar, Pierre**

(Toulouse, 2 juillet 1935). Principal de collège. Maire de Lavour (1989-1995), conseiller régional (1986-1998).

1^{er} tour : Raymond Bressole, artisan retraité, maire de Labastide-Saint-Georges, com., 1015 voix ; Pierre Lozar, soc., 2349 voix ; Emmanuel Jamin, RDG, 150 voix ; Serge Viaule, occ., 170 voix ; Jacques Esparbié, UDF, 2774 voix ; Christian Gibelin-Boyer, DVD, 346 voix ; Julien Canadas, FN, 466 voix ; 7525 votants ; 12831 inscrits.

2^e tour : Lozar, 4170 voix ; Esparbié, 3899 voix ; 8464 votants ; 12831 inscrits.

1994, 20-27 mars**Carayon de Lagaye, Bernard**

(Paris, 1^{er} octobre 1957). Avocat, maître de conférences à Sciences-Po Paris, député 1993-1997, 2002-2012 ; maire de Lavour depuis 1995, conseiller régional 1998-2002. RPR puis UMP.

1^{er} tour : Christiane Odetti, com., 888 voix ; Pierre Lozar, soc., 2888 voix ; Pierre Vignau, FN, 696 voix ; Bernard Carayon, RPR, 3924 voix ; Xavier Crémoux, verts, 316 voix ; Christian Emaillé, écol., 368 voix ; 9617 votants ; 13417 inscrits.

2^e tour : Carayon, RPR, 5044 voix ; Lozar, PS, 4517 voix ; 10222 votants ; 13417 inscrits.

2001, 11-18 mars**Dalla-Riva, Joseph**

(Carmaux, 26 juin 1947). Professeur. Maire adjoint de Lavour, UDF puis UMP.

1^{er} tour : Christiane Odetti, com., 1387 voix ; Anne Marie Likiernik, soc., 2365 voix ; Joseph Dalla-Riva, UDF, 3012 voix ; Jacques Esparbié, DVD, 3119 voix ; Pierre Vignau, FN, 700 voix ; Félix Zara, MNR, 247 voix ; 11500 votants ; 14799 inscrits.

2^e tour : Dalla-Riva, UDF, 5219 voix ; Likiernik, soc., 3651 voix ; 9545 votants ; 14799 inscrits.

2008, 9-16 mars**Dalla-Riva, Joseph**

Remplaçante : Josette Dupuy (8 mars 1944), à Saint-Sulpice.

1^{er} tour : Jean Bermond, FN, 765 voix ; Daniel Rifa, REG, 1338 voix ; Joseph Dalla-Riva, UMP, 5178 voix ; Christine Odetti, com., 1217 voix ; Jean Louis Claustre, soc., 4258 voix ; 13428 votants ; 18359 inscrits.

2^e tour : Claustre, 5908 voix ; Dalla-Riva, 6015 voix ; 12571 votants.

Lisle & Salvagnac**1833, 20 novembre****Rigal, 'Joseph' Jean Antoine**

(Gaillac, 5 septembre 1797-26 octobre 1865). Médecin à Gaillac, médecin en chef de l'hôpital, maire de Gaillac, chevalier de la Légion d'honneur ; conseiller général de Lisle et Salvagnac de 1833 à 1848, député 13 mai 1849-février 1852.

Joseph Rigal, 40 voix ; Vialas, 19 voix ; divers, 5 voix ; 64 votants ; 102 inscrits.

Élection annulée par le conseil de préfecture.

1834, 21-22 février : élection partielle suite à annulation**Vialas, Félix**

(Gaillac, 20 janvier 1761 ou 1764). Marié, 3 enfants ; 12 000 F.

1^{er} tour : Félix Vialas, 31 voix ; Rigal, 32 voix ; 64 votants ; 102 inscrits.

2^e tour : Vialas, 26 voix ; Rigal, 1 voix ; 27 votants ; 102 inscrits.

Sur recours de Joseph Rigal qui estime qu'il avait été élu au 1^{er} tour de l'élection, le conseil de préfecture valide le 19 mars 1834 l'élection de Félix Vialas, mais, en appel, le 9 mai 1835, le Conseil d'État maintient l'élection de Joseph Rigal.

« Administrateur du département en 1790 ; ensuite administrateur et procureur syndic du district de Gaillac ; juge au tribunal du

département ; avocat au tribunal de Gaillac et enfin président du même tribunal depuis le 29 mai 1816 » (ADT, 1 M 14).

1835, 19 mai : validation de l'élection par le Conseil d'État

Rigal, 'Joseph' Jean Antoine

1842, 11 décembre

Rigal, 'Joseph' Jean Antoine

Joseph Rigal, 54 voix ; Charles de Corneillan, de Saint-Urcisse, 12 voix ; 66 votants ; 165 inscrits.

Lisle-sur-Tarn

Lisle-sur-Tarn, Parisot, Peyrole

1848, 27 août

Compayré-Camboula, 'Jean' Lucien Etienne

(19 février 1794). Propriétaire à Lisle ; 6000 F.

Jean Compayré-Camboula, 944 voix ; divers, 7 voix ; 951 votants ; 1685 inscrits.

Préfet, 27 mai 1852 : « Légitimiste ardent. Il a refusé de prêter serment et a donné sa démission [le 7 mai 1852]. » (ADT 2 M 5/4)

1852, 1^{er} août

Andrieu, Alexis

(23 décembre 1779). Notaire, ancien juge de paix de Lisle. 3 000 F.

Alexis Andrieu, 683 voix ; Maziès, juge de paix à Lisle, 398 voix ; divers, 3 voix ; 1083 votants ; 2049 inscrits.

1855, 3 juin

Mercadier, Dieudonné

(Cordes, 24 février 1786-Gaillac, rue Saint-Antoine, 5 mars 1860). Fils de Pierre Mercadier et de Marie Annes Portes, époux de Marie Baptistine Fremendity.

Avocat à Gaillac, suppléant du juge de paix, ancien membre du conseil d'arrondissement, maire de Gaillac. 6 000 F.

Dieudonné Mercadier, 875 voix ; Gineste de Surs, 4 voix ; divers, 5 voix ; 897 votants ; 1973 inscrits.

1860, 10 juin : élection partielle suite à décès

Gélis, Marie 'Melchior' de

(Lisle-sur-Tarn, 23 octobre 1813). Fils de Jean Baptiste Augustin de Gélis, propriétaire, et de Thérèse Victoire Pauline Dupuy de Labastide.

Propriétaire à Lisle, membre du conseil municipal et du bureau de bienfaisance.

Maire de Lisle lors de son élection de 1874.
15 000 F.

Melchior de Gélis, 1154 voix ; 1155 votants ; 1805 inscrits.

Philippe Miramond, maire de Lisle, au préfet, 9 mars 1860 : « Plusieurs personnes honorables de notre ville sont venus me prier de vous écrire en faveur de M. de Gélis (Melchior) comme candidat au conseil général en remplacement de M. Mercadier décédé. M. de Gélis est un des plus grands propriétaires du pays, c'est lui qui fait le plus de vin ; le nouveau traité de commerce lui sera particulièrement très avantageux ; sa famille est très charitable et fait beaucoup de bien ; il occupe des ouvriers toute l'année, s'attachant avec soin à tenir ses vignes dans le meilleur état, ce que ne font pas beaucoup de propriétaires par une économie mal entendue. Il m'a dit qu'il se sentirait très honoré si vous l'adoptiez comme candidat, mais que, dans le cas contraire, il ne se présenterait pas et ne ferait pas d'opposition. Notre canton n'a jamais été représenté au conseil général par un homme de notre localité ; les deux derniers, M. Mercadier et M. Andrieu, étaient de Gaillac, il serait fort important aujourd'hui pour avoir beaucoup d'électeurs de prendre un homme du pays et je puis vous assurer que nul ne présentera autant de conditions pour avoir l'immense majorité et peut-être l'unanimité des votants, parce que je ne pense pas que s'il est choisi par vous, s'il est le candidat du gouvernement, personne ait l'idée de se mettre sur les rangs.... » (ADT, 2 M 5/124).

1864, 19 juin

Gélis, Marie 'Melchior' de

Melchior de Gélis, 1318 voix, 1373 votants, 1935 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Avec une origine et des tendances légitimistes, M. de Gélis a donné des preuves récentes d'un dévouement au gouvernement. C'est une nature droite et loyale, incapable de trahir un serment. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Crouzet, Achille

1871, 8 octobre

Gineste, Paul Isidore 'Eliezer'

(Lisle-sur-Tarn, 17 mai 1821-Lisle-sur-Tarn, Saurès, 3 septembre 1891). Fils de François Blaise Gineste et de Marie Pezet. Époux de Marie Catherine Caroline Amilhau. Propriétaire à Saurès, licencié en droit, avocat.

Eliezer Gineste, 750 voix ; Emmanuel Turle, docteur en médecine à Lisle, 653 voix ; 1423 votants ; 1978 inscrits.

1874, 4 octobre

Gélis, Melchior de (ci-dessus)

Melchior de Gélis, 755 voix ; Emmanuel Turle, docteur en médecine à Lisle, 457 voix ; 1304 votants ; 1974 inscrits.

1874 : « Conservateur légitimiste. Très considéré, caractère très honorable ; dévoué à l'administration. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Maruéjols, Pierre François 'Raymond'

(Lisle, 16 août 1820-Lisle, 23 janvier 1886). Fils de Félix Maruéjols, lieutenant dans la légion du Tarn, et de Marie Eudoxie Française Caroline Facieu ; époux de Jeanne Louise Pauline Bousquet. Maire de Lisle-sur-Tarn.

Raymond Maruéjols, 834 voix ; Eugène de Belfortès, propriétaire, 517 voix ; Victor Bounihol, 94 voix ; 1473 votants ; 2014 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; situation modeste ; influence assez grande ; aptitude moyenne et d'un concours fort restreint ; rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 4 avril : élection partielle suite à décès

Barthe, Flavien

Propriétaire à Sours, avocat, neveu du maire de Parisot, réactionnaire.

Flavien Barthe, avocat, indépendant, 902 voix ; Odilon Crouzet, rédacteur de *L'Opinion*, républicain, 779 voix ; 1693 votants ; 2039 inscrits.

Préfet au ministre, 9 avril 1886 : « Ce résultat ne m'a pas surpris, car les conditions dans lesquelles s'est engagée la lutte étaient malheureusement de nature à faire prévoir l'échec du candidat républicain. D'une part, en effet, il n'a pas été possible de trouver un candidat parmi les notabilités républicaines du canton, habitant le pays et exerçant une sérieuse influence sur le corps électoral ; on a dû adopter la candidature de M. Crouzet, rédacteur du journal *L'Opinion* qui se publie à Paris [fils du docteur Crouzet, médecin à Lisle depuis 40 ans]. Ce candidat avait aux yeux des électeurs le tort d'avoir quitté depuis 20 ans, dans des conditions assez peu favorables d'ailleurs, le canton de Lisle-d'Albi où il n'a fait que de très rares apparitions, où il n'était pas, dès lors, suffisamment connu pour inspirer confiance et offrir les garanties de dévouement aux intérêts locaux exigés par les populations rurales de leurs représentants au conseil général. D'autre part, sur trois communes dont se compose le canton, deux sont administrées par des maires qui avaient jusqu'ici donné leur concours au parti républicain, mais qui, dans l'élection du 4 avril, ont contribué au succès de M. Barthe, candidat réactionnaire. L'un de ces magistrats municipaux est l'oncle de ce dernier et a mis d'une façon très active son influence au service de la candidature de son neveu ; l'autre, ayant été froissé par quelques paroles maladroitement prononcées dans la réunion qui porta son choix sur M. Crouzet [les maires de Parisot et Peyrole sont traités de « maires ruraux »], a gardé pendant la période électorale une attitude au moins indifférente, ce qui a permis à la réaction d'attirer facilement à elle un assez grand nombre d'électeurs habitués à suivre dans les précédentes élections la direction qui

leur était donnée par ce magistrat municipal... » (ADT, 2 M 5/124).

1886, 1^{er} août

Baljalade, Paul 'Auguste' Joseph

(Gaillac, 26 novembre 1834). Fils de Joseph Baljalade, propriétaire, rue de la Magdeleine, et de Françoise Julie Baljalade. Propriétaire à Gaillac. Républicain.

Auguste Baljalade, 868 voix ; Barthe, 819 voix ; 1809 votants ; 2025 inscrits.

Recours contre l'élection des sieurs Barthe Gardès et autres ; démission de Baljalade, décision de non lieu du Conseil d'État du 27 mai 1887.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Intelligent, encore peu au courant des affaires administratives, mais très apte à jouer un rôle utile au sein du conseil général, surtout en ce qui touche les questions agricoles. Et d'un commerce facile. » (ADT, 2 M 5/20).

1887, 29 mai : élection partielle suite à démission

Baljalade, Paul 'Auguste' Joseph

Auguste Baljalade, 1000 voix ; Flavien Barthe, avocat, 864 voix ; 1879 votants ; 2083 inscrits.

1892, 31 juillet

Baljalade, Paul 'Auguste' Joseph

Auguste Baljalade, 828 voix ; Augustin Puylaurens, 717 voix ; Ernest Bounihol, 17 voix ; divers, 1 voix ; 1603 votants ; 1980 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. Très bons rapports avec l'administration. Très belle situation de fortune ; grand propriétaire dans les cantons de Gaillac et Lisle. S'occupe beaucoup d'agriculture et de viticulture ; est en rapports constants avec les paysans qui l'estiment et le consultent. Assez influent. Caractère droit, assez conciliant. » (ADT, 2 M5/21).

Baljalade ne se représente pas en 1898.

1898, 31 juillet-7 août**Bounhiol, Jacques 'Ernest'**

(Parisot, 28 novembre 1857). Fils de Jacques Valentin Bounhiol, cultivateur à Nicouleau, et de Philippine Catherine Sieurac.

Expert géomètre, maire de Parisot (1896-1919), conseiller d'arrondissement.

1^{er} tour : Ernest Bounhiol, 762 voix ; Augustin Puylaurens, 757 voix ; divers 4 voix ; 1551 votants ; 1932 inscrits.

2^e tour : Bounhiol, 820 voix ; Puylaurens, 797 voix ; 1659 votants ; 1932 inscrits.

Décision du Conseil d'État du 10 février 1899 annulant l'élection, suite à protestation des sieurs Barthe, Granier et autres.

1899, 7 mai : élection partielle suite à annulation**Puylaurens, Augustin**

46 ans en 1901. Propriétaire au château des Fortis. Conseiller municipal de Lisle. Réactionnaire.

Augustin Puylaurens, 857 voix ; Ernest Bounhiol, 835 voix ; divers, 4 voix ; 1713 votants ; 1947 inscrits.

Décision du Conseil d'État du 27 juillet 1900 validant cette élection, suite à la protestation des sieurs Bounhiol, Aspe, Blanc et autres.

Préfet, 1901 : « Conseiller général du canton de Lisle depuis 3 ans, par suite de la division existant dans le parti républicain. Est très aimé personnellement, mais n'a pas d'influence politique ; ne s'en occupe guère d'ailleurs. Ne se serait même pas présenté au conseil général s'il n'avait été poussé par quelques amis, plus ardents que lui. Intelligence médiocre. Riche propriétaire. N'a aucune relation avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

Par lettre datée d'Albi, le 26 décembre 1901, Augustin Puylaurens démissionne : « N'habitant plus le canton de Lisle-sur-Tarn, je viens vous prier de vouloir bien accepter ma démission de membre du conseil général ». Le préfet explique au

ministre que c'est « à la suite de revers de fortune ». (ADT, 2 M 5/124).

1902, 26 janvier : élection partielle suite à démission**Baljalade, Joseph**

30 ans en 1902. Ancien vice président du conseil de préfecture des Deux-Sèvres. républicain modéré.

Joseph Baljalade, 833 voix ; Ernest Bounhiol, 708 voix ; 1566 votants ; 1908 inscrits.

Préfet, 1902 : « M. Baljalade est le fils de l'ancien conseiller général, récemment décédé, qui représenta le canton de Lisle à l'assemblée départementale de 1886 à 1898 et qui était très estimé dans le pays. Républicain modéré comme son père, devant en outre principalement son élection à l'entente qui s'est faite sur son nom entre les modérés et les conservateurs, et très lié avec M. le docteur Rey, conseiller général du canton de Gaillac et chef du parti progressiste de l'arrondissement, il est certain que M. Baljalade subira, pendant quelque temps tout au moins, l'influence *exclusive* de ce dernier et fera campagne, même avec passion, aux prochaines élections législatives en faveur du candidat modéré. D'intelligence moyenne et sans aptitudes spéciales, M. Baljalade ne me paraît pas devoir jouer un rôle important au conseil général. M. Baljalade, qui était vice-président du conseil de préfecture dans les Deux-Sèvres, était décidé, avant la démission de M. Puylaurens, à quitter l'administration pour se rapprocher de la famille de sa femme et de ses intérêts personnels. » (ADT, 2 M 5/24).

1904, 31 juillet**Bounhiol, Jacques 'Ernest'**

Maire de Parisot

Joseph Baljalade, conseiller sortant, 711 voix ; Ernest Bounhiol, 906 voix ; 1640 votants ; 1908 inscrits.

1910, 24-31 juillet**Dambre, 'Louis' Augustin**

(Lisle-sur-Tarn, 5 janvier 1860- ? avril 1937). Fils de Louis Dambre, épicier, et de Marguerite Barthe. Médecin, maire de Lisle-sur-Tarn (1920-1935). Chev. LH sur proposition du préfet le 10 août 1935.

Républicain de gauche, radical en 1922.

1^{er} tour : Ernest Bounihol, 629 voix ; Louis Dambre, 616 voix ; Baptiste B. Pillié, conseiller municipal à Lisle, 222 voix ; Louis Martin, ferblantier, 1 voix ; 1496 votants ; 1866 inscrits.

2^e tour : Bounihol, 746 voix ; Dambre, 785 voix ; Pillié, 2 voix ; Favarel, 1 voix ; Sabatié, 1 voix ; 1536 votants ; 1866 inscrits.

1919, 14 décembre

Dambre, Louis

Louis Dambre, 1000 voix ; Victor Malet, maire de Lisle, 6 voix : 1112 votants ; 1575 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 : « M. Dambre est très aimé à Lisle-sur-Tarn. Il rend de très grands services et la presque unanimité avec laquelle ses électeurs l'ont de nouveau élu, démontre qu'elle est la confiance qu'ils ont mise en lui. Modeste, très effacé en politique, n'est pas appelé à jouer un rôle important. Entretient les meilleures relations avec l'administration. » (2 M 5/30)

1922, 14 mai

Dambre, Louis

Louis Dambre, 930 voix ; Hippolyte Fabre, négociant, 267 voix ; 1232 votants ; 1549 inscrits.

Ne se représente pas en 1928.

1928, 14-21 octobre

Saissac, 'Paul' Philippe François

(Soual, 20 novembre 1898-Lisle, 18 mai 1961). Fils de François Émile Hubert Saissac et de Pauline Marie Aurélie Barrau. Époux de Marie Renée Sompayrac, 5 filles. Le 12 mai 1961, Paul Saissac percute un platane pour éviter un cyclomoteur au carrefour de la RN 88 et du VO 17 à

Lastours. Son épouse est tuée sur le coup et lui décède à Albi le 18 mai.

Banquier, propriétaire, conseiller municipal de Lisle-sur-Tarn depuis 1929, maire (1939-1961). Chev. LH 31 juillet 1959. Radical socialiste.

Président du conseil général 1955-1961.

1^{er} tour : Paul Saissac, 572 voix ; Théophile Muratet, 508 voix ; Hippolyte Fabre, 176 voix ; 1285 votants ; 1571 inscrits.

2^e tour : Saissac, 690 voix ; Muratet, 598 voix ; 1304 votants ; 1553 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Saissac a été élu en 1928 conseiller général de Lisle-sur-Tarn. Riche propriétaire, ancien receveur de l'Enregistrement, très actif, très jeune, M. Saissac, qui désire jouer un rôle, a des ambitions politiques. Il est radical socialiste, mais adversaire des socialistes qui l'ont vivement combattu, et qui ont battu en octobre dernier au conseil d'arrondissement le candidat qu'il appuyait. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Saissac, 'Paul' Philippe François

Paul Saissac, rad. soc., 654 voix ; Théophile Muratet, conseiller d'arrondissement, rad. ind., 611 voix ; 1302 votants ; 1465 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Saissac, Paul

membre de la commission administrative, conseiller général du canton de Lisle-sur-Tarn, maire de Lisle-sur-Tarn.

Secrétaire du conseil départemental.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le

titulaire du poste, M. Saissac Paul, banquier, radical socialiste, ne peut être maintenu en raison de l'enthousiasme avec lequel il a soutenu le gouvernement de Vichy et des visites qu'il n'a pas manqué de faire au chef du gouvernement et au maréchal Pétain ; en outre il a appartenu au conseil départemental. Il est remplacé par M. Bounhiol Émile, agriculteur, maire élu de Parisot (canton de Lisle-sur-Tarn), révoqué par le gouvernement de Vichy ; M. Bounhiol, SFIO, réunit tous les suffrages dans son canton. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Saissac, 'Paul' Philippe François

Paul Saissac, rad. soc., 1274 voix ; Paul Boyer, SFIO, 532 voix ; Jean Peytavi, com., 332 voix ; 2196 votants ; 2877 inscrits.

Notice sans date, 1944 ou 1945 : « Favorable à la Résistance. A offert 500 000 F au maquis, a ravitaillé les FFI en viande, leur a donné de fausses cartes d'identité » [barré, et remplacé par « aucune activité comme résistant »], (ADT, 511 W 24).

Préfet, 1945 : « M. Saissac est une personnalité combative. Il jouit dans son canton d'une forte situation personnelle. Il a été vivement combattu lors des dernières élections par les partis de gauche qui lui reprochent son attitude pendant l'occupation. Il a, en effet, conservé, durant cette période, son mandat de maire de Lisle-sur-Tarn et siégé au conseil départemental en qualité de secrétaire. Ses collègues du conseil général l'ont écarté des commissions importantes et ne lui permettent pas de jouer le rôle actif qu'il tenait avant 1940. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Saissac, 'Paul' Philippe François

Paul Saissac, rad. soc., 1251 voix ; Peytavi, com., 321 voix ; Jourdas, soc., 231 voix ; Fauvel, MRP, 223 voix, Fauré, RPF, 80 voix ; 2157 votants ; 2818 inscrits.

1955, 17 avril

Saissac, 'Paul' Philippe François

Paul Saissac, 1409 voix ; Michel Escribe, com., 344 voix ; Louis Boudet, SFIO, 221 voix ; 2050 votants ; 2798 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Banquier intelligent, actif et qui a réussi, d'esprit aigu et positif, maire réalisateur de Lisle-sur-Tarn, M. Saissac appartient à la tendance conservatrice du parti radical. Il jouit dans son canton d'une large autorité. Au conseil général, il a été, ces dernières années, un des adversaires les plus incisifs et enjoués de M. le président .Verdeille. Il a cultivé des ambitions sénatoriales qui paraissent aujourd'hui en sommeil, quittes à se réveiller si l'occasion était favorable. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Barguet, Jean

(Boulogne-sur-Mer, 9 février 1925). Gendre de Paul Saissac. Avocat à Castres, maire de Lescout (1953-1971). Radical.

Jean Barguet, radical, 1000 voix ; Hubert Galan, centre gauche, 610 voix ; Marcel Escribe, com., 229 voix ; Léon Cayre, extrême droite, 88 voix ; 2034 votants ; 2785 inscrits.

Préfet, 1964 : « M. Barguet (élu conseiller général en 1961 en remplacement de son beau-père, président de l'assemblée, mort accidentellement), maire de Lescout (Tarn) depuis 1953, est membre du comité directeur du parti radical. M. Barguet devrait prendre une influence grandissante au sein du conseil général. » (ADT, 1107 W 48).

Nsrp

1967, 24 septembre

Deymier, Raymond

(Caylus, Tarn-et-Garonne, 19 août 1910). Agent immobilier, maire de Lisle-sur-Tarn (1961-1971). Divers gauche

Raymond Deymier, div. gau., 1073 voix ; Hubert Galan, FGDS, 735 voix ; Élie

Trapas, com., 160 voix ; 2027 votants ; 2741 inscrits.

Préfet, 1967 : « Élu en remplacement de M. Barguet (rad.) qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat, M. Deymier a rallié la majorité du conseil général. Le connaissant déjà comme maire de Lisle-sur-Tarn, je suis persuadé qu'il sera un conseiller général actif, consciencieux et compétent. » (ADT, 1107 W 48).

1973, 23 septembre

Cayla, Pierre

(Lisle-sur-Tarn, 8 juillet 1908-13 janvier 2006). Géomètre, adjoint (1939-1971), puis maire de Lisle-sur-Tarn (1971-1989).

Vice-président du conseil général, 1976-1982.

Renseignements généraux, août 1973 : « Le conseiller général sortant, M. Deymier Raymond, a été battu aux municipales de 1971. Son influence, en baisse assez nette, est à l'origine de son intention de ne pas se représenter. Son successeur à la mairie, M. Cayla, se trouve en bonne position pour lui succéder au conseil général. » (ADT, 1106 W 100).

Pierre Cayla, DVG, 1683 voix ; Germain Trapas, com., 210 voix ; 2013 votants ; 2777 inscrits.

1979, 18 mars

Cayla, Pierre

Pierre Cayla, DVG, 1530 voix ; R. Vincent, com., 481 voix ; Masseboeuf, DMF, 296 voix ; 2451 votants ; 3066 inscrits.

Vice-président du conseil général.

1985, 10-17 mars

Cayla, Pierre

1^{er} tour : Serge Viaule, ext. g., 67 voix ; Camille Rouquette, com., 173 voix ; Robert Vergnes, soc., 681 voix ; Pierre Cayla, RDG, 1178 voix ; Paul Maldonado, FN, 317 voix ; 2501 votants ; 3277 inscrits.

2^e tour : Vergnes, 886 voix ; Cayla, 1396 voix ; 2451 votants ; 3277 inscrits.

1992, 22-29 mars

Béteille, Jean

(Puycelci, 23 juillet 1932-30 avril 2008). Viticulteur à Lisle-sur-Tarn. Adjoint au maire de Lisle, 1971-1989, maire (1989-2001), SE

1^{er} tour : Jean-Claude Guignard, com., 92 voix ; Pierre Vignau, FN, 237 voix ; Jean Tkaczuk, soc., 657 voix ; Richard Molinier, DVD, 269 voix ; Jean Beteille, SE, 1239 voix ; 2642 votants ; 3286 inscrits.

2^e tour : Beteille, 1633 voix ; 2191 votants ; 3286 inscrits.

1998, 15-22 mars

Béteille, Jean

1^{er} tour : Daniel Labeuche, com., 215 voix ; Vignau, FN, 251 voix ; Alain Combres, DVD, 538 voix ; Gérard Privat, SE, 180 voix ; Beteille, SE, 1180 voix ; 2496 votants ; 3509 inscrits.

2^e tour : Beteille, 1396 voix ; Combres, 780 voix ; 2391 votants ; 3505 inscrits.

2004, 21-28 mars

Béteille, Jean

1^{er} tour : Jean Béteille, DVG, 1199 voix ; Danielle Boulet-Ratier, com., 159 voix ; Daniel Luchilo, FN, 231 voix ; Alain Combres, UDF, 733 voix ; Serge Viaule, reg., 110 voix ; Daniel Meyer, UMP, 95 voix ; Marcel Lubineau, DVD, 61 voix ; 2723 votants ; 3742 inscrits.

2^e tour : Béteille, 1598 voix ; Combres, 982 voix ; 2816 votants ; 3730 inscrits.

2008, 22-29 juin : élection partielle suite à décès

Lherm, Marilyne

(Gaillac, 29 juillet 1956). Fleuriste. Maire de Lisle-sur-Tarn (2014-).

1^{er} tour : Richard Bruneau, SE, 289 voix ; Nicole Sanchez, vice-présidente de la CCI d'Albi, maj. dép., 503 voix ; Moha Oukziz, com., 56 voix ; Marilyne Lherm, SE, 809 voix ; Alain Combres, SE, 298 voix ; Thierry Viallon, FN, 46 voix ; Olivier Cavaillès, vers PO, 44 voix ; 2094 votants ; 4232 inscrits.

2^e tour : Lherm, 1237 voix ; Sanchez, 1058 voix ; votants ; inscrits.

1^{er} tour : Danielle Rallières, com., 61 voix ; Nicole Sanchez, soc., 681 voix ; Grégory Dhoye, EELV, 194 voix ; Bénédicte Portal, rég., 18 voix ; Henriette Relaix, autres, 94 voix ; Marilyne Lherm, autres, 1179 voix ; Édouard Rincet, FN, 255 voix ; 2552 votants ; 4311 inscrits.

2^e tour : Lherm, 1522 voix ; Sanchez, 968 voix ; 2617 votants ; 4311 inscrits.

2011, 20-27 mars

Lherm, Maryline

Remplaçant : Didier Massoutier (Gaillac, 20 mars 1958), à Parisot.

Mazamet

Aiguefonde, Aussillon, Boissezon, Caucalières, Mazamet, Payrin-Augmontel, Pont-de-l'Arn, Le Rialet, Saint-Salvy-de-la-Balme (distrainée de la commune de Boissezon par la loi du 22 juin 1889), Le Vintrou

La commune de Noaijac (démembrée de Boissezon en 1928) passe du canton de Mazamet au canton de Labruguière par la loi du 13 mars 1932.

1833, 20 novembre

Vidal, Pierre

(24 mars 1770). Négociant à Mazamet ; 12 000 F. Officier municipal en 1794, fonctions municipales jusqu'en 1815, maire en 1817, membre du conseil d'arrondissement, maire de Mazamet lors de l'élection de 1833.

Pierre Vidal, 40 voix ; Élie Houlès, 15 voix ; Olombel Lassagnes, 2 voix ; Bosviel aîné, 1 voix ; 58 votants ; 81 inscrits.

1836, 10 décembre

Soult, Jean-de-Dieu, duc de Dalmatie

(Saint-Amans-Soult, 29 mars 1769-26 novembre 1851). Maréchal de France, pair de France, ministre de la Guerre et président du Conseil des ministres. 100 000 F. A Paris ou au château de Saint-Amans-Labastide.

Soult, 39 voix ; Pierre Vidal père, maire de Mazamet, 20 voix ; Auguste Cabibel, 1 voix ; Pierre Sabatier jeune, 1 voix ; 61 votants ; 82 inscrits.

1845, 14 décembre

Soult, Jean-de-Dieu, duc de Dalmatie

Soult, 68 voix ; Auguste Cabibel aîné de Mazamet, 26 voix ; Barthès aîné, 1 voix ; Maraval, 1 voix ; nuls, 3 voix ; 99 votants ; 112 inscrits.

1848, 27 août

Soult, Jean-de-Dieu, duc de Dalmatie

Soult, 1654 voix ; Spérandieu d'Aigüefonde, 1166 voix ; Vidal-Prades, 6 voix ; 2826 votants ; 5235 inscrits.

1852, 1^{er} août

Olombel, Jean Joseph 'Philippe'

(Mazamet, 25 décembre 1819-Mazamet, 7 novembre 1874). Propriétaire manufacturier à Mazamet. 30 000 F ; 35 000 F en 1864). Chev. LH 14 août 1862.

Olombel, 2047 voix ; d'Aigüefonde, 2027 voix ; 4086 votants ; 5644 inscrits.

Protestations rejetée par le conseil de préfecture le 18 août 1852 et le Conseil d'État le 12 juillet 1853 (décret du 20 juillet).

Minute de lettre du préfet au ministre, 12 août 1852 : « Dans le canton de Mazamet, la lutte a été très vive parce que des deux candidats qui étaient sur les rangs, l'un était catholique, l'autre était protestant. Cette lutte a pris, dès le premier jour, un caractère religieux et le clergé a usé de toute son influence pour faire triompher son candidat, M. d'Aigüefonde. M. Philippe Olombel, riche fabricant, l'a emporté. On a protesté contre son élection. Les motifs sur lesquels on appuie ces protestations sont très graves et prouvent que de part et d'autre on a employé des moyens violents pour obtenir des voix. J'ai saisi le conseil de préfecture qui, avant de statuer, a désiré que M. le secrétaire général se transportât sur les lieux pour faire une enquête sur tous les faits. » (AD Tarn, 2 M 5/4).

1858, 13 juin

Olombel, Jean Joseph 'Philippe'

Olombel, 2670 voix ; Léopold Escande, notaire, conseiller d'arrondissement, 1739 voix ; 4415 votants ; 5577 inscrits.

Protestations de Léopold Escande, Jammes, vice-président de la société de secours mutuels, Vidal-Bades, négociant, et Jules Combes, rejetées par le conseil de préfecture le 2 juillet 1858 et le Conseil d'État le 22 juillet 1859 (décret du 11 août 1859).

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Un des hommes les plus heureusement doués et les plus habiles du département. Je ne pense pas qu'il y ait au sein du conseil général un membre dont le concours soit plus précieux à l'administration. Le meilleur maire de l'arrondissement de Castres. Disposant dans son canton d'une influence presque sans limites. M. Olombel est d'un dévouement absolu pour l'Empereur. Protestant. » (ADT, 2 M 5/11).

1867, 3 août

Olombel, Jean Joseph 'Philippe'

Olombel, 4089 voix, 4096 votants, 6459 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Lautard

médecin

1871, 8 octobre

Barbey, 'Édouard' Polydore Isaac

(Béziers, 2 septembre 1831-Paris, 26 mars 1905). Officier de marine, maire de Mazamet en 1870-1882, 1888-1896, sénateur 1882-1905, vice-président du Sénat en 1901 (8 janvier 1882, 4 janvier 1891, 28 janvier 1900), trois fois ministre de la Marine entre 1887 et 1892.

Édouard Barbey, 3125 voix ; 3226 votants ; 7041 inscrits.

1874 : « Républicain modéré. Marche avec l'opposition, mais affecte une très grande modération. Intelligent, ambitieux ; on lui croit l'intention de se porter candidat aux premières élections générales. » (ADT, 2 M 5/15).

1874, 4 octobre

Barbey, 'Édouard' Polydore Isaac

Édouard Barbey, 3218 voix ; 3256 votants ; 6682 inscrits.

1880, 1^{er} août**Barbey, 'Édouard' Polydore Isaac**

Édouard Barbey, 2944 voix ; Auguste Jamme, ancien député, propriétaire au château de La Goutine, « conservateur catholique », 893 voix ; 5844 votants ; 7018 inscrits.

Protestations d'Auguste Jamme, rejetées par le Conseil d'État le 7 janvier 1881.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; grande fortune ; influence considérable dans l'arrondissement, mais moindre dans son canton ; aptitudes remarquables pour toutes les affaires ; actif et serviable, a des relations très étendues et compte beaucoup d'amis très dévoués. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août**Barbey, 'Édouard' Polydore Isaac**

Édouard Barbey, 3223 voix, élu ; Philippe Olombel, manufacturier, 3078 voix ; 6319 votants ; 7222 inscrits.

Protestation de Philippe Olombel, rejetée par le Conseil d'État le 6 avril 1887.

1892, 31 juillet**Barbey, 'Édouard' Polydore Isaac**

Préfet, 13 décembre 1892 : « Sénateur, maire de Mazamet, Paris, boulevard Saint-Germain, n°250. Républicain modéré. M. le sénateur Barbey possède une grande fortune et son influence s'étend dans le département tout entier. Ses aptitudes sont remarquables pour toutes les affaires. Actif et très serviable, il a des relations très étendues, même parmi les réactionnaires dont un très grand nombre votent pour lui. » (ADT, 2 M 5/21).

Édouard Barbey, 3925 voix ; 4993 votants ; 7523 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « ... sa qualité de protestant est sa seule cause de faiblesse... » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet**Barbey, 'Édouard' Polydore Isaac**

Édouard Barbey, 3327 voix ; Léon Caraguel, tailleur, 1657 voix ; 5405 votants ; 7238 inscrits.

Préfet, 1901 : « Le canton de Mazamet est très réactionnaire et M. le sénateur Barbey doit sa situation de conseiller général à ses relations personnelles, aux services rendus par lui, et à sa grande influence qui s'étend sur le département tout entier. Il a avec l'administration les rapports les meilleurs. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet**Rouvière, Albert**

(+pas à Mazamet, 24 novembre 1906). Maire de Mazamet.

Rouvière, 3986 voix ; Louis Azéma, avocat à la cour d'appel de Paris, 1760 voix ; 5801 votants ; 7960 inscrits.

1906, 18 février : élection partielle suite à décès**Reille, baron Amédée**

Conseiller général de Brassac (voir à ce canton).

baron Amédée Reille, 3787 voix ; divers, 23 voix ; 4378 votants ; 7655 inscrits.

1910, 24 juillet**Alba-Lasource, Eugène**

Maire du Pont-de-Larn (1900-1919).

Eugène Alba-Lasource, industriel, 2975 voix ; baron Amédée Reille, député, conseiller sortant, 2968 voix ; 6030 votants ; 7943 inscrits.

1919, 14 décembre**Tournier, Pierre 'Georges'**

(Mazamet, 26 septembre 1873). Fils de Jules Alphonse Tournier et d'Emma Célestine Amélie Lourde. Ingénieur, industriel et agriculteur. Maire de Mazamet. Conservateur. Chev. LH 4 octobre 1918 comme capitaine territorial au 218^e RA.

Georges Tournier, seul candidat, 3318 voix ; divers, 75 voix ; 3983 votants ; 7595 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « Industriel, capitaine d'artillerie de réserve, chevalier de la Légion d'honneur au titre militaire, M. Tournier après avoir fait réussir à Mazamet une liste libérale conservatrice, a été élu sans concurrent au conseil général en remplacement de M. Alba-Lasource, radical, qui a renoncé à la politique. Malgré son caractère autoritaire, M. Tournier qui appartient à la religion protestante, est plutôt un libéral, mais il est le prisonnier des conservateurs et des catholiques intransigeants. C'est un homme de valeur mais impulsif et violent ; bien que sans ambition, il pourrait jouer dans l'avenir un rôle plus important et devenir un des candidats du parti conservateur au Sénat. » (2 M 5/30).

1922, 14 mai

Tournier, Georges

Georges Tournier, 3046 voix ; Marius Espenon, commis des PTT, 1822 voix ; 5058 votants ; 6742 inscrits.

Préfet, 1922 : « M. Tournier a été réélu en 1922 mais il a perdu 300 voix environ sur son élection de 1919. Le chiffre des suffrages obtenus par son concurrent socialiste l'a certainement surpris. Mais la situation du parti conservateur dans le canton de Mazamet est trop forte pour que les républicains puissent triompher de longtemps... » (ADT, 2 M 5/33).

1928, 14 octobre

Tournier, Georges

Georges Tournier, 3378 voix ; Albert Gaches, négociant, maire d'Aussillon, 2078 voix ; 5548 votants ; 7101 inscrits.

Préfet, 20 novembre 1928 : « M. Tournier a obtenu 1300 voix de majorité sur le concurrent que les républicains lui avaient opposé en la personne du bon mais un peu falot maire d'Aussillon, M. Gaches. La situation du parti conservateur est trop forte dans le canton de Mazamet pour que les républicains puissent espérer pouvoir

triumpher de longtemps. » (ADT, 2 M 5/62).

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Malade depuis de longs mois, M. Tournier qui ne quitte guère son domicile ne peut jouer le rôle actif qu'il a rempli à certaines heures. Il demeure cependant à Mazamet la cheville d'une homogénéité relative au conseil municipal. Puissant auxiliaire de M. Reille-Soult grâce à une autorité incontestable dans son canton, son état de santé l'obligera vraisemblablement à abandonner son mandat bientôt. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Durand, Paul 'Émile'

Négociant en laine à Mazamet, rue du Galinié. Vice président de la chambre de commerce.

Émile Durand, républicain de gauche, 3272 voix, élu ; Georges Benezech, comptable, SFIO, 974 voix ; Albert Vidal, négociant, rad. soc., 841 voix ; 5400 votants ; 6816 inscrits.

Préfet Cassaigneau, 22 septembre 1934 : « La situation politique à Mazamet est tout à fait particulière et comme l'a dit un jour un orateur, pittoresque. Le conseiller général sortant, M. Georges Tournier, maire de Mazamet depuis 1919, est un réactionnaire militant, sympathisant avec l'Action française, mais ses adjoints et une partie de son conseil municipal sont des amis et partisans de M. Reille-Soult, député et adhérent au parti démocrate populaire.

« M. Tournier, très malade depuis plusieurs années, ne paraît plus au conseil municipal et vient de donner sa démission de maire de Mazamet. Il avait manifesté antérieurement son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat, et M. Cazenave, adjoint au maire, et M. Reille-Soult avaient cherché pour le remplacer un candidat qui pût rallier les suffrages des républicains de Mazamet. M. Reille-Soult estimait en effet, en raison de la trêve politique actuelle, qu'il y avait intérêt, aussi bien pour le conseil général que pour les élections municipales de l'an prochain, à s'entendre sur le candidat pouvant être accepté aussi bien par les radicaux et les

républicains de Mazamet que par ses amis du parti démocrate populaire.

« Le meilleur candidat paraît être M. Émile Durand, vice-président de la chambre de commerce qui, s'il est un républicain modéré, n'a jamais été suspecté de sympathie pour les réactionnaires militants. Cette candidature aurait pu rallier l'adhésion du groupe radical de Mazamet mais, dans une réunion tenue dans cette ville et à laquelle assistait M. Lavergne, sénateur, par une majorité de 24 voix contre 21, les radicaux ont décidé de présenter un candidat ; mais ce candidat n'est pas encore désigné et plusieurs membres de la fédération radicale socialiste ont demandé qu'une nouvelle réunion ait lieu en raison du petit nombre de membres qui avaient pu assister à celle qui s'était déjà tenue.

« Par conséquent, pour le moment, M. Émile Durand, républicain de gauche, n'a comme concurrent que M. Benezech, socialiste SFIO. M. Émile Durand en raison de la sympathie et de l'estime dont il jouit à Mazamet, semble devoir triompher au premier tour. » (ADT, 2 M 5/84).

Démissionne le 14 octobre 1937 par suite de la faillite de son entreprise.

1937, 28 novembre : élection partielle suite à démission

Verdier, Alfred Gaston 'Gilbert'

(Mazamet, 12 juillet 1894-mort pendant la guerre). Fils de Casimir Auguste Verdier, négociant à La Richarde, et de Clémentine Isaure Baux. Marié le 20 octobre 1919 à ? [Leve ?] avec Paule Calat. Industriel à Mazamet, URD.

Gilbert Verdier, URD, 3549 voix ; Lucien Duhart, employé des PTT, com., 754 voix ; divers, 12 voix. 4790 votants ; 6661 inscrits.

Sous-préfet de Castres, fin 1937 : « L'élection très récente de M. Gilbert Verdier constitue le triomphe de la camaraderie et du bongarçonnisme. Ce conseiller général est certainement très orienté à droite et les factions d'extrême réaction ont pour lui de la sympathie. Il est cependant capable de s'élever au dessus de l'esprit de parti et de faire preuve le cas échéant d'une réelle impartialité. Vis-à-vis

de l'administration et de ses collègues du conseil général, comme d'ailleurs de tous ceux qui l'approchent, il fait montre d'amabilité et de courtoisie. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Cazenave, Charles

maire de Mazamet

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Verdier Gilbert, industriel, URD, titulaire du siège, est décédé. Il est remplacé par le docteur Joseph Straihano, adjoint nommé au maire de Mazamet, démocrate populaire, résistant et favorablement connu dans ce chef-lieu de canton. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Huc, Alfred

(Mazamet, 15 décembre 1898-Mazamet, 22 août 1949). Fils de Pierre Émile Huc, négociant, et de Emma Clémence Boyer. Marié le 16 octobre 1922 à Mazamet avec Amélie Louet.

Ingénieur chimiste, industriel à Mazamet. Adjoint au maire de Mazamet 1932-1944. Président de l'aéroclub de Mazamet-Montagne noire.

1^{er} tour : Alfred Huc, indéterminé, 3792 voix ; Henri Gardet, MRP, 2327 ; François Villières, com., 1847 voix ; Georges Benezech, SFIO, 1392 voix ; Emile Durand, rad. soc., 880 voix ; 10640 votants ; 14413 inscrits..

2^e tour : Huc, 4026 voix ; Gardet, 3550 voix ; Villières, 2976 voix ; 10746 votants ; 14439 inscrits.

Notice sans date, vers 1944 ou 1945 : « En liaison avec les groupes de maquis de

Mazamet. A camouflé du matériel d'aviation. A caché des juifs et a fabriqué de fausses pièces d'identité. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, 1945 : « Sans appartenance politique, M. Huc est cependant le seul représentant de la droite au sein du conseil général où il tient une place assez effacée. Intelligent et courtois, il jouit de la considération de ses collègues. Il n'a eu aucune activité dans la Résistance. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Huc, Alfred

Alfred Huc, 5093 voix ; Cormouls, 1976 voix ; Buron, Antoinette, PC, 1345 voix ; Benezech, SFIO, 1030 voix.

1949, 23-30 octobre : élection partielle suite à décès

Bertrand, Louis

(pas à Mazamet, 25 octobre 1910). Ingénieur EDF, adjoint au maire de Mazamet.

1^{er} tour : Louis Bertrand, MRP, 2807 voix ; Charles Cazenave, UNR, 2853 voix ; Maurice Carayol, com., 942 voix ; Pierre Cormouls-Houlès, RPF, 852 voix ; Georges Bénézech, SFIO, 793 voix ; 8649 votants ; 14201 inscrits.

2^e tour : Bertrand, 3726 voix ; Cazenave, 3229 voix ; Carayol, 933 voix ; Cormouls-Houlès, 503 voix ; 8739 votants ; 14195 inscrits.

Préfet, février 1952 : « MRP de gauche, libéral et opportuniste, M. Bertrand, ingénieur électricien, chef de secteur à l'EDF, a des connaissances théoriques pratiques qui lui permettent d'étudier et de rapporter utilement au conseil général les questions de caractère technique. Il y tient une place honorable. » (ADT, 511 W 24).

1955, 17 avril

Barraillé, Pierre

(Mazamet, 5 avril 1923-13 décembre 2005). Marié, 3 enfants. Industriel, maire de Mazamet (1953-1977).

Pierre Barraillé, CNI, 6078 voix ; Louis Bertrand, conseiller sortant, MRP, 1881 voix ; Georges Benezech, SFIO, 1171 voix ; Pierre Mailland, com., 742 voix ; 10152 votants ; 14949 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Porté par les circonstances et l'amitié du défunt maire, a été adjoint au maire, puis maire de Mazamet. Ce sont encore les circonstances qui ont fait récemment de lui à 32 ans le conseiller général de son canton. Simple, direct et réaliste comme on l'est dans les milieux industriels de Mazamet, soutenu à la municipalité par une équipe cohésive qui travaille dans la confiance et l'amitié, M. Barraillé s'est classé à peu près d'emblée parmi les meilleurs administrateurs du Tarn. Il n'a pas de goût personnel pour la politique. Il est catholique pratiquant. Ses sympathies seraient orientées vers les indépendants. Il faudrait que les circonstances toujours imposent sa candidature pour qu'il se présentât aux élections législatives. L'éventualité n'est pas probable mais on aurait tort de la considérer comme absolument impossible. » (ADT, 511 W 24).

1961, 11 juin

Barraillé, Pierre

Pierre Barraillé, CNI, 7771 voix ; Robert Fortanier, com., 1229 voix ; 9634 votants ; 16312 inscrits.

Préfet, 1964 : « ... Il a eu la sagesse, lors des législatives de novembre 1962, de refuser la seconde place sur la liste des indépendants de la circonscription de Castres-Mazamet, préservant ainsi ses chances politiques futures. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre-1^{er} octobre

Sagnes, Pierre

(Mazamet, 18 décembre 1922-31 août 1995). Industriel, délainier. Adjoint au maire d'Aussillon, 1965-1977.

1^{er} tour : Pierre Sagnes, FGDS, 4727 voix ; Pierre Barraillé, div. mod., 5315 voix ;

Robert Fortanier, com., 1220 voix ; 11598 votants ; 17128 inscrits.

2^e tour : Sagnes, 7698 voix ; Barraillé, 5509 voix ; 13467 votants ; 17122 inscrits.

Préfet, 1967 : « Candidat de la FGDS, M. Sagnes a battu le conseiller général sortant, M. Barraillé, maire de Mazamet. Il doit cependant son élection moins à son étiquette qu'à des considérations locales

qui ont provoqué l'échec de son adversaire. petit industriel mazamétain, il passe pour un homme sérieux et actif. Il devrait rester très discipliné à l'égard de la minorité du conseil général et il s'affranchira difficilement de l'emprise de ceux qui l'ont poussé à se présenter. » (ADT, 1107 W 48).

Mazamet Sud-Ouest

Canton créé par décret n°73-675 du 13 juillet 1973 : Aiguefonde, Aussillon, Caucalières, Mazamet.

1973, 23-30 septembre

Sagnes, Pierre

1^{er} tour : Pierre Sagnes, MRG, 2072 voix ; Louis Limouzy, industriel, maire de Saint-Amans-Soult, REI, 1860 voix ; Nelly Foissac, professeur à Mazamet, com., 681 voix ; 4818 votants ; 7549 inscrits.

2^e tour : Sagnes, 2904 voix ; Limouzy, 2040 voix ; 5141 votants ; 7543 inscrits.

1979, 18-25 mars

Sagnes, Pierre

1^{er} tour : Pierre Sagnes, RDG, 2323 voix ; J. Rioland, DMF, 1688 voix ; A. Biau, soc., 1041 voix ; M. Serres, com., 1022 voix ; 6344 votants ; 8742 inscrits.

2^e tour : Sagnes, 4167 voix ; Rioland, 1877 voix ; 6408 votants ; 8740 inscrits.

1985, 10-17 mars

Balfet, Pierre

(Mazamet, 7 août 1923-7 août 2010). Industriel, courtier en peaux. Maire d'Aussillon (1983-1989). Ancien combattant de la 1^{ère} division Rhin et Danube.

1^{er} tour : Gisèle Paulin, com., 510 voix ; Jean Nègre, soc., 1430 voix ; Marie Cazenave, MRG, 878 voix ; Pierre Balfet, DVD, 2650 voix ; Frédéric Cartuffe, FN, 931 voix ; 6591 votants ; 8978 inscrits.

2^e tour : Nègre, 2736 voix ; Balfet, 3628 voix ; 6634 votants ; 8975 inscrits.

1992, 22-29 mars

Balfet, Pierre

1^{er} tour : Liberata Boj-Lebouc, com., 438 voix ; René Daure, FN, 1346 voix ; Pierre Balfet, UPF, 2022 voix ; Didier Houllès, soc., 1892 voix ; André Collado, verts, 534 voix ; 6607 votants ; 8903 inscrits.

2^e tour : Daure, 819 voix ; Balfet, 2706 voix ; Houllès, 2417 voix ; 6256 votants ; 8901 inscrits.

1998, 15-22 mars

Houllès, Didier

(Le Vintrou, 31 décembre 1951). Gérant de société. Maire d'Aussillon (1989-2014). PS puis DVG.

Vice-président du conseil général, 2001-2015.

1^{er} tour : Lily Boj-Lebouc, com., 458 voix ; Elisabeth Antony, FN, 1022 voix ; Didier Houllès, soc., 1850 voix ; Alain Guiraud, maire d'Aiguefonde, DVG, 768 voix ; Jean-Pierre Tailhades, DVD, 563 voix ;

Pierre Balfet, DVD, 1006 voix ; 5925 votants ; 8904 inscrits.

2^e tour : Elisabeth Antony, 1445 voix ; Houlès, 2816 voix ; Balfet, 1177 voix ; 5683 votants ; 8904 inscrits.

2004, 21-28 mars

Houlès, Didier

1^{er} tour : Didier Houlès, soc., 2890 voix ; Maurice Serres, com., 544 voix ; Henri Del Rey, UMP, 1328 voix ; Ginette Valette, FN, 1096 voix ; 6193 votants ; 8993 inscrits.

2^e tour : Houlès, 3503 voix ; Del Rey, 1520 voix ; Valette, 1018 voix ; 6317 votants ; 8993 inscrits.

2011, 20-27 mars

Houlès, Didier

Remplaçante : Marie-Françoise Blanc (Mazamet, 20 juin 1957), à Aiguefonde.

1^{er} tour : Maurice Serres, com., 350 voix ; Didier Houlès, soc., 2034 voix ; Éric Lebouc, DVD, 838 voix ; Jean-Paul Pilo, FN, 1138 voix ; 4509 votants ; 9193 inscrits.

2^e tour : Houlès, 2837 voix ; Pilo, 1694 voix ; 4906 votants ; 9202 inscrits.

Mazamet Nord-Est

Canton créé par décret n°73-675 du 13 juillet 1973 : Boissezon, Mazamet, Payrin-Augmontel, Pont-de-l'Arn, Le Rialet, Saint-Salvy-de-la-Balme, Le Vintrou

1973, 23 septembre

Cabané, Jean-Pierre

(Mazamet, 18 mars 1939-18 novembre 2008). Négociant en fruits et légumes. Conseiller municipal de Mazamet, 1971-1995, d'Aussillon, 2001-2008. PRG.

Vice-président du conseil général 1976-1979, président de la commission départementale, 1979-1982, vice-président 1985-2001..

1^{er} tour : Jean-Pierre Cabané, DMO, 2347 voix ; Georges Bénézech, soc., 1125 voix ; Henri Massip, maire de Payrin-Augmontel, DMA, 2477 voix ; Pierre Amalric, ouvrier maroquinier, com., 635 voix ; 6896 votants ; 10433 inscrits.

2^e tour : Cabané, 3127 voix ; Bénézech, 1566 voix ; Claude Bordes, UDR, 1820 voix ; 6873 votants ; 10429 inscrits.

Renseignements généraux, 2 octobre 1973 : « Une situation ... critique risque d'apparaître dans la municipalité de Mazamet, le conseiller élu dans le canton de Mazamet Nord-Est, M. Cabané (DMA) n'ayant pas caché que sa candidature avait pour but principal de contester la gestion de M. Baraillé, maire REI de Mazamet. A la suite de son net succès lors des élections cantonales, M. Cabané occupera au sein du conseil municipal de cette ville une position de force et il pourrait, s'il a l'envergure nécessaire, devenir un catalyseur des conseillers municipaux mécontents. » (ADT, 1106 W 100).

1979, 18-25 mars

Cabané, Jean-Pierre

1^{er} tour : Jean-Pierre Cabané, RDG, 3072 voix ; M. Montlaur, DMF, 2336 voix ; M. Alquier, UDF-PRI, 1164 voix ; L. Ehrhart, soc., 951 voix ; J. Meilland, com., 696 voix ; 8542 votants ; 11205 inscrits.

2^e tour : Cabané, 5493 voix ; Montlaur, 3019 voix ; 8876 votants ; 11202 inscrits.

1985, 10-17 mars

Cabané, Jean-Pierre

1^{er} tour : Jean Christol, com., 338 voix ; Jean Trouche, soc., 911 voix ; Jean-Pierre Cabané, RDG, 2779 voix ; Jacques Pons, DVD, 2518 voix ; Claude Bordes, DVD, 573 voix ; Bernard Antony, député à l'Assemblée européenne, FN, 992 voix ; 8387 votants ; 11009 inscrits.

2^e tour : Cabané, 4584 voix ; Pons, 3671 voix ; 8542 votants ; 11008 inscrits.

1992, 22-29 mars

Cabané, Jean-Pierre

1^{er} tour : Marcelle Cros, com., 332 voix ; Jean Bertin, UDF, 2638 voix ; Georges Ribes, FN, 1194 voix ; Jean-Pierre Cabané, MRG, 2878 voix ; Claude Abdoun, verts, 544 voix ; 8079 votants ; 10756 inscrits.

2^e tour : Bertin, 3246 voix ; Ribes, 683 voix ; Cabané, 3567 voix ; 7790 votants ; 10755 inscrits.

1998, 15-22 mars

Cabané, Jean-Pierre

1^{er} tour : Marcelle Cros, com., 296 voix ; Jean-François Lacombe, FN, 1084 voix ; Jean-Pierre Cabané, PRG, 1897 voix ; Jean-Louis Henry, 1630 voix ; Jean Bertin, RPR, 1732 voix ; 7013 votants ; 10614 inscrits.

2^e tour : Bertin, 2349 voix ; Cabané, 3551 voix ; 6407 votants ; 10554 inscrits.

2004, 21-28 mars

Henry, Jean-Louis

(Montauban, 28 septembre 1943). Retraité de l'enseignement. Maire de Payrin-Augmontel (1989-2008). PS

1^{er} tour : Jean-Louis Henry, soc., 2073 voix ; Marcelle Cros, com., 283 voix ; Marc Rouanet, UMP, 787 voix ; Jean-François Lacombe, FN, 962 voix ; Christian Carayol, DVG, 1198 voix ; Laurent Bonneville, DVD, 1605 voix ; 7193 votants ; 10451 inscrits.

2^e tour : Henry, 3533 voix ; Bonneville, 3444 voix ; 7452 votants ; 10451 inscrits.

2011, 20-27 mars

Henry, Jean-Louis

Remplaçante : Annette Lavergne (Marquise, 3 octobre 1960), à Pont-de-l'Arn

1^{er} tour : Jean-Louis Toulouse, com., 288 voix ; Jean-Louis Henry, soc., 1729 voix ; Christian Carayol, autres, 1010 voix ; Andrée Farenc, UMP, 932 voix ; Isabelle Brugier, FN, 1223 voix ; 5416 votants ; 10753 inscrits.

2^e tour : Brugier, 2010 voix ; Henry, 3082 voix ; 5576 votants ; 10782 inscrits.

Monestiés

Combefa, Laparrouquial, Monestiés, Montirat, Narthoux, Saint-Christophe, Salles, Le Ségur, Trévien, Virac
Blaye-les-Mines, Carmaux, Labastide-Gabause, Rosières, Saint-Benoît, Taïx forment le canton de Carmaux par la loi du 7 juillet 1889

Narthoux et Saint-Christophe fusionnent par arrêté préfectoral du 15 décembre 1972

1833, 20 novembre

Aragon, Jean Louis Henri, Bancalis, marquis d'

(5 août 1763). Militaire, pair de France, maire de Saliès, 10 000 F. Président de l'assemblée cantonale d'Albi en 1812, président de l'assemblée électorale en 1816 et 1824 ; conseiller général, 7^e siège, 1816-1819, puis 1^{er} siège, 1831-1833.

Marquis d'Aragon, 36 voix ; Chassinot, directeur des mines domicilié à la Verrerie de Blaye, 8 voix ; Biscons, notaire à Monestiés, 1 voix ; 45 votants ; 50 inscrits.

1842, 26 décembre

Decazes, Joseph Léonard, vicomte

(Libourne, 5 juin 1783-Albi, à son domicile de la rue Mage, 3 juillet 1868). Fils de Michel, chevalier Decazes, et de Catherine Trigard. Époux de Armandine Diane Alexandrine Ida de Bancalis d'Aragon. Demeurant au château de Saint-Hippolyte, commune de Monestiés.

Ingénieur des ponts et chaussées, 12000 F. Sous-préfet de Castres en 1814, préfet du Tarn en 1815, baron en 1816, auditeur au Conseil d'État en 1818, préfet du Bas-Rhin 1819, du Tarn, 1820. Député du collège d'arrondissement d'Albi 1831-1831 (28 octobre-6 novembre 1830), de l'Aveyron (1831-1834), puis du Tarn (1837-1846 ; élu à Albi, 4 novembre 1837, 2 mars 1839, 9 juillet 1842). Officier de la Légion d'honneur.

baron Decazes, 33 voix ; marquis d'Aragon à Saliès, 2 voix ; 35 votants ; 53 inscrits.

1848, 27 août

Paliès, Claude 'Gabriel'

(Carmaux, 15 nivôse an X). Fils de Claude Domain Paliès, habitant à La Tour, et Christine Marguerite Miquel. Propriétaire, maire de Carmaux ; 6 000 F.

Gabriel Paliès, maire de Carmaux, 1119 voix ; Casimir Biscons, notaire à Monestiés, 917 voix ; Jean-Baptiste Corduriès, juge de paix, à La Pegarié, commune de Montirat, 490 voix ; 2527 votants ; 3370 inscrits.

1852, 1^{er} août

Biscons, Pierre Bernard 'Casimir'

(Monestiés, 25 novembre 1809-12 décembre 1859). Fils de Jean Pierre Biscons, notaire à Monestiés, et de Marie Angélique Grimaud, époux de Françoise Louise Elvina de Lacombe

Notaire à Monestiés, ancien membre du conseil d'arrondissement.

Casimir Biscons, 1329 voix ; Gabriel Paliès, maire de Carmaux, 1243 voix ; 2580 votants ; 3418 inscrits.

1855, 3 juin

Biscons, Pierre Bernard 'Casimir'

Casimir Biscons, 1952 voix ; Gabriel Paliès, maire de Carmaux, 1478 voix ; 3430 votants ; 3948 inscrits.

1860, 10 juin : élection partielle suite à décès

Decazes, 'Charles' Jean Joseph Louis, baron

(Saliès, 28 août 1825-Florentin, 5 octobre 1897), fils de Joseph Léonard, préfet du Tarn, et de Diane Armandine Alexandrine Ida de Bancalis d'Aragon ; époux de Mathilde de Lavolvène. Propriétaire à Saint-Hippolyte, officier d'infanterie, député 1871-1876 (8 février 1871). 30 000 F.

baron Decazes, 1959 voix ; Gabriel Paliès, 583 voix ; Ernest Cordurié, 867 voix ; 3415 votants ; 4133 inscrits.

Protestation d'Ernest Cordurié contre l'élection, rejetée par le conseil de préfecture dans sa séance du 22 juin 1860.

1864, 19 juin

Veyriac, Auguste

38 ans en 1864. Avocat, juge de paix, notaire. 6 000 F.

Auguste Veyriac, 3121 voix ; baron Decazes, 11 voix ; 3171 votants ; 4830 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Veyriac, Auguste

1871, 8 octobre

Héral, Jean-Baptiste

(Blaye, 28 novembre 1822-Blaye, 20 mai 1911). Fils de Jean-Baptiste Héral, propriétaire à Landrevié, et de Marie Françoise Laporte. Célibataire.

Géomètre. Maire de Blaye (1876-1908), député (1885-1889, élections au scrutin de liste du 4 octobre 1885), conseiller d'arrondissement (1868-1871).

Jean-Baptiste Héral, géomètre, maire de Blaye, 2145 voix ; baron Decazes, 1131 voix ; 3404 votants ; 4539 inscrits (manque tous les résultats de la commune de Salles et le chiffre des inscrits de Narthoux).

Préfet, 16 juin 1868 (lors de son élection comme conseiller d'arrondissement) : « La position de M. Héral le met en relation avec un grand nombre de personnes. Il m'a fait lorsqu'il a posé sa candidature les déclarations les plus satisfaisantes. Il mettra toujours, j'en suis convaincu, son influence au service de l'administration ». (ADT, 2 M 5/127).

Préfet, date : « Radical. Nul comme intelligence et comme influence. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 5 novembre

Héral, Jean Baptiste

Jean-Baptiste Héral, seul candidat, 2896 voix ; 3107 votants ; 4643 inscrits.

1883, 12 août

Héral, Jean Baptiste

Jean-Baptiste Héral, maire de Blaye, 2835 voix ; Melchior Groc, maire de Carmaux, 562 voix ; Casimir Toulze, adjoint au maire de Carmaux, 2 voix ; Atquié, notaire à Montirat, 5 voix ; Maffre, médecin à Monestiès, 1 voix ; 3737 votants ; inscrits : résultats manquants.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Situation : considérable dans son canton et dans les cantons limitrophes. Esprit droit et juste, très capable dans les questions touchant à la vicinalité. » (ADT, 2 M 5/19).

1889, 28 juillet

Maffre, 'Jules' Marie

(Montirat, 1^{er} septembre 1846-Monestiés, 29 avril 1900). Fils de Jean Baptiste Maffre, propriétaire à Canezac, et de Marianne Frégeyres, époux de Marie Palmyre Zélie Rouffiac. Médecin, maire de Monestiès. Républicain modéré.

Jules Maffre, 1536 voix ; général Boulanger, 69 voix ; Élie Vidal, 37 voix ; baron Decazes, 4 voix ; Isidore Souillard, notaire, 1 voix ; marquis de Solages, 1 voix ; 1687 votants ; 2198 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Dévoué à ses électeurs et à l'administration. Très actif. Doit, en grande partie, son influence à la générosité avec laquelle il soigne les malades du canton. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Maffre, Jules

Jules Maffre, seul candidat, 1480 voix ; 1506 votants ; 2087 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Républicain radical. Caractère indépendant. Situation solide dans son canton, par suite de sa grande activité et de son dévouement à ses électeurs. Rôle passif au conseil général. Cherche à entretenir de bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

Édouard Barbey, président du conseil général, séance du 20 août 1900 : « Il siégeait au milieu de nous depuis 1889, c'est-à-dire depuis l'époque où fut créé le canton de Carmaux. Il avait pris une large part à cette création et ses compatriotes reconnaissants lui avaient confié l'honneur de les représenter dans cette enceinte. Ils lui ont été fidèles jusqu'à la fin. A conseil général, il se faisait remarquer par son assiduité, son dévouement aux intérêts de son canton, sa grande compétence dans les questions de travaux publics et de vicinalité, par ses propositions ou vœux toujours inspirés par son attachement aux

principes démocratiques et aux idées de justice et de solidarité sociales. » ((ADT, 1 N 88).

1900, 24 juin : élection partielle suite à décès

Rouffiac, Marie Jean Antoine 'Raymond'

(Monestiés, 2 juin 1862-Monestiés, 15 décembre 1912). Fils de Jean François Rouffiac, limonadier, et de Marguerite Félicité Delmas, époux de Marie Florentine Rose Cayré. Limonadier, greffier de justice de paix. Radical socialiste.

Raymond Rouffiac, 938 voix ; Dorithée Durand, maire de Montirat, 768 voix ; 1711 votants ; 2036 inscrits.

Préfet, 1901 : « A hérité en partie de l'influence du précédent titulaire du siège, M. le docteur Maffre, dont il était le parent et l'ami. A battu à une bonne majorité le candidat réactionnaire qui lui était opposé et qui était soutenu par M. le marquis de Solages, député de la circonscription. Nature franche et caractère résolu. Instruction modeste, mais intelligence assez vive. Au conseil général n'est pas appelé à jouer un rôle important, du moins de quelque temps. Très dévoué à l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1901, 21 juillet

Rouffiac, Raymond

Raymond Rouffiac, 1010 voix ; Émile Falguyettes, 732 voix ; 1755 votants ; 2025 inscrits.

1907, 28 juillet

Rouffiac, Raymond

Raymond Rouffiac, rad. soc., 903 voix ; Émile Falguyettes, réactionnaire, 798 voix ; 1720 votants ; 2005 inscrits.

1913, 23 février-2 mars : élection partielle suite à décès

Marty, Philippe

1^{er} tour : Léon Fabre, docteur en médecine, adjoint au maire de Monestiés, 631 voix ; Jean Maffre, adjoint au maire de Montirat, 413 voix ; Philippe Marty, meunier, conseiller municipal de Monestiés, 558 voix ; 1611 votants ; 1954 inscrits.

2^e tour : Fabre, 785 voix ; Marty, 834 voix ; 1654 votants ; 1959 inscrits.

1913, 3-10 août

Marty, Philippe

(Monestiés, 6 août 1873-Libourne, 25 mars 1963). Fils de Philippe Marty, meunier du moulin de Flottes, et de Eulalie Jean. Épouse à Monestiés le 11 septembre 1901 Anna Célestine Maria Bonné et à Albi le 6 avril 1920 Julienne Jeanne Hélène Chereau.

Meunier du moulin de Flottes. Maire de Monestiés (1919-1925). Socialiste.

1^{er} tour : Jean Maffre, adjoint au maire de Montirat, 351 voix ; Philippe Marty, 628 voix ; Charles Resplandy, maire de Monestiés, progressiste de droite, 629 voix ; 1620 votants ; 1974 inscrits.

2^e tour : Marty, SFIO, 886 voix ; Charles Resplandy, 806 voix ; 1719 votants ; 1968 inscrits.

1919, 14 décembre

Marty, Philippe

Philippe Marty, 1011 voix ; Arnal, 24 voix ; divers, 15 voix ; 1202 votants ; 1744 inscrits.

Préfet, 1922 : « M. Marty était meunier au moment où il a été élu en 1912. Depuis il a été l'heureux gagnant d'un lot de 100 000 F, s'est marié avec une institutrice d'Albi et habite cette ville où il n'a plus aucun métier. Élu comme socialiste quoique dans un canton presque exclusivement agricole, il ne joue qu'un rôle de second plan dans l'assemblée départementale. Il entretient de très bons rapports avec l'administration. » (2 M 5/33)

1925, 19 juillet

Marty, Philippe

Philippe Marty, 961 voix, SFIO (seul candidat) ; divers, 1 voix ; 1072 votants ; 1666 inscrits.

1931, 18 octobre

Carrière, Gabriel

(+ 7 janvier 1932). Avocat, avoué à Albi, maire de Tréviens (1929-1932).

Gabriel Carrière, démocrate populaire, 799 voix ; Prosper Raffanel, maire de Monestiés, SFIO, 528 voix ; 1352 votants ; 1586 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Carrière, ancien avoué à Albi et maire de Tréviens (canton de Monestiés) a été élu au renouvellement de 1931 conseiller général du canton de Monestiés, après être entré au conseil d'arrondissement par une élection partielle en mars 1931. Personnalité influente du parti démocrate populaire, M. Carrière, grâce aux services qu'il a rendu à la population du canton, alors qu'il n'était pas même conseiller d'arrondissement, a été élu contre les socialistes SFIO, qui détenaient depuis de longues années les sièges de conseiller d'arrondissement et de conseiller général du canton. D'une intelligence très vive et connaissant parfaitement les affaires administratives, M. Carrière, en raison de sa santé très ébranlée, ne jouera pas le rôle qu'il aurait pu jouer à l'assemblée départementale. Il entretient de bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1932, 28 février : élection partielle suite à décès

Ichard, Marceau

(Laparrouquial, 31 janvier 1904-Laparrouquial, 5 mai 1970). Fils d'Élie Ichard, marchand de bestiaux, et de Julia Beteille.

Cultivateur, maire de Laparrouquial (1934-1970). Conseiller d'arrondissement, 1931-1932.

Marceau Ichard, union des gauches, 743 voix ; Paul Mercadier, du Ségur, dém. pop., 571 voix ; 1316 votants ; 1560 inscrits.

Préfet, 1^{er} mars 1932 : « Le canton de Monestiés avait toujours donné une

majorité aux partis de gauche, mais M. Carrière, démocrate populaire, avait gagné des voix personnelles grâce aux nombreux services qu'il rendait. Il avait ainsi été élu au conseil d'arrondissement puis au conseil général au dernier renouvellement. Son décès a rétabli la situation antérieure et le successeur de M. Ichard au conseil d'arrondissement sera très certainement un candidat des partis de gauche. Jeune agriculteur n'ayant pas une instruction très développée, M. Ichard ne jouera qu'un rôle secondaire au conseil général et il votera la plupart du temps avec les socialistes. Il a été soutenu dans sa campagne par M. Fieu, maire et conseiller général socialiste de Carmaux, candidat aux élections législatives de la 2^e circonscription d'Albi, dont fait partie le canton de Monestiés. » (ADT, 2 M 5/79).

1937, 10 octobre

Balssa, Raoul

(+ octobre 1966). Propriétaire, conseiller d'arrondissement, maire de Montirat (1933-1966). Rad. soc.

Raoul Balssa, rad. soc., 672 voix ; Marceau Ichard, rép. soc., sortant, 537 voix ; Émile Pierre, mineur, com., 51 voix ; 1275 votants ; 1500 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Balssa, Raoul

conseiller général du canton de Monestiés, maire de Montirat

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire du poste, M. Balssa Raoul, propriétaire, radical socialiste, a fait partie du conseil départemental et n'a pas racheté cette attitude. Il est remplacé par M. Gourc Albert, hôtelier, SFIO, ancien conseiller

d'arrondissement élu, domicilié à Monestiés. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Bonné, 'André' René

(Trévien, 21 juin 1921-23 septembre 1994). Administrateur de sociétés, notamment STELA : Société transports, essences et lubrifiants de l'Albigeois. Maire de Trévien (1945-1983). Secrétaire général de la FDSEA du Tarn. Son grand père était conseiller d'arrondissement.

1^{er} tour : André Bonné, SFIO, 978 voix ; Raoul Balssa, 941 voix ; Émile Malroux, com., 173 voix ; 2156 votants ; 2826 inscrits.

2^e tour : Bonné, 1184 voix ; Balssa, 1046 voix ; 2315 votants ; 2833 inscrits.

Préfet, 1945 : « Benjamin du conseil général, actif et dévoué, M. Bonné occupe au sein de cette assemblée une place en vue. Très estimé dans les milieux paysans, où il exerce une influence certaine, il jouit en outre de la considération de ses collègues. Il a pris une part active à la Résistance et est membre du CDL. Il entretient avec l'administration les meilleurs rapports. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7-14 octobre

Bonné, 'André' René

André Bonné, SFIO, 1197 voix ; Raoul Balssa, propriétaire, maire de Montirat, rad. soc., 709 voix ; Pierre Alaux, instituteur à Carmaux, com., 255 voix ; 2197 votants ; 2755 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « D'intelligence subtile, particulièrement informé des choses agricoles, M. Bonné, propriétaire exploitant, fut, après avoir milité dans les jeunesses agricoles du parti socialiste, membre du cabinet de M. Tanguy-Prigent. Ami personnel du président Verdeille, membre du bureau de la fédération socialiste au titre de responsable des questions agricoles, il préside avec compétence au conseil général la commission de l'agriculture. Rapporteur souvent désigné par son parti pour les questions économiques importantes, il

exerce au sein de l'assemblée une influence très appréciable. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Bonné, 'André' René

André Bonné, SFIO, 1267 voix ; Albert Gourc, soc. ind., 383 voix ; Gilbert Moulis, agriculteur à Saint-Michel, com., 313 voix ; Marius Yèche, soc. chr., 147 voix ; divers, 10 voix ; 2207 votants ; 2772 inscrits.

1964, 8 mars

Bonné, 'André' René

André Bonné, SFIO, 1186 voix ; Georges Magné, instituteur à Salles, PC, 246 voix ; Pierre Sanz, action locale, 234 voix ; 1695 votants ; 2653 inscrits.

Préfet, 1964 : « Ce conseiller général socialiste, ancien membre du cabinet de M. Guy Mollet, est très averti des choses administratives, exerce son mandat avec une très grande modération et, pour cette double raison, entretient les meilleures relations avec les services administratifs, sans laisser d'être un élément de conciliation au sein de la minorité dans l'assemblée départementale. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Bonné, 'André' René

André Bonné, soc., 1383 voix ; Georges Magné, com., 326 voix ; Marcel Cathala, DMF, 255 voix ; 2020 votants ; 2547 inscrits.

1976, 7 mars

Bonné, 'André' René

André Bonné, soc., 1455 voix ; Georges Magne, com., 550 voix ; 2126 votants ; 2737 inscrits.

1982, 14 mars

Pastor, Jean-Marc

(Le Ségur, 12 février 1950). Agriculteur, maire du Ségur (1977-2008), président de la communauté de communes Ségala-Carmausin (1993-2000). Sénateur (1995-2014) (élu les 26 septembre 1995 et 25 septembre 2004).

Vice président du conseil général 1982-1985 et 1991-1998. Président de l'association des maires du Tarn, 1989-2008.

Jean-Marc Pastor, soc., 1187 voix ; Edmond Cathala, RDG, 718 voix ; Léopold Thauziès, com., 208 voix ; 2208 votants ; 2714 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Bien que maire d'une commune excentrée du canton, M. Pastor obtient dès le premier tour un excellent score, résultat sans doute de l'impact général du PS ici, mais encore de l'appui exceptionnel, pour un socialiste, que lui a accordé la Fédération départementale des exploitants agricoles. Il a récupéré également une bonne part de voix communistes qui ont fait défaut gravement au responsable du PCF. Candidat unique de l'Opposition, M. Cathala, radical de gauche, obtient, quant à lui, un résultat honorable.

« M. Jean-Marc Pastor à 31 ans accède à l'assemblée départementale. Technicien agricole à la chambre d'agriculture, membre de la FDSEA, il est maire de Le Ségur depuis février 1977. Doté d'un tempérament dynamique, il a su obtenir une investiture difficile au sein du parti socialiste et bénéficier ensuite de sa large audience dans le canton. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre

Pastor, Jean-Marc

Noël Gistau, mineur retraité, maire adjoint de Monestiés, com., 171 voix ; Jean-Marc Pastor, soc., 1455 voix ; Claude Cabal, REG., 67 voix ; Joséphine Tenza, FN, 54 voix ; 1841 votants ; 2573 inscrits.

1994, 20 mars

Pastor, Jean-Marc

Jean-Marc Pastor, soc., 1343 voix ; Claude Hernandez, com., 147 voix ; Joséphine Tenza, FN, 63 voix ; Claude Cabal, occ., 58 voix ; Caroline Faure, RPR, 253 voix ; 1947 votants ; 2547 inscrits.

2001, 11 mars

Pastor, Jean-Marc

Pastor Jean Marc, soc., 1651 voix ; Miquel Serge, com., 165 voix ; Cornibert Yves, MNR, 114 voix ; 2070 votants ; 2463 inscrits.

2008, 9 mars

Marty, Denis

(Laparrouquial, 16 février 1949). Cadre bancaire. Maire de Monestiés (1983-). PS.

Remplaçante : Marie-Josée Liaubet (Saint-Clément, Corrèze, 27 janvier 1955), à Combefa.

Jean-Pierre Jourdas, DVG, 450 voix ; Denis Marty, soc., 1398 voix ; Jean-Pierre Le Saux, com., 111 voix ; 2059 votants ; 2415 inscrits.

Montredon-Labessonnié

Arifat, Mont-Roc (dénommé Montcouyoul jusqu'au décret du 9 novembre 1926),
Montredon-Labessonnié, Rayssac

1833, 20 novembre**Sèbe, 'Pierre' Bernard Hilaire**

(21 février 1764). Docteur en chirurgie, 10 000 F. Procureur de la commune de Lacaune, chirurgien major du 2^e bataillon du Tarn, juge au tribunal de district de Lacaune, président du district de Lacaune, président de l'administration municipale de Montredon, suppléant du juge de paix, maire de Montredon, président de l'assemblée électorale de Castres pendant les Cent jours, membre du conseil d'arrondissement.

Pierre Sèbe, à Laplayé, 38 voix ; de Bayne, 4 voix ; Castelnau aîné, à Labessonnié, 1 voix ; 44 votants ; 50 inscrits.

1839, 2 décembre**Decomte, 'Louis' Henri Adolphe**

(9 avril 1804). Propriétaire à Montredon, maire de Réalmont, capitaine de la garde nationale, membre du bureau de bienfaisance et du comité locale d'instruction primaire.

Louis Decomte, 28 voix ; Charles Guy de Bayne, à Rayssac, 18 voix ; 46 votants ; 50 inscrits.

1848, 27 août**Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin**

(Montredon-Labessonnié, 4 septembre 1810-Montredon, château de Lafenasse, 20 juin 1899). Fils de Louis Gabin Silvain Espinasse, médecin à Lafenasse, et de Julie Félicité Laffon.

Médecin ; 8 000 F. Conseiller général de Montredon de 1848 à 1870 et de 1871 à 1892. Sénateur 1876-1882 (30 janvier 1876). Maire de Lafenasse en 1883. Chev. LH 15 août 1868.

Sylvain Espinasse, 566 voix ; Bernard Lavergne, 544 voix ; Adolphe Decomte à La jaladié, 278 voix ; 1394 votants ; 1950 inscrits.

1852, 1^{er} août**Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin**

Préfet, 8 avril 1861 : « Le représentant du canton de Montredon au conseil général est depuis longtemps M. Espinasse, médecin, maire de la commune chef-lieu. Les tendances légitimistes de ce candidat ne l'ont jamais rendu injuste envers le gouvernement de l'Empereur qu'il sert avec loyauté et dévouement comme maire. C'est l'un des membres les plus éclairés et les plus estimés du conseil général et aucune candidature ne serait accueillie avec la même faveur que la sienne par la population du canton. » (ADT, 2 M 5/10).

Sylvain Espinasse, 1312 voix ; de Robert Lagarrigue, 4 voix ; Henri Adolphe Decomte, Lavergne, 1 voix ; de Bayne, 1 voix ; 1321 votants ; 2132 inscrits.

1861, 15-16 juin**Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin**

Sylvain Espinasse, 1209 voix ; Casimir Baisse, 1 voix ; Bernard Lavergne, 1 voix ; 1211 votants ; 1932 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « D'une intelligence supérieure, maire excellent, conseiller général distingué, rapporteur habituel de toutes les questions importantes qui se discutent au sein de cette assemblée. Dévoué au gouvernement. On lui reproche quelques tendances trop cléricales, mais il faut ajouter que ces reproches lui sont adressés surtout par des protestants. Très influent dans son canton. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 11-12 juin**Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin**

Sylvain Espinasse, 1257 voix, seul candidat ; 1257 votants ; 2038 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale**Lavergne, 'Bernard' Barthélemy Martial**

(Montredon, 10 juin 1815-10 novembre 1903). Médecin, propriétaire à Labessonnié. Député du Tarn 1849-1851 (13 mai 1849) et 1876-1889 (Gaillac, 20 février 1876, 14 octobre 1877, 21 août

1881, 4 octobre 1885), sénateur 1889-1900 (18 août 1889, en remplacement d'Hippolyte Rigal décédé, puis 4 janvier 1891). Conseiller d'arrondissement (1845-1848) ; conseiller général de Montredon de 1870-1871 et de 1892 à 1901 (démissionne pour raison de santé).

Sous-préfet de Castres au préfet, 7 mai 1845, après l'élection de Bernard Lavergne comme conseiller d'arrondissement : « Je m'empresse de vous donner ci-après les renseignements confidentiels que vous m'avez demandés par votre lettre du 21 du courant sur le compte de M. Lavergne, nouvellement élu membre du conseil d'arrondissement pour le canton de Montredon. M. Lavergne appartient à une famille honorable du pays et qui a une position de fortune au dessus de l'aisance. Son père remplit avec distinction les fonctions de receveur des domaines à Montredon. M. Sèbe, son grand père maternel, a exercé pendant fort longtemps les fonctions de membre du conseil général et de maire de Montrdeon. M. Sèbe fils, oncle de M. Lavergne, est actuellement maire de la même commune.

« M. Lavergne possède de son chef des propriétés qui lui confèrent le cens électoral. Il est docteur en médecine et a déjà acquis, quoique à peine âgé de 30 ans, une excellente réputation dans l'exercice de sa profession. C'est un esprit distingué, actif, cultivé par des études variées. Ses opinions politiques sont peut-être un peu avancées, et pas assez arrêtées, mais je les crois généreuses et exemptes de toute hostilité envers les choses et les hommes. Il me serait difficile de les ranger dans un parti politique bien défini mais elles se distinguent par une grande ardeur pour tout ce qui semble promettre un progrès en faveur de la liberté et du bien-être de la société. Leur danger serait surtout dans un entraînement sincère et généreux, mais pas suffisamment réfléchi peut-être. En résumé, Monsieur le préfet, je pense que M. Lavergne sera l'un des membres les plus éclairés et les plus utiles du conseil d'arrondissement, et je serais étonné qu'il fit jamais une opposition systématique et malveillante à l'administration. » (ADT, 2 M 5/128).

1871, 8 octobre

Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin (ci-dessus)

Sylvain Espinasse, 872 voix ; Lavergne, 2 voix ; Enjalbert, 1 voix ; 882 votants ; 2025 inscrits.

1874, 4 octobre

Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin

Sous-préfet de Castres, 22 septembre 1874 : « M. Espinasse, conseiller sortant, conservateur, aura à lutter contre la candidature radicale de M. le docteur Bernard-Lavergne. Plusieurs fois M. Lavergne a lutté sans succès, tout porte à croire qu'il ne sera pas plus heureux. » (ADT, 2 M 5/15).

Sylvain Espinasse, 728 voix ; Bernard Lavergne, 631 voix ; 1379 votants ; 1949 inscrits.

Protestation contre l'élection par Bernard Lavergne.

1874 : « Conservateur légitimiste. Grande situation au conseil général. très influent, très considéré. Très sympathique à l'administration. M. Espinasse est vice-président du conseil général et rend de très grands services par sa haute intelligence, son dévouement et sa connaissance des affaires départementales. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin

Sylvain Espinasse, 1007 voix ; 1031 votants ; 1971 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste, belle fortune ; influence considérable dans son canton ; capable et actif ; relations faciles et très étendues, très aimé dans son canton. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août

Espinasse, 'Sylvain' Jacques Justin

Sylvain Espinasse, 964 voix ; divers, 8 voix ; 997 votants ; 2036 inscrits.

1892, 31 juillet**Lavergne, 'Bernard' Barthélemy
Martial (ci-dessus)**

Préfet, 13 décembre 1892 : « Maire de Montredon, sénateur. Paris, 65 boulevard Saint-Michel, et Montredon. Républicain modéré. M. le sénateur Lavergne est un vieux lutteur républicain qui est très estimé dans sa commune et dans son canton. Très dévoué à l'administration avec laquelle il entretient des relations faciles. Très instruit et très intelligent. » (ADT, 2 M 5/21).

Bernard Lavergne, 1001 voix ; Sylvain Espinasse, conseiller sortant, 118 voix ; docteur Aussenac, 19 voix ; divers, 24 voix ; 1162 votants ; 1967 inscrits.

1898, 31 juillet**Lavergne, 'Bernard' Barthélemy
Martial**

de Bernis, propriétaire à Castelfranc, 481 voix ; Bernard Lavergne, sénateur 692 voix ; 1175 votants ; 2020 inscrits.

Démission par lettre du 8 février 1901 pour raison de santé.

**1901, 10-17 mars : élection
partielle suite à démission****Bernis, Paul François 'Guillaume'
baron de**

49 ans en 1901. Propriétaire résidant à Nîmes et au château de Castelfranc, commune de Montredon. Réactionnaire.

1^{er} tour : Gérard Lavergne, 537 voix ; Édouard Aussenac, 542 voix ; baron de Bernis, 379 voix ; 1460 votants ; 2015 inscrits.

2^e tour : Aussenac, 707 voix ; de Bernis, 750 voix ; 1478 votants ; 2014 inscrits.

Préfet, 1901 : « M. de Bernis représente le canton de Montredon qui est très réactionnaire, mais qui paraît vouloir venir aux idées républicaines et sa réélection, dans 3 ans, est douteuse. Il ne paraît pas appelé à jouer un rôle politique important. Il n'entretient aucun rapport avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet**Aussenac, Jacques Etienne 'Édouard'**

(Montredon-Labessonnié, 5 août 1859). Fils de Louis Etienne Aussenac, propriétaire à Paulhe, et de Mathilde Moziman. Docteur en médecine à Montredon-Labessonnié. Chev. LH 14 février 1921. Républicain.

baron de Bernis, 723 voix ; Édouard Aussenac, 784 voix ; Gérard Lavergne, 2 voix ; 1527 votants ; 1948 inscrits.

1910, 24-31 juillet**Lavergne, Fernand**

(Montredon-Labessonnié, 21 janvier 1858-Montredon-Labessonnié, 12 septembre 1945). Docteur en médecine, maire de Montredon-Labessonnié (1925-1940 au moins). Sénateur (1931-1944) : élu le 11 octobre 1931 (élection partielle à la suite du décès du sénateur Vieu), réélu le 14 janvier 1936.

1^{er} tour : docteur Lavergne, 654 voix ; André Soulet, 508 voix ; docteur Édouard Aussenac, 349 voix ; 1561 votants ; 1969 inscrits.

2^e tour : Lavergne, 1123 voix ; Soulet, 67 voix ; Aussenac, 42 voix ; divers, 47 voix ; 1331 votants ; 1969 inscrits.

1919, 14 décembre**Aussenac, Édouard (ci-dessus)**

docteur Lavergne, 422 voix ; docteur Aussenac, 844 voix ; divers, 17 voix ; 1334 votants ; 1730 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « Déjà conseiller général avant 1910, le docteur Aussenac n'a réussi en 1919 à triompher de son concurrent républicain, le docteur Lavergne, qu'en faisant alliance avec le parti conservateur très fort dans le canton et dans la dépendance duquel il se trouve entièrement. Sans caractère et sans opinions arrêtées, il se laissera guider par ses rancunes personnelles, et, étant donné son peu de valeur, jouera un rôle très effacé au conseil général. » (2 M 5/30)

1922, 14 mai**Aussenac, Édouard**

docteur Aussenac, 728 voix ; docteur Fernand Lavergne, 629 voix ; divers, 2 voix ; 1382 votants ; 1602 inscrits.

1928, 14 octobre**Lavergne, Fernand (ci dessus)**

Sous-préfet de Castres, 6 septembre 1928 : « A Montredon-Labessonnien, le siège sera vivement disputé par deux médecins qui se partagent la clientèle de ce canton de montagne. La lutte sera très vive et il semble que M. le docteur Lavergne, radical, ait des chances de recouvrer le siège qu'il a autrefois occupé et dont il fut dépossédé par M. le docteur Aussenac. Mais la compétition revêt surtout un caractère personnel et il n'est pas possible de faire le moindre pronostic avec quelque élément de certitude. » (ADT, 2 M 5/60).

Préfet, 20 novembre 1928 : « M. Lavergne est très aimé dans le canton de Montredon-Labessonnien et dans sa commune qui lui a donné une grosse majorité parce qu'il soigne gratuitement les indigents et même les gens qui auraient les moyens de payer le docteur. Républicain de tradition, fils de Bernard Lavergne qui joua un rôle important et fut sénateur, il n'avait dû son échec qu'à l'accusation d'absentéisme qui avait été lancée contre lui. Depuis qu'il est définitivement installé à Montredon, il a reconquis sa situation politique qui est très solide. M. le docteur Lavergne accepterait sans doute d'être candidat au Sénat si l'occasion s'en offrait, mais il est désintéressé, fortuné d'ailleurs, et parvenu à un âge qui apporte une grande sérénité et une belle dose de philosophie à ceux qui ont approché le monde politique. » (ADT, 2 M 5/62).

Lavergne, 862 voix ; Henri Boyer, avocat, 451 voix ; 1337 votants ; 1528 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Esprit très fin et très droit, le docteur Lavergne est une personnalité marquante dans le département. Soit l'élection au fauteuil sénatorial laissé vacant par le décès de M. Vieu a marqué toute la faveur dont il jouissait auprès des populations reconnaissantes des services éminents

rendus par son regretté père ancien député et ancien sénateur lui aussi. A su par sa pondération rallier bien des adversaires ou des hésitants qu'il ne tardera pas conquérir définitivement par son aménité, sa bienveillance et ses qualités si rares à l'heure actuelle d'un homme au grand cœur. Très amicales relations avec la sous-préfecture. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre**Lavergne, Fernand**

Fernand Lavergne, rad. soc., seul candidat, 1029 voix ; 1179 votants ; 1462 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « M. le sénateur Lavergne, s'il est assez âprement combattu par les partis d'extrême gauche, doit cependant à ses hautes qualités de cœur, de bon sens, de pondération et de courtoisie, de jouir dans tout le département, et au sein de l'assemblée départementale, d'une considération générale et de sympathies très affirmées. » (ADT, 2 M 5/95).

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Lavergne Fernand, titulaire du poste, ancien sénateur, a voté le 10 juillet 1940 la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain. Mais il peut être réhabilité, son attitude ayant été très correcte pendant l'Occupation. On ne pouvait, en effet, exiger de lui des actes de résistance active, en raison de son âge (87 ans) ; a cependant été favorable à la Résistance. Je le maintiendrai donc à son siège (radical socialiste) [la première proposition du préfet, envoyée au ministre le 23 janvier 1945, l'excluait]. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre**Régy, 'Simon' Marie**

(Montredon-Labessonnien, 30 avril 1911-). Fils de Sylvain Régy. Marié, 2 enfants. Médecin, maire de Montredon-Labessonnien

(1947-1989). MRP. Rentré de captivité en 1943.

Simon Régy, MRP, 1398 voix ; Édouard Cordes, rad. soc., 721 voix ; Roger Bernard, com., 78 voix ; 2256 votants ; 2750 inscrits.

Préfet, 1945 : « Esprit droit, cultivé et pondéré, très estimé de ses collègues, M. le docteur Régy occupe néanmoins au sein de l'assemblée départementale une place assez effacée. Son influence électorale ne dépasse pas les limites de sa circonscription. Il n'a pris aucune part active à la Résistance. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Régy, 'Simon' Marie

Simon Régy, 1319 voix ; Severac, RS, 458 voix ; Carivenc, ind., 207 voix ; Sirven, RPF, 60 voix ; 2100 votants ; 2638 inscrits.

1955, 17 avril

Régy, 'Simon' Marie

Simon Régy, MRP, 1536 voix ; Pierre Guilhamat, SFIO, 233 voix ; Lucien Lacroix, com., 168 voix ; 2002 votants ; 2552 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Catholique convaincu et militant, énergique sans être sectaire, le docteur Régy met au service de ses idées un esprit informé, alerte et précis, une parole claire et ordonnée qui en font au conseil général le meilleur porte-parole du MRP. Il est estimé, sans être sympathique à l'assemblée et sans être suivi car on lui fait toujours grief d'avoir été, fils d'une institutrice d'école publique, l'élève de l'enseignement privé et de se trouver ainsi dans une manière de porte-à-faux. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Régy, 'Simon' Marie

Simon Régy, MRP, 1591 voix ; Robert Schnegg, com., 183 voix ; Jean Baradel,

extr. dr., 51 voix ; divers, 20 voix ; 1967 votants ; 2392 inscrits.

1967, 24 septembre

Régy, 'Simon' Marie

Simon Régy, div. mod., 1221 voix ; Jean-Claude Corbière, FGDS, 621 voix ; Robert Schnegg, PC, 56 voix ; Michèle Badie, action locale, 38 voix ; 1974 votants ; 2259 inscrits.

1973, 23 septembre

Régy, 'Simon' Marie

Simon Régy, DMA, 1280 voix ; Marcel Planas, com., 341 voix ; 1780 votants ; 2175 inscrits.

1979, 18 mars

Régy, 'Simon' Marie

Simon Régy, DMF, 1139 voix ; Annie Serres, soc., 506 voix ; H. Sylvestre, DMF, 283 voix ; J. Triche, com., 81 voix ; 2074 votants ; 2325 inscrits.

1985, 10 mars

Aussenac, Yvan

(Castres, 18 avril 1935). Professeur de mathématiques au lycée de La Borde basse, à Castres. Adjoint au maire de Montredon-Labessonnié 1983-1989. RPR.

Jean Bonnet, com., 79 voix ; Annie Serres, soc., 522 voix ; Yvan Aussenac, RPR, 1128 voix ; Andrée Plat, FN, 122 voix ; 1952 votants ; 2306 inscrits.

1992, 22-29 mars

Aussenac, Yvan

1^{er} tour : Élie Penaroyas, com., 35 voix ; Alain Rouanet, FN, 58 voix ; Yvan Aussenac, UPF, 763 voix ; Michel Delsaux, DVG, 677 voix ; Henry Sylvestre, SE, 289 voix ; 1909 votants ; 2209 inscrits.

2^e tour : Aussenac, 957 voix ; Delsaux, 935 voix ; 1938 votants ; 2208 inscrits.

1998, 15-22 mars

Aussenac, Yvan

1^{er} tour : Banéuil, com., 56 voix ; Wagner, FN, 86 voix ; Michel Delsaux, soc., 760 voix ; Yvan Aussenac, RPR, 768 voix ; 1782 votants ; 2116 inscrits.

2^e tour : Delsaux, 889 voix ; Aussenac, 890 voix ; 1864 votants ; 2116 inscrits.

Élection annulée le 21 mai 1999.

1999, 20 juin

Aussenac, Yvan

Yvan Aussenac, oppos. dép., 850 voix ; Juan Francisco Banéuil, com., 43 voix ; Michel Delsaux, maj. dép., 726 voix ; André Bousquet, France familles liberté, 51 voix ; 1776 votants ; 2143 inscrits.

2004, 21-28 mars

Bourges, Jacques, DVD

(Castres, 3 novembre 1942). Ingénieur en retraite, directeur de recherches hydrologue. Conseiller municipal et adjoint au maire de Montredon-Labessonnié, 2001-2014.

1^{er} tour : Sylvain Cals, DVG, 652 voix ; Nadine Pedron, com., 52 voix ; Martine Bousquet, FN, 42 voix ; Jacques Bourges, DVD, 769 voix ; Yvan Aussenac, UMP, 210 voix ; 1788 votants ; 2135 inscrits.

2^e tour : Cals, 861 voix ; Bourges, 970 voix ; 1881 votants ; 2135 inscrits.

2011, 20 mars

Bourges, Jacques

Remplaçante : Céline Bouteille (Albi, 11 janvier 1978).

Jean Sylvain, com., 111 voix ; Raymond Julia, soc., 373 voix ; Évelyne Houllès, rég., 52 voix ; Jacques Bourges, DVD, 910 voix ; 1534 votants ; 2119 inscrits.

Murat-sur-Vèbre

Voir Lacaune entre 1833 et 1848

Cabannes-et-Barre et Murat-sur-Vèbre (Murat devient Murat-sur-Vèbre par décret du 17 juillet 1891).

La commune de Cabannes-et-Barre est partagée par la loi du 16 février 1900 entre les deux communes de Barre et de Moulin-Mage. La commune de Nages passe dans le canton de Murat-sur-Vèbre par décret du 10 juillet 1969.

1848, 27 août

Galtier, 'Louis' Emmanuel

(27 septembre 1786-Murat, 26 novembre 1852). Fils de Joseph Galtier et de Marie Belou. Époux de Caroline Alengrin.

Notaire à Murat, maire de Murat, membre du conseil d'arrondissement (1833-1848), 5 000 F.

Louis Emmanuel Galtier, maire de Murat, 519 voix ; Amédée Marc, maire de Cabannes-et-Barre habitant à Lacaune, 425 voix ; Jean-Antoine Cambous, propriétaire, habitant à Lacaune, 49 voix ; 993 votants ; 1110 inscrits.

A la fin du procès verbal (ADT, 2 M 5/128), vive protestation de Charles Senaux, docteur en médecine et juge de paix du canton, contre les pressions électorales effectuées par Galtier, aidé par son gendre Grillou, percepteur, le garde forestier et le garde champêtre.

1852, 1^{er} août**Galtier, 'Louis' Emmanuel**

Galtier, notaire à Murat, 556 voix ; Jules Vergnes, géomètre, 11 voix ; Amédée Marc, maire de Cabannes-et-Barre, 107 voix ; 677 votants ; 1242 inscrits.

1853, 14 août : élection partielle suite à décès**Alengrin, Joseph Baptiste 'Adrien'**

(Nages, 1^{er} août 1809-Moulin-Mage, 1884). Fils de Jean-Jacques Alengrin et de Marie-Rose Bousquet. Célibataire.

Docteur en médecine à Moulin-Mage, maire de Cabannes-et-Barre. 5 500 F.

Adrien Alengrin, 832 voix ; Amédée Marc, maire de Cabannes-et-Barre, 30^e voix ; 869 votants ; 1296 inscrits.

1858, 13 juin**Alengrin, Joseph Baptiste 'Adrien'**

Adrien Alengrin, 881 voix ; 891 votants ; 1234 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Sagement libéral et très dévoué au gouvernement et à l'administration. D'ailleurs homme intelligent et d'un concours utile au sein du conseil général. Catholique » 'ADT, 2 M 5/11).

1867, 4 août**Alengrin, Joseph Baptiste 'Adrien'**

Adrien Alengrin, 703 voix ; Victor Rascol, 144 voix ; 849 votants, 1237 inscrits.

Protestation de Victor Rascol, candidat évincé : rejeté par le conseil de préfecture dans sa séance du 4 septembre 1867.

1870, octobre : membre de la commission départementale**Galtier, Victor 'Adolphe'**

(Murat-sur-Vèbre, 1^{er} juin 1827-Castres, 20 février 1892). Fils de Louis Galtier (1786-

1852) et de Caroline Alengrin. Neveu d'Adrien Alengrin.

Avocat, maire de Castres (1880-1884).

1871, 8 octobre**Galtier, Victor 'Adolphe'**

Adolphe Galtier, 463 voix ; Adrien Alengrin, médecin, 303 voix ; 774 votants ; 1316 inscrits.

Protestations contre l'élection, rejetées par le conseil général.

1874, 4 octobre**Galtier, Victor 'Adolphe'**

Adolphe Galtier, 470 voix ; 492 votants ; 1245 inscrits.

1874 : « Centre gauche. Situation indécise. Compte dans l'opposition, mais évite de se signaler dans toute question grave. Inspire peu de confiance à tous les partis. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er}-8 août**Vergnes, 'Pierre' Denis**

56 ans en 1901. Docteur en médecine à Lacaune.

1^{er} tour : Pierre Galtier, républicain, 488 voix ; Vergnes, 504 voix ; 1036 votants ; 1314 inscrits.

2^e tour : Galtier, 532 voix ; Vergnes, 581 voix ; Henri Théron, 5 voix ; 1125 votants ; 1314 inscrits.

Protestations contre l'élection de la part des sieurs Galtier, Senaux et autres : annulation par le Conseil d'État dans sa séance du 28 janvier 1881.

Sous-préfet de Castres au préfet, 14 août 1880 : « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la conduite inqualifiable qu'a tenu le brigadier de gendarmerie de Murat pendant les élections des 1^{er} et 8 août, en vous priant de signaler cet agent à qui de droit et de provoquer contre lui des mesures de rigueur qui me paraissent parfaitement justifiées. Voici, du reste, les faits tels qu'ils m'ont été racontés par plusieurs personnes dignes de foi. D'abord,

dans la semaine qui a précédé le 1^{er} août, les cafés et cabarets du canton de Murat sont restés constamment ouverts bien au-delà de l'heure réglementaire et pas une contravention n'a été constatée par la gendarmerie. Et cependant dans ces lieux publics, les plus violents attaques se produisaient contre le gouvernement de la République, des distributions de vin étaient faites et les électeurs étaient enrôlés par les agents de M. le baron Reille pour voter contre le candidat républicain. Tout cela ne pouvait être ignoré de la gendarmerie de Murat.

« Après l'élection du 1^{er} août qui eut pour résultat un ballottage entre les deux candidats au conseil général, le soir même de l'élection, une bande d'électeurs porteurs de drapeaux et suivis d'une vingtaine de gamains [sic.] de l'école des frères de Murat, ont parcouru les rues de ce village de six heures à minuit, vociférant « Vive Vergnes, à bas Galtier ; à bas les rouges, vivent les blancs ; à bas la République, vive la Monarchie. » Le brigadier Escourrou est resté impassible et n'a pris aucune mesure pour arrêter ces démonstrations bruyantes qui étaient de nature à troubler la tranquillité publique et qui se passaient sous ses yeux, dans le village même où réside le brigadier.

« Le même jour, dans la commune de Cabannes-et-Barre, le jardin de l'instituteur de Barre a été envahi dans la soirée et complètement dévasté. Il est certain que la gendarmerie a connu immédiatement ce fait-là et cependant ce n'est que plusieurs heures après que procès-verbal a été dressé et il est bien entendu que, dans ce procès verbal, on évalue les dégâts commis dans le jardin de l'instituteur à une somme insignifiante et que l'on constate que les auteurs de ce délit sont restés inconnus.

« Pendant la semaine qui s'est écoulée entre ces deux tours de scrutin, M. Galtier, candidat républicain, n'a cessé d'être en butte aux attaques les plus passionnées et les plus calomnieuses, qui se produisaient publiquement. Il a dû dénoncer lui-même, par écrit, au brigadier de gendarmerie un certain Vidal qui, dans le café Bardou, à Murat, avait dit que le 2 août, M. Galtier avait répété qu'il voulait détruire les églises et chasser les prêtres. Sur cette plainte le brigadier dut faire une enquête mais il la fit avec une partialité révoltante ; il se permit

même de dire à la femme Bardou qui attestait avoir entendu les propos attribués à Vidal : « Si vous répétez ainsi ce qui se dit dans votre café, vous aurez bientôt perdu votre clientèle. »

« Le 8 août, le maire, après avoir consulté sa montre, déclara qu'il était sept heures et qu'il allait fermer le bureau. Plusieurs personnes qui se trouvaient dans la salle, ayant prétendu qu'il n'était pas encore sept heures, le brigadier Escourrou protesta vivement contre M. le maire et déclara qu'il allait dresser procès-verbal contre lui, attendu qu'à la montre il n'était pas sept heures. On lui fit remarquer que M. le maire avait consulté sa montre, que dans la commune il était bien sept heures et, comme il insistait avec arrogance, on lui demanda sur quelle horloge il se réglait. Il répondit à haute voix qu'il se réglait d'après l'Angélus et qu'il prenait l'heure de la sacristie.../... » ADT, 2 M 5/128).

1881, 24 avril : élection partielle suite à annulation

Vergnes, 'Pierre' Denis

Adolphe Galtier, 505 voix ; Pierre Vergnes, 539 voix ; 1028 votants ; 1374 inscrits.

Protestations, rejetées par le Conseil d'État, dans sa séance du 6 août 1881.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste, situation aisée ; influence médiocre ; aptitude médiocre ; affable et courtois. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1er août

Galtier, Victor 'Adolphe'

Adolphe Galtier, 548 voix, élu ; Pierre Vergnes, 438 voix ; Paul Alengrin, notaire, 33 voix ; Henri Rascol, maire de Murat, 24 voix ; 1057 votants ; 1333 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « M. Adolphe Galtier, avocat à Castres et ancien maire de cette ville, a vaillamment reconquis le 1^{er} août dernier le canton de Murat qui lui avait été enlevé au renouvellement de 1880, assurant ainsi un nouveau siège à la majorité républicaine de l'assemblée. Esprit souple et délié, il a repris une excellente place dans son sein. caractère

très affable ; relations agréables. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Vergnes, Pierre (ci-dessus)

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. le docteur Vergnes est un homme instruit et intelligent ; bien que faisant partie du camp réactionnaire, il entretient avec l'administration des relations faciles. » (ADT, 2 M 5/21).

Pierre Vergnes, 693 voix ; Henri Rascol, maire de Murat, 18 voix ; 724 votants ; 1314 inscrits.

1898, 31 juillet

Vergnes, Pierre

Pierre Vergnes, 620 voix ; divers, 6 voix ; 640 votants ; 1313 inscrits.

1904, 31 juillet

Arribat, Joseph

Maire de Murat-sur-Vèbre (1897-1912), conseiller d'arrondissement, (1901-1904).

Joseph Arribat, 791 voix ; Pierre Vergnes, 13 voix ; 857 votants ; 1327 inscrits.

1910, 24 juillet

Vieu, 'Louis' Jean Jacques

Louis Vieu est conseiller général de Castres de 1901 à 1910. Voir sa notice à Castres en 1901. Le beau père de Louis Vieu est Adolphe Galtier, ancien conseiller général du canton de Murat.

Louis Vieu, 713 voix ; 740 votants ; 1281 inscrits.

1919, 14 décembre

Gayraud, 'Barthélemy' Louis Marius

(Murat-sur-Vèbre, 26 janvier 1873). Fils de Barthélemy Gayraud, cordonnier à La Sise, et de Marie Guiraud. Épouse le 12 juin 1900 à Béziers Antoinette Cécile Lanoix.

Médecin, maire de Murat-sur-Vèbre (1920-1940 au moins). Conservateur.

Louis Vieu, sénateur, conseiller sortant, 361 voix ; Barthélemy Gayraud, 428 voix ; 823 votants ; 1048 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « Poussé par le député Reille et tout le parti réactionnaire à se présenter contre M. Vieu, sénateur, conseiller général sortant, dont il était l'obligé et l'ami, le docteur Gayraud l'a emporté à une très petite majorité. Il est à craindre que soit perdu le bénéfice des efforts tentés depuis de longues années par M. Vieu pour propager l'idée républicaine dans ce canton profondément conservateur et religieux. Le docteur Gayraud, d'une valeur moyenne, ne paraît devoir jouer qu'un rôle effacé au conseil général. Peu de rapports avec l'administration. » (2 M 5/30).

1922, 14 mai

Gayraud, Barthélemy 'Louis' Marius

Louis Gayraud, 539 voix ; Joseph Senaux, cultivateur, 186 voix ; divers, 3 voix ; 737 votants ; 977 inscrits.

1928, 14 octobre

Gayraud, Barthélemy 'Louis' Marius

Louis Gayraud, 506 voix ; Louis Truel, socialiste, 203 voix ; 714 votants ; 895 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Précédemment considéré comme conservateur, s'est rallié au parti républicain en soutenant M. Reille-Soult dont il approuve les sentiments. Je ne pense pas que l'échec de son ami M. Sèbe au conseil d'arrondissement ait entamé sa situation personnelle qui demeure très forte dans le canton, étant seul médecin. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Gayraud, Barthélemy 'Louis' Marius

Louis Gayraud, 624 voix ; divers, 4 voix ; 671 votants ; inscrits : non mentionnés dans les PV.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « M. Gayraud représente un canton de la montagne. C'est dire qu'on a peu l'occasion de le rencontrer. C'est un homme aimable, d'une personnalité peu affirmée et qui ne saurait susciter d'antipathies. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Gayraud, Louis

conseiller général du canton de Murat,
maire de Murat-sur-Vèbre,

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le docteur Gayraud Louis, titulaire du poste, URD, a fait partie du conseil départemental et n'a pas racheté cette attitude. Il est remplacé par M. Razimbaud Élie, instituteur en retraite, radical socialiste, ancien conseiller d'arrondissement élu. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Roque, 'Robert' Jean Marie

(Murat-sur-Vèbre, 6 août 1908). Fils de Pascal Roque, facteur, cafetier, (1879-1963) et de Rosalie Fanjeaud (1874-1960). Epouse en 1933 Madeleine Vergely, de Gos, institutrice.

Contrôleur principal puis inspecteur des PTT en disponibilité, directeur de la Mutualité sociale agricole. Directeur de l'UD de la CGA, de la fédération des exploitants CGA, de la fédération des éleveurs et producteurs de lait de brebis. Maire de Barre (1945-1977). Chev LH 1958 au titre du ministère de l'Agriculture.

Robert Roque, MURF, 1124 voix ; 1179 votants ; 1600 inscrits.

Préfet, 1945 : « Actif, sympathique et dévoué, M. Roque concentre son activité sur les questions agricoles. Il est secrétaire administratif du bureau départemental de la CGA. Maire d'une petite commune rurale, son influence n'excède pas les limites de son canton. Au sein du conseil général, il occupe une place modeste et jouit de la considération de ses collègues. A pris une part active à la Résistance. Il entretient d'excellentes relations avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Roque, 'Robert' Jean Marie

Robert Roque, SFIO, 1137 voix ; Bezio, PC, 74 voix ; Tirefort, RPF, 43 voix ; 1270 votants ; 1560 inscrits.

1955, 17 avril

Roque, 'Robert' Jean Marie

Robert Roque, div. g., 1012 voix ; Clément Oulès, com., 84 voix ; divers, 14 voix ; 1171 votants ; 1503 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Subtil et même rusé, âpre et obstiné vis-à-vis de ses adversaires, M. Roque exerce au conseil général en faveur des intérêts ruraux qu'il connaît bien et de la CGA dont il est le directeur administratif, une action souvent efficace, mais qui ne va pas sans un peu de démagogie. Classé socialiste indépendant, il est à la Mutualité sociale agricole le collaborateur direct de M. Monsarrat, sénateur radical socialiste. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Roque, 'Robert' Jean Marie

Robert Roque, centre gauche, 1058 voix ; Moïse Gayraud, com., 53 voix ; divers, 3 voix ; 1162 votants ; 1463 inscrits.

Préfet, 1964 : « Homme habile mettant toute son adresse d'ex-socialiste à combattre ses anciens amis en s'installant tacticien de la majorité modérée, d'abord au sein de l'assemblée départementale, puis dans toutes les escarmouches politiques et

préparatoires des élections législatives ou sénatoriales. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Roque, 'Robert' Jean Marie

Robert Roque, div. gauche, 1013 voix ; Pierre Croz, com., 89 voix ; 1165 votants ; 1413 inscrits.

1973, 23 septembre

Roque, 'Robert' Jean Marie

Robert Roque, 1197 voix ; Pierre Croz, com., 127 voix ; 1401 votants ; 1664 inscrits..

1979, 18 mars

Roque, 'Robert' Jean Marie

Robert Roque, UDF-CGM, 915 voix ; A. Bremond, com., 257 voix ; 1373 votants ; 1702 inscrits.

1985, 10 mars

Pistre, Robert

(Murat-sur-Vèbre, 24 mai 1937). Ingénieur général des mines, directeur adjoint de l'École des Mines de Paris, directeur général adjoint du groupe Saint-Gobain (1989-2002). Adjoint au maire de Nages (1977-1989), maire de Nages (1977-2008).

André Brémond, com., 14 voix ; Louis Bouisset, soc., 175 voix ; Jean-Paul Mialhe, DVG, 245 voix ; Robert Pistre, 956 voix ; Elisabeth Antony, FN, 32 voix ; 1451 votants ; 1680 inscrits.

1992, 22 mars

Pistre, Robert

André Bremond, com., 20 voix ; Robert Pistre, 903 voix ; Gérard Razimbaud, 338 voix ; 1306 votants ; 1536 inscrits.

1998, 15 mars

Pistre, Robert

André Bremond, com., 24 voix ; Weber, FN, 20 voix ; Roques, maj. dép., 339 voix ; Robert Pistre, DVD, 850 voix ; 1261 votants ; 1541 inscrits.

2004, 21 mars

Vidal, Michel

(Murat-sur-Vèbre, 17 octobre 1948). Colonel de gendarmerie. Maire de Moulin-Mage (2008-2014). DVD.

Nicole Le Grives, com., 29 voix ; Bernard Marmany, FN, 27 voix ; Michel Vidal, DVD, 684 voix ; Joël Bascoul, DVG, 192 voix ; Fernard Roques, DVG, 370 voix ; 1338 votants ; 1567 inscrits.

2011, 20 mars

Vidal, Michel

Remplaçante : Nicole Stella (Bédarieux, Hérault, 26 décembre 1964), à Murat-sur-Vèbre.

Nicole Le Grives, com., 46 voix ; Joël Bascoul, autres, 499 voix ; Michel Vidal, DVD, 635 voix ; 1242 votants ; 1618 inscrits.

Pampelonne

Almayrac, Jouqueviel, Mirandol-Bourgnounac, Montauriol, Moularès, Pampelonne, Sainte-Gemme, Tanus, Treban

1833, 20 novembre**Cordurié, Marc Antoine**

(25 juillet 1795). Avocat, maire d'Almayrac, propriétaire à Salveredonde, 10 000 F.

Dans l'église de Pampelonne. Marc Antoine Cordurié, 29 voix ; Bole fils, substitut du procureur à Albi, 18 voix ; Georges Falgayrac, propriétaire à Bernac, 1 voix ; 48 votants ; 50 inscrits.

1839, 28 novembre**Cordurié, Marc Antoine**

Dans la salle de la justice de paix. Marc Antoine Cordurié, 24 voix ; Roch-François Anglès, notaire à Pampelonne, 23 voix ; Maffre, juge de paix, 1 voix ; 48 votants ; 50 inscrits.

Protestations rejetées par le conseil de préfecture le 19 décembre 1839.

1848, 27 août**Cordurié, Marc Antoine**

Marc Antoine Cordurié, maire d'Almayrac, 939 voix ; Vidal, maire de Pampelonne, 642 voix ; 1587 votants ; 2530 inscrits.

1852, 1^{er} août**Vidal, 'Pierre' Victor**

(Pampelonne, 3 août 1789-Pampelonne, 27 mai 1866). Fils de Jean-Baptiste Vidal et de Rose Déga. Époux en premières noces de Mélanie Angélique Daumon, en deuxième noces de Pétronille Defresquet.

Maire, chevalier de la Légion d'honneur, ancien inspecteur d'académie. 6 000 F.

Préfet, 8 avril 1861 : « M. Vidal, maire de Pampelonne, jouit d'une grande autorité. Quoique âgé, il est en mesure de remplir très convenablement le mandat qui lui serait renouvelé et dont son dévouement très sincère à l'Empire le rend digne. On parle vaguement de la candidature possible de M. Corduriès, propriétaire dans le canton, fils d'un ancien membre du conseil général. Les tendances de M. Corduriès

sont hostiles au gouvernement. Il devra être combattu s'il se présente. » (ADT, 2 M 5/10).

Pierre Vidal, 1037 voix ; Marc Antoine Cordurié, conseiller général, ancien maire d'Almayrac, de Salveredonde, 410 voix ; Ernest de Martrin, 375 voix ; 1828 votants ; 2748 inscrits.

1861, 16 juin**Vidal, 'Pierre' Victor**

Pierre Vidal, 1196 voix ; Ernest Cordurié, 1193 voix ; Casimir Esquilat, 4 voix ; 2388 votants ; 2660 inscrits.

Protestation élevée par le candidat battu, rejetée par le Conseil d'État dans sa séance du 8 août 1862.

1866, 8 juillet : élections partielles suite à décès**Maffre, Bernard Marie Philippe 'Maximin'**

(Pampelonne 29 novembre 1803). Licencié en droit, percepteur, juge de paix depuis 1834, conseiller municipal de Pampelonne depuis 1840, délégué cantonal pour l'instruction primaire. 6000 F.

Maximin Maffre, 2161 voix ; 2163 votants ; 2878 inscrits.

Le maire de Moularès, Campmas, au préfet, 29 juin 1866 : « Tout affaire cessante et d'une manière spontanée [tous les maires ont été priés d'accuser réception de la lettre du préfet et de donner leur avis], j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre de hier 28 juin, par laquelle, en me rappelant les prescriptions de la loi sur les élections qui doivent avoir lieu le 8 juillet prochain pour la nomination d'un conseiller général, vous m'annoncez l'appui du gouvernement à la candidature de M. Maffre. Comme toujours, je ferai en sorte que les opérations s'accomplissent avec toute la régularité possible. En ce qui touche le candidat appuyé, notre concours est d'autant plus sûr, dans la mesure du possible, que la population entière du canton de Pampelonne doit vous remercier d'avoir déterminé M. Maffre à accepter ces honorables fonctions. Le conseil général

trouvera en lui un conseiller instruit, impartial (sic.), toujours disposé à faire le bien, et le canton un représentant hors ligne, on peut dire unique dans le pays.

« Comme les sympathies sont totalement acquises à ce magistrat, nous n'aurons pas la gloire d'une bataille, car chacun ira librement voter pour lui. Pour avoir une élection qui justifie le choix du gouvernement et de l'administration, une élection qui, aux yeux de tous, soit la plus belle que nous ayons eu après celle de l'Empereur, nous dirons simplement aux électeurs de venir voter en vue de se tenir en garde contre les abstentions. Si contre mon attente un parti malveillant se formait dans ma commune, je vous en donnerai avis immédiatement. » (ADT, 2 M 5/129).

Rapport du préfet au ministre, 31 juillet 1866 : « ... En résumé, Monsieur le ministre, c'est au milieu de l'enthousiasme général que le résultat des élections a été proclamé dans toutes les communes du canton. Le chef-lieu était le soir aussi brillamment illuminé que l'ont permis les ressources du pays. Les cris répétés de « Vive l'Empereur » étaient mêlés de vivats en l'honneur du nouvel élu... » (*ibid.*).

1870, 11-12 juin

Esquilat, 'Casimir' Alexandre

(18 octobre 1807). Notaire à Pampelonne. Conseiller d'arrondissement depuis le 13 juillet 1856. 6000 F.

Casimir Esquilat, 1920 voix ; 1928 votants ; 2937 inscrits.

Préfet, juin 1870 : « M. Esquilat est un homme d'ordre, jouissant d'une considération justement méritée. Il a de l'influence dans le canton et la mettra toujours au service du gouvernement et de l'administration. » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Maffre, Bernard Marie Philippe 'Maximin' (ci-dessus)

1871, 4 octobre

Blanc, Paul

Médecin à Carmaux.

Paul Blanc, 1660 voix ; René Pradines, propriétaire à Moularès ; 332 voix ; Jean Droctovée, conseiller d'arrondissement ; 23 voix ; 3965 2028 votants ; 2949 inscrits.

« Républicain modéré. Vote toujours avec l'opposition ; peu d'influence personnelle. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Blanc, Paul

Paul Blanc, 1579 voix ; de Laportalière, avocat, 973 voix ; divers, 7 voix ; 2555 votants, 2911 inscrits.

1883, 12 août

Pigasse, Jean

Avoué à Albi.

Jean Pigasse, 1317 voix ; Hippolyte Savary, avocat, 1176 voix ; 2497 votants ; 2912 inscrits.

Protestation contre l'élection par le docteur de Connac, rejetée par le Conseil d'État dans sa séance du 14 mars 1884.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Légitimiste. Situation médiocre ; influence nulle au fond, ne doit son élection qu'à l'appui du clergé ; aptitudes médiocres ; caractère et rapports : nuls. » (ADT, 2 M 5/19).

26 novembre 1886 : « Situation très menacée dans son canton. Influence nulle à l'assemblée départementale. Inintelligent. Pas d'aptitudes spéciales. N'a pas de rapports avec l'administration. Caractère sournois. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Connac, Alban de

(-26 novembre 1913). 48 ans en 1901. Médecin, maire de Pampelonne (1884-1912). Républicain modéré.

Connac, 1533 voix ; Revellat, docteur en médecine, propriétaire à Moularès, 671 voix ; général Boulanger, 2 voix ; 2315 votants ; 3045 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Dévoué, énergique et loyal. Jouit d'une grande influence dans son canton. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Connac, Alban de

Alban de Connac, 1951 voix ; divers, 20 voix ; 1979 votants ; 2937 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Républicain radical. Caractère loyal, est assez prisé dans son canton ; s'y trouve sans concurrent. Très estimé de ses collègues du conseil général où il joue un rôle peu actif. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21 juillet

Connac, Alban de

Alban de Connac, 1657 voix ; Théophile Bec, docteur, maire de Mirandol-Bourgnounac, 744 voix ; Philippe Maffre, expert, 4 voix ; 2409 votants ; 3083 inscrits.

Préfet, 1901 : « M. de Connac occupe dans son canton une situation des plus solides. Aux dernières élections départementales, il a battu à une très forte majorité le candidat réactionnaire qui lui était opposé. Caractère loyal, ferme et indépendant, n'a pas beaucoup d'influence au conseil général où il tient une place assez effacée. Est cependant très écouté dans les commissions. Ses rapports avec ses collègues et avec l'administration sont excellents. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Connac, Alban de

Alban de Connac, rad. soc., 1275 voix ; Émile Frayssinet, réact., 844 voix ; 2553 votants ; 2971 inscrits.

1913, 23 février-2 mars : élections partielles suite à décès

Esquilat, Pierre

Avocat, décédé en 1916 au champ d'honneur (siège vacant jusqu'en 1919).

1^{er} tour : Pierre Esquilat, 755 voix ; Émile Frayssinet, 696 voix ; Charles Ginestet, 655 voix ; 2117 votants ; 2541 inscrits.

2^e tour : Esquilat, 1124 voix ; Frayssinet, 1056 voix ; 2203 votants ; 2741 inscrits.

1913, 3-10 août

Esquilat, Pierre

1^{er} tour : Pierre Esquilat, 920 voix ; Emile Frayssinet, 595 voix ; Jean Droctovée, propriétaire, 521 voix ; 2040 votants ; 2778 inscrits.

2^e tour : Esquilat, SFIO, 1223 voix ; Frayssinet, réactionnaire, 883 voix. 2056 votants ; 2788 inscrits.

1919, 14 décembre

Cannac, Auguste

(Crespin, Aveyron, 9 novembre 1859-Pampelonne, 5 juin 1928). Fils de Julie Cannac. Époux de Albertine Alix Sidonie Marie Sudre.

Clerc de notaire, maire de Pampelonne (1925-1928). Socialiste SFIO

Auguste Cannac, 917 voix ; Émile Frayssinet, 758 voix ; 1806 votants ; 2468 inscrits.

Préfet, 1922 : « M. Cannac, clerc de notaire à Pampelonne, a été élu comme socialiste unifié. Doué d'une intelligence très ordinaire, il n'a aucune influence et joue un rôle absolument effacé au conseil général. A très peu de rapports avec la préfecture. » (2 M 5/33).

1925, 19 juillet

Cannac, Auguste

Auguste Cannac, SFIO, 1010 voix ; Émile Frayssinet, cultivateur, conservateur, 710 voix ; 1767 votants ; 2244 inscrits.

1928, 14 octobre : élection partielle suite à décès

Maffre, 'Ludovic' Philippe

(Pampelonne, 29 décembre 1885-Pampelonne, 5 février 1978). Fils de Philippe Maffre, propriétaire, expert géomètre au Pouget, et de Julie Alaux. Epouse le 25 août 1910 à Pampelonne Léa Aurélie Rosa Delrieu.

Propriétaire au Pouget, commune de Pampelonne.

Ludovic Maffre, SFIO, 976 voix ; Émile Frayssinet, cultivateur, union rép., 622 voix ; 1818 votants ; 2215 inscrits.

1931, 18 octobre

Maffre, 'Ludovic' Philippe

Ludovic Maffre, SFIO, 1085 voix ; Paul Blanc, hôtelier à Pampelonne, rép. soc., 608 voix ; 1792 votants ; 2202 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Maffre, petit agriculteur, a été réélu conseiller général du canton de Pampelonne. Socialiste SFIO, M. Maffre suivra les directives de son parti, mais ne jouera personnellement aucun rôle au conseil général. Bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Maffre, 'Ludovic' Philippe

Ludovic Maffre, SFIO, 1018 voix ; Clément Taillade, de La Croix-d'Hélène, démocrate populaire, 514 voix ; Danton Blanquet, polisseur, com., 204 voix. 1770 votants ; 2130 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Esquilat, Maurice

président de la délégation spéciale de Pampelonne

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Maffre Ludovic, propriétaire exploitant, SFIO, n'a pas démérité et est maintenu à son poste. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Alousque, André

(Nauccelle, Aveyron, 14 août 1910). Professeur au CMT de garçons d'Albi puis au lycée Lapérouse. Marié à Simone Maffre, fille de Ludovic Maffre, conseiller général sortant. 2 enfants.

Préfet, 1945 : « Militant socialiste, sympathique et pondéré, M. Alousque occupe au sein de l'assemblée départementale une place modeste et jouit de la considération de ses collègues. Son influence ne rayonne pas au-delà des limites de son canton. Il a pris une part active à la Résistance. Il entretient avec l'administration les rapports les plus courtois. » (ADT, 511 W 24).

André Alousque, SFIO, 1384 voix ; Irénée Debar, com., 806 voix ; Adrien Rivenc, MRP, 542 voix ; 2806 votants ; 4146 inscrits.

1951, 7 octobre

Alousque, André

André Alousque, SFIO, 1396 voix ; Irénée Debar, meunier à Mirandol-Bourgnounac, com., 611 voix ; Gaston Sudre, agriculteur à Sainte-Gemme, paysan, 548 voix ; 2626 votants ; 3894 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Professeur au collège moderne d'Albi, M. Alousque s'intéresse plus particulièrement aux questions d'enseignement. Influence moyenne. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Alousque, André

André Alousque, SFIO, 1857 voix ; Irénée Debar, com., 637 voix ; divers, 1 voix ; 2756 votants ; 3779 inscrits.

1964, 8 mars

Alousque, André

André Alousque, SFIO, 1425 voix ; Irénée Debar, minotier à Mirandol, com., 363 voix ; 1868 votants ; 3603 inscrits.

Préfet, 1964 : « Type de vieux laïque militant très attaché à ses principes et toujours enclin à la défense des problèmes scolaires. Vient d'être réélu sans difficulté. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Alousque, André

André Alousque, soc., 1424 voix ; Ulysse Bordoll, UDR, 736 voix ; Irénée Debar, com., 509 voix ; 2731 votants ; 3502 inscrits.

1976, 7 mars

Alousque, André

André Alousque, soc., 1775 voix ; Jean Magiera, com., 828 voix ; 2791 votants ; 3624 inscrits.

1982, 14-21 mars

Alousque, André

1^{er} tour : André Alousque, soc., 1132 voix ; Roland Rouvellat, RDG, 778 voix ; Michel Coels, com., 398 voix ; Bernard Mazars, UDF, 526 voix ; 2910 votants ; 3649 inscrits.

2^e tour : Alousque, 1482 voix ; Rouvellat, 1439 voix ; 3064 votants ; 3647 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Réélu au 2^e tour de la consultation avec 43 voix d'avance seulement sur le candidat radical de gauche qui recevait l'appui de l'opposition, M. Alousque n'a pas fait le plein des voix escomptées. M. Rouvellat a en effet bénéficié d'un report sans faille des voix UDF et aussi d'une partie des suffrages

communistes, mais l'accident de santé dont il a été victime la nuit même précédant le scrutin de ballottage (hémorragie cérébrale) l'a certainement défavorisé.

« Professeur retraité, âgé de 72 ans, M. Alousque André est conseiller général de Pampelonne depuis 1945. Successivement conseiller municipal, maire et à nouveau conseiller municipal du chef-lieu de canton de 1947 à février 1977, il est très connu et estimé. Pourtant son investiture a été longtemps discutée et n'a pu être admise qu'en raison de difficultés à mettre d'accord l'ensemble des élus sur un candidat plus jeune. Malgré une très longue carrière politique et de nombreuses responsabilités au sein des commissions de l'assemblée départementale, il a désormais perdu une part non négligeable de son audience. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre

Lagorsse, Roger

(Le Bourget, Seine, 5 avril 1930-Albi, 27 octobre 2011). Principal de collège à Cordes, 1955-1966, et Albi, 1966-1982. Candidat dans le canton d'Albi Sud en 1973 comme radical de gauche, directeur de cabinet de Jacques Durand, président du conseiller général, adjoint au maire d'Almayrac, 1989-2008, sénateur, 1998-2004 (3 novembre 1998, en remplacement de Georges Mazars, décédé, dont il était suppléant).

Clément Malphettes, retraité mineur, conseiller municipal d'Almayrac, com., 229 voix ; Roger Lagorsse, soc., 1851 voix ; Antoine d'Aragon, DVD, 561 voix ; 2716 votants ; 3573 inscrits.

1994, 20 mars

Lagorsse, Roger

Lagorsse, soc., 1883 voix ; Rémi Tonnelier, com., 195 voix ; Michel Rayssac, UDF, 442 voix ; Jean Saint-Pé, FN, 64 voix ; votants 2768 ; inscrits 3456.

2001, 11 mars

Lagorsse, Roger

Josiane Jamme, com., 626 voix ; Roger Lagorsse, soc., 1604 voix ; Jean Saint-Pé, MNR, 220 voix ; 2815 votants ; 3332 inscrits.

2008, 9-16 mars

Malaterre, Guy

(Rodez, 13 février 1957). Professeur des écoles retraité en 2012. Conseiller municipal (1995-2001), adjoint (2001-

2014), puis maire de Pampelonne (2014-). PS.

Remplaçante : Rolande Azam (Oloron-Sainte-Marie, 30 avril 1946).

1^{er} tour : Josiane François, com., 123 voix ; Guy Malaterre, soc., 1277 voix ; Monique Caste, DVG, 885 voix ; Christian Andrieu, UDFD, 494 voix ; 2859 votants ; 3385 inscrits.

2^e tour : Malaterre, 1635 voix ; Andrieu, 828 voix ; 2601 votants.

Puylaurens

Voir Cuq-Toulza entre 1833 et 1848
Appelle, Bertre, Blan, Cambounet-sur-Sor, Lampaut, Lescout, Poudis, Puylaurens, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Sernin-lès-Lavaur

1848, 27 août

Pauthe, 'Jean' Philippe

(17 mai 1796). Propriétaire à Puylaurens, notaire honoraire, 10000 F.

Pauthe, 982 voix ; Maurice Vergues, maire de Puylaurens, 932 voix ; 1922 votants ; 2870 inscrits.

Démissionne le 24 août 1851, confirmé le 4 mai 1852.

1852, 1^{er} août

Peytes de Montcabrié, 'Alphonse' Auguste Marie Philippe

(14 octobre 1807). Propriétaire, membre du conseil d'arrondissement (1848-1852), 10 000 F.

Peytes de Montcabrié, seul candidat, 1528 voix ; 1609 votants ; 3340 inscrits.

1860, 9-10 juin : élection partielle suite à démission

Solomiac, 'Pierre' Jacques Gabriel

(Castres, 3 septembre 1792-Saint-Germain-des-Prés, au château d'En Testou, 30 août 1864). Fils de Noël Solomiac, conseiller à la cour de Toulouse, et d'Elisabeth Bernard ; veuf de Valentine Victoire Émilie Hortense Garrisson. Conseiller à la cour d'appel de Toulouse, chevalier de la Légion d'honneur. Propriétaire à Saint-Germain-des-Prés. 20 000 F ; 15 000 F (y compris sa retraite) en 1864.

Pierre Solomiac, 1672 voix ; Devoisins, notaire à Puylaurens, 42 voix ; 1717 votants ; 3183 inscrits.

1861, 16 juin

Solomiac, 'Pierre' Jacques Gabriel

Préfet, 8 avril 1861 : « Dans le canton de Puylaurens, M. Solomiac, conseiller à la cour impériale de Toulouse, a été élu l'an dernier sous nos auspices. Il y a lieu de la présenter de nouveau. Une candidature adverse est annoncée ; c'est celle de M. Devoisins, notaire à Puylaurens, membre du conseil d'arrondissement et gendre du maire démissionnaire. Ce candidat qui espère dans l'appui du clergé ne saurait

faire échec à la bonne position du candidat du gouvernement et il serait loin de nous offrir les mêmes garanties que lui au point de vue politique. » (ADT, 2 M 5/10).

Pierre Solomiac, 1328 voix ; Peytes de Montcabrier, 690 voix ; 2019 votants ; 3241 inscrits.

Sous-préfet de Lavour, 1864 : « D'un caractère simple, bienveillant et même très serviable, il est généralement aimé et considéré. Libéral sus la Restauration, conservateur sous Louis-Philippe, il paraît sincèrement attaché à l'Empire. » (ADT, 2 M 5/11).

1864, 13 novembre : élection partielle suite à décès

Vergues, Marie Barthélemy, 'Edmond'

(Puylaurens, 12 août 1836-Revel, château de Monteausson, Haute-Garonne, 30 septembre 1876) Fils de Claude Charles Marie Vergues, propriétaire foncier et docteur en médecine, et de Sophie Reboulh. Epoux de Etiennette Sophie Hortense Léonie Vergues.

Propriétaire, maire de Puylaurens. 25 000 F.

Initialement le fils Solomiac, procureur impérial à Lavour, souhaite se présenter contre Alfred de Falguerolles, maire de Lempaut. Le premier est catholique, le second protestant. L'administration est neutre. Mais, Solomiac renonce, sur pression, dit le sous-préfet de Lavour, de la Chancellerie. Du coup, Vergues, maire de Puylaurens, catholique et soutenu par le clergé, se présente et l'emporte. Tout le dossier du cabinet du préfet est dans 2 M 5/130.

Sous-préfet de Lavour au préfet, 8 novembre 1864 : « M. Solomiac n'avait fait qu'une courte apparition à Lavour la semaine dernière, et je ne l'y avais pas vu. Hier au soir, il revint de Saint-Germain, et ce matin j'ai eu l'occasion d'échanger quelques paroles avec lui. Au sujet de son désistement, il s'est contenté de me dire que s'était la conséquence forcée d'un coup médité à Puylaurens, organisé à Montauban et frappé à Paris ; que, prévenu à temps, il lui aurait été facile de faire avorter cette

entreprise dont il connaissait les détails, mais que malheureusement il avait su les choses trop tard. J'ai conjecturé de là que c'est sur une invitation de la Chancellerie qu'il avait retiré sa candidature et M. le président du tribunal vient de me confier qu'en effet M. Solomiac lui en avait fait la confiance.

« M. Fournès, juge d'instruction qui a des propriétés auprès de Puylaurens et qui s'y trouvait dimanche, m'a dit que le désistement de ce candidat y faisait l'objet de toutes les conversations mais qu'on n'était encore qu'à se demander quelles en seraient les conséquences possibles ou probables. Les uns pensaient qu'aucune autre candidature ne surgirait et que l'élection de M. de Falguerolles coulerait de source. D'autres croyaient que le clergé se concerterait pour lui susciter un concurrent et ils prononçaient plusieurs noms, mais tout à fait à l'aventure. D'autres encore ne seraient pas étonnés que le clergé se lançât à pousser les paroissiens à l'abstention afin d'empêcher, s'il était possible, l'élection de se faire le 13. La seule chose certaine, c'est que rien ne se dessine encore et qu'il est difficile de dire quelle tournure les choses prendront en définitive. Quant à moi, je ne serais pas surpris que quelque candidature catholique vînt à se produire, celle, par exemple, de M. Pauthe qui était allé vous voir à Albi.../...

« P.S. A cause de la religion, la candidature de M. Solomiac trouvait beaucoup plus de sympathies dans le canton que celle de M. de F... La nouvelle de son désistement doit donc y être péniblement accueillie, et il ne pourrait qu'être fâcheux qu'on y sût que le premier attribue à un coup de Jarnac du second sa retraite forcée. Je désire donc vivement que personne n'y vienne à le savoir. » (ADT, 2 M 5/130).

Sous-préfet de Lavour au préfet, 11 novembre 1864 : « J'ai passé une grande partie de la journée à organiser le concours le plus ? qu'on puisse imaginer à la candidature de M. de Falguerolles. Malheureusement, s'il faut s'en rapporter aux renseignements que ce candidat vient lui-même de me donner verbalement, les choses se présentent dans un bien mauvais aspect. Beaucoup d'amis de M. Solomiac, tout le parti avancé et le clergé seraient tout dévoués à la candidature de M. Vergues.

Le clergé surtout (car ce serait M. le curé de Puylaurens qui aurait fini par déterminer ce jeune homme à se mettre sur les rangs) se donnerait un mouvement incroyable dans toutes les paroisses, et son influence serait encore telle que M. de F... ne pense pas que l'action des maires (quelques uns même lui semblent un peu suspects) puisse obtenir un résultat de quelque valeur.

« J'ai cherché à relever le moral si déprimé de M. de F..., mais j'y ai peu réussi. Ce matin, j'ai vu M. Solimiac et lui ai parlé dans le sens dont nous étions convenus. Il persiste à incriminer M. de F... et son entourage, mais eux seuls. Le sentiment de sa dignité ne lui permet pas d'appuyer la candidature officielle mais il s'abstient et s'abstiendra de rien faire contre elle. D'après ce qu'il m'a dit, M. Vergues est un jeune homme, fort beau garçon, de 25 à 30 ans, et qui possède une fortune immobilière de 5 à 6 cent mille francs. Il s'est toujours jusqu'à présent tenu étranger à la politique, ne s'occupant que de chasser et de surveiller l'exploitation de ses domaines. C'était un compagnon de chasse très assidu du fils de M. de F... et il leur avait promis de voter et de faire voter les siens pour leur père. Sa mère est excessivement dévote, sa jeune femme l'est presque autant et lui-même paraît être sincèrement religieux. M. le curé de Puylaurens est intime dans la maison, et hier encore (au dire de M. de F...) il y prenait part à un grand dîner.

« Le père de ce jeune homme a été, en effet, membre du conseil général et maire de Puylaurens nommé en 1848 par le conseil municipal et remplacé en 1852. C'était un brave homme, que M. de F... père aimait et qui n'était même arrivé au conseil général que par son appui. Son républicanisme de circonstance n'avait rien de farouche et, de fait, c'était son premier adjoint qui administrait la commune.

« En définitive donc, si contre ce que je veux espérer encore, M. de F... échouait, c'est uniquement à sa qualité de protestant que cet échec sera dû, et à l'irritation des amis de M. S., persistant à attribuer à des démarches peu convenables de lui ou de son entourage, malgré ses dénégations formelles, le désistement si complètement inattendu de M. le procureur impérial... » (ADT, 2 M 5/130).

Edmond Vergues, 1320 voix ; Alfred de Falguerolles, 1059 voix ; 2384 votants ; 3104 inscrits.

Notice sur le nouvel élu : « Élève de Sorèze, où l'abbé Lacordaire le chérissait, M. Vergues n'a rien fait depuis son entrée dans la société que chasser et surveiller l'exploitation de ces nombreux domaines. Étranger jusqu'à présent à la politique, il n'a pas de couleur arrêtée. On prétend que sa jeune femme rêve pour lui le poste de maire de Puylaurens, et il est d'ailleurs fortement intéressé à ce que le pays ne subisse aucune révolution nouvelle. Il semble donc qu'il ne sera pas difficile de rallier étroitement ce jeune homme au gouvernement impérial. » (ADT, 2 M 5/130).

1870, 11-12 juin

Vergues, Marie Barthélemy, 'Edmond'

Edmond Vergues, 1960 voix ; 1982 votants ; 3194 inscrits.

Préfet, juin 1870 : « M. Vergues, fils d'un ancien membre du conseil général du Tarn, n'a pas de précédents politiques personnels. Il n'a jamais eu occasion de manifester pratiquement son opinion, mais il paraît indubitable que ses tendances sont toutes gouvernementales. Il est venu, dès le lendemain de son élection me porter ses assurances de concours dit le préfet et de dévouement à l'Empereur. Son élection contre M. de Falguerolles n'a rien de politique, elle est le résultat d'une lutte exclusivement religieuse et c'est le catholique seul que l'on a élu. »

Dune autre main : « M. Vergues est sous la domination absolue du curé de Puylaurens : il fera bien une démarche près du préfet pour sauvegarder sa candidature, mais rentré chez lui, se tiendra coi. » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Capella

1871, 8 octobre

Vergues, Marie Barthélemy, 'Edmond' (ci-dessus)

Edmond Vergues, 1216 voix ; Jules Solomiac, 802 voix ; 2200 votants ; 3156 inscrits.

1874 : « Conservateur. Considéré, influent dans son canton, dévoué à l'administration. » (ADT, 2 M 5/15).

1876, 26 novembre : élection partielle suite à décès

Falguerolles, Ernest de

maire de Lempaut (1897-1908).

Ernest de Falguerolles, 1240 voix ; Samuel Terson, 1015 voix ; 2265 votants ; 3033 inscrits.

1877, 4 novembre

Falguerolles, Ernest de

Ernest de Falguerolles, 1329 voix ; Terson, 693 voix ; divers, 207 voix ; 2272 votants ; 3026 inscrits.

1883, 12-19 août

Falguerolles, Ernest de

1^{er} tour : Ernest de Falguerolles, 1153 voix ; Terson, 1155 voix ; 2421 votants ; 2991 inscrits.

2^e tour : de Falguerolles, 1284 voix ; Terson, 1234 voix ; 2574 votants ; 2975 inscrits.

Protestation élevée par le candidat battu, rejetée par le Conseil d'État dans sa séance du 15 février 1884.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Légitimiste, situation assez bonne ; son influence s'amointrit tous les jours ; très peu intelligent, peu laborieux et ne connaît pas les affaires ; très obséquieux, a une politesse exagérée ; rapports difficiles comme maire de Lempaut. » (ADT, 2 M 5/19).

Préfet, 26 octobre 1886 : « Situation très menacée dans son canton. Peu intelligent ? Ne connaît pas les affaires et ne s'en occupe pas. Sans influence sur ses collègues. Courtois. Relations agréables. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet-4 août

Terson, 'Samuel' Émile

63 ans en 1895. Médecin, maire de Puylaurens (1900-1902, démissionne le 22 mars 1902).

1^{er} tour : Samuel Terson, républicain, 1103 voix ; de Falguerolles, conservateur, 1171 voix ; 2508 votants ; 2911 inscrits.

2^e tour : Terson, 1196 voix ; de Falguerolles, 1192 voix ; 2560 votants ; 2910 inscrits.

Protestation élevée par le candidat battu, rejetée par le Conseil d'État le 22 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. M. Terson est très influent dans le canton de Puylaurens, où il n'a cessé de rendre des services en faisant de la médecine gratuite. A de la fortune et jouit d'une grande considération. Nature franche et énergique. Républicain des plus dévoués. Entretient d'excellents rapports avec l'administration. Très populaire. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Terson, 'Samuel' Émile

Samuel Terson, 1636 voix ; Ernest de Falguerolles, propriétaire, 99 voix ; Louis Carrade, 33 voix ; divers et voix perdues, 104 voix ; 2052 votants ; 2803 inscrits.

1901, 21 juillet

Périer, Léopold

42 ans en 1901. Médecin, conseiller municipal puis maire de Puylaurens (1904-1919). Nationaliste.

Louis Carrade, docteur en médecine, maire de Lescout, 823 voix ; Léopold Périer, 1413 voix ; divers, 3 voix ; 2258 votants ; 2806 inscrits.

Préfet, 1901 : « Sa situation comme médecin, la division des républicains, l'ont fait entrer au conseil général au renouvellement dernier. Il est bon d'ajouter que le canton est encore très réactionnaire. M. Périer n'est pas encore entré en relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Périer, Léopold

Léopold Périer, 1505 voix ; Émile Salvétat, propriétaire, conseiller d'arrondissement, 712 voix ; divers, 9 voix ; 2281 votants ; 2725 inscrits.

1913, 3 août

Périer, Léopold

Léopold Périer, 1647 voix ; divers, 29 voix ; 1836 votants ; 2656 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, août 1913 : « Élu en 1901 sur un programme progressiste, M. le docteur Périer est depuis quelques années complètement rallié au parti radical. sa situation dans le canton est très solide. A été réélu sans concurrent. » (ADT, 2 M 5/28).

1919, 14 décembre

Vairette, Édouard

(Castelnau-de-Brassac, 4 décembre 1862). Fils de Paul Léon Eugène Alexandre Vairette, propriétaire au Verdier, et de Lucie Louise Amélie Laroze.

Industriel, propriétaire, maire de Puylaurens (1902-1904 puis 1919-1940 au moins). Radical. Chev. LH le 28 juillet 1933.

Édouard Vairette, 1520 voix ; 1662 votants ; 2436 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, 1920 : « Très actif, M. Vairette a obtenu un succès facile contre M. Périer, conseiller sortant, qui avait négligé à peu près totalement son canton. De plus, bien que nettement républicain, M. Vairette avait formé contre son adversaire une coalition dont on fait partie tous les progressistes et

conservateurs qui lui ont donné leurs voix. Bonnes relations avec l'administration. » (2 M 5/30).

1925, 19 juillet

Vairette, Édouard

Édouard Vairette, républicain de gauche, 1590 voix (seul candidat) ; divers, 3 voix ; 1678 votants ; 2292 inscrits.

Préfet, 20 novembre 1928 : « M. Vairette est très estimé dans le canton de Puylaurens, où il jouit d'une réputation de bon garçonisme dont il fait bénéficier son parti. Il ne semble pas que l'animosité que nourrit contre lui M. François Morel qui ne lui pardonne pas d'avoir pris parti contre lui et pour le docteur Guiraud aux élections de mai 1928 soit de nature à le menacer dans son mandat. M. Vairette représente trop bien l'opinion moyenne de son canton qui est également éloigné des parties extrêmes. » (ADT, 2 M 5/62).

1931, 18 octobre

Vairette, Édouard

Édouard Vairette, rad. soc., 1335 voix ; Édouard Lacroux, instituteur, SFIO, 167 voix ; 1765 votants ; 2190 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « M. Vairette jouit dans son canton d'une très grande confiance que ses électeurs lui ont manifestée de façon éclatante à son renouvellement d'octobre dernier. Esprit travailleur et pondéré, consacre tous ses loisirs à l'amélioration du sort des populations. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Algans, Camille

51 ans en 1937. Négociant en bestiaux, conseiller d'arrondissement (1931-1937), adjoint au maire de Puylaurens, rad. soc.

Vairette, nsrp

Camille Algans, rad. soc., 1325 voix ; Léon Rouzaud, instituteur public à Puylaurens, SFIO, 398 voix ; divers, 7 voix ; 1806 votants ; 2094 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « Nouvellement élu, M. Algans doit son succès électoral à ce qu'il connaît bien l'âme paysanne. A cet égard, il tient en effet de sa profession une certaine virtuosité. Son rôle au conseil général sera effacé, mais là comme dans son canton, il jouira de la sympathie générale. » (ADT, 2 M 5/95).

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Fournès, Fernand

adjoint au maire de Puylaurens

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet du 23 janvier 1945 au ministre de l'Intérieur : « Est resté maire du chef-lieu de canton de Puylaurens, fonction à laquelle il avait été nommé, faisant preuve pendant la durée de l'occupation d'une attitude nettement sympathique à l'égard du gouvernement de l'usurpateur. A ainsi nui à l'action des Français résistants... » (ADT, 511 W 24).

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire, M. Algans Camille, négociant, radical socialiste, qui vient d'être condamné à 10 ans d'indignité nationale, doit être révoqué. Il est remplacé par M. Forestier Hubert, propriétaire agriculteur, publiciste, radical socialiste, ancien conseiller d'arrondissement élu, ancien maire élu de Cambounet-sur-le-Sor, poste dans lequel il est maintenu. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Bastie-Sigeac, Jean Raymond Albert

(Puylaurens, 17 mars 1894-Albi, 26 mars 1982). Fils de Adrien Félix Ernest Lucien Bastie-Sigeac, percepteur à Puylaurens, et de Jeanne Madeleine Esther Séguier.

Ingénieur conseil diplômé de l'École supérieure d'électricité. Propriétaire à Belcastel. Chev. LH 1936.

1^{er} tour : Bastie-Sigeac, SFIO, 1242 voix ; Hubert Forestier, rad. soc., 1412 voix ; Raymond Prades, com., 178 voix ; 2976 votants ; 4164 inscrits.

2^e tour : Bastie-Sigeac, 1596 voix ; Forestier, 1537 voix ; 3220 votants ; 4164 inscrits.

Préfet, 1945 : « Intelligent, esprit combatif et ardent, M. Bastie-Sigeac occupe au sein de l'assemblée départementale une place importante. Ses nombreuses interventions retiennent l'attention de ses collègues. Son influence politique déborde sur les cantons limitrophes de sa circonscription. Résidant au Maroc pendant l'occupation il s'est mis à la disposition du gouvernement d'Alger. Il entretient avec l'administration les meilleures relations. » (ADT, 511 W 24).

Nsrp en 1951, devant se consacrer à son usine de Nantes.

1951, 7 octobre

Raynaud, 'Léopold' Édouard

(Puylaurens, 27 janvier 1894-). Marié, 1 enfant. Artisan (menuisier ébéniste), maire de Puylaurens (1945-1971), président du syndicat intercommunal d'adduction d'eau du Sant.

Léopold Raynaud, SFIO, 1918 voix ; Louis Fabre, électricien à Puylaurens, com., 580 voix ; 2667 votants ; 3957 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Socialiste modéré, excellent maire de Puylaurens, sérieux et sympathique, M. Raynaud, élu en 1951 à la place du conseiller sortant également socialiste et qui ne se représentait pas, a le jugement et l'expérience des affaires qu'il faut pour tenir à l'assemblée départementale un rôle des plus honorables. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Raynaud, 'Léopold' Édouard

Léopold Raynaud, SFIO, 2115 voix ; Louis Fabre, com., 732 voix ; divers, 5 voix ; 3087 votants ; 3964 inscrits.

1964, 8 mars

Raynaud, 'Léopold' Édouard

Léopold Raynaud, SFIO, 1723 voix ; Louis Fabre, com., 675 voix ; 2601 votants ; 3921 inscrits.

Préfet, 1964 : « Conseiller général socialiste en fin de carrière politique, se retirera en 1970 et peut-être même avant, en faveur d'un fonctionnaire parisien originaire du Tarn et désireux d'y détenir un mandat politique. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8-15 mars

Maruéjols, Louis

(Puylaurens, 24 mai 1922-6 octobre 2012). Artisan rural, maire de Puylaurens (1971-1983).

1^{er} tour : Louis Maruéjols, ind., 813 voix ; Léopold Raynaud, soc., 972 voix ; Pierre Bouyssou, DMF, 676 voix ; Gérard Bousquel, com., 394 voix ; 2912 votants ; 3701 inscrits.

2^e tour : Maruéjols, 1646 voix ; Raynaud, 1230 voix ; 2961 votants ; 3701 inscrits.

1976, 7-14 mars

Maruéjols, Louis

1^{er} tour : Louis Maruéjols, CGM, 1583 voix ; Louis Fournès, soc., 668 voix ; Pierre Bouyssou, REI, 522 voix ; Gérard Bousquel, com., 500 voix ; 3341 votants ; 4186 inscrits.

2^e tour : Maruéjols, 1907 voix ; Fournès, 1317 voix ; 3333 votants ; 4186 inscrits.

1982, 14-21 mars

Maruéjols, Louis

1^{er} tour : Louis Maruéjols, UDF, 1720 voix ; Louis Fournès, 1450 voix ; Gérard Bousquel, com., 278 voix ; 3553 votants ; 4262 inscrits.

2^e tour : Maruéjols, 1898 voix ; Fournès, 1804 voix ; 3769 votants ; 4262 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Mis en ballottage

défavorable, Louis Maruéjols est réélu lors du nouveau scrutin grâce à une mobilisation accrue de l'opposition dont il était l'unique représentant. Face à lui, M. Fournès a bénéficié pourtant d'un bon report des voix communistes mais son résultat n'est pas à l'image de la progression régulière de la gauche depuis 1976 dans ce canton.

« Âgé de 60 ans, M. Louis Maruéjols est artisan forgeron rural à Puylaurens, commune dont il est le maire depuis mars 1971 après en avoir été le premier adjoint depuis 1959. Doté d'un tempérament généreux et jovial, il a su conserver une influence certaine dans son canton malgré un profond échec sous l'étiquette UDF à l'occasion des élections législatives de juin 1981 dans la 3^e circonscription du Tarn. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre

Fournès, Louis

(Puylaurens, 15 septembre 1937-7 novembre 2012). Enseignant. Maire de Puylaurens (1983-2001).

1^{er} tour : Jean-Claude de Bortoli, ouvrier du bâtiment, com., 220 voix ; Louis Fournès, soc., 1299 voix ; Yves Bardou, DVD, 1083 voix ; Jean-Paul Sudriès, DVD, 491 voix ; Bernard Cabaussel, FN, 130 voix ; 3315 votants ; 4529 inscrits.

2^e tour : Fournès, 1818 voix ; Bardou, 1595 voix ; 3527 votants ; 4519 inscrits.

1994, 20-27 mars

Latger, Louis

Blan, 22 septembre 1928). Exploitant agricole. Maire de Blan (1959-2001). RPR.

1^{er} tour : Jean-Claude de Bortoli, com., 228 voix ; Louis Latger, RPR, 1356 voix ; Louis Fournès, soc., 996 voix ; Bernard Cabaussel, FN, 113 voix ; Anne Laperrouze, SE, 517 voix ; Josiane Marty-Daunis, occ., 100 voix ; Jean-Paul Sudriès, SE, 252 voix ; 3697 votants ; 4730 inscrits.

2^e tour : Latger, 1908 voix ; Fournès, 1711 voix ; 3811 votants ; 4729 inscrits.

2001, 11-18 mars

Laperrouze, Anne

(Puylaurens, 4 juillet 1956). Fille de Louis Maruéjols, conseiller général et maire de Puylaurens. Ingénieur électrochimiste. Maire de Puylaurens (2001-), députée européenne (2004-2009), DVD puis Modem.

1^{er} tour : Élise Ségur, com., 421 voix ; Louis Fournès, soc., 726 voix ; Jean-Paul Sudriès, DVG, 536 voix ; Bernard Schiavon, DVD, 686 voix ; Anne Laperrouze, DVD, 1203 voix ; René Sicre, FN, 210 voix ; Frédéric Tavert, MNR, 63 voix ; 4096 votants ; 4996 inscrits.

2^e tour : Laperrouze, DVD, 2077 voix ; Fournès, soc., 1317 voix ; 3650 votants ; 4992 inscrits.

2008, 9 mars

Laperrouze, Anne

Remplaçant : Serge Gavalda (Viane, 10 décembre 1958), à Lescout.

Christian Alliotte, FN, 412 voix ; Michel Barthas, com., 1062 voix ; Anne Laperrouze, UDFD, 2506 voix ; 4258 votants ; 5603 inscrits.

Rabastens

Couffouleux, Grazac, Loupiac, Mezens,
Rabastens, Roquemaure

1833, 20 novembre

Lombard de Sagnes, Césaire

(Souel, château de Sarniac, 30 janvier 1793-Rabastens, 20 mai 1873). Fils de Joseph Antoine Lombard de Sagnes et de Marie Rose Julie Bonne de Sagnes. Épouse le 4 octobre 1819 à Rabastens Marie Anne Zoé d'Austry de Sainte-Colombe. Garde du corps du roi, officier de cavalerie, membre du conseil d'arrondissement, juge de paix, maire de Rabastens ; 6000 F. Chev. LH 26 novembre 1814.

Lombard de Sagnes, 25 voix ; comte de Puysegur, pair de France, membre du conseil général, 19 voix ; Jean Paul Boniface Alric, licencié en droit, 1 voix ; 45 votants ; 95 inscrits.

1839, 1^{er} décembre

Clausade, Georges Jacques 'Amédée' de

(Rabastens, 3 mai 1809-22 octobre 1847). Fils de Pierre Amarand de Clausade et Anne Marie de Toulza. Docteur en médecine, avocat près la cour royale de Toulouse, littérateur ; 6000 F.

Amédée de Clausade, 48 voix ; Henri de Carrière, 32 voix ; 80 votants ; 108 inscrits.

1847 : élection partielle suite à décès

Clausade, Pierre Amélie 'Gustave' de

(Rabastens, 25 août 1815). Fils de Georges Antoine François de Clausade, ancien officier de cavalerie, et de Ursule Adélaïde d'Ouvrier de Bruniquel. Par décision du tribunal de Gaillac du 16 janvier 1884, prend le nom de Clausade-Saint-Amarand.

Licencié en droit, archéologue, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, inspecteur des monuments historiques, membre correspondant de la Société des antiquaires de France, 1 200 F (8 000 F en 1848).

Gustave de Clausade, 57 voix ; Abdon Prouho, 30 voix ; Henri de Carrière, 1 voix ; 88 votants ; 115 inscrits.

1848, 27 août

Clausade, Pierre Amélie 'Gustave' de

Gustave de Clausade, 1446 voix ; Abdon Prouho, 1253 voix ; 2703 votants ; 2840 inscrits.

1852, 1^{er} août

Clausade, Pierre Amélie 'Gustave' de

Gustave de Clausade, 1073 voix ; Abdon Prouho, 16 voix ; 1106 votants ; 2973 inscrits.

1861, 16 juin

Prouho, Abdon

(Rabastens, 2 septembre 1811-Rabastens, 21 décembre 1879). Fils de François Antoine Abdon Prouho, propriétaire, et de Jacqueline Française Toulza. Epoux de Marie Dupin.

Propriétaire, maire, 10 000 F.

Préfet, 8 avril 1861 : « A Rabastens, M. de Clausade a perdu une grande partie de ses chances. D'après les informations qui me parviennent, son succès serait aujourd'hui fort difficile. La population se porte en majorité du côté de M. Prouho, maire de Rabastens. J'estime qu'il convient de laisser le champ libre à ces deux candidats dévoués l'un et l'autre au gouvernement. » (ADT, 2 M 5/10).

Abdon Prouho, 2069 voix, 2075 votants, 2979 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1964 : « Avant tout *catholique romain*. Chez lui, les convictions religieuses priment les convictions politiques. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 11-12 juin

Prouho, Abdon

Abdon Prouho, 2127 voix ; voix perdues, 15 voix ; 2142 votants ; 3218 inscrits.

Préfet, juin 1870 : « Esprit honnête et loyal, donnant son concours à l'administration et ayant une influence dont il fait un usage utile. Fort estimable mais très ardent cléricale et ultra catholique. »

Rajout : « Son influence a beaucoup grandi. Aujourd'hui tout fait attaché aux intérêts du gouvernement ; moins exagéré dans ses dispositions religieuses qu'il n'est dit ci-dessus. » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Bécat, Jules

conseiller d'arrondissement (1874-1877).

1871, 8 octobre

Prouho, Abdon (ci-dessus)

Maire de Rabastens.

Abdon Prouho, seul candidat, 1850 voix ; 1867 votants ; 3088 inscrits.

1874 : « Conservateur bonapartiste. Maire depuis longues années, dévoué à l'administration ; très honorable. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Prouho, Abdon

Abdon Prouho, 1775 voix, élu ; Martin Pigeron, 77 voix ; divers, 15 voix ; 1939 votants, 2946 inscrits.

1880, 7-14 mars : élection partielle suite à décès

Falguière, baron de

maire de Rabastens.

1^{er} tour : Jean Bérenguer, 1255 voix ; baron de Falguières, 1254 voix ; divers, 2 voix ; 2523 votants ; 2956 inscrits.

2^e tour : baron de Falguières, 1515 voix ; Bérenguer, 1118 voix ; divers, 1 voix ; 2681 votants ; 2956 inscrits.

Protestations contre l'élection par les sieurs Gouzy, Tamisier et autres, rejetées par le

Conseil d'État dans sa séance du 14 janvier 1881.

Jean Bérenguer au préfet, 25 février : « Prière d'admonester le sieur Cathala, garde-champêtre à Rabastens ; ce fonctionnaire fait une propagande active pour le baron de Falguière. La directrice des postes se tient sur ses gardes, mais il faudra nous en débarrasser absolument. Je vous renouvelle le désir que j'aurais de voir la place donnée à M. Bosc, directeur à Salvagnac, et non au sieur Bouissou. les mauvais renseignements donnés sur Bosc sont purement et simplement faux comme je vous le disais l'autre jour : Bosc est du pays et pourrait plus tard nous faire beaucoup de bien. Vous proposez vous d'envoyer l'adresse aux fonctionnaires ? Nous la considérons comme de plus en plus indispensable. Je vous signale M. le curé de Vertus (commune de Rabastens). ce *digne ecclésiastique* fait contre moi tout ce que sa soutane et son confessionnal lui permettent de faire. Il va de porte en porte, répandant le mensonge et la calomnie. Tous les dimanches en chaire il lance contre le gouvernement les attaques les plus bêtes et les plus passionnées. PS. On m'apprend que M. le baron de Falguières était allé à Albi. Vous a-t-il parlé de son élection ? Se donne-t-il comme candidat républicain ? Il est de cette force. » (ADT, 2 M 5/131 : aux procès verbaux et au recours, est joint le dossier du cabinet du préfet sur l'élection).

Paul Gouzy au préfet, 5 mars : « Monsieur le préfet, on nous communique à l'instant la circulaire du baron. Elle est insignifiante, sauf en un point : « Le rachat du pont à péage qui relie Rabastens à Couffouleux et à Loupiac est également assuré de mon concours le plus ardent. » Cette phrase est dangereuse. Nous avons envoyé immédiatement à Toulouse faire des affiches qui portent : « ... A cette promesse électorale, je ne répondrai qu'un mot : c'est la République, c'est-à-dire le gouvernement que combat M. de Falguières, qui a mis à l'ordre du jour le rachat de tous les ponts à péage... » Nous les aurons demain à 6 h du matin. En même temps nous faisons faire à l'usage des métayers des billets identiques à ceux du baron. Ces détails sont peu importants. Nous vous les communiquons seulement parce que vous avez témoigné le désir d'être informé de tout. Veuillez agréer, Monsieur le préfet, l'assurance de

ma considération très distinguée. P. Gouzy. PS. Tout marche bien. » (*ibid.*).

1883, 12 août

Bérenguer, Jean

(Rabastens, 19 janvier 1845). Fils de Louis Adrien Bérenguer, médecin, et de Antoinette Lucie d'Olive.

56 ans en 1901. Médecin, maire de Couffouleux (1881-1903, 1904-1919) Révoqué de la mairie le 3 janvier 1903. Républicain.

Jean Bérenguer, maire de Couffouleux, 1388 voix ; baron de Falguières, maire de Rabastens, 1236 voix ; Louis Alric, notaire, conseiller d'arrondissement, 55 voix ; 2708 votants ; 3052 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; bonne situation ; influence [qui] prend de l'extension ; intelligent, encore étranger aux affaires, mais peut devenir d'un concours utile ; rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

1889, 28 juillet

Bérenguer, Jean

baron de Falguières, maire de Rabastens, 1199 voix ; Jean Bérenguer, maire de Couffouleux, 1354 voix ; Louis Larroque, capitaine en retraite, 74 voix ; Isidore Lauzeral, propriétaire, 47 voix ; Gouzy, 1 voix ; Cadaux, bourrelier, 1 voix ; 2670 votants ; 2991 inscrits.

Protestation contre l'élection par les sieurs Carrié, Lafage et autres : annulation par le Conseil d'État dans sa séance du 28 mars 1890/

1890, 18 mai : élection partielle suite à annulation

Bérenguer, Jean

baron de Falguières, propriétaire, maire de Rabastens, 1146 voix ; Bérenguer, 1435 voix ; divers, 2 voix ; 2611 votants ; 2954 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Très bons rapports avec l'administration. Situation

aisée. Très au courant des affaires. A beaucoup d'influence dans son canton. Caractère peut-être un peu ombrageux, mais très bon au fond et très serviable. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet-4 août

Bérenguier, Jean

1^{er} tour : Bernard Prouho, docteur en droit, 959 voix ; Jean Bérenguier, docteur en médecine, 1099 voix ; Georges Gouzy, avocat, 273 voix ; divers, 70 voix ; 2433 votants ; 2940 inscrits.

2^e tour : Bernard Prouho, 1211 voix ; Jean Berenguier, 1301 voix ; divers, 8 voix ; 2539 votants ; 2940 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Depuis longtemps le chef du parti républicain dans le canton contre des réactionnaires influents et un groupe de mécontents qui se dit socialiste, il a, malgré un caractère parfois ombrageux occasion de difficultés, maintenu sa situation politique. Très empressé de rendre service, cette qualité, un dévouement sûr, sa nombreuse clientèle médicale lui assurent de l'influence. Dévoué à l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21-28 juillet

Bérenguier, Jean

1^{er} tour : Jean Berenguier, 1042 voix ; Armand Trégan, propriétaire, 610 voix ; Georges Gouzy, docteur en médecine, 641 voix ; 2337 votants ; 2877 inscrits.

2^e tour : Bérenguier, 1357 voix ; Gouzy, 35 voix ; Trégan, 32 voix ; 1594 votants ; 2874 inscrits.

Préfet, 1901 : « Influent dans le canton, dont il est conseiller général depuis 18 ans. A été réélu, en 1901, avec une forte majorité, grâce à la division qui s'est produite dans le parti réactionnaire, aux dernières élections cantonales. Intelligent et actif, soutiendra avec passion toute candidature opposée à celle de M. Gouzy, député. Mal avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Bérenguier, Jean

Jean Bérenguier, 1384 voix ; divers, 127 voix ; 1746 votants ; 2721 inscrits.

Lettre de démission, 5 mai 1910 : « Monsieur le président, Le parti républicain ayant perdu toute discipline, tout esprit de concorde et d'entente dans le canton que je représente depuis trente années, n'étant en rien la cause de ce désordre et ne pouvant rien, à l'heure présente, pour le faire cesser ; l'ai l'honneur de vous adresser ma démission de conseiller général du Tarn et je vous prie de considérer cette démission comme absolument irrévocable. Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de mes meilleurs sentiments. » (ADT, 2 M 5/131).

1910, 19 juin : élection partielle suite à démission

Toulza, Etienne de

Maire de Rabastens (1904-1912).

Etienne de Toulza, 1061 voix ; Adrien Thomas, conseiller municipal de Couffouleux, 969 voix ; 2106 votants ; 2725 inscrits.

1913, 3 août

Thomas, Adrien

Propriétaire, conseiller municipal de Couffouleux.

Adrien Thomas, 1224 voix ; Etienne de Toulza, 902 voix ; divers, 4 voix ; 2190 votants ; 2619 inscrits.

1919, 14 décembre

Pigeron, 'Albert' Léon Martin

(Rabastens, 28 mai 1852). Fils de Jean Baptiste François Martin Pigeron, propriétaire à Saint-Martin, et de Marie Mathieu.

Propriétaire à Rabastens. Radical.

Pigeron, 1205 voix ; divers, 13 voix ; 1592 votants ; 2332 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 : « M. Pigeron revient à la politique après s'être retiré volontairement pendant une vingtaine d'années. Intelligent, il représentera dignement au sein du conseil général les républicains du canton de Rabastens. Trop âgé pour jouer un rôle important. Entretient les meilleures relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/30).

1925, 19 juillet

Malric, 'Ernest' Jean Henri

(Rabastens, 23 décembre 1883-Rabastens, 6 mai 1966). Fils de Antoine Louis Malric, chaisier, et de Marie Lautier. Epouse le 4 décembre 1906 à Rabastens Germaine Caussé ; 1 enfant.

Industriel, maire de Rabastens (1923-1959 ou 1927-1944). Député du Tarn 1932-1940.

Sous-préfet de Gaillac, 18 juin 1925 : « M. Pigeron ne veut pas se représenter. Une réunion des maires du canton doit avoir lieu le 21 pour prendre des directives et le 28 pour choisir un nouveau candidat. M. Malric qui est tout qualifié par la popularité dont il jouit pour recueillir la succession de M. Pigeron, est indécis. S'il se présente, son élection est assurée ; s'il ne se présente pas, il fera campagne pour le candidat républicain et dans ces conditions, il n'est pas douteux que le nouveau conseiller général sera républicain. » '2 M 5/46).

Ernest Malric, radical socialiste (seul candidat), 1435 voix ; divers, 28 voix ; 1668 votants ; 2337 inscrits

« Très sympathique, M. Malric jouit d'une popularité telle dans son canton que le parti réactionnaire n'a pas osé affronter la lutte et qu'il a été élu pour la première fois sans concurrent. Il n'est pas appelé à jouer un rôle politique important dans le département, mais sera un des bons éléments du conseil général où il occupe une place des plus honorables. » (ADT, 2 M 5/48).

1931, 18 octobre

Malric, 'Ernest' Jean Henri

Ernest Malric, rép. soc., 1401 voix ; Antoine Pagès, plâtrier, 12 voix ; divers, 13 voix ; 1679 votants ; 2232 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Malric, gros industriel fabricant de meubles, est très populaire dans son canton où il a été réélu sans concurrent au dernier renouvellement. Il s'efforce d'ailleurs de conserver cette popularité soit par de louables initiatives en qualité de maire de Rabastens, soit par ses interventions au conseil général où il tient une place honorable. Il est en réalité le chef écouté du parti radical-socialiste de l'ancien arrondissement de Gaillac. Il est appelé à jouer un rôle politique important. Très bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Malric, 'Ernest' Jean Henri

Malric, rad. soc., 1350 voix ; divers, 31 voix ; 1626 votants ; 2173 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Lauzeral, Henri

adjoint au maire de Rabastens,

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Malric Ernest, titulaire du poste, fabricant de meubles, radical socialiste, ancien député, a voté le 10 juillet 1940 la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain et n'a pas racheté cette attitude. Il est remplacé par M. Lauzeral Norbert, ancien conseiller d'arrondissement élu, radical socialiste, demeurant à Rabastens. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Malric, Marius

(Saint-Sulpice, 11 décembre 1879-). Fabricant de meubles. Maire de Rabastens, 1945- ? (élu 29 avril 1945 et 19 octobre 1947). Frère du précédent. Rad. soc.

Malric, 1781 voix ; Aimé Jaurou, soc. indép. 1715 voix ; 3574 votants ; 4539 inscrits.

Préfet, 1945 : « Homme pondéré et serviable, M. Malric Marius a été élu maire et conseiller général de Rabastens en remplacement de son frère Malric Ernest, ancien député, frappé d'inéligibilité. Il occupe au sein de l'administration départementale une place effacée et son influence politique est nulle. Il n'a eu aucune activité dans la Résistance. Il entretient de bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Malric, Marius

Marius Malric, rad. soc., 1848 voix ; Noël Mouisset, cultivateur à Parisot, com., 705 voix ; 2719 votants ; 4168 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Frère de l'ancien député radical socialiste du Gaillacois, M. Malric qui a du jugement et de l'expérience est un bon maire de Rabastens. Mais âgé maintenant, il n'est plus assez vigoureux pour jouer à l'assemblée départementale un rôle notable. » (ADT, 511 W 24).

20-27 avril 1958

Malric, 'Ernest' Jean Henri

(voir ci-dessus)

Viticulteur.

1^{er} tour : Ernest Malric, rad., 1181 voix ; Marius Malric, radical indépendant, 959 voix ; Noël Mouisset, com., 522 voix ; Jean Bertrand, employé EDF, centre gauche, 504 voix ; divers, 5 voix ; 3299 votants ; 4258 inscrits.

2^e tour : Ernest Malric, 1273 voix ; docteur Aimé Jaurou, centre gauche, 1191 voix ; Hervé de Guerdavid, CNI, 865 voix ; 3413 votants ; 4257 inscrits.

Préfet, 24 juin 1958 : « Élu conseiller général pour représenter le canton de Rabastens, le 27 avril 1958, en remplacement de son frère également républicain radical et radical socialiste, avec lequel il est en très mauvais termes à la suite d'un conflit d'intérêt, M. Malric,

ancien député du Tarn de 1932 à la guerre, a voulu obtenir une réhabilitation morale. Déclaré inéligible en 1944 pour avoir voté les pleins pouvoirs en 1940, interné à la Libération au camp de Saint-Sulpice (Tarn), M. Ernest Malric s'est acharné, malgré son grand âge, à être à nouveau l'élu du suffrage universel. Bien qu'incorporé à la majorité modérée du conseil général, a déjà affirmé publiquement son hostilité à certains membres de cette majorité qui avaient milité dans la Résistance. » (ADT, 1107 W 48).

Préfet, 1961 : « Ce vieil homme, ancien député inéligible en 1944, est seulement soutenu par sa vindicte à l'endroit de la Résistance et des partis de gauche, son radicalisme inconsistant le plaçant bien entendu dans la majorité dite modérée. » (ADT, 1107 W 48).

1964, 8-15 mars

Spénale, 'Georges' Léon

(Carcassonne, 29 novembre 1913-Paris, 20 août 1983). Haut-commissaire au Cameroun (1954-1955), gouverneur de la France d'Outre-Mer (1956), directeur de cabinet de Gaston Defferre lors de la préparation de la loi cadre sur l'Outre-Mer, haut-commissaire au Togo (1957-1960). Retiré à sa retraite à Saint-Sulpice.

Député (1962-1977 : élu 1962, 1967, 1968, 1973), maire de Saint-Sulpice (1965-1981), conseiller régional (1975), président du parlement européen (11 mars 1975-11 mars 1977), sénateur (1977-1983), vice-président de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1982). Officier de la Légion d'honneur. Poète.

1^{er} tour : Georges Spénale, SFIO, 1403 voix ; Jules Conte, action locale, 1075 voix ; Pierre Boyer, com., 381 voix ; 2946 votants ; 4281 inscrits.

2^e tour : Spénale, 1966 voix ; Conte, 1294 voix ; 3341 votants ; 4281 inscrits.

Préfet, 1964 : « Député socialiste (Gaillac-Lavaur) depuis les dernières élections législatives et conseiller général depuis le 15 mars 1964, M. Spénale semble devoir faire une longue carrière politique que caractériseront sa forte personnalité, son prestige et ses connaissances

administratives d'ancien gouverneur des colonies, et surtout, de par son tempérament, l'adroite modération de ses attitudes, même vis-à-vis de l'administration et du gouvernement.» (ADT, 1107 W 48).

1970, 8-15 mars

Spénale, 'Georges' Léon

1^{er} tour : Georges Spénale, soc., 1557 voix ; Jules Conte, DMF, 1214 voix ; Suzette Rousseau, com., 400 voix ; 3290 votants ; 4323 inscrits.

2^e tour : Spénale, 1763 voix ; Conte, 1430 voix ; 3305 votants ; 4323 inscrits.

1976, 7-14 mars

Fargues, Fernand

(Rabastens, 30 mars 1912-17 mai 2002). Maire de Rabastens (1977-1983, 1989-1995).

1^{er} tour : Fernand Fargues, soc., 1452 voix ; Jean Marty, DMF, 1290 voix ; Fernand Mouisset, com., 623 voix ; Georges Salvan, DMF, 95 voix. ; 3567 votants ; 4672 inscrits.

2^e tour : Fargues, 2115 voix ; Marty, 1398 voix ; Salvan, 80 voix ; 3674 votants ; 4671 inscrits.

1982, 14-21 mars

Fargues, Fernand

1^{er} tour : Fernand Fargues, soc., 1404 voix ; Hervé de Guerdavid, UDF, 1114 voix ; Jean-Marie Borderies, RPR, 654 voix ; Fernand Mouisset, com., 527 voix ; Georges Salvan, UDF, 87 voix ; 3910 votants ; 4939 inscrits.

2^e tour : Fargues, 2156 voix ; de Guerdavid, 1882 voix ; 4169 votants ; 4939 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : «M. Fargues, qui est le successeur depuis 1976 dans ce canton du sénateur Spénale, alors président du parlement européen, a été réélu sans difficulté malgré son principal opposant de l'opposition qui avait réalisé au premier tour un score fort honorable dans ce canton

de tradition centre-gauche. Le sortant a bénéficié d'un bon report des voix communistes et d'une mobilisation plus forte en sa faveur au second tour à laquelle sa personnalité, toute faite de mesure et de pondération, n'est pas étrangère.

« M. Fernand Fargues, secrétaire général de mairie, en retraite, est âgé de 60 ans. Conseiller municipal de Rabastens à l'occasion d'élections complémentaires en mai 1975, il est désormais maire de la commune depuis février 1977. Homme affable et serviable particulièrement au fait des affaires communales et cantonales, il est écouté par les siens mais sa timidité et sa réserve limitent son impact hors du canton.» (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre

Guerdavid, Hervé Le Rouge de

(Quimper, 14 juillet 1922-27 septembre 2009). Agriculteur. Maire de Couffoueux (1959-2001), DVD

1^{er} tour : Christian Cabannes, agent EDF, com., 332 voix ; Guy Roques, soc., 1084 voix ; Hervé de Guerdavid, DVD, 1034 voix ; Jean Marty, RPR, 671 voix ; Odette Debien, FN, 209 voix ; 3410 votants ; 5002 inscrits.

2^e tour : de Guerdavid, 1768 voix ; Guy Roques, 1733 voix ; 3628 votants ; 5003 inscrits.

1994, 20-27 mars

Guerdavid, Hervé Le Rouge de

1^{er} tour : Christian Cabannes, com., 372 voix ; Alain Brest, soc., 1109 voix ; Odette Debien, FN, 306 voix ; Serge Viaule, occ., 106 voix ; Hervé de Guerdavid, DVD, 1811 votants ; 3866 votants ; 5301 inscrits.

2^e tour : Hervé de Guerdavid, 2149 voix ; Brest, 1629 voix ; 3994 votants ; 5301 inscrits.

2001, 11-18 mars

Bras, Albert

(Montjoire, Haute-Garonne, 2 février 1945). Agriculteur. Conseiller municipal et

adjoint au maire de Rabastens, depuis 1983. UMP.

1^{er} tour : Daniel Enguilabert, com., 281 voix ; Alain Brest, soc., 822 voix ; Gérard Baisse, PRG, 752 voix ; Marc-Antoine Ferret, éco., 402 voix ; Hervé de Guerdavid, DVD, 843 voix ; Albert Bras, DVD, 690 voix ; Jean-Paul Grillon, FN, 194 voix ; Béatrice Piquer, MNR, 170 voix ; 4421 votants ; 5709 inscrits.

2^e tour : Brest, soc., 1246 voix ; Baisse, Gérard, PRG, 1280 voix ; Bras, Albert, DVD, 1394 voix

(Albi, 14 septembre 1962). Directeur de la fédération régionale des offices de tourisme. Maire de Couffouleux (2001-2014), maire de Rabastens (2014-).

Remplaçante : Ludivine Delmon (17 avril 1973).

1^{er} tour : Aimé Villaret, FN, 201 voix ; Yves Rallières, com., 177 voix ; Pierre Verdier, DVG, 1914 voix ; Muriel Perez, soc., 610 voix ; Albert Bras, UMP, 1632 voix ; Marc-Antoine Ferret, AUT, 143 voix ; 4847 votants ; 6681 inscrits.

2^e tour : Verdier, 2487 voix ; Bras, 1621 voix ; 4239 votants.

2008, 9-16 mars

Verdier, Pierre

Réalmont

Dénat, Fauch, Labastide-Dénat, Laboutarié, Lamillarié, Lombers, Orban, Poulan-Pouzols, Réalmont, Ronel, Roumegoux, Saint-Antonin-de-Lacalm, Saint-Lieux-Lafenasse, Sieurac, Terre-Clapier, Le Travet

1833, 20 novembre

Foulquier, Jean Baptiste Thérèse, baron de

(24 juin 1781). Lieutenant-colonel d'artillerie à Réalmont ; 12 000 F.

colonel de Foulquier, 36 voix ; Jean-Pierre de Beaudecourt, 27 voix ; Jean-Pierre Pendarès, de Dénat, 2 voix ; 65 votants ; 88 inscrits.

Émile Belloc, avocat, électeur du canton de Réalmont, novembre 1839 : « Sorti de l'École polytechnique, à la promotion de 1800, embrassant avec ardeur, dans ces temps de luttes avec l'étranger, la carrière des armes pour la défense de son pays, il a fait, comme officier d'artillerie, une partie des guerres mémorables de l'Empire ; nommé officier supérieur dans cette arme, après la malheureuse campagne de Russie à

laquelle il prit part comme commandant une batterie d'artillerie à cheval, officier de la Légion d'honneur en 1813, après la campagne d'Allemagne, il s'est retiré, après trente ans de services effectifs, avec le grade de lieutenant colonel de la garde, qu'il avait quitté un moment pour commander l'artillerie du parc de Vincennes. Voilà ses services militaires. Ceux d'une autre nature qu'il nous a rendus depuis qu'il siège au conseil général,... les voici. Nommé à chaque session président ou membre de la commission des routes, à cause de ses connaissances spéciales, il nous a obtenu, et à son début en 1834, l'ouverture de la route d'Alban à Lavaur, passant par Réalmont, si favorable à notre industrie agricole et manufacturière, route toujours demandée depuis 89, et toujours refusée par toutes les administrations départementales antérieures, pour favoriser des intérêts rivaux. La loi de 1836 sur les chemins de grande vicinalité ayant paru, nous avons eu, par ses soins, la route vicinale de Réalmont à Gaillac, celle de Réalmont à Valence, passant par Fauch, Ronel et autres intermédiaires entre Villefranche et notre ville, malgré l'administration d'alors qui voulait un embranchement de Villefranche au

Trivalou, privant ainsi ces communes des bienfaits d'une route nouvelle, indispensable à leur prospérité. Enfin, il n'a pas voulu voir son mandat terminé sans achever son ouvrage, et à cette dernière session, il a obtenu le classement de la route de Réalmont à Graulhet, sur la rive droite du Dadou, ainsi qu'une assez forte allocation de fonds pour 1840, malgré que ces intérêts privés le portassent à soutenir le tracé de la rive gauche. .../... » (ADT, 2 M 5/132).

1839, 27 novembre

Vidal, Jean Pierre (ainé)

(16 pluviôse an IX). Propriétaire, avocat à Lombers, 12 000 F. Maire de Lombers.

1^{er} tour : Paul Isaac Valette, de Saint-Genest, 17 voix ; Jean Pierre Vidal, 29 voix ; colonel de Foulquier, 42 voix ; 88 votants ; 95 inscrits.

2^e tour : Vidal, 44 voix ; colonel de Foulquier, 43 votants ; voix perdues, 2 voix ; 89 votants ; 95 inscrits.

1848, 27 août

Belloc, 'Pierre' Clément Émile

(28 novembre 1798). Propriétaire, avocat, maire de Réalmont, 8 000 F.

Pierre Belloc, 1288 voix ; Jean Pierre Vidal, à Saint-Pierre, 897 voix ; 2193 votants ; 3480 inscrits.

1852, 1^{er} août

Belloc, 'Pierre' Clément Émile

Pierre Belloc, 1857 voix ; 1886 votants ; 3635 inscrits.

1861, 5-16 juin

Belloc, 'Pierre' Clément Émile

Pierre Belloc, 1434 voix ; Jean-Marie Dupuy, maire de Réalmont, 600 voix ; de Prat de Lestang, maire de Laboutarié, 332 voix ; 2370 votants ; 3341 inscrits.

Préfet, 8 avril 1861 : « M. Belloc, juge de paix à Réalmont, se montre très empressé

pour l'administration. Les fonctions qu'il remplit lui donnent de l'influence dans le canton, auquel il appartient d'ailleurs par sa naissance et pas sa fortune. Ce candidat était compté avant 1852 parmi les fonctionnaires à tendances légitimistes ; son dévouement à l'Empire est sincère, j'aime à le croire, mais timide. Si un candidat hautement dévoué au gouvernement se présentait soutenu par les sympathies d'une partie de la population, je n'hésiterais pas à lui donner la préférence. En l'état, je ne vois dans cette localité, parmi les personnes en évidence, que des légitimistes passionnés ou des hommes du parti avancé que la population repousse. » (ADT, 2 M 5/10).

1870, 12 juin

Gorsse, Raymond, baron

(Paris, 5 juin 1834-Terssac, 17 juin 1906) Fils du baron Joseph Augustin Gorsse, conseiller général de Valdériès et député du Tarn. Ingénieur civil, député 1868-1870 puis 1877 (élu député 18 mai 1868 en remplacement de son père ; réélu le 23 mai 1869, puis le 14 octobre 1877, invalidé le 31 décembre 1877, Cavalier étant élu le 27 janvier 1878). 20 000 F en 1870. Conseiller d'arrondissement depuis le 19 juin 1864.

Raymond Gorsse, 2297 voix ; 2327 votants ; 3676 inscrits.

Préfet, juin 1870 : « Dans les circonstances récentes, M. Gorsse a fait preuve d'initiative et de dévouement. » (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Austry, Darius

1871, 8-15 octobre

Thiéry, Achille

avocat à Albi

1^{er} tour : Achille Thiéry, 736 voix ; colonel de Bonne, 804 voix ; Bernard Latour, maire de Fauch, 561 voix ; voix perdues, 94 voix ; 2195 votants ; 3587 inscrits.

2^e tour : Thiéry, 1265 voix ; de Bonne, 1177 voix ; 2452 votants 3587 inscrits.

1874, 4 octobre

Thiéry, Achille

Achille Thiéry, 1565 voix ; Henri de Farguettes, 916 voix ; voix perdues, 156 voix ; 2637 votants ; 3523 inscrits.

« Républicain avancé. Peu influent ; suit le parti de l'opposition. » (ADT 2 M 5/15).

1880, 1^{er}-8 août

Laportalière, de

Avocat à Albi. [Un de Laportalière est maire de Dénat de 1904 à 1908]

1^{er} tour : Achille Thiéry, 1334 voix ; de Laportalière, 1402 voix ; Cavallès, notaire, 72 voix ; Cannac père, 45 voix ; 2981 votants ; 3482 inscrits.

2^e tour : Laportalière, 1650 voix ; Thiéry, 1459 voix ; 3140 votants ; 3573 inscrits.

Le Conseil d'État annule l'élection par décision du 6 août 1881 suite à une enquête menée dans le canton.

1881, 23 octobre : élection partielle suite à annulation

Laportalière, de

Achille Thiéry, 1459 voix ; de Laportalière, 1650 voix ; 3140 votants ; 3573 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « L'Égitimiste. Situation très bonne ; influence assez grande dans son canton ; intelligent et habile ; véritable chef du parti réactionnaire dans l'arrondissement ; caractère et rapports faciles. » 'ADT, 2 M 5/19).

1886, 1-8 août

Thiéry, Achille (ci-dessus)

Maire de Fauch, décédé en 1897.

1^{er} tour : Achille Thiéry, 1542 voix ; de Laportalière, propriétaire à Dénat, avocat, 1519 voix ; 3174 votants ; 3624 inscrits.

2^e tour : Thiéry, 1613 voix, élu ; de Laportalière, 1561 voix ; 3237 votants ; 3624 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Grâce à son activité et à son caractère serviable, le canton de Réalmont a été reconquis par les républicains aux élections du mois d'août dernier. Situation excellente dans l'arrondissement. Connaissances des affaires ; est appelé à jouer un rôle considérable au conseil général. Très sympathique ; rapports excellents avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Thiéry, Achille

Préfet, 13 décembre 1892 : « Maire de Fauch, avocat. Républicain modéré. Le plus âgé des conseillers généraux. Républicain de 48. Jouit d'une grande considération. Esprit droit, conciliant. Entretient de bons rapports avec l'administration. Pour la première fois a été élu sans concurrent. » (ADT, 2 M 5/21).

Achille Thiéry, 2086 voix ; 2407 votants ; 3637 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Fort âgé et par suite légèrement éteint. Vénéré de ses collègues qui échappent à son influence. » (ADT, 2 M 5/22).

Achille Thiéry démissionne par lettre du 4 novembre 1897.

1897, 12-19 décembre : élection partielle suite à démission

Rigaud, Maurice

(Pas à Fauch et Albi, 3 juin 1868-23 février 1944). Avocat, avoué, maire de Fauch (1896-1940 au moins), petit-fils du précédent. Radical.

Président de la commission départementale 1918-1920 et 1931-1940.

Membre de la commission administrative (1941-1942) ; vice-président du conseil départemental (1942-1943).

1^{er} tour : Casimir Cathala, conseiller d'arrondissement, 911 voix ; Maurice Rigaud, avocat avoué, 1114 voix ; Sicard,

docteur en médecine, 824 voix ; 2859 votants ; 3467 inscrits.

2^e tour : Cathala, 1407 voix ; Rigaud, 1432 voix ; Sicard, 8 voix ; divers, 21 voix ; 2876 votants ; 3506 inscrits.

Pourvoi de Cathala contre l'élection : décision de non lieu à statuer du Conseil d'État dans sa séance du 21 janvier 1899 (de nouvelles élections ont eu lieu entre temps).

1898, 31 juillet

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, rad., 1659 voix ; Raymond Sicard, docteur en médecine, conservateur, 1113 voix ; 2806 votants ; 3467 inscrits.

Préfet, 1901 : « Avocat avoué à Albi. Son influence sur les électeurs du canton est grande. Assez connu dans la circonscription et même dans l'arrondissement. Intelligent. Au conseil général, prend part à toutes les discussions importantes. Pourrait être appelé à jouer un rôle plus important. Entretient d'excellentes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, 1828 voix ; Xavier Calmels, docteur en médecine, ancien maire de Réalmont, républicain libéral, 991 voix ; 2963 votants ; 3571 inscrits.

1910, 24 juillet

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, rad. soc., 1982 voix ; 2363 votants ; 3523 inscrits.

1919, 14 décembre

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, 1705 voix ; 2107 votants ; 3019 inscrits.

1922, 14 mai

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, 1869 voix ; 2174 votants ; 2965 inscrits.

Préfet, 1922 : « M. Rigaud est un des plus anciens membres du conseil général. Il s'est présenté à plusieurs reprises, mais sans succès, aux élections législatives et aux élections sénatoriales, il vient d'être réélu, sans concurrent, conseiller général avec un nombre imposant de voix. Très au courant des affaires et des questions politiques, il s'exprime avec une grande facilité et occupe une place importante au conseil général. Toutefois, sa candidature aux dernières élections sénatoriales, où on lui reproche de n'avoir pas observé la discipline républicaine, lui a valu l'inimitié d'une fraction importante du parti radical et, de ce fait, son autorité se trouve sensiblement diminuée.... » (2 M 5/33).

1928, 14 octobre

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, 1836 voix ; 2136 votants ; 3068 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Rigaud est le doyen d'élection de l'assemblée départementale où il siège depuis 1897. Très intelligent, très cultivé, bon orateur, au courant des affaires et de la politique tarnaise, M. Rigaud aurait joué un rôle important dans la politique tarnaise si, à plusieurs reprises, il ne s'était mis, en tant que candidat, en opposition avec le parti radical du Tarn. M. Rigaud a été élu président de la commission départementale pour l'année 1931-1932. Les relations avec la préfecture sont très bonnes. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Rigaud, Maurice

Maurice Rigaud, radical indépendant, 1768 voix ; Abel Gervais, instituteur, SFIO, 336 voix ; 2261 votants ; 2881 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Rigaud, Maurice

membre de la commission administrative, conseiller général du canton de Réalmont, maire de Fauch.

Vice-président du conseil départemental.

puis :

Roquelaure, Harold

(Lombers, 25 avril 1894). Maire de Lombers, propriétaire à Lombers, marié, 2 enfants, ancien conseiller d'arrondissement, membre de la chambre d'agriculture

Maurice Rigaud étant décédé le 23 février 1944, il est remplacé par Harold Roquelaure, nommé par arrêté du 12 mai 1944.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Rigaud Maurice, propriétaire, titulaire du poste, radical indépendant, est décédé. Il est remplacé par le général de division Marty Émile, du cadre de réserve, radical socialiste, actuellement maire nommé de Réalmont. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Batigne, Charles

49 ans en 1945. Minotier.

1^{er} tour : Charles Batigne, rad. soc., 930 voix ; Fernand Grimal, MRP, 1279 voix ; Ernest Jean, soc. indép., 556 voix ; Elie Ayrolles, com., 511 voix ; Ernest Batigne, SFIO, 469 voix ; 3917 votants ; 5473 inscrits.

2^e tour : Batigne, 2080 voix ; Grimal, 1792 voix ; 4030 votants ; 5485 inscrits.

Préfet, 1945 : « Sympathique et pondéré, M. Batigne occupe au sein du conseil

général une place des plus modestes ; il jouit de la considération de ses collègues. Son influence politique n'excède pas les limites de son canton, où s'est manifestée une forte opposition MRP. Il n'a pris aucune part dans la Résistance. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20-27 mars

Grimal, Fernand

(Réalmont, 30 mai 1899-8 janvier 1959). Industriel briquetier, maire de Réalmont (1947-1959). Juge au tribunal de commerce d'Albi, suppléant du juge de paix de Réalmont. Membre du conseil d'administration de la CAF du Tarn depuis 1947. Président des trois syndicats d'électrification Fauch I, Fauch II et Fauch III. MRP

1^{er} tour : Fernand Batigne, SFIO, 999 voix ; Grimal, MRP, 1234 voix ; Nègre, soc. indép., 868 voix ; Roques, PC, 458 voix ; Durand, RPF, 173 voix ; 3865 votants ; 5285 inscrits..

2^e tour : Batigne, 1912 voix ; Grimal, 1862 voix ; 4045 votants ; 5304 inscrits.

1955, 17 avril

Grimal, Fernand

Fernand Grimal, MRP, 2230 voix ; Louis Nègre, div. g., 1142 voix ; Louis Petit, com., 360 voix ; 3929 votants ; 5339 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « D'esprit clair, simple, direct et sympathique, M. Fernand Grimal jouit dans sa commune et son canton de Réalmont d'une autorité certaine et occupe parmi les conseillers généraux MRP une place des plus honorables. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, 24 juin 1958 : « ... Membre du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales du Tarn, président d'un syndicat intercommunal d'adduction d'eau, M. Grimal a refusé, malgré les pressions instantes qui étaient faites auprès de lui, d'être candidat aux dernières élections sénatoriales. Allié à M. Monsarrat, sénateur radical socialiste, il aurait été en mesure de mettre sérieusement

en difficulté M. le sénateur Verdeille, socialiste SFIO. » (ADT, 1107 W 48).

1959, 15 février : élection partielle suite à décès

Taurines, Jean-Paul

(Alban, 1^{er} mai 1928). Marié, 5 enfants. Docteur en médecine à Réalmont, gendre de Fernand Grimal. Conseiller municipal de Réalmont depuis mars 1959. Président de la fédération du Tarn de l'UDR.

Jean-Paul Taurines, union et défense des intérêts cantonaux, 2046 voix ; Paul Pinel, charcutier, union et défense républicaine, 1422 voix ; Louis Petit, journaliste, com., 295 voix ; 3949 votants ; 5245 inscrits.

1961, 4 juin

Taurines, Jean-Paul, action locale

Jean-Paul Taurines, 2145 voix ; Jean Fabre, centre gauche, 1260 voix ; Gaston Pastre, com., 226 voix ; Maurice Martin, extr. droite, 115 voix ; 3908 votants ; 5190 inscrits.

Préfet, 1964 : « Ce conseiller général qui appartenait à la majorité modérée sans être lui-même très marqué par des sentiments politiques, vient d'adhérer à l'UNR qu'il est seul à représenter au sein de l'assemblée. Semble se préparer pour une carrière politique plus importante. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre-1^{er} octobre

Taurines, Jean-Paul

1^{er} tour : Jean-Paul Taurines, UD Ve, 1825 voix ; Gilbert Rey, divers modéré, 1167 voix ; Yves Robert, divers gauche, 504 voix ; Gaston Pastre, com., 300 voix ; 3916 votants ; 5043 inscrits.

2^e tour : Taurines, 2126 voix ; Rey, 1673 voix ; 3960 votants ; 5043 inscrits.

1973, 23 septembre

Taurines, Jean-Paul

Jean-Paul Taurines, UDR, 2125 voix ; Roger Julien, employé de banque, maire de Rônel, rad., 1181 voix ; Gaston Pastre, cultivateur à Orban, com., 282 voix ; 3735 votants ; 4922 inscrits..

1979, 18-25 mars

Durand, Jacques

(Mouzieys-Teulet, 18 février 1939-Réalmont, 5 janvier 1991). Instituteur (1958), professeur au collège de Puylaurens (1965) puis de Réalmont (1972). Conseiller municipal de Réalmont (1973), conseiller général de Réalmont (1979-1991). Président du conseil général (1982-1991). Maire de Réalmont (1983- ?), sénateur suppléant de Georges Spénale (21 août 1983-1^{er} octobre 1986).

1^{er} tour : Jacques Durand, soc., 2236 voix ; Jean-Paul Taurines, RPR, 2036 voix ; J. Bosc, com., 335 voix ; 4749 votants ; 5546 inscrits.

2^e tour : Durand, 2640 voix ; Taurines, 2091 voix ; 4856 votants ; 5544 inscrits.

1985, 10-17 mars

Durand, Jacques

1^{er} tour : Roland Audrerie, com., 123 voix ; Jacques Durand, soc., 2443 voix ; Michel Amiel, DVD, 2172 voix ; Jacques Morvan, FN, 211 voix ; 5088 votants ; 5923 inscrits.

2^e tour : Durand, 2692 voix ; Amiel, 2459 voix ; 5279 votants ; 5921 inscrits.

1991, 10-17 février : élection partielle suite à décès

Roger, Jean

(Réalmont, 1^{er} novembre 1946). Employé de banque. Adjoint (1983-1991) puis maire de Réalmont (1991-2005), président de la communauté de communes du Réalmontais (2001-2005). DVG.

Vice-président du conseil général, 2001-2015. Président du SDIS, 1994-2011.

1^{er} tour : Robert Pastre, com., 125 voix ; Jean-Claude Aubin, FN, 146 voix ; Christian Emaillé, verts, 115 voix ; Jean

Roger, maj. dép., 1966 voix ; Michel Amiel, oppos. dép., 1661 voix ; 4190 votants ; 6008 inscrits

2^e tour : Roger, 2429 voix ; Amiel, 2024 voix ; 4597 votants ; 6008 inscrits.

1992, 22 mars

Roger, Jean

Robert Pastre, com., 200 voix ; Jean-Claude Aubin, FN, 498 voix ; Jean Roger, 2391 voix ; Roger Dauzats, 1385 voix ; 4877 votants ; 6044 inscrits.

1998, 15 mars

Roger, Jean

Jean Roger, maj. dép., 2828 voix ; Robert Pastre, com., 413 voix ; Dran, FN, 805 voix ; 4685 votants ; 6169 inscrits.

2004, 21-28 mars

Roger, Jean

1^{er} tour : Jean Roger, DVG, 2397 voix ; Julie Cazelles, com., 312 voix ; Maurice Bordarier, DVD, 1717 voix ; Alice Grosjean, FN, 448 voix ; Christian Demeaulis, EXG, 85 voix ; 5253 votants ; 6727 inscrits.

2^e tour : Roger, 2764 voix ; Bordarier, 2282 voix ; 5330 votants ; 6727 inscrits.

2011, 20-27 mars

Roger, Jean

Remplaçante : Jocelyne Salvan (Vabre, 31 janvier 1953), à Saint-Lieux-Lafenasse.

1^{er} tour : Jeanne Jimenez, com., 301 voix ; Jean Roger, DVG, 2054 voix ; Françoise Bardou, autres, 1215 voix ; Mireille Loprieno, FN, 689 voix ; 4398 votants ; 7116 inscrits.

2^e tour : Bardou, 1580 voix ; Roger, 2495 voix ; 4316 votants ; 7125 inscrits.

Roquecourbe

Burlats, Lacrouzette, Montfa, Roquecourbe, Saint-Germier, Saint-Jean-de-Vals

1833, 20 novembre

Alba-Lasource, David

(1790). Avocat, avoué, adjoint à la mairie de Castres, 10000 F.

David Alba-Lasource, 22 voix ; de Falguerolles, député, à Burlats, 20 voix ; 42 votants ; 50 inscrits.

1836, 12 décembre

Falguerolles, François 'Ernest' de

(Castres, 2 juillet-1786-Burlats, 7 septembre 1847). 10 000 F. Maire de

Burlats, député du Tarn 1830-1837 (28 octobre 1830 par le collège de département, puis par le collège de Castres). Déjà conseiller général 1831-1833 (11^e siège).

Ernest de Falguerolles, 24 voix ; David Alba-Lasource, 21 voix ; 45 votants ; 50 inscrits.

1845, 11 décembre

Falguerolles, François 'Ernest' de

Ernest de Falguerolles, 28 voix ; Alba-Lasource, maire de Lacrouzette, 22 voix ; Philippe Foulcher, 1 voix ; de Falguerolles, 1 voix ; 52 votants ; 59 inscrits.

1847, 12 octobre : élection partielle suite à décès

Foulcher, 'Pierre' Philippe

(5 novembre 1797). Avocat, notaire, juge de paix à Roquecourbe ; membre du conseil d'arrondissement ; 6000 F.

1^{er} tour : Pierre Foulcher, 19 voix ; E. Bourdil, 19 voix ; Alba-Lasource, maire de Lacrouzette, 15 voix ; 53 votants ; 58 inscrits.

2^e tour : Foulcher, 29 voix ; Bourdil, 22 voix ; Alba-Lasource, 4 voix ; 53 votants ; 58 inscrits.

Sous-préfet de Castres au préfet, 29 novembre 1847 : « M. Foulcher, au sujet duquel vous m'avez fait l'honneur de me demander des renseignements, faisait partie depuis longtemps du conseil d'arrondissement, quand les suffrages des électeurs du canton de Roquecourbe l'ont appelé à siéger au conseil général. Il est, depuis plus de 20 ans, juge de paix de ce canton. Comme homme privé et comme homme public, il jouit d'une haute considération. Il joint à beaucoup d'instruction un grand zèle pour ses fonctions et une intelligence remarquable des affaires. Ses opinions sont parfaitement arrêtées et hautement conservatrices. Afin de vous dépeindre, d'une manière complète, la position qu'il s'est faite, par sa sagesse et sa modération, dans la commune de Roquecourbe, où deux partis sont ouvertement en lutte, je ne crois pouvoir mieux faire que de vous rapporter un fait qui a eu lieu aux dernières élections municipales de cette commune. Les électeurs catholiques, qui forment la minorité, ayant la certitude que leurs candidats échoueraient, s'abstinrent de se présenter aux élections ; mais ils se rendirent tous au second tour du scrutin pour soutenir M. Foulcher, qui appartient au culte protestant, et leur concours seul le maintint au conseil municipal... » (ADT, 2 M 5/134).

1848, 27 août

Ouradou, Joseph

(2 novembre 1800). Notaire à Castres ; 2000 F.

Joseph Ouradou, 587 voix ; divers, 9 voix ; 600 votants ; 1500 inscrits.

1852, 1^{er} août

Ouradou, Joseph

Joseph Ouradou, 915 voix ; Alba-Lasource, avoué et maire de Lacrouzette, 19 voix ; Eugène Naudin, 1 voix ; 938 votants ; 1635 inscrits.

1858, 13 juin

Gary, Joseph Fortuné 'Isidore'

(Castres, 27 floréal an IX-Burlats, 28 août 1861). Fils de Louis Gary cadet, fabricant, et d'Anne Dons ou Dous. Époux de Jeanne Marie Célestine Vincens.

Manufacturier à Burlats, conseiller municipal puis adjoint à Castres, 20 000 F.

Isidore Gary, 734 voix ; Joseph Ouradou, 452 voix ; 1207 votants ; 1485 inscrits.

Protestation de MM. Batut, Viguier, Bertrac, Pillac, rejetée par le conseil de préfecture le 2 juillet 1858.

1861, 27 octobre : élection partielle suite à décès

Fourgassié-Vidal, 'Jean' Joseph Antoine Frédéric

(Castres, 7 avril 1809-Deveilles, commune de Saix, 3 octobre 1885). Banquier à Castres. Député 1849-1852 (élu aux élections générale du 13 mai 1849). 30 000 F. Maire de Castres en 1848, ancien du conseil presbytéral de Castres, ancien juge au tribunal de commerce de cette ville, ancien conseiller municipal de Castres.

Jean Fourgassié-Vidal, 845 voix ; docteur Émile Delmas, 447 voix ; 1296 exprimés ; 1552 inscrits.

Le docteur Delmas se pourvoit contre l'élection devant le conseil de préfecture qui le rejette le 30 novembre 1861, puis fait appel devant le Conseil d'État, qui l rejette également le 3 juillet 1862.

1863, 9 août : élection partielle suite à démission

Combes, 'Louis'

Louis Combes, 892 voix ; Émile Delmas, docteur en médecine, 403 voix ; voix perdues, 9 voix ; 1303 votants ; 1619 inscrits.

Protestations contre l'élection élevées par le docteur Delmas, rejetées par le conseil de préfecture le 4 septembre 1863

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Caractère énergique et d'une très grande loyauté. D'un grand dévouement envers le gouvernement et l'administration. Jouit d'une influence considérable, à Burlats surtout. Prête un concours utile à l'administration. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1867, 4 août

Combes, 'Louis'

Louis Combes, 1176 voix ; Aristide Barbaza, 119 voix ; divers, 41 voix ; 1336 votants ; 1721 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Chabbert

ingénieur

1871, 8 octobre

Combes, Louis (ci-dessus)

Louis Combes, 1045 voix ; 1122 votants ; 1711 inscrits.

1874, 4 octobre

Combes, Louis

Louis Combes, maire de Burlats, 854 voix ; Léon Fosse, de Roquecourbe, 450 voix ; voix perdues, 50 voix ; 1354 votants ; 1634 inscrits.

1874 : « Conservateur. Très net comme attitude. Esprit droit, sympathique à

l'administration ; très influent ; très bonne situation. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Combes, Louis

Louis Combes, député, 781 voix ; Albin Batigne, 586 voix ; divers, 45 voix ; 1425 votants ; 1683 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste ; bonne situation industrielle ; influence considérable dans son canton ; aptitude médiocre, peu actif ; caractère large et serviable, très aimé dans le pays. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août

Combes, Louis

Louis Combes, 702 voix, élu ; Batigne, 596 voix ; 1370 votants ; 1662 inscrits.

Sous-préfet de Castres au préfet, 2 juin 1887 : « ... c'est à la suite des revers de fortune qu'il a éprouvés et qui l'ont obligé à déposer son bilan que M. Combes a donné sa démission de conseiller général. On m'assure de plus que tout récemment le tribunal de commerce de Castres l'a déclaré en faillite. » (ADT, 2 M 5/134)

1887, 26 juin : élection partielle suite à démission

Batigne, Alphonse 'Albin'

(Montredon, 1^{er} février 1832-Roquecourbe, château de Cambon, 22 janvier 1908). Fils de Marcellin Batigne, propriétaire à Monsarrat, et de Clémentine Pinel ; veuf de Marie Victorine Louise Vaissière.

Propriétaire, maire de Roquecourbe (1874-1908). Républicain.

Albin Batigne, 849 voix ; Onezime de Guibert, avocat, adjoint au maire de Castres, 488 voix ; 1334 votants ; 1683 inscrits.

Préfet, 26 novembre 1886 : « M. Batigne, après avoir échoué deux fois contre M. Combes, vient de l'emporter contre le candidat réactionnaire à une très forte majorité. Il doit son succès à son influence

personnelle et au dévouement qu'il n'a cessé d'apporter aux intérêts du canton. Riche propriétaire, intelligent et capable, c'est une excellente acquisition pour le conseil général. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Batigne, Alphonse 'Albin'

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. M. Batigne a une belle situation de fortune, il jouit dans son canton d'une réelle influence. Dévoué à l'administration, il a avec elle de très bonnes relations. » (ADT, 2 M 5/21).

Albin Batigne, 1040 voix ; divers, 12 voix ; 1109 votants ; 1662 inscrits.

1898, 31 juillet

Batigne, Alphonse 'Albin'

Albin Batigne, 1044 voix ; divers, 12 voix ; 1075 votants ; 1626 inscrits.

1904, 31 juillet

Batigne, Alphonse 'Albin'

Albin Batigne, 964 voix ; divers, 35 voix ; 1034 votants ; 1713 inscrits.

1908, 12 avril : élection partielle suite à décès

Terrail, Joseph

(Burlats, 15 juin 1840). Fils de Pierre Terrail, propriétaire à Lafontasse, et de Marie Thouy.

Propriétaire à Lafontasse, ancien greffier de la justice de paix de Castres.

Joseph Terrail, 707 voix ; Xavier Reille, député, 630 voix ; 1354 votants ; 1683 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 avril 1908 : « M. Terrail a toujours passé jusqu'ici pour réactionnaire. En réalité son attitude politique n'a jamais été très définie. Il a fait campagne pour M. Reille aux élections législatives. Il a voté pour M. Vieu aux élections sénatoriales. Au fond, son attitude

était surtout déterminée par l'influence du milieu réactionnaire et clérical où il vivait. La lutte dont il est sorti victorieux le classe définitivement dans le parti républicain. La campagne violente menée contre lui par le clergé, les injures et les calomnies dont l'ont poursuivi les amis de M. Reille et M. Reille lui-même, enfin l'effort qu'a fait en sa faveur le parti républicain, donnent la certitude que, si l'on ne peut espérer de lui au conseil général une attitude républicaine militante, ses votes seront ceux des républicains de gauche. En dehors des considérations qui précèdent, il sera incité à une attitude républicaine chaque jour plus nette par son fils, greffier de la justice de paix à Castres, représentant du liquidateur des congrégations dissoutes. M. Terrail a une grande influence dans la commune de Burlats et dans le Sidobre. Il y a rendu beaucoup de services personnels et y est très estimé. Il est dans les meilleurs termes avec la sous-préfecture. » (ADT, 2 M 5/26).

1910, 24 juillet

Laur, Victor

(27 septembre 1871-pendant la guerre). Manufacturier, agent d'assurances, maire de Roquecourbe (1908-1940 au moins). Conservateur.

Joseph Terrail, conseiller sortant, 587 voix ; Victor Laur, maire de Roquecourbe, 826 voix ; 1428 votants ; 1708 inscrits.

1919, 14 décembre

Laur, Victor

Victor Laur, 930 voix ; divers, 32 voix ; 1060 votants ; 1570 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « M. Laur est un excellent administrateur, intelligent et habile. Sa situation est forte dans le canton de Roquecourbe grâce à l'appui du clergé. Il y a été réélu sans concurrent car le parti républicain y manque de chef et de direction. Modeste et intervenant peu au conseil général, M. Laur entretient des rapports très corrects avec l'administration. » (2 M 5/30).

1922, 14 mai**Laur, Victor**

Victor Laur, 1020 voix ; divers, 2 voix ; 1078 votants ; 1449 inscrits.

1928, 14 octobre**Laur, Victor**

Victor Laur, seul candidat, 969 voix ; 1040 votants ; 1353 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Par son activité, les services journaliers rendus à tous, son esprit large et bienveillant, M. Laur jouit d'une sympathie qui dépasse les limites de son canton. Aura toujours raison avec la plus grande aisance d'un concurrent quel s'il soit. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76)/

1934, 7 octobre**Laur, Victor**

Victor Laur, PDP, 797 voix ; Émile Imart, directeur d'école, rad. ind., 245 voix ; 1078 votants ; 1293 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « S'il s'agissait de camper une figure allégorique de la bienveillance, M. Laur pourrait servir de modèle. Il éveille à la fois, et tout naturellement, la sympathie et de la considération pour ses qualités indéniables de bon sens. » (ADT, 2 M 5/95).

**conseiller départemental
(nommé par arrêté du 14
décembre 1942)****Augier, Paul**

Maire de Burlats.

**1944-1945 : projets de
reconstitution du conseil général
provisoire**

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Laur Victor, URD, titulaire du poste, est

décédé. Il est remplacé par son fils M. Laur Fernand, assurances, URD, domicilié à Roquecourbe. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre**Siguier, 'Louis' Bazille**

(Montredon-Labessonnié, 18 février 1899). Bonnetier industriel. Adjoint au maire de Roquecourbe. Président de l'Association sportive roquecourbaine.

Louis Siguier, MRP, 1169 voix ; Pierre Gouzes, FN, 665 voix ; Fernand Calmel, SFIO, 188 voix ; Raoul Sabatet, com., 171 voix ; 2259 votants ; 2786 inscrits.

Préfet, 1945 : « Adjoint au maire de Roquecourbe, M. Siguier est un homme pondéré et serviable. Il occupe au sein de l'assemblée départementale une place effacée et son influence électorale ne dépasse pas le cadre de son canton où sa situation paraît solide. Il n'a eu aucune activité dans la Résistance. Il entretient de bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars**Siguier, Louis**

Louis Siguier, 1355 voix ; Jansou, 415 voix ; Mille Gantet, 197 voix ; Vaissière, 135 voix ; 2209 votants ; 2680 inscrits.

Préfet, février 1952 : « Industriel moyen, d'esprit réalisateur et social, M. Siguier appartient à la tendance de gauche du MRP. Plein de bon sens et de sérieux, il tient au conseil général une place honorable. » (ADT, 511 W 24).

1955, 17 avril**Laur, Fernand**

(Roquecourbe, 12 juillet 1906-24 septembre 1997). Marié, 2 enfants. Industriel, maire de Roquecourbe (1959-1989).

Président de la commission départementale, 1970-1976.

Fernand Laur, MRP, 1566 voix ; Georges Jansou, com., 384 voix ; Joseph Mercadier,

div. g., 236 voix ; 2281 votants ; 2849 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Industriel, fils d'un homme fort estimé qui fut également conseiller général de tendances conservatrices de ce canton, M. Laur se situe politiquement entre le MRP et les indépendants. Ayant l'expérience des affaires, actif et courtois, M. Laur devrait jouer un rôle important dans cette assemblée départementale, dont il n'est membre que depuis trois mois. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Laur, Fernand

Fernand Laur, MRP, 1618 voix ; Georges Jansou, com., 303 voix ; Joseph Mercadier, SFIO, 137 voix ; Victor Priou, ext. droite, 44 voix ; divers, 1 voix ; 2207 votants ; 2999 inscrits.

1967, 24 septembre

Laur, Fernand

Fernand Laur, div. mod., 1634 voix ; Georges Jansou, com., 386 voix ; Maurice Amalric, FGDS, 316 voix ; 2441 votants ; 3140 inscrits.

1973, 23 septembre

Laur, Fernand

Fernand Laur, DMA, 1605 voix ; Michel Bésoli, com., 596 voix ; 2357 votants ; 3307 inscrits.

1979, 18-25 mars

Carneau, Pierre

(Somain, Nord, 4 juin 1937-28 mars 2012). Médecin, adjoint (1977-1995) puis maire de Lacrouzette (1995-2008).

1^{er} tour : Pierre Carneau, RPR, 1547 voix ; F. Taberna, soc., 630 voix ; G. Bousquet, UDF-CDS, 638 voix ; P. Vergnes, com., 357 voix ; 3288 votants ; 3841 inscrits.

2^e tour : Carneau, 2041 voix ; Taberna, 1030 voix ; 3243 votants ; 3841 inscrits.

1985, 10 mars

Carneau, Pierre

Noël Legare, com., 189 voix ; Lucien Gaden, soc., 683 voix ; Pierre Carneau, RPR, 1931 voix ; Pascal Gannat, attaché parlementaire de Bernard Antony, FN, 386 voix ; 3419 votants ; 4234 inscrits.

1992, 22 mars

Carneau, Pierre

Élie Cros, com., 241 voix ; Jean-Marc Denier, FN, 508 voix ; Pierre Carneau, UPF, 1889 voix ; Valentin Uson, soc., 686 voix ; 3681 votants ; 4526 inscrits.

1998, 15 mars

Fabre, Jean-Marie

(Mont-Roc, 9 avril 1954). Pilote de chasse retraité. Maire de Burlats (1995-2012), président de la communauté de communes Sidobre-Val d'Agout (2001-). DVG.

Vice-président du conseil général, 2001-2014. Président du comité départemental de tourisme (2001-).

Élie Cros, com., 197 voix ; Jean-Marc Denier, FN, 360 voix ; Jean-Marie Fabre, maj. dép., 1832 voix ; Pierre Carneau, RPR, 1054 voix ; 3618 votants ; 4706 inscrits.

2004, 21 mars

Fabre, Jean-Marie

J.-M. Fabre, DVG, 2639 voix ; Éric Jalade, com., 221 voix ; Frédéric Chevalier, FN, 572 voix ; 4945 inscrits.

2011, 20 mars

Fabre, Jean-Marie

Remplaçant : Marie-Christine Marty (Castres, 20 juin 1962).

Éric Jalade, com., 275 voix ; Jean-Marie Fabre, DVG, 2002 voix ; Patrick Sais, FN, 560 voix ; 2938 votants ; 5202 inscrits.

Saint-Amans-Soult

Albine (commune créée aux dépends de Saint-Amans-Soult par la loi du 14 décembre 1909), Bout-du-Pont-de-Larn (commune créée aux dépends de Saint-Amans-Valtoret par la loi du 17 mars 1928), Labastide-Rouairoux, Lacabarède, Rouairoux, Saint-Amans-Labastide (devenu Saint-Amans-Soult en 1852), Saint-Amans-Valtoret, Sauveterre

1833, 20 novembre

Soult, Napoléon Hector, duc de Dalmatie

(Paris, 28 septembre 1802-Paris, 31 décembre 1857). Fils du maréchal Soult (-1852) et à ??? Berg. Épouse en ?? Jeanne Desprez, fille du général Desprez. Père de Louise, vicomtesse de Guitaut, et de Geneviève, qui épouse en 1860 le baron André Reille.

Ministre plénipotentiaire à Stockholm en 1831, à La Haye en 1832, en Sardaigne en 1839, à Turin en 1843, en Prusse en 1843. 50 000 F. Député du Tarn 1834-1848 (élu dans le Tarn (Castres, 1^{er} collègue) et l'Hérault le 21 juin 1834, 4 novembre 1837, 2 mars 1839, 9 juillet 1842 (puis le 24 décembre 1842, ayant été nommé ministre plénipotentiaire en Prusse, 1^{er} août 1846. Député de l'Hérault 1849. Il a été conseiller général de Saint-Amans-Soult de 1833 à 1848 et de 1852 à sa mort en 1857.

marquis de Dalmatie, 37 voix ; Jean Joseph Calvet, de Saint-Amans-Labastide, 1 voix ; 38 votants ; 50 inscrits.

1842, 21 décembre

Soult, Napoléon Hector, duc de Dalmatie

Soult, 20 voix ; Alexandre Lagarrigue, de Lacabarède, 1 voix ; Charles de Poumayrac

de Masredon, de Rouairoux, 4 voix ; 25 votants ; 50 inscrits.

1848, 27 août

Poumayrac de Masredon, Charles

(6 janvier 1803). Propriétaire, maire de Rouairoux, 20000 F.

Charles Poumayrac, 554 voix ; Alexandre Lagarrigue, de Lacabarède, 91 voix ; Benoît Mercier, de Labastide, 1 voix ; Auguste Denfert de Saint-Amans-Valtoret, 1 voix ; 598 votants ; 2870 inscrits.

1852, 1^{er} août

Soult, Napoléon Hector, duc de Dalmatie

Préfet, 5 août 1852 : « On le dit un peu légitimiste » (ADT, 2 M 5/4).

Soult, 1455 voix ; 1456 votants ; 2870 inscrits.

1858, 13 juin

Milhau, Marie 'Raymond' de

(29 septembre 1816). Licencié en droit de la faculté de Paris en 1840, attaché au ministère de la Guerre, attaché comme chef de section à la direction de l'Intérieur en Algérie, secrétaire du conseil du contentieux en Algérie en 1845, conseiller de direction à Constantine en 1847, rentré dans sa famille en juin 1848. Propriétaire au château de Saint-Amans-Valtoret 12 000 F.

Raymond de de Milhau, 1797 voix ; 1800 votants ; 2707 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « La famille de Milhau occupe une situation considérable dans le canton de Saint-Amans où elle est très estimée. M. Raimond

de Milhau, membre du conseil général est un esprit sage et conciliant. On lui attribue des tendances légitimistes mais dans aucune circonstance son attitude ne m'a permis de douter de son dévouement à l'Empire. Il est souvent absent de Saint-Amans ; son influence pourrait y être plus considérable. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1867, 4 août

Reille, 'René' Charles François, baron

(Paris, 4 février 1835-Paris, 21 novembre 1898). Fils de Charles, comte Reille, maréchal de France (1847) (mort en 1860 à 84 ans) et de Victoire Tréolle Masséna (décédée en 1867, fille d'André Masséna prince d'Essling, maréchal de France).

(Épouse en 1860 Geneviève Soult de Dalmatie, fille de Napoléon Soult de Dalmatie (fils du maréchal Soult) et de Jeanne Desprez (fille du général Desprez).

Père d'André Reille (1861-1898), Xavier Reille (1871-1944), Amédée Reille (1873-1944) et Marie Reille (1870-1891), épouse du marquis Ludovic de Solages.

Officier d'état-major, président des mines, fonderies et forges d'Alais, de la société des mines de Carmaux (1884-1898), président du comité des forges (1890-1898), membre du comité central des Houillères de France (1892-1898)

Sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur en 1877, conseiller général de Saint-Amans-Soult (1867-1870, 1871-1889) puis de Brassac (1896-1898), député 1869-1870 (élection du 24 mai 1869), puis de la 2^e circonscription de Castres 1876-1898 (élections des 20 février 1876, 14 octobre 1877, invalidé, réélu le 2 février 1879, 21 août 1881, 4 octobre 1885, 22 septembre 1889, 20 août 1893, 8 mai 1898, décédé en fonction).

Commandeur de la Légion d'honneur.

Gérard Barrès, « Le baron Reille : un Tarnais d'adoption », dans *Revue du Tarn*, n°190, été 2003, p. 211-256.

baron Reille, 2263 voix ; Jules Favre et Jules « Fabre » obtiennent 5 et 2 voix à Labastide-Rouairoux ; 2273 votants ; 2957 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Alquier

fabricant

1871, 8 octobre

Reille, 'René' Charles François, baron, (ci-dessus)

baron Reille, 1346 voix ; Xavier Amalric, conseiller d'arrondissement, 6 voix ; 1445 votants ; 2988 inscrits.

1874 : « Conservateur bonapartiste. Très intelligent ; influent ; très sympathique à l'administration. Occupe un des premiers rangs au conseil général. Très au courant des affaires du département. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Reille, 'René' Charles François, baron

Baron Reille, 1408 voix ; Benjamin Benoit, républicain, maire de Labastide-Rouairoux, 987 voix ; 2397 votants ; 2924 inscrits.

1883, 12 août

Reille, 'René' Charles François, baron

Baron Reille, 1522 voix ; Auguste Vabre, négociant et maire de Labastide-Rouairoux, 527 voix ; Fourniès, greffier de la justice de paix, 260 voix ; Xavier Amalric, maire de Saint-Amans-Soult, 1 voix ; 2316 votants ; 2822 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste ; fortune énorme ; influence considérable ; aptitudes remarquables ; caractère affable, relations agréables avec tous ; très souple et très insinuant. » (ADT, 2 M 5/19).

26 novembre 1886 : « Le baron Reille est le chef incontesté de l'opposition réactionnaire dans le département. Il doit à sa capacité et à ses relations affables une réelle influence au sein de l'assemblée départementale. Caractère très souple et très insinuant autant que dangereux. Ses rapports personnels avec l'administration

sont empreints de courtoisie. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Vabre, Auguste

Manufacturier, maire de Labastide-Rouairoux. Républicain modéré.

Industriel, maire de Labastide-Rouairoux (1904-1919). Radical

Auguste Vabre, 1292 voix ; baron René Reille, 1199 voix ; général Boulanger, 1 voix ; 2516 votants ; 2859 inscrits.

Protestation du baron Reille contre l'élection de son adversaire, rejetée par le Conseil d'État le 28 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. Vabre est un riche manufacturier, instruit, intelligent et très dévoué à ses administrés et au gouvernement. Caractère courtois et serviable. Influent, surtout dans sa commune. » (ADT, 2 ML 5/21).

1895, 28 juillet

Vabre, Auguste

Auguste Vabre, 1502 voix ; divers, 116 voix ; 1801 votants ; 2856 inscrits.

Démissionne le 19 mars 1901.

1901, 21 juillet

Galibert-Ferret, Gabriel

52 ans en 1901. Industriel à Mazamet.

Gabriel Galibert-Ferret, 1403 voix ; Fernand Mercier, industriel, 964 voix ; 2393 votants ; 2920 inscrits.

Préfet, 14 novembre 1901 : « La situation politique de M. Galibert-Ferret lui vient de sa grosse fortune et de l'usage qu'il en fait. Ses libéralités, son accueil toujours empressé à rendre service, sa bonté, l'ont rendu très populaire. Il a échoué à la députation il y a trois ans environ à une élection partielle ; mais il a de très grandes chances d'être élu en mai prochain. Il a été élu, pour la première fois conseiller général de Saint-Amans-Soult le 21 juillet dernier, avec une majorité qui n'avait jamais été

atteinte. Il est en excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Benoit, Élie

Industriel, maire de Labastide-Rouairoux (1904-1919). Radical

Élie Benoit, rad., 1661 voix ; divers, 7 voix ; 2030 votants ; 2937 inscrits.

1913, 3 août

Benoit, Élie

Élie Benoit, 1455 voix ; Paul Barrau, industriel, 710 voix ; 2212 votants ; 2888 inscrits.

1919, 14 décembre

Larivière, Charles Faure de

(24 avril 1854). Trésorier payeur général honoraire des Bouches-du-Rhône, agent général de la Caisse d'Épargne. Républicain de gauche.

Charles de Larivière, 1323 voix ; divers, 3 voix ; 1558 votants ; [le chiffre des inscrits manque dans le PV].

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 « A succédé à un radical socialiste qui ne se représentait pas. Républicain modéré mais sûr, très accueillant et serviable, M. de Larivière a su grouper autour de lui toutes les sympathies et le parti conservateur ne lui a pas opposé de concurrent. D'une valeur incontestable, se mettra sans doute en évidence au conseil général car il ambitionne certainement de jouer un rôle politique plus important. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/30)/

Préfet, 1922 : « M. de Larivière, protestant, excellent républicain, n'a pas joué au conseil général le rôle qu'on aurait pu attendre. Il n'a pour ainsi dire pas d'adversaires dans le canton, mais il n'y aurait rien d'étonnant à ce que dans trois ans, les éléments radicaux de Saint-Amans-Soult et des autres communes décident de présenter à sa place un autre candidat plus avancé. » (2 M 5/33).

1925, 19-26 juillet**Bourguet, 'Frédéric' Jean Auguste**

(Montpellier, 7 février 1889). Industriel, maire de Labastide-Rouairoux (1919-1947 (suspendu de 1941 à 1944), sénateur du Tarn en 1974. Chev. LH le 15 janvier 1940 à titre militaire ; officier le 2 avril 1953.

1^{er} tour : Charles de Larivière, républicain de gauche, 481 voix ; Auguste Delmas, industriel, radical socialiste, 655 voix ; Joseph Millhau, docteur en médecine, conservateur, 871 voix ; 2042 votants ; 2573 inscrits.

2^e tour : Frédéric Bourguet, rad. soc., 1117 voix, élu ; Milhau, 1084 voix ; de Larivière, 1 voix ; 2224 votants ; 2569 inscrits.

Sous-préfet de Castres, septembre 1925 : « En 1922, je faisais prévoir que M. de Larivière aurait comme adversaire en 1925 les éléments avancés du canton : c'est ce qui est arrivé et c'est ce qui a assuré l'élection de M. Bourguet, maire radical socialiste de Labastide-Rouairoux, lequel doit principalement son élection au parti socialiste et ouvrier de Labastide. Les électeurs ont fait un choix excellent. Grand industriel, membre de la chambre de commerce de Mazamet, très au courant des questions ouvrières et sociales, M. Bourguet est certainement appelé à jouer un rôle au conseil général. Tout semble indiquer également que les événements amèneront M. Bourguet à poser plus tard sa candidature à un siège législatif. » (ADT, 2 M 5/45).

1931, 18 octobre**Bourguet, Frédéric**

Frédéric Bourguet, 1635 voix ; divers, 3 voix ; 1898 votants ; 2526 inscrits.

Sous-préfet de Castres : « Industriel qui pourrait donner à son usine une envergure encore plus grande, M. Bourguet réunit de réelles qualités. Mais il est trop hésitant et ne sait pas s'affranchir de la tutelle trop intéressée d'éléments socialistes qui lui font commettre de graves erreurs. Il a essuyé déjà en octobre un cuisant échec à l'élection sénatoriale que la moindre perspicacité lui eût fait éviter. Et c'est fort

dommage car son avenir politique paraît compromis. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre**Bourguet, Frédéric**

Frédéric Bourguet, rad. soc., 1247 voix ; abbé Ludovic Bruyère, URD, 723 voix ; René Cramaussel, ouvrier du textile, PC, 76 voix. 2089 votants ; 2569 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « D'une correction parfaite, M. Bourguet doit, en outre, à une certaine rigidité d'allure et d'aspect, qu'expliquent peut-être en partie ses affinités confessionnelles, d'exciter l'intérêt de tous ceux qui entrent en rapports avec lui. Gros industriel, il sait se montrer altruiste, de même qu'en matière politique, son éclectisme est réel. C'est un homme, une physionomie attachante, qui inspire tout autre chose que de l'indifférence. Esprit distingué, les problèmes les plus variés sollicitent son attention : peut-être le choc des tendances, des sentiments et des idées entraîne-t-il chez lui une certaine indécision de caractère. » (ADT, 2 M 5/95).

**conseiller départemental
(nommé par arrêté du 14
décembre 1942)****Belot, Léon**

maire de Labastide-Rouairoux

**1944-1945 : projets de
reconstitution du conseil général
provisoire**

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Bourguet Frédéric, industriel, titulaire du siège, socialiste indépendant, ancien maire de Labastide-Rouairoux, révoqué par le gouvernement de Vichy et rétabli dans cette fonction à la Libération, actuellement président du comité départemental de Libération, doit être maintenu à son poste. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre**Bourguet, Frédéric**

Frédéric Bourguet, soc. ind., 1958 voix ;
Fernand Durand, SFIO, 1320 voix ; divers,
93 voix ; 3719 votants ; 5592 inscrits.

Préfet, 1945 : « Homme de devoir, intègre, fermement républicain, M. Bourguet est une des personnalités les plus marquantes du département, à laquelle ses fonctions de président du CDL ont donné une popularité et une considération particulières. Combattu dans son canton par le parti socialiste qui lui reprochait des sympathies avec le parti communiste, il a été écarté, sans toutefois faire acte de candidature, de la présidence du conseil général par une coalition socialiste-MRP. M. Bourguet est spécialisé dans les questions économiques. Durant l'occupation, il a adhéré au MUR et a été un des dirigeants les plus actifs de la Résistance dans le département du Tarn. Il entretient avec l'administration les rapports les plus courtois. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre**Bourguet, Frédéric**

Frédéric Bourguet, soc. ind., 1895 voix ;
Élie Ségué, tisserand à Labastide-
Rouairoux, com., 533 voix ; Louis
Bourdier, commerçant à Labastide-
Rouairoux, SFIO, 394 voix ; 3116 votants ;
5439 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « D'esprit alerte et clair, plein de finesse, chef avisé d'une importante industrie textile, M. Bourguet fut au surplus l'un des chefs de la Résistance. Courageux et désintéressé, il exerça comme président du CDL une autorité pleine de mesure et d'équité. La population lui en demeure reconnaissante et sa réélection au conseil général en 1951 alors qu'en voyage d'études en Amérique, il n'avait pu faire de campagne, en est le témoignage. Au conseil général, il s'attache plus particulièrement aux questions économiques et financières et rapporte avec autorité. pour l'heure, il préside la commission des Finances et la commission départementale. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20-27 avril**Bourguet, Frédéric**

1^{er} tour : Frédéric Bourguet, div. gauche,
1751 voix ; René Phalippou, union défense
intérêts cantonaux, 551 voix ; Léon Belot,
président de la FDSEA, ancien maire de
Labastide-Rouairoux, CNI, 1266 voix ;
Élie Ségui, com., 601 voix ; 4327 votants ;
5906 inscrits.

2^e tour : Bourguet, 2565 voix ; Phalippou,
859 voix ; divers, 41 voix ; 3845 votants ;
5906 inscrits.

1964, 8-15 mars**Bourguet, Frédéric**

1^{er} tour : Frédéric Bourguet, div. gauche,
1477 voix ; Jean Tinchant, action locale,
920 voix ; Élie Ségui, com., 612 voix ;
3112 votants ; 5769 inscrits.

2^e tour : Bourguet, 2390 voix ; Tinchant,
1287 voix.

Préfet, 1964 : « ... Propriétaire en
Camargue (vignobles)... S'il a les goûts
d'un aristocrates, M. Bourguet vit très près
du peuple et de ses ouvriers par générosité
de cœur » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars**Bourguet, Frédéric**

Frédéric Bourguet, soc. ind., 2270 voix ;
Élie Ségui, com., 946 voix ; 3991 votants ;
5703 inscrits.

1976, 7-14 mars**Cros, Irénée**

(Pont-de-L'Arn, 2 avril 1921-5 octobre
1995). Technicien textile, maire de
Labastide-Rouairoux (1971-1977).

Vice-président du conseil général, 1979-
1982, 1985-1988.

1^{er} tour : Irénée Cros, RDG, 1227 voix ;
Louis Limousy, REI, 1310 voix ; Michel
Tournier, soc., 1177 voix ; Jacques
Cauquil, com., 673 voix ; 4565 votants ;
5856 inscrits.

2^e tour : Cros, 2649 voix ; Limousy, 1647 voix ; 4586 votants ; 5855 inscrits.

Vice-président du conseil général.

1982, 14 mars

Cros, Irénée

Irénée Cros, RDG, 1932 voix ; Michel Tournier, soc., 1298 voix ; Jacques Cauquil, com., 615 voix ; 4229 votants ; 5714 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Appuyé par l'opposition, M. Cros, radical de gauche, est réélu sans surprise au premier tour de scrutin. Mais une partie de l'électorat de droite aura eu beaucoup de difficultés à suivre les consignes lancées en sa faveur, ce qui se traduit par un taux important de bulletins blancs et nuls (7 % environ des inscrits) et un résultat inférieur de 5 % environ à ce que pouvait escompter le sortant. Les candidats socialistes et communistes recueillent pour leur part les faveurs d'un électorat stable depuis 1976.

« Âgé de 61 ans, M. Irénée Cros conserve un seul mandat électif, celui de conseiller général. Élu maire de Labastide-Rouairoux en mars 1971, cet ancien chef de laboratoire textile est battu dans cette commune par une liste d'union de la gauche en février 1977 et représente désormais l'opposition malgré son étiquette RDG. Estimé de ses concitoyens pour son caractère affable, son influence est limitée au canton. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre

Cros, Irénée

1^{er} tour : Jacques Cauquil, directeur adjoint d'hôpital, maire de Labastide-Rouairoux, com., 516 voix ; Pierre Sénégas, rég., 124 voix ; Michel Tournier, DVG, 755 voix ; Irénée Cros, RDG, 932 voix ; Jean-Louis Delbosc, FN, 160 voix ; Léon Demanet, RPR, 987 voix ; 3561 votants ; 5704 inscrits.

2^e tour : Cros, 1805 voix ; Léon Demanet, 1446 voix ; 3542 votants ; 5704 inscrits.

1994, 20-27 mars

Rouanet, Marc

(Saint-Amans-Soult, 10 mars 1951). Forgeron à Saint-Amans-Soult. Conseiller municipal 1989-1995.

1^{er} tour : Jacques Cauquil, com., 616 voix ; Marc Rouanet, DVD, 1404 voix ; André Carayon, FN, 228 voix ; André Alquier, soc., 479 voix ; Gérard Bastide, vert, 199 voix ; Martine Cabané, MRG, 292 voix ; Michel Tournier, DVG, 725 voix ; André Carivenc, SE, 56 voix ; 4218 votants ; 5590 inscrits.

2^e tour : Rouanet, 2088 voix ; Tournier, 1897 voix ; 4373 votants ; 5588 inscrits.

2001, 11-18 mars

Vialelle, Daniel

(Revel, 23 novembre 1955). Contrôleur principal des travaux publics de l'Etat. Maire de Saint-Amans-Soult (2001-). DVG.

Vice-président du conseil général, 2004-2015. Président du Parc naturel régional du Haut-Languedoc (depuis 2008).

1^{er} tour : Jacques Cauquil, com., 415 voix ; Daniel Vialelle, DVG, 1329 voix ; Michel Tournier, DVG, 764 voix ; Éric Guilmin, DVD, 174 voix ; Marc Rouanet, 1067 voix ; Jean-François Lacombe, FN, 193 voix ; Jacques Gardiès, MNR, 70 voix ; 4213 votants ; 5392 inscrits.

2^e tour : Vialelle, 1970 voix ; Rouanet, 1448 voix ; 3612 votants ; 5391 inscrits.

2008, 9 mars

Vialelle, Daniel

Remplaçante : Arlette Asensio (20 mai 1956), à Labastide-Rouairoux.

Daniel Vialelle, DVG, 2646 voix ; Jacques Cauquil, com., 740 voix ; Éric Guilmin, DVD, 532 voix ; 4101 votants ; 5324 inscrits.

Saint-Paul-Cap-de-Joux

Cabanès, Damiatte, Fiac, Magrin, Massac-Séran, Prades, Pratviel, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Teyssode, Viterbe

1833, 20 novembre

Jauzion, Jean 'François'

(20 janvier 1769). Militaire, maire de Saint-Paul, 5000 F. Juge de paix, membre du bureau de bienfaisance, membre du conseil d'arrondissement.

1^{er} tour : François Jauzion, 20 voix ; Pélicier du Pont d'Assou, à Fiac, 14 voix ; 34 votants ; 53 inscrits.

2^e tour : Jauzion, 21 voix ; Pélicier, 13 voix ; 34 votants ; 53 inscrits.

1842, 18 décembre

Jauzion, Jean 'François'

François Jauzion, maire de Saint-Paul, conseiller sortant, 33 voix ; Pelissier, du Pont d'Assou, Fiac, 21 voix ; Raynaud, maire de Fiac, 1 voix ; voies perdues, 2 voix ; 57 votants ; 69 inscrits.

1848, 27 août

Clauzade-Mazieux, 'Charles' Arnaud Pierre

(28 juin 1798). Officier d'artillerie sorti de l'École polytechnique ; 12 000 F. Membre du conseil d'arrondissement.

Clausade, de Teyssode, 813 voix ; Victor Rodier du Pech, à Fiac, 546 voix ; Audoy de Lavaur, 5 voix ; Ducros, à Castres, 3 voix ; Guiraud, prêtre à Damiatte, 17 voix ; nuls, 9 voix ; 1393 votants ; 2020 inscrits.

1852, 1^{er} août

Clauzade-Mazieux, 'Charles' Arnaud Pierre

Charles Clauzade-Mazieux, 1187 voix ; divers, 13 voix ; 1202 votants ; 2213 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, 6 avril 1855 : « A Saint-Paul, la position de M. Clauzade-Mazieux est à peu près la même que celle de M. Abrial [voir Graulhet]. Il y a cependant pour lui une circonstance qui vient corroborer les appréciations du public sur le fond de ses pensées, c'est qu'en 1830 il s'est retiré du service où il était entré comme ancien élève de l'École polytechnique. M. Clauzade-Mazieux s'est toujours montré fort raisonnable. Il a un frère avec lequel il vit dans les meilleures relations et qui, vice-président du tribunal civil d'Auch, vient d'obtenir naguère de l'avancement auprès du même tribunal. Il me paraît difficile que l'on puisse appréhender de sa part même des tendances hostiles. Il est depuis longtemps membre du conseil général après avoir fait quelque temps partie du conseil d'arrondissement de Lavaur. Le gouvernement de Louis Philippe n'eut pas de candidat sérieux à lui opposer, ce qui donne une idée des faibles ressources que présentait ce canton... » (ADT, 2 M 5/6).

Le même, 7 avril : « Il est douteux que M. Abrial fasse ce que je lui demanderai. Je ne serais pourtant point surpris qu'il s'y décidât. Quant à M. Mazieux, l'entourage dans lequel il vit à Toulouse me porte à penser que son consentement est beaucoup moins probable. En cas de refus, j'aurai à vous proposer deux candidats que je crois très convenables qui, quoiqu'éloignés du pays, y ont des propriétés étendues et de l'influence. Ce serait pour Graulhet, M. Daguilhon-Pujol, président de chambre à la cour impériale de Toulouse ; et pour Saint-

Paul, M. le général Cœur, récemment promu. » (ADT, 2 M 5/6).

1855, 3 juin

Daguilhon-Pujol, 'Charles' Louis Raymond

(Lavaur, 21 février 1824-Massac-Séran, 1920). Fils de Pierre Jean Marie Gustave Daguilhon-Pujol, président de chambre à la cour de Toulouse, député, et de Ursule Aussaguel. Epouse Marie Victoire Laure Lafiteau (1828-1912).

Propriétaire à Massac. Attaché au ministère de la Justice, commissaire du gouvernement près le tribunal de Saint-Sever (Landes), substitut près le tribunal de Toulouse, procureur impérial à Foix lors de son élection en 1855, avocat général à Nîmes, procureur impérial à Bordeaux, procureur général à Pau, premier président de la cour d'appel de Pau. Président du conseil général de 1865 à 1870 et de 1871 à 1877. 10 000 F.

Charles Daguilhon-Pujol, 856 voix ; Charles Clauzade-Mazieux, 799 voix ; 1662 votants ; 2198 inscrits.
--

1864, 19 juin

Daguilhon-Pujol, 'Charles' Louis Raymond

Charles Daguilhon-Pujol, 1107 voix ; Roger de Laferrière, 483 voix ; voix perdues, 70 voix ; 1660 votants, 2138 inscrits.

Sous-préfet de Lavaur, 1864 : « Très intelligent, très instruit et d'un caractère remarquable par l'union de la fermeté à la bienveillance. Très dévoué à l'Empire » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Jauzion, Théodore

1871, 8-16 octobre

Daguilhon-Pujol, Charles (ci-dessus)

1 ^{er} tour : Théodore Jauzion, 236 voix ; Ligan-Lassalle, 580 voix ; Charles Daguilhon-Pujol, 657 voix ; Roger de Laferrière, 112 voix ; 1713 votants ; 2166 inscrits.
--

2 ^e tour : Daguilhon-Pujol, 983 voix, élu ; Ligan-Lasalle, 788 voix ; 1799 votants, 2164 inscrits
--

1874, 4 octobre

Daguilhon-Pujol, Charles

Charles Daguilhon-Pujol, 1199 voix, 1303 votants, 2050 inscrits.
--

Sous-préfet de Lavaur, 30 septembre 1874 : « M. le premier président Daguilhon-Pujol, candidat sortant, dont l'élection avait été si vivement disputée en 1871, n'aura pas de concurrent. Sa situation un instant ébranlée par suite d'événements malheureux a repris son légitime empire dans le canton, aussi personne n'ose lutter contre lui, certain d'avance d'une défaite. M. Daguilhon-Pujol est un des plus fermes soutiens du parti conservateur dans le département. Il n'a publié aucune circulaire ni profession de foi. » (ADT, 2 M 5/136).

1874 : « Conservateur. D'une grande intelligence et d'un mérite incontesté, même par un adversaire. Président du conseil général. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août

Daguilhon-Pujol, Charles

Charles Daguilhon-Pujol, 899 voix ; Compayré, 675 voix ; 1692 votants ; 2057 inscrits.
--

Protestation contre l'élection, rejetée par le Conseil d'État le 20 décembre 1880.
--

Préfet, 31 octobre 1883 : « Bonapartiste, mauvaise situation politique ; perd tous les jours son influence, ne serait pas réélu aujourd'hui ; capable et laborieux ; n'a aucun rapport avec l'administration ; courtois. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août

Daguilhon-Pujol, Charles

Charles Daguilhon-Pujol, 988 voix ; Compayré, 948 voix ; 1957 votants ; 2150 inscrits.

Élection annulée par arrêt du Conseil d'État du 6 avril 1887.

Sous-préfet de Lavour au préfet, 23 novembre 1886 : « ... Je n'en finirai point si je voulais y ajouter toutes les raisons morales qui me paraissent militer en faveur de la nullité des opérations incriminées. Qu'il me suffise de dire, tout en exprimant la douleur que je ressens de cet aveu, que les partis hostiles de mon arrondissement me semblent entrer dans la voie déplorable que le tribunal de Lavour vient de flétrir [jugement du 11 septembre 1886 condamnant deux corrupteurs et un corrompu] ; la conscience humaine est trop souvent cotée par nos adversaires au poids de l'argent, et à défaut d'opinions sérieuses et de principes engagés, la tendance s'accroît tous les jours qui consiste à mettre à la place de la libre discussion les rayons bien garnis du coffre-fort et la bourse des agents électoraux. Eh bien, il importe au plus haut point pour l'avenir de la République, de réagir contre une semblable dépravation. Aussi forte que soit notre démocratie, il est, hélas ! vrai de dire que le cœur est bon mais la chair est faible ; fermer les yeux et se contenter de mettre à son actif le bon droit et la probité est encore un danger dans les trois quarts du territoire. Le canton de Saint-Paul, exclusivement agricole, est particulièrement sensible aux promesses lucratives ; il faut donc que les esprits portés au bien soient rassurés en face de cette scandaleuse exploitation du suffrage et que les mauvais citoyens - ceux qui achètent et ceux qui se vendent - sachent bien que la conscience de la France républicaine est à l'abri de leurs atteintes, parce qu'elle a à son service une haute magistrature qui sait la défendre et la venger lorsque les méchants essayent de la tromper et de la corrompre. » (ADT, 2 M 5/136).

Préfet, 26 novembre 1886 : « Bonapartiste. Situation très menacée dans son canton. Très intelligent. Connaît bien les affaires et est presque toujours le porte-parole de ses collègues. Situation politique départementale importante. Très courtois. Relations faciles. » (ADT, 2 M 5/20).

1887, 8 mai : élection partielle suite à annulation

Compayré, Elie 'Émile' Elisabeth

(Albi, 21 mars 1851-Labastide-Saint-Georges, Gachepel, 7 novembre 1922). Fils de Clément Compayré, chef de division à la préfecture, et de Sophie Amélie Prat. Frère de Gabriel Compayré (voir canton de Lavour). Epoux de Gabrielle de Girard.

Avocat, juge suppléant au tribunal de Lavour (en 1886) maire de Teyssode (1878-1908), député de Lavour 1893-1906 (20 août 1893, 8 mai 1898, 1902, battu en 1906).

Émile Compayré, 1003, élu ; Charles Daguilhon-Pujol, 946 voix ; voix perdues, 26 voix ; 1975 votants ; 2158 inscrits.

Recours de Charles Daguilhon-Pujol contre l'élection rejeté par le Conseil d'État le 23 décembre 1887.

Sous-préfet de Lavour au préfet, 13 juillet 1887 : « Je crois devoir vous faire connaître qu'aucun des faits mis en avant par le candidat malheureux ne saurait être prouvé, et que M. Daguilhon-Pujol, pressé par ses amis, n'a protesté que pour la forme. Il reconnaît qu'il a été bel et bien vaincu et à une majorité qu'il était loin de soupçonner ; il ne se gêne pas, enfin, pour déclarer qu'il faut, par ces temps malheureux, savoir prendre son parti de l'ingratitude des électeurs. » (ADT, 2 M 5/136)

Préfet, 26 novembre 1886 : « Caractère froid, esprit positif, M. Compayré a dans le canton de Saint-Paul une situation personnelle très considérable, qu'il doit aux services qu'il a rendus, à sa générosité proverbiale et à sa connaissance parfaite du tempérament des paysans de cette région agricole. Très tenace et très actif. Excellente recrue pour le parti républicain. » (ADT, 2 M 5/20).

1892, 31 juillet

Compayré, Elie 'Émile' Elisabeth

Émile Compayré, 1000 voix ; Alphonse de Rivals-Mazères, maire de Fiac, 817 voix ; divers, 24 voix ; 1872 votants ; 2065 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « A Gachepel, commune de Labastide-Saint-Georges. Républicain radical. M. Émile Compayré possède une grande influence dans le canton de Saint-Paul, et surtout auprès des paysans pour lesquels il s'est toujours montré on ne peut plus serviable. Très dévoué dans toutes les occasions où il a à payer de sa personne. Situation politique qu'il doit aux services rendus et à son infatigable activité. Réélu conseiller général à une belle majorité après une lutte des plus acharnés. Relations bonnes avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

[Lette du sous-préfet de Lavour pour dénoncer Rouanet, adjoint à Fiac qui fait de la propagande pour de Rivals, maire de Fiac, alors que le fils Rouanet est instituteur public à Albi : le sous-préfet demande au préfet, à la demande du parti républicain de Saint-Paul, de convoquer le fils pour lui faire comprendre que son père doit se calmer.] (ADT, 2 M5/21).

Préfet : 11 janvier 1896 : « Par les services rendus par lui et sa famille, a acquis une popularité parmi les ouvriers et les paysans. malgré son étiquette socialiste, situation politique mal définie. Rôle passif au conseil général. Rapports intermittents avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet

Compayré, Elie 'Émile' Elisabeth

Emile Compayré, 728 voix ; divers, 20 voix ; 823 votants ; 2059 inscrits.

1904, 31 juillet

Loupiac, Paul

(11 août 1868-1937). Propriétaire et industriel, maire de Damiatte (1902-avant avril 1937). Républicain de gauche.

Paul Loupiac, 980 voix ; Émile Compayré, député, 665 voix ; Desplas, maire de Saint-Paul-Cap-de-Joux, 39 voix, divers, 6 voix ; 1713 votants ; 2033 inscrits.

Sous-préfet de Lavour, 1920 : « A la tête d'une industrie florissante, plein d'activité et d'initiative, M. Loupiac possède dans le canton où il compte de nombreuses sympathies personnelles, une très bonne

situation politique. Très bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/30).

Le préfet rajoute : « ? grand zèle à toutes les missions administratives qui lui sont confiées, s'occupant d'une façon très ? à remplir son mandat de conseiller général, M. Loupiac joue un rôle de premier plan à l'assemblée départementale. Il est très populaire et très aimé de ses collègues. Très ambitieux, il aspire à être envoyé un jour au parlement par les électeurs du Tarn, mais il a eu jusqu'à présent la sagesse de se réserver et n'a pas encore fait acte de candidature. »

1910, 24 juillet

Loupiac, Paul

Paul Loupiac, 839 voix ; Émile Compayré, 785 voix ; divers, 10 voix ; 1682 votants ; 1983 inscrits.

Recours d'Émile Compayré contre l'élection, rejetée par le Conseil d'Etat le 28 novembre 1910.

1919, 14 décembre

Loupiac, Paul

Paul Loupiac, 1034 voix ; Joseph Fournier, ex instituteur, conseiller d'arrondissement sortant, 85 voix ; Jacques Desplas, maire de Saint-Paul-Cap-de-Joux, 11 voix ; divers, 12 voix ; 1259 votants ; 1730 inscrits.

1922, 14 mai

Loupiac, Paul

Paul Loupiac, 1051 voix ; Jacques Desplats, maire de Saint-Paul-Cap-de-Joux, 396 voix ; divers, 6 voix ; 1506 votants ; 1720 inscrits.

1928, 14 octobre

Compayré, Emery

(Lavour, 23 novembre 1877-Labastide-Saint-Georges, 24 mars 1951). Fils d'Élie Émile Elisabeth Compayré, propriétaire à Lavour, (qui précède) et de Gabrielle de Girard. Épouse le 23 novembre 1899 à Paris (16^e) Marie Aline Josselin.

Propriétaire à Teyssode,

Maire de Teyssode (1904-1908). Député de Lavaur 1932-1940, radical. Battu aux cantonales en 1945.

Emery Compayré, 1055 voix ; Paul Loupiac, conseiller sortant, 438 voix 1516 votants ; 1678 inscrits.

Préfet, 20 novembre 1928 : « Fils d'un ancien député républicain de Lavaur, semble devoir sa brillante élection contre M. Loupiac, sortant, tant à ce fait et à sa situation de médecin, qu'à l'animosité de M. François Morel contre M. Loupiac qui fit mettre en œuvre contre celui-ci les moyens les plus divers et les arguments les plus passionnés. De ce fait, M. Compayré vivra dans le sillage du conseiller général de Graulhet. Il ne jouera qu'un rôle effacé au sein de l'assemblée départementale. N'a pas eu jusqu'à ce jour de rapports avec mon administration. » (ADT, 2 M 5/62).

Sous-préfet de Castres, 1931 : « D'un abord très accueillant, bénéficiant des services rendus par son père qui s'était ruiné par une bonté excessive et mal comprise, M. Compayré est imbattable dans son canton. Serait un excellent candidat à la députation s'il y consentait et pourrait ainsi dissiper des ambitions toujours prêtes et vouant le parti républicain à un nouvel échec. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Compayré, Emery

Emery Compayré, rad. soc., 1260 voix ; divers, 11 voix ; 1386 votants ; 1615 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Raynaud, Augustin

Maire de Damiatte.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire du poste, le docteur Compayré Emery, radical socialiste, ancien député, a voté le 10 juillet 1940 la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain et pourrait être déchu, mais il faut tenir compte de son âge, de la notoriété dont il jouit et des services qu'il a pu rendre aux résistants pendant l'Occupation, en qualité de maire élu et maintenu de Labastide-Saint-Georges, et qui lui ont valu une dénonciation au préfet. Je propose donc son maintien au siège de conseiller général de ce canton [la première proposition du préfet, envoyée au ministre le 23 janvier 1945, l'excluait]. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Boudet, 'Roger' Noël

(Puylaurens, 16 décembre 1907-Laboulbène, 19 octobre 1978). Fils de François Boudet, cultivateur au Pradel, et de Joséphine Laurens. Frère jumeau de Yvonne Noëlie Boudet.

Agriculteur, maire de Prades (1945-1953).

1^{er} tour : Roger Boudet, SFIO, 718 voix ; Emery Compayré, rad. soc., 991 voix ; Paul Malet, 344 voix ; Roger Langlois, MRP, 242 voix ; 2422 votants ; 3279 inscrits.

2^e tour : Boudet, 1262 voix ; Compayré, 1236 voix ; 2625 votants ; 3280 inscrits.

1949, 20 mars

Boudet, Roger

Roger Boudet, 1245 voix ; Fabriès, 539 voix ; de Saint-Salvy, 422 voix ; Daniel, 150 voix ; 2443 votants ; 3175 inscrits.

Préfet, 1945 : « Maire d'une petite commune rurale, M. Boudet occupe une place effacée au sein du conseil général où il a remplacé M. le docteur Compayré, ancien député, radical socialiste. Sa position électorale ne paraît pas très forte. Il n'a pas pris une part active à la

Résistance. Il entretient avec l'administration d'excellentes relations.» (ADT, 511 W 24).

Préfet, février 1952 : « Sympathique, sans beaucoup d'influence. » (ADT, 511 W 24).

1955, 17 avril

Raynaud, Georges

(Damiatte, 25 novembre 1912-19 novembre 1998). Marié, 2 enfants. Exploitant forestier à Damiatte. Maire de Damiatte (1947-1977).

Georges Raynaud, RGR, 1558 voix ; Noël Bernou, com., 346 voix ; Arnaud de Mazieux, mod., 314 voix ; divers, 2 voix ; 2303 votants ; 3074 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Radical socialiste d'origine, on peut répéter, pour ce qui le concerne, que l'habileté manœuvrière de M. Verdeille et du parti socialiste SFIO l'ont rallié au groupe socialiste du conseil général. Il est difficile de préciser l'ampleur [sic.] qu'il jouera dans l'assemblée et qui devrait être honorable. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Raynaud, Georges

Georges Raynaud, centre gauche, 1621 voix ; François Bezio, com., 415 voix ; 2143 votants ; 3036 inscrits.

Préfet, 1964 : « Sans être personnellement très marqué par ses sentiments politiques, M. Raynaud soutient franchement la minorité socialiste. Son désintéressement le rend sympathique à tous. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Raynaud, Georges

Georges Raynaud, DVG, 1539 voix ; Georges Médale, com., 401 voix ; 2024 votants ; 2812 inscrits.

1973, 23 septembre

Raynaud, Georges

Georges Raynaud, DVG, 1172 voix ; Christian Tournier, infirmier à l'hôpital de Lavaur, soc., 335 voix ; Gérard Virazels, com., 224 voix ; 1799 votants ; 2680 inscrits.

1979, 18-25 mars

Algans, Michel

(Puylaurens, 3 janvier 1943). Directeur d'école. PS.

Conseiller municipal de Saint-Paul-Cap-de-Joux. Vice-président du conseil général 1982-1985, 1995-2004.

1^{er} tour : Michel Algans, soc., 820 voix ; B. Racaud, DMF, 565 voix ; G. Maury, DVG, 515 voix ; C. Odetti, com., 272 voix ; 2223 votants ; 2763 inscrits.

2^e tour : Algans, 1266 voix ; Racaud, 862 voix ; 2226 votants ; 2763 inscrits.

1985, 10-17 mars

Algans, Michel

1^{er} tour : Michel Lafleur, com., 133 voix ; Michel Algans, soc., 1097 voix ; Gilbert Learte, DVD, 780 voix ; Bernard Pezet, 221 voix ; 2312 votants ; 2842 inscrits.

2^e tour : Algans, 1224 voix ; Learte, 1013 voix ; 2305 votants ; 2840 inscrits.

1992, 22-29 mars

Algans, Michel

1^{er} tour : Michel Lafleur, com., 106 voix ; Pierre Carreau-Gashereau, FN, 203 voix ; Jean-Paul Vidal, UPF, 661 voix ; Daniel Rifa, occ., 76 voix ; Michel Algans, soc., 1028 voix ; Christian Emaillé, verts, 152 voix ; 2340 votants ; 2833 inscrits.

2^e tour : Vidal, 915 voix ; Algans, 1172 voix ; 2203 votants ; 2833 inscrits.

1998, 15-22 mars

Algans, Michel

1^{er} tour : Claudine Fraissin, com., 185 voix ; Zara, FN, 222 voix ; Michel Algans, soc., 996 voix ; Bernadette Cols, CNI, 506

voix ; Rossetto, SE, 200 voix ; 2224 votants ; 2955 inscrits.

2^e tour : Algans, 1240 voix ; 1287 votants ; 1951 inscrits.

2004, 21-28 mars

Vandendriessche, Laurent

(Villefranche-sur-Saone, Rhône, 12 octobre 1948). Cadre de la Poste. Conseiller municipal (2001-2008) puis maire de Saint-Paul-Cap-de-Joux (depuis 2008). PS.

1^{er} tour : Laurent Vandendriessche, soc., 849 voix ; Claudine Frassin, com., 164 voix ; Christian Taussac, FN, 171 voix ; Martine Delmas, DVD, 837 voix ; Marc

Caretta, DVG, 112 voix ; Daniel Rifa, reg., 149 voix ; 2388 votants ; 3124 inscrits.

2^e tour : Vandendriessche, 1191 voix ; Delmas, 1175 voix ; 2492 votants ; 3124 inscrits.

2011, 20 mars

Vandendriessche, Laurent

Remplaçante : Frédérique Pelfort (Lavaur, 12 mars 1970), à Viterbe.

Laurent Vandendriessche, soc., 1020 voix ; Claudine Frassin, com., 92 voix ; Bernard Cottaz-Cordier, PDG, 160 voix ; Jean Thomas, rég., 165 voix ; Nicole Rainville, FN, 331 voix ; 1877 votants ; 3388 inscrits.

Salvagnac

Voir Lisle de 1833 à 1848

Beauvais, Montdurausse, Montgaillard, Montvalen, Saint-Urcisse, Salvagnac, La Sauzière-Saint-Jean, Tauriac

1848, 27 août

Imbert de Corneilhan, 'Charles' Louis Elisabeth

(1^{er} septembre 1811). Propriétaire à Saint-Urcisse, 10 000 F.

Charles de Corneilhan, 880 voix ; Rigal, médecin à Gaillac, 288 voix ; blancs ou nuls, 3 voix ; 1168 votants ; 1590 inscrits.

1852, 1^{er} août

Murat, Jean Gabriel 'Sylvain'

(3 juillet 1803). Notaire, maire de Salvagnac. 5000 F.

Murat, 1097 voix ; 1101 votants ; 1909 inscrits.

1855, 3 juin

Murat, Jean Gabriel 'Sylvain'

Murat, 843 voix ; Fossé, conseiller à la cour de Toulouse, 528 voix ; Caminade aîné, 1 voix ; 1373 votants ; 1873 inscrits.

Recours devant le conseil de préfecture, qui annule l'élection le 22 juin 1855 ; appel contre cet arrêté devant le Conseil d'État qui l'annule et valide l'élection par décret du 7 février 1856.

1864, 19 juin

Murat, Jean Gabriel 'Sylvain'

Murat, 1149 voix ; Martin de Viviès, 576 voix ; 1725 votants ; 1909 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac au préfet, 21 juin 1864 : « J'ai eu l'honneur de vous informer du résultat général des élections des 18 et 19 juin courant dans mon arrondissement, il me reste à vous entretenir de quelques incidents particuliers à l'élection du canton de Salvagnac. Dans la vivacité de la lutte, M. de Viviès n'a pas toujours montré l

franchise et la droiture qu'on était en droit d'attendre de lui ; il a cherché à exploiter à son profit la lettre que vous lui avez fait l'honneur de lui écrire et que vous avez bien voulu me communiquer. Il donnait lecture du passage de cette lettre dans lequel vous exprimez, en termes polis, votre regret de la production tardive de sa candidature, mais il passait sous silence celui où vous l'engagez à retirer ou plutôt à ne pas poser cette candidature et où vous lui déclarez qu'il ne vous est plus possible de garder la neutralité. Enfin par ses demi-mot, par ses réticences et en dénaturant le sens général de votre lettre dont il n'a jamais cité que des lambeaux mutilés, il donnait clairement à entendre qu'il était combattu par le sous-préfet, mais que le préfet le verrait sans peine arriver au conseil général.

« Le courtier électoral le plus actif de M. de Viviès a été un nommé Vergnes, nommé juge de paix en 1848 et révoqué de ses fonctions au rétablissement de l'ordre. Le clergé paraît avoir épousé chaudement la cause de M. de Viviès, dans un conciliabule de prêtres qui s'est tenu, au commencement de la semaine dernière, à Beauvais, on aurait résolu de soutenir cette candidature. Seul, le curé de Mondurasse aurait refusé de s'associer à cette manœuvre que l'on ne saurait s'empêcher de considérer comme un acte d'hostilité systématique, car M. Murat, profondément religieux lui-même, ne pouvait avoir, aux yeux du clergé, d'autre tort que celui d'être le candidat de l'administration.

« M. Gay, maire de Saint-Urcisse, a complètement méconnu ses devoirs. Non content de patronner, de tout son pouvoir, M. de Viviès dans sa commune, il l'a accompagné ainsi que son adjoint à la foire de Monclar (Tarn-et-Garonne), l'a mis en rapport avec les électeurs influents du canton de Salvagnac, a manifesté hautement son indifférence pour le mécontentement qu'une pareille attitude devait naturellement faire éprouver à l'administration et n'a pas craint de donner un exemple qui, s'il eût été suivi, aurait pu avoir les conséquences les plus fâcheuses. Il importe dans l'intérêt de l'avenir que la conduite du maire de Saint-Urcisse ne demeure pas impunie, ses collègues sont les premiers à réclamer une mesure que son manque de foi à l'égard de l'administration justifie suffisamment. Il y aurait, à mon

avis, différents moyens de l'atteindre : le premier, le plus efficace, celui qui produirait l'exemple le plus salubre, consisterait à le suspendre immédiatement de ses fonctions et à provoquer sa révocation. Je pourrai, si ce moyen vous paraît trop vif, l'appeler dans mon cabinet, provoquer de sa part des explications décisives et obtenir de lui une démission qu'il ne devrait ni n'oserait probablement me refuser. Enfin, et je vous avoue que je ne me résignerais à ce dernier parti que dans le cas où vous ne jugeriez pas convenable d'adopter l'une des deux autres, nous pourrions attendre jusqu'au renouvellement des pouvoirs des maires et adjoints et confier alors à des mains plus dévouées les fonctions dont M. Gay s'est montré indigne. » (ADT, 2 M 5/137).

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Ancien légitimiste ; se rapproche de plus en plus du gouvernement impérial. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Marty

[probablement Louis Marty, maire de Montgaillard]

1871, 8 octobre

Murat, Jean Gabriel 'Sylvain' (ci-dessus)

1^{er} tour : Sylvain Murat, 938 voix ; Henri de Viviès, maire de Saint-Urcisse, 486 voix ; 1429 votants ; 1924 inscrits.

1874, 4 octobre

Murat, Jean Gabriel 'Sylvain'

Sylvain Murat, 1212 voix ; voix perdues, 33 voix ; 1245 votants ; 1909 inscrits.

1874 : « Conservateur. A une grande influence dans son canton ; très dévoué. Maire depuis longues années. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août**Doat, Victor**

propriétaire à Albi

Victor Doat, propriétaire, 869 voix ; Henri de Viviès, maire de Saint-Urcisse, 611 voix ; Louis Marty, maire de Montgaillard, 61 voix ; 1555 votants ; 1830 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; bonne situation ; influence peu considérable ; instruit, mais d'un concours très restreint ; rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er}-8 août**Viviès, Marie Auguste Charles 'henri' de Martin de**

(Viviers-les-Montagnes-Saint-Urcisse, 31 janvier 1890 à 58 ans). Fils de Joseph de Martin de Viviès et de Alodie Eugénie Adélaïde Imbert de Corneillan. Epoux de Pauline Alphonsine de Durand de Sénégas.

Officier de marine. Maire de Saint-Urcisse. Royaliste.

1^{er} tour : Henri de Viviès, 772 voix ; Victor Doat, propriétaire, conseiller sortant, 763 voix ; 1612 votants ; 1840 inscrits.

2^e tour : de Viviès, 849 voix ; Laville, 809 voix ; Gary, 1 voix ; 1665 votants ; 1840 inscrits.

Protestation contre l'élection devant le Conseil d'État de Ludovic Laville, dont celui-ci se désiste.

Déjà candidat plusieurs fois, il écrit au préfet le 11 juin 1864 pour lui annoncer sa candidature : « ... Lors de la réunion du conseil de révision, je ne voulus pas abuser de vos précieux moments pour vous entretenir de ma position dans le pays ; mais je crois dans cette circonstance devoir vous dire en deux mots d'où me viennent les marques de sympathies qui, quoique bien nouveau dans le pays (j'ai quitté le service après la campagne d'Italie), je reçois d'une partie des habitants. Je suis le petit-fils, et en quelque sorte le seul représentant dans le pays, de M. de Corneilhan ; vous connaissez assez le pays pour savoir l'estime générale dont il jouissait et les regrets qu'il a laissés. Eh

bien ! ou voudrait me voir occuper au conseil général la place de mon pauvre oncle Charles de Corneilhan, dont la mort prématurée a été aussi vivement sentie dans le canton que dans le cœur de ses amis... » (ADT, 2 M 5/137).

Préfet, 26 novembre 1886 : « Encore peu au courant des affaires administratives, mais fort intelligent et cherchera bientôt à jouer un rôle militant et hostile, rôle qui s'harmonisera avec son caractère absolu. Apporte dans ses rapports la raideur de son ancienne fonction d'officier de marine. Peu de rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/20).

1890, 2 mars : élection partielle suite à décès**Laville, 'Ludovic' André Jules**

(Gaillac, 18 novembre 1854-Gaillac, boulevard Gambetta, 12 décembre 1922). Fils de Jules César Laville et de Marie Françoise Gary. Époux de Marie Jeanne Marty.

Négociant en vins à Gaillac, maire de Rivières. Républicain de gauche. Il est désigné à Lasclottes comme « gendre Marty de la Roquette » lors des élections de 1886

Ludovic Laville, rép. modéré, 908 voix ; Honoré Taillefer, rép. radical, 57 voix ; Clément Gary, royaliste, 563 voix ; 1527 votants ; 1798 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac au préfet, 2 février 1890 : « Par suite du décès de M. de Viviès, survenu le vendredi 31 janvier dernier, le siège du conseiller général pour le canton de Salvagnac est vacant. Je viens d'avoir un entretien avec M. Ludovic Laville, candidat républicain et ancien concurrent de M. de Viviès, qui me charge de vous faire connaître qu'il y a lieu de provoquer le plus tôt possible le décret pour convoquer les électeurs et fixer les élections au 2 mars prochain. Il est probable que la réaction présentera un candidat, qui paraît devoir être M. Gary, actuellement conseiller d'arrondissement du canton. M. Laville craint que les républicains radicaux ne mettent en avant M. Gouzi, ancien officier d'artillerie, et dans ce cas il aurait à soutenir une double lutte. Il convient donc de presser la fixation

de la date des élections, pour empêcher les radicaux de pouvoir s'occuper sérieusement de la candidature Gouzi à Salvagnac, leur attention devant se porter, le 2 mars, spécialement sur les élections complémentaires à Gaillac, pour compléter le conseil municipal. » (ADT, 2 M 5/137).

1892, 31 juillet

Laville, 'Ludovic' André Jules

Ludovic Laville, 1167 voix ; Joseph de Viviès, maire de Saint-Urcisse, 46 voix ; Léon Quercy, propriétaire à Salvagnac, 22 voix ; Clément Gary, expert géomètre à Salvagnac, 54 voix ; divers, 31 voix ; 1456 votants ; 1843 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. Très bons rapports avec l'administration. très belle situation de fortune. Beaucoup d'influence dans son canton. Caractère emporté, mais bon au fond. Très exigeant. » (ADT 2M 5/21).

Préfet, 11 janvier 1896 : « Grand propriétaire, s'occupe aussi du commerce en gros des vins et des denrées agricoles. Très actif, très serviable, caractère affable et ouvert, parlant beaucoup, il a des relations et des influences dans l'arrondissement et une excellente situation dans son canton. Très dévoué à M. Dupuy-Dutemps, populaire. Sans situation au conseil général. Bons rapports avec le sous-préfet. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet

Laville, 'Ludovic' André Jules

Ludovic Laville, 1047 voix ; 1165 votants ; 1821 inscrits.

Préfet, 1901 : « Influence très grande dans son canton. Nombreuses relations d'amitié et d'affaires dans l'arrondissement qui lui serviraient grandement s'il se présentait à la députation. A formellement promis de soutenir la candidature de M. Gouzy aux prochaines élections. Instruction modeste mais n'est pas dépourvu d'intelligence. Relations très bonnes avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Laville, 'Ludovic' André Jules

Ludovic Laville, 892 voix ; divers, 27 voix ; 987 votants ; 1696 inscrits.

1910, 24 juillet

Laville, 'Ludovic' André Jules

Ludovic Laville, 800 voix ; divers, 47 voix ; 943 votants ; 1683 inscrits.

1919, 14 décembre

Laville, 'Ludovic' André Jules

Ludovic Laville, 761 voix ; divers, 46 voix ; 966 votants ; 1347 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 « Doyen des conseillers généraux, M. Laville a conservé, dans son canton, l'influence personnelle qu'il a su y prendre depuis de nombreuses années, mais elle ne s'exerce guère au dehors et M. Laville a perdu au cours de ces derniers temps beaucoup de la popularité dans l'arrondissement de Gaillac où il avait été appelé il y a quelques années à jouer un rôle important. Très populaire parmi ses collègues il peut ?? de nombreuses sympathies mais n'y exerce au point de vue de la conduite des affaires qu'une action assez limitée. Entretient les meilleures relations avec l'administration. » (2 M 5/30).

1922, 14 mai

Laville, 'Ludovic' André Jules

Ludovic Laville, 797 voix ; divers, 11 voix ; 854 votants ; 1275 inscrits.

1923, 28 janvier : élection partielle suite à décès

Gieudes, Émile

(18 mars 1866-17 janvier 1939). Notaire, président de la chambre des notaires de l'arrondissement de Gaillac. Maire de Saint-Urcisse (1900-1935), membre du conseil d'arrondissement. Radical.

Émile Gieudes, 867 voix ; divers, 5 voix ; 919 votants ; 1251 inscrits.

« M. Gieudes est très estimé dans son canton. Il joint à une réelle intelligence une droiture connue de tous. Il est susceptible de jouer un rôle assez important au sein de l'assemblée départementale. » Sous préfet de Gaillac, 30 janvier 1923 (2 M 5/36).

1928, 14 octobre

Gieudes, Émile

Émile Gieudes, seul candidat, 792 voix ; 845 votants ; 1197 inscrits.

Préfet, 1931 : « M. Gieudes est maire de Saint-Urcisse où il exerce la profession de notaire. Son intelligence, sa capacité et sa droiture l'ont fait élire par ses confrères à la présidence de la chambre des notaires de l'arrondissement de Gaillac. M. Gieudes joue un rôle modeste, mais utile au sein de l'assemblée départementale. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre

Gieudes, Émile

Émile Gieudes, rad. soc. seul candidat, 670 voix ; 772 votants ; 1151 inscrits.

1939, 26 février : élection partielle suite à décès

Gary, François

(Salvagnac, 25 décembre 1906-26 juin 1996). Marié, 1 enfant. Docteur en médecine, radical indépendant. conseiller municipal de Salvagnac (1945-1959, 1965-). Chev. LH 5 août 1956.

François Gary, rad. ind., 573 voix ; Georges Lauzeral, propriétaire, conseiller d'arrondissement, rad. soc., 340 voix ; Mauriès, 1 voix ; 927 votants ; 1053 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Gary, François

conseiller général du canton de Salvagnac

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire est le docteur Gary, radical socialiste, ancien membre du conseil départemental ; n'a pas racheté cette attitude. IL est remplacé par Mme Combebiac Yvette, propriétaire, maire de Montvalen (canton de Salvagnac), radical socialiste et femme d'un déporté politique, ancien maire élu de Montvalen. La tenue de Mme Combebiac est au dessus de tout éloge. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Gary, François

François Gary, rad., 1340 voix ; Jean Souquère, com., 97 voix ; 1471 votants ; 2044 inscrits.

Préfet, 1945 : « Personnalité assez réservée et timide, M. le docteur Gary occupe au sein du conseil général une place assez effacée. Son influence politique ne déborde pas les limites de sa circonscription. Il a été membre du conseil départemental sous le gouvernement de Vichy. Il a apporté son concours aux maquis de la Grésigne. Il entretient avec l'administration d'excellentes relations. » (ADT, 511 W 24).

1949, 20 mars

Gary, François

François Gary, 1183 voix ; Laurens, 128 voix ; Soulié, 96 voix ; 1428 votants ; 1977 inscrits.

1955, 17 avril**Gary, François**

François Gary, div. g., 1343 voix ; Ferdinand Laurens, com., 119 voix ; 1517 votants ; 1969 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Sympathique et de bon sens, pourvu d'une forte situation cantonale, mais sans influence particulière. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, 24 juin 1958 : « Divers gauche, il vote fidèlement avec la minorité socialiste du conseil général. » (ADT, 1107 W 48)

1961, 4 juin**Gary, François**

François Gary, centre gauche, 1205 voix ; Georges Cambournac, com., 172 voix ; René Le Jouan, extrême droite, 43 voix ; Georges Faget, action locale, 29 voix ; 1474 votants ; 1933 inscrits.

Préfet, 1964 : « Médecin, M. Gary possède par là même un gros avantage électoral. Cet élu soutient franchement la minorité socialiste sans aucune ambition. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre**Gary, François**

François Gary, FGDS, 1046 voix ; Georges Cambournac, com., 241 voix ; 1342 votants ; 1858 inscrits.

1973, 23-30 septembre**Pelegry, Marceau**

(Salvagnac, 17 janvier 1924-15 février 2008). Instituteur, professeur de CEG à Saint-Juéry. Maire de Salvagnac (1965-1971), conseiller régional, 1985-1986.

Vice-président du conseil général 1976-1979, 1982-1985.

Renseignements généraux, août 1973 : « M. Pelegry, actuellement seul candidat connu, sera soutenu par le docteur Gary qui bénéficie dans le canton d'une grande influence. Dans l'état actuel des choses,

l'élection de M. Pelegry est assurée au premier tour. » (ADT, 1106 W 100).

1^{er} tour : Marceau Pélegry, soc., 491 voix ; Xavier de Cassagnac, REI, 404 voix ; Georges Cambournac, com., 154 voix ; Georges Faget, DMA, 18 voix ; 1216 votants ; 1794 inscrits..

2^e tour : Pélegry, 729 voix ; Casagnac, 592 voix ; 1352 votants ; 1794 inscrits.

1979, 18-25 mars**Pelegry, Marceau**

1^{er} tour : Marceau Pelgry, soc., 600 ; R. Dalle, RPR, 579 voix ; Cambournac, com., 151 voix ; L.C. Gay, DVG, 140 voix ; 1517 votants ; 1932 inscrits.

2^e tour : Pelegry, 807 voix ; Dalle, 710 voix ; 1570 votants ; 1932 inscrits.

1985, 10-17 mars**Ancilotto, René**

(Toulouse, 10 février 1949). Médecin à Salvagnac. DVD.

1^{er} tour : Christian Désirat, com., 121 voix ; Jean Lauzeral, soc., 648 voix ; René Ancilotto, DVD, 619 voix ; Marcel Debien, FN, 115 voix ; 1559 votants ; 2006 inscrits.

2^e tour : Lauzeral, 767 voix ; Ancilotto, 846 voix ; 1656 votants ; 2004 inscrits.

1992, 22-29 mars**Pradier, Jean-Claude**

(La Sauzière-Saint-Jean, 18 septembre 1951). Cadre bancaire. Maire adjoint de Salvagnac, 1983-2008.

1^{er} tour : Michel Désirat, com., 72 voix ; Jean-Claude Pradier, UPF, 549 voix ; Marcel Debien, FN, 128 voix ; Bernard Miramond, maj. dép., 385 voix ; Marceau Pelegry, DVG, 209 voix ; Marc-Antoine Ferret, verts, 89 voix ; 1521 votants ; 1947 inscrits.

2^e tour : Pradier, 765 voix ; Miramond, 628 voix ; 1459 votants ; 1947 inscrits.

1998, 15-22 mars**Paulin, Georges**

(Albi, 24 avril 1941). Commerçant, maire de Montdurausse (1989-); président de la communauté de communes du pays salvagnacois, 1995-2008. DVG.

Vice-président du conseil général, 2004-2015.

1^{er} tour : Michel Desirat, com., 56 voix ; Senegas, FN, 86 voix ; Bernard Miramond, maj. dép., 358 voix ; Jean-Claude Pradier, DVD, 325 voix ; Georges Paulin, SE, 626 voix ; 1507 votants ; 1951 inscrits.

2^e tour : Miramond, 103 voix ; Paulin, 802 voix ; 1287 votants ; 1951 inscrits.

Georges Paulin, DVG, 825 voix ; Joël Castex, com., 105 voix ; Aimé Villaret, FN, 70 voix ; Bernard Boulze, UMP, 363 voix ; Romain Audard, DVG, 188 voix ; 1623 votants ; 2102 inscrits.

2011, 20 mars**Paulin, Georges**

Remplaçante : Danièle Bonzom (3 juillet 1947), à Salvagnac.

Joël Castex, com., 46 voix ; Romain Audard, DVG, 235 voix ; Serge Viaule, rég., 18 voix ; Georges Paulin, SE, 861 voix ; Alexandre Hagenauer, FN, 143 voix ; 1348 votants ; 2227 inscrits.

2004, 21 mars**Paulin, Georges**

Vabre

Ferrières, Lacaze, Le Masnau, Saint-Pierre-de-Trivisy, Saint-Salvy-de-Carcavès, Vabre

1833, 17 novembre**Loup, Paul**

(2 décembre 1792). Négociant à Vabre ; 10 000 F. Maire de Vabre, membre du conseil d'arrondissement.

Paul Loup, maire de Vabre, 22 voix ; Louis Bernadou, de Castres, 10 voix ; Marc Gaches, de Vabre, 2 voix ; Paul Loup, 1 voix ; 41 votants ; 53 inscrits.

1839, 8 décembre**Loup, Paul**

Paul Loup, maire, 47 voix ; Julien Loup, 1 voix ; Loup, 1 voix ; 49 votants ; 64 inscrits.

1848, 27 août**Fontainilles, 'Pierre' Paul Jean Adolphe**

(28 mai 1804). Médecin à Vabre ; 8 000 F.

Fontainilles, 586 voix ; Jean-Pierre Barthe, maire de Lacaze, 562 voix ; Paul Loup, maire de Vabre, 499 voix ; Charles de Bayne, à Rayssac, 93 voix ; 1748 votants ; 2485 inscrits.

« M. Fontainilles n'a pas prêté le serment prescrit par l'article 14 de la Constitution ».

1852, 1^{er} août**Loup, David 'Julien'**

(22 avril 1803-9 mai 1858). Propriétaire, manufacturier à Vabre. 10 000 F.

Magloire Nayral, tome 3, p. 575-576.

Julien Loup, 1470 voix ; Jean-Pierre Barthe, propriétaire à Margnès, 495 voix ; Martin, juge de paix à Vabre, 3 voix ; 1918 votants ; 2839 inscrits.

Mialhe aîné, maire de Vabre, au préfet, 9 mai 1858 : « Vabre vient encore de faire une grande perte. M. Julien Loup, membre du conseil général, a succombé ce matin à une nouvelle atteinte de la maladie qui depuis quatre ans avait gravement altéré sa santé. La mort l'a surpris l'esprit rempli de la préoccupation de faire du bien : il venait d'élaborer un projet de règlement de société de secours mutuels qui aujourd'hui même devait être communiqué au conseil municipal et ensuite proposé à l'adhésion des habitants de la commune. Il ne lui a pas été donné d'achever cette œuvre utile, et de l'ajouter à tous les services qu'il a rendus à notre contrée et qui lui ont acquis, à bien juste titre, la reconnaissance de nos populations. La création d'un établissement industriel considérable ; les efforts incessants qu'il a faits pendant toute sa vie pour répandre le goût de l'instruction ; l'introduction dans notre pays des améliorations agricoles compatibles avec les circonstances où nous nous trouvons, sont autant de bienfaits dont on lui est redevable... » (ADT, 2 M 5/138).

1858, 25 juillet : élection partielle suite à décès

Carayon-Latour, Marie Philippe Catherine 'Edmond', baron de

(Paris, 15 juillet 1811-Paris, 3 mai 1887). Fils de Jean Marie Mathieu Carayon-Latour (1770-1847) et de 'Mélania' Marie Josèphe de Pérignon (1788-1858, fille du maréchal). Epouse en décembre 1847 Marie Adélaïde Louise 'Henriette' de Chateaubriand (1824-1903), petite nièce de l'écrivain.

Député du Tarn 1846-1849 et 1852-1863 (1^{er} août 1846 2^e collègue de Castres ; 23 avril 1848, non élu en 1849, 29 février 1852, 22 juin 1857 (2^e collègue). 250 000 F. 11 rue Royale Saint-Honoré à Paris et château de Grenade, près saint-Selve (Gironde).

Balssa (Aimé), « Les Carayon-Latour : une fulgurante ascension sociale » dans *Billet*

de la Société culturelle du Pays castrais, n°4, avril 2011.

Carayon-Latour, 1364 voix ; Pierre Paul Eugène Loup, 883 voix ; 2246 votants ; 2553 inscrits.

Protestation de M. Loup, rejetée par le conseil de préfecture par arrêté du 17 août 1858.

Sous-préfet de Castres au préfet, 2 juillet 1858 : « Lorsque M. Bru et surtout lorsque M. Loup m'ont annoncé leur intention de se présenter au conseil général, je leur ai dit que si M. de Carayon-Latour se portait comme candidat, il serait évidemment soutenu par l'administration. Mais j'ai ajouté en même temps que celle-ci, bien loin de voir dans cette candidature un sujet de division, désirait, au contraire, en profiter pour réconcilier en quelque sorte M. de Carayon-Latour avec la commune de Vabre et en particulier avec leurs deux familles. Si vous partagez cette opinion, je vous prie, Monsieur le préfet, de vouloir bien appeler auprès de vous M. Loup et M. Bru, afin de tenter auprès d'eux cette voie de conciliation, avant qu'ils aient pris position contre le candidat de l'administration. Je vous prie aussi de vouloir bien mander dans votre cabinet M. le maire de Vabre sur lequel je n'ai aucune influence et M. le maire de Ferrière dont la position est délicate, en raison de sa parenté avec la famille Loup. Mais il tient beaucoup à rester maire et n'a pas fait d'opposition ostensible lors de l'élection au corps législatif... » (ADT, 2 M 5/138).

1861, 16 juin

Carayon-Latour, Marie Philippe Catherine 'Edmond', baron de

Carayon-Latour, 1201 voix ; Édouard Bru, 981 voix ; voies perdues, 20 voix ; 2202 votants 2621 inscrits.

Protestation d'Édouard Bru, rejetée par le conseil de préfecture le 20 juillet 1861, mais élection annulée, en appel, par le Conseil d'État dans sa séance du 16 juillet 1862 (décret du 4 septembre 1862).

Préfet, 8 avril 1861 : « M. le baron de Carayon-Latour, conseiller sortant pour le canton de Vabre, occupe, par sa fortune et pas ses alliances, une des positions les plus

éminentes du département. Sa conduite dans le sein du conseil général et les paroles qu'il y a prononcées dans les deux dernières sessions, comme président, sot celles d'un partisan éclairé du gouvernement, elles lui ont concilié tous les suffrages. Je ne suis pas en mesure d'apprécier à sa véritable valeur l'attitude que le candidat a prise dans la chambre en sa qualité de député lors de la discussion et du vote de l'adresse. Par la connaissance que j'ai de ses sentiments, je suis porté à croire qu'il y a eu surprise faite à sa conscience de catholique plutôt que défaillance dans son dévouement à l'Empereur. Les populations du canton me paraissent devoir en juger ainsi et sa position qui est très forte au milieu d'elles n'en sera pas amoindrie. me plaçant à ce point de vue et me tenant assuré des sentiments politiques comme de la loyauté de M. de Carayon-Latour, j'estime qu'il n'y a pas lieu de faire obstacle à sa candidature. » (ADT, 2 M 5/10).

1863, 9 août : élections partielles suite à annulation

Bru, Édouard

(27 novembre 1831). Filateur, propriétaire, maire de Vabre puis de Saint-Pierre-de-Trivisy ? 20 000 F ; 40 000 F en 1864 ; 20 000 F en 1870. Épouse le 20 avril 1852 Élise Fourgassié, d'une famille de banquiers de Castres.

Le ministre de l'Intérieur au préfet, 25 juillet 1863 : « Monsieur le préfet, j'ai lu avec intérêt votre rapport sur la situation électorale du canton de Vabre. D'après les renseignements qu'il contient, je vous autorise à désigner M. Bru, maire de Vabre, comme candidat officiel et à le soutenir nettement contre MM. de Carayon-Latour et Guy, sauf à adopter ultérieurement la neutralité entre M. Bru et M. Loup, si l'éventualité des deux compétitions hostiles ci-dessus désignées ne se réalise pas. Je vous engage à surveiller la situation de très près et à ne pas vous laisser surprendre au dernier moment. Vous pouvez fixer l'ouverture du scrutin au 9 août prochain. » (ADT, 2 M 5/138).

Édouard Bru, 1302 voix ; Pierre Paul Eugène Loup, 634 voix ; voix perdues, 6 voix ; 1942 votants ; 2659 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Homme intelligent et esprit cultivé. Sera incontestablement un des membres les plus utiles de l'assemblée départementale. Excellent maire. Il a des connaissances assez étendues en administration. Très dévoué au gouvernement ; disposant d'une grande influence. Protestant. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, 11-12 juin

Bru, Édouard

Édouard Bru, 1532 voix ; Flavien Martin, avocat, conservateur libéral, 427 voix ; voix perdues, 47 voix ; 2006 votants ; 2684 inscrits.

« La lutte n'a eu aucun caractère politique ». (ADT, 2 M 5/13).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Pradel

1871, 8 octobre

Loup, David

Propriétaire à Vabre. Maire de Vabre.

Paul Loup, 1122 voix ; Flavien Martin, avocat à Castres, 139 voix ; Marie Jean Pierre Barthe, maire de Lacaze, 596 voix ; 1880 votants ; 2713 inscrits.

1874 : « Républicain avancé. Esprit inquiet. Évite de se mettre en avant, mais très hostile. A une certaine influence, mais peu de sympathies. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Bru, Édouard (ci-dessus)

Propriétaire à Vabre. Maire de Saint-Pierre-de-Trivisy.

Édouard Bru, 1141 voix ; Paul Loup, 1105 voix ; 2256 votants ; 2654 inscrits.

Le Conseil d'État rejette le 29 mars 1878 le pourvoi de Paul Loup contre l'élection.

1883, 12 août

Loup, Paul

(+16 juin 1884). Maire de Vabre.

Paul Loup, 1264 voix ; Édouard Bru, conseiller sortant, 908 voix ; 2181 votants ; 2658 inscrits.

1884, 10 août : élection partielle suite à décès

Fuzier, Jules

(+ Vabre, 20 janvier 1890). Manufacturier et docteur en médecine. Maire de Vabre. Républicain.

Jules Fuzier, républicain, 1165 voix ; Édouard Bru, opposant, 1062 voix ; 2228 votants ; 2711 inscrits.

Préfet au ministre de l'Intérieur, 19 août 1884 : « De part et d'autre, la lutte a été très vive et le résultat est resté douteux jusqu'à la dernière heure. M. Loup avait en effet laissé un héritage politique difficile à ?. Il devait son succès du mois d'août 1883 à son action personnelle et aux nombreux services qu'il avait rendus, plutôt qu'aux convictions républicaines de la majorité des électeurs du canton. Sa mort raviva les espérances du parti conservateur qui jeta aussitôt les yeux sur M. Bru, ancien conseiller général du canton. M. Bru était un candidat d'autant plus redoutable que M. Fuzier, beau frère de M. Loup, ne paraissait pas être très sympathique à ses concitoyens et qu'on nourrissait contre lui, même dans le parti républicain, certaines préventions qu'il semblait difficile de faire disparaître.

« La situation changea après l'élection de M. Fuzier comme conseiller municipal et comme maire de Vabre. les réactionnaires se rendirent compte de ce revirement et redoublèrent d'effort. M. le baron Reille député, se mit en campagne et parcourut les communes du canton : partout on remuait les querelles religieuses, on excitait les catholiques contre les protestants et, à la dernière heure, on affichait des placards calomnieux à l'adresse du candidat républicain. Toutes ces manœuvres déloyales ont abouti au succès de M. Fuzier, dont l'élection aura, au point de vue politique, un résultat considérable dans

l'arrondissement de Castres... » (ADT, 2 M 5/138).

Préfet, 26 novembre 1886 « M. Jules Fuzier occupe une bonne situation dans son canton et dans la région de la montagne malgré son échec comme candidat aux dernières élections législatives. Il s'est fait une bonne place au sein de l'assemblée par sa compétence dans les questions financières et d'ordre industriel. Caractère un peu inégal, mais affable et très serviable. Excellents rapports. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Carayon-Latour, baron Henri de

(1850-Bordeaux, novembre 1916). Fils d'Edmond Carayon-Latour (voir ci-dessus) et d'Henriette de Chateaubriand. Époux de Marguerite Jacqueline Adolphine d'Alsace d'Hennin ; dont il a 5 filles, dont l'une, Henriette Laure Marie Simone (1880-1942) épouse le marquis Pons Marie Joseph Louis de Villeneuve (1875-1952), au château d'Hauterive, près de Castres.

Démissionne de l'armée en février 1888, étant major au 11^e régiment de cuirassiers. Mobilisé en août 1914, blessé. Propriétaire à Lacaze. Bienfaiteur de l'église de Camalières. Château de Grenade-Castres (Gironde) et Paris. Officier de la LH.

Balssa (Aimé), « Les Carayon-Latour : une fulgurante ascension sociale » dans *Billet de la Société culturelle du Pays castrais*, n°4, avril 2011.

Jules Fuzier, conseiller sortant, 1053 voix ; Carayon-Latour, 1150 voix ; divers, 2 voix ; 2222 votants ; 2746 inscrits.

Protestation contre l'élection, par Jules Fuzier d'une part, les sieurs Viala et Soulié d'autre part. Le premier décède le 20 janvier 1890, les deux autres se désistent. le Conseil d'État conclut donc par un non lieu le 28 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. le baron de Carayon-Latour possède une grande fortune et d'immenses propriétés dans le canton de Vabre. Grâce à sa situation il a acquis une certaine influence dans ce canton. Homme instruit, très courtois, ses relations avec l'administration sont presque nulles. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet**Azaïs, Chéri**

(53 ans en 1895+1899). Propriétaire, maire de Ferrières. Républicain modéré.

Chéri Azaïs, 1141 voix ; baron Carayon-Latour, conseiller sortant, 956 voix ; divers, 1 voix ; 2110 votants ; 2546 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « M. Azaïs est un homme instruit et très dévoué à ses administrés et aux intérêts de son canton. D'un caractère affable et plein de courtoisie, il a acquis, grâce à ces qualités, une certaine influence dans son canton. Il est très dévoué à l'administration et entretient avec elle les meilleures relations. » (ADT, 2 M 5/22).

1899, 30 juillet : élections partielles suite à décès**Loup, Albert**

58 ans en 1901. Propriétaire à Vabre. Lieutenant de louveterie de l'arrondissement. Radical.

Albert Loup, 1055 voix ; Franck de Rouville, conservateur, 929 voix ; divers, 2 voix ; 1991 votants ; 2489 inscrits.

1901, 21 juillet**Loup, Albert**

Albert Loup, 1063 voix ; Franck de Rouville, 1013 voix ; 2074 votants ; 2507 inscrits.

Préfet, 1901 : « M. Loup, qui vient d'être réélu le 21 juillet, est très populaire à raison des services rendus par sa famille, très ancienne dans le pays, il est très obligeant et d'un abord très facile. Il ne paraît pas appelé à jouer un rôle politique plus important que celui de conseiller général. Très bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet**Loup, Albert**

Albert Loup, 1086 voix ; Charles Jules Franck Gervais de Rouville, propriétaire,

industriel, 1061 voix ; divers, 3 voix ; 2160 votants ; 2597 inscrits.

Requête contre l'élection par Franck de Rouville, rejetée par le Conseil le 29 mai 1908.

1913, 3 août**Faure, Albert**

(Vabre, 20 avril 1871-Vabre, 10 juillet 1957). Fils de Paul ou Abel [à vérifier] Faure, fabricant, et de Adeline Emilie Sudre. Épouse le 4 mars 1912 à Choisy-le-Roi, Seine, Jeanne Roques.

Fabricant à Vabre. Maire de Vabre (1908-1919). Radical socialiste. Chev LH 1932.

Albert Faure, 1121 voix ; Paul Carayon, propriétaire, 271 voix ; docteur Armand Azaïs, à Saint-Pierre-de-Trivisy, 239 voix ; divers, 8 voix ; 1692 votants ; 2582 inscrits.

1919, 14 décembre**Faure, Albert**

Albert Faure, 1303 voix ; divers, 3 voix ; 1458 votants ; 2166 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « La situation de M. Faure s'est affermie dans le canton de Vabre où il a été réélu sans concurrent. N'ayant qu'une instruction primaire, actif, mais d'un caractère impulsif, il n'intervient pas toujours heureusement au conseil général. Je ne lui crois pas d'ambition, au moins actuellement. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT 2 M 5/30).

Préfet, 1922 : « Actif et serviable, M. Faure a une grosse situation dans le canton de Vabre. Protestant, il saisit les occasions qui lui permettent de faire les déclarations de libéralisme et d'union sacrée, ce qui désarme à son égard les éléments catholiques du canton. Directeur d'une importante industrie, il est sympathique et populaire parmi ses ouvriers. Il s'intéresse beaucoup à son mandat de conseiller général. » (2 M 5/33).

1925, 19 juillet

Faure, Albert

Albert Faure, radical, 1285 voix (seuil candidat) ; divers, 7 voix ; 1438 votants ; 2010 inscrits.

1931, 18 octobre

Faure, Albert

Albert Faure, 1397 voix ; divers, 8 voix ; 1484 votants ; 1950 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « Réélu sans concurrent possible en octobre, M. Faure a été porté à la vice-présidence du conseil général où il ne compte que des amis malgré son humeur parfois un peu sévère. Excellent homme, serviable, travailleur et assidu, remplit son mandat avec un zèle méritoire. Excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

1937, 10 octobre

Faure, Albert

Albert Faure, rad. soc., 1351 voix ; 1472 votants ; 1876 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « Fils de ses œuvres, M. Faure, que ce soit au point de vue industriel ou politique, s'est élevé à la force du poignet. Dur pour lui-même, il montre peut-être, en de certaines circonstances, – mais pourrait-on l'en blâmer ? –, une tendance à se montrer dur pour les autres. Ce côté de son caractère a pu être déterminant dans le choix du conseil général qui a fait de lui son vice-président et surtout le président de la commission des finances, où il se montre le gardien obstiné d'une gestion prudente des deniers départementaux. Il n'est pas déraisonnable de le compter au nombre des candidats possibles à un siège sénatorial. La sous-préfecture entretient avec M. Faure d'excellentes relations. » (ADT, 2 M 5/95).

Révoqué par Vichy en 1940.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Faure Albert, industriel, radical socialiste, domicilié à Vabre, titulaire du poste, doit être maintenu. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Faure, Albert

Albert Faure, rad. soc., 2439 voix ; Roger Cabassot, com., 221 voix ; 2698 votants ; 3629 inscrits.

Préfet, 1945 : « Ardent et fervent républicain, est très estimé dans le canton de Vabre, où son long passé politique et sa compétence en matière administrative lui ont attiré l'estime de ses concitoyens. Il jouit de la respectueuse sympathie de ses collègues de l'assemblée départementale et ses conseils sont écoutés. Bien que, en raison de son âge, il n'ait pris aucune part active à la Résistance, il s'est toujours montré hostile au gouvernement de Vichy. Il entretient avec l'administration les relations les plus courtoises. » (ADT, 511 W 24).

Préfet, juin 1949 : « M. Faure est des membres les plus anciens du conseil général ; ses interventions sont constituées par des critiques purement négatives dont l'assemblée ne tient pas compte. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Faure, Albert

Albert Faure, rad. soc., 1807 voix ; Florent Henon, cultivateur à Saint-Pierre-de-Trivisy, com., 295 voix ; 2193 votants ; 3180 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Devenu naguère doyen d'âge et doyen d'élection du conseil général, garde beaucoup de vigueur dans l'affirmation mais n'évite plus quelque faiblesse dans l'argumentation. » (ADT, 511 W 24).

1957, 15 septembre : élection partielle suite à décès

Faure, Maurice

(Vabre, 2 octobre 1917-24 avril 1966). Marié, 1 enfant. Industriel, fils d'Albert Faure.

Noël Bernou, ouvrier textile, com., 149 voix ; Maurice Faure, rad, 1908 voix ; 2127 votants ; 3201 inscrits.

Préfet, 1957 : « S'est présenté seulement par esprit de fidélité à la mémoire de son père qui fut, durant 44 années, conseiller général de ce canton, mais semble prendre promptement goût à la chose publique. Possède déjà le sens de l'efficacité et de la tactique qui la détermine. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Faure, Maurice

Maurice Faure, rad. (RPS), 2141 voix ; Édouard Combes, ouvrier aux Chaux et ciments de Ranteil, com., 216 voix ; divers, 1 voix ; 2431 votants ; 3200 inscrits.

1964, 8 mars

Faure, Maurice

Maurice Faure, rad., 1226 voix ; Édouard Combes, com., 209 voix ; 1549 votants ; 2815 inscrits.

Préfet, 1964 : « Représentant un canton de montagne austère, homme de caractère incisif, M. Faure est toujours amené à combattre les chefs des services administratifs, le plus souvent sous couvert de défense des deniers publics. Soutient la majorité modérée. N'a pas l'ambition d'autres mandats. » (ADT, 1107 W 48).

1969, 29 juin : élection partielle

Faure, Paul

(Vabre, 4 février 1913-11 mai 2011). Frère du précédent. Industriel dans le textile à Vabre. Maire de Ferrières, 1989-1995.

Paul Faure, 1810 voix ; René Opart, com., 120 voix.

1970, 8 mars

Faure, Paul

Paul Faure, ind., 1718 voix ; René Opart, com., 129 voix ; 1897 votants ; 2590 inscrits.

1976, 7-14 mars

Faure, Paul

Paul Faure, CGM, 1245 voix ; Jean-Marie Arnaud, UDR, 753 voix ; Pierre Croz, com., 177 voix ; 2219 votants ; 2610 inscrits.

1982, 14-21 mars

Faure, Paul

1^{er} tour : Paul Faure, UDF, 852 voix ; Xavier de Rouville, soc., 566 voix ; Jean-Marie Arnaud, RPR, 649 voix ; Pierre Croz, com., 74 voix ; 2179 votants ; 2518 inscrits.

2^e tour : Faure, 1270 voix ; de Rouville, 823 voix ; 2171 votants ; 2516 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Malgré les difficultés qu'ont éprouvé les électeurs RPR du maire catholique de Vabre, Jean-Marie Arnaud, à se reporter au second tour sur M. Paul Faure, protestant, ce dernier est réélu aisément dans ce canton de montagne marqué par des clivages religieux. Appartenant à une génération plus récente, Xavier de Rouville améliore très nettement son score du second tour en captant une bonne part de l'électorat jeune de M. Arnaud.

« Cadre textile en retraite, malgré ses 69 ans, M. Paul Faure a su conserver son dynamisme et doit sa réélection à son tempérament tolérant et ses qualités morales issues du protestantisme. Son audience, bien qu'importante au niveau du canton, n'a jamais pu s'étendre au niveau départemental malgré des responsabilités au sein de la direction des radicaux valoisians du Tarn. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre**Arnaud, Jean-Marie**

(Montpellier, 20 juillet 1941). Médecin à Vabre. Maire de Vabre (1977-1994). RPR.

1^{er} tour : Pierre Croz, technicien des Télécom, com., 46 voix ; Camille Rolland, soc., 368 voix ; Philippe Folliot, DVD, 548 voix ; Jean-Marie Arnaud, RPR, 728 voix ; Jacques Pagès, DVD, 231 voix ; Bruno Leclaire, FN, 8 voix ; 1961 votants ; 2346 inscrits.

2^e tour : Rolland, 710 voix ; Arnaud, 1035 voix ; 1965 votants ; 2345 inscrits.

1994, 20-27 mars**Folliot, Philippe**

(Albi, 14 juillet 1963). Maire de Saint-Pierre-de-Trivisy (1989-2000 et depuis 2014), conseiller municipal de Castres (2008-2014), conseiller régional (1998-2002), député depuis 2002 (élu 2002, 2007, 2012).

1^{er} tour : Pierre Croz, com., 78 voix ; Bruno Wagner, FN, 22 voix ; Jean-Marie Arnaud, RPR, 709 voix ; Philippe Folliot, DVD, 811 voix ; Gérard Berbessou-Guichard,

soc., 165 voix ; 1842 votants ; 2245 inscrits.

2^e tour : Folliot, 968 voix ; Arnaud, 852 voix ; 1920 votants ; 2245 inscrits.

2001, 11 mars**Folliot, Philippe**

Nadine Pedron, com., 75 voix ; Corinne Crouzet-Moro, soc., 244 voix ; Jean-Marie Arnaud, RPR, 532 voix ; Philippe Folliot, RPF, 940 voix ; Maurice Bonnet, MNR, 17 voix ; 1876 votants ; 2104 inscrits.

2008, 9-16 mars**Pagès, Jacques**

(Vabre, 24 janvier 1955). Infirmier libéral à Vabre. Maire de Vabre (1995-2008). DVG.

Remplaçante : Nelly Barthès, à Saint-Pierre-de-Trivisy.

1^{er} tour : Jacques Pagès, DVG, 742 voix ; Nathalie Folliot, DVD, 749 voix ; Olivier Pinel, soc., 255 voix ; 1805 votants ; 2069 inscrits.

2^e tour : Pagès, 901 voix ; Folliot, 803 voix ; 1770 votants.

Valdériès

Andouque, Crespin (commune érigée en commune distincte aux dépens d'Andouque par la loi du 11 juillet 1905), Crespinet, Saint-Grégoire, Saint-Jean-de-Marcel (commune érigée en commune distincte aux dépens de Valdériès par décret du 23 décembre 1853), Saussenac, Sérénac, Valdériès

Voir à Valence pour la période 1833-1848

1848, 27 août**Caussé, 'Gaspard' Claude Pierre Louis**

(29 mars 1815 ou 1819). Avocat, substitut du procureur du roi, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, propriétaire à Arthès. 5 000 F (15 000 Fen 1852 ; 30 000 F en 1868).

Gaspard Caussé, 658 voix ; Henri Groc de Salmiech, [le nombre de voix manque dans le PV] ; Auguste Teyssier de Cadapau, 1 voix ; 1162 votants ; 1655 inscrits.

1852, 1^{er} août**Caussé, 'Gaspard' Claude Pierre Louis**

Gaspard Caussé, 819 voix ; Henri Groc de Salmiech, 367 voix ; 1186 votants ; 1680 inscrits.

1855, 3 juin

Gorsse, Joseph Augustin, baron

(Albi, 20 septembre 1784-Albi, 6 mars 1868). Général d'artillerie, député du Tarn de 1852 à 1868(29 février 1852, 22 juin 1857, 1^{er} juin 1863, décédé en fonction, son fils est élu à sa suite), conseiller général de Valdériès de 1855 à 1868. 20 000 F.

Gorsse, 1282 voix ; 1309 votants ; 1655 inscrits.

1864, 19 juin

Gorsse, Joseph Augustin, baron

Gorsse, 1409 voix ; 1414 votants ; 1804 inscrits.

1868, 19 avril : élections partielles suite à décès

Caussé, 'Gaspard' Claude Pierre Louis (ci-dessus)

Propriétaire, vice-président du tribunal de première instance de Toulouse.

Gaspard Caussé, 932 voix ; Benjamin Palasy, 773 voix ; voix perdues, 8 voix ; 1713 votants ; 1849 inscrits.

Protestations de Benjamin Palasy contre l'élection : rejetées par le conseil de préfecture par arrêté du 22 mai 1868.

Préfet, 16 juin 1868 : « Conseiller d'arrondissement du 14 décembre 1845 au 27 août 1848 ; conseiller général du 27 août 1848 au 3 juin 1855. M. Caussé s'appuie sur le parti religieux. On prête à sa famille des tendances légitimistes. Il a toujours marché d'accord avec l'administration. J'estime que ses sentiments à cet égard ne changeront point. M. Caussé jouit dans son canton d'une véritable influence. Je le crois dévoué au gouvernement. » (ADT, 2 M 5/139).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Andouard, Auguste

(+1^{er} avril 1897). Notaire à Albi, maire de Sérénac.

1871, 8 octobre

Caussé, 'Gaspard' Claude Pierre Louis (ci-dessus)

Président de la commission départementale de 1877 à 1882.

Gaspard Caussé, 856 voix ; Benjamin Palasy, maire et notaire de Valdériès, 718 voix ; 1702 votants ; 1868 inscrits.

Protestations de Palasy contre l'élection, qui est validée par la 5^e commission du conseil général. Extrait du rapport : « Il y est dit tout d'abord que dans la commune d'Andouque les membres du bureau s'abritaient derrière un gros livre pour changer les bulletins qui leur étaient remis par les électeurs. Or ce *gros* livre a été présenté à la commission. C'est un *Selectae e veteri testamento*, plus petit et plus mince qu'un paroissien ordinaire et qu'il est d'usage, dans cette commune, de mettre sur l'ouverture de l'urne afin qu'aucun électeur ne puisse y déposer lui-même son bulletin. La commission n'a pu admettre que derrière un rempart aussi insignifiant il fut possible aux membres du bureau d'Andouque de substituer des bulletins de M. Caussé à ceux de son compétiteur. » (ADT, 2 M 5/139).

1874, 4 octobre

Caussé, 'Gaspard' Claude Pierre Louis

Gaspard Caussé, 1000 voix ; Benjamin Palasy, notaire et maire de Valdériès, 443 voix ; 1451 votants ; 1788 inscrits.

« Conservateur légitimiste. Très honorable ; influent ; choisi comme rapporteur dans beaucoup de questions. » (ADT, 2 M 5/15).

1880, 1^{er} août**Caussé, 'Gaspard' Claude Pierre Louis**

Gaspard Caussé, 1217 voix ; 1300 votants ; 1264 exprimés ; inscrits non fournis.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Légitimiste ; situation bonne ; influence bien amoindrie dans son canton, nulle ailleurs ; aptitudes autrefois assez grandes ; caractère et rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/19).

1886, 1^{er} août**Andouard, Auguste (ci-dessus)**

Auguste Andouard, 831 voix ; Gaspard Caussé, conseiller sortant, 826 voix ; 1662 votants ; 1858 inscrits.

Démission de M. Andouard en juin 1887, afin de prévenir l'annulation de l'élection sur le recours de Célestin Cabot, d'Andouque. Le Conseil d'État 22 juillet 1887 conclut donc par un non-lieu.

Préfet, 26 novembre 1886 : « Maire de Sérénac. Républicain. Très actif, s'occupe beaucoup de ce qui intéresse son canton ; pas d'aptitudes spéciales. Caractère susceptible et parfois emporté. » (ADT, 2 M 5/20).

1887, 3 juillet : élection partielle suite à démission**Andouard, Auguste**

Auguste Andouard, 966 voix ; Gaspard Caussé, ancien conseiller, ancien magistrat, 842 voix ; 1764 votants ; 1903 inscrits.

1892, 31 juillet**Andouard, Auguste**

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. Très actif. S'occupe exclusivement des intérêts de son canton. Caractère susceptible. Son élection est l'objet d'un pourvoi. Bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

Auguste Andouard, 950 voix ; Pierre Caussé, 853 voix ; 1720 votants ; 1885 inscrits.

Sur protestation de Pierre Caussé, demeurant à Toulouse, 65 rue du Taur, électeur à Saussenac, l'élection est annulée par le Conseil d'État le 4 août 1893.

1893, 29 octobre : élection partielle suite à annulation**Andouard, Auguste**

Auguste Andouard, 1011 voix ; Pierre Caussé, 864 voix ; 1726 votants ; 1878 inscrits.

Sur protestation de Paul Boyer et Célestin Cabot, élection annulée par le Conseil d'État le 16 mars 1895.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Très actif, a l'ambition de succéder à M. Jaurès dans la 2^e circonscription d'Albi. Fort serviable. A la discrétion absolu de ses électeurs qui, par suite d'invalidations successives, l'ont réélu 3 fois en 4 ans. Rapports de sympathie avec ses collègues du conseil général. Se met à la disposition de l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1895, 28 avril : élection partielle suite à annulation**Andouard, Auguste**

Auguste Andouard, maire de Sérénac, 1001 voix ; Pierre Cabot, docteur en médecine, 662 voix ; 1594 votants ; 1900 inscrits.

Télégramme du commissaire spécial d'Albi au préfet du Tarn, 28 avril 1895 : « M. Andouard élu par 1001 voix contre 662 à M. Cabot. J'ai arrêté maire réactionnaire d'Andouque surpris par trois électeurs en flagrant délit de soustraction de bulletin. Je le tiens à disposition procureur dans gendarmerie Valdériès. Attends instruction que j'ai provoquée par télégramme et préviendrai ministre Intérieur Sûreté aussitôt réponse reçue. » (ADT, 2 M 5/139).

Minute de lettre du préfet au ministre de l'Intérieur (ADT, 2 M 5/22) : « Monsieur le ministre, J'ai eu l'honneur de vous faire connaître dans mon premier rapport en date du 1^{er} mai 1895, et après vous avoir notifié par dépêche, dans la nuit du 28 avril, l'élection de M. Andouard comme conseiller général du canton de Valdériès,

les annulations dont, à différentes reprises, les élections départementales dans ce canton avaient été l'objet. En 1886, en 1888, en 1892 et en 1893, les deux candidats en présence furent M. Andouard, candidat républicain, et M. Caussé, candidat réactionnaire. M. Andouard fut élu continuellement. Il eut, la première fois, 5 voix de majorité : son élection fut attaquée devant le Conseil d'État. Ses adversaires prétendirent que le scrutin avait été fraudé. Cette accusation paraissant vraisemblable, aussi M. Andouard n'attendit pas la décision du Conseil d'État et il démissionna avant que l'arrêt ait été rendu. De nouvelles élections eurent lieu le 7 juillet 1887. M. Andouard se représenta, ayant pour adversaire le même M. Caussé, réactionnaire. Il fut élu cette fois à 24 voix de majorité ; cette élection fut validée. En 1892, au renouvellement général, M. Andouard et M. Caussé se présentent tous deux une fois encore aux suffrages des électeurs de Valdériès. M. Andouard obtint une majorité de 103 voix. Mais cette élection entachée d'irrégularités électorales multiples fut annulée par le Conseil d'État, et fut suivie en 1893 d'une nouvelle élection avec les mêmes champions en présence. M. Andouard est une fois de plus élu, avec 247 voix de majorité : élection attaquée devant le Conseil d'État, élection annulée, - donnant lieu aux élections qui se sont produites le 28 avril dernier.

Tel est le rapide historique des élections départementales qui précèdent l'élection dernière. Il accuse, dans la majorité qui chaque fois alla à M. Andouard, une progression ascendante significative. Le pays est d'esprit républicain, en dépit du grand nombre de réactionnaires qui s'y trouvent. Les manœuvres diverses du parti réactionnaire, les falsifications opérées par quelques uns de leurs agents - falsifications qui devraient amener l'arrestation du maire d'Andouque, comme le relate mon rapport du 1^{er} mai -, ne devaient avoir d'autre résultat que de faire annuler perpétuellement des élections qui avaient proclamé le candidat républicain. Le parti conservateur, dans le Tarn, est aujourd'hui divisé en deux partis : d'une part, les conservateurs intransigeants, dont le journal régional, « *L'Express du Midi* » résume les tendances nettement cléricales et réactionnaires, d'autre part, les ralliés, dont l'organe est une feuille locale dite

« *Le Journal du Tarn* ». A ce dernier parti appartiennent M. le marquis de Solages, conseiller général, et M. André Reille, député et conseiller général du Tarn. Ces deux personnages politiques, persuadés, comme moi, que le premier devoir à l'heure actuelle est de s'unir contre le socialisme, dont les théories néfastes paraissent devoir envahir tout particulièrement le département, m'ont déclaré qu'ils acceptaient n'importe quel candidat républicain - au détriment de toute candidature de nuance conservatrice, à la condition expresse que sa profession de foi fût nettement anti-socialiste - M. Andouard est sans doute un bon républicain, mais il est un peu de ceux qui regardent d'où vient le vent. « *La Dépêche* », journal socialiste de la région, le flatte est cherche à l'accaparer. Il m'a fallu le bousculer un peu pour obtenir de lui qu'il fit cesser l'équivoque et lançât des déclarations nettement gouvernementales et hardiment anti-socialistes. On lit en effet dans sa profession de foi les paroles suivantes : *voir le factum*. Le parti des ralliés ne pouvait donc qu'accepter M. Andouard et lui apporter l'appoint de ses voix. Et de fait, M. le baron Reille me fit savoir qu'il chercherait à empêcher toute candidature réactionnaire de se produire. M. Andouard semblait donc devoir se présenter sans candidat [opposé], et son triomphe était certain, quand subitement, quelques jours à peine avant l'élection, surgit la candidature du docteur Cabot, conservateur. Eut lieu à cette date : - le jeudi qui précéda le dimanche de l'élection -, la foire de Valdériès. Je m'y rendis. J'obéissais, ce faisant à deux mobiles. Je tenais, d'une part, à me renseigner que la façon frauduleuse dont s'étaient passées les élections précédentes et, pour éviter que le retour de semblables manœuvres n'eût lieu, à voir les maires du canton pour leur recommander de veiller à ce que la plus grande régularité présidât aux opérations électorales. D'autre part, je voulais répondre aux récriminations du journal socialiste de la région, « *La Dépêche* », qui me traite volontiers en temps ordinaire de réactionnaire, et n'eut pas mieux demandé que de laisser croire aux électeurs que je patronnais l'élection du candidat conservateur contre celle du candidat républicain. En me montrant, officieusement il est vrai, aux côtés de ce dernier, je dissipais irrévocablement

l'équivoque que *La Dépêche* cherchait à faire naître. Le docteur Cabot, un peu contre son gré, laissa le parti conservateur disposer de son nom et faire campagne autour de la popularité que lui ont valu dans ce pays sa qualité de médecin et les nombreux services qu'il y a rendu. Ce n'était plus M. Caussé que l'on opposait à M. Andouard, mais un homme d'une notoriété très grande dans la région., jouissant de l'estime et de la sympathie du plus grand nombre. Le danger était réel. J'ai rappelé alors aux membres du parti rallié les promesses qu'ils m'avaient faites. J'ai cru d'autre part utile d'écrire tout spécialement au maire d'Andouque, commune réactionnaire où les fraudes les plus éhontées étaient commises à chaque élection, quel était son devoir de magistrat et de président de bureau de vote. Pour éviter le retour des scènes scandaleuses qui s'étaient produites dans les rues de la commune d'Andouque les années précédentes à pareille occasion, passion électorale dégénéralant en violences. J'ai envoyé des gendarmes et M. le commissaire spécial d'Albi ainsi que j'y faisais allusion plus haut et comme l'explique mon rapport en date du 1^{er} mai, ces mesures ont eu pour but d'amener l'arrestation du maire d'Andouque pris en flagrant délit de substitution de bulletin de vote, et sa condamnation.

Enfin, grâce à la campagne de presse organisée par les journaux républicains de la région, et aux manœuvres habiles du « *Journal du Tarn* », les réactionnaires, le 28 avril au soir, étaient battus et M. Andouard nommé conseiller général avec près de 400 voix de majorité. Je me suis sincèrement réjoui de ce résultat. C'est un succès pour la politique gouvernementale et une nouvelle affirmation qu'entre l'élément réactionnaire et l'élément radical, il peut y avoir un terrain de conciliation sur lequel tous les honnêtes gens peuvent s'entendre. Le parti réactionnaire est un parti qui est destiné à disparaître. Il sera avant peu absorbé soit d'une part, par le parti républicain, – et c'est ici que gît la question des ralliés –, soit d'autre part par le parti socialiste où iront tous les frondeurs et les mécontents. Il est à souhaiter que la politique gouvernementale fasse en sorte de se fortifier d'adhésions qui lui permettront de lutter avec le plus d'avantages possibles contre le socialisme. C'est par de

semblables adhésions que s'obtiennent des victoires du genre de celle qu'a valu au gouvernement de la République l'élection du 28 avril 95 à Valdériès. »

1897, 6 juin : élection partielle suite à décès

Andouard, Gaston

26 ans en 1897, fils du précédent. Maire de Sérénac.

Gaston Andouard, 990 voix ; Benjamin Palasy, maire de Valdériès, 533 voix ; 1567 votants ; 1868 inscrits.

Préfet, 1897 : « Républicain de gouvernement. « M. Gaston Andouard remplace son père, qui était conseiller général depuis 1886. Il professe les mêmes opinions politiques. Son élection a fait l'objet de plusieurs rapports, auxquels je ne puis que me référer pour vous donner une idée nette de la situation qu'il occupe dans le canton de Valdériès. » (ADT, 2 M 5/22).

1898, 31 juillet

Andouard, Gaston

Gaston Andouard, rép. mod., 1159 voix ; marquis de Solages, 4 voix ; Jaurès, 7 voix ; divers, 12 voix ; 1276 votants ; 1841 inscrits.

Préfet, 1901 : « Occupait dans le canton une situation assez forte mais qui tend à diminuer. Sans convictions politiques, s'est allié parfois à la réaction, et est sévèrement critiqué de ce chef. Instruction modeste ; peu intelligent. Caractère faible, ondoyant. N'a aucune influence au conseil général où son rôle est presque nul. Ses relations avec l'administration sont bonnes, mais assez rares. » (ADT, 2 M 5/25).

1904, 31 juillet

Carcenac, Jules

greffier de paix ; conseiller d'arrondissement (1895-1904).

Jules Carcenac, 842 voix ; Gaston Andouard, conseiller sortant, 749 voix ; 1583 votants ; 1929 inscrits.

1910, 24 juillet**Rieunaud, Célestin**

(13 septembre 1867). Expert géomètre à Saint-Jean-de-Marcel. Conseiller d'arrondissement, (1907-1910). Conservateur.

Célestin Rieunaud, réact., 787 voix ; Jules Carcenac, propriétaire, greffier de paix, conseiller sortant, rad. soc., 744 voix ; divers, 2 voix ; 1555 votants ; 1858 inscrits.

Préfet, 1922 : « Membre du conseil général depuis 1910, M. Rieunaud, dont la situation dans le canton paraissait inébranlable, a beaucoup perdu de son influence et n'a été réélu qu'avec une majorité de 116 voix contre un adversaire radical. Il joue un rôle très effacé, dans la minorité conservatrice du conseil général et entretient de bons rapports avec l'administration. » (2 M 5/33).

1919, 14 décembre**Rieunaud, Célestin**

Célestin Rieunaud, union nationale républicaine, 884 voix ; 1152 votants ; 1620 inscrits.

1922, 14 mai**Rieunaud, Célestin**

Célestin Rieunaud, 656 voix ; Adolphe Balard, propriétaire, agent d'assurance, 538 voix ; 1251 votants ; 1525 inscrits.

1928, 14 octobre**Raynal, Élie**

(Andouque, 10 mars 1883-juillet 1961). Marié, 1 enfant. Propriétaire exploitant à Andouque, maire d'Andouque (1921-1961), conseiller d'arrondissement (1925-1928). Chev. LH, septembre 1953. Radical socialiste.

Élie Raynal, rad. soc., 737 voix ; Clovis Rigal, propriétaire à Saint-Jean-de-Marcel, URD, 482 voix ; 1240 votants ; (inscrits non communiqués).

Préfet, 1931 : « M. Raynal, radical-socialiste, sympathise avec les socialistes. Bon agriculteur, mais peu instruit [biffé], il ne joue qu'un rôle effacé au conseil général. » (ADT, 2 M 5/76).

1934, 7 octobre**Raynal, Élie**

Élie Raynal, rad. soc., seul candidat, 874 voix ; 1065 votants ; 1393 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)**Gislard, Ernest**

Conseiller d'arrondissement du canton de Valdériès, conseiller municipal de Valdériès.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Raynal Élie, propriétaire, républicain socialiste, n'a pas démerité et est maintenu à son poste. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre**Raynal, Élie**

Élie Raynal, socialiste indépendant, 971 voix ; Édouard Rieunaud, MRP, 669 voix ; Louis Coutouly, com., 200 voix ; 1872 votants ; 2554 inscrits.

Préfet, 1945 : « Républicain très ferme et sympathique, M. Raynal occupe néanmoins au sein du conseil général une place très effacée. Son influence électorale ne rayonne pas au-delà des limites de sa circonscription. Elle se trouve même, dans une certaine mesure, entamée par les progrès marqués par le MRP lors de la dernière élection. N'a pas pris une part active à la Résistance mais a toutefois fait preuve d'une hostilité ouverte au gouvernement de Vichy. Il entretient avec

l'administration les meilleures relations. »
(ADT, 511 W 24).

1949, 20-27 mars

Raynal, Élie

1^{er} tour : Élie Raynal, 778 voix ; Jouy, 712 voix ; Bascoul, 194 voix ; Massier-Vinaï, 138 voix ; 2539 votants ; 3417 inscrits.

2^e tour : Jouy, 848 voix ; Raynal, 1121 voix ; 2004 votants ; 2585 inscrits.

1955, 17 avril

Raynal, Élie

Élie Raynal, div. g., 1285 voix ; Fernand Delrieu, com., 196 voix ; 1671 votants ; 2446 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Socialiste rural, en réalité de tendances radicales, sans influence particulière. » (ADT, 511 W 24).

1961, 4 juin

Billoux, André

(Sérénac, 26 juin 1928-8 ou 9 octobre 1980). Fils de Marcel Billoux, agriculteur à Sérénac, et de Marcelle Calmettes. Épouse le 17 août 1950 Janine Gauthier.

Député (1973-, maire de Sérénac (1953-1980), attaché à l'inspections académique. SFIO puis FGDS puis PS.

Bermond (Michèle), *André Billoux, la force de la fraternité*, Albi, Un Autre Reg' Art, 2010, 218 p.

André Billoux, SFIO, 1103 voix ; Édouard Rieunaud, député MRP, 823 voix ; Émile Viarouge, com., 50 voix ; Noël Fournier, EXD, 14 voix ; 2011 votants ; 2341 inscrits.

Préfet, 1964 : « Benjamin du conseil général, M. Billoux est un élément dynamique des mouvements de jeunesse laïque. Il vote avec la minorité socialiste du conseil général. Maire de Sérénac depuis 1953, son élection au canton de Valdériès (contre le député MRP) semble le destiner à briguer d'autres mandats dans quelques années. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre

Billoux, André

André Billoux, soc., 1629 voix ; Émile Viarouge, com., 82 voix ; 1834 votants ; 2276 inscrits.

1973, 23 septembre

Billoux, André

André Billoux, soc., 1556 voix ; Bernard Remazeille, REI, 233 voix ; Émile Viarouge, instituteur à Carmaux, com., 43 voix ; 1873 votants ; 2313 inscrits.

1979, 18 mars

Billoux, André

André Billoux, soc., 1380 voix ; R. Constans, DMF, 428 voix ; Yvan Puech, com., 225 voix ; 2089 votants ; 2440 inscrits.

1980, 7 décembre : élection partielle suite à décès

Billoux, Janine

(Janine Gauthier, épouse Billoux. Saint-Cirgue, 28 août 1928-8 mars 2014). Retraitée de l'Éducation nationale. Maire de Sérénac (1980-1995).

Vice-présidente du conseil général 1982-1992.

Janine Billoux, 1236 voix ; Maurel, 632 voix ; Yvan Puech, com., 139 voix.

1985, 10-17 mars

Billoux, Janine

1^{er} tour : Yvan Puech, com., 124 voix ; Janine Billoux, soc., 883 voix ; Jean Tarroux, soc., 252 voix ; André Maurel, RDG, 200 voix ; Jean-Marie Franques, RPR, 559 voix ; Jean Balayé, FN, 41 voix ; 2112 votants ; 2434 inscrits.

2^e tour : Billoux, 1119 voix ; Franques, 910 voix ; 2107 votants ; 2433 inscrits.

1992, 22 mars**Cabot, André**

(Assac, 6 mai 1945). Technicien chef agriculture. Maire de Valdériès (depuis 1989). PS.

Vice-président du conseil général, 1998-2014.

Jacques Jouy, com., 155 voix ; Gisèle Hébert, FN, 82 voix ; Bernard SAYSSET, UPF, 625 voix ; André Cabot, soc., 1138 voix ; 2092 votants ; 2430 inscrits.

1993, 10 octobre : élection partielle suite à annulation**Cabot, André**

Hugues Brivet, UDF-RPR, 341 voix ; André Cabot, soc., 1230 voix ; Jacques Jouy, com., 97 voix ; 1725 votants ; 2423 inscrits.

1998, 15 mars**Cabot, André**

Viguier, com., 119 voix ; Balssa, FN, 166 voix ; André Cabot, 1478 voix ; 1953 votants ; 2452 inscrits.

2004, 21 mars**Cabot, André**

André Cabot, soc., 1238 voix ; Marie-Hélène Taurines, UMP, 463 voix ; Josiane Jamme, com., 97 voix ; Nicole Gisclard, FN, 126 voix ; 2046 votants ; 2569 inscrits.

2011, 20 mars**Cabot, André**

Remplaçante : Marie-Hélène Rolland (31 juillet 1954).

André Cabot, soc., 1269 voix ; Henri Hiard, DVD, 152 voix ; Christian Alliotte, FN, 228 voix ; 1730 votants ; 2717 inscrits.

Valence & Valdériès**1833, 20 novembre****Calmès, Marie Joseph 'Louis'**

(28 mai 1778). Avocat, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, chevalier de la Légion d'honneur, 5000 F.

Calmès, 51 voix ; d'Assezat, maire de Terssac, 36 voix ; Tarroux, procureur du roi à Albi, 1 voix ; voix perdue, 1 voix ; 89 votants ; 100 inscrits.

Élection annulée par le conseil de préfecture le 18 décembre 1833, mais validée en appel par le Conseil d'État le 11 décembre 1834. Le conseil de préfecture

avait estimé que Calmès ne payait pas un cens d'éligibilité suffisant dans la commune ; le Conseil d'État considère que c'est du ressort des tribunaux judiciaires.

1842, 26 décembre**Calmès, Marie Joseph 'Louis'**

Calmès, 57 voix ; Catala, notaire à Albi, 31 voix ; Zéphyrin Calmès, notaire à Valence, 1 voix ; 88 votants ; 100 inscrits.

Valence-d'Albigeois

Assac, Cadix, Courris, Le Dourn,
Faussergues, Fraissines, Lacapelle-Pinet,
Ledas-et-Penthiès, Padiès, Saint-Cirgue,
Saint-Julien-Gaulène, Saint-Michel-Labadié,
Trébas, Valence

1848, 27 août

Gislard, 'Antoine' Auguste Marie

(27 janvier 1798). Médecin, directeur des postes à Valence, 3600 F.

Gislard, 932 voix ; Marie Joseph Louis, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, 681 voix ; Gislard, notaire à Valence, 1 voix ; Frédéric Revellat, propriétaire, 1 voix ; Raymond Boyer, avocat à Albi, 1 voix ; 1631 votants ; 2575 inscrits.

Le conseil de préfecture casse l'élection le 25 septembre 1848 pour cause d'incompatibilité électorale (Gislard est directeur des postes de Valence). Faute de pourvoi au Conseil d'État, l'arrêt du conseil de préfecture est définitif, malgré discussion lors de la séance du conseil général du 27 août 1849.

1849, 23 septembre : élections partielles suite à annulation

Gislard, 'Antoine' Auguste Marie

Gislard, 1005 voix ; Calmès, conseiller à la cour d'appel, 612 voix ; 1617 votants ;

Recours d'Adolphe Calmès, avocat à Valence, rejeté par le conseil de préfecture le 24 octobre 1849, mais, en appel, le Conseil d'État annule l'élection le 13 août 1850.

1850, 17 novembre : élection partielle suite à annulation

Calmès, Jean François Régis Pétronille 'Zéphirin'

(Padiès, 3 juin 1784-Valence, 27 avril 1866). Fils de Louis Antoine Calmès et de Jeanne Marie de Martrin. Époux d'Elisabeth Lacombe.

Géomètre, notaire à Valence, suppléant du juge de paix, maire de Valence, membre du conseil d'arrondissement ; 2 000 F.

Zéphyrin Calmès, 879 voix ; Jean-François Gleyroze, médecin et juge de paix, 792 voix ; Cussac à Lacroux, 1 voix ; 1673 votants ; 1976 inscrits.

1852, 1^{er} août

Calmès, Jean François Régis Pétronille 'Zéphirin'

Zéphyrin Calmès, 947 voix ; Jean-François Gleyroze, juge de paix, 821 voix ; 1775 votants ; 2473 inscrits.

1855, 3 juin

Calmès, Jean François Régis Pétronille 'Zéphirin'

Zéphyrin Calmès, 1595 voix ; 1634 votants ; 2366 inscrits.

1864, 19 juin

Bermond, 'Paul' Louis

(31 août 1818). Avocat à Albi, conseiller municipal, juge suppléant, adjoint au maire, conseiller d'arrondissement depuis 1855. Maire d'Albi. Chevalier de la Légion d'honneur. 12000 F.

Paul Bermond, 1050 voix ; Zephyrin Calmès, 1008 voix ; 2076 votants ; 2395 inscrits.

Recours contre l'élection d'abord devant le conseil de préfecture (arrêté du 9 juillet 1864) puis devant le Conseil d'État qui annule les élections le 6 mai 1865.

1865, 9 juillet : élections partielles suite à annulation

Calmès, Jean François Régis Pétronille 'Zéphirin' (ci-dessus)

Zéphyrin Calmès, 1232 voix ; Paul Bermond, 827 voix ; 2074 votants ; 2460 inscrits.

Recours contre l'élection devant le conseil de préfecture. [Le dossier n'est pas complet dans 2 M 5/140 : l'affaire doit se conclure par l'annulation devant le Conseil d'Etat].

1866, 1^{er} juillet

Bermond, 'Paul' Louis (ci-dessus)

Paul Bermond, maire d'Albi, 1241 voix ; Adolphe Calmès, 947 voix ; 2191 votants ; 2467 inscrits.

Recours contre l'élection devant le conseil de préfecture formé par le sieur Calmès ; appel contre les arrêtés du 17 juillet 1866, devant le Conseil d'État ; celui-ci prononce le 1^{er} juin 1867 un non-lieu par suite du décès de Paul Louis Bermond.

1867, 4 août : élections partielles suite à décès

Calmès, Louis Joseph Zéphyrin 'Adolphe'

(Cassagnes, Aveyron-Valence, 29 juillet 1869). Fils de Zéphyrin Calmès, qui précède, et d'Elisabeth Lacombe. Époux d'Honorine Vidal.

Adolphe Calmès, 1096 voix ; Benjamin Chatard, maire de Valence, 904 voix ; 2026 votants ; 2484 inscrits.

Protestations par les sieurs Descolis, Portal et deux autres électeurs de Valence, arrêté du conseil de préfecture du 7 septembre

1867 qui les rejette ; appel devant le Conseil d'État, qui le rejette le 12 mai 1869.

L'administration était neutre.

1869, 3 octobre : élections partielles suite à décès

Chatard, Marie Victor 'Benjamin'

(Valence, 24 mai 1824). Fils de Marie Joseph Victor Chatard, propriétaire foncier à valence, et de Rose Henriette Jourdin.

Négociant, maire conseiller d'arrondissement (1852-1867). Notaire à Valence. 4 000 F. Maire de Valence (1892-1893). Président de la commission départementale de 1885 à 1889.

Benjamin Chatard 1068 voix ; Calmès, 879 voix ; 1953 votants ; 2528 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Chatard, Marie Victor 'Benjamin'

1871, 8 octobre

Calmès, 'Dieudonné'

Dieudonné Calmès, 1123 voix ; Benjamin Chatard, 727 voix ; 1873 votants ; 2529 inscrits.

1874 : « Républicain avancé. Situation fautive ; peu considéré. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Calmès, "Dieudonné"

Calmès, 1200 voix ; Benjamin Chatard, 820 voix ; 2115 votants ; 2427 inscrits.

1883, 12 août

Chatard, Benjamin (ci-dessus)

Benjamin Chatard, notaire, 1046 voix ; Dieudonné Calmès, notaire, maire de Valence, 916 voix ; 2047 votants ; 2550 inscrits.

Le Conseil d'État rejette le recours des sieurs Vergnes et Sévennes le 1^{er} février 1884.

« Républicain. Situation très bonne. Influence : tend à devenir sérieuse. Aptitudes : s'entend aux affaires, concours assuré à l'administration. Caractère et rapports : excellents. » (ADT, 2 M 5/19).

Préfet, 26 novembre 1886 : « Président de la commission départementale. Situation un peu amoindrie dans son canton. S'entend aux affaires. Sans aptitudes spéciales. Caractère affable. A ménager à cause de ses convictions peu arrêtées. Concours dévoué à l'administration. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Revellat, 'Henri' Marie Guillaume

(Curvalle, 16 avril 1841). Fils de Guillaume Frédéric Revellat, propriétaire à Lédas-et-Penthiès, et de Caroline Bonnet.

Avocat, ancien juge de paix, maire de Lédas-et-Penthiès (1874-1878, 1881-1908).

Chatard, 945 voix ; Revellat, 1100 voix ; Gaffié, docteur en médecine, 34 voix ; 2094 votants ; 2674 inscrits.

Le Conseil d'État rejette le 1^{er} avril 1890 le recours formé par Amans Chatard.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Réactionnaire. Ancien juge de paix révoqué. Réactionnaire, mais peu militant. Très courtois avec l'administration. Intelligent. Son influence paraît diminuer dans le canton. Excellentes relations avec tous ses collègues du conseil général. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet-4 août

Revellat, 'Henri'

1^{er} tour : Amans Chatard, maire de Valence, républicain, 907 voix ; Henri Revellat, conseiller sortant, maire de Lédas, rallié, 885 voix ; 1881 votants ; 2580 inscrits.

2^e tour : Chatard, 938 voix ; Revellat, 1044 voix ; 1951 votants ; 2643 inscrits.

Le Conseil d'État rejette le 28 février 1896 le recours contre l'élection formé par Amans Chatard.

Préfet, 11 janvier 1896 : « A la suite de sa révocation de juge de paix, s'était rejeté dans le parti réactionnaire. A, peu à peu, atténué son intransigeance et s'est présenté en juillet 1895 comme rallié. Esprit loyal. Sans influence sur ses collègues du conseil général. Essaie de flirter avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21 juillet

Chatard, Marie 'Amans' Joseph Georges

(Valence, 22 mars 1862-Valence, 8 avril 1923). Fils de Marie Victor Benjamin Chatard (qui précède), et de Léontine Agnès Boudet. Épouse le 20 avril 1898 à Valence Elisabeth Marie Léontine de Cambiaire, dont il divorce le 30 mai 1917 (tribunal d'Albi) ; remarié avec Marie Louise Acquier.

Notaire, maire de Valence (1893-1911, 1919-1923). Radical.

Amans Chatard, maire de Valence, 1143 voix ; Henri Revellat, conseiller sortant, 749 voix ; Benjamin Marty, ancien juge de paix, 86 voix ; 1992 votants ; 2675 inscrits.

Préfet, 1901 : « Élu conseiller général aux dernières élections, M. Chatard paraît avoir acquis une certaine influence sur les électeurs du canton ; a obtenu une grosse majorité sur son concurrent réactionnaire, M. Revellat, qui était titulaire du siège. Nature primesautière et d'un esprit trop exagéré, son instruction et son intelligence sont médiocres. Son rôle au conseil général sera un peu effacé. Bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Chatard, Marie 'Amans' Joseph Georges

Amans Chatard, maire de Valence, rad. soc., 1060 voix ; Adrien Chatard, maire de Saint-Cirgue, réact., 985 voix ; 2098 votants ; 2580 inscrits.

1913, 3-10 août**Mathieu, Germain**

Huissier, maire de Valence (1911-1919)

1^{er} tour : Germain Mathieu, rad. soc., 748 voix ; Auguste Bousquet, agrégé d'histoire et géographie, SFIO, 657 voix ; Adrien Chatard, maire de Saint-Cirgue, réact., 644 voix ; 1980 votants ; 2670 inscrits.

2^e tour : Mathieu, 1106 voix ; Chatard, 795 voix ; Auguste Bousquet, 17 voix ; 1965 votants ; 2659 inscrits.

1919, 14 décembre**Chatard, Marie 'Amans' Joseph Georges (ci-dessus)**

Amans Chatard, républicain, maire de Valence, 1143 voix ; Mathieu Germain, conseiller sortant, républicain démocrate, 396 voix ; Louis Fournier, 61 voix ; divers, 67 voix ; 1780 votants ; 2376 inscrits.

Préfet, 1922 : « M. Chatard est intelligent, mais peu travailleur et pourrait apporter plus de zèle dans l'accomplissement de son mandat. Aussi ne joue-t-il qu'un rôle très effacé dans le sein du conseil général. Il appartient au parti radical socialiste et entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (2 M 5/33).

1923, 10 juin : élection partielle suite à décès**Cannac, Georges 'Charles'**

(Puylaurens, 16 février 1878-Valence, 13 septembre 1930). Fils de François Casimir Cannac et de Alexandrine Madeleine Alquier ; époux de Marie Rose Gabrielle Touzé.

Greffier de paix, maire de Valence (1925-1930), conseiller d'arrondissement depuis 1907.

Charles Cannac, SFIO, 1015 voix ; Frédéric Goulesque, maire de Valence, rép. de gauche, 718 voix ; 1764 votants ; 2189 inscrits.

« M. Cannac, greffier de la justice de paix du canton de Valence, qui était conseiller d'arrondissement du canton de Valence

depuis 1907, est assez intelligent ; il s'est créé de nombreuses sympathies dans son canton où il a été élu dans de brillantes conditions par près de 300 voix de majorité. C'est un excellent républicain, très pondéré, qui ne paraît pas cependant appelé à jouer un rôle important au sein de l'assemblée départementale. Il n'est affilié à aucune section du parti socialiste et suivra plutôt les directives du parti radical-socialiste. »

1925, 19 juillet**Cannac, Charles**

Charles Cannac, SFIO, 1376 voix (seul candidat) ; 1563 votants ; 1950 inscrits.

1930, 30 novembre : élection partielle suite à décès**Paul-Boncour, Joseph**

(Saint-Aignan-sur-Cher, 4 août 1873-Paris, 28 mars 1972). Époux d'Hélène Raffard en 1902, 2 enfants.

Avocat à la cour d'appel de Paris, 17 rue de Téhéran, 8^e, à Albi, bd Magenta, sénateur du Loir-et-Cher, député, président du conseil, délégué permanent de la France à la Société des Nations.

Joseph Paul-Boncour, SFIO, 1019 voix ; Henri Pujol, pharmacien, concentration républicaine, 689 voix ; Roger Fourès, com., 22 voix ; 1741 votants ; 2062 inscrits.

1931, 18 octobre**Paul-Boncour, Joseph**

Joseph Paul-Boncour, union des gauches, 1262 voix ; Roger Fourès, com., 112 voix ; 1566 votants ; 2099 inscrits.

Préfet, 1931 : « Malgré son élection en qualité de sénateur de Loir-et-Cher, M. Paul-Boncour a posé à nouveau sa candidature comme conseiller général du canton de Valence d'Albigeois, qu'il représente à l'assemblée départementale depuis novembre 1930. Il se présentait comme candidat de l'Union des gauches et non comme socialiste SFIO. Il a été élu

avec presque l'unanimité des votants. Élu par ses collègues président du conseil général du Tarn, le 28 octobre dernier, il démissionna en raison des charges déjà lourdes qu'il assume.

M. Paul-Boncour occupe évidemment une place du premier plan au conseil général du Tarn. Il y sera toujours écouté tant par la majorité républicaine que par la minorité socialiste sur laquelle il continue à exercer une réelle influence, bien qu'il ne fasse plus partie du Parti. » (ADT, 2 M 5/76).

Ne se représente pas en 1937.

1937, 10 octobre

Sonilhac, Marcel

Maire de Valence, greffier de paix

Marcel Sonilhac, rép. soc., 958 voix ; Louis Fieu, professeur, SFIO, 681 voix ; Roger Fourès, com., 68 voix ; 1727 votants ; 2047 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Villeneuve, Élie

Maire de Cadix.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Sonilhac Marcel, greffier de paix, titulaire du poste, de l'Union républicaine socialiste, ne peut être maintenu en raison de sa vie privée qui a annihilé chez lui l'autorité indispensable à l'exécution du mandat de conseiller général et de l'insouciance totale dont il a fait preuve dans sa gestion municipale. Il est remplacé par M. Cluzel Élie, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement élu, URS, domicilié à Valence. » (ADT, 511 W 24).

La lettre précédente, du 23 janvier 1945, proposait également son exclusion, l'intéressé « apportant au gouvernement de

l'usurpateur une adhésion entière et se montrant grand admirateur de Philippe Henriot » (*ibid.*).

1945, 23-30 septembre

Fournier, Louis

([Pas à Valence], 21 novembre 1890).
Artisan, maire de Valence (1945-1947).

1^{er} tour : Fournier, SFIO, 1017 voix ; Henri Hygounenc, MRP, 907 voix ; Jean At, indépendant, 397 voix ; Raysseguier, com., 170 voix ; Marcel Sonilhac, soc. indép. 144 voix ; 2709 votants ; 3623 inscrits.

2^e tour : Fournier, 1451 voix ; Hygounenc, 1380 voix ; 2891 votants ; 3622 inscrits.

Préfet, 1945 : « Sympathique et dévoué, M. Fournier occupe au sein de l'assemblée départementale une place effacée. Son influence électorale n'excède pas les limites de sa circonscription. Il a pris une part active à la Résistance. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7-14 octobre

Cuq, 'Pierre-Noël' Casimir

(Lacapelle-Pinet, 17 décembre 1920-30 novembre 2007). Fils de Jules Cuq, cultivateur au Bruel, et d'Aurélie Fouillade. Marié, 2 enfants.

Propriétaire, maire de Lacapelle-Pinet (1945-après 1989). SFIO

1^{er} tour : Pierre-Noël Cuq, SFIO, 919 voix ; Cabot, 865 voix ; Gabriel Vergnes, commerçant à Valence, com., 232 voix ; Marcel Sonilhac, huissier à Valence, soc. ind., 196 voix ; Jean At, de Saint-Julien-Gaulène, paysan, 164 voix ; Paul Lauque, entrepreneur à Valence, rép. rad. ind., 78 voix ; Raymond Rieux, hôtelier à Valence, rép. ind., 26 voix ; 2539 votants ; 3417 inscrits.

2^e tour : Cuq, 1403 voix ; Cabot, 1196 voix ; Vergnes, 102 voix ; Sonilhac, 2 voix ; 2744 votants ; 3430 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1951 : « Élu en 1951, sympathique mais effacé, ne paraît pas pouvoir exercer d'influence notable. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril**Cuq, Pierre-Noël Casimir**

Renseignements généraux au préfet, 8 avril 1958 : « La situation dans le canton de Valence est difficile à déchiffrer. En 1951, M. Cuq avait, au 1^{er} tour, pris un léger avantage sur M. Cabot, en raison surtout du nombre élevé de candidats. Le 20 avril, la position de M. Cabot qui s'annonçait meilleure qu'en 1951 est susceptible de se détériorer tant soit peu, en raison de la candidature de M. Souyris, poujadiste, qui prendra quelques voix à M. Cuq, mais beaucoup plus semble-t-il à M. Cabot. » (ADT, 1106 W 94).

1^{er} tour : Pierre-Noël Cuq, SFIO, 1172 voix ; Augustin Cabot, action locale, 1038 voix ; Marcel Souyri, union défense des intérêts cantonaux, 232 voix, Gabriel Vergnes, com., 197 voix ; 2702 votants ; 3397 inscrits.

2^e tour : Cuq, 1472 voix ; Jean de Cambiaires, directeur de la caisse de crédit agricole du Tarn, CNI, 1307 voix ; divers, 1 voix ; 2815 votants ; 3391 inscrits.

1964, 8 mars**Cuq, Pierre-Noël Casimir**

Pierre-Noël Cuq, 1072 voix ; Désiré Puel, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, rep. ind., 893 voix ; Roger Fourès, com., 67 voix ; 2063 votants ; 3219 inscrits.

Préfet, 1964 : « Seul petit exploitant agricole dans l'assemblée départementale, non dépourvu d'esprit et de finesse, M. Cuq soutient la minorité avec courage et semble assuré de la confiance de son canton où il vient encore d'être réélu. Noter toutefois que l'opposition qui lui est faite par les indépendants conduits par M. Puel, membre du cabinet du ministre de la Santé, le conduira à la perte de son mandat aux prochaines élections. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8-15 mars**Cuq, Pierre-Noël Casimir**

1^{er} tour : Pierre-Noël Cuq, soc., 1160 voix ; Gérard Maraval, maire de Padiès, REI,

1108 voix ; Michel Daures, com., 173 voix ; 2502 votants ; 3028 inscrits.

2^e tour : Cuq, 1389 voix ; Maraval, 1201 voix ; 2627 votants ; 3028 inscrits.

1976, 7-14 mars**Nespoulous, Pierre**

(Valence, 25 avril 1936). Professeur d'université, maire de Valence (1971-1983), conseiller municipal d'Albi (1983-1995), conseiller régional (1986-2004). UDF-CDS

1^{er} tour : Pierre Nespoulous, CDP, 1286 voix ; Pierre-Noël Cuq, soc., 1237 voix ; Michel Daures, com., 151 voix ; 2709 votants ; 3149 inscrits.

2^e tour : Nespoulous, 1467 voix ; Cuq, 1348 voix ; 2843 votants ; 3153 inscrits.

Pierre Nespoulous est conseiller général du canton d'Albi Centre de 1985 à 1998.

1982, 14-21 mars**Bernard, Pierre**

(Alban, 6 mai 1934). Médecin à Trébas. Maire de Trébas (1970-2001). Député (1980-1993), PS puis DVG.

1^{er} tour : Pierre Bernard, soc., 1375 voix ; Pierre Nespoulous, UDF, 1332 voix ; Michel Daures, com., 79 voix ; 2846 votants ; 3148 inscrits.

2^e tour : Bernard, 1522 voix ; Nespoulous, 1361 voix ; 2921 votants ; 3147 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « En enlevant le siège sans difficulté au deuxième tour de la consultation, le docteur Bernard, député de la circonscription, remplace le canton de la gauche qu'il avait quitté six ans auparavant. Les absents du premier tour se sont mobilisés davantage en sa faveur et il a bénéficié du bon report d'un électoral communiste qui s'est, par ailleurs, très amenuisé.

Médecin de campagne installé depuis 1978 à Albi, M. Pierre Bernard est âgé de 48 ans. Député de la 1^{ère} circonscription du Tarn depuis le 10 octobre 1980 à la suite du décès de François Billoux dont il était le suppléant, il a été élu maire de Trébas,

commune du canton de Valence-d'Albi, où il vient de battre le président de l'UDF du Tarn. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre

Bernard, Pierre

Michel Daures, ouvrier peintre, com., 61 voix ; Pierre Bernard, soc., 1362 voix ; Elisabeth Antony, FN, 61 voix ; Charles Le Net, écol., 51 voix ; Marc Fabre, RPR, 906 voix ; 2501 votants ; 3023 inscrits.

1994, 20 mars

Bernard, Pierre

Pierre Bernard, soc., 1226 voix ; Michel Daures, com., 91 voix ; Clément de Bernard, FN, 78 voix ; André Maillé, maire du Dourn, UDF, 1044 voix ; 2528 votants ; 2979 inscrits.

2001, 11-18 mars

Maillé, André

(Le Dourn, 21 février 1942). Agriculteur. Maire du Dourn (1971-2014). UDF puis UMP.

1^{er} tour : Pierre Bernard, soc., 1107 voix ; Jacqueline Bousquet, éco., 107 voix ; André Maille, UDF, 970 voix ; Albert Fabre, DVD, 215 voix ; Jeanine de Bernard, MNR, 71 voix ; 2577 votants ; 2944 inscrits.

2^e tour : Maille, UDF, 1181 voix ; Bernard, soc., 1171 voix ; 2422 votants ; 2940 inscrits.

2008, 9-16 mars

Maillé, André

Remplaçante : Annick Ladoucette (Valenciennes, 17 octobre 1949).

1^{er} tour : Christian Mazet, com., 94 voix ; André Maillé, UMP, 1212 voix ; Pierre Souyris, DVG, 1118 voix ; 2504 votants ; 2894 inscrits.

2^e tour : Maillé, 1311 voix ; Souyris, 1084 voix ; 2443 votants.

Vaour

Itzac, Marnaves, Milhars, Montrozier, Penne, Le Riols, Roussayrolles, Saint-Michel-de-Vax, Vaour

1833, 20 novembre

Dubois, Marie Joseph 'Gaspard'

(Penne, 30 mai 1784-Castelnau-de-Montmiral, 4 février 1845). Fils de Antoine Salvy Dubois et de Marie Antoinette de Monteils ; célibataire.

Licencié en droit, notaire à Vaour, maire de Vaour ; 5 000 F.

Gaspard Dubois, 30 voix ; d'Aleyrac, ancien juge de paix à Cordes, 2 voix ; Poumarède, juge de paix à Cordes, 5 voix ; voix perdues, 3 voix ; 40 votants ; 50 inscrits.

1842, 11 décembre

Dubois, Marie Joseph 'Gaspard'

Gaspard Dubois, maire de Vaour, 30 voix ; Joseph Salvy Arvengas, notaire à Penne, 7 vix ; Mathieu Robert, à Penne, 4 voix ; voix perdues, 1 voix ; 42 votants ; 50 inscrits.

1845, 30 mars : élection partielle suite à décès

Dubois, Charles

(21 octobre 1779). Avocat et avoué à Gaillac, 6000 F. Frère du précédent.

Sous-préfet de Gaillac au préfet, 13 février 1845 : « ... il est même à craindre qu'il sera fort difficile d'avoir un sujet capable de remplir les fonctions de maire [de Vaour, en remplacement de Gaspard Dubois]. Son remplacement, dans les fonctions de membre du conseil général, présentera de plus grandes difficultés, car

il n'y a guère dans la contrée, parmi les personnes capables, que des gens hostiles au gouvernement. Il me reste cependant une ressource : ce serait de déterminer M. Charles Dubois, son frère, à accepter. Mais dans l'état des choses, je crois devoir attendre l'arrivée à Gaillac de M. Benjamin de Lacombe, qui est à Perpignan. Ils sont très liés, comme vous le savez ; et j'espère qu'il pourra l'engager à accepter. Ce serait un très bon choix, et dont la candidature serait accueillie par le pays. » (ADT, 2 M 5/141).

Charles Dubois, 40 voix ; Robert, légitimiste, à Haute-Serre, 2 voix ; voix perdues, 1 voix ; 43 votants ; 49 inscrits.

1848, 27 août

Dubois, Charles

Charles Dubois, 688 voix ; Joseph Salvy Arvengas, notaire à Penne, 342 voix ; 1031 votants ; 1505 inscrits.

1852, 1^{er} août

Arvengas, 'Joseph' Salvy

(Penne, 2 octobre 1785-Penne, 28 mai 1862). Fils de Pierre Arvengas, notaire, et de Jeanne Marie Thérèse Pellet ; époux de Jeanne Marie Brian.

Notaire à Penne. 3 000 F.

Arvengas, 795 voix ; Dubois, avoué à Gaillac, 81 voix ; Valette, notaire à Milhars, 9 voix ; Crouzet, médecin à Milhars, 1 voix ; 909 votants ; 1837 inscrits.

1855, 3 juin

Arvengas, 'Joseph' Salvy

Joseph Salvy Arvengas, 619 voix ; Géraud Lapisse, capitaine retraité à Albi, 319 voix ; Henri Duboys, 12 voix ; Crouzet, docteur en médecine à Milhars, 4 voix ; Tournié-Lacour, maire de Vaour, 1 voix ; 959 votants ; 1823 inscrits.

1862, 24 août : élection partielle

Duboys, Louis Marie 'Henry'

(20 septembre 1817, pas à Vaour). Avocat, suppléant du juge de paix, président de la commission de statistique, propriétaire à Vaour. 10 000 F.

Duboys, 862 voix ; Valette, notaire à Henry Milhars, 471 voix ; 1428 votants ; 1805 inscrits.

Préfet, 4 septembre 1862 : « Avocat à Gaillac jusqu'à la mort de son père qu'il a remplacé dans la gestion de ses propriétés. Revenu très variable, 200 000 F de propriétés immobilières. » (ADT 2 M 5/141).

1864, 19 juin

Duboys, Louis Marie 'Henry'

Henry Duboys, 1178 voix ; 1185 votants ; 1838 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 30 juillet 1864 : « Ancien républicain, rallié à l'Empire, mais conservant des opinions avancés. » (ADT, 2 M 5/11).

1870, octobre : membre de la commission départementales

Amouroux

notaire

1871, 8 octobre

Duboys, Louis Marie 'Henry', (ci-dessus)

Président de la commission départementale en 1883.

Henry Duboys, 753 voix ; Raynaud, ancien recteur, 124 voix ; Bernard Amouroux,

notaire à Penne, 298 voix ; 1251 votants ; 1844 inscrits.

1874 : « Républicain. Esprit inquiet, paradoxal, sans influence au conseil général où il suit toujours l'opposition. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Duboys, Louis Marie 'Henry'

Henri Duboys, 906 voix ; Bernard Amouroux, notaire à Penne, 333 voix ; Dieudonné L'Evêque, conseiller d'arrondissement, à Lassagne (Penne), 21 voix ; Gil, notaire à Milhars, 25 voix ; divers, 2 voix ; 1302 votants ; 1706 inscrits.

1883, 12-19 août

Duboys, Louis Marie 'Henry'

1^{er} tour : Henry Duboys, 604 voix ; Amouroux, 621 voix ; 1287 votants ; 1665 inscrits.

2^e tour : Duboys, 691 voix ; Bernard Amouroux, notaire à Penne, 687 voix ; 1428 votants ; 1665 inscrits.

Recours de Me Amouroux contre l'élection, rejeté par le Conseil d'État le 29 février 1884.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Républicain ; assez bonne situation ; influence un peu amoindrie ; intelligent, connaît les affaires et peut être utile ; président de la commission départementale ; rapports quelquefois difficiles. » (ADT, 2 M 5/19).

Préfet, 26 novembre 1886 : « A une grande connaissance des affaires administratives, connaissances qu'il doit à la continuité de ses fonctions de conseiller général. Peu laborieux et peu d'influence dans le sein du conseil général par suite de son caractère parfois absolu. Relations très courtoises. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Vaissière, Jean 'Pierre'

(Pas né à Vaour) 49 ans en 1895. Notaire, maire de Vaour (1878-1912).

Pierre Vaissière, 673 voix ; vicomte de Puységur, 562 voix ; Julien Viguiet, 12 voix ; Léon Gil, notaire, 11 voix ; divers, 2 voix ; 1321 votants ; 1598 inscrits.

Recours du vicomte de Puységur, rejeté par le Conseil d'Etat le 21 mars 1890

Préfet, 13 décembre 1892 : « Républicain modéré. Très bons rapports avec l'administration. Situation modeste. A acquis une certaine influence dans son canton. Caractère doux et conciliant, sérieux en affaires. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Vaissière, Jean 'Pierre'

Pierre Vaissière, 794 voix ; Alexandre Viguiet, 202 voix ; Julien Viguiet, 42 voix ; Paul Gouzy, 3 voix ; 1072 votants ; 1483 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Situation modeste ; famille nombreuse. Esprit fin, caractère jovial, affable, serviable. Il a acquis une très bonne influence dans le canton. Bons rapports avec le sous-préfet. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21 juillet

Vaissière, Jean 'Pierre'

Pierre Vaissière, 806 voix ; Alexandre Viguiet, 15 voix ; divers, 40 voix ; 958 votants ; 1380 inscrits.

Préfet, 1901 : « N'a aucune influence en dehors de son canton. Intelligent mais pas d'aptitudes spéciales. Bonnes relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Vaissière, Jean 'Pierre'

Pierre Vaissière, notaire, 611 voix ; Louis Céré, publiciste, cultivateur, 185 voix ; Alexandre Viguiet, 19 voix ; divers, 7 voix ; 873 votants ; 1384 inscrits.

1913, 3 août

Viguiet, Julien

(+10 février 1923). Maire de Penne (1908-1923) ; conseiller d'arrondissement (1910-1913).

Pierre Vaissière, 401 voix ; Julien Viguiet, 545 voix ; divers, 15 voix ; 983 votants ; 1255 inscrits.

1919, 14-21 décembre

Vaissière, Jean 'Pierre'

(73 ans en 1920+1925). Avocat, notaire, maire de Vaour (1919-1925). Radical.

1^{er} tour : Jules Durban, 188 voix ; Jean-Pierre Vaissière, 326 voix ; Jules Viguiet, maire de Penne, 278 voix ; 828 votants ; 1062 inscrits.

2^e tour : Vaissière, 429 voix ; Viguiet, 354 voix ; divers, 4 voix ; 803 votants ; 1062 inscrits.

Sous-préfet de Gaillac, 1920 : « M. Vaissière battu, par surprise, en 1913, revient à l'assemblée départementale. Ses opinions n'ont pas varié et il reste dans le canton de Vaour le chef du parti républicain. Son grand âge l'empêche de jouer un rôle important. Entretient les meilleures relations avec l'administration. » (2 M 5/30).

1925, 19 juillet

Durban, Jules

(13 juillet 1868-1^{er} janvier 1931). Nommé le 2 décembre 1920 directeur-économiste de l'hôpital général d'Albi (« qui au cours de la guerre a donné tant de preuves à l'hôtel de ville de son activité et de ses véritables qualités d'administrateur », ADT, 2 M 5/48), président de la commission départementale 1928-1931.

Sous-préfet de Gaillac, 18 juin 1925 : « M. Vaissières se retire de la vie politique. On prétend que son fils cherchera à lui succéder ; Mais ce dernier n'a pas les sympathies qu'avait le père et M. Durban d'Albi a les plus grandes chances de devenir conseiller général de ce canton. Si les bruits qui me parviennent sont exacts, demandé par la plupart des maires et protégé par M. Roques, conseiller d'arrondissement ; très sympathique. » 2 M 5/46.

Jules Durban, radical socialiste, 496 voix ;
Gustave Vaissière, notaire à Vaour,
radical, 284 voix ; 801 votants ; 951
inscrits.

1931, 22 février : élection partielle suite à décès

Calvet, Jean

(Gaillac, 25 février 1889-Gaillac, 12 mai 1965). Fils de Amédée Jean Marie Louis Calvet, propriétaire, et de Marie Hermine Puech ; épouse le 2 avril 1913 à Tourouzelle, Aude, Thérèse Augusta Marie Eugénie Villemeur.

Lieutenant, croix de guerre, 3 citations. Officier de la LH. Maire de Gaillac (1919-1941, révoqué, 1945-1959). Député 1928-1932. Fondateur du musée du Cayla.

Jean Calvet, SFIO, 410 voix ; Ulysse Valat, maire de Cordes, vétérinaire, radical, 330 voix ; 751 votants, 866 inscrits.

1931, 18 octobre

Calvet, Jean

Jean Calvet, 576 voix ; divers, 2 voix ; 682 votants ; 870 inscrits.

Préfet, 1931 : « Député socialiste SFIO de la circonscription Gaillac-Lavaur, M. Calvet est entré au conseil général à l'occasion d'une élection partielle en février 1931. Il a été réélu sans concurrent au renouvellement général d'octobre. ... Il a été le promoteur d'un vœu adopté par le conseil général décidant de l'achat par le département du château du Cayla, berceau d'Eugénie et de Maurice de Guérin. Puis il déposé son vœu tendant à la constitution d'un office d'hygiène rurale qui a longuement retenu l'attention de l'assemblée et est en voie de réalisation.

Excellent orateur, sympathique, M. Calvet ne manquera pas de jouer un rôle relativement important au sein de l'assemblée départementale, surtout s'il est réélu député en 1932. » (ADT, 2 M 5/76).

Préfet, 1934 : « En 1919, M. Calvet fut élu conseiller municipal et maire de Gaillac. Il était alors un disciple de Marc Sangnier du

Sillon. Il fut élu député du Tarn en 1928 comme SFIO, il vient de quitter ce parti pour celui de socialiste de France. Dans la ville de Gaillac, M. Calvet possède une forte situation personnelle et quelle que soit son étiquette et malgré aussi ses mœurs dissolues, il conserve la plupart de ses partisans. Mais on ne peut dire encore la répercussion que peut avoir sur sa situation dans le canton de Vaour sa nouvelle orientation politique. Excellent orateur, M. Calvet aurait pu jouer un rôle au conseil général. Mais jusqu'à présent, il n'a rien fait qui puisse le mettre en valeur. » (ADT, 2 M 5/88).

1937, 10 octobre

Calvet, Jean

Jean Calvet, rép. soc., 384 voix ; Fernand Verdeille, instituteur, SFIO, 316 voix ; divers, 2 voix. 713 votants ; 819 inscrits.

Recours tardif de Verdeille devant le conseil de préfecture interdépartemental, irrecevable comme hors délai le 26 octobre 1937.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « Le titulaire est M. Calvet Jean, homme de lettres, ancien député, ancien maire élu de Gaillac, URS, révoqué par le gouvernement de Vichy et qui a été correct avec la Résistance. Sa vie privée a amené de telles critiques que le CDL a nettement marqué son désir de le voir écarté. Au demeurant, il est intelligent et cultivé. Il pourrait être remplacé par M. Verdeille Fernand, SFIO, ancien instituteur, libraire à Albi, originaire de Penne (canton de Vaour), très connu dans le Tarn comme secrétaire à la propagande du parti. Si le ministre n'estimait pas possible de prononcer la révocation de M. Calvet, celui-ci serait maintenu et la candidature de M. Verdeille deviendrait sans objet. Je précise encore que MM. Calvet et Verdeille ont été en compétition pour le siège de conseiller général de Vaour et que ce siège doit être attribué

aujourd'hui à l'un ou l'autre de ces candidats. » (ADT, 511 W 24).

La lettre précédente, du 23 janvier 1945, indiquait « Relevé par le gouvernement de Vichy de ses fonctions de maire de l'importante commune de Gaillac, s'est fait octroyer par le préfet une indemnité annuelle de 27 000 F à l'occasion de ses fonctions de conservateur du musée du Cayla (Maurice et Eugène de Guérin)... » (*ibid.*).

1945, 23 septembre

Verdeille, 'Fernand' Jean Géraud

(Penne, 26 septembre 1906-Paris, 13^e, 19 octobre 1974). Fils de Némorin Verdeille, manufacturier à Penne, et de Elise marie Cazilla Couzy. Marié le 12 avril 1938 à Noailles avec Suzanne Comas, fille de Louis Lucien Eugène Henri Comas, chef de bureau des services civils à Quinhon (Annam), 1 enfant.

Instituteur à Bruniquel, libraire à Albi depuis 1938, maire de Penne (1947-1965) puis de Vaour (1965-1974), conseiller de la République et sénateur (1946-1974) élu les 8 décembre 1946, 7 novembre 1948, 18 mai 1952, 8 juin 1958, 26 avril 1959 et 1968.

Conseiller général du canton de Vaour (1945-1974), président du conseil général (1945-1955). SFIO.

Fernand Verdeille, SFIO, 647 voix ; René Lartigue, rad. soc., 193 voix ; Maurice Boyé, com., 171 voix ; 1076 votants ; 1365 inscrits.

Préfet, 1945 : « Intelligent, sympathique et actif, M. Verdeille a été choisi par ses collègues pour assurer la présidence de l'assemblée départementale. Délégué à la propagande du parti socialiste, son influence politique s'exerce dans tout le département et il est probable qu'il sera candidat aux prochaines élections législatives. Adversaire du gouvernement de Vichy, il a apporté tout son concours aux groupements de résistance sans toutefois y participer activement. Il entretient les meilleurs rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Verdeille, 'Fernand' Jean Géraud

Fernand Verdeille, 864 voix ; André Enjalbert, instituteur à Vaour, com., 104 voix ; Albert Loupiac, fonctionnaire des finances à Toulouse, RPF, 82 voix ; 1064 votants ; 1399 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « D'une intelligence aigüe et rapide, d'une incontestable habileté manœuvrière, actif et plein de dynamisme, M. Verdeille, sur des fondations assez peu profondes, a progressivement bâti une connaissance assez précise des questions administratives, un art de la parole qui procède d'une éloquence facile, mais souvent brillante, et une autorité politique que personne au conseil général n'a pu efficacement lui disputer. Sa réélection à la présidence de l'assemblée départementale et au Conseil de la République demeure sa préoccupation essentielle. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Verdeille, 'Fernand' Jean Géraud

Fernand Verdeille, SFIO, 831 voix ; Lucien Vergne, retraité SNCF, com., 123 voix ; divers, 1 voix ; 1012 votants ; 1366 inscrits.

1964, 8 mars

Verdeille, 'Fernand' Jean Géraud

Fernand Verdeille, soc., 631 voix ; Jean Gauthier, centre gauche, 251 voix ; Marcel Devic, com., 60 voix ; 957 votants ; 1326 inscrits.

Préfet, 1964 : « D'une intelligence aigüe et rapide, d'une incontestable habileté, actif, dynamique, M. Verdeille possède une connaissance précise des questions administratives, un art de la parole qui procède d'une éloquence facile, et une autorité politique qui n'avait guère été diminuée après son éviction de la présidence du conseil général. Mais son mandat de sénateur n'est assuré que par sa politique de démagogie auprès des petites communes rurales. Au sein du conseil général, l'arrivée du député socialiste

Spénale, homme plus nuancé et plus adroitement modéré, enlève beaucoup de moyens à M. Verdeille. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Verdeille, 'Fernand' Jean Géraud

Renseignements généraux au préfet, 13 janvier 1970 : « Au cours d'une récente réunion à Réalmont, les instances départementales de l'UDR ont pris certaines décisions en ce qui concerne les futures élections cantonales... Vaour : appui officieux à M. Boyer Maurice, né le 22 juillet 1931 à Réquista (Aveyron), instituteur (extrême gauche) maire de Penne depuis 1965, qui à cette époque avait ravi à M. Verdeille la mairie de cette commune en battant sa liste au premier tour et l'obligeant ainsi à aller se présenter à Vaour au 2^e tour. Cependant, pour satisfaire des ambitions professionnelles, M. Boyer serait susceptible de demander sa mutation dans un avenir plus ou moins lointain. » (ADT, 1106 W 98).

Fernand Verdeille, soc., 669 voix ; Maurice Boyer, DVG, 312 voix ; Jacques Nocaudie, com., 39 voix ; 1051 votants ; 1304 inscrits.

1974, 1^{er}-8 décembre : élection partielle suite à décès

Sudre, 'André' Basile

(Saint-Michel-de-Vax, 8 mars 1916-2 février 1999). Fils de Antonin Jean Pierre Sudre, cultivateur aux Estrabols, et de Aïma Julie Cambes.

Sous-préfet détaché à la préfecture de police de Paris (en 1974), sous-préfet hors classe mis à la disposition du préfet de la région Île-de-France (en 1978) ; maire de Saint-Michel-de-Vax (1965-1983).

1^{er} tour : Annick Dejean née Brillant, professeur agrégée à Gaillac, com., 71 voix ; Maurice Boyer, instituteur, maire de Penne, EXG, 288 voix ; André Sudre, soc., 405 voix ; Pierre Lachèze, cultivateur à Milhars, action cantonale et rurale, 273 voix ; 1045 votants ; 1340 inscrits.

2^e tour : Boyer, 444 voix ; Sudre, 549 voix ; 1055 votants ; 1340 inscrits.

1976, 7-14 mars

Sudre, 'André' Basile

1^{er} tour : André Sudre, soc., 425 voix ; Pierre Lachèze, REI, 327 voix ; Maurice Boyer, EXG, 317 voix ; Marie-Louise Hernandez, com., 72 voix ; 1148 votants ; 1412 inscrits.

2^e tour : Sudre, 524 voix ; Lachèze, 349 voix ; Boyer, 283 voix ; 1169 votants ; 1412 inscrits.

André Sudre démissionne pour raison de santé (lettre au président du conseiller général du 17 juillet 1978).

1978, 8-15 octobre : élection partielle suite à démission

Bosc, 'Gérard' Jeannot

(Milhars, 18 décembre 1931). Fils de Marcellin Bosc, cultivateur à Milhars, et de Marie Justine Bach. Epouse le 4 juin 1955 à Laparroquial Lucette Annie Sudre.

Agriculteur à Saulieu, commune de Milhars. Conseiller municipal (depuis 1959) puis maire de Milhars (1971-1995).

1^{er} tour : Gérard Bosc, soc., 474 voix ; Pierre Lachèze, DMF, 424 voix ; Marie-Louis Hernandez née Simeoni, com., 108 voix ; 1047 votants ; 1390 inscrits.

2^e tour : Bosc, 570 voix ; Lachèze, 503 voix ; 1108 votants ; 1390 inscrits.

1982, 14-21 mars

Bosc, 'Gérard' Jeannot

1^{er} tour : Gérard Bosc, DVG, 447 voix ; Pierre Lachèze, UDF, 353 voix ; Maurice Boyer, soc., 299 voix ; Marie-Louis Hernandez, com., 49 voix ; 1167 votants ; 1434 inscrits.

2^e tour : Bosc, 608 voix ; Lachèze, 512 voix ; 1187 votants ; 1434 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Ecarté par la section

socialiste au profit de M. Boyer, maire de Penne, le sortant néanmoins se représente avec l'appui d'une majorité des électeurs de gauche qui n'ont pas apprécié la disgrâce dans laquelle on l'a fait tomber. Divisés, dans un premier temps, les électeurs socialistes de ce canton très rural se regroupent pour maintenir M. Bosc au siège de conseiller au cours d'un scrutin de ballottage qui voit cependant un certain nombre de partisans de M. Boyer se reporter, par dépit, sur le candidat de l'opposition.

« M. Gérard Bosc, âgé de 51 ans, est agriculteur à Milhars, commune dont il est conseiller municipal depuis 1959 et maire depuis mars 1971. Élu pour la première fois conseiller général le 25 octobre 1978, il n'obtient pas l'investiture du parti socialiste en 1982 et se maintient malgré tout avec le soutien des amis de feu le sénateur Verdeille. Modeste dans son comportement, il est connu pour son dévouement et sa serviabilité. Exclu du PS lors du dépôt de sa candidature, il n'est pas impossible de le voir réintégré à plus ou moins longue échéance. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre

Boyer, Maurice

(Réquista, Aveyron, 23 juillet 1931-13 mai 2009). Directeur d'école, maire de Penne (1965-2006). DVG puis PS.

1^{er} tour : Claude Souyri, employé SNCF, com., 29 voix ; Gérard Bosc, DVG, 345 voix ; Ginette Artaud, écol., 16 voix ; Jocelyne Castaldo, FN, 23 voix ; Maurice Boyer, DVG, 342 voix ; Pierre Lachèze,

UDF, 281 voix ; 1052 votants ; 1399 inscrits.

2^e tour : Gérard Bosc, 439 voix ; Maurice Boyer, 446 voix ; Pierre Lachèze, 232 voix ; 1131 votants ; 1399 inscrits.

1994, 20 mars

Boyer, Maurice

Maurice Boyer, DVG, 530 voix ; Claude Pech, PC, 36 voix ; Frédéric Cabrolier, FN, 68 voix ; Gérard Bosc, SE, 382 voix ; 1072 votants ; 1352 inscrits.

2001, 11 mars

Boyer, Maurice

Marc Espigat, com., 168 voix ; Maurice Boyer, soc., 703 voix ; Olivier Senegas, FN, 59 voix ; Roger Joulia, MNR, 55 voix ; 1094 votants ; 1373 inscrits.

2008, 9 mars

Bousquet, Georges

(Gaillac, 26 mars 1957). Technicien en architecture, maire de Vaour (1999-2014), président de la communauté de communes des Causses Nord-Ouest du Tarn, 2001-2008. PS.

Président de l'ADDA (2008-).

Remplaçante : Ghislaine Kirchstetter-Boyer (Rabat, Maroc, 12 juin 1954).

Michel Bonnet, com., 152 voix ; Georges Bousquet, soc., 574 voix ; Jean-Marc Vieules, DVD, 368 voix ; 1163 votants ; 1393 inscrits.

Vielmur-sur-Agout

Carbes, Cuq-lès-Vielmur, Fréjeville,
Guitalens, Lalbarède, Sémalens, Serviès,
Vielmur
Guitalens et Lalbarède fusionnent par xxx

1833, 20 novembre

Guibal, Pierre Philippe 'Auguste'

(Castres, 15 janvier 1792-Castres, château de Lamouzié, 1^{er} juillet 1874). Fils de David Guibal et Françoise Marcel ; épouse le 10 février 1821 à Nîmes Zoé Veaute (décédée avant lui). Manufacturier à Castres, président du conseil de prud'hommes, juge au tribunal de commerce, sous-préfet. 10 000 F. Chev. LH.

Auguste Guibal, ex sous-préfet, à Castres, 22 voix ; Bernadou fils aîné, 6 voix ; Dulac de Monvert, ancien préfet, à Carbes, 3 voix ; Mijoule, à Sémalens, 1 voix ; 2 voix perdues ; 34 votants ; 50 inscrits.

L'élection doit être annulée (rien dans le PV du 2 M 5/142). Voir la convocation de l'élection de 1834 par arrêt du préfet du 9 juin 1834.

1834, 29 juin

Bernadou, Jacques Louis Vincent

(Castres, 11 ventôse an VIII ou 2 mars 1800-Vielmur, 27 juillet 1868). Fils de Louis Bernadou et Marguerite Vincens. Époux de Isaure Roger.

Propriétaire à Castres, capitaine de la garde nationale ; 8 000 F ; 20 000 F en 1864. Conseiller général de Vielmur de 1834 à sa mort en 1868. Député du Tarn 1837-1848 ou 1846 ? (4 novembre 1837 2^e collège de Castres, 2 mars 1839, idem, 9 juillet 1842, idem).

Bernadou fils, 24 voix ; de Fargueroles, député du Tarn, 13 voix ; 37 votants ; 50 inscrits.

Le conseil de préfecture annule l'élection par arrêté du 5 juillet 1834 pour violation des articles 44 et 46 de la loi du 22 juin 1833, mais en appel formé par le sieur Bernadou, le Conseil d'État annule cet arrêté et valide l'élection.

1842, 21 décembre

Bernadou, Jacques Louis Vincent

Jacques Louis Vincent Bernadou, propriétaire à Castres, 31 voix ; Louis Auguste Frézouls, maire de Vielmur, 14 voix ; de Gélis, ex officier de marine, 1 voix ; 46 votants ; 50 inscrits.

1848, 27 août

Bernadou, Jacques Louis Vincent

Bernadou fils, ancien député, 740 voix ; Ducros, capitaine de génie, à Castres, 683 voix ; 1428 votants ; 1655 inscrits.

1852, 1^{er} août

Bernadou, Jacques Louis Vincent

Jean Louis Vincent Bernadou, 890 voix ; Ducros, capitaine de génie, 515 voix ; 1407 votants ; 1934 inscrits.

1855, 3 juin

Bernadou, Jacques Louis Vincent

Louis Bernadou, ancien député, 1394 voix ; Ducros, ancien capitaine de génie, 18 voix ; 1421 votants ; 1932 inscrits.

1864, 19 juin

Bernadou, Jacques Louis Vincent

Louis Bernadou, 1377 voix ; divers, 14 voix ; 1391 votants ; 1896 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1864 : « Homme habile, d'une intelligence très déliée, mais d'un caractère peu estimé. On reproche à M. Bernadou d'avoir appartenu à toutes les opinions, d'être sans convictions politiques, comme sans convictions religieuses. Saint-simonien en 1830, il affecte aujourd'hui de suivre les offices du culte catholique avec une certaine régularité, mais ces apparences ne trompent personne. Lorsqu'il était député du Tarn, il se faisait élire par les légitimistes et votait à Paris avec les partisans de M. Guizot. On affirme que dans les diverses fonctions publiques qu'il a occupées et notamment dans celles de maire de Castres, il ne s'est jamais préoccupé que de donner satisfaction à ses intérêts personnels.

« Ces appréciations sont peut-être un peu sévères, bien qu'elles soient dans la bouche de tout le monde à Castres. Ce qu'on peut affirmer, c'est que M. Bernadou est d'un dévouement douteux envers le gouvernement malgré les protestations qu'il ne cesse de faire auprès de tous les

préfets qui se succèdent dans le Tarn ; mais il faut ajouter qu'il n'est pas homme à faire jamais opposition au pouvoir établi. Au sein du conseil général, il est, par sa connaissance des affaires et les aptitudes de son esprit, un membre souvent fort utile. Catholique. » (ADT, 2 M 5/11).

1868, 20-27 septembre : élection partielle suite à décès

Bernadou, 'Joseph' Marie

(14 octobre 1835). Propriétaire, maire de Vielmur, 6000 F.

1^{er} tour : Joseph Bernadou, 785 voix ; H. d'Heilhes, propriétaire à Cuq, 617 votants ; Amédée Nauzières, 254 voix ; 1663 votants ; 1949 inscrits.

2^e tour : Bernadou, 1149 voix ; d'Heilhes, 36 voix ; divers, 2 voix ; 1204 votants ; 1955 inscrits.

Préfet, 27 mars 1869 : « Les opinions de M. Bernadou ne sont pas hostiles au gouvernement de l'Empereur. Fils de M. Bernadou, ancien député et ancien maire de Castres, il a succédé à son père au conseil général. » (2 M 5/142).

1870, octobre : membre de la commission départementale

Bernadou, 'Joseph' Marie

1871, 8 octobre

Bernadou, 'Joseph' Marie

Joseph Bernadou, 1297 voix ; 1434 votants ; 2040 inscrits.

1874 : « Conservateur. Rallié depuis peu au parti conservateur, mais très net aujourd'hui dans son attitude. Peu influent ; assez populaire, mais peu de consistance. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Bernadou, 'Joseph' Marie

Joseph Bernadou, 1141 voix ; Milhau-Ducommun, maire de Castres, 501 voix ; 1640 votants ; 1957 inscrits.

1883, 12 août

Bernadou, 'Joseph' Marie

Joseph Bernadou, 907 voix ; Frédéric Milhau, 761 voix ; divers, 55 voix ; 1760 votants ; 1973 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « Orléaniste. On dit sa situation un peu embarrassée ; influence assez grande ; aptitudes médiocres ; caractère léger et inconséquent, mais serviable ; il est aimé dans son canton. » (ADT, 2 M 5/19).

Préfet, 26 novembre 1886 : « M. Bernadou, très remuant, voit néanmoins son influence décliner dans son propre canton. Il joue un rôle assez effacé au sein de l'assemblée. Caractère exceptionnellement affable et léger. Bons rapports avec tout le monde. » (ADT, 2 M 5/20).

1889, 28 juillet

Pesteil, Victor

Propriétaire, maire de Sémalens, conseiller d'arrondissement (1886-1889).

Victor Pesteil, 884 voix ; Joseph Bernadou, conseiller sortant, 805 voix ; 1725 votants ; 1924 inscrits.

Préfet, 13 décembre 1892 : « M. Pesteil est un esprit timide et froid. Il paraît très ennuyé d'être conseiller général et cherche tous les prétextes pour démissionner. Entretient avec l'administration de bonnes relations, mais très difficiles à diriger à cause de son caractère. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet

Milhau, Jean 'Frédéric'

(Castres, 11 mars 1845-1910 ?). Fils de Jean Joseph Milhau, propriétaire à Péraudel, et de Nathalie Adèle Emma Ducommun. Jean Frédéric est souvent appelé « Milhau-Ducommun ».

Propriétaire au château de Mélou (Castres) ; maire de Vielmur (1881-1882, 1884-entre 1908 et 1912). Conseiller d'arrondissement (1889-1895). Radical socialiste.

Frédéric Milhau, 878 voix ; Joseph Bernadou, 663 voix ; 1556 votants ; 1818 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « M. Milhau est un riche propriétaire qui a acquis dans son canton une influence relativement grande, en raison des nombreux services qu'il rend à ses électeurs. Il est assez intelligent et sa compétence au conseil général est plus spécialement remarquée dans les questions agricoles. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21 juillet

Milhau, Jean 'Frédéric'

Frédéric Milhau, 790 voix ; docteur Adrien Guibbaud, 710 voix ; divers, 3 voix ; 1509 votants ; 1773 inscrits.

Préfet, 1901 : « Propriétaire foncier. A joui d'une popularité aujourd'hui bien diminuée, même dans le canton de Vielmur, qui ne l'a réélu qu'à une faible majorité. M. Milhau a été candidat à la députation à Castres en 1898. Il se présentera peut-être de nouveau en mai prochain. Il entretient d'assez bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet

Milhau, Jean 'Frédéric'

Frédéric Milhau, 851 voix ; docteur Adrien Guibbaud, 669 voix ; 1539 votants ; 1754 inscrits.

1910, 12 juin : élection partielle suite à démission

Laveze, Alfred

Industriel. Maire de Vielmur entre 1908 et 1912 (succède à Milhau)-1919, puis 1925-1929).

Alfred Lavèze, 1134 voix ; 1263 votants ; 1774 inscrits.

1913, 3 août

Lavèze, Alfred

Alfred Lavèze, 1196 voix ; divers, 6 voix ; 1294 votants ; 1755 inscrits.

1919, 14 décembre

Bernadou, 'Jean' Marie Olivier

(Vielmur-sur-Agout, 28 janvier 1876-Vielmur-sur-Agout, 21 novembre 1949). Fils de Joseph Marie Bernadou, conseiller général, propriétaire, et de Léontine Pétronille Alibert.

Propriétaire, maire de Vielmur (1919-1925 puis 1935-1940 au moins). Conservateur.

Jean Bernadou, 646 voix ; Alfred Lavèze, industriel à Vielmur, 521 voix ; 1252 votants ; 1591 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 22 mars 1920 : « M. Bernadou a battu le conseiller général sortant qui pendant la durée de son mandat avait, au point de vue politique, manqué d'énergie. Son succès pourrait n'avoir pas de lendemain car il y a des éléments républicains sérieux dans le canton. Agriculteur, d'une valeur moyenne et sans compétence spéciale, M. Bernadou ne paraît pas devoir jouer un rôle marquant au conseil général. Rapports corrects avec l'administration. », (ADT 2 M 5/30).

1925, 19 juillet

Rascol, Louis

(Boissezon, 9 octobre 1866-Albi, 23 avril 1951). Fils de Louis Antoine Rascol, instituteur, et de Octavie Alexandrine Adélaïde Avérous.

Directeur de l'école primaire supérieure d'Albi, maire de Vielmur (1929-1935). Radical socialiste.

Voir dossier sur le centenaire de l'EPS d'Albi, dans *Revue du Tarn*, n°199 (2005), p. 433-458.

Louis Rascol, radical socialiste, 647 voix ; Jean Bernadou, conservateur, conseiller sortant, 611 voix ; 1276 votants ; 1467 inscrits.

Sous-préfet de Castres, septembre 1925 : « M. Rascol, directeur de l'École primaire supérieure et professionnelle d'Albi, membre du conseil supérieur de l'Instruction publique, chevalier de la Légion d'honneur, tient un place importante dans les milieux de l'enseignement technique. Il a battu de 30

voix de majorité environ le conseiller sortant réactionnaire, M. Bernadou. Actif, sympathique et très dévoué, il ne tardera pas à affermir sa situation dans son canton, de même qu'il jouera un rôle important au conseil général où sa vive intelligence, sa connaissance des questions sociales et industrielles, sa parole convaincue, lui assureront une place prépondérante. Les rapports de M. Rascol avec l'administration sont excellents et empreints même de cordialité. » (ADT, 2 M 5/45).

1931, 18 octobre

Rascol, Louis

Louis Rascol, radical, seul candidat, 1068 voix ; 1162 votants ; 1382 inscrits.

Sous-préfet de Castres, 1931 : « A vu sa situation politique raffermie puisqu'élu en 1925 avec 30 voix de majorité seulement, il n'a eu cette fois aucun concurrent. Les populations comprennent ses efforts dévoués. Excellents relations avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

Préfet, 1934 : « ... Il a par ses efforts constants assuré une reconstitution rapide de la commune de Vielmur en partie détruite par les inondations de 1930 et l'a dotée de l'électricité et de l'eau potable ainsi que d'un système d'égouts. » (ADT, 2 M 5/88).

1937, 10 octobre

Rascol, Louis

Louis Rascol, rad. soc., 980 voix ; Paul Lannes, commerçant, com., 82 voix ; divers, 2 voix ; 1156 votants ; 1352 inscrits.

Sous-préfet de Castres, octobre 1937 : « D'une franchise absolue, M. Rascol extériorise facilement ses sentiments, et la fermeté de son langage exprime avec éclat la solidité arrêtée de ses opinions. En outre, esprit cultivé, doué d'un vrai bon sens, il mérite l'estime et la sympathie dont il jouit dans le canton de Vielmur, ainsi qu'au conseil général, de même que la considération qui entoure ses avis. » (ADT, 2 M 5/95).

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Rascol Louis, directeur d'EPS en retraite, propriétaire à Vielmur, radical socialiste, n'a pas démérité et doit être maintenu. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23 septembre

Iversenc, Roger

(Lavaur, 24 août 1902-Guitalens, 14 août 1967). Fils d'Aimé Henri Louis Iversenc, médecin à Lavaur, et de Marie Thérèse Victorine Bouffil. Marié à Guitalens le 20 juillet 1927 avec Paule Massip.

Médecin militaire, puis docteur en médecine à Guitalens. Président de la délégation municipale de Guitalens le 25 août 1944. Président de la commission départementale en 1961. Chevalier LH septembre 1953 ; officier LH.

Roger Iversenc, rad. soc., 1185 voix ; Fernand Aussaresses, SFIO, 462 voix ; Paul Réau, com., 294 voix ; Fortuné Lavit, MRP, 169 voix ; 2166 votants ; 2756 inscrits.

Préfet, 1945 : « Intelligent, sympathique et très actif, M. le docteur Iversenc s'est créé une situation favorable à la fois dans son canton et au sein de l'assemblée départementale où ses interventions retiennent l'attention de ses collègues. Bien que n'appartenant à aucun groupement de Résistance, il a apporté une aide précieuse aux maquisards. Il entretient d'excellents rapports avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Iversenc, Roger

Roger Iversenc, rad. soc., 1465 voix ; Fernand Aussaresses, industriel, maire de Sémalens, SFIO, 466 voix ; Yves Alayrac, chauffeur à Castres, com., 226 voix ; 2223 votants ; 2708 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Radical du centre, nettement opposé aux socialistes et à M. le président Verdeille, M. le docteur Iversenc s'était montré naguère assez combatif. Il l'est moins aujourd'hui, remplissant son mandat de manière sérieuse et efficace, sans jouer un rôle de premier plan. » (ADT, 511 W 24).

1958, 20 avril

Iversenc, Roger

Roger Iversenc, rad., 1344 voix ; Yves Trégan, ext. dr., 342 voix ; Fernand Aussaresses, SFIO, 323 voix ; Yves Alayrac, com., 210 voix ; 2274 votants ; 2660 inscrits.

1964, 8 avril

Iversenc, Roger

Roger Iversenc, rad., 1617 voix ; Noël Bernou, com., 234 voix ; 1972 votants ; 2632 inscrits.

Préfet, 1964 : « Radical du centre, votant avec la majorité modérée du conseil général, le docteur Iversenc ne manque point d'affirmer une position personnelle qui serait encore plus nette s'il pensait faire utilement la jonction entre la majorité et la minorité actuelle du conseil général. Il a été porté à la présidence de la commission départementale parce que se trouvant précisément à la charnière de la majorité et de la minorité. Son action y est particulièrement constructive. Sa valeur personnelle lui permet de seconder efficacement le président du conseil général dans sa tâche de conciliation. » (ADT, 1107 W 48).

1967, 24 septembre : élections partielles suite à décès

Barbut, René

(Reims, 20 avril 1923-2 septembre 2006). Docteur en médecine, adjoint au maire de Vielmur (1977-1989). Div. gauche, rad, puis MRG puis UDF-radical.

René Barbut, div. gauche, 1782 voix ; Noël Bernou, com., 154 voix ; divers, 34 voix ; 2082 votants ; 2601 inscrits.

1970, 8 mars

Barbut, René

René Barbut, rad. soc., 1784 voix ; André Brémond, com., 206 voix ; 2125 votants ; 2637 inscrits.

1976, 7-14 mars

Barbut, René

1^{er} tour : René Barbut, RDG, 1051 voix ; docteur Bernard Racaud, DMF, 1083 voix ; Alain Billote, com., 201 voix ; 2405 votants ; 2862 inscrits.

2^e tour : Barbut, 1223 voix ; Racaud, 1194 voix ; 2474 votants ; 2862 inscrits.

1982, 14-21 mars

Barbut, René

1^{er} tour : René Barbut, RDG, 721 voix ; docteur Bernard Racaud, RPR, 922 voix ; Jacques Chadebec, soc., 586 voix ; Osnin Espinasse, écol., 176 voix ; Marie-Antoinette Courtefoix, com., 120 voix ; 2634 votants ; 3132 inscrits.

2^e tour : Barbut, 1264 voix ; Racaud, 1260 voix ; 2649 votants ; 3130 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Après un premier tour qui a vu le candidat RPR arriver en tête du scrutin, le candidat du PS se retirait au profit du docteur Barbut, RDG. Mais ce dernier ne devait pas recueillir l'ensemble des voix de gauche puisque, refusant de suivre les consignes, une part importante de l'électorat socialiste se reportait sur le docteur Racaud, représentant de l'opposition, au second tour. L'érosion du parti communiste se poursuit dans le canton sans même un signe de léger redressement.

« Âgé de 59 ans, M. Pierre Barbut est docteur en médecine. Adhérent du mouvement des radicaux de gauche depuis 1975, il a été l'un des rares élus RDG du Tarn à soutenir la candidature de François Mitterrand dès le premier tour. Bien implanté dans le canton de Vielmur, dont il a été conseiller municipal de 1959 à 1965, puis maire adjoint jusqu'en mars

1971, son audience semble pourtant s'amenuiser. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre-2 octobre

Aussagues, André

(Serviès, 9 juillet 1945-10 décembre 1995). Professeur de lycée agricole. Maire de Serviès, 1983-1995.

1^{er} tour : André Burguière, retraité chauffeur routier, com., 88 voix ; André Aussaguès, soc., 683 voix ; Robert Clarenc, RDG, 473 voix ; Robert Marty, occ., 62 voix ; Bernard Racaud, RPR, 829 voix ; Gérard Baudey, DVD, 95 voix ; Jean Poulin, FN, 87 voix ; 2380 votants ; 3267 inscrits.

2^e tour : Aussagues, 1254 voix ; Racaud, 1239 voix ; 2576 votants ; 3266 inscrits.

1994, 20-27 mars

Aussagues, André

1^{er} tour : Yves Alayrac, com., 181 voix ; André Aussaguès, soc., 751 voix ; Pierre Wagner, FN, 97 voix ; Jean Thomas, verts, 74 voix ; Alexandre Vigneron, CNI, 76 voix ; Pierre Etienne Pagès, UDF, 528 voix ; docteur Bernard Racaud, DVD, 425 voix ; docteur Alain Cèbe, SE, 590 voix ; 2823 votants ; 3570 inscrits.

2^e tour : Aussagues, 1193 voix ; Racaud, 969 voix ; Cebe, 689 voix ; 2961 votants ; 3569 inscrits.

1996, 4-11 février : élection partielle suite à décès

Clarenc, Robert

(Grazac, 2 février 1935). Principal de collège. Maire de Vielmur-sur-Agout (1977-2008) ; président de la communauté

de communes du Pays d'Agout (1997-2008). DVG.

Vice-président du conseil général, 2004-2011 ; président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale, 1998-2001, 2004-2008.

1^{er} tour : Georges Ricardou, com., 16 voix ; Monique Collange, maire de Lalbarède, soc., 633 voix ; Alain Cèbe, maire de Sémalens, DVD, 462 voix ; Robert Clarenc, DVG, maire de Vielmur, 630 voix ; Raymond Gardelle, DVD, 464 voix ; Bernard Racaud, DVD, 181 voix ; 2654 votants ; 3613 inscrits.

2^e tour : Gardelle, 682 voix ; Clarenc, 1089 voix ; Collange, 888 voix ; 2721 votants ; 3606 inscrits.

2001, 11 mars

Clarenc, Robert

Georges Ricardou, com., 502 voix ; Robert Clarenc, DVG, 1902 voix ; Grégory Bourzat, FN, 312 voix ; Colette Pelissier, MNR, 196 voix ; 3237 votants ; 4074 inscrits.

2008, 9-16 mars

Clarenc, Robert

Remplaçante : Josette Lieutard (26 mai 1944), à Sémalens.

1^{er} tour : Édouard Rincet, FN, 246 voix ; Bénédicte Cottaz-Cordier, com., 307 voix ; Jean Thomas, REG, 260 voix ; Michel Maurel, UMP, 1241 voix ; Robert Clarenc, DVG, 1408 voix ; 3602 votants ; 4590 inscrits.

2^e tour : Maurel, 1456 voix ; Clarenc, 1680 voix ; 3324 votants.

Villefranche-d'Albigeois

Ambialet, Bellegarde, Cambon-d'Albi, Cunac, Le Fraysse, Marsal, Mouzieys-Teulet, Saint-Juéry, Villefranche-d'Albigeois

1833, 20 novembre

Puel, 'Bernard' Armand Henri

(10 février 1797). Avocat, avoué à Albi, notaire, officier de la garde nationale, membre du conseil d'arrondissement, adjoint au maire d'Albi ; 3000 F (4000 F en 1839).

Bernard Puel, 28 voix ; Delbosc, notaire à Villefranche, 8 voix ; Combes fils aîné, maire de Villefranche, 8 voix ; 44 votants ; 50 inscrits.

1836, 2 décembre

Puel, 'Bernard' Armand Henri

Bernard Puel, 31 voix ; Cavalié, avocat à Albi, 1 voix ; Combes fils aîné, avocat à Villefranche, 9 voix ; Léon Thalabot, député à Paris, 4 voix ; 45 votants ; ? inscrits.

1845, 11 décembre

Puel, 'Bernard' Armand Henri

Bernard Puel, 33 voix ; Jules Boyer, avocat à Albi, 26 voix ; 59 votants ; 67 inscrits.

1848, 27 août

Boyer, Jules

(Albi, 20 septembre 1809-Albi, 22 octobre 1866). Avocat à Albi, 10 000 F. Député du Tarn 1848-1849 (le 26 novembre 1848, en remplacement du comté d'Aragon décédé).

Jules Boyer, 1111 voix ; Bole, avocat à Albi, ancien magistrat, 413 voix ; 1532 votants ; 2380 inscrits.

1852, 1^{er} août

Boyer, Jules

Jules Boyer, 1204 voix ; 1216 votants ; 2550 inscrits.

1858, 13 juin

Boyer, Jules

Jules Boyer, 1461 voix ; 1464 votants ; 2324 inscrits.

1867, 3 août

Lapanouse, Baptiste 'Auguste' Georges de

(Ambialet, 7 juin 1826-Albi, 20 juin 1885). Fils de Jean Baptiste Bienaimé de Lapanouse, adjoint au maire, et de Françoise Adélaïde Cammas, époux de Clémence Adélaïde Andorre.

Notaire à Albi.

Auguste de Lapanouse, 1561 voix ; Louis Ricard, notaire à Villefranche, 311 voix ; voix perdues, 7 ; 1879 votants ; 2494 inscrits.

1870, octobre : membre de la commission départementale

Balard

1871, 8 octobre

Lapanouse, Baptiste 'Auguste' Georges de (ci-dessus)

Auguste de Lapanouse, 1120 voix ; Louis Ricard, avocat à Villefranche, 577 voix ; 1765 votants ; 2529 inscrits.

1874 ; « Conservateur légitimiste. Esprit timoré ; mais très honorable ; assez d'influence ; sympathique à l'administration. » (ADT, 2 M 5/15).

1877, 4 novembre

Lapanouse, Baptiste 'Auguste' Georges de

Auguste de Lapanouse, 1754 voix ; divers, 28 voix ; 1822 votants ; 2508 inscrits.

1883, 12 août**Lapanouse, Baptiste 'Auguste'
Georges de**

Auguste de Lapanouse, 1456 voix ; Hippolyte Delbosq, docteur en médecine, 729 ; 2188 votants ; 2542 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « L'Éligitiste ; situation assez bonne, tend à diminuer malgré le résultat de la dernière élection ; homme d'affaires intelligent ; caractère et rapports faciles. » (ADT, 2 M 5/19)

**1885, 30 août : élection partielle
suite à décès****Lapanouse, Gustave de**

Notaire à Albi.

Gustave de Lapanouse, 1483 voix ; Pierre Jourde, propriétaire, conseiller d'arrondissement, 714 voix ; 2189 votants ; 2651 inscrits.

Préfet, 31 octobre 1883 : « L'Éligitiste ». (ADT, 2 M 5/19).

1889, 28 juillet**Lapanouse, Gustave de**

Gustave de Lapanouse, 1183 voix ; Maurice Gisclard, docteur en médecine, maire de Saint-Juéry, 865 voix ; divers, 11 voix ; 2111 votants ; 2327 inscrits.

Protestations des sieurs Barreau, Montels et autres, rejetées par le Conseil d'État le 22 mars 1890.

Préfet, 13 décembre 1892 : « Propriétaire, avocat, Nîmes, 7 rue Dorée. Réactionnaire. Très intelligent et très instruit. caractère très sympathique. Il ne serait pas étonnant qu'il se ralliât à la République. Très courtois dans ses rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/21).

1895, 28 juillet**Lapanouse, Gustave de**

Gustave de Lapanouse, 1324 voix ; Paul Huguenin, conseiller municipal de Saint-

Juéry, 17 voix ; divers, 29 voix ; 1534 votants ; 2752 inscrits.

Préfet, 11 janvier 1896 : « Propriétaire, avocat, 38 ans. Nîmes, 7 rue Dorée. Rallié. Érudit. Fortune considérable à laquelle il doit en grande partie sa situation prépondérante dans son canton. A accentué depuis 1892 son évolution vers la République. Prend part à toutes les discussions du conseil général. Rapports de courtoisie avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/22).

1901, 21 juillet**Rossignol, Alban**

(4 septembre 1867-). Conseiller de préfecture, en 1931 : sous-directeur des usines métallurgiques du Saut-du-Tarn, propriétaire, maire de Saint-Juéry (1904-1919), président du conseil général 1931-1942, président de la commission départementale de 1920 à 1927. Radical.

Alban Rossignol, 1331 voix ; Gustave de Lapanouse, 996 voix ; 2340 votants ; 2922 inscrits.

Protestations de Gustave de Lapanouse, rejetée par le Conseil d'État le 17 janvier 1902 (Conseiller de préfecture peu de temps l'élection, Alban Rossignol ne serait pas éligible ; or il s'était mis en disponibilité et avait été remplacé depuis le 7 mars 1901).

Préfet, 1901 : « Ancien conseiller de préfecture du Tarn, M. Rossignol possède une très grosse fortune. Très populaire dans son canton, il abattu aux dernières élections départementales M. de Lapanouse, qui paraissait pourtant occuper dans le canton de Villefranche une situation inexpugnable. Intelligent. caractère souple, insinuant ; pourrait prendre une place assez marquante au conseil général. Ses rapports avec ses collègues et l'administration sont des plus cordiaux. » (ADT, 2 M 5/25).

1907, 28 juillet-4 août**Rossignol, Alban**

1^{er} tour : Rossignol, rad., 1066 voix ; Gustave de Lapanouse, réact., 932 voix ; Anselme Biscons, négociant, soc. un., 379 voix ; 2377 votants ; 3199 inscrits.

2^e tour : Rossignol, 1309 voix ; de Lapanouse, 110 voix ; Biscons, 236 voix ; 1853 votants ; 3199 inscrits.

1913, 3 août

Rossignol, Alban

Alban Rossignol, rad., 1657 voix ; Germain Téqui, propriétaire, conseiller prud'hommes, SFIO, 403 voix ; 2101 votants ; 3190 inscrits.

1919, 14 décembre

Rossignol, Alban

Alban Rossignol, 1274 voix ; Louis Gélis, conseiller municipal de Saint-Juéry, 595 voix ; 2048 votants ; 2948 inscrits.

Préfet, 1922 : « M. Rossignol est un membre les plus influents du conseil général qui le charge chaque année des fonctions de rapporteur général du budget. Il est également président de la commission départementale. Ancien chef de cabinet du préfet, ancien conseiller de préfecture du Tarn, gros propriétaire foncier, il fait preuve de profondes connaissances administratives et agricoles et ses avis sont très écoutés. Il entretient les meilleures relations avec l'administration qui a en lui un précieux collaborateur. » (2 M 5/33).

1925, 19 juillet

Rossignol, Alban

Alban Rossignol, radical, 1056 voix ; Germain Téqui, maire de Saint-Juéry, SFIO, 1002 voix ; divers, 6 voix ; 2108 votants ; 2792 inscrits.

1931, 18 octobre

Rossignol, Alban

Alban Rossignol, rad. soc., 1068 voix ; Alphonse Pacifique, maire de Saint-Juéry, SFIO, 875 voix ; Irénée Debar, ouvrier électricien, com., 52 voix ; 2063 votants ; 2645 inscrits.

Préfet, 1931 : « Depuis avril 1927, M. Rossignol, radical socialiste, préside le

conseil général du Tarn. Il a été réélu, au dernier renouvellement, conseiller général de Villefranche contre un candidat SFIO. Après la démission de M. Paul-Boncour, il a été réélu président du conseil général le 28 octobre 1931, avec presque l'unanimité des voix. C'est du reste la première fois qu'il recueillait les voix des éléments avancés du conseil général, voix qui, aux précédentes élections du président, se groupait sur la candidature de M. François Morel, ancien député. Ancien conseiller de préfecture, président de l'office départemental agricole, chargé d'une importante direction aux usines métallurgiques du Saut-du-Tarn, M. Rossignol, président de la commission des finances au conseil général, est certainement parmi les conseillers généraux celui qui connaît le mieux les affaires départementales, dont il s'occupe avec un zèle et une compétence remarquable. Il entretient de très bons rapports avec l'administration. » (ADT, 2 M 5/76).

Préfet, 1934 : « ... Dans son canton, la situation de M. Rossignol est rendue difficile en raison de l'existence de la cité ouvrière de Saint-Juéry, qui comprend deux cinquième des électeurs et où sur 1100 inscrits, il y a 600 voix d'extrême gauche. M. Rossignol, radical socialiste, est obligé d'accepter le concours de voix modérées... » (ADT, 2 M 5/88).

1937, 10 octobre

Rossignol, Alban

Alban Rossignol, rad. soc., 1197 voix ; Félix Grimal, SFIO, 821 voix ; Fernand Delrieu, com., 139 voix. 2189 votants ; 2712 inscrits.

conseiller départemental (nommé par arrêté du 14 décembre 1942)

Rossignol, Alban

Conseiller général du canton de Villefranche. Alban Rossignol est président du conseil départemental.

1944-1945 : projets de reconstitution du conseil général provisoire

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 février 1945, justifiant ses propositions de reconstitution du conseil général : « M. Rossignol Alban, propriétaire, radical socialiste, titulaire du poste, est ancien président du conseil départemental. Il a signifié au président du CDL qu'il n'entendait plus avoir aucune activité politique. Il lui a été répondu que le préfet avait pris connaissance de cette lettre, en son temps. Il ne peut donc être question de le révoquer d'une fonction dont il s'est démis. Il est remplacé par M. Pacifique Alphonse, tailleur de limes à la main, SFIO, ancien maire élu de Saint-Juéry (canton de Villefranche), révoqué par le gouvernement de Vichy, rétabli dans ses fonctions à la Libération, très estimé de la population. » (ADT, 511 W 24).

1945, 23-30 septembre

Albet, Émilien Marius Henri dit Émile

(Villefranche-d'Albigeois, 16 août 1902-Saint-Juéry, 22 juillet 1985). Fils de Antonin François Albet, facteur, et de Rosalie Roques ; épouse le 2 avril 1928 à Saint-Juéry Andrée Capoulat. 1 enfant.

Instituteur, secrétaire du SNI, inquieté par Vichy. Siège au CDL au titre de la SFIO. Inspecteur puis directeur départemental de la jeunesse et des sports. Maire de Saint-Juéry (1945-1978) ; conseiller général de Villefranche (1945-1982). Président de la commission départementale 1945-1951 et de 195 ? à 1961. Président du Conseil général 1961-1976. Fonde et préside l'Office des HLM et la Fédération des MJC. Chev. LH le 4 février 1949.

Tarnais.

1^{er} tour : Émile Albet, SFIO, 1635 voix ; Léopold Lautrec, MRP, 1190 voix ; Fernand Delrieu, com., 805 voix ; 3722 votants ; 5108 inscrits.

2^e tour : Albet, 2523 voix ; 3141 votants ; 5112 inscrits.

Préfet, 1945 : « Sympathique, intelligent et très actif, M. Albet occupe une place en vue au sein de l'assemblée départementale

et ses collègues l'ont désigné pour présider la commission départementale. Partisan de l'unité des partis ouvriers, il est maire de la cité ouvrière de Saint-Juéry, dont il assure la gestion municipale en collaboration avec des élus communistes. Sa situation électorale dans le canton de Villefranche paraît assez solide malgré une forte opposition MRP. Il est membre du comité départemental de Libération. Il entretient les meilleures relations avec l'administration. » (ADT, 511 W 24).

1951, 7 octobre

Albet, Émilien Marius Henri dit Émile

Émile Albet, soc. ind., 2674 voix ; Daniel Julia, forgeron à Saint-Juéry, com., 530 voix ; divers, 8 voix ; 3384 votants ; 4804 inscrits.

Préfet, 13 juillet 1955 : « Intelligent, ardent et naturellement dynamique, M. Albet a été deux fois à la présidence du conseil général le concurrent malheureux de M. Verdeille et il reste son rival. Battu par lui au renouvellement d'octobre 1951 et en 1955, et exclu à la suite de ce différend du parti socialiste SFIO et de la présidence de la commission départementale, il souhaiterait prendre une revanche. Resté membre de la commission des finances, il a suivi de près les affaires départementales et inspecteur du service départemental de la Jeunesse et des Sports, sa situation de base lui fournit des occasions constantes de se trouver en rapports avec les municipalités. » (511 W 24).

1958, 20 avril

Albet, Émilien Marius Henri dit Émile

Émile Albet, soc. ind., 3268 voix ; Abel Bonningue, métallurgiste au Saut-du-Tarn, com., 494 voix ; Etienne Savelon, employé EDF, SFIO, 176 voix ; divers, 1 voix ; 4039 votants ; 5025 inscrits.

1964, 8 mars

Albet, Émilien Marius Henri dit Émile

Émile Albet, centre gauche, 3097 voix ; Abel Bonningue, com., 308 voix ; 3494 votants ; 5102 inscrits.

Préfet, 1964 : « Intelligent, dynamique, M. Albet avait été, à deux reprises différentes, le concurrent malheureux à la présidence du conseil général contre M. Verdeille, sénateur socialiste. Le changement de majorité survenu à partir d'octobre 1955 avait provoqué la défaite de M. Verdeille au profit de M. Saissac, décédé accidentellement en 1961, date à laquelle M. Albet lui a succédé. Ayant des rapports étroits avec les élus et avec l'administration du département en raison de ses fonctions anciennes de chef du service départemental de la Jeunesse et des Sports et actuelle de président de l'Office départemental des HLM, M. Albet joue un jeu personnel et modéré, son tempérament ne lui permettant pas d'être l'homme d'une coalition ou d'un groupe mais celui d'une situation politique générale. Il s'attachera donc à suivre la conjoncture politique et aura les épaules assez solides et un sens politique assez fin pour faire ses choix. Aussi est-ce à tort que M. Yrissou avait tendance à considérer M. Albet comme son homme lige dans ses fonctions de président du conseil général après l'avoir fait élire par les voix de ses amis s'ajoutant à celles du centre. D'ailleurs la défaite de M. Yrissou aux dernières élections législatives vient renforcer la position personnelle de M. Albet au sein du conseil général et lui permettra de modifier l'assiette de la majorité s'il le juge un jour utile. Ainsi, lors des excès pro-OAS des élus départementaux d'extrême droite conduits par M. Yrissou, il fut sur le point de s'appuyer dans la mesure voulue sur la minorité socialiste alors modérément anti-gouvernementale. Par contre, la véhémence actuelle des mêmes socialistes lui fait rechercher à nouveau un appui sur la droite de M. Yrissou devenu plus modéré. » (ADT, 1107 W 48).

1970, 8 mars

Albet, Émilien Marius Henri dit Émile

Émile Albet, ind., 3642 voix ; Fernand Delrieu, com., 755 voix ; 4562 votants ; 5693 inscrits.

1976, 7 mars

Albet, Émilien Marius Henri dit Émile

Émile Albet, CGM, 3064 voix ; Jean Polisset, soc., 1513 voix ; Gabriel Miranda, com., 557 voix ; 5248 votants ; 6725 inscrits.

1982, 14-21 mars

Polisset, Jean

(Paris, 15^e, 12 novembre 1933). Professeur. Maire de Saint-Juéry (1978-2001).

Vice-président du conseil général 1985-1988, 1998-2001. Président de l'office public départemental d'HLM, 1988-2001, président du CAUE, 2001-2008.

1^{er} tour : Jean Polisset, soc., 2670 voix ; Robert Raucoules, UDF, 2239 voix ; Francis Tripier, com., 732 voix ; 6042 votants ; 7808 inscrits.

2^e tour : Polisset, 3460 voix ; Raucoules, 2429 voix ; 6209 votants ; 7807 inscrits.

Renseignements généraux au préfet, 1^{er} avril 1982 : « Maire de Saint-Juéry, la plus importante des communes du canton, M. Polisset est élu, sans surprise, au second tour de scrutin avec un report normal des voix communistes contre un candidat DVG qui n'a pu recueillir sur son nom que les seules voix de l'opposition.

« M. Jean Polisset, professeur d'enseignement des collèges à Albi, est âgé de 49 ans. Connu dans le département par ses responsabilités au sein de la FNACA, dont il a été le président départemental de 1971 à 1975, il est depuis février 1977 conseiller municipal de Saint-Juéry et maire de cette commune depuis le 22 octobre 1978 à la suite d'élections municipales partielles. » (ADT, 1701 W 4).

1988, 25 septembre

Polisset, Jean

Martine Girchil, employée, maire adjoint de Saint-Juéry, com., 358 voix ; Jean Polisset, soc., 3281 voix ; Danielle Doussot, FN, 167 voix ; Richard Canac, UDF, 1136 voix ; 5145 votants ; 8499 inscrits.

1994, 20-27 mars

Polisset, Jean

1^{er} tour : Thierry Albajar, com., 485 voix ; Jean Polisset, soc., 2990 voix ; Christian Ducomte, FN, 305 voix ; Jean-Louis Mathieu, maire de Cambon-d'Albi, DVD, 2394 voix ; 6551 votants ; 8957 inscrits.
2^e tour : Polisset, 3432 voix ; Mathieu, 2948 voix ; 6721 votants ; 8956 inscrits.

2001, 11-18 mars

Polisset, Jean

1^{er} tour : Roger Henry, com., 992 voix ; Jean Polisset, soc., 2791 voix ; Daniel Maurel, DVD, 2175 voix ; Claude Riche, DVD, 317 voix ; Sylvie Prin, FN, 317 voix ; André Galabru, MNR, 143 voix ; 7231 votants ; 9413 inscrits.

2^e tour : Polisset, soc., 3058 voix ; Maurel, DVD, 2852 voix ; 6255 votants ; 9412 inscrits.

2008, 9-16 mars

Raynaud, Jean-Paul

(Fraise-des-Corbières, Aude, 13 mai 1947). Technicien de laboratoire retraité. Maire de Saint-Juéry (2014-). PS.

Remplaçante : Emilie-Julie Raynal (Toulouse, 17 mars 1982).

1^{er} tour : Serge Gimenez, com., 1413 voix ; Jean-Paul Raynaud, soc., 2422 voix ; Daniel Maurel, DVD, 2425 voix ; Fabien Nazaret, VEC, 839 voix ; 7517 votants ; 10403 inscrits.
2^e tour : Maurel, 2865 voix ; Raynaud, 3247 voix ; 6366 votants.



Présidents du conseil général

1790-1791	Marie-Joseph Dor de Lastours 1790, 3 novembre
1791-1792	de Lafargue 1791, 30 novembre
1792	Louis de Charpentier-Dessonville 1792, 28 juillet Demande un congé le 22 octobre 1792 et est remplacé par Justy pendant quelques jours. Ce dernier signe ensuite comme président à partir du 23 novembre
1792	Justy 1792, 22 octobre-23 novembre
1792	Jean-François Campmas 1792, 6 décembre. démissionne aussitôt
1792-1793	Foulquier 1792, 11 décembre
1793	Fournès 1793, 10 septembre

Suppression du conseil général par la loi du 14 frimaire an III (4 décembre 1793). Celui-ci est rétabli par Bonaparte.

an VIII-an XII	Henry Fréjeville an VIII, 1 ^{er} thermidor : président Fréjeville ; secrétaire Audoy an IX, 15 germinal : id. an X, 1 ^{er} prairial : id. an XI, 15 floréal : id.
-----------------------	--

an XII-an XIII**Jean Hargenvillier**

an XII, 15 germinal : président d'Hargenvillier ; secrétaire, Audoy

an XIII-1806**Henry Fréjeville**

an XIII, 2 floréal : Fréjeville ; secrétaire Audoy

1806-1816**Jean Hargenvillier**

1806, 1er juin : président Hargenvillier ; secrétaire Audoy

1807, 16 octobre : id.

1809, 11 janvier : id.

1810, 16 février : id.

1810, 2 juillet : id.

1811, 16 août : président d'Hargenvillier ; secrétaire de Marliaves

1812, 6 mai : id.

1813, 12 mai : président d'Hargenvilliers ; secrétaire d'Assézat

1814, 15 octobre : président d'Hargenvillier ; secrétaire de Marliaves

1815, 21 mars : id.

1816**Henri Félix de Pélissier**

1816, 4 juin : président de Pélissier (à la pluralité). Il démissionne aussitôt, trop occupé par ses fonctions de commandant du département. Secrétaire d'Assézat.

1816-1819**Jean Jacques Augustin Rey de Saint-Géry**

1816, 4 juin : président marquis de Saint-Géry (à l'unanimité) ; secrétaire d'Assézat

1817, 28 avril : marquis de Saint-Géry ; secrétaire d'Assézat (à la pluralité).

1818, 18 juin : id.

1819, 6 août : id.

1819-1820**François Gabriel de Solages**

1819, 6 août : le soir même, « M. le marquis de Saint-Géry s'étant trouvé malade, s'est vu forcé de cesser les fonctions de président. Le conseil s'est occupé de suite de son remplacement. La pluralité des suffrages a porté M. le vicomte de Solages à la présidence du conseil. » Secrétaire : d'Assézat.

1820-1825**Jean Jacques Augustin Rey de Saint-Géry**

1820, 7 août : marquis de Saint-Géry ; secrétaire d'Assézat.

1821, 18 août : id.

1822, 4 septembre : id.

1823, 5 juin : id.

1824, 20 août : id.

1825-1831**Marie Joseph Dor de Lastours**

1825, 15 juillet : président Dor de Lastours ; secrétaire d'Assézat.

1826, 17 août : id.

1827, 16 août : id.

1828, 8 septembre : id.

1829, 27 août : id.

1831**Raymond Gorsse**

1831, 10 mai : président Gorsse ; secrétaire d'Assézar.

1831-1836**Jean Louis Henri, marquis d'Aragon**

1831, 12 novembre : président d'Aragon ; secrétaire d'Assézat.

1832, 1er juin : id.

1833, 25 janvier : id.

1833, 31 juillet : id.

1834, 12 juillet : président :

1er tour. baron Corbière, 2 voix ; Azaïs, 6 voix ; baron Foulquier, 7 voix ; marquis d'Aragon, 9 voix ; Brandouin du Puget, 1 voix ; Calmès, 1 voix ; de Saint-Maurice, 1 voix ; Gorsse, 1 voix ; Vialas, 1 voix ; 29 votants

2e tour : baron Corbière, 1 voix ; Azaïs, 7 voix ; baron Foulquier, 9 voix ; marquis d'Aragon, 12 voix ; 29 votants.

Scrutin de ballottage : baron Foulquier, 13 voix ; marquis d'Aragon, 14 voix.

Secrétaire : 29 votants ; Marquis de Dalmatie, 18 voix ; Alba-Lasource, 7 voix ; Azaïs, 2 voix ; Du Puget, 1 voix ; Baernadou, 1 voix.

1835, 18 septembre : 23 votants ; marquis d'Aragon, 16 voix ; marquis de Dalmatie, 5 voix ; d'Assézat, 1 voix ; Bermond, 1 voix. Secrétaire : d'Assézat, 14 voix ; marquis de Dalmatie, 7 voix ; Foulquier, 1 voix ; Rigal, 1 voix.

1836-1839**maréchal Jean de Dieu Soult**

1836, 22 août : 20 votants ; duc de Dalmatie, 14 voix ; baron de Foulquier, 5 voix ; chevalier d'Assezat, 1 voix ;

Secrétaire : 1er tour : Alba-Lasource, 9 voix ; chevalier d'Assézat, 7 voix ; baron de Foulquier, 2 voix ; Dussap, 1 voix ; Rigal, 1 voix. 2e tour : Alba-Lasource, 13 voix ; d'Assézat, 5 voix ; baron de Foulquier, 2 voix.

1837, 24 août : 22 votants ; duc de Dalmatie, 19 voix ; secrétaire : Rigal, 18 voix.

1838, 20 août : 24 votants ; maréchal, duc de Dalmatie, 23 voix. Secrétaire, 25 votants ; docteur Rigal, 18 voix ; du Puget, 3 voix ; Bernadou, 2 voix ; chevalier d'Assézat, 1 voix ; baron Foulquier, 1 voix.

1839-1840**Jean Baptiste de Foulquier**

1839, 26 août. Président : 21 votants.

1er tour. baron Foulquier, 7 voix ; baron Corbière, 6 voix ; marquis d'Aragon, 6 voix ; de Falguerolles, 1 voix ; Loup, 1 voix.

2e tour : marquis d'Aragon, 8 voix ; baron Foulquier, 7 voix ; baron Corbière, 5 voix ; de Falguerolles, 1 voix.

Scrutin de ballottage : 19 votants ; baron Foulquier, 10 voix ; marquis d'Aragon, 9 voix.

Secrétaire : 21 votants ; docteur Rigal, 13 voix ; Prosper Gorsse, 3 voix ; Mahuziès, 2 voix ; du Puget, 2 voix ; blanc, 1.

1840-1841**maréchal Jean de Dieu Soult**

1840, 24 août : 22 votants ; maréchal Soult, 21 voix ; secrétaire : 23 votants ; Mahuzié, 18 voix.

1841-1842**Jean Louis Henri, marquis d'Aragon**

1841, 23 août : 26 votants ; marquis d'Aragon, 20 voix. L'état de sa santé ne lui permettant pas d'assister régulièrement aux séances, le conseil élit un vice président en la personne du baron Corbière (24 voix). Mahuzié, secrétaire (20 voix).

1842-1843**Charles Philippe Auguste Corbière**

1842, 8 septembre : 25 votants

1er tour : baron Corbière, 11 voix ; marquis d'Aragon, 10 voix ; Bernadou, 2 voix ; de Falguerolles, 2 voix.

2e tour : baron Corbière 19 voix ; Bernadou, 4 voix ; de Falguerolles, 2 voix.

Secrétaire : 26 votants ; docteur Rigal, 20 voix ; Mahuzié, 5 voix ; comte d'Aragon, 1 voix.

1843-1845

Jean Louis Vincent Bernadou

1843, 21 août :

1^{er} tour : 26 votants ; Rigal, 11 voix ; Bernadou, 6 voix ; vicomte Decazes, 4 voix ; Jauzion, 2 voix ; de Clausade, 1 voix ; Mahuzié, 1 voix ; Gorsse, 1 voix.

2^e tour : 27 votants : Rigal, 10 voix ; Bernadou, 9 voix ; Decazes, 5 voix ; Jauzion, 1 voix ; Mahuzié, 1 voix ; 1 blanc.

Scrutin de ballottage : 27 votants ; Bernadou, 14 voix ; Rigal, 13 voix.

Secrétaire : 27 votants ; 1^{er} tour : Gorsse, 11 voix ; de Clausade, 11 voix ; Rigal, 2 voix ; d'Aragon, 1 voix ; Decomte, 1 voix ; Mahuziés, 1 voix.

2^e tour : Gorsse, 15 voix ; de Clausade, 12 voix.

1844, 26 août : 27 votants ; Rigal, 12 voix ; Bernadou, 14 voix ; 1 nul.

Secrétaire : 1er tour : de Clausade, 12 voix ; Prosper Gorsse, 11 voix ; Charles d'Aragon, 3 voix ; de Saint-Maurice, 1 voix. 2e tour : Gorsse, 13 voix ; de Clausade, 14 voix.

1845-1849

maréchal Jean de Dieu Soult

1845, 25 août : 29 votants ; maréchal Soult, 16 voix ; docteur Rigal, 13 voix. Secrétaire : Amédée de Clausade, 24 voix ; Prosper Gorsse, 4 voix ; de Saint-Maurice, 1 voix.

1846, 14 septembre : 28 votants ; maréchal Soult, 25 voix ; Jauzion, 1 voix ; 2 blancs. Secrétaire : Amédée de Clausade, 24 voix ; Rigal, 1 voix ; de Saint-Maurice, 1 voix ; de Carrière, 1 voix ; général Audoy, 1 voix.

1847, 30 août : 24 votants ; maréchal Soult, 16 voix ; Jauzion, 1 voix ; de Clausade, 1 voix ; 6 blancs. Secrétaire : 25 votants : Amédée de Clausade, 23 voix ; Bernadou, 1 voix ; Decomte, 1 voix.

1848, 5 octobre : 33 votants ; maréchal Soult, 27 voix ; Rigal, 1 voix ; général Audoy, 1 voix ; 4 blancs. Secrétaire : Caussé, 19 voix ; Canet, 9 voix ; Clausade, 3 voix ; Boyer, 1 voix ; 1 blanc.

1848, 21 novembre : 32 votants ; maréchal Soult, 27 voix ; général Audoy, 1 voix ; Rigal, 1 voix ; 3 blancs. Secrétaire : Caussé, 28 voix ; de Clausade, 2 voix ; Canet, 1 voix ; Boyer, 1 voix.

1849-1852**général Joseph Victor Audoy**

1849, 27 août : 29 votants ; général Audoy, 23 voix ; d'Alayrac, 5 voix ; de Saint-Maurice, 1 voix. Secrétaire : Caussé, 25 voix ; de Clausade, 3 voix ; Boyer, 1 voix.

1850, 26 août : 20 votants ; général Audoy, 19 voix ; Mazars d'Alayrac, 1 voix. Secrétaire : Caussé, 17 voix ; Espinasse, 1 voix ; Clausade, 1 voix ; Boyer, 1 voix.

1851, 25 août : 20 votants ; général Audoy, 19 voix ; Duboys, 1 voix. Secrétaire : Caussé, 18 voix ; Espinasse, 1 voix ; Louis Bernadou, 1 voix.

En vertu de la loi de 1852, le bureau du conseil général est nommé chaque année par le gouvernement.

1852-1855**Jean Louis Vincent Bernadou**

D. 20 août 1852 Jean Louis Vincent Bernadou, ancien député ; vice-président, Azaïs, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, secrétaire, M. Caussé

D. 8 août 1853 idem

D. 2 août 1854 idem

1855-1859**général baron Joseph Gorsse**

D. 31 juillet 1855 général baron Joseph Gorsse, député au Corps législatif ; vice-président : Bernadou, maire de Castres ; secrétaire : Daguilhon-Pujol, procureur impérial à Foix

D. 11 août 1856 idem

D. 3 août 1857 idem

D. 2 août 1858 idem

1859-1862**baron Edmond de Carayon-Latour**

D. 6 août 1859 baron Edmond de Carayon-Latour

D. 11 août 1860 baron Edmond de Carayon-Latour, député au Corps législatif ; vice-président : Bernadou, maire de Castres ; secrétaire : Daguilhon-Pujol, avocat général près la cour impériale de Bordeaux.

D. août 1861 idem

1862-1865**général baron Joseph Gorsse**

D. 11 août 1862 général baron Joseph Gorsse ; Bernadou, maire de Castres ; secrétaire : Daguilhon-Pujol, procureur impérial près le tribunal civil de Bordeaux

D. 12 août 1863 général baron Joseph Gorsse ; vice-président :
Daguilhon-Pujol, avocat général près la cour impériale de
Bordeaux ; secrétaire : M. Crozes, vice-président du tribunal
d'Albi

D. 11 août 1864 id.

1865-1870

Charles Daguilhon-Pujol

D. 2 août 1865 Charles Daguilhon-Pujol, procureur général
près la cour impériale de Pau ; vice-président : M. Olombel,
maire de Mazamet ; secrétaire : M. Crozes, vice-président du
tribunal d'Albi

D. 12 août 1866 id.

D. 15 août 1867 id.

D. 15 août 1868 id.

D. 7 août 1869 id.

*A partir du 4 septembre 1870, la commission départementale puis le conseil
général élit en son sein son bureau*

1870-1871

Alquier-Bouffard

Président élu de la commission départementale ; Rigal, vice-
président ; Cavalié, secrétaire.

1870, 28 octobre. 1^{er} tour. 25 votants ; Alquier-Bouffard, 11 voix ;
Cavalié, 11 voix ; Barrau de Muratel, 3 voix. 2^e tour : Alquier-
Bouffard, 17 voix ; Lavergne, 6 voix ; Barrau de Muratel, 2
voix.

1871-1877

Charles Daguilhon-Pujol

1871, 25 octobre : 35 votants ; Daguilhon-Pujol, 22 voix ; Devoisins-
Lavernière, 13 voix.

1872, 19 août : 35 votants ; Daguilhon-Pujol, 19 voix ; Devoisins-
Lavernière, 14 voix ; Barrau de Muratel, 1 voix ; Murat, 1
voix.

1873, 18 août : 34 votants ; Daguilhon-Pujol, 21 voix ; 13 blancs.

1874, 20 octobre : 33 votants ; Daguilhon-Pujol, 19 voix ; 13 blancs ;
1 nul.

1875, 16 août : 34 votants ; Daguilhon-Pujol, 24 voix ; 10 blancs.

1876, 21 août : 35 votants ; Daguilhon-Pujol, 23 voix ; Barbey, 10
voix ; Cavalié, 1 voix ; 1 blanc.

1877**Etienne Devoisins-Lavernière**

1877, 20 août : 34 votants ; 1^{er} tour Devoisins-Lavernière, 17 voix ; Daguilhon-Pujol, 17 voix. 2^e tour : Devoisins-Lavernière, 17 voix ; Daguilhon-Pujol, 16 voix ; 1 blanc.

Une grande partie du conseil souhaitait reporter l'élection du bureau après les élections départementales, ce qui s'est produit dans de nombreux départements. Le bureau élu considère qu'il est intérimaire et, de fait, il démissionne le 21 décembre 1877.

1877-1883**Charles Daguilhon-Pujol**

1877, 21 décembre : 30 votants ; Daguilhon-Pujol, 18 voix ; 12 blancs. (Etienne Devoisins-Lavernière a été battu dans le canton de Lavaur).

1878, 19 août : 33 votants ; Daguilhon-Pujol, 18 voix ; 15 blancs.

1879, 18 août : 32 votants ; Daguilhon-Pujol, 18 voix ; Abrial, 1 voix ; 13 blancs.

1880, 16 août : 32 votants ; Daguilhon-Pujol, 18 voix ; 16 blancs. (Le PV imprimé doit comporter une erreur, car cela ferait deux voix de trop par rapport aux votants).

1881, 22 août : 29 votants ; Daguilhon-Pujol, 16 voix ; 13 blancs.

1882, 21 août : 32 votants ; Daguilhon-Pujol, 18 voix ; 14 blancs.

1883-1904**Édouard Barbey**

1883, 20 août : 19 votants ; Barbey, 18 voix ; Daguilhon-Pujol, 1 voix. (La nouvelle opposition arrive après le vote, prétextant un retour du train).

1884, 18 août : 24 votants ; Barbey, 19 voix ; 5 blancs.

1885, 17 août : 28 votants ; Barbey, 19 voix ; Doat, 4 voix ; 5 blancs.

1886, 16 août : 31 votants ; Barbey, 19 voix ; Hilaire, 23 voix ; 10 blancs.

1887, 22 août : 30 votants ; Barbey, 21 voix ; Hilaire, 1 voix ; 8 blancs.

1888, 20 août : 31 votants ; Barbey, 21 voix ; général Boulanger, 1 voix ; 9 blancs.

1889, 19 août : 35 votants ; Barbey, 25 voix ; 10 blancs.

1890, 18 août : 27 votants ; Barbey, 22 voix ; 5 blancs.

1891, 17 août : 26 votants ; Barbey, 21 voix ; 6 blancs.

1892, 22 août : 30 votants ; Barbey, 26 voix ; 4 blancs.

1893, 21 août : 25 votants ; Barbey, 21 voix ; Dupuy-Dutemps, 2 voix ; 2 blancs.

- 1894, 20 août : 31 votants ; Barbey, 29 voix ; 2 blancs.
- 1895, 19 août : 32 votants ; Barbey, 25 voix ; Dubernard, 1 voix ; 6 blancs.
- 1896, 17 août : 29 votants ; Barbey, 25 voix ; 4 blancs.
- 1897, 16 août : 30 votants ; Barbey, 26 voix ; 4 blancs.
- 1898, 22 août : 32 votants ; Barbey, 22 voix ; 10 blancs.
- 1899, 21 août : 36 votants ; Barbey, 25 voix ; 11 blancs.
- 1900, 20 août : 32 votants ; Barbey, 29 voix ; Boularan, 3 voix ; 2 blancs (le PV imprimé doit comporter une erreur, les chiffres ne correspondant pas).
- 1901, 19 août : 36 votants ; Barbey, 29 voix ; 7 blancs.
- 1902, 18 août : 33 votants ; Barbey, 28 voix ; Batigne, 1 voix ; 4 blancs.
- 1903, 17 août : 30 votants ; Barbey, 26 voix ; Batigne, 1 voix ; 3 blancs.

1904-1922**Hippolyte Savary**

- 1904, 22 août : 34 votants ; Savary, 23 voix ; Laville, 1 voix ; Cambon, 1 voix ; 9 blancs.
- 1905, 21 août : 30 votants ; Savary, 20 voix ; Viste, 6 voix ; Cambon, 1 voix ; 3 blancs.
- 1906, 20 août : 26 votants ; Savary, 24 voix ; Vieu, 1 voix ; 1 blanc.
- 1907, 19 août : 31 votants ; Savary, 29 voix ; Cambon, 1 voix ; 2 blancs.
- 1908, 28 septembre ; 31 votants ; Savary, 25 voix ; Vieu, 1 voix ; Viste, 1 voix ; 5 blancs
- 1909, 27 septembre ; 28 votants ; Savary, 24 voix ; 4 blancs.
- 1910, 26 septembre ; 35 votants ; Savary, 30 voix ; Guiraud, 1 voix ; 4 blancs.
- 1911, 25 septembre ; 31 votants ; Savary, 29 voix ; 2 blancs.
- 1912, 23 septembre ; 29 votants ; Savary, 27 voix ; 2 blancs.
- 1913, 18 août ; 34 votants ; Savary, 32 voix ; 2 blancs.
- 1914, 17 août ; 20 votants ; le bureau est reconduit par acclamation.
- 1915, 20 septembre ; le bureau est reconduit par acclamation.
- 1916, 21 août : le bureau est reconduit par acclamation.
- 1917, 20 août : le bureau est reconduit par acclamation.
- 1918, 19 août : le bureau est reconduit par acclamation.
- 1919, 18 août : le bureau est reconduit par acclamation.
- 1920, 16 août : 33 votants ; Savary, 23 voix ; Fieu, 1 voix ; 9 blancs.

1921, 12 septembre : 32 votants ; Savary, 15 voix ; Guiraud, 10 voix ; Simon, 2 voix ; 5 blancs.

1922-1927

Henry Simon

1922, 11 septembre : 35 votants ; Simon, 31 voix ; Guiraud, 1 voix ; Laville, 1 voix ; Fieu, 1 voix ; 1 blanc.

1923, 10 septembre : 33 votants ; Simon, 28 voix ; Rossignol, 1 voix ; Raucoules, 1 voix ; Loupiac, 1 voix.

1924, 29 septembre : 34 votants ; Simon, 28 voix ; Fieu, 1 voix ; Vairettes, 1 voix ; Joseph Cavaillès, 1 voix ; Raucoules, 1 voix ; Rigaud, 1 voix.

1925, 28 septembre : 34 votants ; Simon, 26 voix ; Fieu, 4 voix ; Laur 2 voix ; Morel, 1 voix ; Tournier, 1 voix ; 2 blancs.

1926, 27 septembre : 31 votants ; Simon, 27 voix ; Fieu, 1 voix ; 3 blancs.

1927-1931

Alban Rossignol

1927, 2 mai : 36 votants ; Rossignol, 31 voix ; Fieu, 4 voix ; 1 blanc.

1927, 26 septembre : 32 votants ; Rossignol, 24 voix ; Marty, 5 voix ; Fieu, 1 voix ; 2 blancs.

1928, 24 octobre : 34 votants ; Rossignol, 19 voix ; Morel, 14 voix ; 1 blanc.

1929, 23 septembre : 34 votants ; Rossignol, 21 voix ; Morel, 13 voix.

1930, 22 septembre : 32 votants ; Rossignol, 22 voix ; Morel, 10 voix.

1931

Joseph Paul-Boucour

1931, 28 octobre : 31 votants ; Paul-Boncourt, 27 voix ; Tournier, 1 voix ; Lavergne, 1 voix.

Le conseil général souhaite rendre hommage à Joseph Paul-Boncourt, qui vient d'être nommé sénateur du Loir-et-Cher. Celui-ci démissionne aussitôt

1931-1940

Alban Rossignol

1931, 28 octobre : 33 votants ; Rossignol, 31 voix ; Lavergne, 1 voix ; Cambouives, 1 voix.

1932, 26 septembre : 30 votants ; Rossignol, 26 voix ; Morel, 1 voix.

1933, 19 septembre : 30 votants ; Rossignol, 29 voix.

1934, 17 octobre : 31 votants ; Rossignol, 30 voix.

1935, 4 novembre : 31 votants ; Rossignol, 24 voix ; Faure, 5 voix ; Fieu, 1 voix ; 1 blanc.

1936, 16 novembre : Rossignol, 31 voix ; 2 nuls; 33 votants.

1937, 20 octobre : 34 votants ; Rossignol, 32 voix ; Morel, 1 voix ; 1 nul.

1938, 3 novembre : 31 votants ; Rossignol, 28 voix ; 3 blancs.

1939, 6 novembre : 32 votants : Rossignol, 30 voix ; Rigaud, 1 voix ; 1 blanc.

Conseil départemental : comme sous le Second Empire, le bureau en est désigné par le gouvernement.

1942-1944

Alban Rossignol

1942, 23 décembre : Rossignol désigné par le gouvernement comme président du conseil départemental (séances les 23 décembre 1942, 28 janvier et 17 mai 1943, pas de PV imprimés pour la 2^e session de 1943 et la première de 1944, dont il existe les rapports imprimés).

Conseil général : retour à la légalité républicaine et à la loi d'août 1871.

1945-1955

Fernand Verdeille, SFIO

1945, 29 octobre : Verdeille, 23 voix ; Cavaillès, 11 voix ; Bourguet, 1 voix ; 1 blancs ; 36 votants.

1946, 24 septembre : Verdeille, 23 voix ; Grimal, 5 voix ; divers, 2 voix ; 5 blancs ; 35 votants.

1947, 22 septembre : Verdeille, 25 voix ; 3 blancs ; 28 votants.

1948, 5 octobre : reconduction du bureau jusqu'aux élections de 1949

1949, 3 mai : Verdeille, 28 voix ; 3 blancs ; 31 votants.

1950, 26 septembre 1er tour : Verdeille, 16 voix ; Reille-Soult, 7 voix ; Iversenc, 7 voix ; Cavaillès, 1 voix ; Albet, 1 voix ; 1 blanc ; 33 votants.

2e tour : Verdeille, 17 voix ; Albet, 14 voix ; Iversenc, 1 voix ; 1 blanc ; 33 votants.

1951, 17 octobre : Verdeille, 20 voix ; Albet, 15 voix ; 35 votants.

1952, 30 septembre : Verdeille, 20 voix ; Iversenc, 8 voix ; Siguier, 5 voix ; Sizaire, 1 voix ; Albet, 1 voix ; 35 votants.

1953, 24 septembre : Verdeille, 22 voix ; Iversenc, 5 voix ; Lafon, 1 voix ; 3 blancs ; 31 votants.

1954, 27 septembre : reconduction du bureau jusqu'aux élections de 1955.

1955, 27 avril : 1er tour : Verdeille, 17 voix ; Albet, 17 voix ; 1 blanc ; 35 votants ; 2e tour : Verdeille, 18 voix ; Albet, 17 voix ; 35 votants.

1955-1961**Paul Saissac**

1955, 25 octobre : Saissac, 18 voix ; Verdeille, 17 voix ; 35 votants.

1956, 27 novembre : Saissac, 19 voix ; Raust, 15 voix ; Verdeille, 2 voix ; 36 votants.

1957, 12 novembre : Saissac, 19 voix ; Raust, 17 voix ; 36 votants.

1958, 30 avril : Saissac, 20 voix ; Bourguet, 16 voix ; 36 votants.

1958, 9 octobre : Saissac, 20 voix ; Bourguet, 14 voix ; 1 blanc ; 35 votants.

En vertu du décret du 4 décembre 1959 l'élection du président du conseil général n'a lieu que tous les trois ans, à la suite du renouvellement triennal du conseil général. Cette réforme est confirmée lors de la loi de décentralisation (loi n°82-213 du 2 mars 1982, art. 38).

1960, 5 janvier : Saissac, 20 voix ; Bourguet, 11 voix ; 1 blancs ; 32 votants.

1961-1976**Émile Albet**

1961, 17 juin : Albet, 24 voix ; 11 blancs ; 35 votants.

1964, 18 mars : Albet, 22 voix ; 12 blancs ; 34 votants.

1967, 4 octobre : Albet, 18 voix ; Bourguet, 16 voix ; 1 blanc ; 35 votants.

1970, 18 mars : Albet, 20 voix ; 16 blancs ; 36 votants.

1973, 3 octobre : Albet, 23 voix ; 19 blancs ; 42 votants.

1976-1982**Louis Brives**

1976, 17 mars : Brives, 22 voix ; Albet, 20 voix ; 42 votants.

1979, 28 mars : Brives, 23 voix ; Billoux, 19 voix ; 42 votants.

1982-1991**Jacques Durand**

1982, 24 mars : Durand, 22 voix ; Goulesque (non candidat), 7 voix ; 13 abstentions et nuls ; 42 votants.

1985, 22 mars : Durand, 22 voix ; Limouzy, 21 voix ; 43 votants.

1988, 7 octobre : Durand, 26 voix ; 16 blancs ; 1 nul ; 43 votants.

1991-

Thierry Carcenac

1991, 22 février : Carcenac, 28 voix ; 14 blancs, 42 votants.

1992, 3 avril : Carcenac, 25 voix ; Carneau, 17 voix, 1 blanc ; 43 votants.

1994, 1^{er} avril : Carcenac, 23 voix ; Paul Salvador, 18 voix ; 2 blancs ; 43 votants.

1998, 27 mars : Carcenac, 33 voix ; 12 blancs ; 1 nul ; 46 votants.

2001, 23 mars : Carcenac, 30 voix ; 15 blancs ; 1 nul ; 46 votants.

2004, 1^{er} avril : Carcenac, 28 voix ; 18 blancs ; 46 votants.

2008, 20 mars : Carcenac, 34 voix ; 12 blancs ; 46 votants.

2011, 31 mars : Carcenac, 34 voix ; 12 blancs ; 46 votants.



Commission administrative et conseil départemental (1941-1944)

Tous les renseignements sont tirés de ADT, 506 W 28

La loi du 12 octobre 1940 portant suspension des sessions des conseils généraux et des conseils d'arrondissements prévoit dans son article 3 que « le préfet sera assisté d'une commission administrative de 7 à 9 membres nommés par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur et remplaçables dans la même forme ». Il est prévu qu'elle soit composée d'au moins 3 conseillers généraux. Dans le Tarn, la commission administrative est nommée par arrêté du 28 janvier 1941 du ministre Peyrouton.

Elle est formée ainsi :

Maurice Rigaud, avocat, avoué honoraire, conseiller général de Réalmont.
Paul Saissac, propriétaire, directeur fondateur de banques, conseiller général de Lisle-sur-Tarn
Jean Salinier, docteur en médecine, conseiller général de Cuq-Toulza,
Charles Bellet, industriel albigeois, directeur de la *Revue du Tarn*,
Paul Brenac, président de la chambre de commerce de Mazamet,
Paul Chabbert, docteur en médecine, président de la Légion
Henri de Rouville, président de la chambre d'agriculture du Tarn,
Victor Teste, ouvrier qualifié, à Castres.

En décembre 1941, le préfet est chargé de faire des propositions afin d'élargir la composition de la commission administrative, qui passerait de 7-9 membres à 15-25 membres. En même temps, il est question de former un *conseil régional*. Courant 1942, le projet évolue et la loi du 7 août 1942 crée le *conseil départemental*. Après aller et retour entre Albi et Vichy, celui-ci est constitué par arrêté du ministre de l'Intérieur du 14 décembre 1942. Les membres doivent en être des élus locaux ou des membres de la commission administrative. Afin d'y faire figurer l'amiral Abrial⁷, retiré à Dourgne (qui deviendra secrétaire d'État à la Marine en décembre 1942), qui n'avait aucun mandat local, ce dernier est nommé membre de la commission administrative par arrêté ministériel du 26 août 1942.

Le 28 octobre 1942, Paul Saissac démissionne de la commission administrative « dans un but d'union et afin de vous faciliter la constitution du conseil départemental ». Jean Baptiste Cavaillès, ancien conseiller général de Lacaune, maire de Nages, intrigue beaucoup pour être nommé au conseil départemental à la place du docteur Viguière, maire de Lacaune.

Le conseil départemental est composé ainsi :

Président : Alban Rossignol, ancien président du conseil général.

Vice-présidents :

Henri de Saint-Salvy, maire de Lavour,

⁷ 'Jean' Marie Charles Abrial, né à Réalmont le 17 décembre 1879, fils de Raymond Abrial, receveur de l'Enregistrement, et de Marie-Caroline-Anne de Montazet ; décédé à Dourgne le 19 novembre 1962.

Maurice Rigaud, maire de Fauch, ancien président de la commission départementale, membre de la commission administrative.

Secrétaires :

Raymond Brault, maire nommé d'Albi,
Henri Libmann, premier adjoint au maire de Castres,
M. Saissac, maire de Lisle-sur-Tarn, membre de la commission administrative,
docteur Jean Salinier, maire de Cuq-Toulza, membre de la commission administrative.

Membres :

Abrial, Jean, membre de la commission administrative
Augier, Paul, maire de Burlats,
Balssa, Raoul, conseiller général du canton de Monestiés, maire de Montirat,
Barrau de Muratel, Maurice de, conseiller d'arrondissement du canton de Dourgne,
Bellet, Charles, membre de la commission administrative, conseiller municipal d'Albi,
Belot, Léon, maire de Labastide-Rouairoux,
Brault, Raymond, maire d'Albi,
Cabayé, Joseph, conseiller municipal de Labruguière,
Cavaillès, Achille, conseiller général du canton de Cadalen,
Cazenave, Charles, maire de Mazamet,
Chabbert, Paul, membre de la commission administrative, conseiller d'arrondissement du canton de Castres,
Delga, Gaston, conseiller général du canton de Lautrec, maire de Lautrec,
Esquilat, Maurice, président de la délégation spéciale de Pampelonne,
Fournès, Fernand, adjoint au maire de Puylaurens,
Galaub, Louis, maire de Cagnac-les-Mines,
Gary, François, conseiller général du canton de Salvagnac,
Garraud, François Joseph, maire de Gaillac,
Gayraud, Louis, conseiller général du canton de Murat, maire de Murat-sur-Vèbre,
Gisclard, Ernest, conseiller d'arrondissement du canton de Valdériès, conseiller municipal de Valdériès,
Imart, Jean, maire de Graulhet,
Lauzeral, Henri, adjoint au maire de Rabastens,
Libmann, Henri, adjoint au maire de Castres,
Ravailhe, Jean, maire de Blaye-les-Mines,
Raynaud, Augustin, maire de Damiatte,
Rigaud, Maurice, membre de la commission administrative, conseiller général du canton de Réalmont, maire de Fauch,
Rossignol, Alban, conseiller général du canton de Villefranche,

Sablayrolles, Henri, président de la délégation spéciale de Castelnau-de-Montmiral,
Saint-Salvy, Henri de, maire de Lavaur,

Saissac, Paul, membre de la commission administrative, conseiller général du canton de
Lisle-sur-Tarn, maire de Lisle-sur-Tarn,

Salinier, Jean, membre de la commission administrative, conseiller général du canton de
Cuq-Toulza, maire de Cuq-Toulza,

Séry, Pierre, maire de Castres,

Teste, Victor, membre de la commission administrative,

Veaute, André, conseiller municipale de Castelnau-de-Brassac,

Viguiier, Henri, maire de Lacaune,

Villeneuve, Élie, maire de Cadix.

Maurice Rigaud étant décédé le 23 février 1944, il est remplacé par Harold Roquelaure, maire
de Lombers (né le 25 avril 1894 à Lombers), propriétaire à Lombers, marié, 2 enfants, ancien
conseiller d'arrondissement, membre de la chambre d'agriculture. Celui est nommé par arrêté
du 12 mai 1944.

Barrau de Muratel, de Sorèze, démissionne (voir le dossier de la commune de Sorèze). Le préfet
propose pour le remplacer Albert Faure (né le 20 avril 1871 à Vabre), marié, 2 enfants, directeur
général de la Manufacture de tissus Faure, Claron et cie (protestant comme Barrau de Muratel).
Celui-ci n'a visiblement pas eu le temps d'être nommé.

La conseil départemental tient séance au moins les 23 décembre 1942, 28 janvier 1943 et 17 mai
1943.

Sommaire

Avant-propos	3
Introduction	5
I. Administration départementale, de la Constituante à la Convention (1790-an III)	13
II. Administration centrale du département de la période du Directoire (an III-an VIII)	21
Dictionnaire des administrateurs du département 1790-an VIII	25
III. Conseillers généraux désignés par le gouvernement (1800-1833).....	37
1 ^{er} siège.....	37
2 ^e siège.....	38
3 ^e siège.....	39
4 ^e siège.....	40
5 ^e siège.....	41
6 ^e siège.....	42
7 ^e siège.....	43
8 ^e siège.....	44
9 ^e siège.....	44
10 ^e siège.....	45
11 ^e siège.....	47
12 ^e siège.....	48
13 ^e siège.....	48
14 ^e siège.....	49
15 ^e siège.....	50
16 ^e siège.....	50
IV. Conseillers élus (1833-2015)	53
Alban	53
Albi	58
Albi Centre	63
Albi Nord.....	64
Albi Nord-Est	65
Albi Nord-Ouest	66
Albi Sud.....	67
Albi Est.....	69
Albi-Ouest	69
Anglès & Brassac	70
Anglès.....	70
Brassac.....	76
Cadalen	81
Carmaux	87
Carmaux Nord	90
Carmaux Sud	91
Castelnau-de-Montmiral.....	93
Castres	99

Castres Nord	106
Castres Est	107
Castres Sud	109
Castres Ouest	110
Cordes	111
Cuq-Toulza & Puylaurens	116
Cuq-Toulza	117
Dourgne	122
Gaillac	127
Graulhet	134
Labruguière	139
Lacaune & Murat	146
Lacaune	148
Lautrec	157
Lavaur	162
Lisle & Salvagnac	168
Lisle-sur-Tarn	169
Mazamet	176
Mazamet Sud-Ouest	182
Mazamet Nord-Est	183
Monestiés	184
Montredon-Labessonnié	190
Murat-sur-Vèbre	196
Pampelonne	201
Puylaurens	207
Rabastens	214
Réalmont	221
Roquecourbe	227
Saint-Amans-Soult	233
Saint-Paul-Cap-de-Joux	239
Salvagnac	245
Vabre	251
Valdériès	258
Valence & Valdériès	265
Valence-d'Albigeois	266
Vaour	273
Vielmur-sur-Agout	279
Villefranche-d'Albigeois	285
Présidents du conseil général	293
Commission administrative et conseil départemental (1941-1944)	307
Sommaire	311